



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

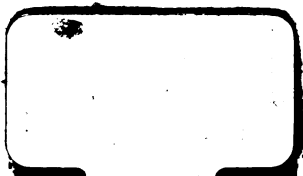
Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



~~76.a.3~~

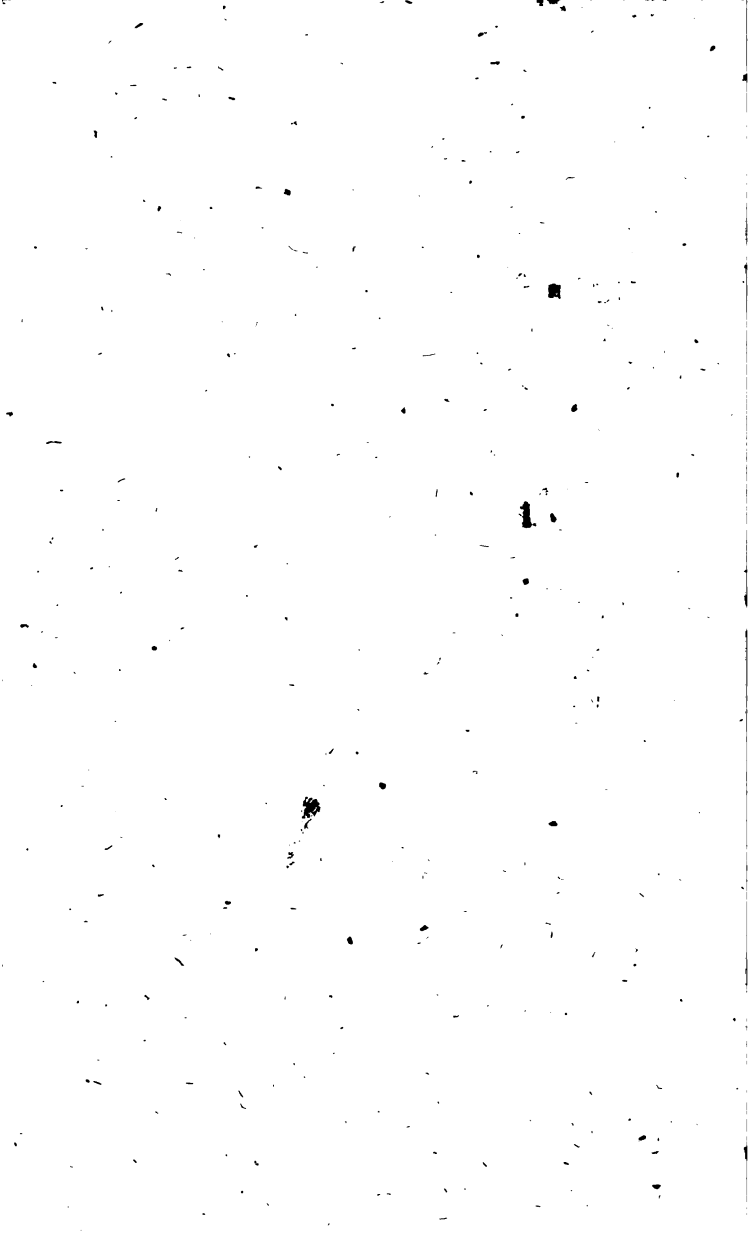


Vet. Fr. II A. 506









**HISTOIRE**

**G E N E R A L E**

**D E**

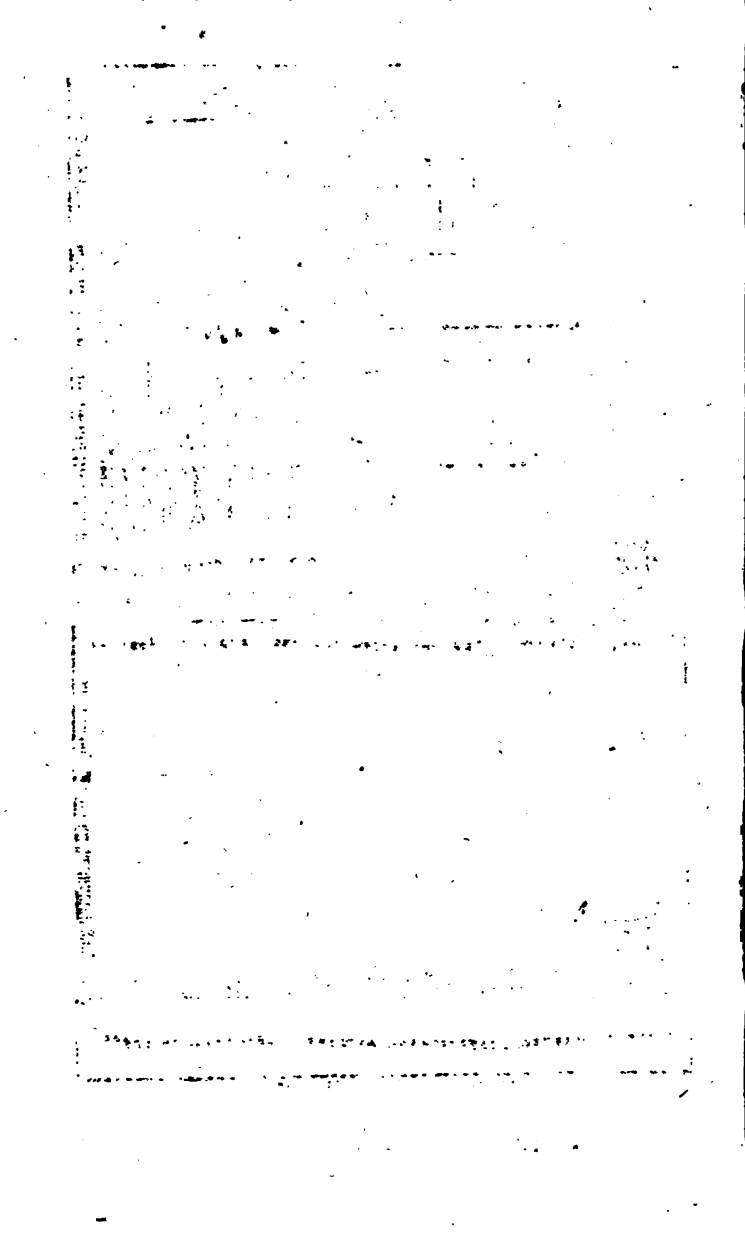
**L' E U R O P E**

**S O U S**

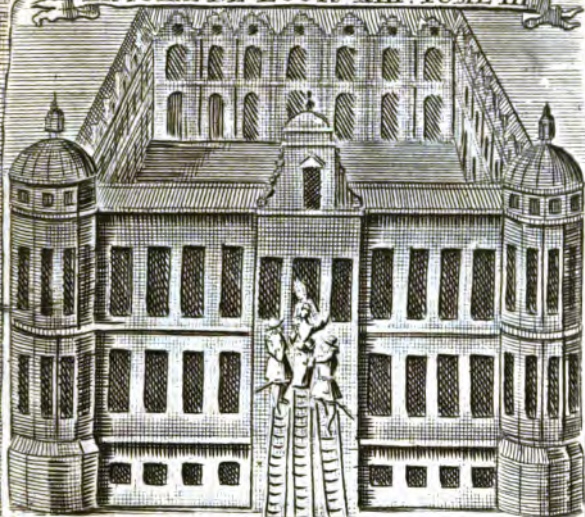
**LE R E G N E**

**D E**

**LOUIS XIII.**



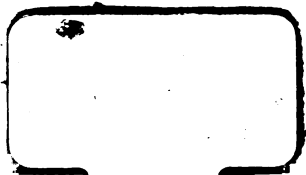
HISTOIRE DE LOUIS XIII. TOME III



~~76.a.3~~

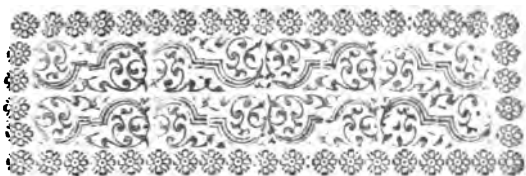


Vet. Fr. II A. 506





43 1  
40 7



# AVERTISSEMENT DU LIBRAIRE,

SUR CETTE NOUVELLE EDITION.

**M**R. LE VASSOR avoit  
relu avec beaucoup  
de soin son *Histoire de Louis*  
*XIII.* & y avoit fait des  
Additions & Corrections  
considerables. L'Exemplai-  
re qu'il avoit revu & corri-  
gé ayant été remis à Mr.  
DES MAIZEAUX, il a  
bien voulu nous le commu-  
niquer, afin que nous en  
pussions profiter dans la ré-  
impression de cet Ouvra-

\*

4

ge.



## AVERTISSEMENT.

ge. C'est ce que nous commençons d'exécuter aujourd'hui en réimprimant ce troisiéme Tome. Ceux qui prendront la peine de le comparer avec les Editions précédentes , verront que nous n'avançons rien ici qui ne soit vrai au pié de la lettre.



SOM.


## S O M M A I R E

D E S

## T R O I S L I V R E S

*Contenus dans la Première Partie de  
ce III. Volume.*

## Sommaire du XI. Livre.


 Tat de la Cour de France  
 depuis l'élevation de Lui-  
 nes. Il épouse la fille du Duc  
 de Monbazon. Il met ses  
 créatures auprès de Gaston Duc d'Anjou  
 frere unique du Roi. Un certain Gignier  
 accuse faussement les premiers Seigneurs  
 de la Cour d'une conspiration contre Lui-  
 nes & contre le Roi même. Le même  
 Gignier accuse le Duc de Vendôme de  
 vouloir empoisonner le Roi. Sa fourbe est  
 découverte, on le condamne à la mort.  
 Intrigues de Luines & de Déageant pour  
 rendre le Roi plus puissant à la Cour  
 de Rome. Marquemont Archevêque de  
 Lion est envoyé à Rome pour y faire les  
 fonctions d'Ambassadeur. Sermons du P.  
 Arnoux Jesuite prononcés en présen-

*ce du Roi contre la Confession de Foi des Eglises Réformées de France. Remontrances des Evêques de Macon & d'Aire au Roi de la part de l'Assemblée du Clergé. Arrêt du Conseil d'Etat qui ordonne le rétablissement de la Religion Romaine, & la restitution des biens Ecclesiastiques en Bearn. Lescun parle avec courage pour la défense de la liberté de son pais en présence du Roi. Réunion de la Principauté de Bearn à la Couronne de France. Le Viceroi de Naples, le Gouverneur de Milan, & l'Ambassadeur d'Espagne à Venise forment une espee de Triumvirat en Italie. On transporte à Madrid la Négociation de la Paix d'Italie. Le Gouverneur de Milan assiége Verceil. Continuation de la guerre entre les Venitiens & l'Archiduc Ferdinand de Gratz. Les Etats-Généraux des Provinces-Unies envoient du secours à la République de Venise. Le Duc d'Osborne Viceroi de Naples fait une guerre ouverte aux Venitiens dans leur Golfe. Traité entre les deux branches de la Maison d'Autriche en Espagne & en Allemagne. Ferdinand d'Autriche Archiduc de Gratz est élu & couronné Roi de Bohême. Les Princes de la Ligue Protestante en Allemagne prennent de grands ombrages à l'occasion des demar-*

*ches*

ches de la Cour de Madrid. La Négociation de la Paix d'Italie se transfere de Madrid à Paris. Le Duc de Savoie & le Maréchal de Lesdiguières font irruption dans le Milanéz. Plaintes des Espagnols contre l'entreprise du Maréchal de Lesdiguières. Retour du Maréchal de Lesdiguières en Dauphiné. L'accommodement des Venitiens avec le Roi de Bohême & celui du Duc de Savoie avec le Roi d'Espagne sont enfin conclus & signés à Paris. Difficultés des Ambassadeurs de Venise sur la Signature de l'Accommodement. Le Senat de Venise accepte le Traité; mais il condamne les Ambassadeurs qui l'ont signé en France à venir se constituer prisonniers. Artifices des Ministres du Roi d'Espagne en Italie pour différer l'exécution du Traité. Négociation du Duc de Rohan en faveur de la Reine Mere. Fourberies de Déageant pour rendre la Négociation du Duc de Rohan inutile, & pour perdre sans ressource Barbin & les autres serviteurs de la Reine Mere. Nouvelle disgrâce de Richelieu Evêque de Luçon. On parle dans le Synode National des Eglises Réformées de France de la division de celles des Provinces-Unies. La division augmente dans les Provinces-Unies à l'occasion de la doctrine des Armi-

*miniens. La mesintelligence devient plus grande entre le Prince Maurice & Barneveld Pensionnaire de Hollande. Division dans les Provinces-Unies sur la convocation d'un Synode National. Les Etats-Généraux des Provinces-Unies indiquent à la pluralité des voix un Synode National à Dordrecht. On tâche d'engager du Plessis-Mornai à faire un voyage en Hollande. Assemblée des Notables à Rouën. Mort de Villeroi ancien Secrétaire d'Etat.*

---

Sommaire du XII. Livre.

**F**Einte abolition de la Paulette. Les Jesuites obtiennent du Roi la permission d'enseigner publiquement à Paris. Le Duc de Lermé & l'Evêque de Paris sont faits Cardinaux. Distinction du Pape pour le Cardinal Duc de Lermé. Brouillerie du Duc d'Epéron avec Luines. Affront fait à du Vair Garde des Sceaux par le Duc d'Epéron. Le Duc d'Epéron se retire dans son Gouvernement de Mets. Echange de quelques Gouvernemens. Difficultés des Ministres Espagnols en Italie sur l'exécution des Traités faits l'année précédente. Grand bruit dans le monde sur la découverte d'une prétendue conspiration

tion des Espagnols contre la Ville de Venise. Retablissement de la Paix en Italie. Les brouilleries augmentent dans le Bearn à l'occasion de l'Edit pour la main-levée des biens Ecclesiastiques. Artistes de Luines pour retenir la Reine Mere. Luines tâche de gagner le Jesuite Suffren Confesseur de la Reine Mere. Arnoux Confesseur du Roi surprend Marie de Medicis. Luines éloigne Déageant du Conseil & des affaires. Diverses intrigues en Allemagne sur la succession à l'Empire. Ferdinand Roi de Bohême s'assure la succession à la Couronne de Hongrie. Origine des troubles de Bohême. Emprisonnement du Cardinal de Cleves premier Ministre de l'Empereur. Commencement de la guerre civile en Bohême. Intrigues de l'Abbé Rucellai pour la délivrance de la Reine Mere. Le Maréchal de Bouillon propose le Duc d'Epemon comme le Seigneur le plus propre à servir la Reine Mere. Premiere Négociation avec le Duc d'Epemon pour la délivrance de la Reine Mere. Adresse de Rucellai pour entrer en Négociation avec le Duc d'Epemon. Le Cardinal de Savoie vient à Paris demander en Mariage pour le Prince de Piemont son frere Madame Christine de France. Differens Princes s'entremettent

*mettent pour pacifier les troubles domestiques des Provinces-Unies. Aersens fait publier differens libelles contre Barnevelt. Le Prince Maurice abat le Parti Arminien dans la Gueldre & dans l'Over-Issel. Lettres des Etats-Généraux envoyées par tout pour la convocation d'un Synode National, nonobstant l'opposition des Provinces de Hollande & d'Utrecht. Le Prince Maurice abat le Parti Arminien à Utrecht. Boissise Conseiller d'Etat du Roi de France arrive à la Haïe en qualité d'Ambassadeur extraordinaire. Ordonnance des Etats-Généraux pour la cassation des nouvelles milices en Hollande. Barnevelt, Grotius & Hogerbeets sont arrêtés à la Haïe. On dépose ensuite tous les Magistrats Arminiens des villes de Hollande. Instances des Ambassadeurs de France en faveur de Barnevelt & des autres prisonniers. Nouveau Memoire présenté aux Etats-Généraux par les Ambassadeurs de France. Réponse des Etats-Généraux au Mémoire des Ambassadeurs de France.*

---

Sommaire du XIII. Livre.

**L**E Duc d'Epéron part de Mets dans le dessein de tirer la Reine Mere du châ-

*château de Blois. Négligence de Luines  
 au regard de l'entreprise du Duc d'Ep-  
 pernon. La Reine Mere s'échape de  
 Blois. Divers mouvemens des esprits à  
 la Cour & ailleurs sur l'évasion de la  
 Reine Mere. Vuës secretes du Maré-  
 chal de Bouillon dans ces mouvemens de  
 la Cour. Lettre de Marie de Médicis  
 au Roi, à quelques Seigneurs, & aux  
 Ministres d'Etat. Le Roi envoie le  
 Comte de Bethune pour négocier avec la  
 Reine Mere. Lettres du Roi, du  
 Prince de Piémont & des Ministres à  
 Marie de Médicis. Le Roi envoie en-  
 core l'Archevêque de Sens & le P. de  
 Berulle à la Reine Mere. La Reine  
 Mere sollicite inutilement le Parti Re-  
 formé à se declarer pour elle. Ouver-  
 ture du Synode assemblé à Dordrecht  
 contre les Arminiens. Procédures du Sy-  
 node contre les Remontrants. Les Armi-  
 niens sont entierement exclus du Synode.  
 Condamnation de la doctrine & de la  
 personne des Arminiens. On travaille  
 au Procès de Barnevelt, de Grotius &  
 d'Hogerbeets. Condamnation de Barne-  
 velt & des autres. L'Ambassadeur de  
 France intercede encore pour Barnevelt.  
 Mort de Barnevelt. Hogerbeets & Gro-  
 tius sont enfermés dans le Château de  
 Louvestein. Mouvemens des troupes du  
 Roi*



*Roi contre le Duc d'Epéron. Intrigues de l'Abbé Rucellai auprès de la Reine Mere contre le Duc d'Epéron. Le Cardinal de la Rochefoucaut est nommé pour traiter de la part du Roi avec Marie de Médicis. Le Roi permet secrettement à Richelieu Evêque de Luçon de retourner auprès de la Reine Mere. Le Nonce offre la médiation de son maître pour l'Accommodement de la Reine Mere. Conditions de l'Accommodement de Marie de Médicis avec le Roi son fils. Courage & fermeté du Duc d'Epéron. Le Marquis de Richelieu est tué en duel par le Marquis de Thémynes. Le Prince de Piémont va voir la Reine Mere à Angoulême. Difficultés de Marie de Médicis pour son entrevue avec le Roi son fils. Lettre du Roi à la Reine Mere. Difficultés entre les deux Reines sur le cérémoniel. Praslin & S. Geran sont fait Maréchaux de France, & Luines est créé Duc & Pair. Marie de Médicis va trouver le Roi son fils à Tours. Nouvelles défiances de la Reine Mere depuis son premier entretien avec Luines. Entrevue du Roi & de la Reine Mere. Le Duc de Luines éloigne Déageant de la Cour. La Cour gagne le Maréchal de Lesdiguières en lui promettant l'Epée de Connétable.*

HIS.



# HISTOIRE

D U R E G N E

D E

L O U I S X I I I .

*Roi de France & de Navarre.*

L I V R E X L



*'Est la ruine d'un Etat que le re-* 1617.  
*gne absolu des Favoris, dit le Duc* Etat de  
*de Rohan. Ils changent tout* la Cour de  
*selon leurs Interêts, & donnent* France  
*occasion aux ambitieux de cher-* depuis l'é-  
*cher de nouvelles manières de s'élever. Ils* levation  
*sont du moins le prétexte des factions qui se* de Luines,  
*forment à la Cour, du mécontentement qui*  
*se répand dans les Provinces, & des brouil-*  
*leries qui troublent la tranquillité publique.*  
*Les François accoutumés sous le regne*  
*d'Henri IV à se voir gouvernés par leur Roi* Mémoires  
*même, supportèrent impatiemment la grande* de Rohan  
*autorité du Maréchal d'Ancre. On le haïssoit,* L. I.  
*on le régardoit comme la cause unique des*  
*malheurs & des desordres du Roiaume. Le*

*Tom, III.*

A

*peu,*

1617. peuple espéra un meilleur gouvernement après la mort de Conchini. Chacun bénit Dieu de ce qu'il met dans le cœur du jeune Roi, de prendre en main l'administration des affaires. Mais la joie publique ne dura pas long-temps. *Nous n'en sommes pas mieux, dirent les plus judicieux. Voici un homme de bas lieu revêtu déjà de la dépouille de Conchini. Luines n'a pas moins de crédit & d'autorité que l'autre. Ne nous flattons point: il n'en demeurera pas là. On a seulement changé de maître: Le Provençal ne vaudra pas mieux que le Florentin. Faudra-t-il moins d'argent & de dignités pour contenter l'avarice & l'ambition de trois frères, qu'il n'en a fallu pour enrichir & pour élever le Maréchal d'Ancre & sa femme? Luines paroît-il satisfait de ce que*

*Gramond* ceux-ci ont amassé en sept ans de faveur? *Nous*  
*Historia-* croisons être délivrés du sanglier furieux: voici  
*rum Gal-* maintenant un nouveau monstre à dompter. La  
*lia. L. II.* France trouvera t-elle un autre Hercule qui la  
 1617. délivre de l'avidité d'un chien à trois-têtes? Quelque Courtisan railleur & malicieux fit redoubler les murmures par une manière de pasquinade assez ordinaire en France. Luines & ses deux freres Brantes & Cadenet, logeoient au Louvre dans un même appartement. On met la nuit au dessus de leur porte un tableau qui représente les Mages dans l'étable de Bethléem, avec cette inscription, *aux trois Rois*. Toute la Cour applaudit à la plaisanterie. On raille sur les trois freres qui dans leur appartement assez ressemblant à une étable, aspirent à tout ce qu'il y a de plus grand dans le Roiaume.

Luines

1617.

Luines suivoit la meilleure méthode qu'un Favori puisse prendre en France Il laissoit parler les gens, pendant qu'on le laissoit faire. Les anciens Ministres d'Etat rappelés par son moien, n'osoient ni le contredire, ni le traverser. Du Vair Garde des sceaux revêtu de l'Evêché de Lisieux, s'humanisoit au regard du Favori; il gardoit son austere vertu pour les autres. Le bon homme pensoit à se faire Cardinal. Le Jésuite Coton, Confesseur du jeune Roi, n'étoit pas au gré de Luines. Ce vieux Courtisan en savoit trop pour un homme sans qualité, sans appui dans le Roiaume, sans expérience dans les affaires, qui prétendoit disposer souverainement de tout. Coton fut toujours dans les intérêts de Marie de Médicis. Il étoit à craindre qu'il ne se servît adroitement de la confession afin de persuader au Roi de traiter sa mere avec moins de rigueur, & de la rappeler auprès de lui. Le Confesseur reçoit quelques mortifications à la Cour. Son jeune pénitent ne le regarde plus de si bon œil; persuadé qu'il n'est plus à la mode, Coton prévient en habile homme une disgrâce humiliante. Il demande la permission de se retirer. *Je veux, disoit-il, me préparer désormais à la mort.* Le Jésuite est pris au mot, on le remercie honnêtement de ses soins & Arnoux son confrere est mis à sa place. Celui-ci dépendoit absolument de Luines, qui vouloit que la superstition lui servît à se rendre encore plus maître de l'esprit du Roi: *puissant moien pour gouverner un Prince*, dit le Duc de Rohan. Ajoutons si vous le voulez; encore plus un Prince timide & nullement éclairé.

1617. ré. Luines ne manque pas de choisir aussi de petites gens qui se dévouent lâchement à lui. Il les met auprès du Roi ; il leur ordonne de l'amuser avec les divertissemens puériles que sa Majesté aimoit, & de l'assiéger de telle manière, qu'aucun Courtisan n'ait la liberté de l'entretenir en particulier.

*Mémoires  
de Déageant pag.  
102.*

Modène parent du Favori, & Déageant récompensé de la Charge d'Intendant des finances devinrent ses plus intimes confidens. Il se conduisoit par leurs conseils. Déageant étoit un parfaitement homme de bien, si nous l'en voulons croire sur sa parole. Il *n'avoit point d'autre objet devant les yeux, que le service du Roi, le progrès de la Religion Catholique, le repos de l'Etat, & l'avancement de M de Luines* son bienfaicteur. Mais la jalousie & l'envie ne souffrent pas longtemps un homme de mérite, dans une si grande distinction auprès du Favori. Ce que nous avons rapporté des artifices bas & criminels de Déageant, ne s'accorde pas avec le témoignage avantageux qu'il se rend modestement à lui même. Ce qu'il y a de plus certain ; c'est que Déageant avoit l'esprit trop délié & le cœur trop corrompu pour subsister longtemps auprès de Luines, qui le connoissoit, le Favori devoit se défier de lui. On se sert volontiers d'un fourbe & d'un traître ; mais on n'aime pas à le garder auprès de soi. Luines n'eut-il pas raison de craindre que Déageant ne lui fit un jour les mêmes infidélités qu'à Barbin son premier maître !

Luines  
épouse la

Après que le Favori a placé ses amis & ses créa-

créatures dans le Conseil & auprès de la 1717.  
 personne du Roi, il pense à se marier & filie du Duc de Monbazon.  
 rétablir sa fortune par une alliance conside-  
 rable. Il jettoit les yeux sur Mademoiselle  
 de Vendôme fille naturelle d'Henri IV. &  
 de la fameuse Gabriële d'Etrées. Mais ve-  
 nant à reflexir qu'un mariage si avantageux  
 l'expose encore plus à l'envie, il refuse une  
 Princesse que le Duc de Vendôme son fre-  
 re, lui offroit bassement. Le Duc d'Elbeuf Memoires de Rohan.  
 chef d'une branche de la maison de Guise,  
 épousa depuis Mademoiselle de Vendôme,  
 Luines croioit donner une marque de sa  
 modération, en se contentant de la fille du  
 Duc de Monbazon cadet de la maison de  
 Rohan. L'alliance étoit assez honnête pour  
 un homme nouvellement élevé. La Da-  
 me avoit de la beauté & de l'esprit. Son  
 génie fut supérieur à celui de son Epoux,  
 pour les affaires & pour les intrigues de  
 Cour. Elle fera plus de bruit dans le mon-  
 de sous le nom de la Duchesse de Chevreu-  
 se, que sous celui de Madame la Conné-  
 table de Luines. Nous en verrons la rai-  
 son. Le premier mari ne vécut pas long-  
 temps.

Il mit encore des gens à sa dévotion au-  
 près de Gaston Duc d'Anjou. Ce jeune Luines met de ses créatures auprès de Gaston Duc d'Anjou frere unique du Roi.  
 Prince né le 25. Avril en 1608. avoit pour  
 Gouverneur Brèves Gentilhomme d'un mé-  
 rite rare & distingué. Il fut premièrement  
 Ambassadeur à la Porte Ottomane. Aiant  
 épousé depuis une fille de la maison de  
 Thou alliée de Villeroi Secrétaire d'Etat,  
 ce Ministre lui fit donner l'Ambassade à la  
 Cour de Rome. Brèves s'en acquitta digne-  
 ment

1617.  
*Mémoires  
 anonymes  
 sur les af-  
 faires du  
 Duc d'Or-  
 léans im-  
 primés en  
 1685.*

ment. Ce poste lui fut une occasion de se lier étroitement avec le Maréchal & la Maréchale d'Ancre. Il les servit si utilement en Italie, qu'ils résolurent l'un & l'autre de l'avancer à la Cour de France. Brèves eut à leur recommandation auprès de Marie de Médicis la Charge de Gouverneur de Monsieur frere unique du Roi, qui fut tiré l'an 1615. des mains de Madame de Mônglas Gouvernante des Enfans de France. Si Conchini & la Galigai remplirent aussi bien toutes les places dont ils disposèrent, on eut grand tort de leur faire un procès sur la manière dont ils distribuèrent les premières Charges de l'Etat. Brèves prit un soin merveilleux d'élever bien le Duc d'Anjou. Il mit auprès de son Altesse Royale des gens capables de former à la Religion & aux bonnes mœurs un jeune Prince, dont l'esprit paroïssoit vif & propre aux belles connoissances. Mais par malheur pour Gaston, son Gouverneur n'étoit pas au gré de Luines. L'ambitieux Favori ne veut pas souffrir auprès du frere unique de son Maître un Gentilhomme irréprochable & qui remplit exactement tous les devoirs de son emploi ; parce qu'il en est redevable à la Reine Mere. On prétendoit que Gaston eût aussi mauvaise opinion que Louïs, de cette Princesse infortunée. Voici Brèves mandé au Conseil du Roi qui se tenoit chez le Chancelier de Silleri. Les Ministres remercient le Gouverneur des soins pris pour l'éducation de Monsieur. On lui proteste que le Roi est content de sa conduite ; on lui assure même une récompense assez considerable.

siderable. Brèves souffrit l'injustice en honnête homme. Il quitte sans regret un emploi assujettissant & onéreux à la conscience, quand on en veut remplir tous les devoirs. 1617.

Luines & ses deux freres avoient de l'obligation au Comte du Lude. Le Favori la reconnut en donnant à Lude la place de Brèves. Le nouveau Gouverneur commence par renverser tout ce que son prédécesseur a sagement établi. Il fait un nommé Contade Sous-Gouverneur, & se repose de tout sur lui. Le Comte aimoit le plaisir, & ne vouloit pas se rendre trop assidu. Contade homme de basse naissance, grossier, & sans aucune politesse, se contente d'instruire Gaston à bien jurer. Tel est le malheur, dirai-je des Princes ou des peuples? Quand il est question de donner un Gouverneur, à un jeune Prince, on n'a nul égard au mérite. Un Favori, & souvent même le pere & la mere du Prince, cherchent plutôt à recompenser un Seigneur, ou un Gentilhomme qui les a servis, qu'à trouver une personne capable de bien former un enfant, de la bonne éducation duquel dépend le bonheur, ou le malheur d'une nation entière. Rendons ici justice au fils de celui dont j'écris l'histoire. Il a bien choisi quand il a été question de l'éducation de ses enfans. Leurs Gouverneurs étoient des Seigneurs d'un mérite extraordinaire. & d'une probité reconnuë. Les Précepteurs & les Sous-Précepteurs sont des Ecclesiastiques capables d'apprendre à de jeunes Princes tout ce que des personnes de leur rang doivent savoir.



1617. On auroit seulement souhaité que le Gouverneur & les Précepteurs de M. le Dauphin se fussent plutôt appliqués à lui enseigner des choses, dont la connoissance est absolument nécessaire à un Prince, qu'à lui mettre tant de Latin dans la tête. Un Gentil homme d'esprit me racontoit un jour, que M. le Dauphin disoit agréablement qu'on pretendoit qu'il fût *comment Vaugirard se nommoit du tems des Druides*. C'est un malheur pour la France, que M. l'Archevêque de Cambrai se soit trouvé *Quiétiste* malgré lui. La posterité rendra justice à ce digne Prélat. Sa grande herésie est en Politique, & non pas en Théologie. Certaines maximes répandues dans *les Aventures de Telemaque*, ont paru à Louis XIV. plus propres à corrompre l'esprit de ses petits-enfants, que les *Maximes des Saints* contemplatifs recueillies par M. de Cambrai. C'est beaucoup qu'un Prélat qui a le courage d'insinuer avec tant de finesse & de raison à trois jeunes Princes, qu'il doivent prendre bien garde à ne ressembler pas à leur grand pere, en soit quitte pour être flétri comme *Quiétiste* à Rome & dans les assemblées Provinciales des Metropolitains de France.

On n'ignoroit pas à la Cour de France que Déageant s'étoit avancé auprès de Luines par l'imposture, & que Luines s'étoit utilement servi des mêmes moiens pour se défaire du Maréchal d'Ancre, pour éloigner la Reine Mère, & pour se rendre le maître absolu des affaires. Un Gentil-homme servant de la Maison du Roi, nommé Gignier, se met en tête qu'en suivant la même

me

me méthode, il fera fortune aussi bien que les autres. Cet esprit malin & artificieux s'insinua d'abord auprès de César Duc de Vendôme. Dès qu'il fut une fois connu d'un des principaux Seigneurs malcontents, il le fut bien-tôt des autres. Ils entretenoient toujours quelque correspondance ou pour leurs affaires, ou pour des parties de plaisir & de divertissement. L'artifice que Gignier employa auprès de ces Messieurs, ce fut de leur faire accroire que Luines se confioit en lui, & de leur promettre de les avertir des desseins secrets du Favori. Mais Gignier ne leur disoit pas, qu'il n'étoit bien reçu chez Luines que par des espérances données au Favori, de lui découvrir les complots que ces Messieurs, disoit le fourbe, formoient encore tous les jours. Il conduisit si bien sa trame durant quelque tems, que le Duc de Vendôme & les autres Seigneurs commencerent de prendre de l'ombrage: Et Luines entre en défiance de son côté. Quand Gignier s'apperçoit que l'esprit du Favori est suffisamment disposé à recevoir les impressions qu'il médite de lui donner; Monsieur, dit-il à Luines, *je puis vous découvrir une des plus grandes conspirations, qui se soit jamais formée en France. Mais comme le service que je veux vous rendre doit m'attirer un grand nombre de puissans ennemis, vous ne devez pas trouver étrange que je vous prie, de me promettre premièrement pour la sûreté de ma personne le gouvernement de Calais, ou de quelque autre bon port, Et cent mille écus pour l'établissement de ma famille.* Luines effrayé fait espérer tout, Monsieur, reprit l'impolteur, en

1617.  
conspira-  
tion  
contre  
Luines &  
contre  
le Roi  
même.

Mémoires  
de Deu-  
geant.  
pag. 74.  
75. 76.  
&c.

1617. a resolu de se défaire de vous & de M. Déageant, de se saisir de la personne du Roi, & de l'engager à rappeler la Reine Mere. Le Cardinal de Guise, les Ducs de Vendôme, de Nevers, de Longueville, de Mayenne & de Chevreuse, le Maréchal de Bouillon, le Marquis de Cœuvres, le President Le Jay & plusieurs autres sont du complot. Ces Messieurs prétendent s'emparer de toute l'autorité; ils partagent déjà les Gouvernemens des Provinces entr'eux. Chacun destine les premières charges de l'Etat à ses amis & à ses créatures. Il y a quelque chose de plus atroce, & je ne puis vous le révéler sans horreur. La resolution est prise de se défaire du Roi, en cas qu'il fasse la moindre résistance. Ne dites rien aux vieux Ministres d'Etat: défiez vous d'eux. Ils ont tous des liaisons étroites avec quelqu'un des conjurés. Si les Seigneurs s'aperçoivent que le complot se découvre, ils hâteront l'exécution de leur projet. Gignier recommanda même à Luines de cacher la chose à Déageant son plus intime confident. Il craignoit peut-être qu'un plus habile fourbe que lui, ne sedouât de l'imposture, & ne la découvrit bientôt.

Gignier entretient Luines dans cette pensée durant quelques jours. Il lui fait accroire que les Seigneurs s'assembloient secrètement, il rapporte les résolutions prises entr'eux. Et pour rendre ses mensonges plus vraisemblables, il dit à Luines de mettre des gens en certains endroits, & qu'ils verront les Seigneurs entrer l'un après l'autre dans une certaine maison. Cela se trouvoit vrai. Le fourbe savoit où les Seigneurs se rendoient quel-

1617.

quelquefois pour des parties secretes de plaisir avec des Dames. En ces occasions les gens viennent seuls, ils mettent pied à terre avant que d'entrer dans la maison, ils entrent par diverses portes. Toutes ces circonstances servoient merveilleusement bien à confirmer Luines dans ses soupçons. Gignier prit une autre fois deux hommes de la Compagnie des Gardes du Duc de Vendôme bien armés & avec des pistolets dans leurs poches. Il les poste dans un endroit: puis il va dire à Luines que ces deux Gardes de Vendôme l'attendent pour exécuter l'ordre que le Duc leur a donné d'assassiner le Favori. Il étoit naturel d'envoyer prendre les deux Gardes que Gignier faisoit remarquer à Luines & de les interroger. Mais le fourbe détourne finement le coup en représentant que les prétendus conjurés réduits au desespoir ne garderoient plus de mesures, & que le moien le plus sûr de les prévenir, c'est de les prendre tous, d'un même coup de filet. Une pareille entreprise épouvantoit Luines. Arrêter en même-temps les plus grands & les plus puissans Seigneurs, cela demandoit de serieuses réflexions: les suites en parurent terribles. Le Favori n'avoit ni assez d'esprit pour bien juger de l'affaire, ni assez de courage pour prendre son parti de lui-même. Dans son extrême embarras, il resolut enfin de consulter Déageant: c'étoit son oracle. Déageant habile connoisseur en impostures dit à Luines que la chose a quelque vraisemblance: mais que la prudence veut qu'on se défie du délateur, de peur que ce

1617. ne soit un fourbe qui cherche une récompense. *Dans une affaire de cette importance, dit Déageant au Favori, on doit marcher la sonde à la main: il faut voir plus clair avant que de faire un coup d'éclat. Cependant on peut se tenir sur ses gardes, & ne donner aucune marque de défiance. Permettez-moi de parler à Gignier. Je le tournerai en tant de manières, que je découvrirai peut-être la vérité.*

Quelque délié què fût Déageant, il ne tira rien de Gignier. Au contraire, l'imposteur dit certaines choses touchant les mauvais desseins formés contre Déageant, qui parurent vraisemblables. Déageant nous assure qu'il persista toujours dans sa pensée, qu'il y avoit plus d'apparence de fourbe que de vérité. Cependant, il raconte lui-même des circonstances de l'entretien qu'il eut avec Gignier, capables de nous persuader que Déageant ne devoit être guères moins embarrassé que le Favori. Gignier rapportoit tous les jours quelque nouvelle circonstance. *Les Conjurés, disoit-il à Luines, ne doivent plus s'assembler, ni s'écrire les uns aux autres. Ils craignent que leur complot ne se découvre. On se parkra seulement par l'entremise de quelques personnes affidées. Tous ceux qui sont du secret portent une bague avec une pierre verte, sur laquelle il y a certains caractères gravés. Voici celle de M. de Vendôme, ajouta Gignier. Je l'ai prise sur sa toilette, & je dois l'y aller remettre promptement avant que M. le Duc se lève. La bague est le signal pour se connoître les uns les autres. On ne s'ouvrira qu'à ceux qui en auront une. Vous pou-*

*pouvez remarquer, Monsieur, que certains Seigneurs en ont déjà de semblables au doigt.* 1617.

La chose étoit véritable; soit que ce fût un effet du hazard, ou du caprice; soit que des gens qui sont dans les mêmes parties de plaisir, se fussent mis cette fantaisie en tête. Une autre fois Gignier faisoit si bien que ses prétendus conjurés, étant ensemble au Louvre, il leur parloit en confidence devant des gens apostés par le Favori: puis il revenoit promptement donner avis à Luines de quelque circonstance de la conspiration. Mais l'affaire paroissoit de si grande conséquence, que le Favori ne précipitoit rien à la persuasion de Déageant. Gignier eut beau représenter que Luines, Déageant, & le Roi même étoit en grand danger, à moins qu'on ne s'assurât au plutôt des principaux conjurés, on attendit de plus grands éclaircissements. Déageant fut d'avis de ne rien découvrir au Roi, de peur de lui donner trop de chagrin & d'inquiétude. Luines le pria seulement de trouver bon que pour une plus grande sûreté de la personne de sa Majesté, on choisît six Gentilshommes de confiance, dont trois la suivroient par tout. Un étoit chargé d'avoir incessamment les yeux sur le Roi. Les deux autres devoient prendre garde qu'aucun inconnu ne s'approchât trop près de sa Majesté.

Gignier brûloit d'impatience d'obtenir la récompense promise. Il s'en tenoit si bien assuré, qu'il se vantoit à son oncle Lieutenant de la Compagnie des Gardes du Duc de Vendôme, de faire bien-tôt une fortune considérable, & d'obtenir le Gouvernement

1617. d'une bonne place. Mais il falloit que les Seigneurs accusés fussent mis en prison auparavant. On ne fait que penser de cette affaire. Ce Gignier ne manque pas d'esprit. Il conduit son intrigue avec adresse. Cependant Gignier devoit être le plus extravagant de tous les hommes. Pouvoit-il s'imaginer qu'on ne le confronteroit pas avec les Seigneurs, quand ils seroient arrêtés, & qu'on ne lui demanderoit pas des preuves de ses accusations atroces contre les personnes du premier rang? Et comment espéroit-il de les convaincre d'une conspiration à laquelle on n'avoit jamais pensé? Est-il possible que l'avarice, & l'ambition aveuglent si fort des gens, qui semblent avoir de la raison & de la prudence? Peut-être que Gignier se flatta que le Favori se contenteroit de faire mettre à la Bastille cinq ou six Ducs, un Cardinal, un Maréchal de France, & quelques autres personnes de qualité, qu'il les y feroit garder sans aucune procédure de justice: & qu'on récompenseroit le délateur, de même que les gens employés par la Reine Mere, afin d'arrêter le Prince de Condé, furent récompensés. Quoi qu'il en soit, le fourbe crut peu de temps après, avoir trouvé une belle occasion de faire exécuter son projet, nonobstant les delais affectés de Luines & de Déageant.

Le même  
Gignier.  
accuse le  
Duc de  
Vendôme  
de vouloir  
empoisonner le  
Roi.

Cesar Duc de Vendôme prioit le Roi de présenter un de ses enfans au Baptême. Il devoit y avoir ensuite une collation magnifique à l'Hôtel de Vendôme: Et sa Majesté promit à Cesar de se bien divertir chez lui. Gignier s' imagine qu'en donnant de nou-

veaux

reaux soupçons au Favori, on prendra en-  
 fin la résolution de s'assurer du Duc de  
 Vendôme & des autres Seigneurs accusés.  
 Le voilà donc qui vient avertir Luines que  
 dans ce repas, on doit empoisonner le  
 Roi & son favori: Et que si Luines s'ab-  
 stient de boire & de manger, on a résolu  
 de le faire assommer à coups de hallebar-  
 des par des soldats déguisés en Suisses. Gi-  
 gnier donne beaucoup de couleur à son  
 nouvel avis: il emploie toute sa rhétorique  
 à persuader à Luines & à Déageant, qu'il n'y  
 a plus de temps à perdre. Le fourbe proteste  
 que si on ne s'assure pas la nuit prochaine,  
 ou le lendemain matin, des conjurés, il s'é-  
 loignera de Paris pour n'être pas le témoin  
 des malheurs, dont il avertit inutilement.  
 Luines & Déageant consultent ensemble.  
 Du Vair Garde des Sceaux étoit le seul de  
 tous les Ministres d'Etat, que Gignier ne  
 rendoit pas suspect. On prend la résolu-  
 tion d'engager le délateur à tout dire à ce  
 Magistrat. Gignier joue si bien son per-  
 sonnage, qu'il persuade à du Vair que Déa-  
 geant est cause de ce qu'on néglige de préve-  
 nir une si dangereuse conspiration. Le  
 Garde des Sceaux allarmé fait des reproches  
 à Luines & à Déageant. Ils rassurent du  
 Vair. On lui fait voir que le Favori a pour-  
 vu au principal, en veillant avec plus de  
 soin à la sûreté de la personne du Roi,  
 & que c'est trop hasarder que d'arrêter tant  
 de Seigneurs distingués sur une simple déla-  
 tion. Gignier avoit mis encore le Duc de  
 Guise de la partie, en disant qu'il étoit en-  
 tré dans le complot après une assez longue  
 résistance.

1617.

*Mémoires*  
*de Déa-*  
*geant*  
*pag. 93.*  
*94. &c.*  
*Gramond.*  
*História-*  
*rum*  
*Gallia*  
*L. II.*  
 1617,

Lui-



1617. Luines & Déageant résolurent alors d'avertir le Roi de tout ce qui se passoit. *Il faut*, lui dit le Favori, *que vous feigniez d'avoir envie d'aller au baptême, & que vous fassiez le malade un peu avant l'heure marquée.* Louïs ne savoit pas mal dissimuler. Il va dans l'Eglise des Feuillans à Vespres: Et avant la fin de l'Office, son visage paroît plus pâle qu'à l'ordinaire. On s'approche du Roi; on lui demande s'il se trouve mal. *Ne dites rien*, répond-il adroitement, *je veux aller au baptême & à la collation. Ce que je sens sera bien-tôt passé.* Luines fait semblant d'être fort en peine: il envoie querir le premier Medecin averti de jouer aussi la comédie. Le Medecin tâte le poulx au Roi: il se fache de ce qu'on a laissé si long-tems sa Majesté dans le mauvais état, où elle se trouve. Grand bruit au Louvre & ailleurs. Le Duc de Vendôme accourt bonnement. Il prie le Roi de trouver bon que la partie soit remise à un autre jour, & proteste que la santé de sa Majesté lui est plus chère que toute autre chose. Enfin, pour mieux couvrir le jeu, on fait prendre des remèdes au Roi.

La four-  
be de  
Gignier  
est décou-  
verte.  
On le  
condam-  
ne à la  
mort.

Quelques jours après, César Duc de Vendôme s'apperçoit que la maladie pouvoit bien être feinte, & que sa Majesté le reçoit plus froidement qu'à l'ordinaire. Le Duc commence à se défier de quelque chose. Plus il fait attention à ce qui se passe à son égard, plus il se persuade qu'on veut le perdre dans l'esprit du Roi. Sur quelques indices, César soupçonne Gignier de trahison. Et en réfléchissant sur les allu-  
res

res du personnage, il se confirme dans la pensée que Gignier entreprend de lui jouer un mauvais tour. Vendôme va trouver Luines & Déageant au Louvre, dans le dessein de s'éclaircir tout de bon. J'ai de grandes raisons de croire, leur dit le Duc, que Gignier a quelque méchant dessein contre moi, & qu'il me calomnie. Je prétens me justifier devant le Roi, au Parlement, & par tout où il en sera besoin. Je viens me remettre entre les mains de sa Majesté: Je la prie seulement de faire arrêter le délateur, & d'ordonner qu'il me soit confronté. Luines découvrit tout au Duc de Vendôme, & Déageant n'a pas manqué d'avertir le public que César & les autres Seigneurs lui furent bon gré de ce qu'il empêcha qu'on n'allât trop vite dans cette affaire. Gignier est mis en prison. Au premier interrogatoire il avoué toute la fourbe: & le Parlement condamne le calomniateur à être décapité. Le crime ne réussit pas également à tout le monde. Il étoit plus facile d'achever de perdre Marie de Medicis & le Maréchal d'Ancre dans l'esprit du Roi, que d'engager un nouveau Favori à se mettre en danger de soulever contre lui tout le Roiaume, en faisant arrêter sur une simple délation tant de personnes distinguées par leur naissance, par leurs dignités, & par leurs emplois.

Luines se conduisoit en assez bon Politique, lorsqu'il suivoit les ouvertures de Déageant. Cet homme adroit & prévoyant conseilla d'abord à Luines de rendre son Maître plus puissant à la Cour de Rome. Elle <sup>Intri-  
gues de  
Luines,  
& de  
Déa-  
geant  
pour</sup> le <sup>soit.</sup>

1617.

1617. soit-il, une fort grande influence dans les affaires de l'Europe. Et la France ne doit pas souffrir que les Papes soient entièrement à la dévotion du Roi d'Espagne. Il y avoit alors à la Cour de Rome deux factions presque également fortes; celle des Borghéses neveux du Pape regnant, & celle du Cardinal Aldobrandin neveu de Clement VIII. Déageant entreprit de les mettre toutes deux dans les intérêts de la France, & de les opposer à la faction Espagnole. Le projet étoit beau; mais en formant des dessein trop vastes & trop difficiles, on échoue ordinairement. Voici donc Déageant qui fait proposer le mariage de Mademoiselle de Verneuil fille naturelle du feu Roi Henri IV. avec le Prince de Sulmone petit-neveu de Paul V. Dès qu'un Prêtre fils de quelque Banquier d'Italie, & souvent d'une naissance encore plus basse, à l'habileté de se faire Pape, il devient tout à coup un grand Prince. Les têtes couronnées recherchent son alliance. Elles offrent à l'envi leurs plus proches parentes à ses neveux, ou du moins les partis les plus considérables de leur Royaume. Le Cardinal Borghése eut le plaisir de refuser la sœur naturelle du Roi de France qu'on offroit humblement à son neveu. Le parti que l'Espagne proposa n'étoit pas si considérable: cependant il fut préféré. Malgré les avances faites de la part de Louis, la maison Borghése se déclare ouvertement pour l'Espagne. Sulmone se charge l'année suivante de présenter à son oncle la haquenée au nom du Roi Catholique. La Cour de Fran-

*Mémoires de Déageant pag. 153. 154. C'est Mémoires pour l'Histoire du Cardinal de Richelieu.*  
1618.

France s'efforça inutilement d'empêcher 1617.  
que le neveu du S. Pere ne prît cette com-  
mission. N'est-ce pas la chose du monde  
la plus ridicule que de puissans Rois em-  
ploient leurs Ministres à négocier sérieu-  
sement sur ces fadaïses? Philippe triomphe  
de ce que le neveu du Pape veut bien pré-  
senter la haquenée à sa Sainteté : & Louis  
traverse autant qu'il peut le dessein d'un  
Roi son rival. On se fait un point d'hon-  
neur d'ôter à l'Espagne cette gloire imagi-  
naire que la Maison Borghése paroisse pré-  
ferer les bonnes grâces de sa Majesté Ca-  
tholique à celles du Roi Très - Chrétien.  
Avec un peu de bon sens, & des sentimens  
droits sur la Religion, les Souverains regarde-  
roient le Pape & ses neveux comme des gens  
indignes que les Têtes couronnées se met-  
tent en peine d'être bien ou mal avec eux,  
sur tout en ce qui concerne les affaires po-  
litiques. Quand on souffrira que le Pape  
se mêle seulement de ce qui regarde les  
Moines & leurs differends, il aura encore  
plus d'autorité qu'il n'en doit légitimement  
prétendre.

Déageant tâchoit en même-tems de ga-  
gner le Cardinal Aldobrandin. Mais com-  
ment un homme si clairvoiant ne s'apper-  
cevoit-il pas, qu'il est impossible que les  
Italiens abandonnent le Roi d'Espagne  
pour se dévouer au Roi de France? Celui-ci  
n'a pas un pouce de terre en Italie, & l'autre  
en possède la moitié. Il a de bons  
benefices, & de grandes récompenses à  
distribuer. Les choses auroient pû changer  
à la Cour de Rome, si celle de France  
plus

1617. plus religieuse à garder ses Traités , s'en fût tenue à celui de la distraction de la Monarchie d'Espagne. Le Pape & les Cardinaux auroient été presque tous à la dévotion du Roi de France devenu maître des Roïaumes de Naples & de Sicile. Les Italiens se verroient dans la nécessité de cultiver avec plus de soin les bonnes graces de sa Majesté Très-Chrétienne, que celles du Roi Catholique. Les Nèveux du Pape se feroient honneur de présenter la haquenée à leurs oncles de la part de Louïs XIII. & de ses Successeurs. Pour mettre le Cardinal Aldobrandin dans les interêts de la France, Déageant s'avise de flatter l'ambition du Duc de Savoie bon ami du Cardinal. On offre à Charles Emmanuel de l'aider à devenir Empereur après la mort de Mathias qui n'a point d'enfans, pourvû que le Duc engage Aldobrandin à se lier avec la Cour de France. Le Savoïard toujours prêt à donner dans les projets les plus chimériques, accepte volontiers la proposition. Il représente seulement que les Borghéses opposés aux Aldobrandins, se déclareront encore plus ouvertement pour l'Espagne, dès que la faction contraire paroîtra prendre le parti de la France. On lève la difficulté de Charles Emmanuel, en lui disant que la Cour travaille à gagner les Borghéses par des offres avantageuses. Déjà le Duc de Savoie se croit à la veille d'être proclamé Roi des Romains. Il s'imagine que toutes les Puissances de l'Europe jalouses de la grandeur de la Maison d'Autriche, se réunissent en sa faveur dans

dans le dessein d'ôter l'Empire à des Princes qui le regardent comme un bien héréditaire à leur famille.

1617.

Une chose fortifioit encore les espérances de Charles Emanuel. Les Princes Protestans d'Allemagne pensoient à faire un Empereur de leur Religion: & plusieurs jettoient les yeux sur Frédéric Comte Palatin du Rhin, que son alliance avec Jacques I. Roi de la Grande Bretagne, devoit rendre plus puissant & plus capable qu'aucun d'entr'eux de soutenir ses prétentions, en cas qu'on lui donnât un droit apparent à l'Empire. Mais sa Majesté Britannique n'étoit point d'avis que le Palatin songeât à se faire Empereur. Elle conseilloit de choisir plutôt le Duc de Savoie. Les Ministres d'Angleterre en faisoient même la proposition à la Cour de France. Jacques ne raisonnoit pas trop mal dans cette affaire. Il crût que l'Espagne, la France, l'Italie & la Ligue Catholique d'Allemagne, se réuniroient afin d'empêcher qu'aucun Prince Protestant ne fût élevé à l'Empire. Le moyen le plus sûr de l'ôter à la Maison d'Autriche, c'étoit, à son avis, d'appuyer le Duc de Savoie, ou quelque'autre Prince Catholique Romain, moins puissant que le Roi de France. Tout cela étoit plus que suffisant pour remplir l'esprit de Charles Emmanuel de grandes espérances. Il avoit pensé à se faire Pape. L'Empire est un morceau plus friand. L'un lui paroissoit beaucoup plus faisable que l'autre; si la France, l'Angleterre, & les Princes Protestans d'Allemagne se déclaroient de la  
bonne

*Mémoires  
de Déa-  
geant.  
pag. 159.*

1617. bonne manière, comme leurs intérêts sembloient le demander. Mais les desseins du Roi de la Grande Bretagne, du Duc de Savoie, & du confident de Luines étoient également impossibles. Aucun de leurs projets ne réussit. L'Empire demeurera dans la Maison d'Autriche; & la Cour de Rome ne sera pas moins dévouée à l'Espagne qu'auparavant.

Marquemont  
Archevêque de  
Lion est  
envoyé à  
Rome,  
pour y  
faire les  
fonctions  
d'Ambassadeur.

Mémoires  
pour l'Histoire  
du  
Cardinal  
de Richelieu.  
1617.

Luines avoit une raison particulière de ménager le Pape & le Cardinal Borghése son neveu. Le Maréchal & la Maréchale d'Ancre laissèrent des effets considérables à Rome. L'Arrêt du Parlement de Paris les déclara confisqués au Roi: & Luines en reçut la gratification par des Lettres Patentes de sa Majesté. Mais le Pape soutenoit que le Parlement de Paris n'avoit aucune juridiction sur des acquisitions faites à Rome. Les Borghéses prétendoient en profiter, & les plus proches parens du jeune Conchini réclamoient pour lui tout ce que son pere & sa mere possédoient en Italie. Le Marquis de Trénel Ambassadeur de France à Rome, ayant obtenu la permission de revenir à la Cour, il fut question de remplir sa place. Luines & les Ministres de France ne purent convenir si tôt d'un homme d'épée. Marquemont Archevêque de Lion eut ordre d'y aller faire les fonctions d'Ambassadeur. Le Prélat qui a bonne envie d'obtenir un chapeau rouge, accepte volontiers un emploi qui s'accommode avec ses desseins. On nous a conservé son Instruction expédiée à Fontainebleau le 14. Juin de cette année.

Elle

Elle est semblable aux autres , pleine de bassesses & de déguisemens. Après que Marquemont aura baisé les pieds du Pape au nom du Roi , & fait les protestations ordinaires *de la dévotion & de l'observance filiale* de Louis envers le S. Siège , & du zèle de sa Majesté pour la propagation de la Foi Catholique , l'Archévêque doit rendre à sa *Beatitude* un compte exact des raisons que le Roi a eues de se défaire du Maréchal d'Ancre. Et parce qu'on prévoit bien que le S. Pere ne manquera pas d'objecter qu'il falloit plutôt mettre Conchini entre les mains de la Justice ordinaire , le Roi ordonne à Marquemont d'insinuer au Pape , que le Maréchal d'Ancre a été assassiné par la faute & contre l'intention de sa Majesté. Que cela est pitoiable en toutes manières ! Sans relever ici les mensonges indignes qu'on fait dire au Roi , qu'est ce qui l'oblige d'informer le Pape du détail d'une chose ordonnée , disoit-on , pour le bien du Roiaume ? Les Souverains de la Communion de Rome sont-ils responsables de toutes leurs actions au S. Pere ?

Il n'y a ni moins de fausseté , ni moins de forfanterie dans l'instruction , sur le chapitre de Marie de Médicis. Louis étoit fort content de l'administration de la Reine sa mère. Il auroit souhaité de la retenir , auprès de lui , & de se servir encore de ses bons conseils. Mais il a fallu se rendre aux instances de Marie de Médicis. Elle a demandé , dit-on , *d'être déchargée d'un pesant fardeau* , & de s'éloigner de la Cour , afin de *vacquer plus librement à servir Dieu*. Que de-



1617. devons-nous penser des Princes, quand nous leur voions dire sérieusement des choses si notoirement fausses & si ridicules? Ce que l'Archevêque devoit représenter au Pape, touchant les affaires d'Italie, est plus raisonnable. Louïs se plaignoit hautement de ce que les Espagnols transportoient à Madrid, sans l'en avertir, la négociation de l'accommodement du Duc de Savoie avec leur Roi, & de ce qu'ils prétendoient tout faire sans la participation de Senecey, Ambassadeur de France en Espagne. Justement irrité de cette conduite malhonnête & irrégulière, Louïs proteste que sans vouloir entrer dans une guerre ouverte avec le Roi son beau-pere, il protégera le Duc de Savoie, & qu'il saura bien empêcher que les Espagnols n'oppriment un Prince allié de la Couronne de France. Le Roi ne témoigne pas moins de zèle pour le rétablissement de la paix entre la République de Venise & l'Archiduc de Gratz. Sa Majesté donne même en passant un avis au Pape, qui ne devoit pas être fort agréable au bon-homme. Elle veut que Marquemont déclare sans façon à Paul V. que le monde croit qu'il n'est pas fâché de se venger du chagrin que les Venitiens lui donnèrent autrefois: Et que c'est la raison pourquoi il souffre que la République s'embarasse dans une guerre qui pourroit bien attirer contre elle toutes les forces du Roi Catholique en Italie.

On donna encore à Marquemont un mémoire raisonné & plein d'érudition, afin de prouver que les biens laissés en Italie par le  
le

le Maréchal & la Maréchale d'Ancre, étoient légitimement confisqués au Roi. Mais le Pape & son neveu Borghése ne convinrent pas tout à fait de la validité des argumens, allégués en faveur de la Jurisprudence du Parlement de Paris. Après un an de négociation sur cette affaire, on demeura d'accord que les effets de la Maréchale d'Ancre sur les *Monts de Piété* à Rome, seroient partagés entre le Roi & le Pape. Sa Majesté, c'est-à-dire, Luines son favori; en toucha deux cens cinquante mille livres monnoie de France: Et le Pape, ou plutôt ses neveux, en eurent cent soixante & quinze mille. De peur d'être inquiétés sur cet argent sous un autre Pontificat, les Borghéses firent mettre dans les actes que ce qui revenoit à leur oncle, seroit employé à la fabrique de l'Eglise de S. Pierre de Rome. Les honnêtes gens crièrent en Italie & en France contre un accord si honteux, si sordide. *On connoit bien l'avarice des Borghéses, disoit-on tout publiquement à Rome. Ils volent le bien d'un orphelin malheureux; Et on veut nous faire accroire que c'est pour l'employer à des œuvres de piété. Quand la chose seroit véritable, faut-il que l'Eglise de S. Pierre soit bâtie aux dépens du jeune Conchini qui a perdu son pere & sa mere, & qui se voit encore privé de tout ce que la Reine mere leur avoit donné en France? On ne croit pas moins à Paris contre Luines. Cet homme, disoit-on, n'est-il pas encore assez riche? Pour attrapper un peu d'argent, l'avare Favori engage le Roi à négocier avec le Pape, & à partager avec les Borghéses la somme de quatre-cens*

1617.

*Vittorio  
Siri Me-  
morie Re-  
condite.  
Tom. IV.  
pag. 416.  
417. 428.*

Tom. III.

B

vingt-

1617. vingt-cinq mille livres. A-t-on jamais vû une pareille indignité? Quelle bonte à un puissant Roi de consentir qu'en transigeant pour une somme si modique en son nom, on emploie tous les artifices de la chicane du Barreau, de peur que le jeune Conchini ne repète un jour ce que les neveux du Pape lui enlèvent injustement? L'honneur du Roi est-il donc moins cher à son Favori, que la somme de deux-cens cinquante mille livres?

Sermons  
du P. Ar-  
noux Je-  
suite pro-  
noncés en  
• presen-  
ce du Roi  
contre la  
Confessi-  
on de foi  
des Egli-  
ses Réfor-  
mées de  
France.

Ce n'étoit pas seulement à Rome que Luines faisoit le bon Catholique pour avoir la meilleure partie des effets laissés par la Maréchale d'Ancre. Il signaloit encore son zèle en France: il appuioit les intérêts du Clergé contre les Réformés de Bearn, il protégeoit ceux qui attaquoient leur Religion. Pendant que la Cour est à Fontainebleau, le Jésuite Arnoux nouveau Confesseur du Roi s'avise de faire le controversiste dans un Sermon prononcé devant sa Majesté. Le bon Pere avance hardiment que les passages de l'Ecriture Sainte cités en marge dans la Confession de Foi des Eglises Réformées de France sur les questions controversées avec l'Eglise Romaine, sont tous faussement allegués. Un Gentilhomme bon Huguenot aiant rencontré depuis Arnoux, dit sans façon au Jésuite qu'il ne prouveroit jamais ce qu'il avoit avancé dans son Sermon. Arnoux accepte bravement le défi: il met entre les mains du Gentilhomme un Ecrit, où sa proposition est soutenue. L'affaire aiant éclaté à la Cour, le Roi souhaita d'entendre les preuves que son Confesseur se vançoit d'avoir. Arnoux les

Bernard  
Histoire  
de Louis  
XIII.  
L. IV.  
1617.  
Mercure  
François  
1617. Di-  
fense de la  
Confes-  
sion des  
Eglises  
Reformées  
dans l'E-  
pître au  
Roi.

les deduit à sa manière dans un autre Sermon. Par un emportement indigne de la chaire, il fait mille exécutions contre lui-même: & se condamne aux peines éternelles & à tous les supplices imaginables, s'il ne prouve pas clairement que les passages sont pris à contre-sens. Arnoux exhorte même le Roi à la destruction des Huguenots dans son Roiaume, & lui propose l'exemple de quelques Princes qui ne souffrent qu'une Religion dans leurs Etats. Cependant le Gentilhomme Huguenot avoit envoyé l'Ecrit de ce Prédicateur séditieux & sanguinaire aux quatre Ministres de Charenton. Ils publient incontinent une *Défense de la Confession des Eglises Reformées de France contre les accusations du Sieur Arnoux Jésuite*. On avoit décrié leur Religion en présence du Roi; les Ministres crurent que sa Majesté ne trouveroit pas mauvais qu'ils se défendissent devant elle. Le livre lui fut adressé. L'Epître est certainement bien tournée. C'est l'apologie des Réformés la plus forte & la plus respectueuse qui se pût présenter à un jeune Prince, en faveur d'un grand nombre de ses sujets qu'on lui dépeignoit des couleurs les plus noires.

Montigni, Durand, du Moulin & Mestrezat Ministres de l'Eglise de Paris, remontrant à Louis avec une liberté vraiment Françoise & Chrétienne, que les villes de leur Religion ont servi d'azile au feu Roi son pere injustement persécuté, que sous sa conduite & pour sa défense, les Réformés donnèrent des batailles, & qu'on perit de

*Défense  
de la Con-  
fession des  
Eglises  
de*

1617.  
Réformés  
dans l'E-  
glise au  
Roi.

*de leurs vies & de leurs biens , ils le portèrent sur le Trône à la pointe de l'épée , malgré les ennemis de l'Etat. De tant de travaux , de pertes , & de dangers , ajoutoient les Ministres avec beaucoup de justice & de raison , d'autres que nous en recueillent le fruit. Après avoir rapporté au jeune Roi quelques-uns des principaux articles de leur Confession de foi , ils remontrèrent à sa Majesté que le Pape & son Clergé haïssent particulièrement les Réformés , parce qu'ils se font un point de Religion de maintenir l'indépendance & la dignité de la Couronne du Roi contre les entreprises & les usurpations des Papes. Les Ministres rendent justice en cette occasion à plusieurs Catholiques Romains. On reconnoit de bonne foi que certaines personnes de cette Communion , ont des sentimens droits & raisonnables sur l'autorité souveraine du Roi. Ce n'est pas qu'on ne pût contester légitimement là-dessus ; car enfin , il parut dans la dispute émuë à l'occasion de l'article du Tiers-Etat , que si quelques gens équitables de la Communion de Rome , pensent bien sur les dogmes qu'il contenoit , le Pape , le Clergé , & le plus grand nombre des dévots & des zelés , regardoient ces Messieurs comme des hérétiques , ou du moins comme des gens dont la foi devoit être douteuse & suspecte. Mais laissant à part cette question incidente , les quatre Ministres se contentent d'attaquer le Pape & son Clergé. Nous espérons , disent-ils au Roi , qu'un jour Dieu vous ouvrira les yeux. Votre Majesté appercevra que sous ce nom*  
spé-

*spécieux d'Eglise Romaine, le Pape s'établit une Monarchie temporelle dans le monde. Il tient déjà sous sa puissance le tiers de votre Roiaume : il a soustrait de votre obéissance la cinquième partie de vos sujets. Les Ecclesiastiques prétendent n'être point vos justiciables : ils reconnoissent pour leur temporel un autre Souverain que vous. Permettez-nous, Sire, d'ajouter à ceci que le Pape s'attribue : Et il l'a même pratiqué de notre temps ; qu'il peut en certains cas vous ôter la vie Et la couronne. Il ne lui reste plus qu'à dire que votre Roiaume est un fief de son Siècle ; Et que vous ne vivez Et ne regnez qu'à sa discretion.* 1617.

Les Rois de France sentent ces pernicieuses conséquences de leur Religion. Ils ont tâché d'y remédier par des loix & par des ordonnances qui déclarent les Ecclesiastiques sujets à leur juridiction en tout ce qui regarde le temporel. Mais quels combats n'a-t-il pas fallu soutenir en établissant des loix si justes ? Encore ne coupent-elles pas la racine du mal. Il subsistera tant qu'il y aura des Ecclesiastiques & des Moines qui croiront le Pape infailible, ou qui le regarderont du moins comme le *Souverain Vicaire de Jesus-Christ sur la terre*. La France a tâché de donner en nos jours une plus grande atteinte à la puissance que les Papes usurpent sur le temporel des Princes : qu'en est il arrivé ? Le Roi le plus fier, le plus jaloux de son autorité qui fut jamais, s'est vu réduit à souffrir que le Clergé de France se rétractât honteusement de ce qu'il avoit avancé

1617. en faveur de l'indépendance des Têtes couronnées. Pourquoi le dissimuler? Il n'y aura jamais de Prince ni d'Etat Chrétien véritablement souverain, à moins qu'il n'en vienne à reconnoître le Pape comme le simple Evêque d'une Eglise particulière, ou tout au plus comme un Metropolitain, dont la juridiction s'étend sur quelques Provinces voisines de Rome. Et c'est ce que les Princes & les Etats Protestans ont fort sagement fait. Heureux, s'ils savent tous conserver chèrement l'indépendance & la liberté, que leurs prédécesseurs ont eu tant de peine à recouvrer.

Les Ministres font ensuite le portrait des Jésuites d'après nature. Il seroit difficile d'en trouver un plus ressemblant. *Vous avez, Sire, dans votre Roiaume, poursuivoit-on, une faction d'hommes qui se disent de la Compagnie de Jesus, comme si c'étoit trop peu de chose pour eux, d'être les disciples du Sauveur. Ils font vœu d'une obéissance aveugle au Chef de leur Ordre, qui a toujours été & qui est encore sujet du Roi d'Espagne. Ces gens ont été condamnés par vos Cours de Parlement comme corrupteurs de la jeunesse, & comme ennemis de l'Etat & de la vie des Rois. Ils enseignent au peuple que le Pape peut dégrader les Souverains, & transporter leur couronne à un autre, qu'un Prêtre ne doit pas révéler les conspirations contre le Roi, quand il ne les apprend que par la voie de la Confession, & que s'il arrive qu'on découvre que le Confesseur a su quelque chose d'une conspiration, il peut user d'équivoques en répondant aux Magistrats.*

On

1617.

On a vu les funestes effets de cette doctrine en France & ailleurs. Des livres publiés pour la soutenir avec l'approbation authentique du Général & d'un bon nombre de Docteurs Jésuites, ont été condamnés à être brûlés par la main du bourreau. Si Votre Majesté veut prendre la peine de s'en informer, elle trouvera qu'au Collège des Jésuites de la Flèche fondé par la libéralité du feu Roi votre pere, on voit dans la sale basse du logis des Peres un tableau, où sont représentés les Martyrs de l'Ordre des Jésuites, entre lesquels il y en a qui ont souffert le dernier supplice pour avoir entrepris sur la vie des Rois. Cette punition y est appelée martyre. On expose le tableau à la vue d'un grand nombre de jeunes gens, afin de les exciter par des exemples à parvenir à la gloire du martyre par la même voie. Et ces Jésuites, sans s'être retractés, sans avoir condamné par aucune déclaration publique les livres qui contiennent une doctrine si pernicieuse, ont aujourd'hui l'oreille de nos Rois, ils sont les dépositaires des secrets de leur conscience, ils approchent le plus près de leur personne. Ces mêmes gens, Sire, tâchent d'avancer leurs desseins particuliers en soulevant le monde contre nous. Ils couvrent leurs intrigues & leurs caballes d'un faux zèle de Religion. Les Jésuites ne peuvent souffrir un Roi, quoique Catholique Romain, à moins qu'il ne se fasse le persécuteur de ses sujets, & qu'il ne mette le feu dans son Roiaume. C'est ainsi que l'emporté & imprudent Arnoux attira contre lui & contre ses confrères des reproches qui n'étoient que trop bien fon-



1617.

dés. On ne peut nier que ce portrait des Jésuites du temps de Louis XIII. ne soit fidele. Les bons Peres ont voulu faire semblant de prendre une autre méthode sous le règne de son fils. De si habiles gens ont bien vû qu'en soutenant une semblable doctrine, ils se perdroient infailliblement dans l'esprit d'un Roi qui croit faire un grand sacrifice à Dieu en souffrant quelqu'un au-dessus de lui pour le spirituel, & qui tremble sans cesse pour sa vie. Il a donc fallu renoncer, du moins en apparence, aux dogmes favoris des premiers Jésuites. Avec cet artifice, on est venu à bout de rendre Louis XIV. un cruel & opiniâtre persécuteur de ses sujets Réformés, & de lui faire mettre autant qu'il a pû, le feu dans son Roiaume.

Il n'est pas surprenant qu'une pareille Epître dédicatoire ait soulevé le Clergé, les Jésuites, & toute la caballe des bigots. Comme la vérité des reproches faits au Pape, aux Ecclesiastiques, & aux bons Peres, sautoit aux yeux, on les dissimula finement. Les zelés se recrierent sur ce que les Ministres disoient, que ceux de leur Religion portèrent le feu Roi sur le trône à la pointe de leurs épées. Cela est trop audacieux, croit-on: Mais le fait n'est-il pas constant? Le Lieutenant Civil & la Chambre de l'E. dit à Paris aiant voulu prendre connoissance de l'affaire, le Roi l'évoque à son Conseil. Les quatre Ministres y sont mandés. On leur fit des réprimandes; on leur défendit d'adresser aucun Discours, ni aucune Epître au Roi, sans la permission expresse

Bernard  
Histoire  
de Louis  
XIII. L.  
IV. 1617.  
Mercure  
François.  
1617.

1617.

presse de sa Majesté; Enfin on ordonna que  
 le livre seroit supprimé. La justice vouloit  
 que le Roi défendit aussi aux Jésuites &  
 autres adversaires des Réformés, de les  
 accuser dans les Sermons prononcés de-  
 vant lui, & dans les livres dédiés à sa Ma-  
 jesté. Quelle faute les Ministres commi-  
 rent-ils, en lui adressant la défense de leur  
 Confession de Foi contre un homme qui  
 la décria faussement en deux Sermons pro-  
 noncés devant sa Majesté? *Elle ne doit  
 pas souffrir, dit-on, qu'on lui adresse des  
 livres faits contre sa Religion.* Les Princes  
 Mahométans ont donc raison d'empêcher  
 que les Chrétiens accusés tous les jours  
 devant eux de blasphème & d'infidélité,  
 ne leur adressent des apologies de la Reli-  
 gion Chrétienne. Les Empereurs, le Se-  
 nat, & les Magistrats Romains eurent tort  
 de recevoir les livres que Quadratus, A-  
 ristide, Justin, Athénagore & Tertullien  
 leur présentèrent pour la défense du Chris-  
 tianisme. Tous ces Auteurs y combat-  
 toient la Religion de l'Etat & du Souve-  
 rain. Disons la vérité. L'ignorance des  
 Princes est une grande ressource au Pape  
 & au Clergé Romain. Ces Messieurs ris-  
 queroient trop, en permettant aux Souve-  
 rains équitables & judicieux d'examiner de  
 bonne foi les argumens des Protestans con-  
 tre l'Eglise de Rome. Le livre des quatre  
 Ministres fit si grand bruit dans le monde  
 que Richelieu Evêque de Luçon, occupé  
 pour lors à composer des livres de dévo-  
 tion, eut envie de se remettre dans la con-  
 troverse, & de se signaler par une réponse

1617. à l'Épître des Ministres. On se moqua d'un Prélat qui négligea de faire le Théologien dans son Diocèse, & qui après s'être donné tout entier à la Politique, s'avisa d'écrire sur la controverse, quand il n'a plus le moyen de s'intriguer. Le monde rendit justice à Richelieu. On reconnut qu'il savoit mieux profiter des livres de Tacite & de Machiavel, que discuter les passages de l'Écriture sainte, & éclaircir un dogme de Théologie.

Remon-  
trances  
des Evé-  
ques de  
Macon  
& d'Aire  
au Roi de  
la part de  
l'Assemblée  
du  
Clergé.  
*Mercur  
Francois*  
1617.

Le Conseil du Roi étoit occupé à Fontainebleau sur les demandes du Clergé touchant le rétablissement de la Religion Romaine, & la restitution des biens Ecclesiastiques dans la Principauté de Bearn, lors que le P. Arnoux entra en lice contre les Réformés. Avant que la Cour sortit de Paris, Dinet Evêque de Maçon fit au nom de l'Assemblée du Clergé qui se tenoit dans la capitale, une remontrance au Roi. Les Prélats se plaignoient de je ne sais quelle entreprise des Réformés de Montpellier. Mais leur but principal, c'étoit d'obtenir le rétablissement parfait de la Religion Romaine en Bearn, abolie par la Reine Jeanne d'Albret mere d'Henri IV. & la restitution des biens de l'Eglise saisis par la même Princesse : choses que le Clergé sollicitoit avec une ardeur extrême depuis quelques années. La harangue de l'Evêque de Maçon fut plutôt une déclamation d'un jeune homme nouvellement sorti du Collège, qu'une remontrance d'un Prélat grave & judicieux. Dès qu'on ne souffre pas que ces Messieurs soient les maîtres par tout,

tout, & qu'ils tourmentent impunément les autres, ils crient que les hérétiques les persécutent & les oppriment. A les entendre parler, *l'épouse légitime de Jésus-Christ*; car enfin il leur plaît de se donner ce nom magnifique: & quand on a la force en main pour faire valoir la supposition la plus injuste, on prend aisément un ton fier & hardi: à les entendre parler, dis-je, la véritable Eglise figurée par *Sara*, souffroit les mépris & les outrages d'*Agar* la concubine, en Bearn & ailleurs. C'est ainsi qu'on désignoit l'Eglise Réformée par une allégorie qui seroit peut-être supportable, si ces Messieurs prouvoient bien qu'ils ont conservé l'ancienne doctrine des Apôtres & la pureté de l'Evangile.

Ce n'est pas tout. Si nous en voulons croire Dinet, ceux de sa Communion gémissent dans le Bearn sous un esclavage plus dur que celui des Chrétiens opprimés par les Turcs en Orient. A t-on jamais rien entendu de plus extravagant? de quoi s'agissoit-il dans le fond? De ce que les Evêques de Lescar & d'Oleron n'avoient pas le moien d'aller en carrosse; de ce que les biens Ecclesiastiques demeuroient affectés au bon usage fait par la Reine Jeanne d'Albret de l'avis & du consentement des Etats du pais. Et comment les Catholiques Romains perdirent-ils ces biens qu'ils réclament aujourd'hui avec tant de hauteur? en punition d'un noir attentat contre leur Souveraine légitime. Après cela, des gens que le souvenir du crime de leurs procès devoit couvrir de confusion, vien-

1617. nent dire gravement au petit-fils de cette Princesse : *Nous ne vous demandons pas, Sire, qu'à l'imitation de S. Louis vous passiez & repassiez les mers pour chasser de l'Orient l'ennemi du nom Chrétien, ou pour recouvrer les saints lieux qu'il occupe injustement. Mais nous interpellons votre religion, nous sommons votre justice, de ne permettre pas que les sujets Catholiques de votre Principauté de Bearn, soient plus maltraités que ne sont ceux de la Religion prétendue Réformée dans votre Roiaume. Je dirai plus, quoi qu'avec honte, mais avec vérité. Les Catholiques sont en Bearn dans un état pire que celui des pauvres Chrétiens sous la domination des Infidèles. Quelle impertinence ! disons mieux : quelle malignité pour surprendre un Prince de seize ans !*

*Mer nre  
François.  
1617.*

La remontrance que Cospean Evêque d'Aire fit selon la coutume à la fin de l'Assemblée, étoit plus éloquente. Ce Prélat avoit acquis de la réputation par ses prédications & par une conduite assez régulière. Il parla fortement au Roi contre les duels; contre les Evêchés & les bénéfices donnés à des enfans à la mamelle; souvent même à ceux qui étoient encore dans le ventre de leur mère; contre les pensions sur les biens d'Eglise accordées aux Laïques; enfin contre les appels comme d'abus; c'est le grand grief des Evêques de France. Ils souffrent avec une extrême impatience de se voir assujettis à la juridiction des Parlemens. On ne pouvoit, au gré de Cospean, faire un plus indigne traitement à Jesus-Christ. C'est le plus grand

1617.

grand renversement de la discipline Ecclesiastique. Les Prélats de l'Eglise Gallicane auront meilleure grace de presser fortement l'observation des anciens Canons; si pour-tant il est vrai que les appels comme d'abus leur soient contraires, quand ces Messieurs se soumettront d'une manière édifiante aux réglemens des Conciles anciens & modernes contre la pluralité des bénéfices & contre les translations. Cospean un des Evêques les plus réguliers de son temps eut trois Evêchés. Il ne fit jamais scrupule de quitter le plus pauvre pour le plus riche. Aire vaut moins que Nantes, & le revenu de Lisieux est plus considérable que celui de Nantes.

Les reproches de quatre Ministres de l'Eglise Réformée de Paris, dans leur Epître dédicatoire au Roi, tenoient au cœur des Prélats de l'Assemblée. Cospean voulut y répondre à la fin de sa harangue. Mais son éloquence donna fort à gauche dans cette occasion. *L'impiété parle plus haut que jamais, dit-il; les Ministres de l'irreligion & du mensonge osent dans une lettre qu'ils ont eu l'impudence d'adresser à votre Majesté, nous charger de leurs crimes, & imposer à l'Epouse de Jesus-Christ la désobéissance & les félonnies de la paillardise de Satan.* Si le monde n'étoit pas accoutumé aux manières fanfaronnes, & aux expressions outrées & calomnieuses des gens de l'Eglise de Rome, lors même qu'ils entreprennent de soutenir leurs plus mauvais endroits, je serois tenté de faire voir le ridicule de cette période étudiée de l'Evê-

1617,

que d'Aire. Gracchus accuse ici les autres de fédition: Catilina déclame contre le factieux Cethégus. Mais laissons là les recriminations de ces Messieurs. Voions comment Cospean se tirera d'un pas fort glissant: il s'y est engagé mal à propos. *Nous leur ferons toujours quitter la lice, en ce qui concerne la cause de Dieu, de la foi & de la Religion*, ajoute-t-il: tout le monde sait qu'ils l'ont quittée à Manté & à Fontainebleau. En vérité, la rodomontade est plaisante. Parmi tous les gens de l'assemblée, y en avoit-il un dont l'érudition & l'habileté fût comparable à celle de Mestrezat l'un des quatre Ministres de Paris? Aucun des Evêques de France a-t-il jamais entrepris de répondre au Traité de l'Eglise & aux autres livres que Mestrezat a publiés? Y a-t-il rien de plus foible, de plus commun que la *Défense*, de Richelieu Evêque de Luçon contre la *Lettre des quatre Ministres de Charenton adressée au Roi*? La Conférence de Fontainebleau entre le Cardinal du Perron & du Plessis Mornai ne venoit point à propos en cet endroit. Quand il seroit vrai que le Cardinal avec sa fausse éloquence & ses tours d'imagination éblouissans, auroit paru supérieur à un Gentilhomme peu accoutumé aux disputes & aux actions publiques, qui passa presque toute sa vie à l'armée & dans les affaires, ce ne seroit pas un si grand sujet de triomphe pour le Clergé de France. Mais il ne s'agit pas ici de la controverse sur l'Eucharistie, ou sur quelqu'autre point contesté entre les deux Communions. Suivons Cospean.

En

1627.

En ce qui est de la fidélité & de la soumission que nous devons aux Rois nos Souverains, ajoute-t-il hardiment, nous ne craignons les reproches d'aucun Prince, qu'une Religion contraire ne rendra point passionné. Au lieu que nos adversaires n'effaceront jamais la tache dont le Roi d'Angleterre, qu'ils tiennent pour le protecteur de leur croiance, a flétri la réputation de leur fidélité, en s'écriant hautement & avec un ressentiment merveilleux, qu'ils ont cherché à le faire périr avant qu'il fût né, & à le priver en l'étouffant avec sa mere, de la lumière de la vie, avant qu'il eût vu celle du Soleil. Voilà bien du galimatias. Sans nous mettre en peine de rechercher la justice & la vérité des reproches que Jacques Roi de la Grande Bretagne, peut avoir faits à quelques Ecossais, il suffit de dire que ce Prince étoit le dernier que le Clergé de France dût alléguer en cette rencontre. Ces Messieurs croioient-ils que le monde eût oublié déjà l'horrible conspiration des poudres tramée par des Prêtres contre le Roi, contre ses enfans, & contre tout le Parlement d'Angleterre? Ne se souvenoit-on plus des défenses du Pape encore vivant aux Anglois Catholiques Romains de prêter à leur Roi un serment de fidélité qu'il avoit raison d'exiger d'eux, pour mettre & sa couronne & sa vie en seureté contre leurs entreprises? Avec quel front, Cospean atteste-t-il le Chancelier de Silleri & du Vair Garde des Sceaux si bien informés de ce qui s'étoit passé à Rome & en Angleterre dans cette affaire? Plusieurs de ceux qui entendirent la harangue  
de



1647. de l'Evêque d'Aire, avoient vu ce que les Catholiques de France firent durant la ligue. Ils étoient témoins des loüanges données dans les livres & dans les Sermons à l'assassin du Roi Henri III. Ils savoient les attentats de Barrière, & de Châtel contre la vie de son successeur. Ils regrettoient la mort funeste d'Henri IV. tué par Ravallac. Et qui avoit porté ces malheureux à des crimes si atroces? Des Sermons prêchés, des livres publiés avec approbation dans Paris. Le décret de l'Inquisition de Rome qui condamnoit l'arrêt du Parlement de Paris contre Châtel, contre Guignard, & contre les Jésuites, n'excita-t-il point Ravallac à poignarder le Prince qui souffrit trop patiemment cette détestable censure? Enfin, quand le Tiers Etat voulut, il n'y a pas trois ans, mettre la personne de Louis XIII. & de ses successeurs en seureté, & établir l'indépendance de leur couronne, qui s'opposa hautement à l'exécution de ce louable dessein? Les mêmes Evêques, au nom de qui Cospean fait sa belle remontrance. Le Cardinal du Perron prononça pour eux une harangue, dont leurs successeurs ont eu si grande honte, qu'ils l'ont ôtée des archives du Clergé, où elle fut mise comme quelque chose de rare & d'authentique.

Arrêt du  
Conseil  
d'Etat qui  
ordonne  
le réta-  
blisse-  
ment de  
la Reli-  
gion

L'Evêque d'Aire remercia le Roi en termes fort emphatiques de l'arrêt donné à Fontainebleau le 25. Juin pour le rétablissement entier de la Religion Romaine en Bearn, & pour la restitution des biens Eccle-

Ecclesiastiques de cette Province. *Quel* 1617.  
 moyen, dit Cospean, de faire entendre ma Romaine  
 foible voix parmi les cris & les chants d'alle- & la resti-  
 gresse d'un million de Catholiques qui louent tution des  
 Dieu, & bénissent le Roi & sa piété? Que biens Ec-  
 vôtre Majesté ait achevé à l'âge de seize ans, clesiasti-  
 ce que la merveille des Rois, vôtre pere, a ques en  
 désiré plus de seize ans, & n'a jamais pu Bearn.  
 achever; cela demande pour toute louange,  
 l'admiration, l'étonnement, & le silence.  
 Flatterie fade & indigne d'un Evêque, lors  
 qu'on l'examine avec un peu de raison &  
 d'équité. Le feu Roi importuné par les *Mercurio*  
 continuelles instances du Pape & du Cler- *François.*  
 gé donna quelques esperances de rétablir 1617.  
 la Religion Romaine, & de restituer les  
 biens Ecclesiastiques en Bearn. Mais une  
 chose arrêtoit Henri IV. instruit par Jean-  
 ne sa mere, Princesse éclairée, juste, &  
 vraiment Chrétienne; Il savoit que le  
 Bearn, selon l'ancien Droit de tous les  
 peuples en Espagne, en Angleterre, en  
 France, en Allemagne, en Italie, se gou-  
 vernoit par ses *fors* ou coutumes, dont l'une  
 est, que le Prince ne peut changer de lui-  
 même ce qui se trouve établi par l'assem-  
 blée des Etats du país. Cet usage, disoient  
 les Bearnois, c'est la loi fondamentale & con-  
 tractuelle du Souverain avec ses sujets. La  
 Religion Romaine étant donc abolie, &  
 les biens de l'Eglise saisis en vertu d'un  
 acte solennel passé dans les Etats du país,  
 Henri IV. ne voulut pas entreprendre une  
 chose contraire aux loix de sa Principauté de  
 Bearn, qu'il connoissoit bien & qu'il ob-  
 serva religieusement. Au lieu que son fils  
 trom-

1617. trompé par des Ministres intéressés, & sur tout par du Vair Garde des Sceaux qui prétendoit faire sa cour au Pape, & obtenir un chapeau de Cardinal, donne un arrêt qui renverse les loix les plus sacrées, & l'ancienne liberté du Bearn. Voilà ce merveilleux exploit d'un Roi de seize ans, qui demande pour toute louange, l'admiration, l'étonnement, & le silence. Que des gens qui ont de si bas sentimens, méritent bien de se voir réduits à un dur & honteux esclavage!

Avant que l'arrêt fût donné au Conseil du Roi, les Députés généraux des Eglises Réformées de France présentèrent requête pour demander que la décision de l'affaire de Bearn fût différée jusques au retour de Lescun Député particulier des Réformés de Bearn. Par un arrêt du dernier jour de l'année précédente, il fut ordonné que le jugement seroit remis à un autre temps. Lescun eut permission de s'en retourner & de retirer même ce qu'il produisoit pour la défense de sa cause. Mangot alors Garde des Sceaux & les Ministres d'Etat lui promirent qu'on ne passeroit pas outre en son absence. Tout cela est représenté par les Députés généraux: mais on n'y a point égard. L'arrêt du rétablissement de la Religion Romaine, & de la restitution, ou *main levée* des biens Ecclesiastiques en Bearn, est accordé aux instances de l'Assemblée du Clergé. Les revenus de l'Eglise saisis par la Reine Jeanne étoient employés à l'entretien des Ministres, des Collèges, des Professeurs, & à d'au-

*Mercurio  
Francois.  
1617.*

à d'autres usages honnêtes & légitimes. De peur que tous les Huguenots de France ne crient trop fort contre l'arrêt, le Roi fait écrire à ceux de Bearn qu'ils aient à députer quelques-uns d'entr'eux, pour voir procéder au remplacement que sa Majesté veut faire en leur faveur, des revenus Ecclesiastiques, dont elle accorde la *main levée* au Clergé. Les Réformés de Bearn tinrent incontinent une assemblée à Orthez. Ils y prirent la résolution générale & digne d'un peuple libre, de mourir plutôt que de consentir à l'infraction de leurs anciennes loix & à l'abolition de la Religion établie dans les formes. Mais outre qu'ils n'étoient pas assez forts pour résister à toutes les troupes du Roi, ils avoient parmi eux des gens à qui leurs intérêts particuliers furent plus chers que ceux de la patrie & de la Religion. Le Marquis de la Force Gouverneur de Bearn, se trouvoit pour lors à la Cour. Il s'oppose vigoureusement à l'arrêt, il remontre les difficultés de l'exécution, il en fait voir les dangereuses conséquences. Ses intentions furent droites d'abord. Mais venant à réfléchir ensuite, qu'il ne lui étoit pas possible d'empêcher une chose, où l'autorité du Roi se trouvoit commise, & que le Favori & les Ministres soutiendroient, le Marquis se laisse tenter par l'espérance d'un bâton de Maréchal de France: il promet de s'employer à faire exécuter l'arrêt.

1617.

Mémoires de Rohan. L. 1.

Lescun Conseiller au Conseil souverain de Bearn fut renvoyé en Cour par l'assemblée

Lescun parle avec courage.

1617.

pour la  
défense  
de la li-  
berté de  
son Pais  
en presen-  
ce du Roi.

Mercure  
François.  
1617.

blée d'Orthez. Il avoit ordre de représen-  
ter à sa Majesté les droits de la Province.  
Cet homme de bien, dont l'injuste sup-  
plice auquel il fut condamné quelque temps  
après, ne flétrira jamais la mémoire dans  
l'esprit des bons François, s'acquitte de sa  
commission avec beaucoup d'honneur &  
de courage. *Vos sujets de Bearn, Sire,*  
dit-il au Roi, *ont eu depuis leur première*  
*origine plus de soin que vos autres peuples,*  
*de conserver les coûtumes de leur pais. Il y*  
*a trois cens ans & plus que nous vivons sous*  
*la domination de v<sup>re</sup> Majesté & de ses pre-*  
*decesseurs de pere en fils, ou de proche en*  
*proche. Depuis ce temps-là, Sire, les loix*  
*fondamentales & contractuelles du Bearn ont*  
*été religieusement gardées. La plus confidé-*  
*nable de toutes, c'est que le Seigneur Souve-*  
*rain n'a jamais fait aucun changement dans*  
*l'Etat sans l'avis, ou sans la réquisition de*  
*tous les ordres du pais. V<sup>re</sup> Majesté ayant*  
*commandé par sa lettre du dernier Juin*  
*aux Ministres & aux Anciens de v<sup>re</sup> Sou-*  
*veraineté de Bearn, de vous envoyer des Dé-*  
*putés pour voir procéder au remplacement*  
*des biens Ecclesiastiques, nous sommes tous*  
*prêts de vous obeir, pourvu que ce soit sans*  
*violer les loix fondamentales & contractuel-*  
*les du pais dans lequel nous sommes nés,*  
*nourris & élevés. Je suis chargé, Sire, de*  
*me jeter aux pieds de v<sup>re</sup> Majesté, &*  
*de la supplier très-humblement, de permettre*  
*que la députation se fasse par une Assemblée*  
*de tous les ordres du pais, & par les Egli-*  
*ses Réformées des Provinces du Languedoc*  
*& de la basse Guienne, puisque v<sup>re</sup> Ma-*  
*jesté*

*gesté trouve bon que ses sujets de Bearn traitent leurs affaires conjointement avec les Eglises Réformées de votre Roiaume & par le ministère des mêmes Députés Généraux. J'eus l'honneur de présenter l'année dernière à votre Majesté dans son Conseil un cahier & quelques réquetes; on n'a pas répondu encore. Vos sujets de Bearn, Sire, vous supplient très-humblement de leur faire justice sur ces productions* 1617.

La demande étoit raisonnable. Selon les anciennes loix du Bearn, dont le Souverain juroit l'observation à son avènement à la Principauté, il ne peut faire aucun changement dans le païs, que de l'avis, ou bien à la réquisition des Etats de la Province. La Religion Romaine étoit abolie, & les biens Ecclesiastiques furent saisis de cette manière, sous la Reine Jeanne d'Albret. Il falloit donc prendre la même voie sous son petit-fils, afin de rétablir les choses dans leur premier état. Louis XIII. permettoit aux Bearnois de traiter leurs affaires conjointement avec les autres Réformés de France: Sa Majesté devoit trouver bon que les Bearnois consultaient ceux de leur Religion dans les provinces voisines, sur une chose qui regardoit l'intérêt général de la Réformation en France. Mais quelle justice doit-on attendre d'un jeune Prince surpris & conduit par un Favori & par des Ministres intéressés? Les remontrances de Lescun furent inutiles. L'arrêt du rétablissement de la Religion Romaine, & de la restitution des biens Ecclesiastiques, est confirmé par un autre

1617. autre donné au mois de Septembre. Et pour appaiser l'esprit des Huguenots que cette innovation allarme, le Roi prétend faire grace aux Bernois, en ordonnant qu'ils seront dédommagés de la perte que souffrent les Eglises Réformées de la Province auxquelles on ôte la jouissance des revenus Ecclesiastiques, en touchant une somme égale assignée sur le domaine de Bearn & de quelques Seigneuries voisines. Les Etats de la Province protestèrent d'une commune voix contre cette infraction manifeste de ses loix & de ses privilèges. On résolut de former de nouvelles oppositions à l'exécution de ces arrêts injustes, & de poursuivre la réparation du tort fait

*Mémoires  
de Rohan.  
L. I.*

*aux fors & aux coutumes* du Bearn. Je rapporte le détail de cette affaire pour plusieurs raisons. Outre que les loix de l'histoire m'obligent à rendre justice aux Bernois, qui défendent si courageusement leur ancienne liberté; l'entreprise sur le Bearn, dit fort bien le Duc de Rohan, c'est *la source des maux* que tous les Réformés de France souffrirent sous le regne que je décris.

*Réunion  
de la Prin-  
cipauté  
de Béarn  
à la Cou-  
ronne de  
France.*

Les Etats de Bearn confirmèrent la résolution déjà prise, de s'opposer à la réunion de leur Principauté à la Couronne de France, à moins qu'elle ne se fit du consentement de tous les Ordres du païs assemblés. *Le Bearn, disoient-ils, est une Souveraineté distincte & séparée du Roiaume de France & de tous les autres. Il se gouverne par ses fors & par ses coutumes. Les habitants ont été des Seigneurs pour la conser-*  
*vation*

*vation des loix du païs. Le Souverain ne peut les changer ni les reformer que du consentement de ses sujets. Le Clergé & les Catholiques Romains de Bearn, qui cherchoient à faire leur condition meilleure, soutenoient qu'il étoit naturellement réuni à la Couronne, en conséquence de l'avènement d'Henri IV. au Roiaume de France, dont le Bearn est un fief & une dépendance. Les Huguenots de la Province seroient réduits sur le pied de l'Edit de Nantes. Le Bearn, disoient les Catholiques, n'a pas de plus grands privilèges que le Comté de Toulouse & le Duché de Bretagne. Ces deux Provinces n'ont-elles pas été réunies à la Couronne, dès que les Rois de France les ont possédées par succession, ou autrement? La Cour qui ne demande pas mieux que d'affujettir également toutes les parties du Roiaume, & de les dépouiller insensiblement de leurs privilèges & de leur liberté, crut que cette réunion lui serviroit à réduire le Bearn. Le Roi donne donc un Edit vers la fin de cette année.*

Il faut avouer de bonne foi que la réunion paroît fondée sur un ancien usage. Lors qu'un Prince parvient à la Couronne, s'il possède des fiefs & des domaines qui en relevent, ils y sont réunis. Quoiqu'il ne paroisse pas que depuis Louis XII. les Rois de France aient exigé l'hommage de la Principauté de Bearn, on voit que les anciens Vicomtes, de ce petit Etat, se reconnoissoient feudataires du Duché d'Aquitaine possédé par les Rois d'Angleterre. Les contestations pour la succession à la Prin-

1636.  
Mercur  
Francois.  
1617.  
Gramond  
Historia-  
rum Gal-  
lia. L. III.  
1617.



1617. Principauté de Bearn, furent portées à Bourdeaux devant la Cour des Rois d'Angleterre Ducs d'Aquitaine, & de là au Parlement de Paris. Cela prouve assez que depuis le demembrement de la Monarchie de Charlemagne, le Bearn fut une arriere-fief de la Couronne de France. Et après que l'Aquitaine y fut réunie, le Roi Charles V. contraignit par corps le Comte de Foix alors Seigneur du Bearn, à lui faire hommage. Mais quoique la réunion de cette Province semble appuyée sur une ancienne coutume, cela n'empêche pas que les Bearnois ne fussent bien fondés à demander que la réunion ne se fit point sans le consentement des Etats du pais, afin qu'ils pussent stipuler du moins la conservation de ses droits & de ses privilèges. Cette formalité fut observée à la réunion du Languedoc & de la Bretagne. Si les Rois de France gardoient plus religieusement les promesses faites aux Provinces réunies, peut-être que les Bearnois n'auroient pas eu tant de peine à consentir à la réunion de leur pais. Mais le malheur des autres faisoit peur aux gens du Bearn. Avoient-ils si grand tort d'éviter autant qu'il leur étoit possible, d'être assujettis à ce pouvoir arbitraire, sous lequel les Provinces les plus libres gémissoient depuis un long temps, & qui les accable plus que jamais sous le regne présent?

Le Vice-roi de Naples, le Gouverneur de Milan, &

Peu de temps après la révolution arrivée à la Cour de France par la mort du Maréchal d'Ancre, & par l'éloignement de la Reine mere, on reçut des nouvelles d'Italie,

lie, qui donnèrent de l'inquiétude à Luines & aux Ministres d'Etat. Les Espagnols résolus à se venger une bonne fois du Duc de Savoie relevé de ses pertes précédentes par le secours que le Maréchal de Lesdiguières lui amena vers le commencement de cette année, mirent le siège devant la Ville de Vercell; & leur armée étoit de trente mille hommes. On devoit craindre que la prise d'une place importante, ne fût suivie de l'invasion de tout le Piémont: & que la France épuisée par ses brouilleries domestiques, ne se trouvât enfin dans la nécessité d'entrer en guerre ouverte avec l'Espagne, pour délivrer Charles Emmanuel de l'oppression dont il étoit menacé. Les plus clairvoians en politique ne comprenoient rien aux démarches irrégulières des Espagnols dans les affaires d'Italie. Philippe III. passoit pour un Prince amateur de la justice & de la paix. Le Duc de Lerme son premier Ministre cherchoit le repos & par son inclination naturelle & pour ses intérêts particuliers. Monteleon Ambassadeur de sa Majesté Catholique en France, protestoit que le Roi son Maître n'avoit nul dessein de troubler le repos de l'Italie, ni d'opprimer le Duc de Savoie. Philippe & le Duc de Lerme disoient la même chose à Senecé Ambassadeur de Louis à Madrid: Et cependant les Espagnols étoient puissamment armés & par terre & par mer en Italie. Les Venitiens & le Savoïard crioient par tout que l'Espagne pensoit à les perdre, & que leur ruïne seroit bien-tôt suivie de celle de tous les autres Souverains d'Italie.

1617.

Nani Hi-  
storia Ve-  
netæ. L.  
III. 1617.

On avoit peine à s'imaginer que Philippe & son premier Ministre fussent de si grands fourbes, ni qu'ils voulussent s'exposer si facilement à passer pour des hommes sans honneur & sans probité. Cela paroissoit trop contraire à leur naturel. Beaucoup de gens crurent donc que les troubles de l'Italie, n'avoient pas d'autre cause qu'une espèce de Triumvirat que Giron Duc d'Os-  
sone Viceroi de Naples, Tolède Marquis de Villa Franta Gouverneur de Milan, & da Queva Marquis de Bedmar Ambassadeur d'Espagne auprès de la République de Venise, formèrent entr'eux. Ces trois Messieurs remplis de vastes projets entretenoient une étroite correspondance les uns avec les autres : ils avoient en tête de brouiller, que dis-je ? d'opprimer toute l'Italie ; soit qu'ils prétendissent se signaler dans le monde, soit qu'ils pensassent seulement à se rendre nécessaires à leur maître, & à tirer plus de profit de leurs emplois. Habiles & déliés autant que le pouvoient être des gens d'esprit : formés premièrement aux affaires dans la Cour de Philippe II. Roi d'Espagne, ou du moins par les Elèves de ce Prince entreprenant, fourbe & dissimulé ; les nouveaux Triumvirs engageoient de concert la Cour de Madrid à certaines démarches, que la Nation Espagnole extrêmement jalouse du point d'honneur, se croioit aussi obligée de soutenir. De là ces contestations continuelles avec le Duc de Savoie sur l'exécution du Traité d'Ast honneur au Roi d'Espagne. De là ces nouvelles brouille-  
ries

1617.

ries avec la République de Venise à l'occasion de l'irruption faite dans les Etats de l'Archiduc de Gratz proche parent & le meilleur ami de sa Majesté Catholique.

Le Duc d'Osune Seigneur plein de faste & d'ambition armoit puissamment sur mer dans le Roiaume de Naples sous divers prétextes; de reprimer les Corsaires d'Afrique, d'arrêter les entreprises des Turcs, de tenir les Venitiens en échec, & de leur donner de la jalousie du côté de leur Golfe, d'envoier du secours à l'Archiduc de Gratz vigoureusement attaqué, ou du moins de s'opposer au passage des vaisseaux & des troupes que les Etats-Généraux des Provinces-Unies devoient fournir aux Venitiens, selon le Traité fait entre les deux Républiques. Don Pedro de Tolède formoit de son côté une armée considérable dans le Milanois; Et la Cour de Madrid prévenue par les insinuations du Gouverneur, qu'il seroit impossible de réduire le Duc de Savoie à d'autres conditions que celles du traité d'Ast, à moins qu'on n'humiliât ce Prince fier & opiniâtre; la Cour d'Espagne, dis-je, donnoit du moins son consentement tacite à tout ce que Don Pedro représentoit comme une chose nécessaire. Enfin, Bedmar remontreroit sans cesse: qu'il étoit de l'intérêt du Roi son maître de rabattre l'orgueil de la République de Venise, ennemie déclarée & irréconciliable de la grandeur de la Monarchie d'Espagne. *Il n'est pas si difficile, disoit-il, de ruiner une ville superbe, & qui se flatte d'être imprenable par sa situation.*

1617. *J'en pourrois bien trouver les moïens, ajoutoit l'Ambassadeur sans s'expliquer davantage. En tout cas, il n'est pas impossible d'humilier un Sénat enivré de la fausse antiquité de sa noblesse & de son indépendance. On le mettra bien en état de ne se joindre pas à la première occasion avec les ennemis de la Maison d'Autriche, & de ne traverser plus nos projets en Allemagne & en Italie.*

On trans-  
porte à  
Madrid  
la négo-  
ciation de  
la paix  
d'Italie.

Nani His-  
toria Ve-  
netæ. L.  
III. 1617.

Les Vénitiens qui ne manquent pas de pénétration, s'apperçurent des vûes secrètes du Triumvirat. Ils se persuadent que les affaires ne finiront jamais tant qu'il faudra négocier avec les Ministres du Roi d'Espagne en Italie, & que le moïen le plus sûr de déconcerter les Triumvirs; c'est de traiter à Madrid avec Philippe même, ou du moins avec le Duc de Lerme. Les voilà donc qui ordonnent à Gritti leur Ambassadeur en Espagne, homme, dit-on, qui n'avoit ni moins de flegme, ni moins de sagacité que les Espagnols, d'entamer une nouvelle négociation à Madrid. Les avis furent differens dans le Conseil de sa Majesté Catholique, sur la proposition du Sénat de Venise. Les uns disent qu'il faut avant que d'entrer en traité, rétablir la réputation & l'autorité de la Couronne d'Espagne, à laquelle on avoit donné des atteintes en Italie. D'autres représentent que les Princes d'Italie témoignant quelque dégoût de la domination Espagnole, du moins un grand mécontentement de la hauteur avec laquelle on les traite, il est d'une extrême importance d'en prévenir les suites, & de conclure au plutôt l'ac-

com

commodement, de peur qu'on ne s'avise 1617.  
de former une ligue contraire aux intérêts  
de sa Majesté Catholique, dont le Roi de  
France se fera le chef & le protecteur. Ce  
dernier avis étoit plus sage & plus confor-  
me aux inclinations de Philippe & de son  
premier Ministre. Le Duc de Lerme flatté  
de l'honneur d'être comme l'arbitre de la  
paix & de la guerre, & de terminer les  
affaires d'Italie sans que la France y eût  
aucune part, fait consentir son Maître  
d'entrer en négociation: & l'Ambassadeur  
de Venise reçoit bien-tôt les pouvoirs né-  
cessaires de la part du Senat & du Duc de  
Savoie, pour l'accommodement de la Ré-  
publique avec l'Archiduc de Gratz, & pour  
celui de Charles Emmanuel avec le Roi  
d'Espagne.

On trouva fort étrange à la Cour de  
France, que le Roi aiant employé ses bons  
offices & offert sa médiation de si bonne  
grace, les Espagnols & les Venitiens lui  
tirassent ces deux affaires d'entre les mains,  
sans son consentement & sans en rien dire  
à Senecé Ambassadeur de sa Majesté à  
Madrid. On accusa le Sénat d'ingratitude-*Vittorio*  
de. Et Louis se plaignit amèrement au *Sire Mea-*  
Pape par la bouche de Marquemont Ar-*morie Ro-*  
chevêque de Lion. Peut-être que les Ve-*condite.*  
nitiens ne sont pas si blâmables dans le *Tom, IV.*  
fond. Le Sénat se défioit de Marie de *pag. 12.*  
Médicis & du Maréchal d'Ancre qui vi-  
voit encore. Il craignoit, & le Duc de  
Savoie étoit dans la même pensée, que  
les Ministres d'Espagne n'eussent trop de  
crédit auprès de la Reine mere, & que

1617. Conchini sur le point de devenir supérieur à tous ses ennemis par la prison du Prince de Condé, & par la réduction des Seigneurs malcontens, ne fût entièrement dévoué à la Cour de Madrid. C'est pourquoi le Senat & Charles Emmanuel n'attendoient pas grand secours de la médiation du Roi de France. Ils s'imaginèrent, & ce ne fut pas sans raison, qu'on se tireroit plutôt & plus honnêtement d'intrigue, en négociant soi-même à Madrid. Les Ministres d'Espagne paroïsoient être plus traitables, quand la France ne prenoit pas connoissance des affaires d'Italie. Il y avoit pourtant en cela un inconvénient considérable. C'est que le Traité se faisant désormais sans médiateur & sans garant, les Venitiens & le Duc de Savoie demeu-roient à la discretion de la Maison d'Autriche, qui pouvoit le rompre seurement, dès qu'elle y trouveroit son avantage. On s'en apperçut dans la suite. Nous verrons que les Venitiens transporterent la négociation de Madrid à Paris. Cela leur parut d'autant plus nécessaire, que le nouveau Ministère affectant depuis l'éloignement de la Reine mere, de s'opposer aux projets des Espagnols, on devoit espérer que la médiation de la Couronne de France, seroit plus utile & plus efficace. Les Ministres d'Angleterre se plaignirent aussi de ce que leur Roi niant témoigné tant de bonne volonté au Sénat & au Duc de Savoie dans ces deux affaires, ils en transféroient la négociation à Madrid sans rien dire à sa Majesté Britannique. On ne se mit pas en peine des

remontrances de l'Ambassadeur de Jacques. 1617.  
 Les Venitiens<sup>1</sup> comptoient encore moins  
 sur lui que sur le Roi de France. On  
 commence donc de traiter à Madrid. Mais,  
 soit que ce fût un effet du flegme ordinaire  
 des Espagnols ; soit que Don Pedro & le  
 Marquis de Bedmar eussent l'adresse de re-  
 culer la conclusion d'un accommodement  
 contraire à leurs intérêts & à leurs desseins,  
 les choses alloient si lentement que les  
 Venitiens continuèrent leurs hostilités dans  
 le Frioul contre l'Archiduc de Gratz. Et  
 le Gouverneur de Milan eut le temps d'as-  
 sembler ses troupes, & de fonder sur la vil-  
 le de Verceil.

Quoique Don Pedro tâchât de couvrir Le Gouverneur  
 son dessein véritable en feignant d'en vou-<sup>de Milan</sup>  
 loir à Crescentin, il ne prit pas si bien ses <sup>assiége</sup>  
 mesures que Charles Emmanuel Prin-<sup>Verceil &</sup>  
 ce vigilant, ne fût assez promptement <sup>le prend.</sup>  
 averti que l'Armée Espagnole marchoit à  
 Verceil. La place n'étoit pas mal forti-  
 fiée ; mais elle manquoit de poudre &  
 d'hommes pour une longue & vigoureuse  
 résistance. Le Duc de Savoie y fit passer  
 promptement quinze cens hommes de pied,  
 & quelques Compagnies de Cavalerie avec  
 un fort habile Ingenieur. Cinq cens Ca-  
 valiers qui portoient chacun en croupe <sup>Vittorio</sup>  
 un sac de poudre, n'entrèrent pas si heu- <sup>Siri Me-</sup>  
 reusement dans Verceil quelques jours <sup>morie Re-</sup>  
 après. Don Pedro informé de leur mar- <sup>condite.</sup>  
 che, les fit attendre sur le passage. Les <sup>Tom. IV.</sup>  
 Espagnols aiant surpris les Savoiards par <sup>p. 109.</sup>  
 derrière, on mit le feu aux sacs de pou- <sup>110.</sup>  
 dre. Le spectacle fut affreux. Des hom-



1617. mes & des chevaux étoient grillés tout vivans. Quarante Couréurs se sauvèrent seulement dans la ville avec le peu de poudre qu'ils portoient. Un si funeste accident n'empêcha pas que la Garnison ne se défendit bravement durant deux mois. Charles Emmanuel s'avança lui-même à la tête de neuf mille hommes de pied & de quatorze cens chevaux, afin de jeter du secours dans Verceil. Il fit à son ordinaire tout ce qu'on devoit attendre d'un Général habile & expérimenté. Mais n'ayant pu faire entrer que mille hommes avec une provision de poudre assez modique, la place n'étoit pas en état de tenir long-temps, contre les Espagnols qui attaquoient vigoureusement. Quand ils furent logés sur la brèche, les assiégés demandèrent à capituler. On dit qu'il y eut soixante & sept mille coups de canon tirés durant le siège, & que les Espagnols y perdirent six mille hommes, soixante Capitaines, & plusieurs personnes de considération. De quoi s'agissoit-il dans cette affaire? de je ne sai quel point d'honneur. Le Roi Catholique ne vouloit pas avoir le démenti de son entreprise d'humilier le Duc de Savoie. Malheureuse condition des sujets, si sous la domination des Princes Chrétiens, à qui la Religion enseigne d'épargner le sang humain autant qu'il est possible, & de pardonner même les injures les plus atroces, il faut que la vie de plusieurs milliers d'hommes, soit librement sacrifiée, parce qu'un puissant Roi ne veut pas souffrir qu'un Prince inférieur ait

*Nani Historia  
Veneziana L. III*

1617.

ait la hardiesse & le courage de lui résister!

1617.

Dès que la nouvelle du siège de Verceil fut portée à Paris, Luines & son nouveau Ministère, qui affectoient de prendre le contrepied de ce qui se faisoit sous Marie de Médicis, & durant la vie du Maréchal d'Ancre, crièrent bien haut qu'il falloit envoyer au plutôt un puissant secours au Duc de Savoie. Le Roi témoigna tout publiquement, qu'il savoit bon gré au Maréchal de Lesdiguières de n'avoir pas obéi aux ordres envoyés à la fin de l'année dernière.

Diverses intrigues en France à l'occasion du siège de Verceil.

Historie du Comte de Lesdiguières.

L. IX. Chap. 6. Vittorio Siri Memorie Recondite. Tom. IV. p. 151.

112.

Sa Majesté lui donna un aveu authentique de ce qu'il avoit fait, afin qu'on ne pût l'inquiéter sur une entreprise fort hardie pour un sujet. L'acte en fut verifié au Parlement de Paris avec de grands éloges donnés au Maréchal. Louis fit appeler le Duc de Monteleon Ambassadeur d'Espagne, & sa Majesté lui déclara ce qu'elle pensoit de ce mouvement imprévu du Gouverneur de Milan.

*Quelque grande que soit la passion que j'ai de vivre en bonne intelligence avec le Roi d'Espagne, sur tout depuis l'étroite alliance que nous avons contractée l'un avec l'autre, dit Louis à Monteleon, je crains que la conduite irrégulière de Don Pedro de Toledé, ne m'oblige enfin à faire quelque chose contre mon inclination. Ecrivez au Roi votre Maître que je le conjure par l'amour qu'il doit avoir pour le repos de l'Europe, d'accorder au Duc de Savoie des conditions raisonnables. Car enfin, ni l'intérêt de ma Couronne, ni mon honneur ne me permettent point de souffrir que mes alliés soient opprimés. Si le Duc de Savoie refuse d'ac-*

cepter

1617. cepter les propositions justes qu'on lui fera, je serai le premier à me déclarer contre lui & à le contraindre de s'en contenter. Mais si le Roi Catholique entreprend de le réduire par la force, avant que de lui offrir un accommodement supportable à un Prince Souverain, je ne pourrai me dispenser de prendre sous ma protection la personne, la maison, & les Etats du Duc de Savoie. Plusieurs autres puissances se déclareront pour lui, dès que je leur en aurai donné l'exemple : & cette affaire est capable d'allumer une guerre générale dans l'Europe. Il n'est question dans le fond que de certaines formalités peu importantes. J'espère que le Roi votre Maître voudra bien les sacrifier au repos public. C'est une action digne de sa religion & de sa générosité.

Afin que l'Ambassadeur d'Espagne voie par lui-même que sa Majesté parle sérieusement ; des troupes qu'elle congédioit depuis la soumission des Seigneurs malcontents, on en réserve quinze mille hommes pour le secours de Verceil. On fait encore les fonds nécessaires pour la subsistance de l'armée durant trois mois ; & le Trésorier de l'Extraordinaire des Guerres remet à Lion les deniers destinés. Charles Emmanuel persuadé qu'il ne surviendra jamais la Ville de Verceil sans un prompt secours de la France, envoie le Marquis de Lanz faire des complimens à Louis, sur ce qu'il prend en main l'administration des affaires de son Royaume. Tel fut le prétexte de l'Ambassade extraordinaire. Le véritable dessein, c'est de ré-

pre-

Mémoires.  
de Dage-  
ant. pag.  
112. His-  
toire du  
Connétable  
de Lesdi-  
guières.  
L. IX.  
Chap. 6.

présenter vivement au Roi les dangereuses conséquences de l'entreprise du Gouverneur de Milan, & de faire en sorte que sa Majesté ordonne au Maréchal de Lesdiguières, de marcher incessamment au secours du Piémont, comme il étoit stipulé dans le Traité d'Ast, dont Louis promit la garantie. Il paroît irrité de ce que les Espagnols s'opiniâtrent au siège de Verceil, & commande que les troupes s'avancent au plutôt vers l'Italie, & qu'elles joignent celles du Maréchal de Lesdiguières en Dauphiné. Le Duc d'Angoulême devoit les conduire sur la frontière, & y attendre le Maréchal, à qui le commandement général de l'Armée de Piémont fut destiné. La Noblesse Française ennuyée déjà d'une paix de trois mois, ne respiroit que la guerre. Des gens de la première qualité attendent avec impatience le moment de monter à cheval. Le Duc de Rohan mécontent de ce que Luines le regarde de travers, & de ce que le Duc de Maienne, de Nevers, de Vendôme & les autres contre lesquels il a fait la guerre pour le Roi, sont mieux reçus à la Cour que lui; Rohan, dis-je, prend le parti d'aller passer son chagrin dans l'Armée d'Italie. Le Comte de Candale suivit son exemple. Il étoit toujours mal avec le Duc d'Epéron son Pere. Candale tâcha pourtant de l'appaiser en abandonnant la Religion Réformée que le Duc haïssoit mortellement. Peut-être aussi que ce fut au effet de l'inconstance, ou de l'ambition de Candale. Il s'aperçut qu'un

1636.

*Mémoires  
du Duc de  
Rohan. L. I.*

1617.

ne Religion qu'il avoit embrassée par caprice, ou par intérêt, seroit un trop grand obstacle à sa fortune, & qu'Epéron son pere, en prendroit occasion de faire encore de plus grands avantages au Marquis de la Valette son fils bien-aimé. L'Ambitieux & jaloux Candale eût bien voulu tirer des mains de son cadet la survivance de la plus belle charge, & du gouvernement le plus important qui fût dans leur maison.

*Histoire  
du Conné-  
table de  
Lefdiguières.  
L. IX.  
Chap. 6.*

Quand le Duc de Monteleon voit qu'on se prépare tout de bon à passer les Alpes, il se met à crier chez les Ministres d'Etat & chez le Favori que ceux qui conseillent au Roi d'envoyer ses troupes en Italie, sont mal intentionnés pour le repos de l'Europe; qu'ils ont dessein de rompre la bonne intelligence entre les deux Couronnes & de mettre tout en feu. Louis appelle encore l'Ambassadeur d'Espagne: & lui parle en présence de celui de Savoie. *J'ai fait jusques à présent plusieurs démarches, dit sa Majesté à Monteleon, afin de rétablir la paix entre le Roi d'Espagne mon beau-pere & le Duc de Savoie mon oncle. On a proposé de ma part des conditions raisonnables au Roi votre maître, & je lui ai écrit diverses fois. Puisque tous mes bons offices sont inutiles, je vous déclare, que mes troupes vont marcher incessamment vers le Piémont sous la conduite du Maréchal de Lefdiguières. Vous pouvez écrire au Roi d'Espagne que j'ai pris la résolution de secourir le Duc de Savoie, en cas que sa Majesté Catholique ne veuille pas exécuter le Traité d'Asi, ni consentir à une suspension d'armes jusques*

*jusques à ce que tous les differens soient ajustés à la satisfaction des uns & des autres. Le* 1617.  
 Ministre d'Espagne surpris de ce que le jeune Roi parle d'un ton si ferme, répondit à sa Majesté, qu'il a travaillé jusques alors à maintenir l'union & la bonne intelligence entre les deux Couronnes, & qu'il continuera de le faire avec tout le zèle possible. Je ne manquerai pas, Sire, ajouta Monteleon, d'informer le Roi mon maître des bonnes intentions de votre Majesté pour la paix. Mais je la prie très-humblement de me dispenser d'écrire à Madrid la déclaration que vous faites de vouloir secourir le Duc de Savoie contre le Roi mon maître. Je ne vous dis pas, reprit Louis, que je veux prendre parti pour le Duc de Savoie contre le Roi d'Espagne; mais que je suis dans la résolution d'empêcher que le Duc de Savoie ne soit opprimé. On témoigne assez que c'est un dessein formé. Vous pouvez l'écrire librement au Roi votre maître.

Il y avoit en tout cela plus d'artifice & de dissimulation que de réalité de la part de la Cour de France. On vouloit bien soutenir le Duc de Savoie : mais on ne prétendoit aucunement rompre avec l'Espagne. Luines & les Ministres gagnés secrètement promirent d'aider le Roi Catholique à sortir avec honneur d'une affaire, où sa réputation & son autorité se trouvoient étrangement commises par les intrigues de ses Ministres en Italie. Le Pape tout Espagnol, faisoit agir Bentivoglio son Nonce en France. L'Italien insinue tantôt que Charles Emmanuel ne

*Raccon-  
 ri Istoria  
 del Regno  
 di Luigi  
 XIII.  
 L. V.  
 1617.*

1617. demeura jamais en repos, à moins que sa fierté ne soit rabattue par quelque perte considérable, & que c'est le seul moien de fixer l'esprit inquiet & entreprenant de ce Prince. Bentivoglio représente en une autre occasion, qu'il ne faut rien précipiter, avant qu'on ait reçu des nouvelles certaines de Madrid, où l'accordement des Venitiens avec l'Archiduc de Gratz & celui du Duc de Savoie avec sa Majesté Catholique se négocient sérieusement. Le Nonce se récrie quelquefois que le Sénat de Venise & Charles Emmanuel, ont leurs vuës & leurs desseins particuliers; qu'ils cherchent à engager les deux Couronnes à une rupture ouverte, dans le dessein de profiter d'une guerre qui sera ruineuse à l'une & à l'autre. A propos de cela, Bentivoglio remontre qu'il n'est pas avantageux à la France épuisée par une guerre civile mal éteinte, d'envoyer ses forces au dehors, ni d'attaquer un Ennemi puissant. *Le Reine mere, disoit-il, supporte son enuil avec une extrême impatience: elle est attentive à trouver l'occasion de s'en tirer. Les Huguenots mécontents des Arrêts donnés nouvellement sur les affaires du Beorn, ne demandent qu'à brouiller.* Tout cela faisoit impression sur l'esprit de Luines. La Paix lui paroissoit plus favorable que la guerre, à l'établissement de sa fortune & de son credit.

Tant d'intrigues à la Cour de France retardent la marche du secours: elles donnent le temps au Gouverneur de Milan d'avancer tellement le siège de Verceil, qu'il

qu'il est impossible de le faire lever. L'Ambassadeur d'Espagne apportoit encore de nouvelles assurances à Louis, que sa Majesté Catholique vouloit tenir sa parole, sans avoir égard à ce qui s'étoit passé depuis le Traité d'Ast, & qu'elle rendroit Verceil après que son armée l'auroit pris. Le Roi mon maître, disoit Monteleon, fera ce qu'il pourra qu'il n'en ait pas le démenti. Sa Majesté Très-Christienne est trop équitable, pour vouloir que le Duc de Savoie ait l'avantage de contraindre un puissant Roi à lever malgré lui le siège de Verceil. Voilà comment les Princes comptent la vie des hommes pour rien. Qu'ils meurent par milliers : il n'importe. On ne peut sauver autrement l'honneur du Roi. Luynes & Villeroi firent consentir Louis à donner cette satisfaction à Philippe son beau-pere. On écrit au Maréchal de Lesdiguières de prendre si bien ses mesures qu'il n'engage point la réputation des armes du Roi, & que n'y ayant aucune espérance de faire lever le siège d'une ville extrêmement pressée, il y va de l'honneur de sa Majesté, que son armée ne s'avance pas pour voir prendre Verceil. Louis fait avertir encore le Maréchal de Lesdiguières qu'il veut bien empêcher l'oppression du Duc de Savoie, mais que son intention n'est pas d'entrer en guerre ouverte avec l'Espagne; & que ses troupes marchent uniquement afin d'avancer la conclusion de la paix. Lesdiguières bien informé des desseins de la Cour, ne se presse point de passer les monts, quoique tout le monde crie contre lui,

1617

*Histoire  
du Comte-  
table de  
Lesdi-  
guières.  
L. IX.  
Chap. 67*



1617. lui. Il n'étoit encore qu'à Veillane, lors qu'il apprit que la garnison de Verceil avoit capitulé. La nouvelle ne le surprit pas. Il s'y attendoit bien.

*Mémoires  
de Déa-  
geant.*

pag. 112.

113. 114.

Ce grand mystère auquel plusieurs Ministres du Roi ne comprenoient rien eux-mêmes, se développa d'une assez plaisante manière. Louis jouoit fort bien son personnage dans la comédie. Mais l'envie qu'il eut de la rendre encore plus intriguée, fit tout découvrir. Peut-être aussi que le Roi voulut enfin que son Conseil fût informé de tout, & faire accroire aux gens que le retardement de la marche du secours s'étoit fait sans sa participation. Car enfin, ces artifices sont indignes d'un Prince, qui doit témoigner de la droiture & de l'humanité. Devoit-on souffrir que le Roi d'Espagne fit mourir tant de gens pour un ridicule point d'honneur? Louis donnoit tous les jours de nouveaux ordres au Duc d'Angoulême de partir, parce que Verceil étoit presque réduit à l'extrémité, *Je prendrai la poste, répondoit le Duc, dès que l'argent nécessaire pour la subsistance des troupes sera prêt à Lion. Quoi qu'on ait envoyé de bonnes lettres de change, je suis assuré qu'il y a quelque ordre secret d'en différer le paiement.* On fait venir là-dessus le Thresorier de l'Extraordinaire des guerres au Conseil du Roi : on lui demande pourquoi l'argent ne se compte pas à Lion. Il répond que les sommes sont prêtes, & que les Banquiers ont accepté les lettres de change. Le Roi qui ne demande qu'à gagner du temps, dit qu'il faut envoyer à  
Lion

Lion & s'informer de la vérité. On y court en poste: Et le Courier rapporte que l'argent ne tient à rien. Là-dessus, Louis fait de nouvelles instances au Duc d'Angoulême. Et le Duc soutient toujours qu'on trompe sa Majesté. Elle mande encore son Thresorier de l'Extraordinaire des guerres. On le gronde; on le menace de le mettre entre les mains de la justice. Le pauvre homme effraïé s'approche de l'oreille de quelqu'un des confidens du Roi, & lui déclare que l'argent est véritablement prêt; mais qu'il a reçu des ordres secrets d'empêcher qu'on ne le compte si-tôt. C'est ainsi que tout le Conseil apprit enfin une chose secrète entre le Roi, Luynes, & Villeroi. On fut alors que le Duc de Monteleon avoit eu l'adresse de persuader à sa Majesté de laisser prendre Vercell sur la parole que le Roi d'Espagne donnoit de rendre la place, après qu'il auroit mis son honneur & la réputation de ses armes à couvert. Plusieurs n'approuverent pas cette collusion. Outre qu'elle étoit indigne du Roi, & contraire à la parole donnée au Duc de Savoie dans le Traité d'Ast, on doutoit que les Espagnols voulussent jamais rendre Vercell, à moins qu'on ne les y contraignît à force ouverte.

Pendant que tout ceci se passe en Piémont & en France, les Venitiens & l'Archiduc de Gratz se battent dans l'Istrie & dans le Frioul. Le Senat publia un Manifeste, afin d'informer les Princes & les particuliers du sujet véritable de leur différend avec la Maison d'Autriche. La préface

Continuation  
de la  
guerre  
entre les  
Venitiens  
& l'Archiduc  
Ferdinand  
de Gratz.

1617. face parut trop fastueuse. On se moqua de la vanité de ces gens, qui ne font un  
*Mercurio*  
*François.*  
 1617. Etat libre & indépendant que depuis un certain temps, comme le Marquis de Bedmar le prouve incontestablement dans un

*Squittinio*  
*della liber-*  
*ta Peneta.*  
*Cap. II.*  
 § III.

petit livre anonyme, & qui avançaient hardiment que leur République est la plus ancienne qui soit dans le monde. Orgueil ridicule & insupportable! Venise fut véritablement soumise aux Rois Ostrogoths, aux Empereurs d'Orient, à Charlemagne & aux Rois d'Italie; enfin la République n'étoit pas encore formée du temps des premiers Empereurs en Allemagne. Les Venitiens n'avoient pas meilleure grace de se vanter qu'ils n'eurent jamais l'ambition de s'agrandir. La République, disoit le Manifeste, *n'a point envahi le bien d'autrui. Contente du domaine qu'il a plu à Dieu de lui donner, elle ne cherche pas à s'étendre aux dépens de ses voisins. Si la République est devenue plus puissante, c'est que des peuples libres attirés par la douceur de son gouvernement, se sont donnés volontairement à elle: Et que nous avons remporté des avantages légitimes sur des Princes injustes Et sur des Tyrans.* Cela fit rire les gens d'esprit au peu versés dans l'Histoire. Les Nobles de Venise, disoit-on, s'imaginent-ils que le monde ait oublié comment ils acquirent autrefois le Roiaume de Chypre? Nous avons entendu parler de la fameuse ligue de Cambray, où le Pape & les premières puissances de l'Europe entrèrent, dans le dessein de réprimer les entreprises d'un Sénat, qui ne bornoit pas son ambition, à se rendre maître

*maître de ce qu'il y a de meilleur en Ita- 16:7.*  
lie.

On trouva le Manifeste plus raisonnable en ce qu'il disoit de l'origine des cruautés, des voleries des Uscoques, dont l'Archiduc de Gratz prenoit injustement la protection. Les reproches que le Senat de Venise faisoit à ce Prince, qui deviendra bien-tôt Empereur, étoient sanglans. Toute la question se réduit à ceci, disoient les Vénitiens. Les Princes de la Maison d'Autriche s'opiniâtroient à donner retraite dans leurs terres à des fugitifs, à des Corsaires & à des voleurs infames. On permet à ces gens de piller impunément. L'Archiduc n'a point d'autre intention que de les entretenir & de se servir d'eux aux dépens d'autrui. Il a part à leur brigandage. Tout ce que la République demande, c'est qu'on laisse chacun en paix, que la mer soit libre & ouverte, & que les Etats de l'Archiduc ne servent pas de retraite aux pirates. S'il veut faire la guerre aux Ottomans, au lieu de paier ses Garnisons & d'enrichir ses Courtisans aux dépens de la République, en seignant de courir sur les Turcs, l'Archiduc peut s'ouvrir un passage par son propre pais, & faire irruption sur les terres du Grand Seigneur. Que son Altesse accorde les justes demandes que la République lui fait, elle se desistera volontiers d'une guerre entreprise contre son inclination, & dans le seul dessein d'obtenir une paix véritable & surse de repos & de la tranquillité de ceux qui la souhaitent sincèrement. Le monde trouva cela fort raisonnable. Si les Vénitiens, disoit-on,

avoient

1617. avoient toujours fait des guerres aussi justes, ils pourroient mériter une partie des louanges qu'ils se donnent libéralement à eux-mêmes dans leur Manifeste.

Les Etats Généraux de l'Istrie, ni dans le Frioul, quoique les Vénitiens & l'Archiduc eussent de belles troupes & en assez grand nombre. L'Italie vit avec étonnement trente-sept vaisseaux des Etats-Généraux des Provinces-Unies apporter quatre mille hommes de secours à la République de Venise. Jean de Nassau

fils d'un frere naturel du Prince Maurice d'Orange en commandoit trois mille, & le Colonel Wassenauer les autres mille. Les Espagnols tentèrent inutilement de fermer le passage du Détroit à la Flotte Hollandoise. Ses Pilotes & ses Officiers plus expérimentés & plus braves que les Espagnols, le traversèrent, sans que ceux-ci

osassent se présenter devant elle. On voulut faire aux Vénitiens une affaire à la Cour de Rome, de ce qu'ils appelloient les hérétiques à leur secours. Mais Contarini Ambassadeur de la République, justifia la conduite de ses maîtres auprès du Pape. Il

s'appaîsa facilement, dit-on, persuadé qu'il étoit que les prétextes de la Religion s'emploient à divers usages. Nous serions bien malheureux, représentoit Contarini à Paul V, si nous ne pouvions nous servir de nos amis, qu'avec l'approbation des Espagnols. Ils ont eux-mêmes dans leurs Armées des gens de toute nation & de toute secte. Ces Massieurs veulent-ils imposer aux autres des loix severes & scrupuleuses, à condition qu'ils ne

seront

*Vistorio  
Siri Me-  
morie Re-  
condite.  
Tom. IV.  
Pag. 146.  
147.*

*Nani Hi-  
storia Ve-  
neta. L.  
III. 1617.*

*seront pas obligés à les observer ? Les Espagnols qui crioiert autrefois contre les Venitiens à cause de l'alliance faite avec les hérétiques, & sur ce qu'ils appelloient les troupes des Princes & des Etats Protestans ; ces mêmes Espagnols, dis-je, sont redevables aujourd'hui de leur conservation à l'Angleterre, & aux Etats-Généraux des Provinces-Unies. Où en seroit-elle reduite cette religieuse & Catholique Monarchie, si ceux qu'il lui plaît d'appeller hérétiques, ne l'avoient généreusement soutenuë par le secours de leur argent & de leurs troupes ?*

*Quelques Italiens moins scrupuleux que les Espagnols, mais plus raffinés en politique, blâmèrent les Venitiens d'appeller des soldats Hollandois, & de les recevoir à Venise, où ils firent montre dans la place S. Marc. On prétendit que c'étoit exposer des étrangers à la tentation de se rendre maîtres d'une ville opulente, & d'emporter tous les thrésors de Venise. Le Senat, dit-on, ne s'apperçût du danger qu'après qu'il fut passé : & tous les habitants en frémirent. Pour ce qui est des troupes Hollandoises, une si noire perfidie ne leur vint pas dans l'esprit. Les Italiens en paroissent comme surpris. Je n'en voi pas la raison. Le monde connoît assez qu'il n'en est pas de toutes les nations comme des Espagnols & des Italiens. Les Hollandois savent secourir de bonne foi leurs amis & leurs alliés ; mais ils ne pensent pas à les trahir & à les piller. Des gens qui ont enlevé de la sorte l'or & l'argent*

1617.

gent du nouveau Monde, seroient capables de succomber à une pareille tentation. Ils auroient pensé que rien ne les empêchoit de remonter promptement sur leurs vaisseaux & d'emporter chez eux ce qu'il y avoit de plus précieux à Venise. Mais une nation qui a de bons sentimens de religion & de probité, ne pensera jamais à commettre un crime si détestable. Les contestations qui survinrent entre Nassau & Don Jean de Médicis Général des Vénitiens à cause du commandement, furent cause de ce que la République de Venise ne tira pas d'assez grands avantages des bonnes troupes que les Provinces Unies lui envoient. Médicis vouloit commander; Et Nassau ne prétendoit obeïr qu'au Généralissime de la République. On tâcha d'ajuster leur differend. Mais Médicis qui ne cherche qu'à faire durer la guerre, forme tous les jours quelque nouvelle difficulté. Cela retardoit les entreprises. Sans cette mesintelligence, les Vénitiens auroient pu profiter de la mort de Trautmansdorf Général des troupes de l'Archiduc. Il fut emporté d'un coup de canon à l'attaque du Fort de Rubia dans le Frioul. Les maladies se mirent encore dans les troupes Hollandoises, qui ne pouvoient supporter les incommodités du climat. Nassau en mourut lui-même à Monfalcone.

Le Duc  
d'Osone  
Viceroy  
de Naples  
fait une  
guerre

Tous les avantages de l'armée Vénitienne dans le Frioul se terminèrent à bloquer la ville de Gradisque d'assez près. Mais le Duc d'Osone Viceroy de Naples leur

leur donnoit de terribles inquiétudes du <sup>1617.</sup>  
 côté de la mer. Non content de les trou-  
 bler dans leur commerce, de prendre leurs <sup>ouvertes</sup>  
 bâtimens, & de donner retraite dans les <sup>aux Veni-</sup>  
 ports du Roi d'Espagne aux <sup>tiens dans</sup> Uscoques <sup>leur Gol-</sup>  
 chassez de l'Istrie, il envoie douze vaisseaux <sup>se.</sup>  
 dans le Golfe Adriatique malgré les ordres  
 précis de la Cour de Madrid de s'abstenir  
 de tout acte d'hostilité, puis qu'on négoc-  
 ioit l'accommodement de l'Archiduc avec  
 la République. On se eludoit grossière-  
 ment les défenses du Roi son maître. Soit <sup>Nani Hi-</sup>  
 que ce Seigneur s'abandonnât à son hu- <sup>storia Ve-</sup>  
 meur vaine & entreprenante; soit qu'il crût <sup>beta. L.</sup>  
 faire plaisir à la Cour de Madrid en inti- <sup>III. 1617.</sup>  
 midant les Vénitiens, afin de les faire con- <sup>Vittorio</sup>  
 sentir plus facilement à la paix, il ne par- <sup>Siri Me-</sup>  
 loit que de surprendre les ports d'Istrie, de <sup>marie Ro-</sup>  
 ruiner les Îles du Golfe, & de s'avancer <sup>condite.</sup>  
 jusque dans les endroits les moins accessi- <sup>Tom. IV.</sup>  
 bles de Venise. Il se fait donner une <sup>p. 126.</sup>  
 description exacte de tout; il s'entretient <sup>148. 149.</sup>  
 avec ceux qui connoissent le mieux la  
 ville de Venise & son Golfe; il trace des  
 desseins; il prépare des barques propres à  
 passer sur les marais & dans les canaux; il  
 invente de nouvelles machines; enfin, il  
 écoute avec plaisir ceux qui l'excitent à  
 rendre son nom immortel en portant la  
 terreur dans le sein d'une République or-  
 gueilleuse, & qui lui parlent de la facilité  
 d'exécuter une si belle entreprise. Les  
 vaisseaux envoyés dans le Golfe portoient  
 seulement la bannière du Viceroi de Na-  
 ples. Plaisante invention pour empêcher  
 les Vénitiens de crier que le Roi d'Espagne  
 leur



1617. leur déclaroit la guerre! On condamne à Madrid les démarches du Duc d'Osborne : Et cependant il attaque la République sous sa bannière avec les forces maritimes de sa Majesté Catholique en Italie. Le Viceroi fit même des avances afin d'engager les Turcs à se joindre à lui contre les Venitiens: Il envoya des présens au Capitan Bassa. Bien loin d'entrer en négociation, les Ottomans témoignent se défier de l'Espagnol. Ils proposent au Senat d'unir leurs forces aux siennes contre leurs ennemis communs. C'est ainsi que les Infideles regardoient les Espagnols.

Belegno qui commandoit l'Armée Navale de Venise, ramasse promptement des vaisseaux, afin de repousser la Flote Espagnole. La voilà bien-tôt reduite à se réfugier dans le port de Brindes, d'où elle n'ose sortir, quoique les Venitiens la défient au combat durant un assez long-temps. Le Pape & les autres Princes d'Italie étonnés de l'entreprise du Duc d'Osborne, lui font représenter que son armement donne de l'ombrage aux Turcs, & qu'il est à craindre que les Infideles irrités n'envoient leur Armée Navale dans le Golfe & vers les côtes de l'Etat Ecclesiastique. Rossi Ministre du Pape épuise inutilement toutes ses réflexions politiques auprès du Viceroi. Et quand il s'avise de tenter si les motifs & les raisons de conscience feront plus d'effet, l'Espagnol qui se picque de dire de bons mots & de railler agréablement, paroît enjoué & tourne tout en plaisanterie. *Monsieur*, repartit le

1617.

le Duc d'Osborne à Rossi, qui lui représentoit que n'ayant aucun sujet légitime d'attaquer les Venitiens, son Excellence rendroit compte à Dieu du sang répandu & des autres suites funestes de la guerre, *les raisons de conscience peuvent être de quel-qu'usage, quand il est question de régler un Cloître de Moines: mais on n'y a pas autrement égard dans les affaires d'Etat. Un peu plus, un peu moins de conscience; nous autres Gouverneurs n'y regardons pas de si près. La Duchesse mon épouse est assez dévote pour nous deux. Elle est la protectrice de je ne sai combien de Confrairies de la Vierge. Pour témoigner que les remontrances du Pape ne sont pas d'un grand poids dans son esprit, le Viceroy renforce son Armée Navale. Elle se trouve de dix-neuf vaisseaux, & de trente trois galères.*

Cet armement extraordinaire jette l'épouvante dans la ville de Venise. Le Senat équipe le plus promptement qu'il est possible une Flotte capable de rassurer les esprits effrayés, & de faire tête à l'ennemi qui s'avance. Tout le monde étoit en suspens: on attendoit à Venise de jour en jour la nouvelle d'un combat. Je ne sai comment le bruit s'y répand que la République a remporté une grande victoire sur les Espagnols. La populace s'attroupe; elle fait des feux de joie: & certaines gens parlent de piller la maison du Marquis de Bedmar Ambassadeur de sa Majesté Catholique. On le croioit d'intelligence avec le Viceroy de Naples: le peuple disoit hautement que Bedmar animoit plus qu'aucun

Tom, III, D autre,

1617.

autre, Ossone à faire du mal à la République. Les Magistrats assez-tôt avertis de l'émotion du peuple, empêchèrent que le droit des gens ne fût violé. La joie qu'une fausse nouvelle avoit causée, ne dura pas long temps. Zané nommé Capitaine Général d'une belle Flotte, perdit l'occasion favorable de battre les Espagnols. Léve Général de ceux-ci commet la même faute. Au lieu de faire quelque entreprise considérable, il se contente de piller certains vaisseaux marchands. Le Sénat de Venise toujours sévère au regard des Officiers qui ne font pas leur devoir, ôte le commandement à Zané, & lui ordonne de venir rendre compte de sa conduite. Le Viceroy de Naples mécontent de Léve, lui fit seulement des reproches & des reprimandes. Pour se mocquer des Vénitiens qui avoient fait des chants de triomphe avant la victoire, le Duc d'Ossone donne un spectacle aux Néapolitains, en faisant entrer les marchandises enlevées sur les Vénitiens & sur les sujets du Grand Seigneur, avec une pompe extraordinaire dans le port de Naples. Ossone parut aux fenêtres du palais avec son enjouement ordinaire: *Rejouissez vous à votre tour de la toisonnerie des Vénitiens à l'occasion de leur prétendue victoire*; crioit le Viceroy au peuple assemblé dans la place. On se mit aussi-tôt à sonner des cloches, & à faire des feux de joie dans la ville.

Les Ministres Vénitiens déclamoient contre les Espagnols dans toutes les Cours de l'Europe. Contarini rappelé de son

Am-

1617.

Ambassade à Rome, est ordre de conférer en revenant, avec les Ducs de Toscane, d'Urbain, de Mantouë, de Modène, & de Parme. Il représente vivement à ces Princes, que leur patience ne sert qu'à rendre les Espagnols plus fiers, plus entreprenans; & que cette nation ennemie jurée de la liberté de l'Italie, regarde comme une injure tout ce que les autres font pour s'opposer à son ambition & à son avarice. Ces Princes, si nous en croions <sup>Nani Hist.</sup> un Auteur Venitien, étoient tellement ac- <sup>floria Veneta. L.</sup> cablés des fers que les Espagnols avoient <sup>III. x617.</sup> en l'adresse de leur mettre aux mains, qu'ils ne pouvoient que soupirer après une occasion plus favorable de les rompre. Ils compatissent tous au malheur de la République de Venise, qui n'avoit pas la liberté de réprimer des corsaires & des brigans, parce qu'il plaît à un Prince de la Maison d'Autriche de les prendre sous sa protection, & de partager leur butin avec eux. Mais aucun Souverain d'Italie n'ose promettre du secours aux Venitiens. Charles Emmanuel est le seul qui ait le courage de résister aux Espagnols: de manière que les Venitiens n'ont pas d'autre ressource que d'entretenir la guerre du côté du Piémont, afin que le Gouverneur de Milan occupé par cette diversion, ne puisse attaquer la République par terre, pendant que le Viceroy de Naples lui fait une guerre ouverte par mer, & que le Marquis de Bedmar emploie tout son esprit à chercher les moïens d'embarasser le Sénat au-dedans & au-dehors. Outre l'argent que la

1617. République donnoit par mois au Duc de Savoie, elle lui fit compter encore quatre-vingt mille ducats, afin d'attirer une seconde fois le Maréchal de Lesdiguières en Italie. La perte de Verceil ne fut pas moins sensible aux Vénitiens qu'à Charles Emmanuel. Ils craignirent que le Duc incapable de résister aux forces du Gouverneur de Milan, ne s'accommodât avec le Roi Catholique, & que leur pays ne demeurât ensuite à la discrétion du Triumvirat Espagnol en Italie.

Une autre chose donnoit de l'inquiétude au Senat. Ferdinand d'Autriche Archiduc de Gratz en Stirie, le grand ennemi de la République, s'avançoit à grands pas vers le Trône Imperial, par le secours de Philippe III. Roi d'Espagne. Il y avoit toujours eu quelque froideur, & je ne sais quelle mesintelligence secrète entre le Roi Philippe II. & l'Empereur Ferdinand I. son oncle. Elle duroit encore sous le regne de Maximilien II. & de ses enfans; soit que le Roi d'Espagne ne pût pardonner à Ferdinand son refus de renoncer en faveur de Philippe au droit de succéder à l'Empire; soit que Ferdinand & Maximilien son fils, Princes justes & modérés, n'approuvassent ni l'ambition demesurée, ni les cruautés inouïes de Philippe II, Charles-Quint Pere de Philippe lui fit tort en le laissant trop en Espagne: il y prit l'humeur & les inclinations des gens du pays & où il passa la plus grande partie de sa jeunesse. La difference qu'il y a entre les mœurs des Allemands & celles des Espagnols

Traité entre les deux branches de la Maison d'Autriche en Espagne & en Allemagne.

Nani Historia Politica. L. III. 1617.

1617.

pagnols fut cause que Philippe II. ne s'accommoda jamais parfaitement bien avec les Empereurs Ferdinand & Maximilien, qui conservoient la candeur & la droiture de la Nation Germanique. Celui-ci laisse un grand nombre d'enfans mâles: mais ils moururent tous sans posterité. Il en restoit encore trois; Matthias Empereur, Albert Archiduc des Païs-Bas Catholiques, & Maximilien Archiduc d'Inspruc. On n'espéroit plus qu'aucun d'eux eût des enfans. Et comme il étoit de la dernière importance aux Princes d'Autriche, que l'Empire ne sortît pas de leur Maison, ils se trouvoient dans la nécessité d'élever Ferdinand Archiduc de Gratz en Stirie. Il avoit eu grand soin de se mettre bien à la Cour de Madrid, & de se lier étroitement avec les Espagnols; persuadé qu'il étoit que le crédit & l'autorité de Philippe III. Roi d'Espagne, lui seroient absolument nécessaires, non seulement pour parvenir à l'Empire, mais encore pour succéder aux Etats héréditaires de la Maison d'Autriche en Allemagne. La Cour de Madrid chagrine de ce qu'elle n'avoit été ni assez considérée, ni assez puissante dans l'Empire sous le regne de Matthias & de ses trois prédécesseurs, fut bien aise d'avancer Ferdinand. Ce Prince que sa mere Marie de Baviere, rendit encore plus bigot & plus zélé pour la Religion Romaine que ne l'étoient ceux de la Maison d'Autriche en Allemagne, promettoit d'agir toujours de concert avec l'Espagne, ou plutôt de vivre dans une entière dépendance

1617.

dance de cette Cour ambitieuse. Et voila pourquoi Philippe III. prenoit plus à cœur que l'Empereur même, les interêts de Ferdinand contre les Venitiens. Sa Majesté Catholique le regardoit comme sa créature qu'elle prétendoit élever à l'Empire.

On crut que l'élection de Ferdinand se menageroit plus facilement, si l'Empereur Matthias vouloit bien avant sa mort assurer à son Cousin la succession aux Etats héréditaires de la Maison d'Autriche en Allemagne. Les Archiducs Albert & Maximilien y donnèrent volontiers leur consentement. Mais l'Empereur fit d'abord quelque difficulté. Se souvenant du chagrin que Rodolphe son frere eut de s'être dépouillé de tout avant sa mort en faveur de Matthias lui-même, il craignoit de se trouver dans une aussi grande peine: Et cela ne manqua pas de lui arriver. Le Cardinal de Clesel son premier Ministre n'aimoit ni les Espagnols, ni l'Archiduc de Gratz dévoué à cette nation. Clesel portoit secrettement l'Empereur à ne souffrir pas que le Roi Catholique le comptât pour rien, & qu'on lui donnât avant sa mort un Successeur, qui n'auroit aucune obligation à sa Majesté Imperiale du bien qu'elle lui feroit. Cependant on représenta vivement à Matthias que le Roiaume de Bohême étant originairement électif, il pourroit bien arriver que le parti Protestant entreprendroit de mettre cette Couronne sur la tête d'un Prince de la même Religion après la mort de sa Majesté Imperiale, & que le nombre des Electeurs Protestans

que

qui se trouveroit alors le plus grand, ôteroit non seulement l'Empire à la Maison d'Autriche; mais qu'il le donneroit encore à quelque Souverain hérétique. Cette raison parut si pressante à Matthias, qu'il résolut d'adopter solennellement son cousin Ferdinand Archiduc de Gratz, & de lui assurer du moins la succession au Roiaume de Bohême. Le Comte d'Ognate alla cette année à Vienne en qualité d'Ambassadeur extraordinaire du Roi d'Espagne, terminer cette affaire entamée quelque temps auparavant. Philippe III. avoit aussi du côté d'Anne d'Autriche sa mere fille de l'Empereur Maximilien II. des droits à la succession des Etats de la Maison d'Autriche en Allemagne. Et la Cour de Madrid attentive à ses intérêts à l'agrandissement de la Monarchie Espagnole, ne prétendoit pas céder pour rien les prétentions de Philippe. On vouloit en tirer du moins quelque avantage. Il étoit donc important de faire un bon traité entre l'Empereur Matthias, le Roi d'Espagne, les Archiducs Albert & Maximilien d'une part, & Ferdinand Archiduc de Gratz en Stirie destiné à l'Empire & à la succession des Etats héréditaires de la Maison d'Autriche en Allemagne.

Albert & Maximilien aiant renoncé sans peine à leurs prétentions en faveur de Ferdinand, l'Empereur Matthias poussé par les considérations que j'ai rapportées, consentit à l'adoption, & à faire déclarer l'Archiduc de Gratz son successeur au Roiaume de Bohême. Les Espagnols répandirent



1617. rent le bruit qu'en échange des droits de sa Majesté Catholique sur les Etats de la Maison d'Autriche en Allemagne, l'Archiduc Ferdinand lui cederait le païs de l'Istrie, le Comté de Goritz, & tout ce que l'Archiduc possédoit du côté de l'Italie. La nouvelle alarma tous les Princes de cette Nation. Ils craignoient que les Espagnols ne les subjugaient bien-tôt, après avoir enveloppé leur païs de tous côtés par mer & par terre. La frayeur des Italiens se dissipa dans la suite: on reconnut que les Espagnols faisoient courir la nouvelle, afin de donner de l'inquiétude & de la jalousie aux Vénitiens. La Cour de Madrid vouloit les amener à un accommodement qui fût au gré de la Maison d'Autriche, & les empêcher de secourir puissamment le Duc de Savoie. Une fausse alarme donnée à propos est souvent d'un grand secours. Le Comte d'Ognate conclut un autre Traité secret avec l'Archiduc de Gratz. Philippe cédoit à Ferdinand, & ses descendants mâles, & à ses freres même, les droits & les prétentions de sa Majesté Catholique sur les Etats héréditaires de la Maison d'Autriche en Allemagne, à condition que le Roi d'Espagne auroit l'Alsace, & que Ferdinand aideroit sa Majesté Catholique à la conserver. Les deux Princes s'obligeoient reciproquement à permettre de lever des gens de guerre dans leurs Etats, quand l'un d'eux en auroit besoin, & à ne faire aucune grace aux sujets & aux vassaux de l'autre, sans son consentement, ou du moins sans celui de ses

1617.

ses Ministres. Une condition particuliere fut stipulée en faveur de l'Espagne. C'est qu'en cas que la ligue masculine de la Maison d'Autriche en Allemagne vint à manquer, celle d'Espagne devoit lui succéder, & que les Princesses Espagnoles au défaut des males, seroient préférées à celles qui étoient nées, ou qui naistroient en Allemagne. La condition du Traité touchant l'Alsace ne fut point exécutée. On craignit de soulever tous les Princes d'Allemagne & les autres Puissances de l'Europe. Le dessein d'étendre la domination de l'Espagne jusques dans l'Empire, & d'unir si étroitement les deux branches de la Maison d'Autriche, donna tant de jalousie à plusieurs Souverains, que ce Traité entre Philippe III. Roi d'Espagne & l'Archiduc de Gratz depuis Empereur sous le nom de Ferdinand II, fut regardé comme la cause, ou du moins comme l'occasion des grandes revolutions qui se lisent dans cette Histoire. C'est la source des malheurs & de l'Empire & de l'Espagne.

Après la conclusion de l'accord entre les deux branches de la Maison d'Autriche, l'Empereur convoqua les Etats du Roiaume de Bohême à Prague. Il y vint accompagné de l'Archiduc Maximilien son frere, de l'Archiduc Ferdinand son cousin, & d'un grand nombre de Noblesse. L'Empereur se trouve à l'ouverture de l'Assemblée, & le Chancelier déclare de la part de sa Majesté qu'après une meure délibération avec les Archiducs ses freres, & avec tous les Princes de la Maison d'Autriche,

1617.

*Paffen-  
dorf Com-  
mentar. de  
rebus Sue-  
cicis. L. I.  
Mercur  
Francois.*

1617.

triche, Matthias adopte pour son fils & pour son successeur Ferdinand Archiduc de Gratz, à qui Maximilien & Albert cédoient leurs prétentions au Roiaume de Bohême. L'Empereur prioit ensuite les Etats d'élire Ferdinand pour leur Roi, en cas qu'il ne plût pas à Dieu de donner à sa Majesté Imperiale un fils capable de lui succéder. Enfin elle leur proposa de prendre un jour pour le couronnement de l'Archiduc, qui promettroit par un acte authentique de se contenter du titre de Roi, sans jouir d'aucun droit de la Roiauté avant la mort de l'Empereur, & de ne rien ordonner que du consentement de sa Majesté Imperiale, du Senat, & du Conseil du Roiaume. Pour ce qui est du serment touchant la conservation des privilèges & de la liberté des sujets, l'Archiduc s'engage à le prêter dans la même forme que les Rois précédens. Le Chancelier donna au Burgrave de Prague la proposition de l'Empereur, afin que les Etats prissent leur résolution après l'avoir examinée.

Ils y consentirent: Et l'Archiduc est élu & proclamé Roi de Bohême, en cas que Matthias meure sans enfans mâles, comme petit-fils de l'Empereur Ferdinand, & d'Anne Jagellon son Epouse, héritière des anciens Rois de Bohême. Les Etats stipulèrent ces conditions, que Ferdinand promettroit de confirmer les privilèges du Roiaume quatre semaines après la mort de l'Empereur au plus tard, qu'il ne se mêleroit point de l'administration des affaires durant la vie de sa Majesté Imperiale, & que

que s'il n'accomplissoit pas ces deux choses, les Etats de Bohême seroient censés n'avoir pris aucun engagement avec l'Archiduc Ferdinand. La cérémonie de son Couronnement se fit le 19 Juin par l'Archevêque de Prague. L'Empereur & le nouveau Roi de Bohême allèrent quelques jours après à Dresde. On dit que c'étoit pour prendre le divertissement de la chasse avec l'Electeur de Saxe. Mais le véritable dessein de la visite, c'étoit de ménager ce Prince pour l'élection d'un Roi des Romains à laquelle on pensoit, & de mettre l'Electeur dans les intérêts de Ferdinand, en cas qu'il arrivât quelque mouvement en Bohême, ou que l'union Protestante en Allemagne voulût entreprendre quelque chose contre le nouveau Roi. Jean George Duc de Saxe n'y étoit point entré. Peut-être qu'il trouva mauvais de n'en être pas reconnu chef, comme le plus ancien Prince Protestant en Allemagne. On ne sait si les Docteurs Luthériens chagrins de ce que l'Electeur Palatin qui suivoit la Religion Réformée, se trouvoit à la tête de l'union, n'insinuèrent point au Saxon, que les Réformés ne haïssoient pas moins la Religion Lutherienne que la Romaine, & qu'ils pensoient à détruire l'une & l'autre. Quoi qu'il en soit, la Maison d'Autriche sut profiter de la jalousie de l'Electeur de Saxe. Ce fut un des grands moyens dont elle se servit pour le gagner.

On y travailloit avec d'autant plus d'application, que les Princes de l'Union Protestante paroissoient allarmés des intrigues

Les Princes de la Ligue Protestante en Alle-

1617. *magne  
prennent  
de grands  
ombrages  
à l'occa-  
sion des  
démarches  
de la  
Cour de  
Madrid.  
Mercure  
Français.  
1617.*

& des intrigues & des négociations de la Cour de Madrid dans l'Empire. On publia cette année en Allemagne un livre intitulé, *la découverte des desseins de l'Espagne*. L'Auteur exhortoit vivement tous les Princes Protestans, Luthériens ou Calvinistes, à se réunir contre les Catholiques Romains leurs ennemis communs, qui profitant de la division des Protestans détruiroient les Luthériens & les Calvinistes sans aucune distinction. Les Princes de l'Union s'étant assemblés à Heilbron dans le mois de Mars, l'Empereur les exhorta par ses Lettres à rompre leur confédération comme contraire à la Bulle d'Or & à la paix de l'Empire. *Les Catholiques*, disoit le bon Matthias, *veulent bien se désister de la leur, pourvu que les Protestans fassent de même.* Les Princes apperçurent le piège qu'on leur tendoit afin de les désunir. Ils répondirent à l'Empereur, que leur confédération ne ressembloit en aucune manière à ces conspirations illégitimes que la Bulle d'Or condamne, & que le feu Empereur Rodolphe, & sa Majesté Imperiale même ne trouvèrent rien à redire à l'union des Protestans, quand on leur en exposa les motifs & les conditions. *Nous nous en tenons religieusement à ce que les loix divines & humaines nous permettent*, disoient les Princes Protestans; *Ce que nous avons fait, n'est pas sans exemple dans l'Empire. Nous avons représenté nos griefs en ce qui concerne la liberté de conscience & nos privilèges. On a négligé de nous faire justice. Il est naturel que nous nous unissions après cela pour notre com-*

1617.

commune défense. On ne s'est jamais écarté de l'obéissance due à Votre Majesté Imperiale, & nous entretenons une bonne correspondance avec tous les membres de l'Empire qui aiment la paix. Notre confédération est plus légitime que celle des Catholiques Romains. Ils y ont reçu des étrangers, & leur chef n'est pas de la Nation Germanique. Nous sommes tous Allemands, & notre union ne reconnoît point d'autre chef que l'Empereur. On prioit ensuite Sa Majesté Imperiale d'empêcher que les Catholiques Romains & les Protestans n'entreprissent les uns sur les autres; on lui remontoit les conséquences des usurpations des étrangers dans les Duchés de Cleves & de Juliers; on se plaignoit de la prise d'Aix-la-Chappelle, & de plusieurs autres choses faites du moins en partie à l'insçu de l'Empereur. Enfin on le supplioit d'accorder tous les différends de part & d'autre, de réparer les griefs, & d'empêcher qu'à l'avenir il y eût aucun sujet de plainte & de mécontentement. C'est à quoi les Espagnols, presque maîtres des délibérations du Conseil de Sa Majesté Imperiale, pensoient le moins. Ils appuioient le nouveau Roi de Bohême avec tant de chaleur, parce qu'ils savoient bien que son zèle aveugle & impetueux pour la Religion Romaine, lui feroit entreprendre tout ce qu'on lui suggéroit contre les Protestans.

La Cour de Madrid occupée de ses des- La négocia-  
seins en Allemagne, écoutoit volontiers la paix de  
les propositions de l'accommodement des l'Italie se  
Venitiens avec le Roi de Bohême, & de transfere

1617.

de Ma-  
drid à  
Paris.

*Nani Hi-  
storia Ve-  
net. L.  
III. 1617.  
Vittorio  
Siri Me-  
morie Re-  
condite.  
Tom. IV.  
pag. 115.  
116. &c.  
Mercure  
Français.  
1617.*

celui du Duc de Mantouë. C'est ainsi qu'on parloit en Espagne. Sa Majesté Catholique ne vouloit point paroître entrer en négociation d'égal à égal avec Charles Emmanuel. Elle supposoit que son Gouverneur de Milan prenoit seulement les armes afin de s'opposer aux entreprises du Duc de Savoie qui envahissoit les Etats de la Maison de Mantouë. Ailleurs on parloit de la paix du Duc de Savoie avec le Roi d'Espagne : & ce n'étoit pas sans raison ; car enfin ils étoient en guerre ouverte l'un contre l'autre. Mais dans les négociations & à Madrid on s'expliquoit autrement. Le Roi d'Espagne étoit seulement l'arbitre entre les Ducs de Savoie & de Mantouë ; & tout au plus le Protecteur des Gonzagues contre Charles Emmanuel qui les attaquoit injustement. Le Marquis de Senecé Ambassadeur de France à Madrid donna quelque projet d'accommodement. Il fut bien reçu par les Ministres Espagnols. On s'assembla quelquefois pour convenir des conditions. Le Duc de Lerme, Gaëtan Nonce du Pape en Espagne, Kevenhuller Ambassadeur de l'Empereur & Plenipotentiaire de Ferdinand Roi de Bohême, Senecé Ambassadeur de France, Gritti Ambassadeur de Venise & Plenipotentiaire pour le Duc de Savoie qui traitoit conjointement avec elle : tels étoient ceux qui négocioient comme Médiateurs, ou comme parties, une affaire peu importante, & cependant fort difficile à terminer, à cause du point d'honneur. Le Roi d'Espagne s'étoit commis mal à propos avec

1617.

avec le Duc de Savoie que le Duc de Lerme & les autres Ministres Espagnols haïssoient: & le Roi de Bohême persuadé qu'il avoit eu tort de protéger les Uscoques, eût bien voulu se tirer d'intrigue, de telle manière qu'il ne parût pas avoir pris l'affirmative pour des Corsaires & des brigands. Il ne s'agissoit que de cela dans le fond. Les affaires se seroient ajustées avec la plus grande facilité du monde, si les Triumvirs Espagnols ne se fussent pas mis en tête de se rendre nécessaires en brouillant l'Italie.

Le Duc de Lerme qui craignoit que la France n'y envoiât une puissante Armée, & que celle du Gouverneur de Milan affoiblie par le siège de Vercell, dont la garnison se défendoit avec un extrême courage, ne fût pas en état de résister au Duc de Savoie & au Maréchal de Lesdiguières, en cas qu'ils fissent irruption dans le Milanois; Lerme, dis-je, faisoit de la part de Philippe son maître, des offres honnêtes à Louis. Sa Majesté Catholique promettoit de s'en tenir à tout ce que le Roi de France croiroit juste & raisonnable. On dressa là-dessus des articles. Les uns regardoient le différend de la République de Venise, avec le Roi de Bohême; & les autres la contestation survenue entre les Ducs de Savoie & de Mantouë, sans faire aucune mention de la Couronne d'Espagne que par accident. Mais quoique le Duc de Lerme évitât avec tant de soin de faire paroître sa Majesté Catholique dans ce Traité, il ne s'en appliquoit pas moins à de-



1617. demander les conditions les plus honnêtes & les plus avantageuses à Philippe. Le premier Ministre prenoit autant à cœur les intérêts du Roi de Bohême. Voilà ce qui rendoit la négociation difficile. La République de Venise persuadée de son bon droit, refusoit de rendre ce qu'elle avoit pris dans le Frioul, à moins que le Roi de Bohême ne lui donnât préalablement quelque satisfaction sur la chapitre des Uscoques, & que le Viceroi de Naples n'eût restitué ce qu'il avoit injustement pillé sur les Venitiens. En accordant les demandes du Sénat, la Cour de Madrid reconnoissoit tout publiquement que le Roi de Bohême avoit eu tort de protéger des Corsaires, & que le Viceroi de Naples n'étoit pas moins blâmable de troubler le commerce de la République. Cet aveu coûtoit trop aux Espagnols: ils cherchent tous les subterfuges imaginables pour éviter de le faire.

Gritti Ambassadeur de Venise persuadé que les conditions proposées par le Duc de Lerne n'étoient ni assez honnêtes pour la République, ni assez avantageuses au Duc de Savoie dont il avoit les pouvoirs, refusa de les accepter. Lerne eut beau parler avec hauteur, le Ministre Venitien persista dans sa résolution. Le Senat & Charles Emmanuel plus mécontents que jamais du faste Espagnol, approuvèrent la conduite de Gritti. Et pour témoigner au Duc de Lerne, que ses manières imperieuses n'avanceront pas les affaires, on revoque les pouvoirs de Gritti, & la négociation est trans-

*Nani Historia Veneta. L. III. 1617. Vittorio Siri Memoria Recondita. Tom. IV. pag. 159. 160.*

transférée de Madrid à Paris. On laisse seulement, à Gritti le pouvoir de ratifier ce que Bon & Guffoni Ambassadeurs de Venise en France accorderoient. Cela étoit absolument nécessaire. Kevenhuller Ambassadeur de Sa Majesté Imperiale & Plenipotentiaire du Roi de Bohême, n'ayant pas commission d'aller négocier en France; il falloit que tout ce qui seroit conclu à Paris, fut renvoyé ensuite à Madrid, afin que le Ministre de l'Empereur & du Roi de Bohême pût accepter ce qui regardoit le différend avec la République de Venise, & que Gritti signât le Traité en même-temps au nom de ses maîtres. La démarche du Senat en transferant la négociation de Madrid à Paris, ne fut pas mal concertée. On gagnoit les bonnes grâces du Roi de France, indigné contre les Venitiens de ce qu'ils ôtérent d'assez mauvais grace la même négociation des mains de Bethune Ambassadeur Extraordinaire de sa Majesté en Italie, & la mirent entre celles du Roi d'Espagne & de ses Ministres. Le Senat fit de grandes protestations à Leon Brulart Ambassadeur de France à Venise, qu'à la première nouvelle, que le Roi Très-Chrétien prenoit en main les rênes du gouvernement, la République & le Duc de Savoie étoient convenus de prier sa Majesté d'être l'arbitre de leurs différens. *Nous aurons toujours pour elle, ajoutèrent les Senateurs, le même respect & la même déférence que nous avons eue pour les Rois ses prédécesseurs. Les lettres obligeantes que sa Majesté a bien voulu nous écrire, nous font* espé-

1617. *espérer que le Roi Très-Chrétien aura égard à la justice de nos prétentions & qu'il les appuiera de son autorité.* Les Venitiens ne pouvoient faire un compliment plus agréable à Louis, que de lui dire qu'ils se défioient de ses Ministres, lors que le gouvernement étoit entre les mains de la Reine sa mere, & que tous les ombrages s'évanouissoient dès qu'il commençoit de regner par lui-même.

*Vittorio  
Siri Me-  
morie re-  
condite.  
Tom. IV.  
pag. 230.  
271. &c.*

En une autre conjoncture, les Espagnols n'auroient pas souffert si patiemment qu'on leur ôtât la négociation d'un accommodement déjà fort avancé, pour la mettre entre les mains du Roi de France. Mais la Cour de Madrid n'y regarda pas de si près. On étoit bien aisé que le Roi Très-Chrétien, n'eût pas un prétexte trop plausible de secourir puissamment la République de Venise & le Duc de Savoie. Des raisons importantes engageoient Philippe à terminer incessamment les affaires d'Italie, & à s'appliquer uniquement à celles de sa Maison en Allemagne. La ville de Gradisque étoit fort pressée par les Venitiens: Et le Roi de Bohême devoit réserver désormais toutes ses forces pour se maintenir, en cas qu'il survînt quelque mouvement dans son nouveau Roiaume, ou dans celui de Hongrie, dont il prétendoit encore se faire assurer la Succession par l'Empereur Matthias & par les Etats du pays. L'affaire de l'Election d'un Roi des Romains ne donnoit pas moins d'inquiétude à la Cour de Madrid & à celle de Vienne. Quelques Electeurs témoignoi-  
n'être

n'être pas bien intentionnés pour Ferdinand. Le Duc de Bavière pensoit à se faire donner la Couronne Imperiale, & il pouvoit former un parti considerable. Jacques Roi de la Grande Bretagne n'étoit pas d'avis que l'Electeur Palatin son beau-fils aspirât à l'Empire. Sa Majesté vouloit qu'on se réunît en faveur du Duc de Savoie. Le Maréchal de Bouillon & le Prince Maurice d'Orange exhortoient au contraire le Palatin leur neveu, à profiter de la conjoncture. Ils lui representoient que l'Union Protestante auroit assez de force pour le faire monter sur le Thrône Imperial, en cas qu'il pût gagner quelques suffrages, & acquérir du moins un droit litigieux.

Le Roi d'Angleterre raisonneit mieux en cette occasion que des gens beaucoup plus habiles que lui. Les Catholiques Romains trop puissans, n'auroient jamais souffert que l'Empire fût donné à un Prince Protestant. On ne pouvoit pas même l'ôter à la Maison d'Autriche, sans le concours de la France. N'auroit-elle pas mieux aimé le Roi de Bohême, qu'un Protestant? Le Conseil de Louis étoit partagé, quand on y parloit de l'élection prochaine d'un Empereur. Quelques-uns soutenoient que sa Majesté devoit appuyer le Duc de Baviere. D'autres furent d'avis que la France demeurât neutre, & que le Roi s'avancât seulement jusques à Metz, dans le dessein de soutenir celui des prétendants qui seroit le plus à son gré. Tout le monde croioit que l'élection d'un Roi  
des

1617.

16:7. des Romains, ou d'un Empereur, seroit fort contestée, & qu'elle causeroit infailliblement une grande division en Allemagne. Jamais l'occasion ne fut plus belle d'ôter l'Empire à la Maison d'Autriche. Les Espagnols le sentoient aussi bien que les autres. C'est pourquoi ils se pressoient de terminer les affaires d'Italie. Attentifs à ne se brouiller point avec la France, ils reservoient leurs forces pour l'Allemagne en cas de besoin.

Le Duc de Monteleon Ambassadeur d'Espagne à Paris, travailloit avec ardeur à dissiper les ombrages donnés au Roi sur les démarches des Espagnols en Italie. *Les Venitiens & le Duc de Savoie sont les auteurs de la guerre*, disoit Monteleon aux Ministres de France: *Le Roi mon maître pourroit selon toutes les règles de la justice les punir de leurs entreprises. Mais sa Majesté Catholique sacrifie sans peine ses plus grands intérêts au repos de l'Italie. Elle donne avec plaisir une marque de son estime & de sa confiance au Roi Très-Chrétien, en lui remettant le jugement d'une affaire à laquelle la Couronne d'Espagne prend grande part. Le Roi mon maître attend aussi de la justice & de la générosité de sa Majesté Très-Chrétienne, qu'on aura dans cette négociation tous les égards dus à un grand Roi, quoi qu'il ne traite qu'indirectement avec des Princes inférieurs.* La Cour de Madrid prenoit fort bien ses mesures dans cette affaire. Elle engageoit honnêtement le Roi de France à ménager la dignité de la Couronne d'Espagne, & à faire en sorte que les Venitiens

tiens & le Duc de Savoie se contentassent des articles proposés à Madrid: que s'ils refusoient de s'en tenir à ce que la France prescrirait, le Piémont & les Etats de la République demeuroident à la discrétion du Roi d'Espagne, qui auroit bien-tôt humilié ces deux Puissances destituées du secours de la France. De cette manière les Espagnols obtenoient une paix honnête, ou du moins, ils engageoient le Roi de France à permettre que sa Majesté Catholique employât librement ses forces à réduire les Venitiens & le Duc de Savoie. Louis nomma Silleri Chancelier, du Vair Garde des Sceaux, Jeannin Surintendant des finances, Villeroi & Puisieux Secretaires d'Etat, pour conclure les deux accommodemens entre l'Ambassadeur d'Espagne & les deux Ministres de la République de Venise. On ne manqua pas de faire honneur au Pape en cette occasion. Bentivoglio son Nonce fut ajoint en qualité de Médiateur aux cinq Commissaires nommés par le Roi.

Pendant que la paix se négocie à Paris, les troupes que le Roi de France envoie au secours du Duc de Savoie, s'avancent à grandes journées vers le Piémont. Sa Majesté l'avoit ordonné de la sorte, afin que la vue de ses armes commandées par le Maréchal de Lesdiguières, fit hâter la conclusion de l'accommodement. Charles Emmanuel étoit venu au-devant de lui jusques à Chivas. Il s'en fallut bien que son Altesse affligée de la perte d'une de ses meilleures places ne reçut le Maréchal d'une manière aussi caressante, qu'aux deux

1617.

*Mercure  
Francois*  
1617.

Le Duc  
de Savoie  
& le Ma-  
réchal  
de Lesdi-  
guières  
font ir-  
ruption  
dans le  
Milanois.

*Histoire  
du Comte  
rable de  
Lesdigu-  
iers. T. IX.  
Chap. 17.*

1677. derniers voïages de Lesdiguières en Piémont. Les complimens du Duc furent mêlés de plaintes amères, sur ce que le secours n'étoit pas venu assez-tôt. Le Maréchal qui n'auroit pû se dispenser de suivre les intentions de la Cour de France, dissimula le mieux qu'il lui fut possible. Il tâcha de consoler Charles Emmanuel, en lui promettant de travailler incessamment à réparer le mal qui est arrivé. On confere plusieurs fois avec les Ambassadeurs de France & de Venise. Avant que de rien entreprendre, il fut résolu que Lesdiguières enverroit un de ses domestiques au Gouverneur de Milan, déclarer que le Maréchal venoit dans le dessein de finir l'accommodement, selon les assurances données au Roi son maître par sa Majesté Catholique. Don Pedro répondit à son ordinaire, en termes généraux & ambigus. Il fit assez entendre que son dessein étoit de laisser le Duc de Savoie, & de le réduire à se soumettre aveuglément à tout ce que le Roi d'Espagne lui prescrirait. Indignés de ces délais infinis, Charles Emmanuel & le Maréchal de Lesdiguières sont d'avis que le Marquis de Béthune Ambassadeur Extraordinaire de France, aille lui-même trouver le Gouverneur de Milan, & que le Marquis, & le Cardinal Ludovisio qui demouroit toujours de la part du Pape auprès de Don Pedro, présentent l'Espagnol de parler en termes plus précis. Les nouvelles instances des deux Ministres de Rome & de France, sont aussi inutiles que les précédentes. Don Pedro ne

*Vittorio  
Siri Me-  
morie Re-  
condite.  
Tom. IV.  
pag. 107.  
108. 109.  
etc.*

se donne aucune parole positive, sous prétexte qu'il attend de nouveaux ordres de la Cour de Madrid. Lesdiguières avertit promptement celle de France des réponses incertaines du Gouverneur de Milan. Bul lion Conseiller d'Etat fut dépêché en Piémont pour faire savoir au Maréchal que l'intention de sa Majesté, c'est de montrer seulement les armes de France en Italie, de donner de la jalousie aux Espagnols, & de les contraindre à tenir ce qu'ils ont promis dans le Traité d'Ast. Mais Louis défendoit expressément, de faire aucun acte d'hostilité sur les terres du Roi d'Espagne, avec lequel on ne vouloit point rompre ouvertement.

Lesdiguières éluda ces ordres assez grossièrement. Gagné par le Duc de Savoie & par les sequins de Venise\*, il consent à l'attaque des quartiers de rafraichissement de l'Armée Espagnole dans le Milanois & dans le Montferrat depuis la conquête de Verceil. Voici donc le Duc & le Maréchal qui marchent avec une Armée leste & fraîche de douze mille hommes de pied, & deux mille chevaux. Pour garder quelques mesures en apparence avec le Roi d'Espagne, on se sert de l'artifice ridicule du Viceroi de Naples contre les Vénitiens. Les drapeaux de France ne paroissent point; il n'y a nulle distinction entre les troupes de Louis & celles de

Charles Emmanuel. Avec cette précaution l'avantgarde de l'Armée que commandoit le Maréchal de Lesdiguières, s'avance fièrement vers Felissan, village où les

1617.

*Histoire  
du Comte-  
table de  
Lesdiguières.  
L. IX.  
chap. 7.  
Mémoires  
de Rohan.  
l. I. Nanç.  
Historia  
Veneta. l.  
III. 1617.*



1617. les Espagnols s'étoient barricadés, & le reste de l'Armée Savoiarde suit Lesdiguières. Il laissoit quelques quartiers ennemis derriere lui; sûr de les enlever bien-tôt quand celui-ci seroit pris. Cela fit peur au Duc de Savoie. Il craignoit de s'engager trop avant, & de se trouver enveloppé par les Espagnols, quand il seroit question de se retirer. Charles Emmanuel envoie prier le Maréchal de revenir sur ses pas & de remettre l'exécution du dessein à une autre fois. *Il y a cinquante ans que je fais la guerre sans avoir jamais reculé d'un pas, sur tout en pareille rencontre,* répondit le Maréchal avec indignation. *Je n'ai pas envie de commencer si tard. Il y a plus de honte à s'en retourner maintenant, que de danger à s'avancer. Dites à son Altesse que si elle n'a pas envie de venir, cela ne m'empêchera pas de poursuivre mon dessein.* Lesdiguières sort incontinent de la litière où il étoit à cause de quelque ressentiment de fièvre, monte à cheval, & se met à la tête de ses troupes. Ce fut inutilement que le Duc de Savoie fit une nouvelle tentative pour persuader au Maréchal de revenir. Son Altesse lui envoie dire qu'elle a reçu avis, que les Espagnols qui étoient en quartier à Felissan, se retirent vers Alexandrie. *Eh bien il faut les poursuivre,* répond froidement Lesdiguières. Le vieux guerrier en savoit plus que Charles Emmanuel.

On enleva dans cette courte expédition les quartiers des Espagnols à Felissan & dans plusieurs autres endroits. En une  
semai-

1617.

semaine on leur prit quatre mille cinq cens hommes. Un si heureux succès augmenta la réputation du Duc de Savoie. Il paroissoit toujours au dessus de ses disgraces. Mais ces avantages ne le dédommageoient pas de la perte de Vercell. Charles Emmanuel se console dans l'esperance de chasser les Espagnols du Milanois, si la France veut l'aider. L'Armée de Don Pedro étoit extrêmement affoiblie par les pertes faites au siège de Vercell & dans les quartiers enlevés; au lieu que celle de Savoie se trouvoit forte d'environ vingt mille hommes. Lesdiguières tenté lui-même par la foiblesse de l'Espagne, dépêcha Bellujeon son Domestique à Paris, pour représenter de la part du Maréchal au Roi, que jamais sa Majesté n'auroit une plus belle occasion de prendre le Duché de Milan, Si le Roi, dit Bellujeon, veut envoyer deux cens mille écus à M. le Maréchal pour continuer la guerre, il lui répond de la conquête du Milanois dans un an. Faute de quoi M. de Lesdiguières s'offre de rembourser les deniers avancés. Il engagera volontiers tous ses biens pour la seureté de ceux qui prêteront l'argent. On loua la proposition du Maréchal, comme digne de son grand courage: mais on ne l'accepta pas. L'accommodement étoit déjà conclu. La caution est plus que suffisante, répondit honnêtement le Garde des Seaux à Bellujeon. Mais si M. le Maréchal qui expose librement sa vie dans l'occasion, vient à mourir, qui sera capable d'achever une si belle entreprise? Le Roi ne veut pas s'engager dans

*Histoire  
du Conné-  
table de  
Lesdiguières.  
L. IX.  
Chap. 8.*

1617. *une guerre trop difficile. Il faudroit être assuré d'un autre Maréchal de Lesdiguières pour la terminer glorieusement. On faisoit des honnêtetés secrètes au Maréchal. En public on crioit contre lui, on le blâmoit d'avoir porté les armes du Roi dans le Milanois. Sa Majesté lui envioit des ordres précis de revenir incessamment en Dauphiné. Elle feignoit même d'avoir envie de lui ôter le commandement dans cette Province, pour le punir de sa desobéissance.*

Plaintes  
des Espa-  
gnols  
contre  
l'entre-  
prise du  
Maréchal  
de Lesdi-  
guières.

Quelque soin que les Ministres de France prissent de desavouer hautement le Maréchal de Lesdiguières, & de dire que les drapeaux de la Couronne n'avoient point paru dans l'irruption faite sur les terres du Roi d'Espagne, & que Lesdiguières, les Ducs d'Angoulême, de Vendôme & de Rohan, le Comte de Candale & plusieurs autres Seigneurs, ou Gentilshommes François suivoient Charles Emmanuel dans cette expedition, en qualité de simples volontaires, ou d'amis particuliers du Duc de Savoie: les Espagnols ne se paioient point d'une défaite si grossière. Ils n'ignoroient pas que le Maréchal avoit une commission expresse de conduire les troupes du Roi son maître en Piémont pour défendre le Duc de Savoie, & non pour entrer sur les terres de sa Majesté Catholique. Ses principaux Ministres en Italie croient contre la France: ils tâchoient de se servir de cette occasion afin d'avancer la rupture entre les deux Couronnes, parce qu'ils croient la guerre plus avantageuse à leurs intérêts & à leurs

Vittorio  
Siri Me-  
morie Re-  
condite.  
Tom, 1<sup>re</sup>.  
pag. 112.  
245. 2<sup>de</sup>.  
c<sup>te</sup>.

leurs desseins. Persuadés que les Venitiens contribueroient à l'irruption dans le Milanois, pour affoiblir encore plus l'Armée de Don Pedro qui leur donnoit de la jalousie, les Triumvirs Espagnols se confirmèrent dans le dessein de se venger par quelque coup d'éclat, d'un Senat qu'ils regardent comme le plus dangereux ennemi de la domination Espagnole en Italie. Le Duc de Monteleon fit de grandes plaintes à Paris contre le Maréchal de Lesdiguières. *Il est entré à main armée dans le Duché de Milan, disoit l'Ambassadeur d'Espagne: Il y a pris des places; il a enlevé les quartiers de l'Armée du Roi mon maître. Si M. de Lesdiguières a suivi les ordres de sa Majesté Très Chrétienne, elle déclare ouvertement la guerre à la Couronne d'Espagne. Que si M. le Maréchal a entrepris cela de lui-même, je demande qu'il soit puni de sa désobéissance, Et qu'on fasse satisfaction au Roi mon maître.*

Louis s'excuse le moins mal qu'il peut, sur l'esprit vif & impétueux de son Général. On lui envoie des ordres précis de repasser les monts au plutôt & de ramener ses troupes. Les Ministres de France tâchoient de faire accroire au monde que le Roi donneroit à Lesdiguières des marques publiques de la juste indignation de sa Majesté. Elle n'étoit pas trop fâchée dans le fond de son cœur que la fierté des Espagnols fût rabattue, & qu'on leur eût fait sentir que bien loin d'opprimer facilement le Duc de Savoie, & la République de Venise, le Roi d'Espagne s'exposeroit lui-même

1627. même au danger de perdre son Duché de Milan, dès que la France voudroit secourir ses alliés. Cependant, il falloit donner en apparence quelque satisfaction à sa Majesté Catholique. Louis ne vouloit pas rompre avec elle. Les belles espérances de conquérir le Duché de Milan, ne le tentoient pas. Son Roiaume se trouvoit épuisé par les guerres civiles des années précédentes. Le parti de la Reine mere tâchoit de se relever: beaucoup de gens s'intriguoient pour elle à Paris & dans les Provinces: Enfin, la paix étoit plus utile à Luines pour l'établissement de son crédit & de son autorité. Potier de Seaux Secrétaire d'Etat fut dépêché en Espagne. Il avoit ordre de desavouer le Maréchal de Lesdiguières, & de faire en sorte que son entreprise ne fût pas un prétexte à la Cour de Madrid, de rompre l'accommodement conclu. Philippe & le Duc de Lerme son premier Ministre, tout occupés des affaires de la Maison d'Autriche en Allemagne, paroissoient contens des démarches de la Cour de France. Sa Majesté Catholique promet que ce qui s'est passé dans le Milanois, ne lui fera pas changer sa resolution de donner la paix à l'Italie.

Rétour  
du Ma-  
réchal de  
Lesdi-  
guières  
en Dau-  
phiné.

Lesdiguières ne put se dispenser d'obéir aux ordres précis & réitérés de revenir en France avec ses troupes. Il prit seulement des mesures afin d'empêcher que le Gouverneur de Milan n'entreprît rien durant la suspension d'armes dont le Roi d'Espagne étoit convenu, & d'obliger sa Majesté Catholique à tenir la parole donnée de rendre

rendre Verceil au Duc de Savoie. Le 1617.  
 Maréchal promet à son Altesse que les  
 troupes de France demeureront sur la  
 frontière, & qu'elles seront prêtes à mar-  
 cher, en cas de quelque nouvelle contra-  
 vention de la part des Espagnols. Lesdi-  
 guières se crut honnêtement obligé de ren-  
 dre visite au Cardinal Ludovisio Ministre  
 du Pape pour l'accommodement du Duc  
 de Savoie avec le Roi d'Espagne. On ne  
 peut faire un compliment plus agréable à  
 un Cardinal que de lui souhaiter la Tiare  
 au prochain Conclave. *Monsieur*, dit ga-  
 lamment le Maréchal en prenant congé  
 du Cardinal, *je souhaite de vous voir Pape  
 dans quelque temps. Je vous suis fort obli-  
 gé, Monsieur*, répondit Ludovisio avec tou-  
 te la modestie dont il étoit capable. *Vous  
 me souhaitez une dignité que je remplirois  
 fort mal. Pour moi, je prie Dieu que vous  
 deveniez Catholique. Je vous promets de  
 l'être*, reprit Lesdiguières en souriant, *quand  
 vous serez Pape*. On dit que le Maréchal  
 ne pensoit qu'à railler. Il ne s'imaginait  
 pas que Ludovisio déjà vieux & le dernier  
 de tous les Cardinaux, dût succéder à Paul  
 V. Cela se trouva véritable peu de temps  
 après. Le nouveau Pape Gregoire XV.  
 écrivit un Bref obligeant à Lesdiguières  
 pour le fommer de sa parole. Il y répon-  
 dit d'une manière indigne d'un Protestant.  
 Malgré toutes les remontrances des Mi-  
 nistres & du Consistoire, le Maréchal don-  
 na du très-Saint Pere & de la Sainteté à  
 Ludovisio. Cela n'est pas surprenant. De-  
 puis quelques années Lesdiguières n'eut

*Histoire du  
 Connéta-  
 ble de Les-  
 diguières.  
 L. IX.  
 chap. 9.  
 Mémoires  
 de Des-  
 seant. pag.  
 168. 169.*

1617. plus d'attachement à une Religion qu'il deshonorait par le dérèglement de ses mœurs : Le Maréchal attendoit l'occasion favorable de vendre le plus cher qu'il pourroit, sa prétendue conversion à la Cour de France qui la souhaitoit avec empressement.

L'accommodement des Venitiens avec le Roi de Bohême & celui du Duc de Savoie avec le Roi d'Espagne se concluoient à Paris dans le temps que le Maréchal de Lesdiguières méditoit son irruption dans le Milanois. Le Duc de Monteleon Ambassadeur d'Espagne donna un écrit aux Ministres de France, par lequel il promettoit au nom du Roi son maître, que celui de Bohême s'en tiendrait aux articles dressés à Madrid dans le mois de Juin passé, & qu'on n'y changeroit rien. Octaviano Bon & Vincent Guffoni Ambassadeurs de la République de Venise donnèrent aussi de leur côté un écrit, par lequel ils s'engageoient en vertu de leur plein-pouvoir, d'accepter & de faire ratifier à Gritti Ambassadeur de Venise à Madrid tout ce qui seroit conclu à Paris. Après ce préliminaire, le Chancelier de Silleri, du Vair Garde des Sceaux, Jeahnin Surintendant des finances, Villeroi & Puisieux Secrétaires d'Etat, Commissaires du Roi de France convinrent en présence du Nonce du Pape, que le Duc de Monteleon Ambassadeur du Roi d'Espagne, & les deux Ministres de la République de Venise, enverroient en Espagne les articles déjà dressés à Madrid, pour être acceptés & ratifiés

*Nani Historia Veneta. L. III. 1617. Vistorio Siri Memoria Recondita. Tom. IV. pag. 1224. 225. 226. &c.*

fiés dans vingt-cinq jours par Kevenhul-  
 ler Comte de Franchenbourg Ambassadeur  
 de sa Majesté Impériale & Plenipotentiaire  
 du Roi de Bohême, & par Gritti Ambassa-  
 deur de la République de Venise & Pleni-  
 potentiaire du Duc de Savoie. Cet accom-  
 modement fut signé à Paris le 6. Septem-  
 bre par Bentivoglio Nonce du Pape, par  
 les cinq Ministres de France & par les deux  
 Ambassadeurs de Venise. Il s'appelle com-  
 munément le Traité de Madrid, parce  
 que les articles y furent premièrement  
 dressés & ratifiés ensuite. Je ne les rap-  
 porte pas en détail. Ils étoient divisés en  
 deux parties. Les uns regardoient la satis-  
 faction que la République demandoit tou-  
 chant les Uscoques & l'exécution d'un  
 Traité fait à Vienne l'an 1612. Les  
 autres concernoient le différend des Ducs  
 de Savoie & de Mantouë, le desarmé-  
 ment de Charles Emmanuel & du Gou-  
 verneur de Milan, dont le cérémoniel  
 pour ainsi dire causoit tant de contesta-  
 tions; une partie refusant de faire un pas,  
 que l'autre n'eût fait sa démarche; enfin  
 l'exécution du fameux Traité d'Ast, dont  
 les Espagnols ne purent jamais abolir la  
 mémoire. On ne fit aucune mention de  
 la restitution de Vercell, pour contenter  
 la fierté délicate de la Cour de Madrid.  
 Le Roi de France promit secrètement au  
 Duc de Savoie que la place lui seroit ren-  
 due, sur la parole que sa Majesté Catholi-  
 que en donnoit à Louis.

1617.

Depuis les articles dressés à Madrid, le  
 Duc d'Osune Viceroy de Naples prit quel-  
 ques

Difficul-  
 tés des  
 Ambassa-  
 deurs



1617. ques vaisseaux & des marchandises sur les Venitiens. Ils en demandèrent la restitution; car enfin, le Roi d'Espagne déclara qu'il n'étoit nullement en guerre avec la République. Le Sénat fit mettre dans les instructions envoyées aux deux Ambassadeurs à Paris, qu'ils pressassent que cet article fut ajouté à ceux de Madrid. Bon & Gussoni le demandèrent en effet aux Ministres de France. Mais Louis qui craignoit que ce nouvel incident ne reculât encore la conclusion d'une affaire qui duroit trop long temps, crut que les Ambassadeurs aiant un plein-pouvoir, il leur étoit permis de passer par là-dessus, & que le Sénat devoit se contenter de la promesse que sa Majesté donnoit par écrit. d'employer ses bons offices, auprès du Roi d'Espagne, afin que le Viceroi de Naples rendît les vaisseaux & les marchandises réclamées par les Venitiens. Cependant, lors qu'il est question de signer l'accommodement, Bon & Gussoni en font difficulté, sur ce que cette restitution n'est pas expressément stipulée. Ils alléguèrent l'ordre précis du Sénat de la faire ajouter aux articles de Madrid. Les Ambassadeurs demandoient du temps pour écrire là-dessus à leurs maîtres, & pour en recevoir de nouveaux ordres. Les Ministres de France répondirent que jamais on ne finiroit, si la conclusion de l'affaire se retardoit ainsi pour des formalités peu importantes. Le Roi vous promet par écrit, disoient-ils, d'agir efficacement auprès de sa Majesté Catholique, afin que la République ait satisfaction

sur

*Nani Historia Veneta. L. III. 1617.*  
*Vittorio Siri Memorie Recondite. Tom. IV. pag. 229. 235. 236. &c.*

1617.

sur ses vaisseaux & sur ses marchandises. Craignez-vous que le Roi d'Espagne ne refuse de faire ce que sa Majesté Très-Chrétienne promet d'obtenir de lui ? Si l'Ambassadeur de la République à Madrid n'avoit pas chicané sur un ou deux articles de nulle conséquence, le Gouverneur de Milan n'auroit point pris la ville de Verceil. Peut-être que le Duc de Savoie & le Maréchal de Lesdiguières sont actuellement à main armée dans les États du Roi d'Espagne. Si le Traité ne se signe pas, on trouvera mille nouveaux obstacles qu'il sera difficile de surmonter. Faudra-t-il donc que les deux Couronnes en viennent à une guerre ouverte ? On ne le prétend pas. Comptez que le Roi ne rompra point avec l'Espagne, parce que la République & le Duc de Savoie n'ont pas envie de s'accommoder avec sa Majesté Catholique à des conditions raisonnables.

Louïs indigné de ce qu'on fait difficulté de se reposer sur sa parole d'obtenir une chose que Philippe ne peut refuser, honnêtement, Louïs, dis-je, menace d'abandonner les Venitiens à la discretion des Espagnols, & d'obliger le Duc de Savoie à faire un accommodement séparé. Cela mit les deux Ministres de la République dans un extrême embarras. Ils craignoient la rigueur ordinaire du Sénat contre les Officiers & les Ministres qui n'exécutent pas religieusement les ordres donnés. D'un autre côté, ils ont peur que le Sénat ne leur reproche que pour une formalité peu importante, ils manquent de tirer la République d'une guerre fâcheuse, & qu'ils

1617. l'exposent à la nécessité de soutenir elle seule tous les efforts de la Maison d'Autriche en Italie & du côté de l'Allemagne. Bon & Guffoni consultèrent entr'eux. Et après de longues & sérieuses réflexions, ils crurent devoir s'exposer eux-mêmes à l'indignation du Sénat. Peut-être que les deux Ambassadeurs jugeoient bien qu'il y auroit plus de grimace & de façon que de réalité. Le danger où la République se jettoit de perdre l'appui de la Couronne de France, en mécontentant le Roi qui avoit la conclusion de l'Accommodement à cœur, étoit quelque chose de trop grande conséquence. Les Ambassadeurs conclurent que cette considération devoit l'emporter sur celle de leurs intérêts particuliers. Ils signent le Traité : Et Louis leur fait délivrer une promesse telle qu'on la leur a promise. Le Traité fut envoyé tout aussi-tôt à Madrid, où le Comte de Franchenbourg & Gritti Ambassadeurs de l'Empereur & de la République le ratifièrent. Il en fut de cette paix comme des autres. Elle causa de nouveaux embarras. Quand il est question de presser l'exécution du Traité, les Ministres du Roi d'Espagne chicanent à leur ordinaire. Cela ne manque jamais d'arriver, lors que les Négociateurs pensent plutôt à finir la guerre qu'à établir une paix solide.

Le Sénat de Venise accepte le Traité. Mais il condamne

La nouvelle de l'accommodement conclu à Paris & ratifié de part & d'autre à Madrid, fût fort agréablement reçue à Venise. On y paroïssoit content d'avoir obtenu l'expulsion des Uscoques & la confirmation.

firmation du Traité de Vienne en 1612. 1617.  
 Glorieux d'avoir soutenu les droits de la  
 République avec honneur, & fait voir à ses Am-  
 toute l'Europe la justice de ses prétentions <sup>bassas-  
deurs</sup>  
 le Sénat se console facilement du progrès qu'il ont  
 peu considérable des armes Venitiennes <sup>signé en</sup>  
 dans le Frioul & dans l'Istrie. On comp <sup>France à</sup>  
 toit pour quelque chose la résistance aux <sup>venir se</sup>  
 entreprises du Viceroy de Naples dans le <sup>constitues</sup>  
 Golfe Adriatique. Mais on se savoit surtout <sup>prison-</sup>  
 bon gré, d'avoir ôté à la Couronne d'Espagne <sup>niers.</sup>  
 l'arbitrage souverain des affaires d'Italie, <sup>Nani Hi-</sup>  
 & d'y avoir fait intervenir celle de France <sup>Horio, Vi-</sup>  
 en qualité de Médiatrice principale. Un <sup>meta. L.</sup>  
 si grand chagrin donné à la Cour de Ma- <sup>II. 1617.</sup>  
 drid semble aux Venitiens un honnête dé-  
 dommagement de toutes leurs pertes. Quel-  
 ques Sénateurs parlèrent contre le Traité. <sup>Vittorio</sup>  
 Ils y trouvoient des choses sujettes à ex- <sup>Siri de.</sup>  
 plication. Il faudra, disoient ces Messieurs, <sup>morie Re-</sup>  
 dépendre encore du sens mystérieux & caché <sup>condite.</sup>  
 du Conseil de Madrid. Ces plaintes si <sup>Tom. IV.</sup>  
 communes autrefois contre les Ministres <sup>pag. 267.</sup>  
 d'Espagne, nous les entendons faire main- <sup>268. 269.</sup>  
 tenant contre ceux de France. On se <sup>284. 285.</sup>  
 récrioit principalement dans le Sénat sur <sup>296. 297.</sup>  
 ce que Bon & Gussoni Ambassadeurs de  
 la République n'avoient pas obéi ponctuel-  
 lement à ses ordres. On représentoit en-  
 core qu'il étoit à craindre que les Espagnols  
 ne se servissent adroitement de ce Traité  
 pour rompre la bonne intelligence entre la  
 République & le Duc de Savoie. Il se  
 plaignoit hautement de ce que les Ministres  
 Venitiens avoient trop séparé leurs intérêts  
 de ceux de son Altesse. Toutes ces ob-  
 jections

1677. objections ne firent point d'effet. Il falloit accepter le Traité, ou s'exposer au ressentiment de la France, à laquelle on avoit déferé la médiation. Afin de garder seulement quelque bienfaisance au dehors, le Senat resolut que Bon & Guffoni seroient rappelés, & qu'ils viendroient se constituer prisonniers en punition de leur desobeïssance. Cela donna matière à une infinité de réflexions en Italie & ailleurs. Le monde fut surpris de voir les Ministres de la République punis pour avoir signé un Traité qu'elle ratifioit volontiers, & qu'elle regardoit comme honorable & avantageux. On s'imagina que le Senat ne vouloit pas tant donner un exemple de l'obéissance due aux ordres du Souverain, que contenter par quelque satisfaction apparente le Duc de Savoie qui crioit à l'ingratitude contre les Venitiens. Gritti tâcha de raccommo-der les choses à Madrid, en séparant moins les interêts de Charles Emmanuel de ceux de la République.

Simeon Contarini fut nommé Ambassadeur Extraordinaire en France. Il avoit ordre de dire au Roi & de lui faire agréer les raisons que le Sénat prétendoit avoir de punir Bon & Guffoni. Louis trouva mauvais qu'on traitât si rigoureusement deux Ministres, auxquels le Sénat ne pouvoit reprocher autre chose que trop de complaisance pour sa Majesté, & d'avoir supposé que sa parole valoit bien autant qu'un article mis dans le Traité. Contarini fut obligé de s'arrêter à Lion. Le Roi ne vouloit point recevoir un nouvel Ambassadeur, à moins que le Sénat ne relâ-  
chât

1617.

chât quelque chose de ce qu'il ordonnoit avec trop de précipitation & de chaleur. Ce fut un nouveau sujet de négociation. Leon Brulart Ambassadeur de France à Venise fit de grandes plaintes de la part du Roi son maître. Il representa vivement la conduite sage & droite des Ministres de la République en France. Mais l'impérieux & dissimulé Sénat faisoit semblant de vouloir demeurer ferme dans sa premiere resolution. Les deux pauvres Venitiens furent fort intrigués. Ils demandoient leur audience de congé: Et le Roi ne vouloit pas la leur donner, à moins qu'il ne fût assuré que la République en useroit plus humainement. On resolut pourtant de leur permettre de partir, de peur que la protection trop ouverte d'une Puissance étrangère, ne leur fit plus de mal que de bien auprès d'un Sénat soupçonneux & extrêmement jaloux de son autorité. Les choses se pacifièrent à la fin. On se contenta de rapeller Bon & Guffoni, & il ne fut plus parlé de châtement.

A la ratification des deux accommodemens à Madrid, on convint d'une suspension d'armes pour deux mois entre le Roi de Bohême & la République de Venise, & entre le Duc de Savoie & le Gouverneur de Milan. Pendant ce temps-là, on devoit rétablir le commerce & commencer l'exécution des articles du Traité. Mais il y eut encore bien des artifices & des fuites de la part des Ministres Espagnols en Italie. On se prépara plus d'une fois à la continuation de la guerre. Charles Em-

Artifices  
des Ministres  
du Roi d'Es-  
pagne en  
Italie pour  
differer  
l'exécution  
du  
Traité.  
*Nani Historia  
Veneziana.*  
III. 1617.

1617. manuel y alloit assez rondement. Sa passion de ménager la France, afin qu'elle lui fit restituer Vercell, le rendoit souple à tout ce que le Marquis de Bethune Ambassadeur de cette Couronne lui proposoit. Don Pedro convint enfin à Pavie le 9. Octobre avec Bethune, que si le Duc de Savoie rendoit ce qu'il avoit pris, & congédoit ses troupes dans ce même mois, les Espagnols restitueroient de leur côté, & qu'ils disposeroient de leurs troupes conformément au Traité d'Ast. Tout sembloit aller bien de ce côté-là. Content de voir sa négociation bientôt finie, l'Ambassadeur pensoit à s'en retourner en France. Mais il se trouva loin de son compte, quand il fut question d'avoir le consentement de Ferdinand Duc de Mantouë. Conduit par les Espagnols, il refuse de pardonner & de rendre les biens aux sujets du Montferrat qui se sont déclarés pour le Duc de Savoie, quoi que ce fût un article du Traité de paix. Nouvel artifice du Gouverneur de Milan qui ne prétendoit pas que la guerre finît si-tôt en Italie. Le Marquis de Bethune n'en douta plus, quand il vit que Don Pedro ne se contentoit pas de la manière dont le Duc de Savoie desarmoit, quoi qu'elle se fit de bonne foi. Irrité de ces chicaneries, l'Ambassadeur de France fit un acte de protestation, pour se décharger sur le Gouverneur de Milan de tous les maux qu'elles pourroient causer à l'Italie. Bien loin d'avoir égard à cette procédure, Don Pedro reçoit tous les jours de nouvelles troupes de plusieurs endroits.

Char-

Charles Emmanuel qui ne se met pas trop en peine que les Espagnols refusent d'exécuter un traité, dont la Couronne de France lui promettoit la garantie, se fortifie de son côté pour n'être pas surpris. Il envoie un Ambassadeur à Venise, il propose au Sénat de prendre de nouvelles mesures en cas que la guerre continuë. 1617.

Les Venitiens n'étoient pas moins embarrassés avec les Ministres d'Espagne. Don Pedro craignoit que si la ville de Gradisque extrêmement pressée dans le Frioul, venoit à tomber entre les mains de la République avant le temps marqué pour l'exécution du Traité, ce ne fut un trop grand sujet de Triomphe aux Venitiens, & de honte aux armes du Roi de Bohême. C'est pourquoi le Gouverneur de Milan fit irruption sur les terres de la République en Italie. Il espère que cette diversion engagera le Sénat à ne presser pas tant le blocus de Gradisque, ou du moins à la restituer promptement, en cas que la disette de vivres la contraigne d'ouvrir ses portes aux Venitiens. Le Sénat faisoit déjà des préparatifs pour soutenir la guerre en Italie, lorsque le Marquis de Bedmar Ambassadeur d'Espagne à Venise, déclare que le Roi son maître rend à la prière de celui de France les Vaisseaux & les marchandises que le Viceroy de Naples retenoit aux Venitiens. Dans le dessein de sauver Gradisque, Bedmar propose en même temps une suspension d'armes par tout. Le Senat l'accepte; & là dessus on règle la quantité de vivres qui doit entrer par jour



1617. jour dans la ville bloquée, en attendant l'entière exécution du Traité. Mais le Duc d'Osone Viceroy de Naples se mettoit en colère au seul mot de paix. Il fait entrer sous divers prétextes des vaisseaux dans le Golfe Adriatique. La Flote Venitienne fut sur le point d'en venir à un combat général avec l'Espagnole. Il fallut que le Pape & le Roi de France s'entremissent encore pour l'accommodement de la République avec le Viceroy. On lui envoie de Madrid des ordres précis de restituer les vaisseaux & les marchandises aux Venitiens. Pressé de tous côtés, Osone offre de rendre les vaisseaux; pour ce qui est des marchandises, il en fait publiquement la distraction. Le Résident de la République n'ayant point voulu recevoir les vaisseaux sans les marchandises, l'an 1617. finit, avant que les affaires fussent entièrement accommodées.

Négocia-  
tion du  
Duc de  
Rohan en  
faveur de  
la Reine  
mere.

Mémoires  
du Duc de  
Rohan, L. I.

Le Duc de Rohan revenu d'Italie après que le Maréchal de Lesdiguières eut reçu ordre de ramener en France les troupes du Roi, vit l'autorité de Luines si bien établie, qu'il crut devoir comme les autres faire sa cour au Favori. Le Duc se trouvoit son allié par la fille du Duc de Monbazon cadet de la Maison de Rohan que Luines épousa. Cela donne de l'accès à Rohan auprès du Favori, qui cherche de son côté à ménager un allié d'un grand crédit & d'un mérite distingué. Rohan qui n'aimoit point le Prince de Condé, sur tout depuis la conférence de Loudun, & qui s'étoit réconcilié de fort bonne foi avec

avec la Reine mere, insinue à Luines de s'accommoder plutôt avec elle qu'avec le Prince de Condé, qui recherchoit avec empressement l'amitié du Favori. Son Altesse lui promettoit tout son crédit & tout son appui, pourvû qu'il la tirât d'une prison où elle s'ennuioit étrangement. La perplexité de Luines étoit grande. Il ne pouvoit se dispenser de s'accommoder au plutôt avec Marie de Médicis, ou bien avec Condé. Deux personnes d'un rang si éminent ne se gardent pas long-temps en prison. Luines craint l'esprit avaré & ambitieux du Prince de Condé, qui veut amasser du bien & entrer dans les affaires. La Reine mere ne paroissoit pas si redoutable au Favori. Mais il n'ose espérer qu'elle lui pardonne jamais la mort du Maréchal & de la Maréchale d'Ancre.

Rohan emploie son adresse & son éloquence à persuader à Luines, qu'il trouvera mieux son compte avec Marie de Médicis. *Il faut enfin prendre parti, Monsieur, disoit le Duc au Favori. Vous ne pouvez pas garder encore long-temps en prison la mere du Roi & le premier Prince de son sang. L'un étoit arrêté avant que vous fussiez en place: il ne peut vous imputer sa disgrâce. Les choses ne sont pas tout à fait de même au regard de la Reine mere. Elle a raison de croire que vous avez eu part à son éloignement. Vous êtes obligé de la traiter avec quelque sorte de respect, d'avoir de grands ménagemens pour elle, & de lui laisser une apparence de liberté. Qui vous répond qu'elle ne vous échappera pas? Et que ne de-*  
vez

1617. vez vous pas craindre de son ressentiment, si elle revient à la Cour malgré vous. Dès que M. le Prince sera rentré dans les affaires, il vous traversera beaucoup plus que la Reine mere. Vous le connoissez : c'est un esprit vif, entreprenant & avare. Il n'est pas vindicatif, je l'avoue. Mais il ne se picque pas de gratitude. Tout le monde sait qu'il n'aime que lui-même. La Reine mere n'est pas à beaucoup près, si entreprenante. Ne doutez pas qu'après son retour il n'y ait encore de la jalousie & de la défiance entre le fils & la mere. C'est votre avantage. Vous pourrez les entretenir dans cette disposition & en profiter. Le Roi ne se devouera plus aveuglément aux volontés de sa mere, & elle aura besoin de vous pour avoir quelque part dans la confiance de son fils.

Luines parut goûter ces raisons : & le Duc de Rohan trouva moyen de faire savoir ce qu'il avoit négocié pour la Reine mere à Barbin enfermé dans la Bastille. Bournonville y commandoit sous Persan son frere, & il étoit bien intentionné pour Marie de Medicis. C'étoit lui qui faisoit tenir les lettres de Barbin à sa maîtresse. Informé de ce que le Duc de Rohan ménage, Barbin conseille à la Reine mere d'écrire au Roi, à Luines, & au Duc de Montbazon ; à sa Majesté pour se justifier d'une manière douce & respectueuse ; & aux deux autres afin de les engager à la servir auprès du Roi. On dresse la minute des lettres, & le Duc de Rohan y corrige quelques termes capables d'aigrir encore les esprits. Un Evêque en qui Barbin

bin se fioit, prend la commission, de porter la minute des lettres à Blois. La Reine devoit se regler dessus en écrivant au Roi, au Duc de Monbazon & à Luines. Mais le Prélat qui faisoit le valet de Barbin, étoit un fourbe & un traître. Ne seroit ce point un Bonzi Evêque nommé de Beziers que Marie de Médicis chassa de sa Cour quelque tems après, comme un perfide qui la trompoit? Quoiqu'il en soit, le Prélat découvrit tout à Déageant. Celui-ci qui croit sa fortune renversée si la Reine mere & Barbin reviennent à la Cour, prend la résolution de rompre non seulement l'intrigue, mais de se servir encore du lâche Prélat, pour achever de perdre Barbin & les partisans de Marie de Médicis. L'Evêque fait quelques voyages à Blois, tend des lettres à la Reine mere, & rapporte les réponses de sa Majesté. On ne trouve rien que de fort innocent dans les unes & dans les autres. Toute l'intrigue ne tendoit qu'à procurer une reconciliation honnête entre le Roi & la Reine sa mere.

Déageant entreprend alors de faire un tour de son métier. Ce maître scélérat recommande à l'Evêque aussi fourbe que lui, de dire à la Reine mere que Bourdonville aiant peine à se persuader qu'elle veuille recevoir dans ses bonnes grâces le beau-frere du Maréchal de Vitri, sa Majesté ne fera pas mal de lui envoyer quelque bague, comme un témoignage de sa bienveillance. Marie de Médicis s'en défend d'abord, parce que ne voulant rien donner qui ne soit

1617.

*Mémoires  
de Déageant  
pag.  
108.*

*Fourberies de  
Déageant pour rompre la négociation du Duc de Rohan inutile, & pour perdre sans ressource Barbin & les autres*

1617. soit digne d'une Reine, il lui semble qu'elle n'a pas dans sa cassette de quoi faire un présent assez riche. La Reine mere promet de faire acheter un diamant à Bournonville. Mais l'Evêque la presse si fort, qu'elle prend enfin l'anneau d'une de ses femmes & le met entre les mains du Prélat. Il ne manque pas de le porter à Déageant, qui le retient, en fait faire un tout à fait semblable, & dit à l'Evêque de le présenter de la part de la Reine mere à Bournonville. Luines détourné par Déageant & par Modène de se raccomoder avec Marie de Médicis; qu'ils lui dépeignent comme son ennemie irréconciliable, se laisse encore persuader de faire usage de la bague envoyée par Marie de Médicis & de perdre les serviteurs de cette Princesse. Modène confident de Luines étoit une creature de la maison de Montmorenci, & quoique le Duc de ce nom eût épousé une proche parente de la Reine mere, il aimoit encore mieux tirer de prison le Prince de Condé son beaufrere, que de contribuer au retour de Marie de Médicis. Voilà pourquoi le Duc de Rohan ne réussit point dans sa négociation avec le Favori. Déageant l'un des Confidens de Luines craignoit la Reine mere, & Modène en qui il avoit encore plus de confiance, entroit dans les intérêts du Prince de Condé.

Mais quel usage le fourbe Déageant fera-t-il de la bague demandée avec tant d'empressement à Marie de Médicis? Ou la montre au Roi; on lui fit croire que plusieurs Seigneurs ont conjuré de se rendre

serviteurs  
de la Reine  
mere.

Mémoires  
de Rohan.  
L. I.

Vittoria  
Siri Me-  
morie Ro-  
condite.  
Tom. IV.  
Pag. 100.

Mémoires  
de Rohan  
L. I.

dre maîtres du Louvre, de faire revenir incessamment la Reine mere, de lui remettre l'autorité entre les mains, & que tous les gens du complot doivent porter au doigt une bague semblable à celle qui est venue de Blois. Il n'en fallut pas davantage pour rendre Louis susceptible des impressions qu'on voulut lui donner contre certains Seigneurs de sa Cour. Le Duc de Rohan fut un des premiers notés. Luines le prend un jour dans son cabinet, & lui déclare que le Roi bien averti de l'inclination de Rohan à servir Marie de Médicis, & du commerce qu'il entretient avec Barbin, lui auroit fait sentir les effets de son indignation, si le Favori n'avoit retenu sa Majesté, en considération de l'alliance qui est entre lui & la Maison de Rohan. Le Duc répondit avec toute la noble fierté dont son cœur étoit capable: *Sachez, Monsieur, dit-il à Luines, que je ne suis ni d'humeur, ni d'un rang à faire le métier d'espion. Toutes mes démarches sont connues au Roi; j'en suis bien aise. Elles ne tendent qu'au service de sa Majesté. J'ai du respect & de l'attachement pour la Reine mere, je ne le dissimule pas. Tous les bons François doivent être dans les mêmes sentimens.*

Une autre aventure feinte, ou véritable, fournit à Déageant, de quoi achever de perdre Barbin, & quelques autres serviteurs de Marie de Médicis. Déageant prétend empêcher que son ancien maître qu'il trahit si lâchement ne revienne à la Cour. Il produit au Roi & à son Conseil,

1617.

Mémoires  
de Déageant.pag. 116.  
117. &c.

1617. seil, je ne fai quel paquet de lettres trouvé, disoit-on, dans la riviere de Marne. La manière dont Déageant raconte lui-même cette prétendue découverte, sent si fort le Roman, qu'il y a grande apparence que c'est une imposture de sa façon. Les lettres sont, à ce qu'on rapporte, de l'Agent du Grand Duc à Paris, qui écrivoit à la Duchesse de Lorraine. Elles supposent que ce Ministre s'intrigue pour le retour de la Reine mere, & qu'elle a gagné certaines personnes qui approchent le Roi, & qui ont part à la confiance de Luines. Outre les gens de qualité, on y parloit de deux freres Florentins nommés *Siti* anciens domestiques de la Maréchale d'Ancre, ou de l'Archevêque de Tours son frere, & d'un François appelé *Durand*. Bournonville n'y est pas oublié, comme celui qui fait tenir les lettres de Barbin à la Reine mere. Enfin, La Ferté Domestique du Duc de Rohan s'y trouve avec les autres. On y disoit que Barbin avoit sù par son entremise tout ce qui se passa entre Luines & Rohan. Ceci paroît un artifice assez grossier de Déageant qui veut faire éclater tous les avis qu'il a reçus secrètement de son Evêque. Il prétendit cacher la perfidie du Prélat, en feignant que tout fut trouvé dans le paquet supposé de l'Agent de Florence. Les lettres attribuées à ce Ministre étranger firent grand bruit au Conseil du Roi. Pour envelopper mieux l'intrigue, du Vair Garde des Sceaux lui ordonne de la part de Sa Majesté de se retirer incessamment du Roiau.

Royaume, sous prétexte qu'elle trouve fort mauvais que le Grand Duc eût arrêté dans le port de Livorne je ne sai quels vaisseaux chargés de grain pour des Marchands de Provence. 1617.

On ôte le commandement de la Bastille à Persan. Il est mis en prison aussi bien que Bournonville son frere. On arrête Durand, les deux freres Siti, & plusieurs domestiques de Matie de Medicis. Le Chevalier du Guet eut ordre d'aller surprendre Barbin dans sa chambre à la Bastille, & de saisir ses papiers. Le Grand Conseil reçut ensuite une commission de faire le procès aux accusés. Luines commençoit d'être odieux au Parlement de Paris. Cette Compagnie honteuse de l'injustice faite à la Maréchale d'Ancre, n'étoit plus d'humeur à servir aveuglement le Favori dans ses passions. Je ne sai comment cette malheureuse coutume s'est introduite en France contre les Loix & contre toutes les regles de l'équité. Quand la Cour entreprend de perdre certaines gens, elle ôte la connoissance de l'affaire aux Juges naturels & ordinaires, & on nomme des Commissaires. Ces Messieurs qui voient bien que c'est une occasion de faire plaisir au Favori, ou bien aux Ministres, sacrifient & trouvent mille détours afin d'opprimer les plus innocens. Détestable invention de ceux qui cherchent à mettre les Princes au-dessus des Loix les plus anciennes & les plus sacrées! Durand & les deux Siti furent condamnés l'année suivante à la mort, sous prétexte de je ne  
sai

*Journal  
de Bassompierre.  
Mémoires  
de Déa-  
geant. pag.  
123. 124.  
Crc. Gra-  
mond Hi-  
storiarum  
Gallia.  
L. III.*



1617. ſai quels vers & de certains écrits trouvés dans leur cabinet, contre Luines, & contre le Roi du moins indirectement, ajoutoit-on avec beaucoup de malignité. Car enfin dès que vous dites quelque chose qui déplaît au Favori, ou bien au Ministre, il ne manque jamais de prétendre que vous attaquez le Roi qui l'a mis en place. Quoi qu'il en soit de la manière dont les vers & les écrits se trouvèrent conçus; est-il juste de faire perdre la vie aux gens pour des choses qui ne sont jamais sorties de leur portefeuille? On cragnit d'irriter trop la Reine mère en condamnant Barbin à la mort, il en fut quitte pour un bannissement perpétuel hors du Roïaume. Les autres accusés eurent des amis qui les tirèrent d'affaire.

Nouvelle  
disgrâce  
de Richelieu l'Evêque de  
Luçon.

Richelieu fut un des premiers qui sentit les effets de la haine conçue contre tous les gens capables de servir Marie de Médicis à revenir à la Cour. Quelque protestation qu'il eût faite au Roi & à son Favori en partant de Paris, qu'il veillerait sur les actions de la Reine mère, & qu'il l'empêcheroit de rien entreprendre qui pût déplaire à Louis, les vieux Ministres & Luines même, se défierent toujours de cet esprit souple & artificieux. Trois ou quatre semaines après son arrivée à Blois, on lui fit dire de se retirer dans son Prieuré de Coussai en Anjou. Le bon Prélat obéit, & feignit de ne penser plus qu'à composer des livres de dévotion & de controverse. Mais il eut beau dire; on l'examina de si près, que les Ministres furent

Mémoires  
de Dangeant.  
pag. 104.  
105. &c.

furent avertis qu'au lieu de lire la Bible & d'étudier les Peres de l'Eglise, il caballoit en Poitou, & qu'il cherchoit à s'assurer d'un nombre de gens de guerre. On résolut de l'éloigner encore plus loin de Blois, & de ne le laisser pas en Anjou. Informé par son frere de la resolution prise contre lui dans le Conseil du Roi, Richelieu tâche de prévenir un ordre fâcheux, en se retirant de lui-même dans son Evêché de Luçon. Mais la Cour ne le vouloit pas souffrir en un endroit, où il pouvoit entretenir ses intrigues en Poitou. Le voilà relegué hors du Roiaume dans la Ville d'Avignon. La lettre de cachet lui fut envoyée au commencement de l'année suivante.

Le Prélat qui ne se mit pas autrement en peine de la résidence, tant qu'il eut la liberté d'être agréablement à la Cour, se plaint amèrement au Pape de l'injustice faite à un Evêque, auquel on ôte le moyen de travailler à la sanctification de son troupeau. Paul V. qui n'aime pas à voir dans ses Etats un homme trop intrigant & suspect à la Cour de France, fait semblant d'appuyer des plaintes si justes, si convenables à un bon Evêque. Le Pape témoigne son prétendu mécontentement à Marquemont Archevêque de Lion, qui bien loin de résider lui-même, faisoit les fonctions d'Ambassadeur à Rome. Marquemont écrivit plus d'une fois à la Cour que l'ordre donné à Richelieu paroissoit au S. Pere, une chose contraire aux regles de l'Eglise ; & qu'il se plaignoit d'une pareille

1617.

*Histoire  
du Cardi-  
nal de Ri-  
chelieu.  
L. I.*

*Mémoires  
pour l'Histoire  
du Cardinal  
de Richelieu.  
L. I.*

1617. infraction des saints Canons. Le zèle du Pape parut étrange aux Ministres de France. On ne savoit pourquoi il le prenoit sur un ton si haut, lui qui n'étoit pas autrement scrupuleux. Les Ministres de France laisserent gronder le Pape : Si M. de Richelieu, disoient-ils, avoit voulu résider exactement dans son Diocèse, & ne chercher point des emplois qui ne conviennent pas à son caractère, on n'auroit jamais pensé à le reléguer hors du Roiaume. On a différé long temps d'en venir à cette extrémité. Mais il a fallu enfin se résoudre à le mettre hors d'état de former des caballes & des factions contre le service du Roi.

On parle dans le Synode National des Eglises Réformées de France de la division de celles des Provinces-Unies.

Mémoires de Déageant.  
pag. 161.  
162.  
Vie de M. du Pleffis-Mornai.  
L. IV.

Les Eglises Réformées de France sembloient jouir d'une assez grande tranquillité durant ces agitations de la Cour. Luynes craignoit d'irriter les Huguenots. La Reine mere ou le Prince de Condé eussent profité de leur mécontentement. Mais Déageant presque tout-puissant auprès du Favori, cherchoit à se faire un mérite en se déclarant le grand ennemi des hérétiques. Ne se flattoit-il point que son zèle affecté pour la Religion Romaine, couvrirait sa scélératesse & ses impostures devant Dieu & devant les hommes ! Si nous en croions Déageant il ménagea des intelligences à la Rochelle pour surprendre la ville. Le succès étoit infailible, si Luynes jaloux de l'honneur & du crédit qu'un autre acquerrait dans une si belle entreprise, ne l'avoit fait échouer mal à propos, en voulant la conduire lui-même. Tel a toujours été le sort des pauvres Huguenots. Lorsque

con-

contens de jouir de la liberté de conscience que le Roi leur laisse, ils s'occupent uniquement de leurs affaires domestiques, un Favori, un Ministre agissent sourdement pour les perdre sans ressource. Les Eglises Réformées avoient tenu cette année un Synode National à Vitré en Bretagne. On y parla de deux choses qui faisoient du bruit dans le monde; le projet de Jacques Roi d'Angleterre pour la réunion des Protestans, & la division des Eglises des Provinces-Unies sur les matières de la Grâce & de la Prédestination. Les Contre-Remontrans séparés ouvertement de la communion des Arminiens, cherchent à faire approuver dans les pays étrangers, le schisme malheureux qu'ils forment dans leurs Provinces. Du Plessis-Mornai avoit acquis une si belle réputation en France & ailleurs, que les Contre-Remontrans tâchoient de tirer quelque chose de lui en faveur de leur séparation. Et le Prince Maurice d'Orange qui renonce tout publiquement à la communion des Remontrans, témoigne aussi un grand desir de savoir ce qu'un homme d'une expérience consommée dans les affaires d'Etat & de Religion, pense de la fameuse contestation qui partage les plus grands Politiques & les plus habiles Théologiens des Provinces-Unies.

Persuadé que le schisme étoit d'une conséquence trop dangereuse dans une République naissante, qu'il y affoiblirait considérablement la Religion Réformée, & qu'il causeroit peut-être le bouleversement

1617.

*Lettres &  
Mémoires  
du même.  
1617.*

1617. entier de l'Etat, du Plessis se conduit avec une extrême circonspection dans cette conjoncture délicate. Quelques personnes distinguées dans les Provinces - Unies & des Eglises entières l'ayant consulté sur les affaires du païs, il représente le danger d'une rupture ouverte, il exhorte à la modération & à la patience, il conseille de ne rien faire que de concert avec les Eglises de la même Confession en Angleterre, en France, en Allemagne, en Suisse & ailleurs. Les Ministres de Zélande échauffés contre les Arminiens, avoient écrit en France pour faire approuver dans le Synode National, la conduite de ceux qui se séparoient de la communion des Remontrants. Du Plessis-Mornai envoia un Memoire à l'Assemblée. Il étoit d'avis qu'on ne se déclarât point sur la séparation, & que le Synode représentât tout au plus aux Etats-Généraux & au Prince Maurice qu'il seroit à propos de convoquer un Synode National des sept Provinces, & d'y inviter des Théologiens habiles & modérés des païs étrangers, afin de travailler tous conjointement à l'éclaircissement de la vérité par la parole de Dieu, dans un esprit de paix & de charité. Du Plessis écrivit la même chose à Du Maurier Ambassadeur de France auprès des Etats-Généraux & à Paw Pensionnaire de la ville d'Amsterdam, qui le consulterent sur les moïens de terminer ces differends. L'avis étoit bon en lui-même; mais du Plessis ne s'appercevoit pas, que cet expédient faisoit une des plus grandes difficultés. Il vouloit que chacu-
- ne

*Lettres &  
Memoires  
de M. du  
Plessis-  
Mornai.  
1617.*

ne des Provinces-Unies renonçât au droit de regler seule & souverainement ce qui concerne la Religion dans tout son ressort. Du Maurier remontre judicieusement à du Pleffis, que la Hollande & quelques autres des Provinces-Unies, soutiennent que leur République est tellement constituée, que les sept Provinces n'ont que certaines choses communes entr'elles selon les Traités d'association faits pour la défense de leur liberté: & que dans ces mêmes Traités, chaque Province a toujours stipulé qu'elle demeurera souveraine dans son ressort pour les affaires Ecclesiastiques & civiles. 1617.

Il n'y a point de puissance dans le corps des Provinces-Unies qui ait droit d'assembler d'elle-même un Synode National, aux decrets duquel toutes les sept Provinces soient obligées de se soumettre. Il faut que cela se fasse d'un consentement unanime; & la pluralité des voix ne l'emporte pas en cette rencontre. Quelques-unes des Provinces - Unies proposoient avant du Pleffis - Mornai la convocation d'un Synode National: les Contre-Remontrants s'épuisoient à la demander. Mais la Hollande entr'autres refusoit d'y consentir. Elle prétendoit avoir droit de terminer seule & souverainement ce qui concerne la Religion dans l'étendue de son ressort: les États de la Province ne vouloient pas recevoir la loi des autres Provinces qui l'emporteroient infailliblement à la pluralité des voix dans un Synode général des sept Provinces - Unies. Cette prétention ne

1617. causa pas moins d'embarras que les cinq articles contestés entre les Remontrans & leurs adversaires. Il ne s'agit plus seulement de la Grace & de la Prédestination, mais encore des droits souverains de chacune des Provinces-Unies. D'une dispute sur des dogmes de Théologie purement spéculatifs, on passa si avant en des contestations épineuses & délicates sur la constitution du gouvernement de l'Etat, que la France commençoit de craindre une révolution fâcheuse dans les Provinces Unies. Du Maurier son Ambassadeur à la Haye reçut des ordres réitérés de travailler au rétablissement de la paix. Et nous verrons que dans un an Louis enverra un Ambassadeur extraordinaire pour appuyer plus fortement les instances que Du Maurier faisoit tous les jours de la part de sa Majesté Très-Chrétienne. Disons comment les divisions s'augmentoient si malheureusement dans les Provinces Unies.

La division augmente dans les provinces-Unies à l'occasion de la doctrine des Arminiens. Grotii Epistolæ 91. Gerardo Joanni Vossio.

Depuis que les Contre-Remontrans se virent appuyés par le Prince Maurice d'Orange & par la Ville d'Amsterdam qui se déclaroit ouvertement pour eux, ils rompirent plus que jamais en Hollande & ailleurs toute sorte de communion Ecclésiastique avec les Arminiens. On publia au commencement de cette année un livre sous le nom emprunté de *Lucius Verus*. L'Auteur y soutenoit que les défenseurs des cinq articles des Remontrans ne peuvent pas être supportés charitablement dans les Eglises Réformées. Etrange excès, auquel leurs plus grands ad-

ver-

versaires n'étoient pas encore venus. Ceux d'entre les Contre-Remontrans qui com- 1617.  
mencerent de faire des assemblées particu-  
lières, prirent pour prétexte de leur sépa-  
ration, ou le refus des Arminiens dans la  
conférence de Delft de s'expliquer sur les  
mystères de la Trinité & de l'Incarnation,  
ou l'emportement de certains Remontrans  
qui ni moins imprudens, ni moins outrés  
que leurs adversaires, croient qu'il falloit  
extirper de l'Eglise les dogmes d'une *Pre-  
destination absolue & de la Grace irrésistible*.  
Quoique Jacques Roi de la Grande Bre-  
tagne aussi inconstant en Théologie qu'en  
Politique, semblât reprendre ses anciens  
préjugés contre l'Arminianisme, les plus  
savans & les plus modérés Rélats de l'E-  
glise Anglicane n'approuvoient pas que ce  
Prince prétendit étiger en articles de foi  
les sentimens particuliers de S. Augustin,  
que quelques-uns des premiers Réforma-  
teurs embrassèrent peut-être trop légère-  
ment. Ces Evêques d'Angleterre croioient  
qu'on doit laisser aux Théologiens la li-  
berté de disputer sur des dogmes purement  
spéculatifs; & qu'on ne peut condamner  
justement ceux qui n'admettent que des  
*decrets conditionnels* en ce qui regarde la  
persévérance & le salut. Mais quand les  
Théologiens échauffés & prévenus espé-  
rent de faire prévaloir leurs opinions, ils  
ne gardent plus de mesures. Si vous ne  
recevez pas leurs speculations comme des  
articles de foi, vous êtes un franc héré-  
tique.

Des Ministres & des Anciens du parti



1617. Contre-Remontrant tiennent cette année une assemblée secrète à Amsterdam. On

*Grotius*  
*Apologeti-*  
*ca contra*  
*Hollandæ*  
*præfuerunt.*  
*Cap. 9.*

y déclare qu'on doit en conscience rompre la communion avec les Arminiens. On les traite de perturbateurs & d'ennemis de l'Eglise, de gens qui ne méritent pas d'être censés membres de la Société des Réformés, à moins qu'ils ne renoncent à leurs sentimens pernicieux. Enfin, on exhorte tous les vrais fidèles à signer un écrit qu'on appelle tout rondement, *la lettre de divorce*. Il y eut une autre assemblée secrète à la Haïe, où quelques Ministres Contre-Remontrants prirent une pareille

resolution. Ils avertissoient leurs gens de fuir les Ministres Arminiens comme de faux Docteurs, en attendant la décision du Synode National, qu'on tiendra bientôt, disent-ils, & qui prendra des mesures pour une séparation entière. Quelques personnes ont trouvé mauvais que j'aie comparé les préliminaires du Synode de Dordrecht à ceux du Concile de Trente. Voici de quoi justifier ma proposition. Une des causes de récusation que les Protestans alléguèrent avec beaucoup de justice contre l'Assemblée de Trente, c'est que le Pape & ses Evêques s'étoient déclarés parties. Comment pouvoient-ils prononcer en qualité de Juges sur les controverses, eux qui avoient déjà condamné les Protestans, & qui les excommunioient comme des hérétiques? Les Ministres Contre-Remontrants qui proscrivirent à Dordrecht les cinq articles de la doctrine Arminienne, se trouvent

1617.

vent dans le même cas. Ils s'étoient déclarés parties contre les sentimens d'Arminius & de ses Défenseurs, de la même manière que le Pape & les Prélats de sa communion contre les dogmes de Luther & de ses Disciples. On voioit en Hollande presque les mêmes choses qu'on vit en Allemagne au commencement de la Réformation. Les Contre-Remontrans se trouvent les plus forts à Amsterdam. On n'y permet pas aux Arminiens de s'assembler seulement dans une maison particuliere. Leurs adversaires soulevent le peuple contr'eux. Il s'atroupe autour du lieu où les Remontrans sont assemblés. Il commet mille violences : Et la maison d'un honnête bourgeois est pillée, sans que les Magistrats se mettent en peine d'arrêter le desordre. On prend seulement quelques-uns des plus mutins : mais ils furent renvoies sans punition ; chose, dit-on, inouïe & sans exemple dans la Province de Hollande. Il faut rendre justice à tout le monde. On ne traitoit point les Contre-Remontrans avec tant de rigueur, où leurs adversaires avoient plus de credit. Les Magistrats offroient des Eglises particulieres aux Contre-Remontrans, pourvû qu'ils n'érigéassent pas un Consistoire séparé.

Il ne restoit plus aux Contre-Remontrans que de se rendre maîtres des grandes Eglises, ou du moins d'en ériger de nouvelles, s'ils n'étoient pas encore les plus forts en certaines villes. Et c'est à quoi ces Messieurs pensoient. Mais ce projet

*Grand  
Histoire de  
la Réfor-*

1617.  
*mation L.*  
*XXVI.*  
*Grotius*  
*Apologe-*  
*vico eorum*  
*qui Hol-*  
*landia*  
*præse-*  
*sunt. Cap.*  
*3. & 9.*

ne se peut exécuter sans la protection ouverte du Prince Maurice d'Orange. Prévenu par Aersens & par quelques autres ennemis de Barneveldt, Maurice disoit alors hautement qu'il regardoit les Contre-Remontrans comme les anciens Réformés que le Prince Guillaume son pere établit dans les chaires publiques, & dont il défendit la doctrine. Maurice peu instruit des affaires Ecclesiastiques, se laissoit surprendre par des gens malins & artificieux. Le Prince Guillaume fut toujours contraire aux Ministres trop rigides sur les sentimens de Calvin. Il ne faisoit pas grande différence entre la Confession d'Augsbourg & celle des Eglises Réformées. Guillaume crut que les Protestans ne disputoient entr'eux que sur des points peu importants au fond de la Réformation en general. Dans les écrits qui nous restent de ce grand homme, il déclare tantôt qu'il est de la Religion du Comte de Nassau son pere qui embrassa la Confession d'Augsbourg. Une autre fois, il fait profession de suivre la Religion Réformée. Puisque le Prince Guillaume se sert indifféremment de ces deux manières de parler, n'est-ce pas une preuve assez évidente, qu'il ne se mettoit pas trop en peine que les Ministres établis dans les chaires publiques fussent pour les dogmes rigides de Calvin, ou pour les sentimens modérés de Melancthon? Il vouloit qu'en certains lieux les Réformés se fissent comprendre sous le nom général des Protestans de la Confession d'Augsbourg; En d'autres, il donnoit des Eglises

les aux Luthériens comme à des gens de même Religion que les Réformés. On n'eut pas grande peine à tromper le Prince Maurice son fils. C'étoit un guerrier qui reconnoissoit de bonne foi n'entendre rien aux questions de Théologie, & s'embarasser peu des points controversés entre les Docteurs.

Quand les Contre - Remontrans font bien assurés que le Prince Maurice les confidere comme les Défenseurs de la Réformation, ils n'oublient pas de profiter d'une disposition si favorable pour eux. Trigland l'un des plus violens du parti, va trouver un jour le Prince & lui dit: *C'est une chose déplorable, Monseigneur, que la plupart des Magistrats de Hollande, soient prévenus des mauvais sentimens d'Arminius, & qu'ils traitent avec tant de dureté ceux d'entre nous qui soutiennent l'ancienne Confession de Foi de nos Eglises. Nous prions très-humblement votre Excellence d'employer son crédit auprès des Magistrats, afin qu'ils nous permettent du moins de prier Dieu tous ensemble, & d'instruire notre peuple dans une maison particulière, dans une grange, dans quelqu'autre lieu semblable. Est-ce donc,* répondit le Prince surpris d'une pareille demande, *que les Réformés en sont réduits à faire leurs exercices de Religion dans une maison particulière, ou dans une grange?* C'est une grande injustice qu'on nous fait, Monseigneur, reprit le Ministre artificieux: mais il faut bien la souffrir, puisqu'on ne peut s'en exempter. Si votre Excellence veut bien nous obtenir la liberté de

1617. *prêcher publiquement, nous confondrons bientôt les défenseurs de la Doctrine d'Arminius.* Maurice entra tout de bon en colère. *Quoi,* dit-il, *nous irons prier Dieu dans une maison particulière, ou dans une grange ? Il n'en sera rien. Les Eglises nous appartiennent : nous les aurons.*

Une déclaration si formelle du Prince releva merveilleusement le courage des Contre-Remontrants. Il y avoit à la Haïe l'ancienne Eglise d'un Monastère, où l'on ne faisoit aucun exercice de Religion. Les Contre-Remontrants s'en saisirent ; ils l'accusèrent promptement ; ils y vont prêcher, & leurs gens y courent en foule. C'est ce qu'on appelle maintenant *l'Eglise du Cloître*. Les Etats de Hollande crurent devoir dissimuler en cette occasion, contre le sentiment de Barneveldt qui vouloit que l'autorité du Souverain fût maintenue en punissant les factieux, & en reprimant une entreprise si violente. Mais les Etats craignirent d'exciter une grande sédition, en suivant ce que le Pensionnaire proposoit. Quelque tems après l'établissement de cette nouvelle Eglise à la Haïe, on s'aperçut que certaines personnes remarquables alloient à l'Eglise des Contre-Remontrants & à celle des Arminiens, & que pour savoir plus exactement le nombre de ceux qui venoient à l'une & l'autre Eglise, ces gens jettoient de petites feves dans un sac sous leur manteau. On ne comprenoit rien à l'enigme. Elle se développa peu de jours après. Le Prince Maurice vint à l'Eglise du Cloître, & se

1617.

se joignit aux Contre-Remontrans, quand il fut assuré de leur plus grand nombre. Le Comte Guillaume de Nassau suit l'exemple du Prince Maurice : & la nouvelle Eglise du Cloître est bien-tôt remplie d'un plus grand nombre de Noblesse, de gens d'épée, & de peuple que l'ancienne, où alloient la plupart des Membres des Etats de la Province & des Magistrats.

Louïse de Coligni Princesse Douairière d'Orange, & le Prince Frédéric Henri son fils continuerent de suivre Uitenbogard qui prêchoit à la grande Eglise de la Haïe. On dit même que Frédéric témoigna publiquement qu'il ne goûtoit point la doctrine des Contre-Remontrans. Cette séparation feinte ou véritable des deux frères qui semblent embrasser deux communions différentes, fut le sujet d'une infinité de discours & de spéculations. Chacun croit y trouver un grand mystère caché : & peut-être que ceux qui raisonneient le plus profondément, ignoroient les véritables motifs de la conduite des deux Princes. Quoiqu'il en soit, le contre-poids de Frédéric Henri ne fut pas assez fort pour tenir la balance dans l'équilibre. Elle pencha bien-tôt du côté de Maurice. Le parti Arminien s'affoiblit tous les jours. Les Nobles de Hollande suivent le Prince. Amsterdam, Dordrecht & quelques autres villes se déclarent pour lui. Duivenvoorde chef de l'illustre Maison de Wassenæer favorisoit les Remontrans. Mais cela ne dure pas long-temps après la déclaration

1617.

du Prince : il abandonne le parti. Ce Noble de Hollande ne craignoit-il point de s'attirer un trop puissant ennemi, ou de perdre la faveur d'un homme capable de faire de grands avantages aux gens de qualité ? On le reproche à Quivenvoorde. Maurice gardoit toujours quelques mesures au-dehors. Il paroissoit chercher les moyens d'accommoder les differends : & ne vouloit pas que les Remontrans le crussent leur ennemi juré. Le Prince embrassoit le parti le plus fort & le plus favorable à ses intérêts : mais il eût souhaité de ne s'attirer pas la haine & l'inimitié du plus foible. Episcopus vient pêcher à la Haie. Maurice desiré de l'entretenir. *On me regarde comme suspect*, dit-il à ce fameux Arminien. *Certains gens s'imaginent que je veux opprimer les Remontrans. Ce n'est pas mon intention. Je les protegerai en tout ce que je croirai juste & raisonnable. Si je me suis uni à leurs adversaires, c'est qu'ils me paroissent defendre l'ancienne doctrine de la Réformation.*

La mesintelligence devint plus grande entre le Prince Maurice & Barneveldt Pensionnaire de Hollande.

Croions en le Prince Maurice sur sa parole : c'est à Dieu de sonder le fond du cœur de l'homme. Maurice se joignit aux Contre-Remontrans par un principe de conscience & de Religion. Ne nous seroit-il pas du moins permis d'ajouter qu'il avoit une grande raison de politique & d'intérêt, de se fortifier contre Barneveldt & contre quelques Députés tant aux États Généraux qu'à ceux de Hollande, qui sembloient vouloir diminuer l'autorité de la charge de Capitaine Général. Voici com-

comment il arriva là-dessus une nouvelle  
 affaire qui donna plus d'avantage aux Con-  
 tre-Remontrans, que tous leurs argumens *Brands*  
 Théologiques. Enflés du succès de leur *Histoire*  
 entreprise d'exiger à la Haïe une nouvelle *de la Ré-*  
 Eglise sous les yeux & contre la volonté des *formation.*  
 Etats de la Province, ces Messieurs tâ-  
 chent de se saisir des Eglises en plusieurs *L. XXXI.*  
 villes, & d'y tenir leurs assemblées parti-  
 culières malgré le Magistrat, qui n'a *Vie d'Ol-*  
 plus assez de force pour arrêter les Contre-  
 Remontrans. En certains endroits les *denbarnea*  
 Magistrats ne peuvent retenir les factieux *velt.*  
 parce qu'ils manquent de soldats; & dans *Grotius*  
 les Villes où il y a Garnison, les Officiers *Apologe-*  
 & les soldats refusent d'obéir au Ma-  
 gistrat, sous prétexte que le Prince Mau-  
 rice déclaré désormais en faveur du Parti  
 Contre-Remontrant, leur defend de rien  
 faire au préjudice de ceux qu'il protège  
 comme les défenseurs de l'ancienne doc-  
 trine de la Réformation. Les refus que les  
 Officiers & les soldats firent dans quelques  
 villes d'obéir quand le Magistrat leur or-  
 donna de s'opposer aux entreprises des  
 Contre-Remontrans, aiant empêché de ré-  
 medier au desordre & à la violence, les  
 Etats de Hollande prennent la résolution  
 de donner pouvoir aux Magistrats de cha-  
 que ville de la Province de lever en leur  
 nom des gens de guerre, & de mettre la  
 milice sur pied pour la seureté de la ville,  
 & pour s'opposer aux voies de fait. Les  
 Etats des Provinces d'Utrecht & d'Over-  
 issel suivent l'exemple de ceux de Hollan-  
 de. Ils donnent le même pouvoir aux  
 Ma-



1617. Magistrats de chaque ville de leur ressort. Chacune de ces deux Provinces agissoit avec plus d'union & de concert que celle de Hollande. Les villes de Dordrecht, d'Amsterdam, & trois autres refusent de consentir à la resolution des Etats de leur Province: & depuis cetemps-là il y a plus de division que jamais dans cette Assemblée. Le Pensionnaire Barneveldt s'efforçoit de rétablir l'union & la correspondance entre les Députés de chaque ville aux Etats de Hollande. Il les exhortoit à ne former qu'une seule & même Assemblée. Mais les remontrances de cet homme autrefois si respecté dans la République, ne sont plus écoutées avec la même déférence. Les Députés des villes de Dordrecht, d'Amsterdam & des trois autres villes font comme un corps particulier. On s'y déclare contre les resolutions prises par les Députés du reste des villes qui font la pluralité des voix. On prétend que le Pensionnaire s'attribue une trop grande autorité, & que les affaires dont il est question, sont du nombre de celles qui se doivent décider d'un consentement unanime.

Les Contre - Remontrants crièrent de toute leur force contre une nouvelle levée de soldats. *On veut établir l'Arminianisme à main armée dans la Province*, disoient ils. Le Prince Maurice fut plus mécontent qu'aucun autre de cette délibération. Il la regarda comme une suite du projet formé par Barneveldt; d'affoiblir autant qu'il sera possible, l'autorité du Gouverneur & du

1617.

du Capitaine Général. Le soupçon étoit assez bien fondé. En mettant dans chaque ville des troupes qui ne dépendent que du Magistrat, & qui ne reçoivent point les ordres de Maurice, son credit diminueoit considérablement. Il ne m'appartient pas d'entrer dans l'examen du droit de chacune des Provinces-Unies, en ce qui concerne la levée des soldats pour la seureté de ses villes. La question est trop épineuse & trop difficile. Je n'ai pas assez de connoissance des loix fondamentales de l'Union des sept Provinces, des Traités faits entr'elles, & des Privilèges annexés aux charges de Gouverneur & de Capitaine Général. Qu'il me soit seulement permis de dire, que ce fut avec beaucoup de raison que les Etats-Généraux représentèrent à ceux de la Province d'Utrecht, que dans le différend sur les nouvelles levées, *il n'étoit pas tant question du droit de chaque Province, que de savoir si la prudence & le bien public permettoient à une Province dans la conjoncture présente de prendre une résolution dont les suites pouvoient être dangereuses, quoique dans le fond elle ne fût pas contraire aux loix de l'Union.* En effet, le Pensionnaire de Hollande & ceux qui furent de son opinion, ne manquèrent-ils pas de prudence en ordonnant une chose capable de causer un bouleversement général dans leur République ? La Trêve avec l'Espagne finissoit dans trois ans, ou environ; il y avoit de grandes divisions dans l'Etat; les Provinces n'étoient pas d'accord entr'elles sur les loix de leur Union,

2617.

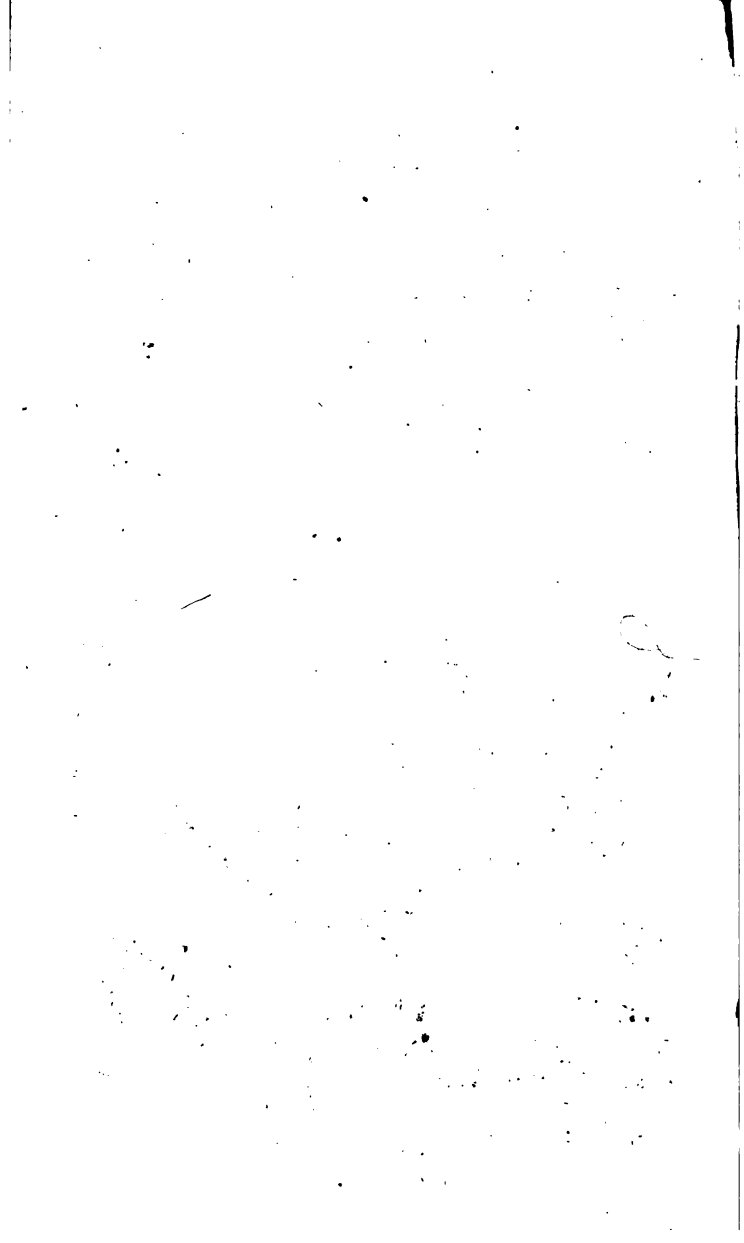
nion, les villes de Hollande contessoient les unes contre les autres sur la manière de terminer certaines affaires dans les Etats de leur Province. En un mot, les habitants d'une même ville étoient divisés; la plus puissante ville de Hollande résistoit aux autres, & quatre se rangeoient de son côté; des sept Provinces, il y en avoit quatre pour un Synode National, & trois contre. Dans une pareille situation des affaires, devoit-on prendre une résolution capable d'augmenter la mésintelligence? Falloit-il irriter le Prince Maurice à la veille d'une guerre, qu'un autre que lui n'auroit jamais bien conduite contre un des plus habiles Généraux que l'Espagne ait jamais eus? Quelque bonne opinion que j'aie de la sagesse & de l'expérience de Barneveldt, je ne puis approuver sa conduite en cette rencontre. Il semble vouloir pousser les choses à l'extrémité, dans une affaire, qui se doit ménager avec beaucoup d'adresse & de dextérité. Le Prince fut si outré de ce que le Pensionnaire entendoit de donner atteinte à des charges, que Maurice regardoit comme la juste récompense des services de son père & des siens, qu'en lui entendit dire depuis ce temps-là, qu'il faudroit bien réduire Barneveldt; *Et le mettre plus bas qu'aucun particulier de Hollande.*

Maurice paroïssoit d'autant mieux fondé dans ses plaintes contre le Pensionnaire; que bien des gens soutenoient que ces nouvelles levées étoient contraires aux loix fondamentales de l'Union des sept Provinces. *Les affaires de la guerre ne devoient*



JEAN DE BARNEVELT.

J. Lamsveld del. et sc.



se résoudre que dans l'Assemblée des Etats Généraux, il s'ensuit, disoit-on, qu'une Province particulière n'a pas droit d'ordonner de nouvelles levées sans le consentement des autres. S'il y a quelque mouvement à craindre en Hollande, ou ailleurs, les Provinces alliées doivent envoyer du secours pour la conservation de la tranquillité publique. Il n'est pas besoin de faire de nouvelles levées : On peut pourvoir autrement à la seureté des villes. Ceux qui défendoient la résolution prise répondirent à cette instance, qu'il y a une extrême différence entre des troupes enrrollées pour faire la guerre, & quelques soldats levés pour servir les Magistrats d'une ville en cas de besoin. Il est vrai, ajoutoit-on, qu'une Province ne peut entreprendre la guerre sans le consentement des autres. Mais chaque Province étant Souveraine selon les loix de l'Union ; elle a par conséquent le droit de lever des soldats afin d'empêcher le desordre & la sédition. Les autres Provinces doivent nous envoyer du secours par nos Traitez de confédération : Est-ce à dire que nous avons renoncé au pouvoir de prévenir la nécessité d'implorer l'assistance de nos alliés ? Les Etats de la Province d'Utrecht justifient de la sorte dans un Acte public, la résolution de lever de nouveaux soldats pour la seureté de chaque ville.

Voici une autre affaire qui augmente encore le mécontentement & la défiance du Prince Maurice. Les Contre-Remontrans irrités de ce qu'on les chasse des Eglises de la Brille, menacent de s'en emparer à main armée. Ils présentent une requête à la

1617. à la Cour de Hollande, où ils déclarent sans façon que le monde verra ceux qui ont les poings plus durs, & qui frappent plus fort, des Contre. - Remontrans au de leurs adversaires. Ces menaces séditieuses obligèrent les Magistrats de la Brille à pourvoir à la seureté de leur ville. Ils résolurent de lever une compagnie de soldats, ou du moins d'en prendre une des troupes ordinaires, dont ils fussent bien assurés, & qui promet d'obéir aux ordres du Magistrat. Les Etats de Hollande informés de ce qui se passe, envoient des Députés à la Brille, qui commandent sous peine de cassation aux Officiers & aux soldats de la garnison d'exécuter sans aucune réserve les ordres donnés par les Magistrats de la ville. Quelques-uns se soumettent, & les autres aiant répondu qu'ils n'obéiroient qu'au Capitaine Général, on les casse. Cette affaire fait grand bruit. Le Prince Maurice s'en plaint comme d'une atteinte donnée à l'autorité de sa charge. Barneveldt tâche de l'appaiser, & lui propose quelque voie d'accommodement. Maurice n'en parut pas éloigné. Ce fut alors que le Pensionnaire offrit de se demettre de sa charge, en cas que ses intentions fussent suspectes au Prince. Soit qu'il ne fût pas encore tout à fait irrité, soit qu'il crût devoir dissimuler son ressentiment, Maurice répond qu'il n'est pas d'avis que Barneveldt quitte son emploi, & qu'il vaut mieux s'appliquer à rendre la paix à la République. Le Pensionnaire content de la bonne disposition du Prince va prendre quelque repos

1617.

repos à Viane. Il y tombe malade. Cet accident l'oblige à se faire transporter à Utrecht, ville plus commode pour le rétablissement de sa santé. N'avoit-il point envie d'y passer quelque temps, afin de confirmer les Etats de la Province dans leur résolution de lever des soldats pour la seureté des villes? Quoi qu'il en soit, Barnevelt reçut de fâcheuses nouvelles, qui augmentèrent sa maladie, & le déplaisir que les brouilleries de la République lui causoient. Le Prince Maurice irrité de ce qu'on a fait à la Brille au préjudice des droits de sa charge, y va secrettement & mene des soldats avec lui. *J'ai appris, dit-il aux Magistrats, que vous vous désirez de la garnison qui est ici, & que vous prétendez lever quelques compagnies de milice. Cela me paroît contraire au loix, & préjudiciable à l'Etat. Je vous amène des gens pour vous rassurer & pour vous guérir de la peur que vous avez. Les Magistrats font d'abord quelque difficulté: Ils demandent que les soldats leur prêtent du moins serment de fidélité. Maurice ne voulut pas le souffrir. Ne vous mettez pas en peine, dit-il, je donnerai ordre à tout. Les ennemis du Pensionnaire font courir le bruit que le Prince a pris cette précaution contre les mauvais desseins de Barnevelt. Il veut livrer la Brille aux Espagnols; crioit-on. C'est par son adresse que les fortifications de Flessingue demeurent imparfaites, afin que les Ennemis puissent surprendre la place quand il leur plaira.*

Comme



5617.  
Division  
dans les  
Provin-  
ces-Unies  
sur la con-  
vocation  
d'un Sy-  
node Na-  
tional.

Brandt  
Histoire de  
la Refor-  
mation L.  
XXVI.  
XXVII.  
Grotius  
Apologe-  
tice eorum  
qui Hol-  
landia  
præfue-  
runt. cap.  
9.6. & 19.

Comme les contestations sur les cinq articles des Arminiens étoient plus grandes & plus échauffées en Hollande qu'en aucune autre des Provinces-Unies, les Etats seuls de Hollande y entroient, dans le dessein de les appaiser par toute autre voie que celle d'un Synode; persuadés qu'ils étoient de la vérité de cette réflexion de S. Gregoire de Nazianze, que les Conciles font presque toujours plus de mal que de bien, & qu'ils augmentent les schismes & les divisions, au lieu de réunir les esprits & de donner la paix à l'Eglise. Les Contre-Remontrants plus forts depuis la déclaration du Prince Maurice, font agir quelques Provinces en faveur de la convocation d'un Synode National, comme d'une chose absolument nécessaire pour la Religion Réformée, qui est, disoit-on, le fondement principal de l'Union des sept Provinces. On jugeoit bien que la doctrine d'Arminius aiant plus de partisans dans les Provinces de Hollande & d'Utrecht que par tout ailleurs, elle seroit infailliblement condamnée dans un Synode National, à la pluralité des voix. C'est pourquoi ses adversaires en pressoient la convocation. Mais il y avoit un grand obstacle à lever. C'étoit la résistance de la Province de Hollande, qui prétendoit conjointement avec celles d'Utrecht & d'Overyssel, que chacune des Provinces-Unies, a droit de regler seule & indépendamment des autres tout ce qui concerne la Religion dans son ressort. Les Contre-Remontrants se mettent en tête de surmonter cette difficulté, que

que la conservation de l'ancienne Religion Réformée, étant d'une extrême importance pour l'union, l'Assemblée des Etats-Généraux a droit d'ordonner à la pluralité des voix, la convocation d'un Synode National. Cela donnoit gain de cause aux Contre-Remontrants : de sept Provinces, ils en avoient quatre pour eux. Les villes de Hollande étant encore divisées entr'elles, on espéroit que Dordrecht la première, Amsterdam la plus riche, & trois autres se déclarant en faveur d'un Synode National, on en gagneroit encore quelques autres ; & que la Hollande ayant une fois plié, les Provinces d'Utrecht & d'Overissel ne feroient pas la moindre résistance. Tel fut le plan que les Contre-Remontrants se formèrent pour obtenir enfin la convocation d'un Synode National. Jacques Roi de la Grande Bretagne leur fut d'un grand secours. Prévenu par Abbé Archevêque de Cantorbery & par quelques adversaires des Arminiens, il écrit aux Etats, & fait agir son Ambassadeur auprès d'eux en faveur de ceux qui demandent la convocation d'un Synode National. Demêlons cette intrigue le plus brièvement qu'il nous sera possible.

Les Etats de Zélande Province extrêmement opposée à la doctrine d'Arminius, levèrent l'étendart, pour ainsi dire, contre Barneveldt & contre les Membres des Etats de Hollande qui soutenoient les droits de leur Province. Avant que d'en venir à une rupture ouverte, les Zélandois gardèrent en apparence quelques mesures d'hon-

1617. d'honnêteté. Voici des gens députés de leur part qui viennent à la Haie, & qui donnent des propositions par écrit aux Etats de Hollande. La convocation d'un Synode National en faisoit une. *La Zélande, disoient-ils, ne prétend pas se mêler de ce qui concerne le gouvernement de la Hollande. Elle agit seulement par voie d'intercession & de remontrance. Son entremise doit être d'autant mieux reçue, qu'il y a des Traités particuliers d'union, entre les deux Provinces.* Cela est fort bien; mais de la voie de remontrance, on passera bien-tôt à celle d'autorité. Les Etats de Hollande répondent avec la même civilité. On promet d'examiner les propositions de la Zélande. Quelques jours après, on voit à la Haie d'autres Députés des Etats de Gueldre, de Frise, & de Groningue qui proposent pareillement la convocation d'un Synode National. Les Etats de Hollande surpris de ces députations faites de concert, répondent froidement qu'ils aviseront à ce qu'on leur demande. Quelques mois après, ils publient une Déclaration pour servir de réponse aux propositions des Provinces de Gueldre, de Zélande, de Frise, & de Groningue. La convocation d'un Synode National y étoit éludée par cette remontrance spécieuse, que la décision d'un Synode composé seulement des sept Provinces, sur des questions abstraites & difficiles que l'ancienne Eglise n'a point définies, & qui demeureroient encore indécises, tireroit à trop grande conséquence, & qu'une si grande

con-

*Mercure  
Français.  
1617.*

controverse ne se doit terminer que dans un Synode général de toutes les Eglises Réformées. *En user autrement, disoit-on, c'est augmenter la division, & donner de l'avantage aux ennemis de la Réformation.* 16:7.

Les villes de Dordrecht, d'Amsterdam, & trois autres aiant refusé d'approuver la déclaration des Etats de la Province, & persistant à demander un Synode National, on se met à chercher des voies d'accommodement. Mais il ne s'en trouve point au gré des Contre-Remonstrans. Fiers de l'appui du Prince Maurice, de cinq villes de Hollande, de quatre Provinces, & du Roi de la Grande Bretagne, ils prétendent que la doctrine d'Arminius soit flétrie dans une Assemblée solennelle. Grotius proposa un Synode Provincial en Hollande, où sans proceder à la condamnation de l'un ou de l'autre sentiment, on traitât seulement d'une tolerance reciproque à certaines conditions. La ville d'Amsterdam n'étoit pas éloignée d'accepter cet expédient. Paw son Pensionnaire & Grotius vont trouver Barneveldt dans le dessein de l'y faire consentir. Celui-ci est d'avis qu'avant que de proceder à la convocation d'un Synode Provincial, on tienne une assemblée mixte de Magistrats & d'Ecclesiastiques, afin de sonder la disposition des esprits. *Cela nous servira, disoit-il, à juger du succès qu'on peut esperer d'un Synode Provincial.* La proposition de Barneveldt ne fut pas reçue, & les Etats de la Province font afficher un Edit par lequel ils accordent un Synode Provincial. Barneveldt & les autres avoient toujours un

1617.

extrême éloignement pour un Synode National. Ils ne doutoient pas que les cinq articles des Arminiens n'y fussent hautement condamnés à la pluralité des voix, au lieu qu'ils esperoient que les Commissaires des États de Hollande au Synode Provincial, ménageroient si bien les esprits, qu'ils consentiroient enfin à prendre la voie d'accommodement & de tolérance. Ces préliminaires du Synode de Dordrecht ne ressembloient-ils point encore à ceux du Concile de Trente? Les Protestans demandoient un Concile National en Allemagne & en France. Le Pape & son Clergé persuadés qu'ils l'emportent infailliblement dans un Concile général, font échouer toutes les propositions d'un Concile National. Ici les États de Hollande croient avec beaucoup de raison, que les esprits seront moins échauffés dans un Synode Provincial, & qu'on y consentira plutôt à des voies de réunion. Mais les Contre-Reinontrans résolus à faire condamner leurs adversaires comme des hérétiques, renversent tous les projets d'un Synode Provincial, & en obtiennent un National malgré l'opposition de trois Provinces. Les Protestans demandoient encore que les Princes Souverains eussent dans le Concile & ailleurs, la même autorité dont les Empereurs & les Rois Chrétiens jouissoient dans les Assemblées Ecclesiastiques & dans leurs États en ce qui concerne la Religion & la Police de l'Eglise. Le Pape & son Clergé se récrièrent là-dessus. Ils soutinrent que les Sou-

re-

verains n'ont aucun droit d'entrer en con-  
noissance de ce qui concerne les dogmes  
de foi, & la discipline Ecclesiastique. Les  
Etats de Hollande prétendoient la même  
chose que les Protestans d'Allemagne: Et  
les Contre-Remontrans apportent à peu  
près les mêmes exceptions que la Cour de  
Rome. 1617.

Après la resolution prise de convoquer  
un Synode Provincial, les Etats de Hol-  
lande nomment des Députés pour porter  
la réponse aux propositions & aux remon-  
trances que la Zélande leur faisoit. L'il-  
lustre & savant Grotius étoit à la tête de  
la députation. Il fait une harangue aux  
Etats de Zélande, en leur mettant entre  
les mains la réponse au Mémoire qu'ils  
ont envoyé en Hollande. Les Zélandois  
persistent dans leur pensée, qu'un Synode  
National est l'expédient le plus propre à  
finir les contestations, & à rendre la paix  
aux Eglises des Provinces-Unies. Une  
longue expérience apprend au monde, répon-  
dirent les Hollandois, que les Conciles nom-  
breux sont presque toujours suivis d'un grand  
schisme. Si les cinq articles contestés doivent  
être décidés quelque part, ce ne peut être  
que dans un Synode général de toutes les Egli-  
ses Réformées. En attendant que le temps  
permette de tenir une pareille assemblée, les  
Etats de Hollande continuent dans leur pré-  
mier sentiment, que les affaires de la Reli-  
gion ne regardent point l'Union que les sept  
Provinces ont contractée pour la défense de  
leur liberté. Chacune a droit de régler ses  
sortes de choses chez elle indépendamment de  
ses

1617. *ses Alliés. Les Etats de Hollande sont convenus à la pluralité des voix de quelques moïens d'accommodement justes & raisonnables. Il n'y a pas d'apparence qu'ils se desistissent de leurs déclarations. Cependant les Etats de Hollande embrasseront tous les moïens bonnêtes & légitimes de procurer la paix & le bien de l'Eglise.*

**Les Etats** Quelque chose que les Hollandois pussent dire en faveur du droit de leur Province, les Etats Généraux prennent enfin à la pluralité des voix la resolution de convoquer un Synode National: & la ville de Dordrecht est nommée pour le lieu de l'Assemblée. Les Provinces de Hollande, d'Utrecht, & d'Overissel protestent contre la délibération. Cette mesintelligence ouverte effraia tout le monde. On craignit en France & ailleurs qu'elle ne causât la perte des Provinces-Unies. Du Maurier Ambassadeur de Louis exhorte les uns & les autres à la réunion & à la paix. Mais ses remontrances sont inutiles. La Cour de France étoit suspecte dans cette affaire au Prince Maurice & aux Contre-Remontrans. On la croioit prévenue & gagnée par Barnevelt, dont la réputation y étoit fort grande depuis le regne d'Henri IV. Il n'en fut pas de même à la Cour d'Angleterre. Le Roi Jacques n'aimoit point Barnevelt; soit que ce Prince ne pût se défaire de ses préjugés contre les Arminiens; soit qu'il eût un dépit secret de ce que le Pensionnaire de Hollande avoit retiré si habilement les villes engagées à la Couronne d'Angleterre sous le regne d'Elizabeth. Carleton Ambassadeur de sa Majesté Britannique eut ordre de faire une

Brandt  
Histoire  
de la Ré-  
formation.  
l. XXVII  
Mercure  
Francois.  
1617.

re-

remontrance aux Etats contre la doctrine d'Arminius, & de presser la convocation d'un Synode National. La harangue de Carleton pensa causer de nouvelles brouilleries. Taurinus Ministre Arminien d'Utrecht y fait une réponse anonyme. On voit incontinent une Ordonnance sous le nom des Etats-Généraux pour découvrir l'Auteur du libelle, & le Libraire qui l'a imprimé. Les Provinces de Hollande, d'Utrecht & d'Overissel qui protestent contre ce que les quatre autres ont fait pour la convocation du Synode National, refusèrent de publier une Ordonnance qu'ils ne regardent pas comme émanée de l'Assemblée légitime des Etats-Généraux.

Les gens étoient alors si échauffés de part & d'autre, qu'Uitembogart Ministre Arminien de la Haïe, dont nous avons vu la douceur & la modération en plusieurs rencontres, pria Barnevelt de consentir à la convocation du Synode National. Si vous êtes d'humeur à laisser perdre tous les droits de la Province, répond le Pensionnaire ému d'une pareille proposition; pour moi je veux les conserver autant qu'il me sera possible. Uitembogart ne se rebute pas. Il représente à Barnevelt, que les choses sont poussées à une si grande extrémité, qu'on renversera plutôt tout que de n'assembler pas le Synode. Si les Etats de Hollande consentent à la convocation, ajoute le Ministre, ils conserveront leur autorité; & ils auront quelque influence dans l'Assemblée. Au lieu qu'en s'opposant à tout, ils seront enfin méprisés. Le Synode se tiendra



1617. *malgré eux.* Uitembogart fit les mêmes remontrances à ses collègues : mais il ne fut pas écouté. Que des Ministres entêtés de leurs opinions n'aient fait aucune réflexion sur ce qu'Uitembogart leur disoit de fort bon sens, cela ne me surprend pas. Mais que Barnevelt rejette un avis si judicieux ; n'est-ce point une preuve de la vérité d'une remarque faite il y a déjà longtemps, que Dieu permet que la tête tourne aux plus grands hommes au moment de leur chute & de leur ruine ?

Jé ne voi pas quelle étoit la pensée de Barnevelt. Pouvoit-il raisonnablement espérer de l'emporter sur le credit du Prince Maurice qui avoit déjà le plus grand nombre de son côté ? Son Excellence alloit de ville en ville : elle écrivoit des Lettres aux Magistrats pour leur persuader de renvoyer les milices levées, & de consentir à la convocation du Synode National. *J'ai prêté serment de maintenir la Religion Réformée,* disoit le Prince. *Il est question de savoir lequel des deux partis soutient les véritables sentimens de nos premiers Reformateurs. C'est une difficulté que je ne suis pas capable de trancher. Je presse la convocation d'un Synode National, afin que nous sachions à quoi nous devons nous en tenir.* Toutes les villes de Hollande n'eurent pas une égale déférence pour Maurice. En ce temps-ci même, ceux de Leide résolurent dans une assemblée solennelle de refuser le Synode National, & de soutenir toujours que les autres Provinces n'avoient rien à commander à celle de Hollande, en ce qui regarde la Religion

ligion. Barneveldt accablé d'âge, d'infirmités, & du chagrin que tant d'affaires fâcheuses lui donnoient, tâche d'obtenir des Etats de Hollande la permission de se remettre de sa charge & de se retirer. On la lui refuse. En voulant donner une marque de leur estime & de leur reconnoissance à un homme d'un si rare mérite, les Etats de Hollande furent la cause innocente de sa fin malheureuse. Aersens & d'autres gens envenimés au dernier point contre le Pensionnaire, emploioient chaque jour un nouvel artifice pour perdre un Magistrat, à qui leur Patrie étoit redevable de sa conservation & de sa liberté.

1617.

Du Maurier Ambassadeur de Louis à la Haïe, obtint cette année la permission d'aller en France. Il voulut conférer avec du Plessis-Mornai sur les affaires des Provinces-Unies. Ce grand homme y étoit si généralement estimé, que plusieurs personnes considérables dans l'Etat souhaitoient qu'il vînt en Hollande. Il leur paroissoit l'homme le plus propre à ramener les esprits. A la sollicitation du Baron de Langherac Ambassadeur des Etats-Généraux en France, on parle dans le Conseil du Roi d'envoyer du Plessis-Mornai à la Haïe en qualité d'Ambassadeur extraordinaire. Le Président Jeannin fut chargé de faire la proposition à du Plessis. Comment n'accepta-t-il pas cet emploi après une invitation si honnête, si tendre qu'il reçut en même-temps de la part de Louise de Coligni Princesse douairière d'Orange? *On a grand besoin ici de vos sages conseils,*

On tâche d'engager du Plessis-Mornai à faire un voyage en Hollande.

Vie de M. du Plessis-Mornai. l. IV.

1617. *seils, lui disoit cette Héroïne : Et je ne doute point que les uns & les autres n'y de-*  
*Lettres & ferent beaucoup. Il n'est pas seulement ques-*  
*Mémoires tion de la Religion: l'Etat est encore en dan-*  
*du meme. ger de se perdre, à moins qu'on n'y pourvoie*  
 1627. *promptement. Vous avez aidé feu M. mon*

*Brandt Mari à l'établissement de cette République:*  
*Histoire de Aidez ses Enfans à la conserver. Si les*  
*la Refor- morts savoient ce qui se passe ici bas, il*  
*mation. vous en conjureroit par ses cendres. A son*  
 l. XXVI. *défaut, je vous en prie, Monsieur, de tout*  
*mon cœur. Du Plessis ne s'appercevoit-il*  
*point qu'il n'eût pas aussi bien réussi que la*  
*Princesse le croioit? Il eut le malheur ordi-*  
*naire à ceux qui sont bien intentionnés*  
*pour la paix, & qui ne prennent point de*  
*parti. Du Plessis devint suspect aux uns*  
*& aux autres. Les Remontrans trouvè-*  
*rent mauvais qu'il proposât la convocation*  
*d'un Synode National: Et les Contre-*  
*Remontrans s'imaginent qu'il a trop de*  
*condescendance pour les Arminiens, &*  
*qu'il se laisse gagner par ses amis de leur*  
*parti.*

Assem-  
 blée des  
 Nota-  
 bles à  
 Rouën.

Du Plessis-Mornai étoit à Rouën lors-  
 que la Princesse douairière d'Orange lui  
 écrivit. Le Roi y convoqua ce qui s'ap-  
 pelle en France, une *Assemblée de Nota-*  
*bles*, c'est-à-dire, des personnes du Cler-  
 gé, de la Noblesse, & de la Robe les plus  
 distinguées par leur expérience & par leur  
 habileté dans les affaires. Louis voulut  
 que du Plessis s'y trouvât comme un des  
 plus anciens Conseillers d'Etat du feu Roi.  
 La ville de Rouën fut choisie pour le lieu  
 de l'Assemblée, parce que Luynes étoit  
 bien-

1617.

*Mémoires  
de Roban.  
l. I.*

bien-aise d'aller prendre possession de sa Lieutenance Générale en Normandie, sans abandonner son maître. Un Favori expose trop sa fortune en perdant le Prince de vue. Le Courtisan envieux & malin cherche à profiter de l'absence de celui dont l'élévation le chagrine. Il faut que le Favori trouve le secret de faire marcher la Cour, lors que la nécessité de ses affaires l'oblige à s'éloigner de la capitale. Servitude ridicule, à laquelle Louis XIII. fut réduit jusques à la fin de sa vie! Son Favori, ou son premier Ministre l'engagerent souvent à des voyages pénibles & dangereux d'une extrémité du Roiaume à l'autre; selon qu'ils le jugèrent plus convenable à l'établissement de leur crédit & de leur autorité. Il semble que les Rois qui gouvernent, ou qui feignent de gouverner par eux-mêmes ne sont pas ordinairement de grands voyageurs; si vous en exceptez Charles-Quint. Les guerres qu'il entreprit, & ses grands Etats séparés les uns des autres, l'obligeoient d'être presque tous les ans en différens endroits de l'Europe. Philippe II. Roi d'Espagne son fils suivit une méthode fort différente. Il mettoit toute l'Europe en mouvement, pendant que sa Majesté se promenoit de Madrid à l'Escorial. Louis XIV. qui veut faire accroître au monde qu'il gouverne par lui-même, pendant qu'il se laisse conduire à deux ou trois Ministres sur différentes affaires, au lieu que le Roi son père n'en avoit qu'un pour toutes; Louis XIV. dis-je, ne fait pas non plus de longs & de

1617. fréquens voïages. Retiré dans une maison de campagne, il n'en sort que pour des parties de plaisir, ou pour aller à une conquête assurée. Dès que l'Ennemi s'est mis en campagne, sa Majesté laisse à ses Généraux le soin de faire tête à une Armée puissante & capable d'entreprendre quelque chose. Le Roi revient à Versailles, là il consulte Louvois sur ce que le Prince de Condé, ou le Maréchal de Turenne feront pour arrêter les Ennemis dans les Pais-Bas & en Allemagne.

*Vie de M. de Plessis-Mornai.*  
t. IV. Luines avoit tâché d'amuser le peuple de l'espérance d'une prompte réformation du gouvernement, après laquelle il soupiroit depuis long-temps, & qui n'est pas

*Lettres & Mémoires du même.*  
1617. encore obtenue, ajoutons, hélas! qui ne s'obtiendra jamais, à moins que le Ciel ne regarde la France d'un œil plus propice, & qu'il ne lui donne un Roi qui soit véritablement selon le cœur de Dieu. Ceux qui avoient des intentions plus droites proposèrent dans le Conseil de Louis une

*Mercur François.*  
1617. nouvelle convocation des Etats-Généraux. Mais un Favori, un premier Ministre tremblent au seul nom d'Etats-Généraux. Les gens qui avoient plus de complaisance pour Luines, soutinrent qu'une Assemblée de Notables suffiroit en cette conjoncture. Nous avons, disoient-ils, les cahiers des derniers Etats-Généraux. Le peuple demande que sa Majesté y réponde favorablement. Cela ne se peut sans faire de trop grands changemens, & sans une diminution considérable des revenus, & peut-être même de l'autorité du Roi. Dans

1617.

*Dans une Assemblée de Notables, on aura consulté les personnes les plus distinguées du Roiaume, sur les réponses que sa Majesté doit faire aux cahiers présentés par les Etats-Généraux. Après cela, le peuple se contentera plus facilement de ce que le Roi paraitra ordonner de l'avis de tant de personnes sages & expérimentées, choisies dans le Clergé, dans la Noblesse & dans les Cours souveraines. Il y avoit encore une autre raison, que le Favori comprit fort bien, sans qu'il fût besoin de la lui expliquer. C'est que cette Assemblée devant être presque toute composée de gens qui attendoient des bienfaits de sa Majesté pour eux, ou pour leur famille, il seroit facile de les engager à donner des avis conformes aux intérêts du Roi, du Favori, & des Ministres. Tel fut le dernier artifice, dont la Cour se servit pour éluder les demandes faites dans la dernière Assemblée des Etats-Généraux.*

*On fut bien aise de savoir ce que du Plessis-Mornai penseroit de cette affaire. Il n'étoit point d'avis que le Roi convoquât si-tôt ni les Etats-Généraux, ni les Notables. Du Plessis craignoit que les factions n'étant pas encore bien éteintes à la Cour & dans le Roiaume, elles ne se renouvellassent dans l'une ou l'autre de ces Assemblées. Cependant, ajoutoit-il, sa Majesté doit travailler à donner de bonnes espérances de son gouvernement au peuple. Cela se peut faire en nommant six personnes d'une sagesse & d'une probité reconnue, qui examineront les cahiers des Etats-Géné-*

1617. saux, & qui marqueront les remèdes convenables aux abus & aux desordres représentés par les Etats. Le peuple s'apaisera en voyant que sa Majesté s'applique tout de bon à chercher les moyens de le soulager; les factions se dissiperont; l'autorité du Roi aura le temps de s'affermir. Alors sa Majesté pourra convoquer les Etats-Généraux, ou les Notables, pour avoir l'avis de l'une ou de l'autre de ces Assemblées, sur les remèdes qu'on aura jugé les plus propres aux maux présents de la France. La remontrance étoit raisonnable & prudente. Du Plessis en ajoute une autre qui ne l'étoit pas moins. Mais de bonne foi, elle n'étoit pas fort nécessaire. Il vouloit qu'on ne s'arrêtât pas tant à ce qui paroîtroit bon pour une reformation entière & parfaite, qu'à ce que la situation présente des affaires du Royaume permettroit d'entreprendre. Je l'ai dit: la précaution étoit inutile. Bien loin que Luynes & les Ministres songeassent à des remèdes trop forts, ils ne vouloient pas même employer les plus doux & les plus faciles. Contens de tromper le peuple & de l'empêcher de crier trop fort, ces Messieurs pensoient plus à l'établissement de leur fortune & de leur crédit, qu'à toute autre chose.

Louis sembla goûter d'abord les avis que le fidele & ancien serviteur du Roi son pere, lui donnoit de fort bon sens. Mais le Favori qui vouloit aller en Normandie, & les Ministres d'Etat impatient de ce qu'on les rendoit responsables de la négligence à corriger les abus, prirent la

reso-

1617.

resolution d'amuser le peuple de l'espérance d'une plus prompte réformation. L'Assemblée des Notables fut donc indiquée à Rouën pour le 24 Novembre de l'an 1617. Si nous en copions les Lettres Patentes du Roi, il avoit les meilleures intentions du monde pour le soulagement de ses sujets, & pour l'établissement d'un bon ordre dans les affaires publiques. Louis vouloit que les Princes, les Cardinaux, les Ducs & Pairs, les Officiers de la Couronne, se trouvassent auprès de lui à Rouën, afin qu'il pût prendre leurs avis, sur les remontrances que l'Assemblée des Notables lui feroit. *Nous protestons devant le Dieu vivant, disoit sa Majesté, que nous n'avons point d'autre but, ni d'autre intention que son honneur & le soulagement de nos sujets.*

*Nous conjurons tous ceux que nous convoquons à cette Assemblée, & nous leur enjoignons très-expressement par la puissance légitime que Dieu nous a donnée sur eux, que sans aucun respect humain, sans aucune crainte d'offenser qui que ce soit, sans aucun désir de complaire à personne, ils nous donnent sincèrement les avis qu'ils croiront les plus salutaires & les plus convenables au bien de l'Etat. Voilà, comment on accoutume les Princes dès leur première jeunesse, à se jouer de ce qu'il y a de plus sacré dans la Religion, & de plus respectable dans le monde. N'est-ce pas une chose déplorable que ceux qui dressèrent cette belle Déclaration, aient fait prendre en vain le nom redoutable du Dieu vivant à un jeune Roi ? Il parloit apparemment selon sa pensée,*



1617.

car enfin Louis n'avoit pas de mauvaises inclinations. Mais son Favori & ses Ministres qui lui firent faire un serment si solennel, prenoient en même temps des mesures pour l'empêcher de tenir ce qu'il promettoit à Dieu devant tout son Roiaume.

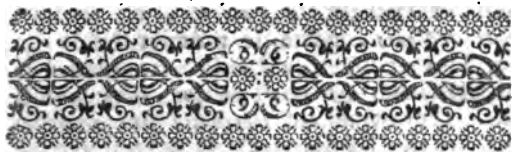
Ces sortes d'Assemblées ne se passent jamais sans contestations pour le rang & pour la séance. De pareils différends consomment une partie du temps destiné aux affaires publiques : & la Cour profite habilement de l'avantage que cela lui donne. Il y eut dans l'Assemblée de Rouën de grandes disputes pour la préséance entre les Gentils-hommes & les gens de Parlement. On les accommoda, sans donner atteinte aux droits des uns & des autres. Monsieur frere unique du Roi fut nommé pour la forme Président de l'Assemblée. Je ne rapporterai point le détail des propositions qui lui furent faites, ni des avis qu'elle donna. Ce n'étoit que forfanterie & dissimulation : la Cour ne le témoigna que trop par la précipitation du départ de sa Majesté. Du Plessis-Mornai toujours bien intentionné pour le bien public, forçoit ses plus grands adversaires, sans en excepter le Cardinal du Perron, à louer tout publiquement ses lumières, sa pénétration, & sa prudence. Il fut d'avis que le Roi ne partit point de Rouën, sans prendre sa résolution sur les réponses de l'Assemblée aux articles proposés par sa Majesté, & sans publier quelques Edits pour le soulagement du peuple & pour la réformation de

des abus. *C'est le moyen, disoit-il, de fermer la bouche aux brouillons & aux mécontents.* Mais Luines & les Ministres trop heureux d'avoir un phantôme capable d'amuser le peuple, répondirent que le Roi incommodé d'un si long séjour à Rouën dans une saison fâcheuse, prendroit sa dernière resolution à Paris. L'Assemblée des Notables fut donc congédiée le 26. Décembre. Le Duc de Rohan nous en donna une juste idée en peu de mots. *La desunion des Grands, dit-il, leur défaut de courage, & leur infidélité; enfin l'esprit servile des Députés & des Officiers, furent cause que l'autorité du Favori devint plus grande & mieux affirmée.* 1617.  
Memoires  
de Rohan.  
l. I.

Nicolas de Neufville Seigneur de Villeroi mourut le 12. Decembre durant l'Assemblée âgé de 74. ans. Il avoit succédé l'an 1566. à Laubespine son beau-pere dans la charge de Secrétaire d'Etat sous le regne de Charles IX. Il l'exerça plus de cinquante ans avec beaucoup de réputation. Quoique Villeroi eût embrassé le parti de la Ligue après la mort d'Henri III, il conserva toujours un cœur François. On lui rend cette justice, que ses insinuations & ses conseils contribuèrent beaucoup à la resolution que prit le Duc de Maienne, de ne consentir jamais au démembrement de l'Etat, ni au transport de la Couronne sur la tête d'un Prince étranger. Henri IV, qui connoissoit le mérite & l'habileté de ce grand homme, se servit utilement de lui après la pacification des troubles. Villeroi mourut le plus ancien Ministre d'Etat de Mort de Villeroi ancien Secrétaire d'Etat.  
Morceau  
Francois.  
1617.  
Vie de M.  
du Plessis.  
Mornay,  
l. IV.

1617. de la Chrétienté. Las du tumulte & des embarras de la Cour, il soupiroit après le repos & la retraite à la fin de ses jours. *Que vous êtes heureux de vous être retiré de bonne heure du monde*, dit-il à du Pleffis-Mornai, qui l'alla voir peu de jours avant qu'il tombât malade. *Vous êtes beaucoup plus sage que nous*. C'est une réflexion que les vieux Courtisans font assez souvent. Mais ils ne la suivent presque jamais, à moins qu'une disgrâce sans espérance de retour, n'éteigne en eux le feu de l'ambition qui les dévore autrement durant toute leur vie.





## HISTOIRE

DU REGNE

DE

LOUIS XIII.

*Roi de France & de Navarre.*

LIVRE XII.



On attendoit avec impatience le fruit de l'Assemblée des Notables. Le peuple s'imaginé que le Roi de retour à Paris, donnera incessamment de bons Edits en faveur de la réformation demandée avec tant d'instance dans l'Assemblée des Etats Généraux & promise si solennellement à Rouën. Quelle fut, bon Dieu! la surprise du monde, quand il vit que tout ce grand fracas aboutissoit à deux Arrêts du Conseil, dont l'un allarme les gens de robe, & l'autre mortifie sensiblement l'Université de Paris. *Le droit annuel,*

*Feinte  
abolition  
de la Pau-  
lette.*

1618. *nuel*, autrement la *Paulette*, est révoqué  
*Mercur* pour toujours, porte le premier Arrêt du  
 François. 16. Janvier, sans qu'il puisse être rétabli en  
 1618.

quelque temps & pour quelque cause que ce  
 soit. C'étoit abolir l'hérédité des charges  
 dans toutes les formes. Il ne restoit plus  
 qu'à pourvoir au desordre de leur *venalité*.  
 Louis le promit à la fin de l'Arrêt; & cela  
 lui-paroissoit, dit-il, nécessaire pour le bien  
 public. Les Magistrats qui connoissoient  
 un peu les mœurs du Conseil de France,  
 ne s'effraient pas tant que les autres. Ils  
 jugeoient bien que le Roi ne se dépouille-  
 roit pas si facilement du bon revenu que  
 la *Paulette* & les parties casuelles lui appor-  
 toient. La *venalité* des charges demeura,  
 & l'hérédité fut bien-tôt rétablie. Elles  
 subsistèrent encore l'une & l'autre. Telles  
 sont depuis long-temps les manières des  
 Rois de France. Ils abolissent pour tou-  
 jours des abus : Et trois jours après, ils  
 trouvent de bonnes raisons de les remettre  
 sur pied comme avantageux à l'Etat. U-  
 ne pareille inconstance est la suite néces-  
 saire du gouvernement absolu, qui n'a  
 point d'autre but que l'utilité du Prin-  
 ce. Il fait bien faire semblant de retran-  
 cher certains desordres crians, afin d'ap-  
 aiser les murmures du peuple en cer-  
 taines conjonctures ; Mais à les rétablir  
 dès que le pouvoir arbitraire sera mieux  
 affermi.

Les Jezu-  
 ites obtien-  
 nent du  
 Roi la per-  
 mission

L'autre Arrêt du Conseil subsista mieux :  
 encore trouva-t-on le moyen d'en empê-  
 cher du moins l'exécution en partie. On  
 peut juger de là qu'il n'ordonnoit pas  
 quel-

quelque chose de bon. Les amis des Jé-  
 suites à l'Assemblée des derniers Etats-Gé-  
 néraux, firent insérer dans le cahier du  
 Clergé que le Roi seroit supplié d'établir  
 les bons Peres dans les Universités de  
 France. Arnoux Confesseur du Roi, dont  
 le credit étoit grand auprès de Luines, se  
 servit d'un prétexte si plausible, pour ob-  
 tenir à ceux de sa Compagnie la per-  
 mission d'enseigner dans le Collège de  
 Clermont, malgré les oppositions de l'U-  
 niversité de Paris, & les Arrêts du Parle-  
 ment donnés sur cette affaire. De tous  
 les articles des cahiers dressés dans l'As-  
 semblée des Etats-Généraux, le plus con-  
 traire au bien public, est le plus agréable  
 à la Cour, & le mieux exécuté dans le  
 Roiaume. L'Arrêt du Conseil en faveur  
 des Jésuites fut donné le 15. Février,  
 Amelot & Fouquet Maîtres des Requêtes  
 ont la commission de le faire exécuter. Ils  
 s'en acquittent cinq jours après. Un  
 grand nombre d'écoliers & de jeunes gens  
 accourent pour entendre la belle oraison  
 latine qu'un Jésuite prononce à la louange  
 du Roi. Les honnêtes gens qui se souve-  
 noient du mal que la Société causoit en  
 France depuis le commencement de la Li-  
 gue, demeurèrent chez eux. Ils ne vou-  
 lurent pas se trouver à une cérémonie qui  
 donnoit aux Jésuites la liberté d'infecter  
 la jeunesse des opinions pernicieuses que  
 le Parlement & l'Université de Paris  
 avoient si solennellement décriées. Luines  
 qui poursuivoit à Rome la confiscation de  
 ce que le Maréchal & le Maréchal d'An-  
 cre

1618.  
d'ensei-  
gner pu-  
blique-  
ment à Pa-  
ris.

Mercur  
Francois.  
1618.  
Gramond.  
Historia-  
rum Gal-  
lia. 1618.

1618. cre y laissèrent; tâche de gagner les Borgheses en les aidant à dédommager les Jésuites de ce que la Compagnie perdit à Venise pour la cause de Paul V.

L'Université de Paris déboutée par l'Arrêt de ses prétentions contre les bons Pères, n'eut plus d'autre ressource que de faire certains réglemens, afin d'empêcher que ceux qui auroient étudié sous eux, ne prissent des grades dans l'Université. Les Jésuites se plaignirent hautement des nouveaux decrets de la Faculté des Arts & de celle de Théologie. Ils crient que c'est une élusion manifeste de l'Arrêt du Conseil. Le FAVORI qui se soucie fort peu des privilèges de l'Université, pourvu qu'il obtienne l'argent de Conchini & de la Galigaï à Rome, fait donner un second Arrêt qui casse les decrets des deux Facultés. Mais le renversement des droits & des privilèges d'un Corps autrefois si considérable, & qui avoit encore de puissans protecteurs, parût trop. On en remontra les dangereuses conséquences. Quelqu'extraordinaire qu'ait été le crédit des Jésuites sous le regne de Louis XIII; & encore plus sous celui de son fils, les bons Pères n'ont pu venir à bout d'entrer dans l'Université de Paris. Elle seule a le bonheur de s'être garantie de leur domination en France. Les Jésuites enseignent à Paris dans leur Collège de Clermont, auquel par une ingratitude criante envers leur premier bienfaiteur, ils ont donné depuis peu le nom fastueux de *Collège de Louis le Grand*. Ils y ont un grand nombre de

Pen-

**Pensionnaires & d'écoliers pour ce qu'on nomme les Humanités, quoi qu'elles soient mieux enseignées dans l'Université. Quant à la Philosophie & à la Théologie, ceux qui veulent prendre des grades, sont obligés d'abandonner les écoles des bons Pères, & d'aller prendre des leçons dans les Collèges de l'Université, dont plusieurs sont toujours assez florissans. Le public rendroit plus de justice au mérite des habiles Professeurs qui s'y distinguent, si l'envie de plaire au Confesseur du Roi, & à ses confrères, qui regardent comme leurs ennemis, ceux qui ne se déclarent pas ouvertement pour la Société, n'obligeoit les personnes de qualité & de quelque distinction en France, d'envoyer leurs enfans au Collège des Jésuites; du moins pour les Humanités.** 1618.

Pendant que la Cour étoit occupée de l'affaire des Jésuites qui faisoit beaucoup de bruit, il en survint une nouvelle qui donna du chagrin au Roi, & qui eut de grandes suites par le mécontentement du Duc d'Epemon. Nous l'allons voir paroître sur la scène avec plus d'éclat que jamais. Le Pape fit au mois de Mars une promotion de Cardinaux pour les Couronnes. Le Duc de Lerne âgé de 70. ans fut nommé sans avoir brigué le chapeau. Paul V. qui a ses raisons de gagner le premier Ministre du Roi d'Espagne, fait toutes les avances: Et Lerne se conduit avec tant de dignité, qu'il paroît faire grace à la Cour de Rome, en acceptant une faveur, que les Princes lui demandent souvent

*Le Duc de Lerne & l'Evêque de Paris sont faits Cardinaux. Mémoires de Roban. l. 1. Vie du Duc d'Epemon. l. VII.*



1617. vent avec un empressement bas & ridicule. On ne fut pas si tranquille à la Cour de France sur la promotion future. Le Duc d'Epéron demandoit le chapeau pour son troisième fils ; & la promesse du feu Roi d'accorder sa nomination, fut renouvelée plusieurs fois par la Reine mere. Mais la face des affaires étant changée par la disgrâce d'Epéron, & par l'éloignement de Marie de Médicis, Villeroi se met en tête de faire donner le chapeau à Marquemont Archevêque de Lion sa créature. Le bon Prélat alla dans cette espérance faire les fonctions d'Ambassadeur à Rome. Il perdit son plus grand appui par la mort de Villeroi. Gondi frere du Duc de Retz, Evêque de Paris, profite de l'occasion. Il gagne Déageant qui peut tout auprès de Luines. Le voila donc le Cardinal de Retz par le credit du Favori. On dit qu'il fit à Luines & à Déageant des soumissions infames & des promesses indignes d'un homme de bien. Le nouveau Cardinal tient religieusement sa parole de se dévouer aveuglément aux volontés du Favori. Aiant été nommé chef du Conseil, il y paroît faire plutôt l'office de premier Commis de Déageant, que tenir le rang d'un Cardinal.

Distinction  
du Pape pour le  
Cardinal  
Duc de  
Lerme.

Lerme en usoit tout autrement en Espagne. Gaëtan Archevêque de Capoue Nonce à Madrid, prétendoit ne faire aucune distinction entre le Cardinal Duc & les autres Cardinaux. Il ne vouloit traiter Lerme que de *Seigneurie Illustrissime*. L'Espagnol qui croit honorer la pourpre  
Ro.

Romaine en la prenant, demande qu'on le traite d'Excellence Révérendissime. Le terme pompeux d'Eminentissime n'étoit pas encore inventé. Cela fit quelque contestation. Mais le Pape étoit d'humeur à faire encore de plus grands honneurs au premier Ministre de sa Majesté Catholique; Paul V. briguoit pour le Prince de Salerne son neveu la qualité de Grand d'Espagne. Quand le Pape nomme Cardinaux des gens qui ne sont pas à Rome, on ne leur envoie ordinairement que la calotte rouge par un Camérier. En certaines occasions, les Papes envoient le chapeau & l'anneau de Cardinal à des Princes du sang Royal en France, à des Archiducs de la Maison d'Autriche, ou bien à des Prélats d'une grande distinction. Sixte V. crut que le chapeau rouge méritoit bien que les Princes de Maison souveraine, se donnaient la peine de le venir recevoir eux-mêmes des mains du Pape. Il publia une Bulle qui défend l'envoi des chapeaux, & qui oblige tous les Cardinaux sans aucune distinction à prendre le leur aux pieds du S. Pere. Un reglement de si grande importance pour la Religion, n'avoit point encore été violé. Paul V. en dispense le Duc de Lerme. L'Evêque d'Amelia nommé Nonce en Espagne, porte le chapeau & l'anneau à son Excellence Révérendissime. On s'imagina que ces honneurs extraordinaires, n'étoient qu'un artifice, pour ôter la Nonciature d'Espagne à l'Archevêque de Capoue, sans que la Cour de Madrid pût se plaindre de ce que le Pape rapet-

1618.

Mémoires  
pour l'Histoire  
du  
Cardinal  
de Richelieu.  
1618.

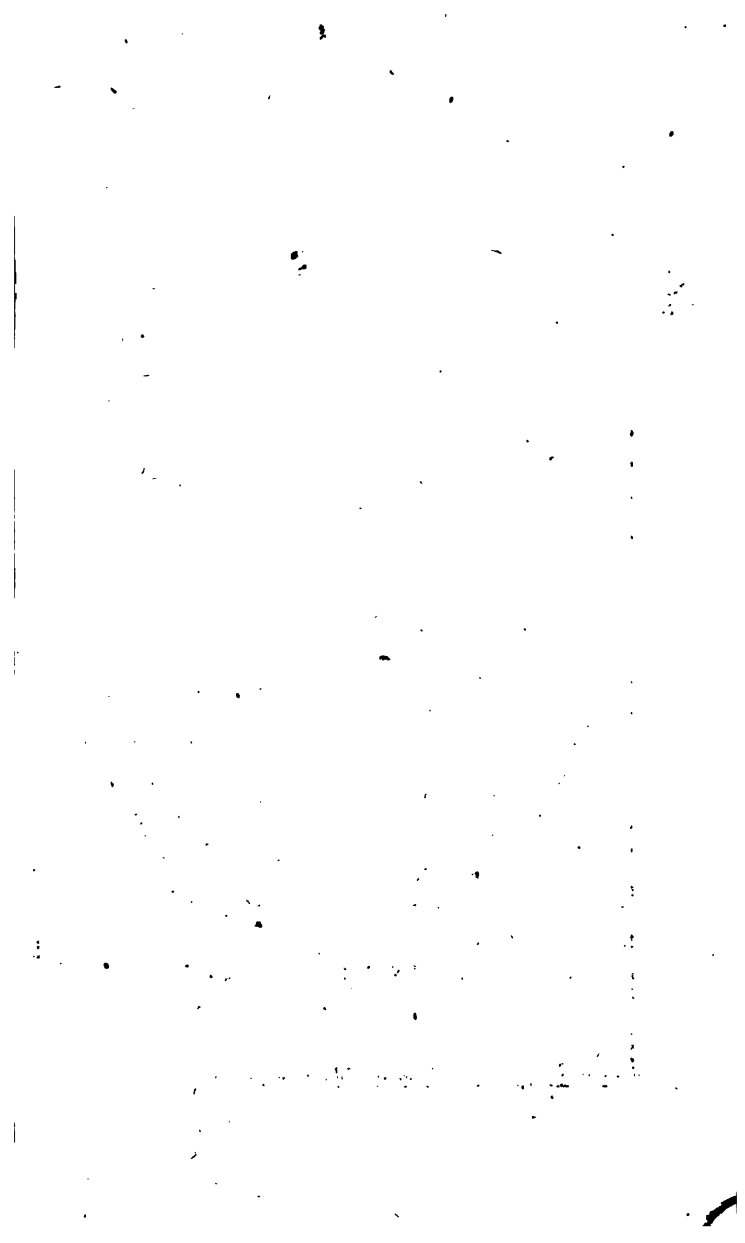
Vittorio  
Siri Me-  
moire Ra-  
condite.  
Tom. IV.  
Pag. 525.  
26.

loit

1618.

lois, un Prélat fort agréable à Sa Majesté Catholique. Gaëtan s'étoit si bien insinué dans l'esprit de Philippe & de son premier Ministre, qu'il fit nommer Grand d'Espagne, le Duc de Sermonette son neveu, au préjudice de celui du Pape. Dans le dessein de punir un Nonce plus attentif à ses propres affaires qu'à celles de son Maître, le Cardinal Borghese trouve l'invention d'envoyer un nouveau Nonce en Espagne, en accordant une distinction extraordinaire au Duc de Lerme, qu'on ménage encore afin d'obtenir au Prince de Sulmone la qualité de Grand d'Espagne.

Le Roi de France témoigna son mécontentement de ce que le Pape traitoit le nouveau Cardinal Espagnol avec tant de distinction. Car enfin, on n'envoia que la calotte rouge au Cardinal de Guise, issu d'une Maison certainement plus illustre que celle de Sandoval en Espagne, dont le Duc de Lerme étoit le chef. On répond à Rome que Paul V. en use de la sorte en considération du grand âge du nouveau Cardinal, & de ce qu'il est chargé de l'administration des affaires de sa Majesté Catholique. *Ces deux raisons, dit-on à Marquemont, ne permettent pas au Duc de Lerme de venir à Rome. Le Cardinal de Guise est jeune: rien ne l'empêche de sortir de France. Si le Cardinal du Perrou n'avoit pas reçu le chapeau, le Pape ne feroit pas difficulté de le lui envoyer, en considération de son âge avancé & de son rare mérite.* Que de puerilités dans les affaires les plus sérieuses des Princes & des Grands? Louis ressentit vivement les égards





JEAN LOUIS DE LA VALLETTE  
DUC D'ESPERNON.

égards du Pape pour une Couronne rivale. 1618.  
 Mais il fallut souffrir la préférence. Sa Majesté ne put s'empêcher de dire au Nonce Bentivoglio, qu'elle étoit scandalisée de ce que le Pape se déclaroit partisan d'Espagne, au lieu de se conduire en Pere commun. Les Souverains méritent que la Cour de Rome leur donne souvent de pareilles mortifications. Ils veulent bien s'y exposer. Que leur importe d'avoir des Sujets Cardinaux, ou non? que le Pape envoie une calote, ou bien un chapeau? L'un seroit aussi méprisable que l'autre, si les Rois de la Communion de Rome se faisoient mieux instruire de la Religion qu'ils professent, & de l'autorité légitime des Souverains, en ce qui regarde les affaires de l'Eglise. Que ne témoigne-t-on en France & ailleurs la même indifférence que le Duc de Lermé? Le Pape y jetteroit ses bonnets & ses chapeaux rouges à la tête des personnes les plus distinguées.

L'espérance que le Duc d'Ep<sup>er</sup>non <sup>Brouille-</sup>conçut d'obtenir le chapeau de Cardinal <sup>ric du</sup> pour l'Archevêque de Toulouse son troi- <sup>Duc d'E-</sup>sième fils, lui paroissoit certaine. Il avoit <sup>pernon a-</sup>la promesse du feu Roi: on la lui confir- <sup>vec Lui-</sup>ma plusieurs fois depuis. Dès qu'il fut <sup>nes.</sup>revenu à la Cour après la mort du Maréchal d'Ancre, sa Majesté lui fit toutes les caresses imaginables. Luines demandoit <sup>Vie du Duc</sup>avec empressement son amitié: Et le Duc <sup>d'Ep<sup>er</sup>non.</sup>prévenu par mille bons offices, ne doutoit <sup>l. VII.</sup>point que le Favori ne pensât sérieusement <sup>Mémoires</sup>à le gagner. Les gens qui ont bonne opi- <sup>de Rohan.</sup>nion  
 Tom. III. H

1618. nion d'eux-mêmes, croient aisément qu'on les recherche & qu'on les distingue. Tout alla bien jusques à la promotion du Cardinal de Retz. Irrité de ce que le Favori avoit appuyé celui-ci au préjudice de l'Archevêque de Toulouse, Epernon commence de se plaindre hautement du Favori. Et Luines averti de tout, cherche les occasions de rabattre la fierté d'un Seigneur qui prétend se distinguer dans le monde en ne pliant jamais devant aucun Favori, quoi qu'il fût lui-même redevable de son élévation à la passion deregulée que le Roi Henri troisième eut pour ses mignons. Les grands droits de la charge de Colonel général de l'Infanterie Française, dont Epernon se trouvoit revêtu, ne fournirent que trop d'occasions à Luines, de donner souvent quelque nouvelle mortification au Duc. On lui conteste aujourd'hui une chose & demain une autre: cette méthode réussit mal au Favori. Bien loin d'arrêter les emportemens d'un esprit altier & foudroyant, on l'irritoit encore plus.

Les partisans secrets de la Reine mere irritoient volontiers ces deux hommes l'un contre l'autre. La rigueur avec laquelle on traita quelques serviteurs de cette Princesse, la mit au désespoir. Elle prit la résolution de se tirer de la véritable prison, où le Favori la faisoit garder à Blois. Ses partisans cherchoient les moïens de la délivrer: Et ils ne trouvoient point d'homme plus propre que le Duc d'Epemon, à former une si grande entreprise. Mais comment lui en feront-ils la proposition, tant

tant qu'il sera en bonne intelligence avec Luines ? Il fallut les brouiller , premièrement, & proposer ensuite au Duc mécontent, de se venger du Favori par un coup d'éclat. Les partisans de Marie de Médicis profitèrent habilement de la conjoncture, quand ils virent que chagrin de la promotion du nouveau Cardinal, Epernon déclamoit contre le Favori. Les uns firent peur à Luines du grand pouvoir & de l'extrême fierté du Duc , *qualités insupportables*, dit fort bien Rohan, *à un homme qui se voit lâchement adoré de tout le monde*. Pendant que ceux-ci parlent au Favori contre Epernon, les autres aigrissent l'esprit violent & hautain du Duc qui ne pouvoit s'accoutumer à ramper devant un Fauconnier élevé depuis quelques mois à la charge de premier Gentilhomme de la chambre.

Quelle fut la joie de Marie de Médicis quand elle apprit peu de temps après la rupture ouverte entre le Favori , que dis-je ? entre le Roi même & le Duc d'Epernon ! Cela releva merveilleusement les esperances de la Reine prisonniere. Du Vair Garde des Seaux prenoit le pas sur les Ducs & Pairs au Conseil du Roi & dans les assemblées. Ces Messieurs souffroient avec une extrême impatience un orgueil caché sous les apparences d'un air modeste & philosophe. Mais aucun d'eux n'osoit s'opposer ouvertement à l'entreprise du Garde des Seaux. Les Ducs de Montmorenci, d'Uzès, de Monbazou de Retz, & quelques autres découvrirent

1618.

Affront  
fait à du  
Vair Gar-  
des des Se-  
aux par le  
Duc d'E-  
pernon.

Vis du Duc  
d'Epernon.  
n. VII.



1618. leur chagrin à Epernon, comme au plus vieux de tous ceux du même rang. On *Mémoires du Duc de Roban. l. 1.* n'eut pas besoin de chercher des raisons pour lui persuader de soutenir les droits de sa dignité contre du Vair, dont les manieres graves & pédantesques ne le choquoient pas moins, que son étroite liaison avec le Favori. Le Chancelier de Silleri jaloux de ce que le Garde des Sceaux a plus de credit que lui à la Cour, anime encore Epernon à mortifier publiquement du Vair. Je ne blâmerois pas le Duc d'avoir humilié un Magistrat trop orgueilleux, car enfin, l'office de Garde des Sceaux n'est point une charge de la Couronne ; ce n'est qu'une simple commission, si Epernon eût mieux pris son temps & ses mesures. Pour faire son coup avec plus d'éclat, il choisit exprès le jour de Pâques, & l'Eglise de S. Germain de l'Auxerrois, où le Roi accompagné de toute sa Cour entendoit la Messe solennelle. Du Vair ne manqua pas de se mettre au-dessus des Ducs & Pairs. Mais il ne garde pas long-tems sa place. Epernon vient le prendre par le bras, l'en fait sortir, & lui parle avec le dernier mépris. Le Magistrat confus & irrité d'un affront si public, sort de l'Eglise, attend le retour de Luynes qui suivoit le Roi, & fait entendre au Favori que le Duc d'Epernon en veut plus à Luynes qu'à ses amis & à ses créatures.

L'affaire fit grand bruit dans le monde. Le Favori la tourna de telle maniere que Louis fut extrêmement irrité contre Epernon.

non. Luines représente à sa Majesté, que le Duc mécontent de ce qu'on ne lui donne pas assez de part au gouvernement, forme un puissant parti à la Cour, & qu'il s'est mis à la tête de tous les Ducs & Pairs gagnés sous prétexte de soutenir leurs droits contre les prétentions du Garde des Sceaux. Ces discours faisoient une profonde impression dans l'esprit d'un jeune Prince soupçonneux & jaloux de son autorité. Louis dissimula son ressentiment, jusqu'à ce qu'il se présentât une occasion de le témoigner au Duc. Il mande Epernon & le Garde des Sceaux, afin de les raccommo- *Journal de Bassompierre.* der. Le Duc se plaignit avec aigreur de ce que du Vair prenoit un rang qui ne lui appartenoit pas : & le Garde des Sceaux fier de l'appui de Luines répond au Duc avec beaucoup de hauteur. Les voilà plus brouillés que jamais. Le Roi les appelle encore trois jours après, & leur ordonne d'être bons amis. Epernon continue de parler d'un ton si fier & si méprisant pour du Vair, que la patience échappe au Roi. Il se leve brusquement & traite le Duc d'une manière dure. Sa Majesté fait signe incontinent à tout le monde de sortir. Elle avoit pris médecine le matin. Quand Epernon fut dans l'antichambre du Roi, il en trouva la porte fermée. Le Duc commençoit à craindre qu'on ne voulût l'arrêter, lors que Bassompierre qui le suivoit, lui montre que la porte de l'escalier derrobé est ouverte. Ils descendent tous deux au plus vite. Epernon rejoint ses gens dans le Louvre, bien

1618. résolu à n'y revenir pas si facilement. Bassompierre promet de lui donner avis de tout ce qu'il apprendroit. Le Duc ne manquoit pas d'être bien averti. La Princesse de Conti & le Chancelier de Silleri l'informèrent exactement des choses qui le regardoient.

Le Duc d'Epernon se retire dans son Gouvernement de Mets.

Bassompierre qui se faisoit un principe de politique d'être bien avec tout le monde à la Cour, & de n'embrasser point d'autre parti que celui du Roi, parla de l'affaire du Duc d'Epernon au Favori. *M. d'Epernon*, lui dit Luines, *a dessein d'aller dans son Gouvernement de Mets; qu'il avance un peu son voiage. Je crains que ses ennemis n'irritent le Roi contre lui.* Le Favori devoit assez à connoître qu'il avoit envie que le Duc sortit de la Cour. Bassompierre en avertit Epernon, qui demande seulement

*Vie du Duc d'Epernon. l. VII.*

*Journal de Bassompierre.*

la permission d'aller prendre congé de sa Majesté. On lui répond qu'il sera bien reçu: & Bassompierre lui porte parole qu'il peut aller au Louvre sans rien craindre. Tout se passe doucement. Epernon fait ses complimens, & le Roi va ensuite pour deux ou trois jours à Vanvres près de Paris. Un autre que le Duc seroit sorti de Paris au plutôt & sans bruit. Mais ce n'étoit pas là son humeur. Il fait ses adieux en grande pompe accompagné de ses deux fils, de ses amis, & suivi de plusieurs Gentilshommes à cheval. On alloit le voir en foule chez lui: & sans rien diminuer de sa fierté, il brave ses ennemis dans sa disgrâce. Le Roi irrité de ce que le Duc parle d'être encore cinq ou six jours à Pa-

à Paris, dit à Bassompierre, *je retournerai demain au Louvre; si je trouve M. d'Epemon en ville, il n'en sortira pas quand il voudra.* Bassompierre alla promptement disposer le Duc à partir incessamment. Le voilà dans sa maison de Fontenai en Brie. Il y passe froidement quelques jours à se divertir & à recevoir les visites de ses amis. On ne manque pas de faire entendre au Roi que cet esprit incapable de plier, brave sa Majesté. Elle ordonne à ses chevaux légers, & à quelques Compagnies Suisses de marcher vers Fontenai. Le Chancelier de Silleri ne perd point de temps, il envoie dire au Duc qu'on va l'investir dans sa maison. Allarmé de la nouvelle, Epemon monte à cheval dès la nuit même, essuie un fort mauvais temps, & se rend à Mets avec toute la diligence possible.

1618.

On se doutoit bien à la Cour qu'il ne demeureroit pas en repos dans son Gouvernement, & qu'il trameroit quelque chose à la première occasion. Luines voulut avoir un bon espion à Mets, qui l'avertît fidelement de toutes les démarches d'Epemon. Mais il se trouvoit peu de gens disposés à se charger d'une commission fort dangereuse. Le Duc avoit dans sa maison certains hommes d'exécution, habiles & prompts à donner des coups de bâton au premier signe que leur maître faisoit. On les nommoit *les Simons*. Je ne fai quel étourdi alla s'offrir à Luines. On le prend au mot : & il part dans l'espérance d'obtenir bien-tôt la récompense du-

*Vie du Duc  
d'Epemon,  
l. VII.*

1618. service important qu'il se flatte de rendre au Favori. La chose ne fut pas si secrète, que le Duc ne fût averti du dessein & du départ de ce personnage. On l'arrête à la porte de Mets: on lui fait essuier toutes les rigueurs ordinaires dans une ville frontière exactement gardée. Quatre soldats des plus brutaux ont ordre de le conduire dans une hôtellerie marquée, & de le traiter le plus mal qu'ils pourront. L'hôte bien instruit vient le soir demander le nom de l'inconnu & l'écrit dans un grand livre. Ce n'est pas tout. Voici quatre *Simons* dans sa chambre qui le gardent à vuë. *On craint, Monsieur, lui disent-ils, que vous ne soiez un espion. Vous voulez peut être observer la place, en reconnoître les défauts, & les faire savoir aux ennemis du Roi.* La patience de l'homme ne fut pas long temps à l'épreuve d'un pareil traitement. Les *Simons* ne lui donnoient pas un moment de repos. Quand il se mettoit au lit, les autres se couchoient auprès de lui: ils l'entretenoient de leurs prouësses & de leur expérience à bâtonner les ennemis de leur maître. Le pauvre homme effraïé demande enfin grace au Duc: & le conjure de lui donner la permission de s'en retourner à Paris. On la lui accorde après quelques difficultés. L'espion du Favori sifflé tout publiquement à Mets, alla essuier encore les railleries de la Cour & des Parisiens, qu'on eut grand soin d'instruire de tout ce qui s'étoit passé. Le mécontentement du Duc d'Epéron augmenta l'inquiétude que certaines affaires

Echange  
de quel-  
ques  
Gouver-  
nemens.

res donnoient à Luines. La main levée des biens Ecclesiastiques de la Souveraineté de Bearn y causoit de grands mouvemens, & dans les Provinces voisines, où le parti Huguenot étoit nombreux & puissant. L'infraction des privilèges du Bearn effraioit tous les Reformés. Ils craignent que la Cour ne donne de grandes atteintes aux Edits de pacification, quand elle aura réduit le Bearn à se contenter de ce que le Roi voudra bien lui accorder, après avoir réuni à la Couronne une Principauté qui se croit entièrement independante & séparée du Roiaume de France. D'un autre côté, Marie de Médicis impatiente dans son exil, ou plutôt dans sa prison à Blois, a son parti à Cour; & Luines toujours incertain s'il s'accommodera avec elle, ou bien avec le Prince de Condé, apprehende que les grands Seigneurs indignés de son crédit & de son élévation, ne se réunissent en faveur de la Reine-mere, dont la liberalité leur plaisoit plus que l'humeur avare & interessée d'un Favori qui prenoit tout pour lui & pour ses deux freres. Luines tâche de gagner le Duc de Maienne en lui faisant donner le Gouvernement de Guienne, au lieu de celui de l'Isle de France & de quelques villes voisines de Picardie. Le Favori crut que ce poste étoit à sa bienséance: & le Duc de Maienne aimait mieux une Province plus considérable & plus éloignée de Paris. La Cour étoit d'ailleurs bien aise de mettre à la porte du Bearn, un Seigneur naturellement ennemi du parti Huguenot, dont il

1618.

Mém. de François.  
1618.Mém. anonymes  
sur le Duc d'Orléans.

1518. arrêteroît les mouvemens en Guienne. En prenant le Gouvernement de l'Isle de France, Luines se démit de la Lieutenance Générale en Normandie. Ornano Colonel des Corfes en fut gratifié. C'étoit un homme de mérite que Luines vouloit avancer. Il fut fait Gouverneur du Duc d'Anjou frere unique du Roi l'année suivante après la mort du Comte du Lude. On rend ce témoignage à Ornano qu'il prit un soin particulier de réparer le mal que la négligence & le peu d'habileté de son prédécesseur avoient fait. Il corrigea les mauvaises habitudes que Gaston prenoit, & il tâcha d'inspirer de bons principes au jeune Prince.

Difficul-  
tés des  
Ministres  
Espa-  
gnols en  
Italie sur  
l'exécu-  
tion des  
Traités  
faits l'an-  
née pré-  
cedente.

Une autre chose inquiétoit le Roi & son Favori qui craignoient une rupture avec la Couronne d'Espagne. Les Ministres du Roi Catholique chicanotent toujours sur l'exécution des Traités faits l'année précédente entre le Roi de Bohême & la République de Venise; entre le Duc de Savoie & le Duc de Mantouë. Parlons premièrement de ces affaires étrangères auxquelles Louis XIII. eut part: nous reviendrons ensuite à celles du Bearn & de Marie de Médicis. Matthias Empereur & Ferdinand Roi de Bohême avoient de grandes raisons de finir leur affaire avec les Venitiens. Les mouvemens qu'on craignoit dans la Bohême leur faisoient souhaiter la paix du côté de l'Italie. L'exécution du Traité ne put être si prompte de leur part ni de celle du Senat. Le Doge Bembo mourut, & Nicolas Donato lui suc-

Nani. Hi-  
storia Ve-  
netiæ.  
1618.

succeda. Celui-ci n'ayant possédé qu'un mois la première dignité de sa République, Antonio Priuli l'un des Commissaires nommés pour l'exécution des articles du Traité, fut élu Doge. Ces incidens, & quelques autres de la part des Impériaux retarderent l'entiere conclusion de l'affaire. Mais ce ne fut pas là le plus grand obstacle. Offone Viceroy de Naples continuoit ses courses dans le Golfe Adriatique. Soit qu'il eût en tête l'horrible dessein qu'on lui attribuoit contre la ville de Venise; soit que ce fût un effet de son humeur vaine & capricieuse; il refusoit sous divers prétextes de retirer ses Vaisseaux du Golfe. Tantôt il demande que les Venitiens congédient les troupes Hollandoises qu'ils ont à leur service: une autre fois il prétend que les Sujets du Roi d'Espagne, soient exempts de tous les droits que la République leve sur les marchandises dans le Golfe. En certaines occasions le Viceroy parle comme s'il n'avoit pas d'autre dessein que d'attaquer les Infideles. N'osant refuser trop ouvertement d'obéir aux ordres de la Cour de Madrid de laisser les Venitiens en repos, il tenoit sa Flote à Brindes: on auroit cru qu'il attendoit l'occasion d'entreprendre quelque chose contre les Turcs en Dalmatie. Le Senat voit bien que les Espagnols lui veulent plus de mal, qu'aux Ottomans. Ennuïé d'une si longue vexation, il envoie ordre au Capitaine Général de mettre la Flote Venitienne en mer, & de prendre autant de vaisseaux qu'il pourra sur le Viceroy de Naples.



1618.

Don Pedro de Toledé Gouverneur de Milan ne paroïssoit pas mieux intentionné pour la paix. Quelques instances que le Marquis de Bethune Ambassadeur de France lui fit d'exécuter enfin le Traité d'Ast, puisque le Duc de Savoie congédioit ses troupes, & qu'il accomplissoit tout ce qu'on avoit exigé de lui, Don Pedro trouvoit un nouveau sujet de chicaner sur les demarches de Charles Emmanuel. Il y manque toujourns quelque chose à son gre. Cela ne pouvoit pas être autrement. Le Duc attentif & vigilant avoit de grandes raisons de se défier de la sincerité des Espagnols. Don Pedro est tellement amoureux de Verceil sa conquête, qu'il paroît être plus disposé à recommencer la guerre qu'à rendre une place qui lui a tant coûté. La prudence vouloit donc que Charles Emmanuel se tint sur ses gardes, & qu'il ne desarmât qu'avec certaines précautions. Et c'est ce qui fournissoit au Gouverneur de Milan différens prétextes de reculer. Cependant le Duc de Savoie & le Senat de Venise prirent de nouvelles allarmes, sur la mauvaise foi que les Espagnols témoignient de tous côtés. Charles Emmanuel & la République entrent dans un nouveau Traité pour leur défense commune. Le Senat avoit déjà fourni plus de deux millions de livres au Duc depuis le commencement de la guerre. On s'engage de lui donner encore quatre-vingt-dix mille écus par mois, & il promet de faire diversion avec quinze ou vingt mille hommes de pied & deux ou trois mille che-  
vaux,

vœux, en cas que les Espagnols attaquent la République : bien entendu que le Senat fournira la même somme au Duc, si le Gouverneur de Milan continue de faire la guerre à son Altesse, & que les deux parties n'entre-ront en aucun Traité de paix que d'un commun consentement. On sollicita les Princes d'Italie de former une ligue contre l'esclavage dont l'Espagne sembloit menacer également tous ses voisins. Mais les remontrances ne servent de rien. Aucun ne veut se brouiller avec une puissance plus formidable en apparence, qu'en effet. Le Pape qui donne ordinairement le branle aux affaires générales des Princes d'Italie, étoit dans les intérêts de la Couronne d'Espagne ; il en briguoit les faveurs, & les Venitiens & le Duc de Savoie n'étoient nullement bien dans son esprit.

La patience échappe au Roi de France. Il s'imagine que la lenteur & les difficultés des Ministres d'Espagne en Italie, sont fondées sur cette opinion, que la France pleine de factions & de jalousies au dedans, n'étoit pas en état d'envoyer assez de troupes en Italie, pour réduire le Roi d'Espagne à tenir exactement ce qu'il avoit promis dans les derniers Traités. Louis chagrin de ne voir point la fin de tant d'embaras, dépêche à Turin Modène confident de son Favori en qualité d'Ambassadeur extraordinaire. Il devoit conjurer Charles Emmanuel au nom du Roi de faire tout ce que sa Majesté lui proposeroit, & de mettre une bonne fois les Espagnols hors d'état de chicaner sur quoi que ce fût. Le Roi promettoit au Duc que si le Gouverneur de Milan refusoit

1618. après cela d'exécuter les paroles données & les Traités faits, sa Majesté iroit l'y contraindre elle-même, & reprendre les places dont les Espagnols s'étoient rendus maîtres en Piemont. Modène & Bethune font conjointement de nouvelles instances à Don Pedro, qui les élude avec ses excuses frivoles. Louïs parut alors en colere contre les Espagnols. Il mande le Duc de Monteleon Ambassadeur de sa Majesté Catholique & lui dit avec assez de hauteur & de fierté: *M. l'Ambassadeur, je sai la véritable cause de la lenteur du Gouverneur de Milan à donner satisfaction au Duc de Savoie mon oncle. On fait accroire au Roi votre maître que je n'oserois sortir de mon Roiaume pour secourir mes alliés. Je veux bien qu'il sache que mes affaires ne sont pas en si mauvais état qu'il se l'imagine. Mais quand tout devroit se bouleverser en mon absence; rien ne m'empêchera de passer les monts, & d'aller contraindre le Roi votre maître à tenir la parole qu'il m'a donnée & dont M. le Duc de Savoie s'est contenté à ma considération. Louïs disoit quelquefois encore devant ses Courtisans, afin qu'on le rapportât à l'Ambassadeur d'Espagne: Si le Roi Catholique ne rend pas Verceil comme il me l'a promis, je serai obligé de lui déclarer la guerre. En cas que nous en venions là; je veux que le Maréchal de Lesdiguières me mette l'épée à la main.*

Grand  
bruit  
dans le  
monde  
sur la de-  
couverte

On prétend que Louïs ne devina pas la cause véritable des longueurs affectées des Ministres du Roi Catholique en Italie. Ils attendoient, dit-on, le succès de la con-

jura-

*Histoire  
du Comd  
table de  
Lesdi-  
guières.  
l. IX.  
chap. 9.  
& 10.*

juration formée par le Triumvirat Espagnol, contre la République de Venise. <sup>1618.</sup> Le Duc d'Osène, le Marquis de Bedmar, & Don Pedro de Toledé entreprirent de <sup>d'une prétendue conjuration des Espagnols</sup> défaire leur maître des ennemis les plus dangereux & les plus opiniâtres de son <sup>contre la ville de</sup> agrandissement en Italie & ailleurs. Je ne m'arrêterai point à décrire les circonstances de cette intrigue, qui fit grand bruit dans le monde. Un Auteur fameux <sup>L'Abbé de S. Real.</sup> en a donné l'histoire écrite avec beaucoup d'esprit & de politesse. L'envie qu'il a eue d'imiter un des plus beaux morceaux de l'antiquité, je veux dire, l'histoire de la conjuration de Catilina par Salluste, n'a-t-elle point porté l'Ecrivain moderne à rechercher plutôt ce qui pouvoit contribuer à l'embellissement de son sujet, qu'à donner une relation exacte & fidele? Il devoit nous dire quelque chose des raisons qu'on eut alors, & que nous avons encore de douter de la vérité des bruits que les Vénitiens répandirent dans toutes les Cours de l'Europe. Beaucoup de gens crurent à Rome & ailleurs, que si la conjuration contre Venise, n'étoit pas une fable inventée pour des raisons politiques & secrètes, le Senat prit du moins l'alarme un peu trop vite, & qu'une terreur panique lui fit sacrifier légèrement sur de simples soupçons, la vie de plusieurs personnes. Voici en peu de mots ce qu'on dit alors.

Vers le 15. Mai de cette année le <sup>Nani H-  
storia Venet.  
111. 1818.</sup> *Conseil des Dix* à Venise prétend découvrir une horrible conjuration contre leur ville & contre leur République; tramée par le Mar-

1617.  
*Vittorio*  
*Siri Me-*  
*moire Re-*  
*condite.*  
*Tom. IV.*  
*Pag. 447.*  
 448.

Marquis de Bedmar Ambassadeur d'Espagne, & appuïée par le Duc d'Osune Viceroy de Naples & par Don Pedro de Tolede Gouverneur de Milan. Certaines gens apostés, dit-on, devoient mettre le feu à l'Arsenal, faire sauter l'endroit où se fait la monnoie, se saisir des postes les plus avantageux de la ville, tuer enfin les principaux de la Noblesse dont les maisons furent marquées. Dans la confusion qu'un pareil desordre auroit causé, on projectoit de faire avancer les brigantins du Viceroy de Naples & des barques propres à voguer sur les canaux, & à venir dans les ports, que les conjurés fondèrent. Quelques gros vaisseaux auroient suivi ceux-ci, & attendu près de la ville le succès de l'entreprise. On avoit encore pratiqué, ajoutent les Relations Venitiennes, des intelligences à Creme & dans quelques autres villes de terre-ferme, dont le Gouverneur de Milan prétendoit se rendre maître. Il est certain qu'une pareille conjuration bien conduite & bien soutenue, étoit capable de renverser de fond en comble & la ville & la République de Venise. Mais on ne voit pas que les conjurés fussent en assez grand nombre, ni qu'ils eussent les choses nécessaires pour une affaire aussi difficile. Les Auteurs Venitiens conviennent eux-mêmes que l'exécution du dessein semble impossible. Cependant le Senat fit mourir secretement ceux qu'il croioit complices de la conjuration: il ordonna de rendre à Dieu des actions solennelles de grâces pour la preservation miraculeuse de la ville &

& de la République. Le peuple animé au-  
roit mis en pièces le Marquis de Bed- 1613.  
mar & tous ses domestiques, si le Senat  
n'avoit donné de bons ordres pour leur  
seureté.

Cette maniere d'exécuter les accusés en  
secret, & l'affectation de supprimer tout  
ce qui auroit pu convaincre les Ministres  
du Roi d'Espagne d'être les auteurs d'un  
si noir attentat, confirmèrent les soupçons  
déjà pris de la fausseté d'une conjuration,  
dont le projet paroissoit impraticable, &  
qu'un homme aussi habile & aussi pénétrant  
que le Marquis de Bedmar ne devoit pas espe-  
rer de faire réussir. La conduite du Senat  
donna de grands avantages aux Espagnols.  
Ils soutinrent hautement, & les Ministres  
du Roi de France & du Pape en furent  
persuadés, que les bruits répandus n'é-  
toient qu'un artifice des Venitiens, afin de  
faire leur cour au Grand Seigneur, en lui  
sacrifiant la vie de Jacques Pierre. Ce  
fameux Pirate dans les mers du Levant  
qu'on fait le principal acteur de la conju-  
ration, étoit odieux aux Turcs, à cause  
des grandes prises faites sur eux. Un  
Chiaoux envoyé de la Porte à Venise, de-  
manda la mort de Jacques Pierre. On  
savait à Constantinople que cet homme  
hardi & entreprenant, connoissoit parfaite-  
ment bien les côtes de l'Archipel, & le  
fort & le foible des places & des ports  
de l'Empire Ottoman. Le Corsaire donna  
différentes instructions au Duc d'Osse-  
ne pour surprendre facilement quelques  
places des Turcs. Le Duc de Nevers en-  
tre.

1618. tretenoit aussi une grande correspondance avec Jacques Pierre, qui envoioit des mémoires à ce Seigneur, & qui lui promettoit ses services pour l'exécution de certains projets du côté de la Morée. Tous ces papiers furent trouvés dans la cassette de Jacques Pierre, après que le Senat l'eût fait jeter dans la mer. Le soin que les Venitiens prirent de les envoyer à Constantinople, & d'avertir le Divan des desseins concertés en Espagne & ailleurs, fit un tort extrême au Senat en Italie & en France. Bien des gens se moquèrent de la prétendue conjuration. Il fut accusé d'avoir fait mourir injustement des personnes innocentes. Marquemont Archevêque de Lion qui faisoit alors les fonctions d'Ambassadeur à Rome, écrivit sans façon au Roi de France, que si ce qu'on disoit à Rome de l'injustice & de la cruauté des Venitiens étoit véritable, ils méritoient que les premières puissances de l'Europe fissent un autre Traité de Cambrai, & que les Princes Chrétiens se ligassent contre des hommes si méchans & si scélérats. Approfondissons un peu les raisons qu'on a de douter de la vérité des bruits repandus de cette horrible conjuration des Espagnols contre Venise. Cela peut servir à nous convaincre de l'incertitude qui se trouve souvent dans les plus grands événemens, dont les Auteurs enrichissent leurs histoires, & à nous faire voir jusques où la dissimulation & la politique peuvent aller.
- Leon Brulart Ambassadeur de France à Venise écrivit à Puissieux Secrétaire d'Etat

1618.

Vittorio  
Siri Me-  
morie ra-  
condite.  
Tom. IV,  
pag. 300.  
301. &c.

& au Marquis de Bethune que la conjuration étoit imaginaire. Une chose de cette importance, disoit-il de fort bon sens, méritoit d'être éclaircie aux yeux du public: on devoit en montrer les preuves, & faire voir au monde la disposition des témoins & la confession des coupables. Tout se fait ici dans un fort grand secret: & les Juges disent ce qu'il leur plaît. Pourquoi jeter dans la mer sans aucune forme de procès, ceux qu'on nomme les principaux chefs du complot? Il falloit les interroger & les entendre. La première chose que fit Jacques Pierre en se donnant au service de la République, ce fut d'instruire à fond le Senat du dessein formé par le Duc d'Osone de surprendre la ville de Venise. On a écouté cet homme; on a pris ses conseils sur les moyens de prévenir le Viceroy de Naples. Quelle apparence y a-t-il que Jacques Pierre entre dans une entreprise qu'il découvre lui-même? Voici le crime de cet infortuné. Un Chiaoux envoyé de la Porte a demandé sa mort à cause de ses pirateries sur les Turcs. Le pauvre homme ne pensoit qu'à faire du mal aux Infidèles. Peu de jours avant sa mort, il envoioit encore des mémoires au Roi & au Duc de Nevers sur la facilité qu'il trouvoit à surprendre plusieurs places des Turcs. Je ne voi pas quel intérêt l'Ambassadeur de France avoit de justifier le Marquis de Bedmar & le Duc d'Osone s'il les croioit coupables d'une action si noire? Au reste je ne blâmerois pas les Venitiens d'avoir puni un homme qui faisoit le métier de pirate contre les Turcs, si le Senat s'y étoit pris d'une autre



1618. autre maniere. Car enfin, il n'est pas plus permis de voler les Infideles que les Chrétiens, sur un grand chemin. Cependant Jacques Pierre n'étoit pas plus coupable que les Chevaliers de Malte. A la honte du nom Chrétien nous voions des Religieux dont l'unique emploi, c'est d'exercer un brigandage public sur les Turcs. Le Pape est le premier Supérieur & le protecteur d'un Ordre si bien établi. Les Princes de sa Communion font des Traités de paix & de commerce avec le Grand Seigneur: Et par un motif de Religion, ils permettent aux Cadets de la premiere Noblesse de leurs Roiaumes, d'aller dans un rocher de Corsaires aussi cruels, & plus avides encore que ceux d'Alger & de Tunis, recevoir les ordres d'un Supérieur, qui bien loin de former ces jeunes Gentilshommes à servir les pauvres dans un hôpital, comme leur Institut les y oblige, les met sur les galeres & les fait aller en course, pour troubler le commerce des Turcs en temps de paix, pour enlever leurs marchandises, & pour les faire esclaves. Les Catholiques Romains ont bonne grace de se plaindre après cela de l'infidelité, des pirateries, & de l'injustice des Mahometans. Je reviens à mon sujet.

*Mémoires pour l'Histoire du Cardinal de Richelieu.* 1618. On a grande opinion, disoit Marquemont au Roi de France, que les Venitiens ont voulu sacrifier le pauvre Jacques Pierre à l'alliance qu'ils negocient avec le Grand Seigneur. Le Pape m'a demandé en quels termes M. de Leon Ambassadeur de Votre Majesté à Venise m'a écrit sur la vraie, ou prétendue

*rendue conjuration. Je lui ai répondu que M. de Leon ne me dit pas grande chose, & qu'il attend le manifeste que les Venitiens menacent de publier. On ne le vit point, ce manifeste; Et cela confirma les gens dans l'opinion que le Senat ne découvrit pas une si étrange conspiration, qu'il le vouloit faire accroire. J'ai demandé à l'Ambassadeur de la République, dit le Pape Paul V. à l'Archevêque de Lion, les particularités de la conjuration. Il ne m'a répondu qu'en termes généraux. Ce silence, ajouta le Pape, fait croire que les Venitiens sont allés bien vite en besogne. Enfin, après une diligence exacte à s'informer de la vérité de l'affaire, le Nonce du Pape à Venise écrivit à son maître, qu'il ne trouvoit aucun fondement de croire ce que le Senat publioit de la conjuration, & que le Conseil des Dix n'avoit pas fait mourir un si grand nombre de gens, mais seulement quelques misérables François. Pour moi, je m'en tiens sur cette affaire à ce que dirent les gens les plus équitables au rapport de Marquemont : il y eut plus de justes soupçons, que de véritable entreprise. Je croi volontiers que certaines gens offrirent au Marquis de Bedmar de mettre le feu à l'Arsenal, & de faire entrer dans les canaux les Brigantins du Viceroi de Naples; que l'Ambassadeur d'Espagne écouta les propositions, & que les Triumvirs se purent flatter que le complot réussiroit du moins en partie. La chose aiant été découverte ensuite par quelques complices, les Venitiens allerent trop vite, comme*

1618.

difoit

1618.

difoit le Pape. Peut-être auffi qu'ils ne furent pas fâchés de rendre le Triumvirat Eſpagnol odieux dans l'Europe, & d'avoir un prétexte de preſſer à la Cour de Madrid le rappel du Marquis de Bedmar dont ils craignoient l'eſprit entreprenant & artificieux. Enfin, le Sénat, qui n'eſt pas autrement ſcrupuleux en politique, aura pris cette occaſion de contenter la Porte Ottomane en jettant Jacques Pierre dans la mer, & de faire ſa cour au Grand Seigneur en lui découvrant les deſſeins de ce fameux Corſaire contre les Etats de ſa Hauteſſe dans la Morée, en Macedoine, & ailleurs. *ſa Sainteté m'a dit que les Vénitiens ont découvert le pot aux roſes*: c'eſt l'expreſſion de l'Archevêque de Lion écrivant au Roi de France. *Ils ont envoyé tous les papiers de Jacques Pierre à Conſtantinople. Sur quoi le Grand Seigneur & les Baſas ont fait des careſſes extraordinaires à l'Ambaſſadeur de Veniſe.*

Rétabliſſement de la paix en Italie.

Peu de temps après le bruit que cauſa dans le monde, la découverte de la vraie ou prétendue conjuration contre Veniſe, les Eſpagnols accomplirent les Traités faits à Madrid & à Paris l'année précédente, Cette circonſtance confirma bien des gens dans la penſée que les Triumvirs avoient différé ſi long-tems, pour attendre le ſuccès de leur complot. Quoi qu'il en ſoit, le Gouverneur de Milan ne rendit Verceil que le plus tard qu'il put. Il ſeroit difficile de ſ'imaginer combien cet eſprit étoit ſouple & fertile en chicaneries. Il fallut que le Roi de France fit déclarer

enco-

Nani Hiſ-  
toire Vene-  
tie. l. III.  
1618,

1618.

encore positivement au Pape, & à Don Pedro-lui-même, que si les Espagnols n'évacuoient incessamment la ville de Verceil, il iroit les en chasser à la tête de son Armée. Quand le Gouverneur de Milan se vit poussé à bout, *accomplissons ce malheureux Traité*, dit-il en frémissant de rage & de colere. *Je ne sai par quelle fatalité, le ciel & la terre conspirent à le faire exécuter.* Voici donc Verceil rendu au Duc de Savoie; & le Viceroi de Naples retire en même temps ses vaisseaux du Golfe de Venise. La paix paroît se rétablir dans l'Italie. Mais les esprits demeurent encore dans une grande agitation. Les soupçons & les jalousies ne se dissipent point. Charles Emmanuel conserve une haine mortelle contre les Espagnols. Toujours occupé de ses vastes & chimeriques projets, il attend une occasion favorable de s'agrandir, & se donne de nouveaux mouvemens pour la trouver. Des Triumvirs Espagnols, le seul Duc d'Osborne demeurera en Italie. Il obtint la continuation de sa Viceroyauté par le credit du Cardinal Duc de Lerme. Le Marquis de Bedmar alla résider auprès des Archiducs des Pays-Bas Catholiques. Don Pedro de Tolède est rappelé en Espagne, & le Duc de Feria devient Gouverneur de Milan.

Louis dissimuloit peut-être ses véritables sentimens, quand il disoit avec tant de hauteur & de confiance, que les affaires de son Roïaume n'étoient point en si mauvais état, que la Majesté ne pût aller en Piémont à la tête de son Armée, Les braves uilleries augmentent dans le Bearn à l'occasion de l'Edit pour la train.

1618.  
main le-  
vée des  
biens Ec-  
clesiasti-  
ques.

traindre les Espagnols à faire justice au Duc de Savoie. Le Bearn donnoit de grandes inquiétudes au favori & aux Ministres. Ils avoient commis l'autorité du Roi pour la restitution des biens de l'Eglise dans cette Souveraineté. Les Bearnois jaloux de leurs privilèges & de leur liberté, ne vouloient pas recevoir l'Edit. Selon les maximes ordinaires d'une Cour qui travaille à l'établissement d'un pouvoir arbitraire, c'est assez que le Prince ait fait une démarche aux yeux du monde. On la soutient à quelque prix que ce soit. Juste, ou injuste, il n'importe. Souffrir que le peuple allegue ses droits, & qu'il ne reçoive pas aveuglément les Edits du Roi, cela paroit d'une trop dangereuse conséquence. On ne veut pas que les Sujets s'accoutument à raisonner sur ce qu'on leur commande, ni qu'ils croient pouvoir en suite de conscience refuser d'obéir en quelques occasions. Les Bearnois n'étoient pas encore convaincus de la vérité d'un principe, qui passoit pour incontestable dans le Conseil de Louis XIII. Accoutumés à la domination équitable & douce de leurs Souverains de la Maison d'Albret, qu'Henri IV. n'avoit pas voulu changer à leur égard, ils demandoient avec instance la conservation de ce qu'ils nommoient *leurs fors & leurs coutumes*. Le Duc de Rohan & du Plessis-Mornai eussent bien voulu les aider dans un si juste dessein : mais ces deux habiles politiques étoient d'avis qu'on cherchât des voies d'accommodement. Le Bearn ne pouvoit pas

*Vie de M.  
du Plessis-  
Mornai.  
l. IV.  
Lettres &  
Mémoires  
du même.  
1618.*

pas résister seul à la volonté du Roi. Engager toutes les Eglises Réformées de France à soutenir les droits de cette Principauté, c'étoit exposer le Roiaume aux malheurs d'une guerre civile, dont les suites pouvoient être funestes à la Réformation. 1618.

Le Maréchal de Lesdiguières interrogé par la Cour sur la même affaire de Bearn, conseilloit au Roi d'user de douceur & de modération. Il representoit aussi bien que le Duc de Rohan & du Plessis - Mornai, que l'entreprise sur le Bearn donnoit une extrême jalousie à tout le Parti Huguenot, & que les gens s'imaginoient que la Cour formoit le dessein de renverser ensuite les Edits de pacification. Les soupçons étoient assez bien fondés. Car enfin, que devoit-on penser en voyant le Roi, dont la Cour est pleine de factions & de partis, refuser si hautement de laisser les choses dans l'état où son pere maître absolu au dedans, & redouté au dehors, les avoit mises? Il s'en fallut bien que Lesdiguières ne témoignât autant de droiture & de zèle pour sa Religion que Rohan & du Plessis. De l'avis que le Maréchal donne à Sa Majesté, il s'offre tacitement à commander l'Armée, quand on aura besoin de lui pour reduire le Bearn ou quelqu'autre Province. La grande maxime de ce Courtisan lâche & intéressé, c'est la conservation de l'autorité du Roi. Elle doit demeurer ferme & inviolable, disoit-il, afin que les sujets & les étrangers la respectent également. Quand la douceur est inutile, il faut absolument

*Histoire  
du Jonné-  
tabl. de  
Lesdigui-  
res... IX.  
chap. II.*

1618. Renard est fort mal reçu à Pau : on lui fait même quelques insultes. Bien loin d'enregistrer les Lettres du Roi, le Conseil Souverain de la Province, les déclare obtenues par surprise, & contraires *aux fors & coutumes* de la Souveraineté de Bearn. Cet Arrêt & les plaintes du Commissaire qui se prétend outragé, font grand bruit à la Cour. Irrité d'une résistance si vigoureuse, Louis envoie au Conseil Souverain de Pau, ce qu'on nomme en France des *Lettres de jussion*, c'est-à-dire un ordre de procéder incessamment à la publication & à l'exécution de l'Edit pour la restitution des biens Ecclesiastiques, de punir selon la rigueur des loix ceux qui ont insulté le Commissaire du Roi, & de poursuivre les gens assemblés à Orthez sans la permission de sa Majesté. Le Conseil Souverain de Bearn ne perd point courage. Il donne un Arrêt *interlocutoire* sur les *Lettres de jussion* envoyées par le Roi. En gardant le respect dû aux ordres du Prince, on déclare qu'avant que de procéder à leur exécution, sa Majesté sera premièrement suppliée de pourvoir aux droits & aux privilèges de ses sujets Réformés en Bearn, selon les Edits des Rois ses prédecesseurs, & selon les siens propres. Les députés à l'Assemblée particulière d'Orthez en convoquent une générale. Il n'y a plus d'autre moien d'arrêter les procédures violentes de la Cour. Et les Bearnois ne peuvent défendre leurs privilèges, qu'en intéressant tout le corps des Réformés, dont le Roi & ses Ministres crai-

craignent le soulèvement. La ville d'Orthez étoit trop éloignée & peu commode. 1612.  
L'Assemblée générale fut transférée à la Rochelle vers la fin de cette année. Lescun toujours zélé pour la conservation de la liberté de sa patrie, publie une défense des droits du Bearn contre les entreprises du Clergé. Ses adversaires ne demeurent pas sans réplique. Les Ecrits échauffoient les gens d'une étrange manière de part & d'autre. On craignoit en France que l'affaire de Bearn n'y causât d'aussi grands mouvemens qu'en Bohême. La guerre civile s'alumoit dans ce Roiaume, à l'occasion d'une nouvelle contestation entre les Evangeliques & le Clergé. Mais les intrigues de Marie de Médicis ennuiée de son exil & de sa prison, donnèrent quelque surseance aux Bearnois. L'affaire demeura indecise, jusques à ce que Luines gagné par le Conseil d'Espagne, eût persuadé à Louis de faire plutôt la guerre à ses sujets, que de secourir ceux qui disputoient la Couronne de Bohême à la Maison d'Autriche en Allemagne.

Marie de Médicis outrée de la manière dont Barbin & quelques-uns de ses serviteurs furent traités, redouble ses pratiques & ses négociations pour trouver enfin le moyen de s'échapper de Blois, & de former un parti considérable dans le Roiaume, à la faveur duquel la bonne Princesse espère de rentrer dans le gouvernement. Luines trembloit de peur qu'elle ne vint à bout de ses desseins. Il n'étoit pas moins hâï que le Maréchal d'Ancre. Déageant

Artifices  
de Luines  
pour rete-  
nir la Reine  
à Blois.



1618. lui suggéroit differens artifices afin d'arrêter Marie de Médicis qui parloit plus haut qu'auparavant. On lui proposa de tirer Barbin de la Bastille & de le lui donner à Blois. Si mon Intendant est coupable, répondit-elle, je veux bien qu'il soit puni; pour moi, je suis tantôt lassée de me voir accusée tous les jours de quelque chose de nouveau. Il faut que cela finisse une bonne fois; dussé-je me soumettre comme une simple particulière au jugement des Magistrats du Parlement de Paris. Quelquefois Luines tâchoit de faire peur à la Reine mere en feignant de vouloir s'accommoder avec le Prince de Condé. Déageant rend quelques visites à son Altesse toujours enfermée à Vincennes: & le bruit court que le Favori négocie tout de bon avec elle. On marie déjà Eleonor de Bourbon sœur du Prince & veuve de Philippe Guillaume Prince d'Orange avec le Duc de Monbazon beau pere de Luines. Tous ces artifices n'arrêterent ni les plaintes, ni les intrigues de Marie de Médicis. Luines & les Ministres lui donnent alors mille chagrins. Ils tâchent de la réduire à demander elle-même la permission de s'en aller à Florence. Outre qu'elle ne voulut jamais prendre ce parti, le Grand Duc n'avoit pas envie de la prendre chez lui. Roiffi ancien Conseiller d'Etat reçut ordre du Roi de résider auprès d'elle à Blois, afin de l'amuser de belles paroles, & d'observer en même temps toutes ses démarches. Cadenet frere de Luines fait un voyage à Blois. Il lui promet que le Roi

*Mémoires  
de Rohan,  
t. 1.*

*Mémoires  
de Déageant, pag.  
119, 120.  
121.*

*Vittorio  
Siri Mé-  
moire re-  
condite.  
Tom. IV,  
pag. 555.  
556. Lu-  
minieres  
pour l'His-  
toire de  
France  
dans les  
defenses de  
la Reine  
mere.*

la verra dans quelque temps. Et de peur qu'aucun Seigneur n'entreprenne de l'enlever, on met plusieurs Compagnies de Cavalerie en garnison autour de Blois. C'étoit lui dire assez clairement qu'on la tenoit prisonnière. Elle n'en doutoit pas. Il ne lui est pas permis de se promener hors la ville. On parle de murer je ne fais quelles portes du Château. Les gens de qualité qui passent par Blois, n'osent aller rendre leurs devoirs à la Reine mere, à moins que le Favori ne leur en donne la permission.

Les Jésuites Confesseurs des Princes font de toutes les intrigues de Cour. Marie de Médicis étoit la pénitente de Suffren : & le bon Pere avoit grand crédit sur l'esprit de sa Majesté. On tâche de le gagner, afin qu'il emploie les raisons de conscience, & qu'il persuade à la Reine mere d'attendre en repos l'effet des belles promesses que le Roi, ou plutôt son Favori, font tous les jours. C'est une chose assez plaisante, que de voir deux Jésuites s'aboucher entre Paris & Blois, & négocier la plus grande affaire qui fût à la Cour de France. Seguérand vient de la part de Luines avec quelques propositions : Suffren son confrère les écoute au nom de Marie de Médicis. Il est difficile que deux hommes également déliés & qui ont des intérêts differens conviennent ensemble. Seguérand & quelques autres Jésuites de Paris étoient dévoués au Favori. Il leur avoit obtenu la permission d'enseigner publiquement dans Paris ; chose dont Ma-

1618.

Luines  
tâcha de  
gagner le  
Jésuite  
Suffren  
Confes-  
seur de la  
Reine  
mere.

Vittorio  
Siri Me-  
morie re-  
condite.  
Tom. IV.  
pag. 557.  
558.

1618. rie de Médicis ne put venir à bout durant sa Regence. Une si grande faveur méritoit de la reconnoissance: & les bons Pères espéroient que Luines n'en demeure- roit pas là. Seguérand fit de son mieux pour persuader à son confrère que la Reine mere devoit souffrir patiemment sa prison. Suffren n'est pas de cet avis. Il ne s'ennuie pas moins à Blois que sa pénitente. Tant que Marie de Médicis demeure éloignée des affaires, son Confesseur est un homme sans crédit & sans considération. Cela n'accommode point Suffren réduit à dire son Breviaire, & à consoler une Princesse affligée, pendant que Seguérand a tous les agrémens de la Cour. Les deux Jésuites se séparèrent sans rien conclure, assez mécontents l'un de l'autre. Dans ces interêts différens des Jésuites de Cour, la Compagnie trouve toujours son compte. Soit que le parti de la Reine mere, ou celui du Favori prévalût, il y avoit des Jésuites dans l'un & dans l'autre. Qu'importe que Suffren, ou je ne sai quel autre particulier, ait plus ou moins de crédit, pourvu que la Société conserve le sien, & qu'elle augmente ses revenus & son autorité?

Arnoux  
Confes-  
seur du  
Roi sur-  
prend Ma-  
rie de Mé-  
dicis.

Arnoux Confesseur du Roi n'étoit gueres moins inquiet que Luines. Il se voioit dans une place, qui est l'objet de la devote ambition de tous les Jésuites de France. Le Favori l'y avoit mis: que savoit-on si Marie de Médicis rétablie à la Cour, ne voudroit point aussi donner de sa main un Confesseur au Roi? Chagrin du mauvais succès de la conférence de ses deux con-

1613.

confrères, Arnoux se charge d'aller lui-même à Blois. Il y porte une Lettre du Roi pleine de tendresse en apparence pour sa mere. C'est la première fois que Louis lui écrit de sa main depuis leur séparation. Le Jésuite représente vivement à Marie de Médicis, que la mesintelligence du fils & de la mere cessera bien-tôt, dès que l'un sera persuadé que l'autre n'a que de bonnes intentions pour lui, qu'elle ne pense point à former des partis, & qu'elle ne veut sortir de Blois que du consentement de son fils. *Madame*, disoit l'artificieux Arnoux, mettez moi s'il vous plaît en main, de quoi convaincre le Roi que vous êtes sincèrement dans cette disposition. Je vous réponds que vous obtiendrez de sa Majesté tout ce que vous voudrez. Marie de Médicis y consent: & le Jésuite dresse un acte, où l'aveugle Princesse fait un serment authentique & solennel, de ne penser desormais qu'à ce qui peut contribuer au bien des affaires, & à la prospérité du regne de son fils; de n'entretenir au dedans ni au dehors aucune intelligence contraire au service du Roi; de desavouer tous ceux qui voudront entreprendre sous le nom & sous l'autorité de la Reine mere quelque chose contre la volonté & l'intérêt de Louis; de les dénoncer quand elle les connoitra; d'aider le Roi son fils à les rechercher & à les punir; enfin, de ne sortir de Blois qu'avec la permission de Louis. On extorque encore le consentement de Marie de Médicis à la publication de l'Ecrit en cas que son fils le juge à

*Vittorio  
Siri Me-  
morie re-  
condite.  
Tom. IV.  
pag. 558.  
559. &c.  
Viedu Duc  
d'Epernon,  
L. VII.*

1618. propos. Jamais Roi ne fit tant de négociations ni de traités avec sa mère que Louis XIII, & jamais on n'en fit de moins raisonnables.

Il est assez vraisemblable que le Jésuite Arnoux envoya la minute de cet acte à la Cour, avant que de le faire signer à Marie de Médicis. Qui fut le plus imprudent, ou du Favori d'exiger un pareil écrit, ou de la Reine mere de le donner? Dans le dessein qu'elle avoit de se mettre au plutôt en liberté, la bonne Princesse fournissoit à Luines, de quoi la convaincre de parjure devant tous les hommes du monde. On ne fait si le Jésuite Suffren fut d'avis que sa pénitente prit ainsi Dieu à témoin, afin de tromper plus finement un autre Jésuite, qui cherchoit à la surprendre. Quoi qu'il en soit, Suffren fut guérir Marie de Médicis des scrupules que son serment pouvoit lui donner. Il fit entendre à sa Majesté qu'Arnoux avoit extorqué d'elle une promesse nulle par elle-même. *Vous n'avez pu, Madame, disoit Suffren, vous dépouiller du droit que la nature donne à tous les hommes de se mettre en liberté quand l'occasion s'en présente.* Distinction extravagante & ridicule! En promettant d'être à Blois autant que son fils le jugeroit à propos, Marie de Médicis juroit-elle de faire une chose contraire aux bonnes mœurs & au droit naturel? Les meilleurs amis de Luines le blâmèrent d'avoir tiré de la Reine mere une déclaration, qui lui serviroit à prouver l'oppression qu'elle souffroit à Blois, & à gagner un grand nombre de gens,

gens , qui auroient compassion du triste état d'une Princesse , que Luines non content de retenir dans une espèce de prison , forçoit encore à jurer qu'elle n'en fortiroit que du consentement du Roi , ou plutôt de son Favori. 1618.

Si l'écrit donné par Marie de Médicis fut criminel devant Dieu , elle en tira du moins de grands avantages. Luines persuadé qu'il la retenoit désormais à Blois par des raisons de conscience , vivoit dans une parfaite sécurité. Il n'en savoit guères pour un Courtisan. Un Jésuite crut lier adroitement Marie de Médicis. Le Favori ne devoit-il pas craindre qu'un autre Jésuite ne trouvât le secret de la délier ? Louis fort content de sa mere , lui écrit des lettres obligeantes. Il lui permet d'aller en je ne sai quel lieu de dévotion qu'elle a envie de visiter. *Je voudrois , Madame , lui disoit-il , que mes affaires me permissent de vous tenir compagnie. En quelque endroit que vous alliez , on vous fera les mêmes honneurs qu'à moi-même.* Ce dévôt pèlerinage de la Reine mere , ne seroit-il point un artifice suggéré par son Confesseur ? La lettre du Roi servit à lui persuader qu'elle pouvoit s'enfuir de Blois en seureté de conscience. *S'il vous est permis , nonobstant votre serment , lui disoit-on , de sortir de cette ville & d'aller faire vos dévotions quelque part , vous pouvez à plus forte raison en sortir pour vous délivrer des mauvais traitemens qu'on vous y fait.* Autre subtilité digne d'un Jésuite ! Louis trouvoit bon que Marie de Médicis allât faire :

1618. je ne fai quel acte superstitieux de sa Religion : mais il ne lui remettoit pas le serment, de ne former aucun parti, & de ne demeurer point ailleurs qu'à Blois, à moins que son fils ne lui en donnât la permission. Est-ce ainsi que les Jésuites aprennent aux Princes dont ils dirigent la conscience, à garder leurs sermens ?

Luines  
éloigne  
Déa-  
geant du  
Conseil  
& des af-  
faires.

*Mémoires  
de Déa-  
geant.  
pag. 133.  
134. &c.*

Luines fit en ce temps ci une démarche dont les partisans de la Reine mere profitèrent heureusement. Soit que le Favori se dégoutât de l'esprit fourbe & des conseils violens de Déageant ; soit que les serviteurs secrets de Marie de Médicis eussent entrepris de perdre un homme trop pénétrant, & capable de renverser leurs projets, Luines se met en tête de ne se servir plus de Déageant, & de l'éloigner du Conseil & des affaires. Si nous l'en voulons croire, le Favori devint jaloux de ce que le Roi avoit trop de confiance en Déageant. Cela peut bien être vrai en un sens. On se défie toujours des fourbes & des traîtres. Luines avoit quelque raison de craindre que Déageant ne lui jouât un tour de son métier. Cependant il n'y a pas d'apparence que Déageant pût espérer de se mettre bien auprès de la Reine mere, à la disgrâce de laquelle, il avoit tant contribué. Je croirois plus volontiers que Luines fut effrayé des menaces des grands Seigneurs de la Cour ses amis, ou ses alliés. Ils lui faisoient entendre que tout le monde l'abandonneroit, à moins qu'il ne chassât un homme odieux par ses bas artifices & par sa noire perfidie. Les parti-  
sans

sans de la Reine mere , & le Duc de Monteleon Ambassadeur d'Espagne , entrèrent dans cette intrigue. Ils étoient bien aîsés d'éloigner du Favori un confident qui en savoit plus que lui & capable de lui donner de bons avis. Monteleon travailloit secrettement au retour de la Reine mere. Outre que Philippe devoit bien cette reconnoissance à ce que Marie de Médicis fit pour lui durant la Régence, il croioit que la présence d'une si bonne amie dans le Conseil du Roi , seroit d'une grande utilité à la Maison d'Autriche qui craignoit d'être ruinée en Allemagne. Luines prie donc Déageant de s'abstenir quelque temps de paroître au Conseil des dépêches & ailleurs. Et de peur que le fourbe qui savoit tous les secrets du Favori, ne se jette par désespoir du côté des ennemis de Luines , on l'amuse de belles paroles. *Cela ne durera pas long-temps*, lui disoit Luines ; *Il ne faut pas même que le Roi sache rien de tout ceci. Après que j'aurai donné quelque chose à la nécessité de menager quelques-uns de mes amis prévenus contre vous , je vous rappellerai. Cependant je ne cesserai point de prendre en secret vos bons avis.* Déageant vit bien qu'on cherchoit à l'éloigner insensiblement & sans éclat. Un autre que lui se seroit retiré avec honneur : il auroit abandonné l'ingrat Favori. Ne craignoit-il point d'irriter trop un homme qui avoit en main de quoi lui faire son procès ? Luines s'étoit servi de Travail , & il le fit condamner ensuite à mourir sur la rouë. Déageant pouvoit bien craindre que



1618. la même chose ne lui arrivât. Peut-être aussi que trompé par son ambition, il se flatta de rentrer en place. Déageant demeure toujours à la Cour, & continue de ramper bassement devant Luines, jusques à ce que le Jésuite Arnoux son ennemi, determine le Favori à renvoyer le personnage en Dauphiné.

Diverses  
intrigues  
en Alle-  
magne  
sur la  
succession  
à l'Em-  
pire.

Mémoires  
sur la vie  
& la mort  
de Louis  
Juliane  
Eleonore  
Palatine.  
pag. 115.  
216. &c.

J'ai touché plus d'une fois la raison pourquoi Monteleon, Ambassadeur d'Espagne, avoit un si grand empressement de voir Marie de Medicis rétablie à la Cour & dans le Conseil du Roi. Les esprits étoient dans un étrange mouvement en Allemagne sur l'élection prochaine d'un Empereur. Matthias ne pouvoit pas vivre long-temps. Bien des gens pensent sérieusement à tirer l'Empire de la Maison d'Autriche. Jamais l'occasion ne fut plus belle : & le Roi de France est sollicité de plusieurs endroits de s'en servir, & des'opposer aux projets de la Cour d'Espagne étroitement unie avec Ferdinand Roi de Bohême dans le dessein d'avoir un Empereur à sa dévotion. Les trois fils de Maximilien II. se trouvoient sans enfans mâles dans un âge avancé : étoit-il si difficile d'empêcher que Ferdinand leur cousin ne succedât à Matthias ? Afin de parvenir plus facilement à l'Empire, il se fit couronner Roi de Bohême l'année précédente : le voici proclamé Roi de Hongrie vers le milieu de celle-ci, mais cela ne le rendoit pas beaucoup plus puissant. On ne doutoit point que ces deux élections ne lui fussent disputées après la mort de l'Empereur.

pereur Matthias. Et si Ferdinand n'eût pu venir à bout d'obtenir la pluralité des voix dans le Conclave Electoral, la Maison d'Autriche reduite à son ancien patrimoine en Allemagne, auroit perdu les Roiaumes de Bohême & de Hongrie, aussi bien que l'Empire. L'exécution du projet ne paroïssoit point difficile : on le proposoit en différentes Cours. Celles de Vienne & de Madrid trembloient de peur qu'il ne se formât une puissante ligue en sa faveur. *Il est temps enfin, disoit-on, de montrer à l'ambitieuse Maison d'Autriche que l'Empire n'est pas un bien hereditaire. Il y a près de trois cens ans que les Electeurs & l'Empereur Charles IV. en qualité de Roi de Bohême, firent conjointement une espee de serment de n'élever à l'Empire, aucun Prince de la Maison d'Autriche. L'acte original en est daté de Nurenberg l'an 1362. L'Allemagne, ajoutoit-on, n'auroit-elle pas été plus heureuse & plus tranquille, si les Electeurs eussent gardé religieusement cette sage resolution.*

La Maison d'Autriche remuoit ciel & terre en Allemagne & ailleurs pour détourner ce coup fatal. Mais par je ne sais quels accidens ses desseins les plus secrets se découvrirent. Incertaine du succès d'une Diete dans les formes pour l'élection d'un Roi des Romains, elle fit des avances, afin d'engager les Electeurs à laisser l'Empereur Matthias maître de la désignation de son successeur. Ce dessein éventé souleva toute l'Allemagne. Il tendoit à dépouiller les Electeurs de leur droit, & à mettre-

1618. tre avec le temps les Empereurs sur le même pied que les anciens Empereurs Romains, qui nommoient leurs successeurs. Les Princes de la Maison d'Autriche semblerent le desavouer : mais ils prirent en même temps grand soin que l'affaire ne fût pas approfondie : on avoit en main de quoi les convaincre. Reduits à la nécessité d'attendre la vacance de l'Empire par la mort de Matthias, car enfin il n'y avoit aucune espérance de faire élire Ferdinand Roi des Romains ; les Princes d'Autriche travaillèrent à gagner l'Electeur de Saxe. On trouve un memoire que Maximilien Archiduc d'Inspruck envoioit là dessus à l'Empereur Matthias son frere. *Votre Majesté, lui disoit-il, doit s'unir le plus étroitement qu'il lui sera possible avec l'Electeur de Saxe. Sa voix jointe à celles des trois Ecclesiastiques sur lesquels nous pouvons compter, assure l'Empire à notre Maison. Si le Comte Palatin & le Marquis de Brandebourg entreprennent de s'y opposer, ce sera inutilement. Le succès est plus certain, si nous avons la précaution de nous tenir armés. La guerre de l'Archiduc de Gratz avec les Venitiens nous peut servir de prétexte. Matthias a prouva cette ouverture. Il promit d'aller trouver lui-même l'Electeur de Saxe & d'y mener Ferdinand. Nous avons vû que cela se fit l'année précédente après le couronnement du nouveau Roi de Bohême. Cette intrigue découverte allarma les Cours d'Allemagne. La Maison d'Autriche fit proprement la paix avec la Republique de Venise, afin de dissiper les*

om-

ombrages que ses troupes donnoient aux 1618.  
 Electeurs Protestans, qui lurent le mémoire de l'Archiduc d'Inspruck.

Frédéric Comte Palatin se mit d'abord en tête d'aspirer à l'Empire: Et je ne sais comment un aussi habile homme que le Maréchal de Bouillon lui faisoit espérer de réussir dans ce projet. Mais le Palatin se rendit enfin aux raisons de ceux qui lui <sup>Mémoires de D'Al-</sup>re-<sup>geant. pag.</sup>presentoient que dans la situation des affai-<sup>182. 183.</sup>res de l'Europe, il n'y avoit point d'appar-<sup>184.</sup>rence qu'un Prince Protestant pût monter <sup>Vittorio</sup>sur le Trône Imperial. Jacques Roi d'An-<sup>Giri Mo-</sup>gleterre raisonneoit mieux que le Maréchal <sup>morio re-</sup>de Bouillon. Il dissuadoit le Palatin son <sup>condite.</sup>beau-fils de penser à l'Empire. Mais si <sup>Tom. IV,</sup>Frédéric y renonça pour lui-même, il <sup>pag. 413.</sup>persista dans le dessein de traverser forte-<sup>Nani Hi-</sup>ment la Maison d'Autriche. Et certes il <sup>storia Ve-</sup><sup>meta. L. IV.</sup>1618, donnoit une fort belle ouverture, en proposant Maximilien Duc de Baviere. La voix de Ferdinand Archevêque de Cologne frere de celui-ci, jointe à celle des trois Electeurs Protestans, suffisoit pour élever Maximilien à l'Empire malgré les intrigues de la Maison d'Autriche. Il parut accepter les offres qu'on lui faisoit: Et les Jésuites de sa confiance l'encourageoient fortement. Les bons Peres se trouvent par tout. Ils donnèrent un fort bon avis au Duc. C'étoit de prendre à son service les Officiers que l'Empereur congédioit, & de mettre de bonnes troupes sur pied, afin de soutenir son élection qui paroïssoit infailible. Le Bava-rois se seroit plus ouvertement déclaré, si deux choses ne l'a-voient

1618. voient arrêté. Le Duc de Saxe paroïssoit gagné par la Maison d'Autriche : Et la France ne vouloit point s'engager à soutenir le Duc de Baviere en cas de besoin. L'affaire fut proposée dans le Conseil du Roi. Les mieux intentionnés furent d'avis que sa Majesté traitât avec le Bavaïois. Mais les intrigues du Nonce & de l'Ambassadeur d'Espagne l'emporterent. Louis toujours mal conseillé refuse de se déclarer. On lui avoit mis dans l'esprit qu'on ne pouvoit ôter l'Empire de la Maison d'Autriche sans faire un tort extrême à la Religion Catholique. Il s'imagine que le Roi d'Espagne lui saura bon gré de ce qu'il en use en bon parent & en bon allié. *J'espère*, disoit-il au Pape, *que les Princes de la Maison d'Autriche reconnoîtront dans l'occasion ma condeur & ma franchise.* Jacques Roi d'Angleterre avoit plus de raison & d'expérience que Louis. Il fut d'avis qu'on ôtât, s'il étoit possible, l'Empire à la Maison d'Autriche. Mais à quoi pensoit-il de proposer le Duc de Savoie ? L'ouverture que donnoit l'Electeur Palatin, d'appuyer le Duc de Baviere, étoit meilleure. Jacques ne se laissoit-il point tromper grossièrement par ses Ministres, & par les Favoris Pensionnaires d'Espagne. Ils n'osèrent lui conseiller ouvertement de laisser la Maison d'Autriche en possession de l'Empire. Cela sembloit trop contraire au bon sens dans le Conseil d'un Roi Protestant. Mais on le détournoit finement de penser au Prince le plus capable d'entrer en concurrence avec Ferdi-  
nand

nand Roi de Bohême. Les Espagnols étoient contens que le Roi d'Angleterre tournât du côté d'un Souverain d'Italie, dont la Nation Germanique ne vouloit pas entendre parler. 1618.

La vacance de l'Empire paroissoit d'autant moins éloignée, que la mauvaise santé de Matthias, ne lui permit pas d'aller de Vienne à Presbourg. Les Etats de Hongrie y furent convoqués pour assurer la Couronne à Ferdinand Roi de Bohême. On lut dans l'Assemblée la proposition que sa Majesté Imperiale faisoit d'élire son Cousin : Et après quelques négociations avec l'Empereur & Ferdinand, on convint des conditions de l'acte d'élection. Le nouveau Roi promet entr'autres choses, de maintenir les privilèges & la liberté de la nation Hongroise, de conserver le libre exercice de la Religion Protestante, de ne se mêler point de l'administration du Roiaume avant la mort de l'Empereur, & sans le consentement des Etats du païs, qui seront convoqués tous les trois ans. Ferdinand fut couronné Roi de Hongrie le Dimanche premier jour de Juillet par l'Archevêque de Gran. Une circonstance de la ceremonie mérite d'être remarquée. *Voici*, dit le Palatin de Hongrie, en présentant celui qui est élu, à l'Archevêque de Gran, *Voici un Prince qui demande d'être couronné Roi de Hongrie.* Le Prelat répond par cette question : *Est-ce un sujet capable de regner ?* *Oui*, reprend le Palatin. L'Archevêque demande alors au peuple & à la Noblesse s'ils acceptent pour leur Roi, *Passendorf Rerum Suecicarum. l. I.* *Mercurio Franco. 1618.*

1618. Roi, celui qui se présente. Les assistans doivent témoigner leur consentement par une acclamation unanime, avant que le Prélat continuë la cérémonie. Plaignons ici le malheur, ou l'aveuglement d'une nation qui n'a pas sù conserver son ancienne liberté. Dirait-on qu'elle a dû céder au temps & à la force? Des hommes de bon sens souffrent l'oppression, quand ils ne sont pas en état de se défendre: mais ils ne donnent jamais un acte authentique contre leur liberté. C'est une faute que plusieurs nations qui se piquent d'esprit & de courage, ont faite dans le siècle précédent.

Origine  
des troubles de  
Bohême.

Mémoires  
de Louise  
Juliane.  
pag. 125.  
126. &c.

Nani Hi-  
storia Vo-  
neta. L.  
1618.  
Puffen-  
dorf Re-  
rum Sue-  
cicarum.  
L. I.

Pendant que Ferdinand se préparoit à recevoir la Couronne de Hongrie, il survint une affaire à Prague, dont les suites le mirent à deux doigts de perdre le Roiaume de Bohême. Depuis que l'Empereur Rodolphe eut accordé aux *Evangeliques*, ou Protestans du pais ce qu'on y appelle des *Lettres de Majesté*, c'est-à-dire un Edit pour le libre exercice de leur Religion, ceux de l'une & de l'autre Communion vécurent en assez bonne intelligence. Les deux partis passèrent dans l'Assemblée des Etats une transaction, par laquelle les Catholiques Romains & les Evangeliques s'engageoient réciproquement, à n'avoir plus désormais aucune contestation pour leurs Eglises, Monasteres, Temples, Coléges & pour toutes les choses, dont l'un & l'autre parti se trouvoit en possession. Les *Evangeliques* éliisoient leurs *Defenseurs*. C'est le nom qui se donnoit à des per-

personnes choisies pour présider à certaines Assemblées consistoriales qui régloient le service de l'Eglise & la manière d'enseigner dans les Academies Evangeliques. Les choses furent si bien établies qu'il n'y eut point d'autres mouvemens dans le Roiaume, que ceux qui furent excités par l'ambition de deux Princes de la Maison d'Autriche. 1618.

Il est bien difficile que dans un païs, où le Clergé a de grands droits & des revenus considérables, on laisse en repos des gens, dont la Religion les rend ennemis du luxe & de la domination des Ecclesiastiques. Les Protestans de la ville de Braunau aiant fait bâtir un temple, l'Abbé Seigneur du lieu s'y oppose, sous prétexte que cela ne leur est pas permis dans un endroit appartenant à l'Eglise. L'affaire est portée au Conseil de l'Empereur; & les Evangeliques sont condamnés. C'est le sort ordinaire de ceux de leur Religion, dans les tribunaux, où les juges Catholiques sont les parties secretes des Protestans. Le temple est fermé: Et certains Evangeliques plus zelés pour la conservation de leurs droits, sont mis en prison à cause de leur résistance à la clôture du temple. Il y eût une affaire semblable à Clostergrab. L'Archevêque de Prague Seigneur du lieu, fait abattre le temple que les Evangeliques commencent d'élever. Le corps des cabaretiers de la ville de Rome prétendit autrefois qu'un certain endroit où les Chrétiens s'assembloient, lui appartenoit. La contestation est portée à l'Em-



1618. l'Empereur Alexandre Severe. Il répond avec autant d'équité que de raison : *Ne vaut-il pas mieux que Dieu soit adoré dans un lieu de quelque maniere que ce puisse être, que d'ajuger la place à des Cabaretiers ?* Plût à Dieu que les Evêques & les Ecclesiastiques de la Communion Romaine eussent autant de justice & de bon sens qu'un Empereur Païen. Qu'il y ait des cabarets & des lieux infames sur le fonds de l'Eglise, ces Messieurs ne s'en mettent pas autrement en peine. Mais si de bons Chrétiens à qui les loix permettent de vivre sur les terres du domaine Ecclesiastique, s'avisent d'y approprier un endroit pour prier Dieu, le Clergé crie incontinent que tout est perdu. Il aime mieux exposer la patrie à tous les malheurs d'une guerre civile, que de souffrir une chose innocente. Laissons maintenant aux personnes desintéressées la liberté de juger, à qui la premiere cause des troubles de Bohême, doit être justement imputée : quand même il seroit vrai que la transaction & les *Lettres de Majesté* ne donnassent pas droit aux Protestans de bâtir leurs temples sur un fonds Ecclesiastique.

Les *Défenseurs* se plaignent de la violence de l'Archevêque & de l'Abbé, aussi bien que de l'injustice du jugement rendu au Conseil de l'Empereur. Ils prétendent que c'est une infraction manifeste des Lettres accordées par le feu Empereur Rodolphe & de la transaction passée entre les Catholiques & les Evangeliques. Ces deux actes permettoient aux derniers d'exercer  
libre-

librement leur Religion dans tous les endroits du Roiaume sans aucune exception. 1618.  
 Il étoit défendu de les troubler, ou de les inquiéter, sous peine d'être déclaré perturbateur du repos public. Cette contestation ayant échauffé les esprits de part & d'autre, les *Défenseurs* demandent une assemblée des Etats, où les Evangeliques puissent exposer leurs griefs, & en poursuivre la réparation. Les Ministres de l'Empereur s'opposèrent inutilement à la convocation. Les Evangeliques se rendent à Prague & s'y rassemblent. Sa Majesté Imperiale envoie des Lettres afin d'arrêter les délibérations. Les Evangeliques se défendent par leurs privilèges & par les coutumes du país. On continue de s'assembler, & quelques Seigneurs vont représenter aux Ministres de l'Empereur la justice des demandes & des plaintes des Evangeliques. Les Barons de Sternberg & de Poppel plus modérés que les autres Officiers de sa Majesté Imperiale, donnent de bonnes paroles aux Députés; mais le Baron de Slabata & le Comte Martinitz Schmzansky gens d'un esprit altier, s'avisent de répondre avec beaucoup de hauteur & de dureté. On s'emporte de part & d'autre; on en vient aux mains. Les Seigneurs-Députés plus forts & plus violens encore prennent Slabata, Martinitz, & le Secrétaire Fabricius qui se met mal à propos de la partie, & les jettent tous trois par les fenêtres du château de Prague.

Un Auteur prétend que cela se fit *selon*

1618. *lon une ancienne coutume du Roiaume.* Il est bien vrai que de pareilles exécutions subites & violentes, sont assez fréquentes dans les Nations libres du Nord. Mais je ne sai si quelques exemples suffisent, pour justifier l'emportement de ces Députés dans le palais même de l'Empereur, & contre les Officiers de sa Majesté. Henri Comte de Thurn Seigneur fort mécontent du Gouvernement étoit à la tête de la Députation. Quelques gens crurent qu'il étoit bien aise que les choses fussent poussées aux dernières extrémités, afin que les Bohémiens n'aient plus aucune grace à espérer de l'Empereur Matthias, ni du Roi Ferdinand, ils pensassent tout de bon à secouer le joug de la Maison d'Autriche qui rendoit le Roiaume de Bohême purement héréditaire. On choisit incontinent trente Directeurs pour le gouvernement de l'Etat: on envoie demander du secours en Hongrie, en Moravie, en Lusace, en Silesie, en vertu des anciennes alliances de la Bohême avec ses voisins. Enfin les Jésuites sont solennellement bannis du Roiaume, comme auteurs de tous les desordres: Et pour témoigner qu'on en veut seulement à l'humeur inquiète & brouillonne des gens de cette Compagnie, les Etats prennent sous leur protection les autres Religieux & les Ecclesiastiques.

Les trois hommes jetés par les fenêtres tombèrent heureusement sur un tas de fumier sans se faire du mal. Slabata plus étourdi de sa chute que les deux autres, ne put s'échaper de Prague. Martinitz & Fabri-

*Mémoires  
de Louis  
Julien.  
Puffendorf  
Rerum  
Suecicarum.  
L.I.*

1618.

Nani Hi-  
storia Ve-  
net. L. IV  
1618.

Fabricius prennent promptement la poste & s'enfuient à Vienne. La nouvelle du soulèvement de Bohême jetta la Cour Imperiale en de fort grands embarras. Matthias aimoit la paix & le repos. Sa mauvaise santé le portoit encore à user de clémence & de dissimulation en cette rencontre. Il pense à ramener les Bohémiens par la douceur, & à leur accorder de nouveaux privilèges, en cas que la nécessité des affaires le demande. Le Cardinal de Clésel Evêque de Vienne son premier Ministre, l'entretenoit dans cette pensée. Il representoit à sa Majesté Imperiale que si elle en venoit à une guerre ouverte, le Roi Ferdinand demanderoit le commandement de l'Armée, & qu'il se rendroit le maître des affaires. *Les Espagnols, ajoutoit Clésel, voudront s'en mêler aussi. Leurs artifices ne sont pas moins à craindre que la trop grande autorité du Roi Ferdinand.* L'Empereur goûtoit ces remontrances. Il étoit en garde contre l'ambition de son cousin : Et ce ne fut pas sans répugnance qu'il lui assura la succession aux Couronnes de Bohême & de Hongrie. Matthias conservoit encore des restes de l'aversion secrette qu'il conçut pour les Espagnols, dans le temps qu'il se mit à la tête des Provinces des Païs-Bas qui vouloient secouer le joug tyrannique de Philippe II. Cependant sa Majesté Imperiale ne pouvoit gueres se dispenser de lever des troupes & de mettre une Armée sur pied dans la conjoncture présente. Le Roi de Bohême, l'Archiduc d'Inspruck, & le Com-

1618. te d'Ognate Ambassadeur d'Espagne en remon-  
 troient trop vivement la nécessité.  
 Ferdinand ne manque point d'en deman-  
 der le commandement : & Matthias n'ose  
 le lui refuser. Le Cardinal de Clésel in-  
 sinua pour lors à l'Empereur de nommer  
 un Conseil de guerre composé de ses plus  
 fideles Officiers. Ferdinand en étoit le  
 chef : mais il ne pouvoit rien faire lui  
 seul.

Empri-  
 sonne-  
 ment du  
 Cardinal  
 de Clésel  
 premier  
 Ministre  
 de l'Em-  
 pereur.

Le Roi de Bohême connut la main qui  
 lui portoit le coup. Il resolut de se ven-  
 ger. Les Espagnols ses plus intimes con-  
 fidens, l'animoiént à se défaire d'un Pré-  
 lat *qui pense plus, disoient-ils, à regner lui-  
 même sous le nom d'un Empereur foible &  
 languissant, qu'à maintenir l'autorité de son  
 maître, en diminuant celle de l'héritier pré-  
 somptif des Etats héréditaires de la Maison  
 d'Autriche.* Le Comte d'Ognate & ses  
 Emissaires crient hautement contre Clésel.  
 On l'accuse de semer la division dans la  
 famille Imperiale, d'être un ennemi secret  
 & dangereux de la Maison d'Autriche,  
 d'avoir de grandes intelligences avec les  
 herétiques; de vendre tout pour s'enrichir.

Nani Hi-  
 storia Re-  
 metta. L. IV  
 1618.

Ces rapports malins & calomnieux ne  
 firent pas impression sur l'esprit de Mat-  
 thias. Il connoissoit la droiture & les bon-  
 nes intentions de son Ministre. Le Roi  
 Ferdinand, l'Archiduc Maximilien, & le  
 Comte d'Ognate désespérant d'engager  
 l'Empereur à chasser lui-même le Cardi-  
 nal, prennent la resolution de se défaire  
 eux-mêmes d'un homme qu'ils trouvent  
 sans cesse en leur chemin. On en cherche  
 les

1618.

les moïens : & quelques-uns proposent de l'assassiner comme on avoit fait autrefois le Cardinal Martinusius. Le Roi & l'Archiduc se ressouvinnrent alors qu'un crime atroce commis de concert avec l'Empereur Ferdinand I, ou du moins dans le dessein de lui plaire, étoit une tâche à la mémoire de leur grand pere, & que cette entreprise lui causa de fâcheux embarras avec la Cour de Rome. Un Cardinal Evêque tué dans la ville même de sa résidence paroît quelque chose de trop énorme & de trop criant. On crut qu'il valloit mieux se saisir de lui & l'enfermer quelque part à l'insçu de l'Empereur. On appelle donc Clésel au Conseil qui se tient, lui dit-on, dans l'appartement de l'Archiduc Maximilien. Le Cardinal y va bonnement, quoi qu'il eut reçu des avis qu'on pensoit à lui jouer un mauvais tour. Deux Officiers l'arrêtent dans l'antichambre de l'Archiduc, le conduisent au carosse préparé, & le mènent sous bonne escorte & en grande diligence au château d'Inspruck.

Quelque chose qu'on pût dire à l'Empereur, rien ne fut capable d'appaïser sa colère. On l'avoit touché en des endroits trop sensibles. Arrêter dans le palais du Souverain & contre sa volonté, un premier Ministre qu'il chérit, c'est une chose que le Prince le plus foible ne dissimule pas. Matthias crie jour & nuit qu'on lui rende son Cardinal. Il menace de s'en aller à Prague & de se jeter entre les bras des Evangeliques de Bohême. Le Cardinal de Dietrichstein d'intelligence avec Ferdinand,

1618.

détourna sa Majesté Imperiale de cette resolution extrême. Il amene le Roi de Bohême & l'Archiduc qui demandent pardon à l'Empereur. Les deux Princes lui protestent qu'ils ne se mêleront point du gouvernement. Matthias veut qu'ils lui en donnent une promesse par écrit : mais il fut obligé de se contenter de la parole de son frere & de celle de son cousin. On usa ensuite de tous les artifices imaginables, afin d'empêcher l'Empereur de presser l'élargissement d'un Ministre trop fidele à son maître. Le peuple ignorant & superstitieux s' imagine toujours que certains evenemens naturels sont, ou des prodiges, ou des effets extraordinaires de la colere de Dieu. Les Catholiques dévots crient *au miracle* sur trois hommes jettés par les fenêtres du château de Prague & qui tombent sans se blesser. La mort de l'Impératrice sœur du Roi de Bohême & celle de l'Archiduc Maximilien qui suivent de près l'enlèvement du Cardinal de Clésel, semblent à d'autres une juste punition de la violence faite à un Prélat innocent. L'Empereur survécut peu de temps à son épouse & à son frere. Il passa le reste de sa vie dans la tristesse, dans la défiance, & dans la crainte. On dit qu'il se représentoit la justice des jugemens de Dieu. Impatient de regner, il dépouilla Rodolphe son frere d'une maniere indigne & violente. Ferdinand beaucoup plus ambitieux que Matthias, en usoit de même avec lui.

L'emprisonnement d'un Cardinal ne manque pas de faire grand bruit à la Cour  
de

de Rome. Le Pape en parle dans un Consistoire, & il nomme une Congregation de Cardinaux afin d'examiner l'affaire de Clésel. Le Roi Ferdinand & l'Archiduc Maximilien tâchèrent d'appaîser les esprits par des soumissions ridicules & indignes de leur rang. Ils reçoivent humblement l'absolution qu'on nomme *ad cautelam*, à cause des censures peut-être encouruës en faisant violence à un homme revêtu de la pourpre Romaine. Voilà comme le Pape & les Princes de sa Communion se jouent de leur Religion. La personne des Cardinaux est sacrée. Aucun autre Souverain que le Pape n'a droit d'entrer en connoissance de leurs crimes & de les en punir. Les Princes ne s'accroissent pas d'une pareille indépendance attribuée à leurs sujets, dès qu'ils ont une calotte rouge sur la tête. Elle leur donneroit le droit d'être impunément & séditieux & méchants. Il faut bien arrêter quelquefois des Cardinaux trop remuans, ou trop ambitieux. On le fait, sauf à demander l'absolution des censures encouruës. Le Pape l'accorde: c'est assez que son autorité soit reconnue en quelque manière. Quelle impertinente mommerie! Le Roi de Bohême & l'Archiduc ne demandoient que l'éloignement d'un Cardinal qui les incommodoit. Ils consentirent que Clésel fût transféré à Rome. On écrit une Lettre respectueuse au Pape: on offre de remettre le Cardinal entre ses mains. Plusieurs Cardinaux demandoient que cela se fît incessamment, & que l'affaire de Clésel fût examinée dans

Mémoires  
pour  
l'Histoire  
du Cardinal de  
Ri belien  
1618.



1617. les formes. Borghése neveu du Pape devoué aux Espagnols, détourne le coup. On ne veut pas que le mystère d'iniquité soit si tôt découvert. La flétrissure auroit été trop grande. Le Roi de Bohême couroit risque de perdre sa réputation. Une pareille affaire étoit capable de lui nuire dans son dessein de succéder à l'Empire, aussi bien qu'aux Etats héréditaires de Mathias. Clésel fut déclaré innocent & mis en liberté, quand Ferdinand n'eut plus rien à craindre. Rendons ici justice à ce Prélat. Ses ennemis firent courir le bruit qu'il amassoit des thrésors immenses. On ne trouva chez lui ni or, ni argent. Preuve certaine du desintéressement avec lequel un si bon Ministre servoit son Prince.

Com-  
mence-  
ment de la  
guerre ci-  
vile en  
Bohême.

*Mémoires  
de Louise  
Juliane.  
Mercure  
Français.  
1618.  
Puffen-  
dorf Re-  
rum Sue-  
cicarum.  
L. I.*

Cependant la guerre civile s'allumoit en Bohême. On ne sait si Ferdinand ne porta point les choses aux extrémités, dans la pensée qu'avant la mort de l'Empereur, il auroit le temps de subjuguier une Nation jalouse de sa liberté, ou du moins de resserrer ses privilèges trop étendus sous le regne de Rodolphe, au gré du Prince le plus ambitieux qui fut jamais. Peut-être aussi que certains Princes de l'Union Protestante, bien-aisés que Ferdinand ne recueillît pas toute la succession des païs héréditaires de la Maison d'Autriche, animoient secrètement les Etats de Bohême à secouer enfin un joug, dont ils se plaignoient depuis long-tems. Les Provinces-Unies des Païs-Bas entrèrent dans cette intrigue. Attentives à toutes les occasions

1618.

sions de donner des affaires à la Maison d'Autriche & à l'Espagne, elles exhortent les Bohémiens à ne se laisser pas surprendre par un Traité artificieux, & à suivre l'exemple de ceux qui ont courageusement défendu leurs droits & leur liberté. La trêve entre l'Espagne & les Provinces-Unies expiroit dans trois ans. Les Etats-Généraux espéroient que le Roi d'Espagne occupé à conserver le patrimoine de sa Maison en Allemagne, ne seroit pas en état de recommencer la guerre avec beaucoup de vigueur à la fin de la trêve. On se bâtit d'abord à coups de plume. Apologies, Manifestes, Lettres, déclarations de la part de l'Empereur, ou du côté des Etats de Bohême; ces sortes de pièces se publient tous les jours en Allemagne. Chacun raisonne dessus à sa manière. Les Etats d'Autriche & de Silésie intercedent d'abord auprès de Sa Majesté Imperiale. Ils la prient d'avoir égard aux justes plaintes des Bohémiens leurs alliés, & de pardonner au premier mouvement des Seigneurs que ses Ministres ont irrités à contre temps. Les choses se pouvoient pacifier alors avec assez de facilité. En desavouant les manières trop hautes de ses Officiers, en donnant une amnistie du passé, en faisant justice aux Evangeliques sur certains griefs, Matthias auroit apaisé des gens qui le respectoient, & qui n'étoient pas fâchés de vivre sous sa domination. Ce n'étoit pas l'intention du Roi Ferdinand, qui régloit tout à la Cour de Vienne depuis l'éloignement du premier Mi-

1618. nistre. Dans le temps même que ce Prince dissimulé promet son entremise aux Etats de Bohême, il exhorte sa Majesté Impériale à ne souffrir pas que la violence faite à ses Ministres, demeure impunie. Quelques Princes d'Allemagne offrirent encore leur médiation: mais ils agissoient si foiblement qu'on ne les crut pas beaucoup plus sincères que Ferdinand. Chacun d'eux paroissoit bien-aise de voir à quois les mouvemens de Bohême aboutiroient, & d'attendre l'occasion d'en profiter; celui-ci d'une manière & celui-là d'une autre.

Quelque temps après l'affaire de Prague, les Princes de l'Union Protestante s'assemblèrent à Rotembourg. Ils prièrent l'Empereur de donner la paix à ses sujets: & ce fut en des termes propres à lui faire connoître qu'ils prendroient leurs dernières résolutions, selon que sa Majesté Impériale pencheroit plus, ou moins vers la clémence. On écrit aussi aux Etats de Bohême. Et la Lettre est concertée d'une telle manière, qu'elle exhorte également les Bohémiens à la paix, & à la défense de leur Religion & de leurs privilèges. On leur insinue que le secours de l'Union Protestante ne leur manquera point en cas que l'Empereur & le Roi Ferdinand entreprennent de les réduire. Tout sembloit concourir à mettre l'Allemagne en feu. L'Electeur de Saxe, le Comte Palatin, & le Duc de Bavière parloient de paix & de réunion. Mais leurs intérêts étoient si différens, qu'ils ne purent pas agir de concert. Ce que chacun d'eux propose en parti-

particulier, est capable d'augmenter la division, bien loin de la diminuer. Le Saxon favorise secrètement la Maison d'Autriche, mais en servant ses amis, il n'est pas fâché de travailler aussi pour lui-même. L'Electeur Palatin appuie les Bohémiens. Le prétexte de défendre ceux de sa Religion, est specieux. Ces premiers mouvemens le firent penser bien-tôt à ce qui éclata dans la suite. *Si votre Religion, lui disoient ses Confidens, ne vous permet pas de penser à l'Empire dans la situation présente des affaires de l'Europe, elle ne vous rend pas incapable de recevoir la Couronne de Bohême, en cas que les Etats du païs dégoutés de Ferdinand, vous l'offrent de bonne grace. Et c'est à quoi vous devez penser maintenant.*

Maximilien Duc de Bavière qui travailloit sourdement à se faire Empereur, ou du moins qui ne vouloit pas abandonner ses prétentions pour rien, voioit avec plaisir les embarras du nouveau Roi de Bohême. Ferdinand ne peut plus parvenir à l'Empire, ni conserver la Bohême, sans acheter chèrement les bons offices & l'amitié du Bavarois. Et celui-ci se tenoit assuré de l'Empire, en cas que la Maison d'Autriche ne put venir à bout de gagner la pluralité des voix. Jamais Prince n'eut plus d'adresse & de dissimulation que Maximilien. Quand il perd l'espérance de profiter des débris de la Maison d'Autriche, il en flatte l'ambition. Ferdinand ne peut se venger de l'Electeur Palatin, qu'en agrandissant le Duc de Bavière des dépouil-

1618. les de la Maison Palatine. Les Etats de Bohême avoient envoieé demander la protection du Bavarois. Il n'osa pas la leur promettre de peur d'irriter le Pape & tous les Princes de la ligue Catholique, dont Maximilien étoit le chef. Quel parti prendra-t-il dans le dessein qu'il a d'empêcher que les Bohémiens ne s'accordent avec l'Empereur & avec le Roi Ferdinand ? *L'outrage que vous avez fait aux Ministres de l'Empereur est si grand, dit-il aux Députés de Bohême, qu'il n'y a pas un Prince dans le monde qui puisse bonnêtement agir en votre faveur. Le meilleur conseil qu'on puisse vous donner, c'est d'implorer la clémence de sa Majesté Impériale.* Il fait bien, le dissimulé Prince, que les Etats de Bohême ne prendront jamais ce parti, & qu'une Nation jalouse de sa liberté & de sa Religion; aimera mieux défendre l'une & l'autre les armes à la main, que de se mettre à la discretion du vindicatif Ferdinand. Le Duc veut que le désespoir reduise les Bohémiens à faire une chose que la politique & la bienséance ne lui permettent pas de leur conseiller.

Les Etats de Bohême ne demandoient que la confirmation de leurs privilèges & une amnistie de ce qui s'étoit passé. Contens de leur condition, ils n'auroient pas osé s'exposer aux événemens incertains & aux malheurs d'une guerre civile, si l'Electeur de Saxe, le Duc de Bavière, & quelques autres Princes, eussent promis d'agir efficacement auprès de l'Empereur. Mais par je ne sai quelle fatalité, tout le monde

1618.

monde souhaitoit le trouble & la confusion. Le Roi Ferdinand ne demande pas mieux que d'avoir les armes à la main: Et presque tous les Princes d'Allemagne cherchent à lui susciter des affaires & des embarras. Les Bohémiens offroient d'entrer en négociation avec sa Majesté Imperiale, pourvu qu'elle n'envoïât point de troupes étrangères dans le Roiaume. Mais les conseils violens du Roi Ferdinand aiant prévalu, les principaux Officiers de l'Empereur passèrent en Bohême avec les troupes de Matthias. Le Comte de Buquoi amene un secours de cinq ou six mille hommes que l'Empereur avoit demandé à l'Archiduc Albert son frere. Ce fut alors que les Etats de Bohême pensèrent sérieusement à se defendre. Le Comte de Thurn eut le commandement de l'Armée qu'ils mirent sur pied. Ernest de Mansfeld, ce fameux aventurier qui a tant fait parler de lui dans le monde, la vient joindre avec un petit corps de troupes qu'il entretenoit, & qu'il conduisoit au service de ceux qui lui faisoient de meilleures conditions. Il étoit fils naturel du Comte de Mansfeld Gouverneur de Luxembourg, connu par sa bravoure & par ses exploits dans les guerres civiles des Pais-Bas. Ernest embrassa la Religion Protestante. Cet homme aussi artificieux que brave échauffa les esprits à la guerre plus qu'aucun autre, quand il fut venu au secours des Bohémiens. Il réduit en peu de temps la ville de Pilsen qui a reçu garnison Imperiale. Il arrête si bien les progrès que les Offi-

1618. ciers de l'Empereur prétendoient faire en Bohême, qu'il ne leur reste plus que Budonitz & quelques places peu considérables. On les auroit prises, si la saison eût été moins avancée. Mansfeld est mis au ban de l'Empire. Cela ne sert qu'à l'irriter davantage. Il entonne plus que jamais la trompette d'une guerre, qui auroit pû devenir fatale à la Maison d'Autriche, si on eût sù la conduire avec plus de prudence, & mieux profiter des avantages remportés. Le Comte de Thurn poursuivit les Généraux de l'Empereur qui se retiroient en Autriche, & s'avança si près de Vienne que la Cour Imperiale en fut épouvantée.

Intrigues  
de l'Abbé  
Rucellai  
pour la  
delivran-  
ce de la  
Reine  
Mere.

Mémoires  
de Déa-  
grants.  
pag. 184.  
185. etc.

A l'occasion de ces mouvemens d'Allemagne, on conseilla au Roi de France de faire un voiage à Mets, non pas tant pour traiter de plus près avec quelques Princes de l'Empire sur l'Election prochaine d'un Empereur, que pour s'assurer de la ville de Mets, & peut-être même de la personne du Duc d'Epéron. Les intrigues des Agens de la Reine mere ne furent point si secretes, que la Cour ne reçût des avis de la reconciliation du Maréchal de Bouillon & du Duc d'Epéron autrefois Ennemis declarés l'un de l'autre & de leur grande intelligence avec Marie de Médicis. Le Cardinal de Guise retiré à Joinville dans le voisinage de ces deux Seigneurs, paroissoit encore se lier à eux: Et quelques Emissaires de la Reine mere alloient conferer de temps en temps avec lui. On prit de grands ombrages à la Cour  
de







de ce que sous prétexte de fortifier la garnison de Metz, le Maréchal de Bouillon y faisoit couler des soldats. Certaines gens s'imaginèrent qu'il portoit ses vues fort loin. *Cet homme profond & ambitieux*, disoient-ils, *prend déjà ses mesures afin de s'emparer de Metz, en cas qu'il y ait quelque mouvement dans le Roiaume.* Déageant étoit celui qui inspiroit tant de soupçons au Roi. Il se vante d'avoir eu plus de part à la confiance de Louis XIII. que Luines, dont sa Majesté se défioit souvent parce qu'il ne savoit pas garder un secret. Elle ne voulut point que Déageant parlât à Luines d'une intrigue formée pour surprendre Metz & le Duc d'Epemon Gouverneur de la ville. Si nous en croions Déageant le succès étoit infaillible, en cas que le Roi se fût avancé vers la Lorraine. Mais Louis n'osa quitter le cœur du Roiaume. On lui faisoit craindre que les principaux Seigneurs du parti Huguenot ne se déclarassent en faveur de la Reine mere, & que les Réformés mécontents à l'occasion de l'affaire de Bearn, ne se soulevassent, afin que le Roi embarrassé de nouvelles divisions domestiques n'eût ni le temps, ni la force de se faire obéir dans le Roiaume. Rapportons, il en est temps, les intrigues déjà liées, & qui se continuèrent depuis que l'imprudente & parjure Marie de Medicis eût protesté devant *le Dieu scrutateur des cœurs*, qu'elle demeureroit en repos à Blois tant qu'il plairoit au Roi son fils.

L'Abbé Rucellai Florentin fut le seul  
K 7 des

1618. des serviteurs d'une Princesse abandonnée de tout le monde, qui eut le courage d'exposer sa fortune & sa vie pour la délivrer. Deux passions mirent en grand mouvement l'homme le plus voluptueux qu'on ait peut-être jamais vû, l'ambition & le désir de la vengeance. N'ayant pû s'avancer à la Cour de Rome, Rucellaï vint en France dans le dessein de jouir agreablement du bien qu'il y avoit, & de faire une plus grande fortune si l'occasion s'en presentoit. L'accès que l'Abbé trouve auprès du Maréchal d'Ancre son compatriote, lui donne de grandes espérances. Mais elles s'évanouïrent bientôt. Rucellaï enragé prit la resolution de venger la mort de son protecteur, en travaillant à la ruïne de celui qui en étoit la cause principale. Il suivit la Reine mere à Blois. Dès qu'elle y est arrivée, l'Abbé s'occupe jour & nuit à chercher les moïens de l'en faire sortir, persuadé qu'il est que le rétablissement de Marie de Médicis sera suivi de la chute du Favori, & qu'elle récompensera liberalement un homme qui l'aura mieux servie qu'aucun autre. On vit alors une étrange métamorphose. Ce Rucellaï qui ne pouvoit souffrir ni le ferein, ni la moindre intempérie de l'air, ce premier homme à *Vapeurs*, maladie si fort à la mode en nos jours, depuis que le Roi a cru en être attaqué, aussi bien que certains Courtisâns effeminés, & je ne sai quels beaux esprits de cercle & de ruelle; Rucellaï, dis-je, voïage jour & nuit dans les saisons les plus fâcheuses. Sa santé déli-

*Vie du  
Duc d'Es-  
pernon.  
L. VII.*

délicate devient à l'épreuve des plus grandes incommodités. 1618.

Il jouïssoit d'environ vingt mille écus de rente, tant en patrimoine qu'en benefices. Son pere amassa du bien au métier de Banquier. Ses grandes correspondances avec Zamet & quelques Partisans de France, lui firent obtenir l'Abbaïe de Signi en Champagne & d'autres benefices pour son fils. Rucellaï acheta d'abord une charge de *Clerc de Chambre* à Rome: c'est par là que commencent les gens qui vivent au Cardinalat. Le Pape Paul V. aimoit assez un jeune homme qui s'insinuoit agréablement dans l'esprit de ceux dont il vouloit gagner les bonnes graces. Mais Rucellaï, ou trop fier, ou trop imprudent en certaines rencontres, se perdit en manquant de souplesse & de complaisance pour le Cardinal neveu. Il fallut abandonner la Cour de Rome. Le voilà qui vient en France. L'Abbé s'attache au Maréchal d'Ancre: Et Conchini lui donne tant de marques de distinction, que Rucellaï ne desespere pas de parvenir bien-tôt à quelque dignité considérable. La belle dépense est un grand mérite à la Cour de France. Le train de l'Abbé étoit leste & magnifique. Sa table délicate & bien servie attiroit une infinité de gens chez lui. Jamais Etranger ne parut ni plus libéral, ni plus poli. Rucellaï s'insinuoit auprès des premieres Dames de la Cour par mille présens des curiosités d'Italie. Un Abbé qui entre dans les intrigues de Cour & de galanterie, est souvent sujet à  
s'atti-

1618. s'attirer quelque affaire fâcheuse. Je ne fais comment Rucellaï s'en fit une avec le Marquis de Roilhac neveu du Duc d'Epéron. Tant y a que le Marquis donne des coups de bâton à M. l'Abbé. Le Duc d'Epéron appuie hautement son neveu contre Rucellaï qui prétend avoir réparation de l'outrage. Et depuis ce temps-là Rucellaï se déclare ennemi de la Maison d'Epéron. Un homme fait comme lui s'ennuie bien-tôt à Blois auprès d'une Reine prisonnière. Agité de mille passions diverses, il se rongé l'esprit à chercher quelque ouverture pour en tirer Marie de Médicis, à qui sa fortune est désormais attachée. Mais comment négocier avec les grands Seigneurs du Roiaume? Ils sont tous à la Cour, dans leurs terres, ou dans leurs Gouvernemens.

Rucellaï obtint la permission de revenir à Paris. Bassompierre fut sa caution auprès de Luines; qui s'imagine que l'Italien degouté de la solitude, où il se trouve à Blois, aime mieux abandonner la Reine mere, que de se priver des plaisirs & des divertissemens de la ville capitale. Mais le Favori ne savoit pas que Rucellaï devenoit tout un autre homme. L'Abbé dissimule de son mieux pour tromper Luines & ses Emissaires. Il sonde secrètement divers Seigneurs de la Cour. Tous souhaitent la ruine du Favori & le retour de la Reine mere. Mais aucun n'ose entreprendre de l'enlever de Blois, de la conduire dans une place forte, & de prendre les armes. Rucellaï se met enfin dans l'esprit

*Vittorio  
Siri Mé-  
moires re-  
conditg.  
Tom. IV.  
p. 567.*

*Journal  
de Bassom-  
pierre.  
Mémoires  
du Duc de  
Rohan. l. I.  
Vie du Duc  
d'Epéron.  
L. VII.*

P'esprit que le Maréchal de Bouillon aura plus de courage que les autres. *Peut-il 1618.*  
*trouver une plus belle occasion*, disoit l'Italien en lui-même, *de contenter la passion qu'il a toujours témoignée de se signaler, d'avoir part aux affaires, & de se rendre plus puissant à la Cour. Le parti Huguenot est en mouvement sur les affaires du Bearn. Le Maréchal y a beaucoup de crédit. Il peut aisément le soulever contre le Favori qui veut se faire un mérite auprès du Pape & des Catholiques en persecutant les hérétiques. Le Duc de Rohan sera d'accord en cette rencontre avec le Maréchal de Bouillon. Rohan est mal avec Luines : il agit ouvertement en faveur de la Reine mere. Si nous avons une fois ces deux hommes pour nous, il ne sera pas difficile de gagner le Maréchal de Lesdiguières. Là dessus Rucellai fait semblant d'être obligé d'aller dans son Abbaye de Signi en Champagne, regler quelques affaires domestiques ; & il s'en va secretement à Sedan faire ses propositions au Maréchal de Bouillon.*

Quelle fut la surprise de l'Abbé, quand Le Maréchal de Bouillon se dégoutoit des intrigues de la Cour de France, & qu'il paroissoit resolu à demeurer en repos à Sedan ! Chagrin d'un si grand nombre de projets échoués en France, Bouillon se donne tout entier aux affaires d'Allemagne. Il entretient ses intelligences avec le Prince Maurice d'Orange son beaufrere & avec l'Electeur Palatin neveu de la Maréchale. En travaillant à l'agrandissement de la Maison Palatine, Bouil-

1618. Bouillon donnoit un puissant Protecteur à ses enfans cousins germains de l'Electeur. *Je suis vieux & incommode, dit-il à Rucellai; il est temps de borner sa fortune & ses desirs. Je me trouve assez bien à la Cour, & je ne crains pas qu'elle me chagrine. Vous ne me conseilleriez pas de me priver du repos que je goûte, ni d'exposer ma fortune & celle de mes enfans, en me jettant dans un parti trop dangereux. Ne croiez pas que je manque de zèle pour le service de la Reine mere. Elle a besoin d'un homme plus actif & plus robuste. Je n'ai pas tout ce qu'il faut pour réussir dans l'entreprise que vous me proposez de sa part. Voulez-vous que je vous indique le Seigneur le plus propre à la bien servir ? C'est le Duc d'Epernon. Il a de belles charges ; Il est puissant, riche, entreprenant & courageux. Ses trois fils n'ont pas moins d'ambition que lui. Ils aideront volontiers leur pere en cette rencontre. M. d'Epernon a des places dans le cœur du Roiaume & sur la frontière. En un mot, le voilà qui se brouille ouvertement avec Luines. Le desir d'acquérir de la gloire, le dépit de se voir méprisé à la Cour, l'esperance de mortifier un Favori orgueilleux & insolent, sont des motifs capables de déterminer un homme qui a de la fierté & du courage. Vous savez que le Duc n'en manque pas. Adressez-vous à lui. C'est le meilleur conseil que je puisse donner à la Reine mere. L'avis étoit bon. Je louerois la générosité du Maréchal au regard d'une Princesse dont il n'étoit pas content. Mais je crains ici quelque mouvement secret de jalousie & de ven-*

vengeance. Bouillon n'avoit-il point la vue maligne d'engager le Duc son ennemi dans une affaire capable de le perdre sans ressource? De quelque manière que la chose tourne, le Maréchal y trouve son compte. Le succès de l'entreprise humilie un Favori que Bouillon n'aime pas & le Maréchal a l'honneur & le mérite de l'ouverture du projet. Que si l'entreprise échoue, il aura le plaisir de voir la grande fortune d'Epéron entièrement ruinée. 1612.

L'Abbé demeura d'accord que le Duc étoit l'homme le plus propre à servir la Reine mere. Mais deux choses jettent Rucellai dans une grande perplexité. Epéron étoit sorti de la Cour fort mécontent de Marie de Médicis. Après des services signalés rendus au voiage de Guienne pour le mariage du Roi, Marie de Médicis sacrifia le Duc au Maréchal d'Ancre & au Prince de Condé. Cette première difficulté ne paroissoit pas insurmontable à Rucellai. Il en trouve une beaucoup plus grande. L'Abbé prétend avoir l'honneur & le mérite de la négociation: & comment l'entamera t-il avec un Seigneur qu'il hait & qui le traite avec le dernier mépris? La passion la plus forte l'emporte. Rucellai est encore plus animé contre Lignes que contre le Duc d'Epéron. L'ambition qui se met de la partie, fait que l'Abbé surmonte la repugnance à traiter avec le Duc. Le voilà de retour à Paris. Il y trouve la conjoncture la plus favorable qu'il pouvoit souhaiter. Epéron est mal

Première négociation avec le Duc d'Epéron pour la délivrance de la Reine mere.

Rédaction du Cardinal de la Valette dans les Mémoires pour l'Histoire du Cardinal de Richelieu.



1618. mal en Cour à cause de son affaire avec le Garde des Seaux. Le Duc & ses enfans crient contre Luines sur ce que l'Evêque de Paris devient Cardinal au préjudice de l'Archevêque de Toulouse. Il n'est plus question que de faire la premiere ouverture. Rucellai n'osa pas se hasarder d'abord. Un Seigneur si fier l'auroit rebuté. Il auroit même appréhendé que l'Italien ennemi de sa Maison, ne cherchât à lui tendre des pièges. Epernon étoit encore si fort irrité contre Marie de Médicis, qu'on ne savoit pas bien comment lui parler d'elle. On s'adresse premièrement à l'Archevêque de Toulouse son fils. Le Marquis de Moni lui porte une Lettre d'un confident de la Reine mere nommé Chanteloube. On prioit l'Archevêque de se trouver dans une maison de campagne. Il n'ose y aller sans le dire au Duc son pere, qui le lui defend; soit qu'Epernon veuille se faire prier long-temps par une Reine qui l'a païé d'ingratitude; soit qu'il craigne que le Roi ne pense tout de bon à s'assurer de sa personne, si Luines vient à découvrir que le Duc entre en négociation avec Marie de Médicis. *Je ne veux entendre parler de rien*, dit-il enfin après quelques nouvelles sollicitations. *Je me retire à Mets: j'y pourrai écouter les propositions qu'on me veut faire.* Les gens jugerent par cette réponse que le Duc n'étoit pas éloigné d'entrer en composition. La Reine mere lui envoya une montre de diamans avec une lettre obligeante. Mademoiselle du Tillet se charge de la faire accepter au Duc. On cût

eût dit que ce Seigneur prétendoit que la Reine mere devoit lui être obligée de ce qu'il recevoit le présent, & de ce qu'il vouloit bien lire la Lettre de sa Majesté. Du Tillet le presse de s'expliquer. Ferme dans sa premiere resolution, le Duc renvoie tout le monde après son arrivée à Mets. 1618.

*Vincentio Ludovici* Secrétaire du Maréchal d'Ancre s'étoit retiré dans l'Abbaïe de Signi, après être sorti de la prison, où les ennemis de son maître le mirent, quand on voulut faire le procès à la mémoire & à la veuve de Conchini. Cet homme avoit de l'esprit & de l'expérience dans les affaires de Cour. Rucellai lui envoie une Lettre de créance de la part de la Reine mere pour le Duc d'Epemon, & lui ordonne d'aller à Mets. La dépêche est accompagnée de bonnes instructions sur ce que *Vincentio* doit proposer au Duc, & sur la maniere dont il s'y prendra pour se faire écouter. L'Italien s'acquitte fort bien de la commission. La Reine mere, dit-il au Duc après qu'il eût lu la Lettre de sa Majesté, n'a point oublié les grands services que vous lui avez rendu au commencement & dans le cours de sa Régence. Un de ses plus sensibles déplaisirs c'est de ne les avoir pas assez bien recompensés, quoi qu'elle vous ait temoigné sa reconnoissance en plusieurs rencontres. Je vous avouerai même de sa part, que prevenue par certaines gens, dont elle ne pénétrait pas les mauvais desseins, elle vous a donné quelque sujet de plainte; mais sa Majesté est tellement persuadée de  
votre

*Rélation  
du Car-  
dinal de la  
Palette.  
Fils du Duc  
d'Epemon  
l. VII.*

1618. *votre générosité ; qu'elle ne doute pas que vous n'aiez oublié un petit mécontentement, que vous ne preniez part à sa douleur, Et que vous ne soiez dans la disposition de servir une Reine injustement persécutée. Le feu Roi vous recommanda peu de jours avant sa mort les intérêts de son épouse. Ne semble-t-il pas que ce grand Prince prévoyoit l'injustice faite à sa veuve, & qu'elle seroit dans la nécessité de s'adresser à vous pour arrêter la violence de ses ennemis ? Vous avez suivi religieusement les intentions du feu Roi en servant son épouse durant la Régence. Voici une nouvelle occasion de témoigner le respect que vous conservez pour la mémoire d'Henri le Grand. Sa veuve est resserrée dans une étroite prison, en danger même de perdre la vie. Le Roi son fils est dans une espèce de captivité. Un indigne Favori abuse du nom & de l'autorité de l'héritier d'Henri le Grand. Il éloigne ceux à qui leur rang, leurs services & leurs emplois, donnent droit d'avoir part au gouvernement. On pense à vous dépouiller, Monsieur. Rien ne sera impossible aux Luynes, après qu'ils auront achevé de ruiner la Reine mere. Je ne vous parle point de vos intérêts ; vous les connoissez mieux que moi. Pensez seulement que le Roi vous saura un jour bon gré de ce que vous l'aurez délivré de l'oppression où il est, aussi bien que la Reine sa mere. Peut-être qu'un jeune Prince obsédé par vos ennemis, ne sentira pas d'abord l'importance de ce que vous ferez pour lui. En ce cas, la Reine mere se charge de toute l'obligation. Elle vous promet un souvenir éternel de la générosité que vous aurez eue de lui rendre la li-*  
berté

*berté & de lui sauver la vie.* Le Duc d'Ep-  
pernon répondit d'une manière respectueuse  
pour la Reine mere. Il mêla seulement  
quelques plaintes sur la manière dont elle  
en avoit usé avec lui au retour du voyage  
de Guienne. On vient ensuite à la négocia-  
tion. Vincentio promet de la part de  
Marie de Médicis de l'argent, des hommes  
& des places. Et un mot, il offre des con-  
ditions si avantageuses, que le Duc ré-  
pond qu'il examinera la proposition & qu'il  
donnera sa réponse dans quelques jours.

1617.

Ep-  
pernon vouloit parler à ses deux fils  
qui se trouvèrent auprès de lui, le Marquis  
de la Valette & l'Archevêque de Toulou-  
se. Du Pleffis intime confident du Duc fût  
aussi de la délibération. Vincentio lui avoit  
fait la première ouverture du dessein de son  
voiage. Les jeunes gens ont plus de har-  
dieffe que les vieillards: ils conçoivent aisé-  
ment de grandes espérances. Si le Duc en  
eût voulu croire ses deux fils, & sur tout  
l'Archevêque de Toulouse, l'affaire auroit  
été bien-tôt conclue. La Valette & son  
frere représentoient à Ep-  
pernon la gloire  
dont une si belle entreprise seroit suivie;  
le succès leur paroissoit infaillible. Ils s'i-  
maginent voir déjà tous les grands Seigneurs  
de France mécontents du Favori, venir à  
leur pere & le reconnoître pour leur Géné-  
ral & pour leur libérateur. *Dans la situa-  
tion présente des affaires de notre Maison,*  
*disoient-ils, pouvons-nous mieux faire que de*  
*nous unir avec la Reine mere contre Luines*  
*qui entreprend de nous perdre aussi bien qu'e-  
le?* Ep-  
pernon le voyoit bien. La proposi-  
tion

1618. tion ne flattoit pas moins sa fierté que celle de ses enfans. Mais sa longue expérience des affaires du monde le rend plus circonspect. Les difficultés de l'entreprise lui paroissent presque insurmontables. Les menaces & la mauvaise volonté du Favori, lui font craindre la perte de ses grands établissemens : mais le danger où il s'expose d'attirer contre lui toutes les forces du Roi, l'effraie davantage. Il pouvoit parer la plus grande partie des coups que Luines lui porteroit par des intrigues secrètes. Mais quel moïen de résister au Favori armé de l'autorité & des troupes de son Maître ? *Au premier mouvement que nous ferons, disoit-il, nous voilà condamnés comme rebelles. Deux ou trois armées viendront fondre sur nos Gouvernemens. Compter sur le grand nombre de confédérés qu'on nous promet ; n'est-ce point se repaître d'une chimère ? Le seul nom du Roi en arrêtera plusieurs. Les autres se laisseront gagner par les promesses artificieuses du Favori. Nous engageons la Reine mere, il est vrai, à soutenir nôtre Maison que Luines veut ruiner. Marie de Médicis ne nous a-t-elle pas fait sentir qu'elle a le vice ordinaire des Princes ? Elle n'est pas moins ingrate que ceux de son rang. Ces Messieurs croient avoir suffisamment récompensé les services que nous leur rendons, en souffrant que nous exposions pour eux & nôtre bien & nôtre vie. Après y avoir pensé, le Duc donna cette réponse générale à Vincentio. J'ai une extrême passion de servir la Reine mere, dit il : mais elle doit m'en fournir les moïens. Quels sont les grands Seigneurs qui entrent dans*

dans ses intérêts? Quelle somme d'argent peut-elle avancer pour entretenir les garnisons de nos places, pour mettre des troupes sur pied, pour soutenir les frais de la guerre? Je ne puis prendre aucun engagement jusques à ce que je sois éclairci sur ces articles. J'attens la réponse de la Reine mere. Cependant je lui promets le secret & une fidélité inviolable. Au reste, que l'Abbé Rucellai ne sache rien de cette affaire. Je ne m'en mêlerai plus, dès que j'apprendrai que l'ennemi de ma Maison en a quelque connoissance. 1618.

Vicentio rapporte à Rucellai le succès de cette première négociation. L'Abbé eut du chagrin de ce qu'on vouloit l'exclure d'une intrigue dont il prétendoit avoir l'honneur & le mérite. Les premières hauteurs d'Epemon ne le rebutent pas. *Le Duc sera plus traitable, dit-il, quand nous lui aurons fait prendre de plus grands engagements.* Rucellai renvoie Vicentio à Mets. On donne de belles espérances, que la Maison de Guise, le Duc de Montmorenci, le Maréchal de Bouillon, & quelques autres se joindront au Duc d'Epemon, dès qu'il se sera déclaré pour la Reine mere. Vicentio fait voir qu'elle a de quoi avancer des sommes considerables. Là dessus Epemon donne sa parole. L'intérêt secret qui l'y engage est trop puissant. Quelque chose qu'il fasse, on ne trouve pas de meilleur moyen de résister aux efforts continuels du Favori, qu'en s'unissant à Marie de Médicis, & en la mettant dans la nécessité de s'opposer à la ruine de celui qui l'aura délivrée elle-même.

1618.

de l'oppression, & de soutenir le pere & les enfans, dont les services lui seront toujours nécessaires. Tel fut le véritable motif d'une action qui surprit toute l'Europe, & que les flatteurs d'Epéron relevèrent comme une entreprise héroïque. L'amour propre est le grand ressort qui remue tous les hommes. Epéron craint de perdre ses charges & ses Gouvernemens, dont les Luines pensent à profiter : & Marie de Médicis n'a pas d'autre ressource, que de gagner un Seigneur puissant, ambitieux, & vindicatif, qui trouve son compte en la tirant de Blois, & en la mettant en état de balancer la trop grande autorité du Favori. On disoit assez plaisamment sur cette affaire, que si le Chevalier, empêcha que la Reine ne fut prise par la Tour; la Reine fut aussi cause de ce que le Chevalier ne fût pas pris par le Fou. C'est une allusion au jeu des échecs qu'il est facile d'entendre.

Adresse  
de Rucel-  
lai pour  
entrer en  
négo-  
cia-  
tion avec  
le Duc  
d'Epéron.  
non.

Dans le temps qu'Epéron se prépare à l'exécution de son projet, d'enlever la Reine mere, & de la conduire à Loches, & de là dans la ville d'Angoulême, s'il en est besoin, vers le milieu du mois d'Août au plus tard; on lui écrit de Paris que le Favori témoigne vouloir être de ses amis. Luines, disoit-on au Duc, est fâché de ce qui est arrivé à l'occasion de votre affaire avec le Garde des Seaux. Si vous voulez envoyer M. l'Archevêque de Toulouse à Paris, il verra le Favori, & les choses se racommoderont. Epéron consentit au voyage de son fils à Paris, non pour négocier avec Luines; le Duc étoit trop irrité contre lui;

1618.

lui; mais pour traiter plus secrettement avec la Reine mere, en feignant de songer à se remettre bien à la Cour. Quand Rucellaï vit l'Archevêque de Toulouse à Paris, il resolut de s'ouvrir à lui, dans la pensée qu'il seroit plus facile d'aborder le pere, après avoir gagné le fils. Le Marquis de Moni fut un de ceux qui eurent le plus de part à l'intrigue. L'Archevêque de Toulouse l'ayant rencontré dans le Louvre, lui dit que le Duc d'Epemon se prépare tout de bon à délivrer la Reine mere au plutôt. Moni paroît embarrassé à cette confidence de l'Archevêque, & celui-ci demeure presque interdit. Rucellaï prend la commission d'aller dire à l'Archevêque pourquoi Moni a paru si distrait. Le Prélat nia d'abord à Rucellaï qu'il eût aucune connoissance du dessein formé d'enlever la Reine mere. Mais l'Abbé dit tant de choses; il fait si bien comprendre que Vincentio n'agit que par ses ordres, & qu'il a lui-même le secret de Marie de Médicis; enfin, Rucellaï explique si clairement tout ce qui s'est passé, que l'Archevêque ne doute plus que l'Abbé ne soit le premier mobile de l'intrigue. *Au nom de Dieu*, dit l'Archevêque à Rucellaï, *prenez garde que M. d'Epemon ne sache pas que vous êtes du secret. L'affaire échouera s'il a le moindre soupçon que vous entriez dans l'intrigue.* L'Abbé ne perd point courage. Il persiste dans son dessein de tirer la négociation des mains de Vincentio, & de traiter désormais lui-même avec le Duc d'Epemon, le Cardinal de Guise, & le Maréchal de Bouillon.

*Rélation  
du Cardinal  
de la  
Valette.*

*Journal  
de Bassompierre. Vie  
du Duc  
d'Epemon,  
l. VII.*



1618. Il falloit sortir de Paris pour cet effet: & l'Abbé ne savoit comment s'y prendre. On l'observoit de fort près. Le voilà qui donne des avis secrets contre lui-même à Luines & aux Ministres. On lui porte incontinent une Lettre de cachet qui lui ordonne de sortir au plûtôt du Roiaume. Rucellaï paroît interdit: il demande à se justifier auprès de Luines: ses amis tâchent de lui obtenir du moins la permission de demeurer encore quelques jours à Paris. Après avoir si bien joué son personnage, il se retire secretement à Joinville auprès du Cardinal de Guise. Il négocie avec lui, & de là il va trouver le Maréchal de Bouillon. Cependant l'Archevêque de Toulouse revient à Mets, Rucellaï s'approche de la ville. Il écrit à l'Archevêque, & demande à l'entretenir. On fut alors dans la nécessité de dire au Duc d'Epéron que Rucellaï a lié l'intrigue, & que s'étant avancé jusques à une lieue de Mets, il demande une conference avec l'Archevêque de Toulouse. Epéron entra dans une si furieuse colere, qu'il menaçoit déjà de retirer sa parole. Ses fils eurent l'adresse de l'appaiser. On lui représente que dans le fond il vaut mieux traiter avec Rucellaï, qu'avec un autre. Après bien des allées & des venues, Rucellaï obtient la permission d'entrer dans la ville. On le cache dans la maison du Duc avec une précaution extraordinaire. Il donna ses premiers soins à reconcilier Epéron avec le Maréchal de Bouillon. Enfin, il menage si bien les intérêts de la

1618.

la Reine mere; que le Cardinal de Guise le Maréchal de Bouillon, & le Duc d'Epéron conviennent de mettre sur pied une Armée de douze mille hommes d'Infanterie & de trois mille Chevaux en Champagne. C'étoit pour faire une diversion, en cas que le Roi envoiât toutes ses troupes vers l'Angoumois, après que la Reine mere s'y seroit retirée; & pour défendre le Marquis de la Vallette, si le Favori entreprenoit de le chasser de Mets, pendant que le Duc d'Epéron seroit occupé à défendre Marie de Médicis. Elle avoit fait remettre à Mets la somme de deux cens mille écus. Rucellai en donna quelque chose au Maréchal de Bouillon & au Cardinal de Guise. Il se conduisoit avec tant de dextérité que le Duc d'Epéron revenu de ses préjugés, prenoit une extrême confiance en lui. Toutes ces intrigues durèrent jusques à la fin de l'an 1618. Le Duc qui prétendoit exécuter son projet au mois d'Août ne put sortir de Mets qu'aux premiers jours de l'année suivante.

La Cour étoit alors occupée à recevoir le Cardinal de Savoie. Char-  
& à divertir le Cardinal de Savoie. Emmanuel son pere l'envoioit en France pour négocier le mariage de Victor Amédée Prince de Piémont avec Madame Christine de France sœur du Roi. Le Duc de Savoie en fit les premières propositions à Bethune & à Modene Ambassadeurs de sa Majesté Très Chrétienne en Italie; Et ces Messieurs en écrivirent en Cour. Le Maréchal de Lesdiguières agit plus efficacement qu'aucun autre. Il représenta vive-

Le Cardinal de Savoie vient à Paris demander en mariage pour le Prince de Piémont son frere Madame Christine de France.

1618. ment au Conseil du Roi, que le Duc de Savoie ne pouvoit demeurer long-temps entre deux Puissances telles que la France & l'Espagne, sans se lier avec l'une ou l'autre afin d'assurer sa fortune, & de se mettre à couvert des entreprises de ses ennemis; qu'il étoit de l'honneur de sa Majesté de ne souffrir pas que le Duc cherchât un autre appui que celui de la Couronne de France; que le Roi ne pouvant faire aucune entreprise solide du côté de l'Italie, sans que le Duc y entrât, il étoit important à sa Majesté de mettre ce Prince dans les intérêts de la France; enfin, que le feu Roi avoit si bien connu la force de ces raisons, qu'il commença de traiter avant sa mort du mariage de Madame Elisabeth fille aînée de France avec le Prince de Piémont. La caballe des Espagnols traversa la conclusion de cette affaire autant qu'il lui fut possible. Ils craignoient que le Roi ne prit des liaisons trop étroites avec un Prince qui se déclaroit leur ennemi irréconciliable. Les Espagnols trouvoient par tout Charles Emmanuel dans leur chemin, en Italie, en France, en Allemagne. Cependant le mariage de Christine avec Victor Amédée fut conclu. Déageant qui étoit bien encore avec Luines, servit beaucoup à déconcerter les intrigues de Monteleon Ambassadeur d'Espagne. Maurice Cardinal de Savoie vint à Paris avec une suite magnifique, demander la fille de France de la part du Duc de Savoie & du Prince de Piémont. Il devoit traiter des conditions

*Histoire  
du Conné-  
table de  
Lesdignit-  
res. L. IX.  
chap. 10.  
Vittorio  
Siri Me-  
moire re-  
condite.  
Tom. 1<sup>re</sup>.  
pag. 535.  
536.  
Lettre de  
Bentivo-  
glio.*

1618.

du mariage. Le Cardinal fut reçu avec les honneurs dûs à sa naissance. On le régala de tous les divertissemens imaginables. Sa négociation fut plus longue qu'il ne pensoit. Louis gardoit de grands ménagemens avec le Roi d'Espagne. Du Fargis fut envoyé à Madrid pour obtenir l'agrément de sa Majesté Catholique. On exigea encore que Charles Emmanuel fit demander le consentement du Roi Philippe son beaufrère. Tant de bienveillance observées furent cause que l'affaire ne se consumma, qu'au temps de la délivrance de la Reine mere.

Le monde étoit surpris de ce que la France assez indolente sur les affaires d'Allemagne & de Bohême, prenoit un fort grand intérêt dans les troubles domestiques des Provinces-Unies, & de ce qu'elle appuioit ouvertement Barneveldt contre le Prince Maurice d'Orange. Cette conduite fut le sujet d'une infinité de spéculations. Les ennemis du Pensionnaire de Hollande prétendoient tirer de grands avantages, de ce que la Cour de France qui ne faisoit rien que de concert avec celle de Madrid, se déclaroit hautement pour lui. On vouloit conclure de-là que le Pensionnaire étoit d'intelligence avec les Espagnols, & que le Roi Philippe n'osant protéger Barneveldt par lui-même, faisoit agir la Cour de France en faveur du Pensionnaire. Nous avons vu que l'Arménianisme ne fut dans ses premiers commencemens qu'une simple dispute entre les Théologiens sur des questions purement

Différens  
Princes  
s'entre-  
mettent  
pour pa-  
sifier les  
troubles  
domesti-  
ques des  
Provin-  
ces-Unies

Brande  
Histoire de  
la Refor-  
mation. L.  
XXIX.

1618. speculatives. Il devint une affaire d'Etat par l'intérêt que le Prince Maurice d'Orange y prit, & par la division qui se mit dans les Provinces-Unies. Quatre agissoient de concert avec Maurice: Et les trois autres, la Hollande, Utrecht & Overissel, conduites par les conseils de Barneveldt prétendoient soutenir leurs droits & leur souveraineté, conformément à l'acte de l'Union d'Utrecht, qui fait le fondement principal de la République des Provinces-Unies. Depuis qu'elles parurent ainsi divisées, plusieurs Puissances étrangères s'entremirent afin de pacifier des troubles capables de causer la subversion entière d'une République florissante, & de donner occasion à l'Espagne de ruiner par ses artifices & par ses intrigues, un Etat dont elle n'avoit pu empêcher l'établissement à force ouverte.

Jacques Roi de la Grande Bretagne s'étoit mis en tête d'extirper l'Arminianisme & de le faire proscrire dans un Synode National. Son Ambassadeur en pressoit fortement la convocation. Prévenu par ses Théologiens, peut-être par les raisons politiques du Prince Maurice, sa Majesté Britannique soutenoit les Contre-Remontrants & les ennemis de Barneveldt. La Cour de France pensoit tout autrement que celle d'Angleterre. Elle entroit dans les vûes du Pensionnaire. Il y étoit connu & estimé. Le President Jeannin & les anciens Ministres du feu Roi, regardoient Barneveldt comme un des plus habiles politiques de son temps. Ils étoient con-

convaincus de sa droiture & de son amour sincere pour le bien de sa Patrie. Je ne fais si le Pensionnaire ne leur avoit point insinué les raisons qu'il croioit avoir de se défier des desseins du Prince Maurice, & de craindre qu'il ne pensât à faire un changement considérable dans la République. De maniere que la Cour de France persuadée qu'il étoit à propos que les Provinces-Unies se conservassent sur le pied où elles étoient au temps de leur trêve avec l'Espagne; la Cour de France, dis-je, donna ordre à Du Maurier Ambassadeur de Louis à la Haye, d'agir de concert avec Barneveldt & de le seconder autant qu'il pourroit. Je trouve que Gustave Roi de Suede s'entremet pour la même affaire. Son Ambassadeur exhorta les Etats Généraux à pacifier des troubles domestiques dont les suites seroient peut-être funestes à leur République. Gustave commençoit de faire grande figure dans l'Europe. La maniere dont il se maintenoit dans son Roiaume contre Sigismond Roi de Pologne, & la paix avantageuse qu'il conclut avec les Moscovites, augmentèrent la réputation qu'il s'étoit acquise dès les premières années de son Regne.

Bien loin que les remontrances de Aersens l'Ambassadeur de France fussent de quel-<sup>fait pu-</sup> qu'utilité au Pensionnaire de Hollande, <sup>blier dif-</sup> Aersens de Sommerdyck son ennemi s'en <sup>férens li-</sup> servoit, pour rendre ce grand homme plus <sup>belles</sup> suspect & plus odieux. Il fait publier dif- <sup>tre Bar-</sup> férens libelles, où Barneveldt est dépeint <sup>nevelt.</sup> comme un traître qui se laisse corrompre

1618. par l'argent d'Espagne, & qui travaille de concert avec les Papistes à renverser la Religion établie dans l'Etat, & à remettre les sept Provinces dans l'esclavage. Comme les Remontrans décrioient dans leurs écrits la conduite de Jacques Roi d'Angleterre; les Contre-Remontrans n'épargnèrent pas Marie de Médicis & ses Ministres. Aersens irrité depuis long-temps contre la Cour de France qui ne fut point contente de cet esprit malin & artificieux durant son Ambassade, parloit du Roi d'une manière tout-à-fait injurieuse dans un de ses libelles. Il accusoit Louis, ou plutôt sa mere, son Favori, & ses Ministres, de se rendre les instrumens de la Cour de Madrid pour soutenir Barneveldt, & pour lui donner moien d'exécuter ses pernicieux projets contre la patrie. Je ne serois pas surpris que des gens d'esprit aient pensé que les Espagnols tâchoient de profiter de la division semée dans la République des Provinces-Unies, & qu'ils s'intriguoient afin de l'entretenir & de l'augmenter s'il étoit possible. L'Espagne avoit un trop grand intérêt à ruiner un Etat, qui fut la première cause de la décadence d'une Monarchie autrefois redoutable à toute l'Europe. Mais que le Duc de Rohan, ce Seigneur si judicieux, si pénétrant, se soit imaginé que l'Espagne jetta malignement les premières semences de l'Arminianisme dans les Provinces-Unies, afin de ruiner par la division, ceux qu'elle ne pouvoit réduire par la force de ses armes; c'est en vérité un trop grand raffinement en politique.

*Brandt  
Histoire  
de la Reformation L.  
XXIX.  
Du Man-  
vier dans  
les Mémoi-  
res sur le  
Prince  
Maurice  
d'Orange  
& sur  
Barneveldt.*

*Le Duc de  
Rohan  
dans son  
Discours  
sur les di-  
visions de  
Hollande  
1618.*

litique; disons mieux, c'est la chose du monde la plus chimérique. 1618.

Arminius & quelques autres avoient leurs sentimens sur la Grace & sur la Prédestination, avant la négociation de la trêve entre les Espagnols & les Provinces-Unies. La Cour de Madrid n'envoia pas des Missionnaires secrets avec ordre de gagner quelques Ministres de Hollande, & de leur faire embrasser des sentimens contraires à ceux de Calvin & de Beze. Arminius, Uitenbogard, Episcopius & les autres ont pu connoître la fausseté du Systême de S. Augustin & de Calvin, en lisant l'Ecriture sainte, les anciens Peres de l'Eglise Grecque, Melanchthon & quelques Auteurs Luthériens. M. de Rohan croioit-il donc que la *Prédestination absolue* & la *Grace irrésistible*, sont des dogmes si clairement révélés dans la parole de Dieu, qu'on ne peut les abandonner sans trahir les lumières de sa conscience; ou sans se laisser corrompre par les pistoles d'Espagne? L'Arminianisme commença de même que toutes les autres contestations entre les Théologiens, par des jalousies, par des intérêts personnels. La politique n'y eut point de part. Il est vrai que Barneveldt & quelques autres Magistrats qui appuièrent ensuite les Arminiens, furent d'avis de la conclusion de la trêve, nonobstant les fortes oppositions du Prince Maurice d'Orange. Mais cela vint de ce que ces Messieurs croioient que leur Etat extrêmement endetté pour soutenir une longue guerre contre l'Espagne, avoit besoin de quelques années de



1618. paix, pendant lesquelles il acquitteroit ses dettes, & reprendroit de nouvelles forces, afin de résister plus vigoureusement aux Espagnols, en cas qu'ils voulussent recommencer la guerre. Barnevelt fit assez connoître que c'étoit-là sa pensée. Et le Roi Henri IV. convint qu'elle étoit juste & raisonnable. Dès que la trêve est conclue, Barnevelt donne toute son application à trouver les moïens de paier ce que la République doit à la Couronne d'Angleterre, & de retirer ses places engagées à la Reine Elizabeth. Si les contestations survenues à l'occasion des sentimens d'Arminius, furent une division excitée par les artifices des Espagnols, d'où vient que le Prince Maurice ne s'en aperçut pas? Il examinoit de fort près les démarches de la Cour de Madrid: il étoit attentif à découvrir les ruses & les artifices du Conseil d'Espagne. Et si le Prince Maurice le reconnut, pourquoi demeura-t-il durant quelques années tellement neutre dans ces contestations, qu'il chérissoit Barnevelt, & faisoit du bien à ses enfans?

Le Duc de Rohan ne borne pas là ses réflexions. Il donne encore dans les visions malignes & ridicules d'Aersens. Louis, dit le Duc, ayant succédé à son père à l'âge de neuf ans, les choses changèrent de face en France. Marie de Médicis avoit obtenu la régence. Dans le dessein d'affermir son autorité contre les Princes du sang & les Grands du Roïaume, elle mit la division entr'eux. La Reine se jette entre

M. de Rohan des Intérêts des Princes, Discours. XI.

les

les bras du Pape & du Roi d'Espagne, persuadé que l'appui de la Cour de Rome lui est nécessaire, & qu'elle aura besoin en tout tems de celui du Roi d'Espagne. Si bien que durant son gouvernement, les vrais intérêts de la France étant abandonnés, on en prit la contrepied. La réflexion est juste. Nous avons vû dans la suite de cette Histoire que Marie de Médicis fut souvent la dupe de la Cour de Rome & du Conseil d'Espagne. Mais les choses n'allèrent pas si loin que le Duc de Rohan le suppose. Les Espagnols, poursuit-il, ne perdirent pas une si belle occasion. Ils en surent profiter dans l'affaire des Arminiens qui divisa la République des Provinces-Unies. Barneveldt soutenu de la France par les pratiques du Conseil d'Espagne, entreprend de protéger les Arminiens contre le Prince d'Orange; tellement que d'une dispute de Religion, il s'en forme une affaire d'Etat si pernicieuse qu'elle pensa ruiner cette République. Ce fut alors que l'Espagnol déploya toutes ses ruses pour faire agir Marie dans les Provinces-Unies suivant les intérêts de l'Espagne. On lui persuada que la mesintelligence entre les Provinces-Unies lui est avantageuse pour maintenir son autorité, afin qu'elles ne soient pas en état d'assister les Princes mécontents, ni même les Protestans de France, qui pouvoient se joindre à eux. Les Emissaires d'Espagne firent jouer la Bigotterie, mauvaise Conseillère à tous ceux qui s'en corrent. De manière que les Ambassadeurs de France, sous prétexte de zèle pour la Religion, furent les sollicitateurs des affaires d'Espagne en Hollande. En favori-

258. *sant Barneveldt, ils fomentèrent la division dans l'Etat. Ils le portèrent si avant sur le bord du précipice, que sans la patience & la fermeté de Maurice assisté des gens de guerre, la République courroit risque d'être aussi-tôt éteinte que formée.*

J'avoué que la *bigotterie* dont Marie de Médicis se laissa *coiffer*, lui inspira souvent de fort mauvais conseils. Cela est ordinaire aux femmes. Il est plus surprenant que son Petit-fils dont certaines gens nous vantent tant la lumière & le discernement, se soit tellement *coiffé de la bigotterie*, qu'il lui ait sacrifié les plus grands intérêts de sa Couronne. Le Duc de Rohan n'applique pas bien ici, une maxime fort véritable. Marie de Médicis fort éloignée des affaires au commencement de l'An 1617. Et depuis ce temps-là l'Ambassadeur de France agit pour Barneveldt plus fortement que jamais. Ville-roi, Jeannin, Silleri & les autres Ministres d'Henri IV. étoient d'habiles gens. Bien loinde vouloir aider l'Espagne à ruiner les Provinces-Unies, ils cherchoient à les soutenir. Des politiques d'une si longue expérience dans les affaires, n'étoient pas les duppes du Conseil d'Espagne. S'ils apprièrent Barneveldt, c'est qu'ils crurent ses intentions droites & qu'il ne pensoit qu'au bien de la patrie. Peut-être aussi que prévenus par les insinuations du Pensionnaire, ils s'imaginèrent que le Prince d'Orange portoit ses vûes trop loin, & qu'il travailloit à se rendre plus puissant dans la République en maintenant le parti des Con-  
tre-

tre-Remontrants. Dans cette pensée, la Cour de France qui ne veut aucun changement dans la constitution du gouvernement des Provinces-Unies, fait agir son Ambassadeur de concert avec Barneveldt. Et quand cet illustre Vieillard succombe enfin aux efforts de ses ennemis, elle s'intéresse pour sauver l'honneur & la vie à un Magistrat dont elle estime la sagesse & la prudence, & que le feu Roi Henri IV. chérissoit particulièrement. Le Duc de Rohan donne une mauvaise raison pour quoi Marie de Médicis fomentoit, à son avis, la division dans la République des Provinces-Unies. *Cela, dit-il, les mettoit hors d'état de secourir les Princes mécontents & les Réformés de France.* Dans le temps que la mesintelligence augmentoit entre le Prince & le Pensionnaire de Hollande, les Etats-Généraux envoient du secours à la République de Venise & à leurs Alliés. Il est vrai qu'ils ne crurent pas devoir assister le Prince de Condé, ni les Réformés de France: Et c'est pour cela peut-être que le Duc de Rohan a du chagrin contre Barneveldt. Mais pouvoit-on raisonnablement exiger des Etats-Généraux qu'ils mécontentassent la Cour de France? Le Roi leur entretenoit quatre mille hommes. Les Provinces-Unies eussent-elles pû se défendre contre l'Espagne, si la France les eût abandonnées? Du Plessis-Mornai le disoit fort judicieusement au Prince de Condé & aux autres que jamais les Etats-Généraux des Provinces-Unies n'entretiendroient.

1618.

1618. droient la division dans un Roiaume, qui étoit le plus fort contrepoids qui se pût opposer à la puissance de la Maison d'Autriche.

Je trouve, & je le rapporte à regret, que le Prince d'Orange appuioit lui-même les faux bruits répandus contre Barneveldt.

Brandt  
Histoire  
de la Ré-  
formation.  
l. XXIX.

*Le Pensionnaire est d'intelligence avec les Espagnols*, dit-il un jour au Comte de Cuylenbourg, auquel Maurice vouloit persuader d'abandonner le parti des Rémontrants. Le Comte surpris de ce discours demanda quelles preuves on avoit de cette noire trahison imputée à un Magistrat qui sert bien la Patrie. *Il n'est pas temps de les dire*, repliqua le Prince sans s'expliquer davantage. Tous ces fâcheux soupçons se repandoient parmi le peuple d'une si étrange manière, qu'on parloit déjà d'abattre soixante & dix têtes. Le bruit couroit que le Prince menaçoit hautement Barneveldt & son parti de les réduire tous en poudre. Serroit-il possible, que Maurice surpris par Aersens crût sérieusement que le Pensionnaire se laissoit corrompre par l'Espagne? On ne peut s'imaginer qu'un Prince éclairé qui connoissoit la droiture & les bonnes intentions de Barneveldt, ait eu cette pensée? Quelle fut donc la cause de la grande aversion que conçut Maurice contr'un homme, auquel il avoit certainement des obligations particulières, & dont il récompensa genereusement les services? Disons, il en est temps, ce que nous croions de plus vraisemblable sur cette affaire. Maurice ne pensoit nullement à se faire Souverain. J'ai suffisamment réfuté cette calomnie.

l'omnie. Mais pourquoi cet acharnement contr'un Magistrat qui tient un rang si considérable entre les premiers fondateurs de la République des Provinces-Unies? Le Pensionnaire donna au Prince de grands sujets de penser qu'il vouloit diminuer les droits & l'autorité des charges que Maurice possédoit : Et Barnevelt avoua lui-même que c'étoit là sa vûë. Les soupçons & la défiance du Prince augmentèrent, quand il vit lever des soldats qui dépendoient uniquement des Magistrats de chaque ville. Aersens profite de l'occasion. Il fait craindre à Maurice que Barnevelt n'ait l'adresse de lui enlever toute son autorité, de même qu'au Comte de Leicester peu de temps après la mort de Guillaume Prince d'Orange. Telle fut, à mon avis, la raison pourquoi Maurice appuya si fortement ceux qui jurèrent la perte de Barnevelt & du parti Arminien.

Quelque bien intentionnée que fût Louïse de Coligni Princesse Douairière d'Orange pour un Magistrat bon serviteur du feu Prince Guillaume, elle parut ébranlée des faux bruits qui couroient contre le Pensionnaire de Hollande. Maurice insinuoit lui-même à sa belle-mère, qu'il recevoit de Bruxelles des avis si positifs que Barnevelt étoit d'intelligence avec les Espagnols, qu'on ne pouvoit pas se dispenser d'y ajouter foi. Bon Dieu! Que penserons-nous de tout ceci? Maurice auroit-il voulu employer la calomnie pour perdre un homme qui le chagrinoit? Un Prince d'un grand courage n'est guères capable

Apologie  
de Barne-  
velt.

Grande  
Histoire  
de la Ré-  
formation.  
l. XXIX.

1618,  
*Vie de*  
*Barneveldt.*  
*Mercur*  
*François.*  
 1618.

pable d'une pareille bassesse. Croit-il trop aveuglement les faux rapports de l'artificieux & malin Aersens ? Enfin, les Espagnols ne contribuèrent-ils point eux-mêmes à decrier & à ruiner un Magistrat dont la prudence & l'activité les avoit empêchés de profiter du crime de celui qu'ils gagnèrent pour assassiner le Prince Guillaume ? Plus je réfléchis sur tout ceci, plus je suis embarrassé. Quoi qu'il en soit, la Princesse douairière conseille à Barneveldt de se justifier par un écrit public. Il défère à cet avis : & la publication de son Apologie est précédée d'une Lettre libre & respectueuse au Prince d'Orange. Sur du témoignage que sa conscience lui rend de la droiture de ses intentions dans la négociation de la trêve avec l'Espagne, & dans les affaires arrivées depuis, Barneveldt s'y plaint de ce que le Prince s'éloigne de lui d'une manière si subite & si extraordinaire. J'ai cherché tous les moyens honnêtes d'apaiser les contestations excitées dans l'Eglise, disoit le Pensionnaire à Maurice. Si certaines gens se mettent en tête d'augmenter la division, en soutenant contre les articles formels de l'Union, que l'affaire doit être décidée dans un Synode National ; suis-je responsable du mal que les autres font ? Il est juste de prévenir le schisme & d'en arrêter le progrès. Mais cela se doit faire sans donner atteinte à la Souveraineté de chaque Province. J'ai supposé que votre Excellence étoit dans la même pensée que moi. On a donné les ordres nécessaires pour opposer aux mauvais desseins des factieux.

*félicien. Je n'aurois jamais pensé que les 1618.  
précautions prises par les Etats de quelques  
Provinces dussent vous déplaire*

Parloit-il sincèrement, le bon Barnevelt ! La précaution qu'il entend, c'est la levée des soldats extraordinaires. Un si habile politique pouvoit-il s'imaginer que Maurice souffriroit patiemment une chose qui diminueroit considérablement son crédit & son autorité ? Ne disputons point sur le droit de chacune des Provinces-Unies. Je l'ai déjà dit, Barnevelt s'oublie en cette occasion. La prudence ne vouloit pas qu'il donnât des soupçons & de la jalousie au Prince Maurice. On ne devoit point le mettre dans la nécessité de soutenir les prérogatives de sa charge de Capitaine Général, en s'opposant ouvertement aux résolutions de trois Provinces. Aersens & les autres ennemis de Barnevelt ne manquèrent pas de faire courir des libelles & des pasquinades injurieuses contre la Lettre du Pensionnaire au Prince. Les Etats de Hollande donnerent inutilement une ordonnance afin d'arrêter un si grand déchainement contre le premier Magistrat de la Province. Amsterdam & les autres villes déclarées en faveur du parti Contre-Remontrant, refusèrent de recevoir & de publier l'ordonnance des Etats. Ils perdent insensiblement leur autorité par l'opposition de cinq villes à toutes les délibérations favorables aux Arminiens & aux desseins du Pensionnaire.

La foiblesse des Etats de Hollande parut davantage après que Barnevelt leur eût adressé



1618. adressé son Apologie. Ils en sont si contents qu'ils prennent Barnevelt sous leur protection. Mais cela ne lui sert de rien. La pièce est sans art, & sans aucun ornement d'éloquence. Le venerable vieillard y expose d'un air simple & naïf les services qu'il a rendus à la Patrie. Il y fait un récit curieux & exact de sa vie & de la manière dont il s'est conduit dans ses emplois. Enfin il répond aux calomnies d'Aersens & des autres qui l'accusoient malignement de s'être enrichi aux dépens du public, & par les gratifications des Puissances étrangères. En racontant la manière dont il déconcerta les mauvais projets du Comte de Leicester, Barnevelt représente ingenuement ses services rendus au Prince Maurice en même temps. Le Pensionnaire dit clairement que son excellence lui est redevable de ce qu'elle fut revêtue malgré les oppositions & les intrigues du parti de Leicester, des charges qu'elle possède dans la République. Le fait est certain & incontestable. Mais je ne sai s'il étoit à propos de reprocher en cette occasion les services passés. Un chagrin présent fait oublier les obligations précédentes. En rafraichir la mémoire, c'est vouloir irriter des esprits déjà trop aigris. Un homme aussi versé dans le monde & dans les affaires que Barnevelt, devoit-il parler si hautement de ce qu'il fit en faveur de Maurice ? Un Prince reçoit agréablement les services qu'on lui rend, quand il a de quoi les récompenser dignement. Mais s'ils  
sont

sont au-dessus des graces qu'il peut accor- 1618.  
der, la vuë de son bienfaicteur l'incom-  
mode & le chagrine. Il le hait secretem-  
ment. On ne veut pas être trop obligé  
à ses inférieurs. C'est une charge qui pèse  
& qui embarrasse. La vengeance est plus  
douce & plus agréable. Il en coute quel-  
que chose pour récompenser un service  
rendu. En se vengeant, on a du moins  
le plaisir de mettre un homme hors d'état  
de nous nuire. Telle est la corruption du  
cœur humain. Les Princes & les Héros  
n'en sont pas plus exempts que les autres.  
Le grand crédit de Barnevelt accommoda  
le Prince d'Orange, tant qu'il fut question  
de résister au Comte de Leicester & de  
dissiper son parti. Mais dès que Maurice  
est établi dans les charges dues à ses servi-  
ces & à ceux de son pere, il ne voit  
pas sans chagrin la puissance de celui  
qui les lui a fait obtenir. Il est plus sen-  
sible aux contradictions qu'il trouve de la  
part du Pensionnaire, qu'aux avantages que  
ce Magistrat lui a procurés.

Puisque Barnevelt explique dans son  
Apologie ce que c'est que la charge de  
*Conseiller Pensionnaire* de Hollande, je croi  
devoir le rapporter ici. On sera bien-aise  
de savoir quelles sont les fonctions d'un  
Magistrat fort considerable dans une puis-  
sante République. *La charge que j'exerce,*  
dit Barnevelt, aux Etats de la Province,  
*est depuis long-temps d'une grande distinction*  
*dans le corps de la Noblesse & des villes de*  
*Hollande & de West-Frise. Elle avoit ses*  
*bonneurs & ses prérogatives sous les anciens*  
Comtes

1618. Comtes du Pais, & après des Gouverneurs que les Princes de la Maison de Bourgogne & de celle d'Autriche nous ont donnés. Celui qui en étoit revêtu portoit le titre d'Avocat Général de Hollande. Les Chevaliers & les Nobles n'ont pas cru qu'il fût au dessous d'eux de prendre le nom d'Avocat lors qu'ils ont assisté aux Etats particuliers de leurs Provinces, ni de se regarder comme des Magistrats. Le devoir principal de ma charge, c'est d'avoir soin de votre conservation, de défendre le domaine & les droits de la patrie, de faire assembler les Etats, d'y proposer toutes choses, de recevoir les remontrances & les requêtes qui s'adressent à vous, de les représenter en temps & lieu, d'en délibérer avec la Noblesse, aussi bien que de toutes les autres affaires proposées en pleine assemblée, de déclarer les Résolutions que vous avez prises ou d'un commun consentement, ou bien à la pluralité des voix, de demander ce que les villes en pensent, de conclure au plus grand nombre des suffrages, enfin de faire observer ce qui est ordonné. Nous lisons dans cette Apologie que Barneveldt fut chargé de ce pénible emploi en un temps de trouble & de confusion, qu'il remit les affaires sur un bon pied par ses soins & par sa prudence, enfin qu'il le possédoit depuis trente-deux ans.

Le Prince Maurice abat le parti Arminien dans la Gueldre & dans l'Overijssel.

Lors que Barneveldt pensoit à se défendre par écrit contre ses accusateurs, le Prince Maurice agissoit vigoureusement pour abattre le parti des Arminiens. Leur union avec Barneveldt les lui rendoit odieux & suspects. Il les regardoit comme des gens

gens qui donnoient tous avec plaisir dans le projet de diminuer les droits & la puissance du Capitaine Général. Appuié des Officiers de guerre & des vieilles troupes qui sont à la dévotion, le Prince entreprend de faire exécuter la résolution prise à la pluralité des voix dans l'Assemblée des Etats-Généraux, touchant la cassation des nouvelles milices, de déposer les Magistrats des villes, & d'exclure des Etats, ou particuliers, ou généraux, ceux qui se déclaroient pour l'Arminianisme, & qui agissoient de concert avec Barneveldt. Les Rémoutrants étoient en grand nombre dans quelques villes de Gueldre, en Overissel, dans la Province d'Utrecht & en Hollande. Maurice résolut de commencer par la Gueldre, d'aller ensuite dans l'Overissel & à Utrecht & de finir par la Hollande. Cette Province plus puissante que les autres, devoit faire beaucoup moins de résistance, quand elle ne seroit plus appuyée de deux autres, & quand on auroit écarté ceux qui avoient le plus de crédit dans les villes & dans l'Assemblée des Etats. L'entreprise est certainement périlleuse & difficile. Il semble qu'elle doit causer un bouleversement général dans une République naissante, que ses divisions domestiques ébranlent beaucoup. Maurice a pour lui quatre Provinces & six villes de Hollande. Les trois autres Provinces, le plus grand nombre des villes & des Nobles de Hollande suivent Barneveldt qui prétend soutenir les droits & la souveraineté de chaque Province, conformément

aux

1618.

*Grande  
Histoire de  
la Réfor-  
mation.*

L. XXIX.

*Mercur  
Francois.*

1618.

1618. aux articles fondamentaux de l'union des sept Provinces.

*Grotii Apologeticus eorum qui Hollandiæ præfuerunt.*

Je n'entre point ici dans l'examen de la question de droit, si le Prince Maurice pouvoit légitimement en user de la sorte, & si quatre Provinces devoient entreprendre à force ouverte de faire consentir les trois autres à ce qui fut ordonné à la pluralité des voix dans l'Assemblée des Etats-Généraux des sept Provinces Unies; cette discussion n'appartient pas à l'Histoire. L'Apologie de Grotius est forte pour Barnevelt & pour les autres membres des Etats de Hollande; je l'avouë. Mais avant que de prononcer, je voudrois savoir ce qu'un habile Jurisconsulte du parti Contre-Remontrant y peut répondre. Qu'il me soit donc permis d'éviter la question de droit. Je dirai seulement que s'il y eut de la violence & de l'injustice dans l'entreprise du Prince Maurice, comme Grotius le soutient avec beaucoup de force & de modération dans sa propre cause; l'affaire fut du moins conduite avec une extrême prudence & avec une habileté tout à fait extraordinaire. Le Prince abat le parti qui lui est contraire, il ménage si bien les choses au dedans de l'Etat, qu'après une grande secousse, la République se trouve aussi forte & aussi puissante que jamais, quand il est question de faire la guerre aux Espagnols, qui se flattoient que les sept Provinces affoiblies & divisées entr'elles, ne leur résisteroient pas long-temps. Les Ennemis de Maurice admirèrent l'adresse & la dextérité d'un Prince, qui savoit main-

tenir

tenir son autorité, rétablir assez d'union dans la République pour soutenir avec vigueur la guerre contre l'Espagne, & augmenter la belle réputation que ses exploits lui avoient acquise dans l'Europe. 1618.

Suivons-le dans ses démarches. Le voici en Gueldre au commencement de cette année. Il dépose plusieurs Magistrats de la ville de Nimegue; il chasse les Ministres Arminiens, il écarte un des Députés aux Etats de la Province. Maurice en use de même à Zutphen. De là il marche vers Arnheim. Malgré la résistance & les précautions des Magistrats, il entre dans la ville, & casse les milices nouvellement levées. Trois des Magistrats de Nimegue déposés vont se plaindre à la Haïe, & implorer la recommandation des Etats de Hollande. On résout dans l'Assemblée d'écrire aux Etats de Gueldre en faveur des Magistrats déposés, & de leur représenter en même temps les raisons que la Province de Hollande a de refuser son consentement à la convocation d'un Synode National. Amsterdam & les autres villes déclarées pour le parti Contre-Remontrant s'opposent à ce que la lettre soit envoyée au nom des Etats de Hollande. Le Prince étoit à l'Assemblée de ceux de Gueldre lors qu'elle leur fut rendue. Bien loin d'y avoir égard, on approuve ce que Maurice a fait à Nimegue, on écrit aux autres Provinces que la levée des milices est contraire aux articles de l'Union, & à l'autorité du Prince d'Orange qui doit être maintenue. Enfin, les Etats de Gueldre or-

1618.

donnent à leurs Députés à l'Assemblée des Etats-Généraux de presser la convocation d'un Synode National. C'est en vain que les Etats de Hollande tâchent de retenir dans leur parti ceux de la Province d'Overissel. Maurice se trouve à l'Assemblée qui se tient à Deventer. Il y agit si efficacement qu'elle consent à la tenue du Synode National. Voici désormais cinq Provinces contre deux. Elles auroient pu tenir bon, si la Hollande eût été moins divisée. La ville de Schiedam gagnée se détache & se joint aux cinq qui se conforment aux résolutions prises dans l'Assemblée des Etats-Généraux.

Lettres  
des Etats-  
Généraux  
envoïées  
par tout  
pour la  
convoca-  
tion d'un  
Synode  
National,  
non-ob-  
stant l'op-  
position  
des Pro-  
vinces de  
Hollande  
& d'U-  
trecht.

Cette soudaine révolution effraie les Ministres Rémontrants. Persuadés que leurs adversaires seront désormais les plus forts, & qu'on assemblera le Synode National malgré l'opposition de deux Provinces, ils cherchent les moyens d'obtenir que les choses y soient réglées d'une telle manière, que les dogmes controversés s'examinent sans prévention & avec autant d'intégrité qu'il sera possible. Ils dressent pour cet effet une longue remontrance présentée aux Etats de Hollande. On n'y eut pas égard. L'affaire étoit désormais trop engagée. Les Etats de Hollande vouloient tout au plus entendre parler d'un Synode Provincial. La convocation du National leur paroïsoit préjudiciable aux droits & à la souveraineté de la Province. Uitenbogart Ministre Arminien de la Haye avoit plus de pénétration & d'expérience que ses confrères.

freres. Il desespéra de tout, dès que le Prince d'Orange se fut ouvertement déclaré en faveur des Contre-Remontranz. Uitenbogart voit avec chagrin que l'autorité des Etats de Hollande diminue tous les jours, & que Barneveldt sera dans peu de temps trop foible pour appuier les Remontranz. Ce Ministre demande sans cesse la permission de se retirer. Il veut même sortir des Provinces-Unies. La Princesse douairiere d'Orange & le Prince Frédéric-Henri son fils l'arrêterent, & le prirent sous leur protection.

1618.

Grande  
Histoire de  
la Réfor-  
mation. L.  
XXIX.

Barneveldt s'entretenoit souvent avec Uitenbogart dont il estimoit la droiture & la prudence. *Je vois les choses dans une telle situation*, dit un jour le Pensionnaire à Uitenbogart, *que je commence de croire qu'il faut enfin consentir à la convocation d'un Synode afin d'éviter une plus grande division. Il est trop tard*, répondit Uitenbogart en soupirant. *Plût à Dieu que vous m'eussiez écouté lorsque je vous proposai d'en faire assembler un. Les Etats de la Province n'avoient pas encore perdu la plus grande partie de leur autorité. Votre influence dans les résolutions qui s'y seroient prises, auroit empêché nos adversaires d'être les maîtres. Quelle justice pouvons nous attendre désormais? Pour moi je ne pense plus qu'à obtenir la permission de me retirer.* Dieu vous préserve d'en venir-là, reprit Barneveldt. *Vous décourageriez tout le monde & les hommes d'Etat & les gens d'Eglise.* Le Pensionnaire avoit tellement à cœur de pacifier les differends par un Synode Provincial, ou



1618. National, qu'il en parloit à Uitenbogart dans tous leurs entretiens: & le Ministre persistoit dans son sentiment qu'il n'étoit plus temps d'y penser. *Il me semble, lui dit Barneveldt, qu'on pourroit bien dresser une Confession de foi dont les deux partis s'accommoderoient. Il n'y a que trop de Confessions de foi, répondit Uitenbogart. Cela feroit naître encore de nouvelles disputes. Je m'en tiens à nos cinq articles. Il ne faut pas faire d'autre déclaration, dussions-nous être déposés. Mais, reprit Barneveldt, si vous ne voulez rien relâcher, vous êtes en danger d'être condamnés comme des opiniâtres & des rebelles. Laissez les faire, dit Uitenbogart. Nous sommes las de vivre dans la société de ces gens qui veulent que tout le monde renonce à ses lumières pour se soumettre à leurs spéculations & à leurs préjugés. Les Etats peuvent du moins nous accorder la liberté de demeurer dans notre patrie. Nous ne sommes pas de pire condition que les Lutheriens & les autres qui ont leurs Eglises particulières. De quelque manière que les choses tournent, nous souffrirons plutôt les dernières injustices, que de donner occasion à une guerre civile, & à l'effusion du sang de nos compatriotes. Dignes sentimens d'un bon Ministre de l'Evangile!*

Il faut rendre justice à tout le monde. Je n'épouse pas le parti des Arminiens, quoique je croie leurs cinq articles injustement condamnés à Dordrecht. Si parmi les Arminiens, il ne se fût pas trouvé des gens qui donnoient trop de liberté à leurs spéculations sur les mystères de la Trinité

&c

1618,

& de l'Incarnation, sur la nature & sur les attributs de Dieu, des gens, en un mot, qui paroissent imbus du Socinianisme, leurs adversaires n'auroient eu aucun reproche raisonnable à leur faire. Les Rémonstrans témoignèrent toujours de la modération & de l'équité. Ils offroient une tolérance charitable & Chrétienne. Et c'est à quoi les Contre-Rémonstrans ne voulurent jamais consentir. Ils aimèrent mieux former un schisme. Les Chefs des Arminiens prirent la sage résolution de souffrir plutôt que de causer la moindre effusion de sang. Leurs adversaires n'en usèrent pas de même. Ils furent les conseillers & les auteurs de plusieurs entreprises, où il y auroit eu du sang répandu si les Rémonstrans n'avoient pas été meilleurs citoyens; disons tout, meilleurs Chrétiens. Je rapporte cette conversation pour faire voir que Barneveld étoit fort éloigné de servir les Espagnols en mettant la division dans les Provinces-Unies. Il a pu prendre de fausses mesures en certaines rencontres. Les hommes les plus sages & les mieux intentionnés se trompent quelquefois. Plus on examine sa conduite: & plus on se persuade qu'il ne cherchoit qu'à pacifier les différends, en conservant les droits qu'il croioit appartenir incontestablement à chacune des Provinces-Unies. Cependant le parti Rémonstrant s'affoiblissoit tous les jours en Hollande & ailleurs. Uitenbogart qui prevoit que les Arminiens seroient infailliblement opprimés, vient trouver Barneveld

1618. vers le mois de Juin , & lui dit : *Je vois bien, qu'on ne veut plus nous protéger. Peut-être qu'on n'en a plus le pouvoir. Au nom de Dieu, dites-nous, Monsieur, en quelle situation nous sommes, afin que nous prenions nos mesures.* Le Pensionnaire tâcha de rassurer Uitenbogart en lui protestant qu'il ne desespéroit pas d'un bon succès. C'est le génie de ceux qui ont manié beaucoup d'affaires épineuses; ils se flattent toujours de trouver de bons expédiens. Barneveldt ne connoissoit pas la disposition des Contre-Remontrans.

*Brands Histoire de la Réformation. L. XXX.* Ils avoient une si furieuse passion que les cinq articles des Arminiens fussent rétrécis, qu'ils remuèrent ciel & terre pour empêcher qu'on ne tint un Synode Provincial en Hollande. Ils craignoient que les Etats de la Province n'y fissent prendre quelque voie d'accommodement. Quelques Ministres des plus habiles & des plus zélés du parti s'assemblent à Amsterdam. Leur dessein, c'est de persuader aux Magistrats que la tenue d'un Synode Provincial sera inutile, & que les contestations doivent être décidées dans un Synode National. La ville d'Amsterdam appuya le sentiment de ces Ministres Contre-Remontrans en divers mémoires présentés de sa part à l'Assemblée des Etats de Hollande. Grotius y répondit. Il y eut plusieurs écrits faits là-dessus de part & d'autre. Barneveldt propose le projet d'un Synode National, dont il croit que les deux partis peuvent s'accommoder. Quelques-uns en présentèrent d'autres. Mais le Prince Mau-

Maurice & le Comte Louis Guillaume de Nassau Gouverneur de Frise prévenus par les Ministres Contre-Remontrans font échouer tout ce qui n'est pas au gré de ces Théologiens entêtés. En vain Grotius dressa encore lui-même, sans la participation de Barnevelt & des Etats de Hollande, un projet d'accommodement que certains Contre-Remontrans modérés trouvoient raisonnable. Le Prince & le Gouverneur de Frise aheurtés à la tenuë d'un Synode National n'y firent pas attention. Les Contre-Remontrans pressoient si vivement l'expédition des Lettres de convocation dans l'Assemblée des Etats-Généraux, qu'il fut résolu de les envoyer incessamment, malgré l'opposition des Provinces de Hollande & d'Utrecht, & de prier le Roi de France de permettre aux Théologiens Réformés de son Roiaume de venir au Synode. 1618.

Ce fut alors que les Etats de Hollande en corps comparurent dans l'Assemblée des Etats-Généraux. Le Pensionnaire portoit la parole. Il offre de la part de la Province, de convoquer un Synode Provincial, auquel elle invitera quelques Théologiens des autres Provinces, gens éclairés, sages, pieux, & bien intentionnés pour la paix, qui auront voix dans le Synode aussi bien que les autres. La proposition est rejetée. Les Etats-Généraux persistent dans leur résolution d'assembler un Synode National. Toute autre chose n'est pas du goût des Contre-Remontrans. Il leur faut une Assemblée, où ils soient

1618. assurés de la pluralité des voix. Les Etats-Généraux envoient donc leurs Lettres de convocation aux sept Provinces. Ils écrivent au Roi d'Angleterre, aux Eglises Réformées de France, à divers Princes, à quelques Républiques & les prient d'envoyer des Théologiens à Dordrecht où le Synode est indiqué. Les Etats de Hollande & d'Utrecht refusent de recevoir des Lettres écrites contre leur sentiment: ils les renvoient aux Etats-Généraux. Ceux de Hollande se plaignent hautement de l'atteinte donnée à leur Souveraineté, en indiquant contre leur gré un Synode dans une ville de la Province. On presse les Magistrats de Dordrecht de ne souffrir pas qu'une pareille Assemblée se tienne chez eux: on leur représente le préjudice que l'entreprise de cinq Provinces porte aux droits légitimes de celle de Hollande. Enfin, on écrit à toutes les Puissances & aux Eglises à qui les Etats-Généraux avoient adressé des Lettres, afin de les informer de la contestation muë entre les Provinces, & du droit que celles de Hollande & d'Utrecht ont de s'opposer à la convocation d'un Synode National. Il y eut divers Manifestes publiés de part & d'autre. Cinq Provinces soutiennent qu'elle est légitime: & les deux autres repliquent pour la défense de leurs droits & de leur souveraineté.

Le Prince  
Maurice  
abat le  
parti Ar-  
minien à  
Utrecht.

Pendant qu'on se prépare à faire condamner les cinq articles des Arminiens dans un Synode National, le Prince d'Orange pense de son côté aux moyens de per-

perdre leur parti sans ressource dans les Provinces d'Utrecht & de Hollande. Il avoit cassé les milices & changé les Magistrats dans la Gueldre & dans l'Overissel, il ne lui restoit plus qu'à faire de même à Utrecht & dans plusieurs villes de Hollande. Maurice l'entreprit avec beaucoup de hauteur & d'autorité. Mais pour se rendre moins odieux dans une République libre, il agit toujours en vertu de la commission que les États-Généraux lui donnèrent. En se défaisant des ennemis de son autorité, le Prince sembloit exécuter les ordres d'une puissance supérieure. Les cinq Provinces sont d'avis dans l'Assemblée des États-Généraux qu'on casse les milices nouvellement levées, & elles exhortent la Hollande à le faire de bonne grace. Toujours jalouse de son indépendance & de sa liberté, la Province répond qu'elle a droit d'en user comme il lui plaira, & que des Souverains peuvent avoir autant de soldats qu'ils le jugent à propos pour la sûreté de leurs villes. Nouvelle contestation. Des sept Provinces-Unies, cinq soutiennent qu'aucune d'elles ne peut lever des gens de guerre que du consentement de toutes les autres. Quelques jours après, l'Assemblée des États-Généraux prend à la pluralité des voix la résolution d'envoyer des Députés à Utrecht afin de persuader aux États de la Province de renvoyer leurs milices. La prière étoit un véritable commandement. Le Prince Maurice va lui-même à Utrecht. Il étoit d'autant plus assuré de réussir que certai-

1618.

*Brandt  
Histoire de  
la Réfor-  
mation.*
*l. XXX.  
Mercure  
Francois.*

1618.

1618. nés gens disposèrent le peuple à souhaiter la cassation d'une milice qui lui étoit à charge. Les Etats de Hollande avertis du dessein formé, députent de leur côté quelques-uns de leurs membres à Utrecht. Grotius Pensionnaire de Rotterdam & Hoogerberts Pensionnaire de Leide étoient les principaux de cette députation. Ils exhortent les Etats d'Utrecht à tenir ferme. Ledemberg leur Secrétaire un des plus zélés du parti Remontrant, ménage si bien les choses conjointement avec les Députés des Etats de Hollande, que ceux de la Province d'Utrecht résolurent d'agir toujours de concert avec les Hollandois.

Le Prince d'Orange arrive accompagné de quelques Députés des Etats-Généraux. Il se trouve à l'Assemblée des Etats d'Utrecht. Maurice leur propose le renvoi des milices, & le consentement à la convocation d'un Synode National. Après quelques jours de délibération, ceux d'Utrecht répondent qu'ils sont engagés à ne rien faire que de concert avec les Etats de Hollande, & qu'ils enverront des gens à la Haie, savoir le sentiment des Hollandois, sur le renvoi des milices. *Pour ce qui regarde la convocation d'un Synode National, ajouterent les Etats d'Utrecht, nous n'y pouvons consentir.* Les Députés de Hollande vont trouver le Prince. Ils tâchent de l'arrêter en lui représentant que les Etats de leur Province les envoient, afin de conférer avec ceux d'Utrecht sur la séparation des deux Provinces, & sur le renvoi des milices, *parce que l'une ne veut non*  
faire

faire sans le consentement de l'autre. Pour rendre la députation de Hollande inutile, & empêcher que les Officiers des vieilles troupes ne deferent à l'ordre que les Etats de Hollande, à la solde desquels ils sont, leur envoioient d'obéir exactement à ce que les Députés de Hollande leur commanderont, Maurice fait venir adroitement des gens de la part de la ville d'Amsterdam & des cinq autres opposées aux Remontrans. Ceux-ci déclarent aux Etats d'Utrecht & aux Officiers des vieilles troupes, que Grotius, Hoogerbeets & leurs collègues ne sont point envoyés par les Etats de Hollande, puisque six villes de la Province s'opposent à leur commission. D'un autre côté le Prince ménage si bien le peuple d'Utrecht, qu'appuié des Officiers des vieilles troupes qui sont là en garnison, & dont il dispose à sa volonté, Maurice casse sans résistance les nouvelles milices, change les Magistrats de la ville, & met les Contre-Remontrans en possession de l'Eglise Cathédrale. Ledemberg Secrétaire des Etats de la Province est déposé & mis en prison. Ce pauvre homme aiant entendu dire qu'on lui fera souffrir la question, il en est si épouvanté qu'il se tue lui-même.

1618.

Maurice revint content & glorieux à la Haie. L'affaire qu'il avoit finie n'étoit ni moins difficile, ni moins importante pour lui que la prise d'une place. Il faut lui rendre ce témoignage, qu'il la conduisit avec beaucoup d'adresse & de dextérité. Tout le parti Contre-Remontrant le re-

Boissie  
Conseil-  
ler d'Etat  
du Roi de  
France au-  
rivé à la  
Haie en  
qualité  
d'Ambas-  
sadeur  
Extraor-  
dinaire.



1618. mercie amplement. Les Etats-Généraux, c'est-à-dire les cinq Provinces & les six villes de Hollande, aprouvent ce que son Excellence a fait: on lui donne de grands éloges. Les moins clairvoians jugèrent alors que la ville & la Province d'Utrecht aiant cédé, le reste de la Hollande ne résisteroit pas long-temps. Barneveldt paroit déconcerté. Episcopius & quelques autres Ministres Arminiens lui aiant demandé, s'il y a de la seureté pour eux, en cas qu'ils exhortent le peuple à demeurer fidèle aux Magistrats des villes, le Pensionnaire leur répond franchement qu'il ne fait que leur dire. Le bon vieillard est lui-même sur le bord du précipice. Il espéroit en vain que les instances de l'Ambassadeur extraordinaire de France feroient quelque bon effet. Boissise Conseiller d'Etat venoit en cette qualité à la Haie. Il avoit ordre d'exhorter les sept Provinces à se réunir, & de se plaindre de certaines choses injurieuses au Conseil de France qu'Aersens débitoit dans ses libelles. Le nouvel Ambassadeur s'acquitte bien de sa commission. Il n'oublie rien de ce qui peut porter les Etats-Généraux à finir leurs contestations: il leur offre l'entremise & la médiation du Roi son maître. On le remercia fort honnêtement. *Au reste, lui dit le Président de l'Assemblée, la division n'est pas si grande parmi nous que certaines gens se l'imaginent. On ne craint rien pour la République: s'il y avoit le moindre danger, nous en aurions donné avis au Roi. Nous prions seulement sa*  
Ma-

*Brandt  
Histoire  
de la Refor-  
mation Li.  
XXIX.  
Du Mau-  
rier dans  
les Mémoi-  
res sur  
Barneveldt.*

*Majesté de permettre à trois ou quatre Théologiens Réformés de son Roiaume, de venir au Synode indiqué à Dordrecht. On y examinera uniquement certains articles de doctrine qui font du bruit dans ces Provinces.* 1618.

Peu de temps après la première audience donnée à Boissise, les Etats-Généraux publient à la Haïe au son du tambour, une ordonnance pour la cassation des nouvelles milices en Hollande. Les Députés de la Province & l'Ambassadeur de France avoient demandé qu'on différât la publication d'un Edit, dont les suites seroient peut-être dangereuses. Il étoit à craindre que les Magistrats qui levèrent ces milices, ne s'opposassent à leur renvoi, & qu'il n'y eût du sang répandu. Elles faisoient toute la seureté des Magistrats du parti de Barneveldt. On juge que la cassation de nouvelles troupes sera suivie de la déposition & de la ruine de ceux qui ont donné le conseil de les mettre sur pied. Qu'étoit-ce si des gens poussés à bout avec tant de hauteur, ne penseroient pas à se maintenir dans leurs postes avec le secours des milices qui étoient à leur dévotion? Rendons justice aux Rémonstrans. En toutes rencontres ils aimèrent mieux céder & souffrir, que de verser du sang. Les anciens Romains dont l'Histoire nous vante les beaux sentimens n'eurent pas toujours autant de vertu que ces dignes Magistrats Hollandois. Il n'appartient qu'à la Religion Chrétienne de faire de véritables gens de bien. L'extrême rigueur avec laquelle on en usoit, n'irrita point ceux-

Ordonnance des Etats-Généraux pour la cassation des nouvelles milices en Hollande

Brandt  
Histoire de  
la Réformation. L.  
XXIX,

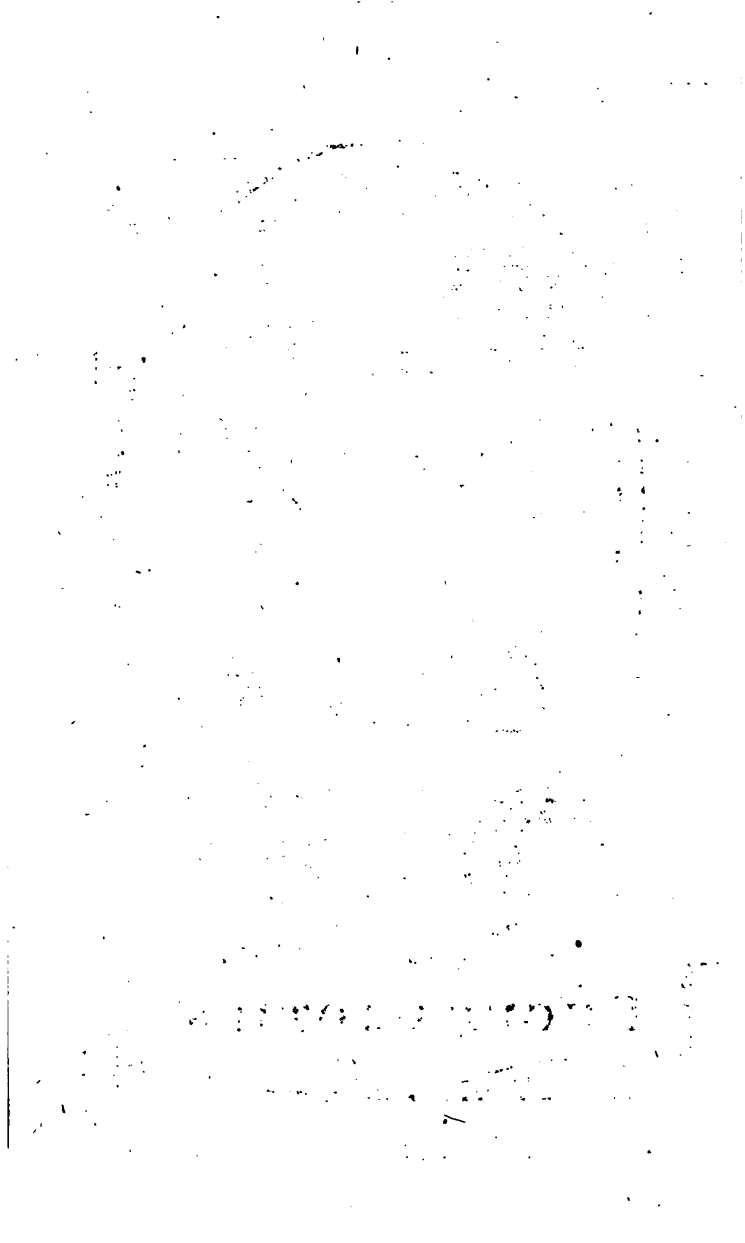
4618. ci. Ils virent sans s'émouvoir que bien loin d'avoir égard à leurs sages remontrances pour obtenir du délai, on envoioit ordre aux Capitaines des milices de mettre les armes bas & de se retirer dans vingt-quatre heures sous peine d'être traités comme rebelles. La ville de Rotterdam suit le conseil que Grotius lui donne de renvoyer les milices avant que de recevoir l'ordonnance des Etats Généraux. Elle est exécutée à Leide & ailleurs avec une sagesse & une modération qu'on ne sauroit assez admirer. Je le répète encore. Le sacrifice que firent les Magistrats de plusieurs villes de Hollande, en obéissant pour le bien de la paix & de l'union des Provinces à un ordre émané d'une Assemblée qu'ils ne croient pas avoir droit de leur commander en cette rencontre; ce sacrifice, dis-je, est quelque chose de grand & d'héroïque. C'est un exemple singulier de l'amour qu'un bon citoyen doit avoir pour la Patrie.

Barneveldt  
Grotius  
& Hoo-  
gerbeets  
sont arrê-  
tés à la  
Haie. On  
dépose  
ensuite  
tous les  
Magi-  
strats Ar-  
miniens  
des villes  
de Hol-  
lande.

Une affaire arrivée à la Haie fit cesser tout à coup le bruit que causoit la cassation des milices. On n'en parla plus. Une autre nouveauté surprend d'avantage toute la Hollande. Barneveldt avoit reçu differens avis qu'on tramoit quelque chose contre lui; & qu'il seroit bien de se tenir sur ses gardes. Content du bon témoignage de sa conscience, le Pensionnaire continue de faire les fonctions de sa charge avec la même tranquillité. Lorsqu'il étoit dans l'ancien château des Comtes de Hollande à la Haie pour se trouver à l'Assemblée des Etats de la Province, on lui vint dire



*J. Lamsveld del. et fec.*



dire que le Prince Maurice le prioit de monter à sa chambre, & que son Excellence vouloit lui parler. Le Pensionnaire y va bonnement : & des gens apostés l'arrêtent prisonnier avant qu'il entre dans la chambre du Prince. Barneveldt demande la permission de dire deux ou trois mots à Maurice. On la lui refuse. Le même tour fut joué à Hoogerbeets & à Grotius. Ils furent arrêtés en entrant dans l'appartement du Prince, où son Excellence les avoit pareillement mandés. Cette entre-  
 prise inouïe mit tout le monde en mouvement à la Haïe. Schagen & Asperen Nobles de Hollande & d'une grande considération dans l'Etat, percèrent malgré la résistance des Gardes jusques à la chambre où Barneveldt fut conduit. Ils demandent hautement qu'on relâche le Pensionnaire ; & ces deux Messieurs paroissent déterminés à l'emmener avec eux. Maurice accourt au bruit. Il commande qu'on ôte l'épée aux deux Nobles, & qu'on les arrête jusques à ce que les Etats-Généraux en aient ordonné. *Je crai qu'ils en seront quittes pour une réprimande,* ajouta le Prince, afin d'apaiser les parens & les amis de ces deux Messieurs. Ils auroient pu former un parti trop puissant en se joignant à ceux des trois Magistrats prisonniers.

On affiche incontinent un placart sans signature & sans autorité. On y avertissoit le public, que dans la nécessité de prévenir les malheurs dont la République est menacée, & d'y rétablir la paix & l'union,

1618.

Brandt  
Histoire  
de la Ré-  
formation.  
L. XXXI.  
Vie de  
Barneveldt,  
Mercure  
Français.  
1618.

1618.

*Grotius  
Apologe-  
tico eorum  
qui Hol-  
landiæ  
præse-  
runt. Cap.  
XIII.*

l'Union, les Etats-Généraux ont cru de-  
voir faire arrêter Barnevelt, Hoogerbeets  
& Grotius auteurs d'une émuté arrivée à  
Utrecht, & d'une entreprise capable de  
causer un grand dommage à la Ville & à  
la Province d'Utrecht, jusques à ce qu'ils  
rendent raison de leur conduite & de l'ad-  
ministration de leurs charges. Ceux qui  
lurent ce placart informèrent mille rai-  
sonnemens divers selon leurs préjugés &  
leurs passions. Ces trois hommes, disoient  
les Contre-Remontrans emportés, sont  
cause de toutes nos divisions. Les Etats-Gé-  
néraux ont sagement fait de les mettre en  
prison, comme des rebelles & des séditieux.  
Puisque les Etats de Hollande s'opiniâtrent  
à les protéger, pourquoi les Etats-Généraux  
ne prendront-ils pas connoissance de la con-  
duite de ces gens, qui par leurs caballes &  
par leurs factions rompent la bonne correspon-  
dance entre les Provinces, & ruinent le fon-  
dement principal de la République. Fort bien,  
répondoient quelques-uns plus modérés  
& moins prévenus : Mais est-il vrai que  
les Etats-Généraux aient ordonné cet emprir-  
sonnement ? voici un placart sans nom & sans  
signature. Ceux qui savent ce qui s'est passé  
dans l'Assemblée des Etats-Généraux, sou-  
tiennent qu'il n'y a eu aucune résolution prise  
d'arrêter ainsi trois des principaux Magistrats  
de Hollande. On ne produit point d'ordre  
par écrit. Qui a donc entrepris une chose si  
extraordinaire ? Sept ou huit particuliers sans  
autorité, sans caractère, ennemis déclarés  
des prisonniers. On nous dit maintenant que  
les Etats-Généraux approuvent ce qui s'est  
fait.

*fait. Cet aveu postérieur rend-il valide & légitime une chose nulle & contraire aux loix par elle-même. Selon le Droit reçu en Hollande, on ne met personne en prison, à moins qu'on n'ait informé premièrement, s'il n'a pas été surpris dans le crime, & que quelqu'un n'ait porté sa plainte contre lui. A-t-on fait des informations précédentes contre ces trois Messieurs? Les a-t-on surpris dans une mauvaise action? Ils venoient faire leurs charges lors qu'on les a mis en prison. Qui a porté des plaintes à leurs Juges? Quel Magistrat a donné le decret de prise de corps? Ce sont les Etats-Généraux qui se plaignent des caballes & des intrigues de ces ennemis secrets de la patrie, dirent quelques-uns pressés par la force de ce raisonnement. Les Etats-Généraux, leur repiquoit-on, n'ont donc pas dû ordonner qu'on les mit en prison. Les mêmes personnes sont-elles juges & parties.*

*Les gens versés dans les loix & dans les affaires politiques réfléchissoient plus profondément sur cette nouveauté. On remarquoit que les trois Magistrats ne pouvoient pas être arrêtés par un ordre précis & formel des Etats-Généraux, dont ils n'étoient point justiciables. Cette Assemblée, disoit-on, n'a aucune Jurisdiction sur les sujets d'une Province particulière, encore moins sur les Officiers & sur les Magistrats de Hollande. C'est une Loi constante de l'Union des sept Provinces, qu'une ne peut rien entreprendre sur les droits de l'autre. Comment a-t-on mis des Magistrats de Hollande en prison sans, & même*



1618. me contre la volonté des Etats de la Province leurs uniques & légitimes Souverains ? On les arrête dans l'ancien palais des Comtes de Hollande. Les Etats-Généraux n'y ont aucune juridiction. Ils s'y assemblent ; il est vrai : mais c'est par la permission des Etats de la Province. La seule Cour de Hollande peut exercer quelque acte de Jurisdiction en cet endroit , parce qu'elle représente le Souverain. Le monde raisonnoit encore sur les artifices employés pour arrêter les trois Magistrats. Aucun acte juridique , disoit-on , ne se doit faire par fraude & par tromperie. Le Prince chez qui ces Messieurs ont été arrêtés , tient des Etats de Hollande tout le pouvoir qu'il a dans la Province , en qualité de Gouverneur. Il ne peut rien ordonner lui seul. Si c'est une affaire de droit , il faut qu'elle soit jugée dans la Cour de Hollande. Ce qui regarde le gouvernement de la Province se décide dans l'Assemblée des Etats , ou dans la Chambre de ceux qui les représentent. Les gens sages & bien intentionnés remarquèrent avec plaisir que le Prince Frédéric-Henri ne prit aucune part dans tout ce que Maurice parut faire. On admiroit sa pénétration & la prudence. Il se conservoit l'estime & l'amitié des deux partis , pendant que son frere se rendoit odieux & suspect à bien des gens , afin de maintenir & d'augmenter même l'autorité d'une charge destinée à Frédéric après la mort de Maurice.

Les Etats de Hollande délibèrent plusieurs fois sur l'emprisonnement de leurs principaux Membres. Mais ils ne peuvent

1618.

vent prendre aucune résolution certaine & vigoureuse. Outre que les Villes de la Province ne s'accordent pas entr'elles, Maurice avoué par les Etats-Généraux, renvoie les Hollandois à débattre leur droit & leur souveraineté avec les autres Provinces. Les Villes de Leide & de Rotterdam lui firent des remontrances en faveur d'Hoo-gerbeets & de Grotius leurs Pensionnaires. *Cela ne me regarde pas*, dit-il. *C'est l'affaire des Etats-Généraux.* On s'adresse à vous, Monseigneur, comme au Gouverneur de la Province, lui repliquèrent les Députés de Leide : *En cette qualité vous devez maintenir ses droits & ses privilèges.* L'instance étoit forte & pressante. Maurice fit semblant de ne la pas bien comprendre. Il renvertoit tout aux Etats-Généraux. Résolu à donner le dernier coup au parti Remontrant encore étourdi de celui qu'il venoit de lui porter en arrêtant ses trois principaux Chefs, le Prince va bien accompagné dans toutes les villes de Hollande. Il fait déposer les Magistrats qui ne sont pas à son gré. On en met d'autres en leur place, & personne n'ose résister. La ville d'Amsterdam n'est pas plus exempte que les autres, quoi que ce soit la plus favorable aux Contre-Remontrans. Ces Messieurs croioient que certains Magistrats d'Amsterdam n'avoient pas encore assez de zèle & de ferveur. Ils furent déposés aussi bien que les Arminiens déclarés. La face des affaires change tellement depuis l'empriisonnement de Barneveldt, que les Etats de Hollande re-

mer-

1618. mercient le Prince Maurice de tout ce qu'il a fait. Ils lui promettent de reconnoître & de maintenir les nouveaux Magistrats établis dans les villes de la Province.

Instances des Ambassadeurs de France en Hollande, & des autres Provinces-Unies. Ils demandent audience aux Etats-Généraux. Après avoir intercedé fortement au nom du Roi leur maître en faveur de Barneveldt, dont Boissise releva le mérite & les services rendus à la patrie, il représente aux Etats qu'une pareille secousse dans une République naissante, aura peut-être des suites fâcheuses. Vous savez, leur dit l'Ambassadeur, que le peuple de ces Provinces n'aime pas d'être contraint. Ce qu'on obtient de lui par un consentement volontaire, est toujours plus certain, plus durable, que ce qu'on lui arrache par la violence.

Brandt Histoire de la Réformation. l. XXXI. Du Manierier dans ses Memoires sur Barneveldt. Le plus grand nombre semble applaudir aux changemens qui se font maintenant dans la Magistrature des villes. Mais enfin, ceux qui sont déposés ont leurs parens, leurs amis, & leurs créatures. Ne doit-on pas craindre qu'ils ne tachent de rentrer dans leurs places à la première occasion? Secondés des gens qui leur appartiennent, & de leurs amis, les Magistrats dépossédés traiteront les autres de la manière dont ils ont été traités eux-mêmes. Quelle funeste division tant de passions violentes ne causeront-elles pas dans votre République? Souvenez-vous des maux que les partis de Marius & de Silla firent à la

à la République de Rome. Les deux factions eurent le dessus tour à tour. Le chef de celle, qui fut enfin supérieure obtint une Dictature perpétuelle. Si Mithridate & les autres ennemis du peuple Romain eussent su profiter de ses divisions, jamais la République ne se seroit relevée des pertes qu'elle fit dans ses guerres civiles. Vous avez des ennemis aussi opiniâtres, & plus fins que ceux qui avoient juré la perte des Romains. 1618.

Boissise insista encore sur la satisfaction que le Roi son maître demandoit au regard du libelle publié par Aersens. L'Ambassadeur ne put rien obtenir ni pour les prisonniers, ni contre leur ennemi déclaré que le Prince d'Orange appuioit de tout son crédit. Mécontent de ce que les Etats-Généraux ménagent si peu le Roi son maître, Boissise prend son audience de congé. Il part sans vouloir accepter le présent qui se fait ordinairement aux Ambassadeurs. En entrant dans Anvers, il reçut ordre de retourner à la Haïe, & d'offrir derechef ses bons offices & la médiation de Louis pour appaiser les différends. Boissise retourne sur ses pas. Il fait de nouvelles instances. On le remercie en termes généraux, & les Etats prennent du temps pour délibérer. Quelques-uns furent d'avis qu'on s'ouvrit au Ministre d'une Couronne alliée & ancienne amie de la République. Ils représentent qu'une si grande réserve est capable de refroidir le Roi Très-Christien, & que dans peu de temps l'Etat aura besoin du secours de la France contre l'Espagne. Ceux qui avoient résolu de

1618: de perdre Barneveldt réjettèrent cet avis. Ils voioient bien que si Louis entroit comme médiateur en connoissance de la cause véritable des divisions de la République, il sauveroit infailliblement un homme dont le Roi son pere estimoit la capacité & la vertu.

*Tout ce qui vient de la Cour de France, nous doit être suspect, disoient ces gens. Elle est pleine de Pensionnaires du Roi d'Espagne. On n'y fait rien que de concert avec le Conseil de Madrid. C'est à sa sollicitation que le Roi de France nous envoie un Ambassadeur extraordinaire. On se défie de tout ce que nous proposons dans les Cours Catholiques Romaines. Pourquoi n'avons-nous pas la même précaution contre des puissances qui s'accordent toutes dans le dessein de ruiner notre Religion? Ne comptons point trop sur le secours de la France, quand il faudra rentrer en guerre avec l'Espagne. Outre qu'il y a une alliance si étroite entre les deux Couronnes, que Louis semble oublier ses véritables intérêts pour faire plaisir à Philippe son beau-pere; nous voions de si grandes semences de division à la Cour, & dans tout le Royaume de France, que le Roi ne sera de long-temps en état de penser aux affaires du dehors. Comment a-t-il secouru le Duc de Savoie? Les Espagnols auroient enlevé tout le Piémont, si la nécessité de soutenir la Maison d'Autriche en Allemagne, ne les avoit obligés à laisser l'Italie en repos. Ils seront désormais assez occupés en Allemagne. Les brouilleries y augmentent tous les jours. La Maison d'Autriche est en danger de perdre*

1618  
 dre la couronne Impériale. Tant que les af-  
 faires de l'Europe seront dans cette situa-  
 tion, nous n'avons pas beaucoup à craindre  
 du côté de l'Espagne. On pourra lui résister  
 sans le secours de la France. En tout cas, si  
 les Espagnols deviennent supérieurs, il faudra  
 bien que la Cour de France ouvre les yeux.  
 Elle nous donnera du secours, sans que nous  
 lui en demandions. Son intérêt l'engage à nous  
 soutenir.

Il fut conclu dans l'Assemblée des Etats-  
 Généraux qu'on se contenteroit d'écrire  
 au Roi Très-Chrétien, de le remercier  
 de ses bons offices; & de le prier de per-  
 mettre à quelques Théologiens François  
 de la Religion Réformée, de venir au Sy-  
 node convoqué à Dordrecht. On dressa  
 un mémoire qui servit de réponse aux re-  
 montrances de l'Ambassadeur extraordi-  
 naire. Les affaires de la République, di-  
 soit-on, ne sont point en si mauvais état,  
 que certains gens le rapportent à sa Majesté.  
 La prudence & l'activité de M. le Prince d'Or-  
 range ont rétabli ce qui regarde le gouverne-  
 ment des Villes & des Provinces. On espère  
 que le Synode prochain terminera les contesta-  
 tions élevées dans nos Eglises. Puisque sa  
 Majesté veut bien contribuer au rétablissement  
 de la paix dans ces Provinces, nous la prions  
 instamment d'envoyer à notre Synode quelques  
 Théologiens Réformés. Boissise & Du Mau-  
 rier se regardent l'un l'autre après avoir  
 lu cette réponse. Ces gens-ci se moquent  
 de nous, dit Boissise. Le Roi m'ordonne de  
 leur offrir sa médiation & son entremise: Et  
 ils lui demandent trois ou quatre Ministres  
 pour

1618. *pour discuter des points de Théologie.* Les deux Ambassadeurs admirèrent en cette occasion l'habileté du Prince d'Orange. *En moins d'un an, disoient-ils, Maurice a ruiné un puissant parti contraire à son autorité. Sans répandre une goutte de sang, il s'est rendu maître des affaires en Hollande & dans les autres Provinces. Barneveldt s'est perdu dès qu'il a donné atteinte aux droits du Prince. Tout ce que nous pouvons faire; c'est de sauver la vie à ce vieillard infortuné. Et je ne sai si nous en pourrons venir à bout.*

Nouveau  
Mémoire  
présenté  
aux Etats  
Généraux  
par les  
Ambassa-  
deurs de  
France.

Brandt  
Histoire de  
la Réfor-  
mation.  
l. XXXII.  
Mercure  
Français.  
1618.

Boissise & Du Maurier demandent encore audience aux Etats-Généraux avant la fin de cette année. On la leur donne. Ils lisent dans l'Assemblée & y présentent un mémoire qui fut rendu public. Après une petite préface où les Ambassadeurs disoient que le Roi leur maître leur ordonnoit de continuer leurs bons offices pour le bien & le repos des Provinces-Unies, quoique les précédens n'eussent pas été aussi bien reçus que l'alliance de la République avec la France, & la bonne amitié que sa Majesté leur avoit toujours témoignée, sembloient le demander; après ce reproche, dis-je, les deux Ambassadeurs avertissent les Etats-Généraux de prendre garde que les changemens faits dans la Magistrature, n'augmentent les inimitiés & les divisions, bien loin de les diminuer. *Toutes les innovations dans les Loix & dans la police sont dangereuses disoient les Ministres de France, à moins qu'elles ne se fassent par une grande nécessité, & qu'elles ne paroissent si utiles à l'Etat,*  
que

que personne ne s'en puisse plaindre. Vous devez donner ordre que les nouveaux Magistrats se conduisent avec tant de prudence & de modération, que le peuple naturellement léger & inconstant, n'ait pas sujet de regretter l'ancien gouvernement, & que ceux qui sont déposés de leurs charges supportent avec patience l'innovation, persuadés qu'ils feront qu'elle a été faite pour le bien public. L'avis étoit sage & digne des lumières & de l'expérience de Boissise & de son Collègue Du Maurier qui semble avoir dressé le mémoire.

Je ne sai si je me trompe. On y remarque à mon avis que la France craignoit que le Prince d'Orange ne devînt trop puissant dans les Provinces-Unies. N'est-ce point le motif qui la portoit à s'employer avec tant de chaleur pour Barneveldt & pour son parti ? Maurice maître des affaires dans les Provinces-Unies pouvoit se faire un mérite de protéger les Huguenots en France. Le Maréchal de Bouillon étoit son beaufrère & le Duc de la Trimouille son neveu. Rohau & les autres Seigneurs Réformés en France recherchoient tous à l'envi l'amitié de Maurice. La Cour estimoit sa valeur & son habileté dans le métier de la guerre. Mais l'ambition d'un Prince amoureux de la gloire & reveré dans tout le parti Protestant, lui donnoit de l'inquiétude. On s'accommodoit mieux de l'humeur aisée & tranquille de Barneveldt & de ceux de son parti. Contens de faire fleurir les Arts & le Commerce dans leurs villes, ces bons



1618. Magistrats de se mêloient des affaires du dehors, qu'autant qu'il étoit nécessaire afin d'empêcher la trop grande puissance de l'Espagne l'ennemie irréconciliable de leur République. Barneveldt & les autres ne vouloient point entrer trop avant dans les intérêts des Réformés de France. Ils les aidoient tout au plus de leur recommandation & de leurs bons offices. Cette réserve fut apparemment une des causes de la grande aversion des Eglises Réformées de France pour le parti Arminien, & de la prévention du Duc de Rohan & des autres Seigneurs contre Barneveldt. Ils ne le trouvoient pas assez bien intentionné pour l'avancement de la Réformation. Le zèle impetueux & violent des Contre-Remontrants étoit d'autant plus du goût des Huguenots; que la Cour sembloit le craindre. Je reviens à la suite du Mémoire des Ambassadeurs de France.

Des changemens faits dans la Magistrature, ils passent à l'affaire du Synode National ouvert depuis un mois. Nous espérons, disoient Boissise & Du Maurier, que cette Assemblée trouvera quelque moyen d'accorder sur les articles qui ont causé des disputes & un schisme dans ces Provinces. Mais pour rendre votre Synode plus utile, il faut qu'il soit libre; qu'il y ait de la sûreté pour ceux qui s'y trouveront; que les dogmes s'y examinent sans intérêt & sans passion; que ceux qui composent le Synode n'aient point d'autre but que la gloire de Dieu & le repos des consciences. Quiconque entreprendra d'expliquer les mystères subli-  
mes

mes dont il est question & de découvrir les 1618.  
 thresors de la sagesse divine, sans une grande  
 humilité & sans une entière soumission à ce  
 qu'il a plu à Dieu de révéler aux hommes,  
 celui-là se trouvera autant éloigné de la vé-  
 rité, qu'il croira en être plus près. On est  
 surpris de voir des Ambassadeurs de Fran-  
 ce parler si bien pour les Arminiens. Quel  
 intérêt leur Maître avoit-il d'empêcher  
 que les cinq articles fussent condamnés ?  
 Je ne sai si Du Maurier n'avoit point du  
 penchant pour l'Arminianisme. Son étroite  
 liaison avec Grotius le fait penser.  
 Peut-être que Du Maurier inséra dans le  
 Mémoire deux ou trois périodes en faveur  
 d'une doctrine qui lui paroissoit plus rai-  
 sonnable que celle des Calvinistes.

Le dernier point de la remontrance re-  
 garde Barneveldt & les deux autres prison-  
 niers. C'est sur quoi les Ambassadeurs  
 insistent particulièrement. Ces personnes,  
 disoient-ils, sont accusées des crimes les plus  
 énormes, de trahir la patrie, d'être d'intelli-  
 gence avec vos Ennemis, d'avoir exposé vos  
 villes au danger d'être pillées & leurs habi-  
 tans à être tués. Si les prisonniers sont cou-  
 pables d'une si grande perfidie, le Roi no-  
 tre maître vous conseille d'exercer contr'eux  
 la rigueur des loix. Souvenez vous seule-  
 ment, Messieurs, que les Princes pardonnent  
 en plusieurs rencontres les entreprises contre  
 leur propre personne. Les Républiques épar-  
 gnent plus que les autres le sang des Ci-  
 toiens. Une des marques principales de la  
 liberté, c'est qu'on ne touche pas facilement  
 à la vie des sujets de l'Etat. L'accusation de  
 N 2 crime

1618. crime de Leze-Majesté se doit prouver selon les termes précis de la loi. Il n'est pas permis de la tirer par des inductions & par des conséquences de certaines actions qui ne sont pas comprises sous le nom de haute trahison. Les contentions qui arrivent souvent dans le maniement des affaires, la jalousie de conserver son crédit & son autorité, l'ambition qui porte les hommes à entreprendre plus qu'ils ne doivent, sont des maux ordinaires dans les Etats. Ils causent des inconvéniens & des malheurs. Mais on ne punit pas ces desordres comme des crimes de Leze-Majesté. On juge de la nature de l'action d'un homme par son intention, par le dessein qu'il s'est proposé, & non par les suites que son entreprise peut avoir. Nous avons si bonne opinion de votre prudence & de votre intégrité, que nous ne doutons pas, Messieurs, que vous n'apportiez ce discernement & cette équité dans l'examen de l'affaire de vos prisonniers. Il est question de la vie de trois de vos principaux Officiers, dont un est le plus ancien Conseiller de votre Etat. M. Barneveldt est si recommandable par les services signalés qu'il a rendus à votre République : & les Princes, vos alliés ont des preuves si certaines de sa fidélité & de son amour pour la patrie, qu'ils ont peine à se persuader que M. Barneveldt ait conspiré à la ruine d'un Etat pour lequel il a tant travaillé. Cependant puisqu'il est appelé en justice, il est important pour la sécurité de ces Provinces que la vérité soit connue. Il est certain qu'il y a beaucoup de bon sens & de raison dans ces remontrances.

Après

Après avoir exhorté les Etats-Généraux à donner des Juges intègres & desintéressés aux trois prisonniers, les Ambassadeurs leur conseillent de la part du Roi leur maître d'user de douceur & de clémence. *C'est le moyen le plus propre, disoient-ils, à gagner l'amour du peuple & à le rendre obéissant. Par là vous réunirez vos sujets divisés, & vous adoucirez l'aigreur qu'ils ont les uns contre les autres.* Le conseil étoit bon & salutaire. La mort de Barneveldt augmenta les animosités, au lieu de les diminuer. On en parle encore en Hollande avec douleur & avec ressentiment. Que je sai bon gré à l'incomparable Louis de Coligni d'avoir empêché que le Prince Frédéric-Henri son fils n'entrât dans une affaire si odieuse ! Nous avons ordre, poursuivent les Ministres de France, d'ajouter ici la prière & la recommandation du Roi notre maître en faveur de M. Barneveldt. L'intérêt que sa Majesté prend à la conservation de votre République, & la connoissance que le Roi a de ce que le prisonnier a fait pour la patrie, engagent sa Majesté à parler en faveur de M. Barneveldt. Il a toujours pris un soin particulier de maintenir l'alliance entre la Couronne de France & cet Etat. Le Roi ne peut pas le croire coupable à moins que vous ne fassiez voir évidemment le crime à sa Majesté. Le Mémoire finissoit par une espèce de menace. Si non-obstant les bons avis que nous vous donnons de la part du Roi notre maître, disoient Boissise & Du Maurier, vous préférez la rigueur à la clémence, sa Majesté aura l'avant-

1618. *L'avantage & la consolation de vous avoir donné en bon ami & allié des conseils aussi salutaires, que les mesures violentes que vous prendrez, peuvent être dangereuses. Nous ne vous dissimulerons pas que sa Majesté se tiendra offensée du peu de respect que vous aurez eu pour ses avis & pour ses prières. Vous avez reçu jusques à présent des marques de la bien-véillance du Roi; il sera obligé de changer de conduite & de sentiment, si vous n'avez pas assez de soin de ménager son amitié.*

Réponse des États-Généraux. Les États-Généraux donnèrent le 19. Décembre leur réponse aux Ambassadeurs. Des gens qui n'avoient aucune envie d'avoir égard à tout ce qui venoit de la part du Roi de France, ne purent la concorder d'une manière plus adroite, ni plus honnête. On témoigne d'abord être fort surpris du reproche des Ambassadeurs, que les États-Généraux, n'ont pas assez bien reçu les bons offices de sa Majesté, à l'occasion des derniers mouvemens. On proteste ensuite qu'on a toujours eu un soin particulier d'observer exactement les

Grande  
Histoire  
de la Ré-  
formation  
L. XXXI.  
Mercure  
Français.  
1618.

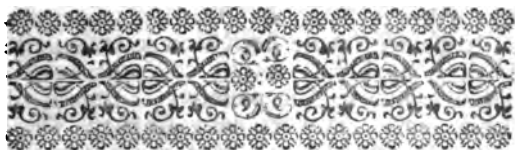
Traites faits avec la Couronne de France, & de ménager les bonnes grâces du Roi, dont les États-Généraux recevoient avec beaucoup de reconnaissance les bons avis, si nous les en voulons croire, quoique d'ailleurs ils n'eussent aucune envie de les fuir. Ce n'a pas été sans une meure délibération, ajoutoient-ils, que les Magistrats de quelques Villes sont changés. Le monde s'allarme au dehors plus que la chose ne mérite. Le remède étoit nécessaire &

Et plus facile qu'on ne pensoit. Il a été 1618.  
 appliqué avec beaucoup de prudence & de  
 modération, sans violence & sans aucun dan-  
 ger de répandre du sang. Le courage & la  
 dextérité du Seigneur Prince d'Orange ont  
 rétabli l'autorité publique, l'union & la  
 tranquillité par tout, sans toucher aux loix  
 ni à la police des villes. Et les Magistrats  
 choisis sont des gens de mérite & bien in-  
 tentionnés pour la patrie. Après quelques  
 plaintes respectueuses de ce que sa Majesté  
 prévenue par Barneveldt & par ceux de son  
 parti n'a pas voulu accorder la grace que  
 les Etats-Généraux lui demandoient de  
 permettre à quelques-uns de ses sujets Ré-  
 formés de venir au Synode, on promet de  
 faire bonne & brève justice aux prison-  
 niers, & de manière que sa Majesté sera con-  
 tenue de la procédure, quand on l'aura  
 mieux informée des particularités de la  
 conspiration contre la République. En-  
 fin, les Etats-Généraux prient Boissise &  
 Du Maurier d'assurer sa Majesté qu'ils  
 donneront autant à la douceur & à la clé-  
 mence, que le bien de l'Etat le leur per-  
 mettra. Mais nous espérons aussi, ajoû-  
 toit-on, que le Roi aura plus d'égard à la  
 dignité de la République & à la seureté de ces  
 Provinces, qu'aux sollicitations & aux im-  
 portunités de quelques particuliers coupables.

Les Ambassadeurs virent bien qu'on  
 cherchoit à les amuser par des honnêtetés  
 & par des paroles générales. Ils en écri-  
 virent à la Cour de France. Boissise est Du Mau-  
 rappelé peu de temps après. On ne croit rier dans  
 pas que l'Ambassadeur extraordinaire puisse les Mémoi-  
res sur  
Barneveldt.  
 de-

1618. demeurer avec dignité dans un endroit, où ceux qui sont maîtres des affaires se font un mérite de ne déférer en aucune manière aux demandes & aux conseils du Roi. Boissise refuse encore le présent ordinaire. Et quand on le presse d'en dire la raison, *c'est*, répondit-il avec une noble fierté, *qu'on ne m'a pas fait justice sur le libelle injurieux qu'Aersens a publié contre les Ministres du Roi mon maître. Je ne veux ni couvrir ni dissimuler l'offense faite à sa Majesté, en recevant une gratification, de la part de ceux qui n'ont pas écouté mes justes plaintes.* Le Synode étoit ouvert à Dordrecht avant que les Ambassadeurs eussent présenté leur Mémoire. Mais l'Affaire des Arminiens n'y fut examinée que dans les premiers mois de l'année suivante. Laissons la Hollande, & voyons une nouvelle révolution qui se prépare à la Cour de France.





# HISTOIRE

DU REGNE

DE

LOUIS XIII.

*Roi de France & de Navarre.*

LIVRE XIII.



Le Duc d'Ep<sup>er</sup>non avoit pris toutes ses mesures avec l'Ab<sup>bé</sup> Rucellaï pour mettre la Reine mere en liberté. On devoit la conduire de Blois <sup>dans le dessein de tirer la Reine mere du Château de Blois.</sup> à Loches dont le Duc étoit gouverneur, & de là au Château d'Angoulême. Elle pouvoit y attendre plus seurement que les grands Seigneurs mécontents de la faveur & de la trop grande autorité de Luines, avec qui la bonne Prince<sup>esse</sup> entra en négociation, & sur lesquels elle comptoit, se déclarassent. Ep<sup>er</sup>non change quelque chose dans son premier dessein. Il résolut d'abord.



1619.

*Vie du  
Duc d'E-  
pernon.  
L. VII.  
Relation  
du Cardi-  
nal de la  
Valette.*

que l'Archevêque de Toulouse son fils iroit joindre Marie de Médicis lorsqu'elle sortiroit de Blois, & que ce seroit le même jour que le Duc passeroit la rivière de Loire pour s'avancer vers Loches. Mais venant à réfléchir que dans une entreprise difficile & périlleuse, il est plus à propos d'être près de l'endroit, afin de donner des ordres sûrs & de remédier promptement aux accidens imprévus, il resolut d'aller lui-même à Loches, d'y recevoir la Reine mere, & de la conduire à Angoulême. Tel fut le second projet d'Epernon mieux concerté que l'autre. Avant que de sortir de Mets, l'ordre & la bienséance vouloient qu'on obtînt la permission du Roi. Epernon la demande avec de grands ménagemens, de peur de s'exposer à un refus absolu. On représente de sa part que n'étant pas bien païé de ses appointemens, il ne peut vivre assez splendidement à Mets, ni faire la dépense convenable au Gouverneur d'une grande ville située sur le passage de France en Allemagne. Le Duc seignoit de ceder à sa mauvaise fortune, & de ne penser plus qu'à jouir desormais du repos que les gens de son âge cherchent ordinairement. On ne crut point à la Cour qu'Epernon fût d'humeur à prendre le parti de la retraite. Il étoit déjà vieux, on le voioit bien. Mais son ambition & ses autres passions étoient encore aussi vives, que dans les premières années de son entrée dans le monde.

La Cour l'amuse d'abord de quelque espérance. Mais enfin le Roi lui écrit au

com-

commencement de l'an 1619. que les troubles augmentant en Allemagne, sa Majesté juge qu'il est important que le Duc demeure encore quelque temps dans son Gouvernement de Metz; & qu'il ne garde à ce qui se passe dans l'Empire. Le Roi faisoit espérer qu'il consentiroit au voiage d'Epervan en Angoumois & en Maitongne, dès que les affaires permettroient qu'il s'éloignât de la frontière du Roiaume. On ne savoit rien à la Cour de l'intrigue avec Marie de Médicis. Luines vivoit dans une indolence merveilleuse. Un valet de Rucellai porte des Lettres à la Reine mere. Elles l'avertissoient du jour que le Duc partiroit de Metz, & des mesures prises pour la conduire à Angoulême. Le valet soupçonne qu'il est chargé de quelque paquet important, & qu'on sera bien aise de savoir à la Cour ce qu'il contient. Il va droit à Paris, & propose à quelques gens du Favori de découvrir un grand secret, pourvu qu'on lui donne une bonne récompense. L'imprudent Luines néglige l'avis: il fait attendre le valet deux ou trois jours. Du Buiffon Conseiller au Parlement de Paris, serviteur de la Reine mere, apprend le plus heureusement du monde, que le valet confidant de Rucellai est en ville. Surpris de ce que cet homme ne l'est point venu trouver à l'ordinaire, Du Buiffon craint qu'il n'y ait de la friponnerie & de la trahison. Il s'enquiert avec soin de ce que fait le valet, & certaines gens assurent qu'on l'a vu à la porte de Luines. Le

1619.

Mercure  
Francois.1619.  
Vis du Duc  
d'Epervan  
l. VII.

1619. Conseiller plus inquiet que jamais, s'avise d'aposter un homme qui va parler au valet, comme si Luines lui en avoit donné la commission. Il compte cinq cens écus de récompense au compagnon & prend les Lettres. On n'entendit plus parler de lui dans la suite. Ceux qui l'avoient trompé, le firent tuer apparemment pour ravoir leur argent. Les gens qui sont au timon des affaires, ne doivent pas être trop crédules aux rapports: mais ils ont tort aussi de négliger les moindres choses. Luines méprisa un valet qui promettoit de révéler un secret important: il s'imagina que c'étoit un malheureux qui vouloit escroquer quelques pistoles. Si le Favori lui eût donné audience, il auroit déconcerté toute l'intrigue du Duc d'Epemon.

Avant que de partir de Mets, il fait prendre les devants à l'Archevêque de Toulouse, & le 17. Janvier il écrit au Roi & prie sa Majesté de trouver bon qu'il aille dans son gouvernement d'Angoumois & de Xaintonge, puisque les affaires sont dans une si heureuse situation, que sa Majesté n'a rien à craindre de la part de ses voisins. Epemon avoit auprès de lui le fameux Balzac. C'est un des Ecrivains qui a le plus travaillé à donner de la majesté, du tour & de l'harmonie à la langue Française; mais son stile fut toujours enflé & ses périodes trop mesurées. Le Duc se servit de la plume de Balzac pour écrire une Lettre, qui fut comme le Manifeste d'un ancien Officier de la Couronne, persuadé qu'il peut desobéir ouvertement aux ordres

*Mercure  
Francois.  
1619.*

1619

ordres précis de son Maître. L'Auteur de la Vie d'Epéron prétend que c'est une des plus rares productions de l'esprit de Balzac. Pour moi, je n'y trouve que des mensonges hardis, & des déguilemens grossiers, sous un assez beau François. On y représente d'une maniere étudiée & respectueuse en apparence que tout est si tranquille en deça & même fort loin au delà du Rhin; que le Marquis de la Valette second fils d'Epéron qui demeure dans Mets, sera capable de donner ordre lui seul à tout ce qui concerne les affaires du Roi. Ce n'étoit là qu'une vaine défaite. Epéron ne laissoit pas tant la Valette à Mets pour y servir la Majesté, que pour defendre une place importante qu'on auroit peut-être enlevée à la Maison d'Epéron, pendant que le Duc seroit occupé à soutenir la Reine mere en Angoumois. Je m'assure, ajoutoit-il, que votre Majesté est si équitable; qu'elle aura égard à la nécessité de mes affaires particulières, & qu'elle trouvera bon que j'use de la liberté qu'elle donne aux moindres de ceux qui sont sous son obéissance. Je ne doute point, Sire, que vous n'ayez agréable le desir que j'ai de faire ce voyage: Et je me promets que vous prendrez la peine de considerer, que depuis votre avènement à la Couronne m'étant engagé de cent mille écus pour votre service, dont je paie la rente à Paris, & n'ayant reçu de vos bienfaits depuis deux ans, autre gratification que la simple paie de Colonel, il n'est pas possible que je puisse fournir aux grandes & nécessaires dépenses que je fais

1619.

obligé de faire ici afin de maintenir la dignité de ma charge, & de servir votre Majesté avec plus de lustre & d'éclat. Il est bon d'appeller quelquefois les choses par leur nom. Ce que les Grands regardent comme une habile & prudente dissimulation, n'est souvent qu'une effronterie impertinente & ridicule. En voici un exemple sensible.

La manière dont Epernon reproche ensuite ses services passés, est mêlée de quelques flatteries pour adoucir l'esprit d'un jeune Roi jaloux d'une autorité que les grands Seigneurs méprisoient alors impatiemment. Mais le discours du Duc donne assez à connoître qu'il pensoit plus à se venger des chagrins que la Cour lui causa, qu'à demeurer en repos chez lui. Au reste, Sire, disoit-il encore, puisque tous les jours mes Ennemis tâchent de faire naître dans l'esprit de votre Majesté de la défiance de mes plus pures intentions, & que j'ai si malheureux qu'aient vieilli au service de trois grands Rois, je me vois encore dans la nécessité de défendre une si longue fidélité contre la calomnie, il faut que je dise avec beaucoup de douleur, que je me suis tenu par mon devoir lors qu'on proposoit des récompenses à la désobéissance, & que j'ai défendu votre autorité lors que les uns en abusoient & qu'elle étoit méprisée des autres. C'est me faire tort aujourd'hui que de croire que je veuille commencer à faillir dans l'âge où je suis & que mes ressentimens particuliers me soient plus chers que la considération de votre service. En quoi, Sire, j'agirois franchement  
que

1619.

que je n'ai sujet de me plaindre que de ma mauvaise fortune ; étant bien assuré que ce n'est pas sous votre regne que la vertu est suspecte. Et la réputation odieuse. Votre Majesté est trop juste pour ne distinguer pas les innocens offensés d'avec les coupables. Il n'y a point d'apparence, Sire, que vous aiez dessein d'affliger la vieillesse d'un de vos meilleurs serviteurs. Et du plus ancien Officier de votre Couronne, ni de refuser à son âge le repos que la nature demande. Je pense, Sire, devoie espérer à tout le moins cela pour récompense de mes longs Et fideles services. Doit-on rire, ou se mettre en colere en lisant de pareils menfonges ? Le bon Duc proteste que ses intentions sont pures : Et il va se venger de ce que sa Majesté veut avoir un autre Favori que lui. Le service du Roi lui est plus cher que ses ressentimens particuliers ; Et le voilà qui se dispose à faire au jeune Louis le plus grand affront qu'un Prince puisse recevoir. Il demande à passer le reste de sa vie en repos, & il part pour une entreprise capable d'allumer une guerre civile dans le Roiaume. Est-il donc permis de jouer ainsi & le monde & son Prince ?

Epernon part secretement de Mets peu de jours après cette Lettre écrite. Cent Cavaliers bien montés & bien armés l'accompagnoient dans un voiage long & dangereux. Notre fortune Et notre réputation dépendent de cette entreprise, dit-il avec beaucoup de raison en embrassant le Marquis de la Valette qu'il laissoit dans la ville. Si elle réussit nous serons combiés d'hon-

Vie du  
Duc d'E-  
pernon. li-  
v. II.

neur.

2619. *neur. Et si nous succombons, nous passerons pour des criminels & pour des rebelles. Adieu. Il vaut mieux mourir que de tomber dans l'opprobre & dans le mépris. J'espère pourtant que nous aurons le dessus & que nous vivrons.* A la fin de Janvier & dans la saison la plus fâcheuse de l'année, le Duc traverse la Bourgogne, passe la Loire au dessous de Roüane & l'Allier au pont de Vichi en Bourbonnois. De là, il écrit une seconde Lettre au Roi & le prie d'agréer sa sortie de Mets. *Ma présence y est moins nécessaire qu'en Xaintonge & en Angoumois, disoit le fier vieillard en ajoutant la raillerie & l'insulte au mépris des commandemens de son Maître. Il y a de la division dans ces deux Provinces : Et c'est à moi de les retenir dans le devoir. Je ne crois pas, Sire, que votre Majesté fasse si peu d'état d'un vieux Officier qu'elle veuille l'employer seulement à faire tenir avec plus de sûreté vos dépêches en Allemagne. Je puis vous rendre ailleurs des services plus importants. . . .* Les temps sont bien changés. Celui qui portoit cette Lettre à la Cour, y fut bien reçu. Luines effraïé & incertain des projets du Duc d'Epéron, veut l'appaiser & le gagner même, s'il y a moyen. Le Favori envoie promptement un exprès au Duc qui lui porte l'aveu du Roi pour le voiage en Angoumois.

Négligence de Luines au regard de l'entreprise du Duc d'Epéron,

Son dessein fut d'abord fort secret. Mais quelques Gentilshommes de l'intrigue en ayant fait confidence à leurs maitresses, la chose devint presque publique. C'est par là que les plus grands projets se découvrent ordi-

ordinairement. On parloit tout ouvertement de celui-ci dans la Maison du Duc d'Epemon. *M. de Luines*, dit le Cardinal de la Valette, fut si malheureux, ou si négligent, qu'il ne fut point averti d'une chose que tant de gens savoient. Il en reçut pourtant des avis & de fort bonne part. Mais le Favori demeure sur ce chapitre dans une indolence & dans une securité, dont tout le monde se mocque. Déageant plus fin & plus vigilant, lui porta l'avis qu'une personne envoioit du projet de l'évasion de la Reine mere, & de la manière dont il se devoit exécuter. Luines traite la chose de vision & de chimère. Déageant ne se rebute pas. Quatre jours après, il porte au Favori un nouvel avis, qu'une autre personne donnoit. Prévenu que Déageant cherche à se faire de fête & à se rendre nécessaire, Luines le reçoit aussi froidement que la premiere fois. De grace, Monsieur, lui dit alors Déageant, avertissez le Roi. La chose le mérite bien. Elle est capable de causer une guerre civile en France. Le Favori n'en est pas plus ému. Il témoigne n'avoir aucune envie de donner de l'inquiétude à son Maître sur les fantaisies que Déageant lui paroît se mettre dans l'esprit. Du moins, Monsieur, reprit Déageant, parlez en pour votre décharge au Conseil. Vous y allez maintenant. Les Ministres seront les premiers à crier contre vous, & à vous accuser de négligence, si l'avis se trouve véritable. Luines promit de le faire. Tout le monde s'est moqué de votre avis, dit il à Déageant en sortant du Conseil.

1617-1

Mémoires  
de Déageant.  
pag. 187. 188.  
Ccc.  
Relation  
du Cardinal  
de la Valette.



1619. *seil. Ne vous amusez point à de vaines imaginations. Il y a de l'apparence que Luynes n'avoit rien dit aux Ministres. S'il leur fit part de l'avis, la plupart des Courtisans las de la domination de Luynes, furent bien-aïses que Marie de Médicis revînt à la Cour afin de donner un contre-poids à l'autorité du Favori. C'est peut-être ce qui les portoit à l'entretenir dans son indolence. Quoi qu'il en soit, celui qui avoit donné le second avis, étoit de se qu'on n'y fait pas attention, vient lui-même à la Cour. Il parle à Luynes; il répond sur la tête que l'entreprise est certaine, il se soumet à tout, en cas que son rapport se trouve faux. Luynes n'écoute rien: Il n'en dort pas moins tranquillement.*

La Reine *Faut-il être surpris après cela, que Marie de Médicis se soit facilement échappée de Blois, & que le Duc d'Epemon ait trouvé si peu d'obstacles dans son entreprise? il étoit en Angoumois fort inquiet de ce qu'il ne recevoit aucune nouvelle de la Reine mère. La trahison du valet de l'Abbé Rucellai en fut la cause.*

*Édition du Gardi-  
nal de la  
Valette.  
Vie du Duc  
d'Epemon.  
L. VII.  
Lettre de  
Bentivoglio.*  
Du Buillon n'avoit pas encore envoyé les Lettres heureusement tirées des mains du filippon. Dans cet embarras, Epemon dépêche du Plessis son confident à Blois, afin de savoir la disposition de Marie de Médicis. Il avoit ordre de passer par Loches, de préparer la lière qui commandoit dans la place à y recevoir la Reine mère, & de lui dire de mettre tout en bon état. Du Plessis trouve Marie de Médicis dans une  
assez

assez grande perplexité. Ses serviteurs les plus affidés n'étoient pas à Blois. Elle les avoit envoiés négocier avec quelques Seigneurs. Ils faisoient presque tous difficulté d'entrer dans une affaire qu'Epernon conduisoit. Le Duc de Bellegarde son parent & son ami, écrivit lui-même à la Reine mere afin de la dissuader de se mettre entre les mains d'un Seigneur, dont l'humeur hautaine & incompatible rebutoit tous les autres. *Pour moi, Madame, disoit Bellegarde, je suis prêt à recevoir votre Majesté dans mon Gouvernement de Bourgogne. Mais je ne puis pas la servir, quand elle sera dans un endroit où M. d'Epernon a droit de commander.* Ces remontrances jettent Marie de Médicis dans l'incertitude. Elle craint d'être abandonnée de tous les grands Seigneurs chagrins de la voir assujettie, pour ainsi dire, à un homme, dont ils ne peuvent souffrir les manières impérieuses. Mais quand elle vient à considérer, que le Duc n'attend plus que sa dernière résolution, & que sur la parole qu'elle lui a donnée, il est venu la recevoir à Loches, afin de la conduire ensuite au château d'Angoulême, ses craintes se dissipent. Elle écoute volontiers les instances qu'on lui fait de ne perdre pas de temps, & de sortir au plutôt de sa prison.

Du Plessis dispose le Comte de Brenne premier Ecuier de la Reine mere à la servir dans son évasion. Il envoie à l'Archevêque de Toulouse qui s'est avancé jusques à Loches avec le Duc son père, & le

1619. & le prie de venir à Montrichard, de s'assurer du passage, & de rendre le chemin plus libre & moins périlleux. Epernon entre dans une profonde reverie, en apprenant que Marie de Médicis n'attend plus que le moment de se jeter entre ses bras. L'esprit du Duc paroît extrêmement agité. Les suites de son entreprise l'effraierent plus que jamais au moment de l'exécution. La crainte de rester seul exposé au ressentiment & à la colere d'un Roi irrité, lui cause mille mouvemens divers. *Mais quoi ? se dit-il enfin à lui-même. Le Rubicon est passé. Il n'est plus temps de reculer. Mon honneur est trop engagé. Partez incessamment pour Montrichard avec quinze ou vingt Gentilshommes, ajoute Epernon en s'adressant à l'Archevêque de Toulouse : j'attendrai ici la Reine.* Elle descendit de la fenêtre de son cabinet par une échelle, la nuit du 21. au 22. Février, accompagnée d'une femme de chambre, du Comte de Brenne & de trois ou quatre autres personnes. Marie de Médicis eut tant de peine en descendant la première échelle, que la pauvre Princesse ne voulut pas se hasarder sur la seconde, pour descendre encore d'une plateforme dans la rue. On la met sur un manteau qu'on tire doucement en bas, parce que la terrasse n'est pas revêtuë. Ce Comte de Brenne & du Plessis la soutinrent sous les bras pendant qu'elle alloit à pied au delà du pont de Blois, où son carosse l'attendoit. On arriva heureusement à Montrichard. L'Archevêque de Toulouse y étoit avec ses gens. On

On prend des relais ; & on fait toute la diligence possible afin d'entrer de bonne heure dans Loches. Le Duc d'Epemon alla au devant de sa Majesté , suivi de cent cinquante Cavaliers. C'étoit un jour de triomphe pour lui : mais il fut suivi de plusieurs mauvaises nuits. Marie de Médicis séjourne deux jours à Loches , où quelques-uns de ses domestiques la joignent. Elle prit ensuite la route d'Angoulême , incertaine de la réponse que le Roi son fils feroit à la Lettre qu'elle lui écrivit de Loches.

La Cour de France est tout occupée des divertissemens du Carnaval & de la foire S. Germain , lorsque l'évasion de la Reine mere se trame. On ne parle que de fêtes , de ballets , & de réjouissances. Luings avoit conduit le Roi au lit de la jeune Reine pour la consommation de leur mariage différée à cause de la foiblesse de Louis. Il maria ce même hiver Mademoiselle de Vendôme sa sœur naturelle au Duc d'Elbeuf aîné d'une branche cadette de la maison de Guise. Enfin Victor Amédée Prince de Piémont étoit venu à Paris épouser Madame Christine seconde fille de France. Las des divertissemens tumultueux de la ville , Louis se retire à S. Germain en Laie où il prétend prendre un peu de repos. Il n'y trouva pas ce qu'il cherchoit. On lui apporte tout aussitôt la nouvelle de l'évasion de sa mere. Le voilà de retour à Paris , où il assemble plusieurs fois son Conseil. Le monde est attentif à quoi de si longues , de si

1619.

Divers  
mouve-  
mens des  
esprits à la  
Cour &  
ailleurs  
sur l'éva-  
sion de la  
Reine  
mere.

*Journal  
de Bassom-  
pierre.*

*Pistorio  
Siri Me-  
morie re-  
condite.*

*Tom. IV.  
p. 586.*

*587. 588.*

*Lettre di  
Bentivo-  
glio.*

fré-

1619. fréquentes délibérations aboutiront, & cha-  
 cun raisonne selon qu'il prend plus ou  
 moins d'intérêt à la fortune de Luines. C'est  
 une chose fâcheuse, disoient quelques-uns, que  
 la Reine mere n'ait pas voulu avoir encore  
 un peu de patience. Le Roi étoit sur le point  
 d'aller à Blois & d'y mener le Prince de  
 Piémont. Epernon a pressé la fuite de la  
 Reine, dans l'espérance de traverser la fortune  
 du Favori. Le Duc a eu peur que le fils  
 & la mere ne se reconciliasent à la première  
 entrevue. Il ne veut pas que la Reine  
 fasse sa paix sans l'y comprendre. Il est vrai  
 qu'on l'a traitée avec trop de hauteur &  
 de dureté. Mais ne devoit-elle pas sacrifier  
 ses ressentimens particuliers au bien de l'E-  
 tat & de la Religion? Les Huguenots ne man-  
 queroient pas de profiter de ces mouvemens.  
 Ils tiennent déjà une assemblée à la Roibel-  
 le contre la volonté du Roi. Il est jeune ;  
 on lui cache bien des choses. Doit-il être  
 responsable des maux que la Reine a soufferts?  
 Une bonne mere ne se venge pas aux dépens  
 de son fils, si quelques gens abusent du nom  
 & de l'autorité de celui qu'elle est obligée d'at-  
 mer plus que toutes choses. D'autres sou-  
 tiennent au contraire que Marie de Mé-  
 dicis & le Duc ont bien fait. Il faut,  
 crioient-ils, réprimer l'arrogance du Favori.  
 Bien loin de profiter de l'exemple du Maré-  
 chal d'Ancre, il cherche à se rendre encore plus  
 absolu.

Les Courtisans virent avec un plaisir  
 malin l'embarras, où Luines se jetta par  
 sa négligence. Persuadé que la Reine me-  
 re, le Duc d'Epernon, & quelques autres  
 Seig.

Seigneurs conspiroient à sa perte, il parle de pousser les choses à la dernière extrémité, & de faire marcher incessamment le Roi à la tête d'une Armée afin de réduire le Duc d'Épernon, & d'obliger la Reine mere à séparer ses intérêts de ceux d'un Seigneur, qui ne sera jamais content à moins qu'on ne le rende maître des affaires. Mais tous les anciens Ministres s'opposoient à Luines. Ils ne jugeoient pas à propos que le Roi déclarât la guerre à sa mere. Le Cardinal de Retz vil esclave du Favori, étoit lui seul de cet avis. La voie de la négociation paroissoit plus honnête & plus convenable. On parloit hautement dans le Parlement de Paris contre ceux qui vouloient engager un fils à poursuivre sa mere à force ouverte. Ce dessein donne de l'horreur aux honnêtes gens. Quand le Roi alla quelques jours après au Parlement faire vérifier quelques Edits pécuniaires, car enfin, les coffres du Roi étant épuisés par des dépenses en libéralités indiscrettes, en ballets, & en divertissemens inutiles, il faut bien chercher les moyens d'avoir de l'argent, puisque le Favori se met en tête de faire marcher des troupes de plusieurs côtés : quand le Roi, dis-je, fut au Parlement, on entendit des gens crier, que ceux qui entretenoient la division entre Louis & Marie de Médicis, étoient ennemis du bien public. Qu'on laisse faire le fils & la mere, disoit-on : ils seront bien-tôt d'accord. C'est à eux d'appaiser ces mouvemens, sans qu'aucun autre s'en mêle. Certaines personnes cherchent à

1619.

se

1619. *se rendre nécessaires à l'un & à l'autre. Mais on ne doit pas souffrir que ces Messieurs établissent leur fortune aux dépens du peuple.*

Vittorio  
Siri Me-  
morie re-  
condite.  
Tom. IV.  
pag. 590.

La seule pensée d'un fils armé contre sa mere effarouchoit tellement les esprits, que le Jésuite Arnoux crut devoir faire sentir au Roi dans un sermon prononcé en sa presence, combien cette entreprise feroit tort à la réputation de sa Majesté, & qu'elle étoit indigne d'un Prince Chrétien. Je sai, dit-il assez finement, *quelle est la tendresse & la bonne volonté du Roi pour la Reine sa mere. On ne doit pas croire légèrement qu'un Prince si religieux tire jamais l'épée pour verser le sang dont il a été formé. J'ose espérer, Sire, ajouta-t-il en s'adressant à Louis, que vous ne permettrez pas que j'aie avancé un mensonge dans la chaire de vérité. Un fils ne peut avoir une raison légitime de prendre les armes contre sa mere qui ne l'attaque pas. Votre Couronne ne vous dispense point de l'obligation que la loi de Dieu vous impose, d'honorer celle qui vous a mis au monde. Rejetez les conseils violens qu'on vous inspire contre le commandement exprès du Roi des Rois. Je vous conjure, Sire, par les entrailles de Jésus-Christ de ne donner pas un si grand scandale à toute la Chrétienté. Les Prédicateurs ne parlent pas si librement au fils de Louis XIII. Bien loin de lui remontrer chrétiennement ses devoirs & ses défauts, ils seroient fâchés qu'il sortît du sermon, sans avoir entendu dire qu'il est le plus grand & le plus religieux Prince qui ait paru*  
dans

dans le monde. L'auditoire fut surpris de ce qu'un Confesseur du Roi donné de la main de Luines, osoit parler de la sorte : car enfin, on ne doutoit point que le Favori ne conseillât la guerre de toute sa force. Le Courtisan toujours malin, s'imagina qu'il y a de la collusion entre Luines & Arnoux. Le Favori, dit-on, voudroit nous faire accroire qu'il ne demande qu'une prompte reconciliation entre le fils & la mere. Peut-être, ajoûtoient les autres, que le bon Pere Arnoux cherche à réparer le tort qu'il s'est fait dans l'esprit de la Reine & de tous les honnêtes-gens, en extorquant d'elle un écrit ridicule. Il craint que Marie de Médicis reconciliée avec son fils, ne se venge du parjure qu'on lui a fait commettre.

Les amis, les alliés, & les parens du Prince de Condé se réveillent en cette occasion. Ils espèrent d'en profiter & d'obtenir la liberté de son Altesse, qui meurt d'ennui & de chagrin dans une si longue prison. Le Duc d'Angoulême représente à Luines, qu'il ne peut mieux faire que de gagner la confiance & l'amitié du premier Prince du sang, qui lui sera toujours redevable de sa délivrance. Vous empêchez, disoit-on au Favori, que le Duc de Montmorenci ne se déclare pour la Reine mere. Le Maréchal de Bouillon ami de Condé & le parti Huguenot ne se remueront point. Les Ducs de Maienne, de Nevers, de Longueville qui ont autrefois embrassé le parti de son Altesse, ne manqueront pas de se ranger encore de son côté. Epernon demeurera tout seul, & la Reine mere sera dans la nécessité



1619. *de recevoir les conditions que le Roi voudra lui prescrire. L'avis paroissoit bon, & Luines fut enfin obligé d'en venir-là. Mais le Nonce Bentivoglio détourna le coup à cette fois. La Cour de Rome dévouée aux Espagnols qui souhaitent que la Reine mere rentre dans le gouvernement, fait agir son Ministre avec toute la chaleur imaginable en faveur de Marie de Médicis. On craignoit à Rome & à Madrid que le Prince de Condé devenu supérieur, n'écoutât les conseils du Maréchal de Bouillon, & qu'il ne persuadât au Roi de prendre plus de part aux affaires d'Allemagne. Bentivoglio eut l'adresse d'engager le Cardinal de Retz, à détourner Luines de suivre le sentiment de ceux qui lui insinuoient de s'accommoder avec le Prince de Condé. On représente au Favori qu'il est facile de gagner les Ducs de Maïenne, de Nevers, de Longueville, de Montmorenci, le Maréchal de Bouillon & les autres sans mettre le Prince en liberté. *Aucun de ces Messieurs, dit le Cardinal de Retz à la persuasion du Nonce au Favori, n'a envie d'entrer dans un parti dont le Duc d'Epemon qu'ils n'aiment point, est le Chef. Il n'y a rien à craindre de la part des Huguenots. Epemon s'est toujours déclaré leur ennemi. Le chagrin qu'il leur a fait depuis peu en attaquant la Rosbelle, les irrite trop contre lui.**

Vuës se-  
cretes du  
Maréchal  
de Bouil-  
lon dans  
ces

Le Maréchal de Bouillon promet de servir la Reine mere, après que le Duc d'Epemon se seroit déclaré. On craint à la Cour que ce ne soit là son véritable dessein.

sein. Le Roi lui envoya un exprès quand on eut appris l'évasion de Marie de Médicis. Sa Majesté tâchoit de faire expliquer le Maréchal en lui demandant son avis sur l'état présent des affaires du Roiaume. Le vieux & adroit Courtisan répond à Louis avec toute la reserve imaginable. Il conseille au Roi de se réconcilier avec sa mere, d'écouter les avis qu'elle veut lui donner, de prévenir la guerre civile, de maintenir les loix du Roiaume, d'ordonner que les Edits de pacification soient exactement observés, d'en réparer les infractions, d'ôter à ses sujets toutes les occasions de jalousie & de défiance, de distribuer les honneurs & les dignités à des personnes de mérite & bien choisies; enfin de n'écouter point certaines gens *qui offrent leurs services pour avoir de quoi faire du mal, dont il y a bon nombre*, disoit le Maréchal. Avis tous dignes de sa prudence. Mais outre qu'ils n'étoient pas tous du goût de la Cour, elle eût voulu que Bouillon se fût expliqué en termes moins généraux : & c'est ce qu'il évitoit. Ses expressions vagues & ambiguës sur ce qui regarde Marie de Médicis, donnent à penser qu'il n'avoit pas grande envie de se déclarer pour elle, & qu'il cherchoit seulement à mettre Louis dans la nécessité de s'accommoder avec Condé, de recourir à la protection du premier Prince du sang, & de lui donner part aux affaires. *Bouillon est fort avant dans les intrigues d'Allemagne, disoit on: les Princes Protestans & quelques autres pensent à tirer l'Empire de la Maison d'Autriche, &*

1619.

mouvements de la Cour.

Mercur François.

1619.

Vittorio Siri Memorie raccontate. Tom. IV. pag. 588.

1619. à lui enlever la Couronne de Bohême. L'Électeur Palatin neveu du Maréchal est à la tête du parti. Il ne faut pas douter que Bouillon n'aime mieux voir les affaires entre les mains du Prince de Condé, que dans celles de Marie de Médicis. Elle fait aveuglément tout ce que la Cour de Rome & le Conseil d'Espagne souhaitent. Condé connoît mieux les véritables intérêts de la France. S'il revient une fois en crédit à la Cour, le Maréchal lui persuadera d'engager le Roi à profiter de l'occasion qui se présente de donner un échec terrible à la Maison d'Autriche, & à soutenir les Princes d'Allemagne qui veulent secouer un joug qui les blesse depuis trop long-temps.

Lettres de Marie de Médicis écrit de Loches au Roi son fils. Elle déclare dans sa Lettre Médicis qu'après avoir souffert à Blois les incommodités d'une véritable prison, elle a cru quelques Seigneurs & aux Ministres d'Etat. devoir se procurer la liberté de lui donner les bons & salutaires conseils, que ceux sous la puissance desquels il est malheureusement réduit, ne lui permettent pas d'écouter, & de lui apprendre des choses importantes que les plus grands Seigneurs souhaitent unanimement qu'elle découvre à sa Majesté. Voilà pourquoi, disoit la Reine mere, j'ai prié mon cousin le Duc d'Epervon de permettre que je me retirasse dans Angoulême. J'y vas, convaincue que je suis de sa fidélité, & de son zèle pour votre service. Le Roi votre pere me commanda dans les derniers jours de sa vie de confier à la prudence & à la probité de ce Seigneur vos plus importantes affaires & les miennes particulières

Mercure  
François  
1619.

*tières, s'il étoit possible que je pusse avoir des 1619.  
 intérêts distingués des vôtres. Je ne cherche  
 qu'à prévenir les inconvéniens capables de  
 troubler le bonheur de votre regne. Vous me  
 ferez plaisir de me donner les moyens de vous  
 avertir sans haine & sans ambition de ce qui  
 peut rendre votre Roiaume plus florissant &  
 plus tranquille. Je vous proteste que je ne  
 souhaite point de rentrer dans l'administration  
 de vos affaires. Ma plus grande passion, c'est  
 de vous voir gouverner vos Etats par vous-  
 même, & d'entendre vos sujets contents  
 exalter vos vertus & la douceur de votre  
 regne.*

Cela signifie en bon François que Marie  
 de Médicis demandoit l'éloignement de  
 Luines. Et certes elle n'avoit pas si grand  
 tort. On n'a guères vû de plus indigne  
 Favori. Son maître ne l'estima jamais.  
 Il semble que ce fut par un esprit de con-  
 tradiction aux desirs de sa mere, que Louïs  
 s'obstina toujours à combler Luines d'hon-  
 neurs & de dignités. Tel est souvent le  
 génie des Princes. On en trouve d'un dis-  
 cernement plus exquis que Louïs XIII.  
 qui choisissent comme lui leurs Favoris par  
 caprice, sans aucun égard au mérite, ni  
 aux services rendus. Ils reconnoissent en-  
 suite leur mauvais choix : & ils se font un  
 point d'honneur de le soutenir à quelque  
 prix que ce soit. De pareils prodiges de  
 fortune & d'élévation, sont une marque  
 du grand pouvoir de celui qui les a tirés  
 de la poussière : mais ces Messieurs sont en  
 même temps une preuve incontestable de la  
 foiblesse, & de la bizarrerie de ceux que

1619. les Poëtes chantent comme des héros. Le Duc d'Epemon écrivit auffi au Roi. La Lettre étoit courte, & pleine de menfonges groffiers & impertinens. Dès que je fuis arrivé à Loches, difoit-il, la Reine votre mere m'a commandé de l'y recevoir & de la conduire à Angoulême. J'ai cru qu'en lui desobéiffant, je manquerois au refpect que je dois à votre Majesté. Je vous fupplie très-humblement, Sire, de croire qu'un homme qui ne s'est jamais écarté du fervice des Rois vos prédeceffeurs, ni de celui de votre Majesté, quelque mauvais traitement qu'il ait reçu, n'a pas envie dans l'âge où je fuis, de fe démentir de la fidelité dont il a toujours fait profeflion, & que je ne donnerai jamais un jufte fujet à votre Majesté de douter de la droiture de mes intentions. Louis reçut ce compliment comme il devoit. Sa Majesté le regarda comme une infulte que fa mere & un ancien Officier de la Couronne, faisoient encore à leur Souverain, après avoir ouvertement méprifé fes ordres & fon autorité. Luines l'entretient dans ces fentimens : il l'exhorte tous les jours à fe faire craindre en puniffant la temerité & la desobéiffance d'un fujet, que les bienfaits des Rois précédens rendent trop puiffant & trop orgueilleux.

*Mémoires de Rohan. l. I. Histoire du Comte de Lesdiguières. l. LX. ob. p. 12.* Le Roi demeura quelques femaines fans répondre à fa mere. Elle fut bien-tôt advertie que Luines preffoit le Roi de mettre fur pied une Armée nombreufe, & de retenir les grands Seigneurs dans le devoir, en faifant un coup d'autorité contre le Duc d'Epemon. Marie de Médicis penfe donc

1619.

donc à se fortifier. La voilà qui écrit aux Ducs de Maïenne & de Rohan, au Maréchal de Lesdiguières & à quelques autres. Elle espéroit de les engager à la défendre & à s'opposer au Favori qui la vouloit perdre. Epernon écrit aussi de son côté; il invite ses amis à se joindre à lui. Presque tous les Seigneurs représentent à la Reine que sa résolution causera des mouvemens trop violens dans l'Etat. Ils répondent que leur devoir ne leur permet pas de desobéir au Roi: Enfin, ils envoient à la Cour les Lettres que Marie de Médicis leur écrit, & la copie de la réponse qu'ils lui font. Quelques-uns de ceux sur qui la bonne Princesse comptoit, gagnés par les bienfaits & par les promesses du Favori, acceptent le commandement des troupes destinées contre elle & contre Epernon. Le Duc de Rohan fut plus honnête & plus sincère que les autres: *Je suis bien fâché, Madame, dit-il à la Reine, de ce que votre Majesté ne m'a pas fait l'honneur de m'employer dès qu'elle a formé le dessein de sortir de Blois. Je l'aurois fidèlement servi. Mais je me trouve à la Cour lors que le Roi a reçu la nouvelle de votre retraite. Il m'a ordonné de venir dans mon Gouvernement de Poitou & de le maintenir en paix; j'ai promis d'obéir. Au reste, Madame, je n'entreprendrai rien contre votre Majesté. Le meilleur avis que je lui puis donner; c'est d'entendre à un prompt accommodement.*

Marie de Médicis déchet alors de ses grandes espérances. On comprit que les

1619. Seigneurs les mieux intentionnés pour elle demeureroient spectateurs de l'événement. Ils ne vouloient pas dépendre de l'humeur altière d'Epemon. Quelques-uns étoient bien aises de voir comment cet esprit présomptueux & entreprenant se démêleroit lui seul d'une affaire si délicate. *Nous aurions tort de nous embarquer maintenant, disoient-ils. Tout ceci finira par une négociation, quelque chose que fasse le Favori. M. d'Epemon aura l'honneur de l'entreprise, & nous nous serons attirés la haine & le ressentiment du Roi.* Marie de Médicis inquiète de ce que son fils ne lui répond point, & de ce qu'on ne parle à la Cour que de préparatifs de guerre, écrit une seconde Lettre au Roi. Elle tâche de le détourner des résolutions violentes que son Favori lui inspire. *Vous avez auprès de vous des gens, lui dit-elle avec assez de bon sens, qui cherchent à bâtir le prodige de leur fortune sur la ruine de votre mere. Je proteste devant Dieu que je n'ai aucune prétention. Le seul but que je me propose, c'est la prospérité de votre regne & le bonheur de vos sujets. Si vous fermez encore les oreilles à mes fideles & justes supplications, je serai contrainte de les faire entendre par tout, & de prendre la France & l'Europe à témoin de mon innocence & de ma sincérité. Veut-on me forcer à publier que mes malheurs deviennent tous les jours plus grands par l'ambition & par la cruauté de ceux qui disposent absolument de votre personne & de votre puissance? Si j'ai une défense contre les armes qu'on vous fait pren-*

prendre injustement; c'est que je veux vous épargner le regret que vous auriez un jour, d'avoir laissé opprimer votre mere. Marie de Médicis écrivit en même temps au Chancelier de Silleri, à du Vair Garde des Sceaux, & au Président Jeannin. Elle les sommoit de remplir les devoirs de leur Ministère, en avertissant le Roi, qu'il se fera un tort extrême dans le monde, s'il marche à la tête de ses troupes contre une mere innocente & malheureuse. 1619.

Ces Lettres qu'on eut soin de rendre publiques, animoient extrêmement le peuple contre Luines. Tout Paris détestoit son opiniâtreté à presser le Roi de pousser la Reine mere à force ouverte. Les Predicateurs déclament dans les chaires: Et le Parlement de Paris semble disposé à faire des remontrances. Le Favori avoit ses émissaires dans cette Compagnie. Ils proposèrent de proceder contre Epernon & de le condamner comme rebelle & criminel de Lèze-Majesté. Le Duc eut la précaution de se faire donner la Lettre du Roi qui permettoit à Marie de Médicis de s'aller promener hors de Blois, quand elle le jugeroit à propos pour sa santé.

La Reine mere mit encore une Lettre entre les mains de son libérateur, antidatée de la sortie de Blois. Elle y prioit Epernon de l'aider dans son évauion; de la recevoir à Loches & de la conduire à Angoulême. De maniere qu'on ne pouvoit plus accuser le Duc d'avoir enlevé la Reine mere. Louis lui permettoit d'aller où il lui plairoit: Et c'étoit à sa sollicitation

*Pittori's  
Siri Me-  
morie re-  
condite  
Tom. IV.*

*1594. Ger-  
Vid du Duc  
d'Epernon.  
L. VIII.*



1619. que le Duc l'avoit reçue dans Loches & dans Angoulême. La collusion faite aux yeux, je l'avouë. Mais ces deux pièces suffisoient pour arrêter le Parlement. Marie de Médicis & Epernon y avoient des amis: Et cette Compagnie n'étoit pas réduite encore à faire tout ce qu'il plait à la Cour de lui prescrire. Quand on s'aperçut que le Parlement ne seroit pas si docile en cette rencontre que Luines l'espéroit, il proposa au Roi d'envoyer un Exempt de ses Gardes au Duc d'Epernon, pour lui ordonner de venir à la Cour, & de remettre entre les mains de sa Majesté les places dont il étoit Gouverneur. On croioit bien que le Duc refuseroit d'obéir. Mais Luines espère qu'après une desobéissance si manifeste, le Parlement ne pourra se dispenser de poursuivre Epernon. Les plus sages du Conseil ne furent point d'avis que le Roi commît si facilement son autorité. Ces artifices du Favori allarment les amis d'Epernon; il ne paroît pas s'en mettre beaucoup en peine. *Je saurai bien parer les coups que mes ennemis me veulent porter, disoit le Duc. Je ne me suis pas engagé dans cette affaire sans avoir bien pensé aux moyens de m'en tirer avec honneur.*

Mémoires  
de Des-  
seant. pag.  
193. 194.  
C. c.

Dans les premiers Conseils tenus depuis l'évasion de Marie de Médicis, certains gens remontrèrent au Roi, qu'il devoit réprimer avec vigueur la première entreprise faite contre son autorité, depuis qu'il commençoit de gouverner par lui-même. On propose de lever cent mille hommes.

Une

1619.

Une partie devoit être employée à la feureté des Provinces, & l'autre étoit destinée à marcher vers Angoulême sous le commandement de sa Majesté. Elle écoute cet avis sans déclarer ce qu'elle en pense. Louis vouloit examiner la chose avec quelques-uns de ses confidens. Déageant nous insinuë que ce fut lui qui fit remarquer au Roi, que les auteurs de la proposition, n'avoient pas envie que l'affaire finit bien-tôt. Il faut beaucoup de temps pour lever un si grand nombre de troupes, dit-il au Roi. Le tresor de votre Majesté est épuisé. Le fonds qu'elle prétend avoir par le moien des nouveaux Edits, ne sera pas si tôt prêt. L'Eté se passera sans qu'on puisse rien entreprendre. Cependant le parti de la Reine mere pourra devenir bien fort. Il est plus à propos de tenter un accommodement, & de lui offrir de bonnes conditions pourvu qu'elle se sépare du Duc d'Epéron. Votre Majesté trouvera bientôt les moiens de le punir, si la Reine mere consent à l'abandonner. En tout cas, le Duc de Maienne est mécontent d'elle depuis lang-temps: il hait Epéron: il a de fort bonnes intentions pour le service de votre Majesté. Elle peut lui ordonner de lever douze ou quinze mille hommes dans son Gouvernement de Guienne, & de se poster avantageusement & le plus près qu'il pourra d'Angoulême. D'un autre côté vous ferez attaquer Mets, Boulogne & les autres places du Duc d'Epéron. La Reine mere & lui pressés par tant d'endroits seront bien-tôt réduits à implorer la clémence de votre Majesté & à recevoir les conditions qu'elle voudra leur accorder.

1619. Le Roi gouta cet avis. Le Comte de  
 L. Roi Bethune eut ordre de porter la réponse de  
 envoie le Louïs à la première Lettre de la Reine sa  
 Comte de Mere. Bethune devoit fonder premièrement  
 Bethune les intentions de Marie de Médicis & l'assu-  
 pour né- rer que le Roi désireroit de la contenter, qu'il  
 gociier avec la écouterait les bons avis de sa mere, &  
 avec la Reine qu'elle auroit la liberté d'être dans une au-  
 mere. tre ville que Blois. Le Favori tourna si  
*Vittorio* bien l'esprit de son maitre, qu'il ne vou-  
*Siri Me* loit plus entendre parler de rappeler Ma-  
*rie re-* rie de Médicis à la Cour. On défendit à  
*condite.* Bethune de voir le Duc d'Epemon, de rece-  
*Tom. IV.* voir ses visites, & d'avoir aucun commerce  
*pag. 593.* avec lui. L'envoïé fut chargé de presser la  
*594. &c.* Reine mere de se séparer du Duc, & d'offrir  
*Vie du Duc* à Marie de Médicis les conditions les plus  
*d'Epemon.* avantageuses, en cas qu'elle abandonnât E-  
*4. VIII.* pemon au juste ressentiment du Roi. Tout le  
 monde se réjouit de ce que Louïs prenoit  
 enfin la voie de la négociation. Mais les  
 plus pénétrants jugèrent que l'accommo-  
 dement ne seroit pas si-tôt conclu. On  
 ne pouvoit se persuader que Marie de Mé-  
 dicis fût si lâche & si ingrate que de sacrifier  
 un Seigneur qui l'avoit fort bien servi.  
 Le Comte de Bethune lui-même ne se  
 soucioit pas de presser fortement la Reine  
 mere de consentir à une chose indigne d'u-  
 ne personne de son rang, & capable de  
 flétrir à jamais sa réputation, & de lui fai-  
 re perdre tous ses serviteurs. Cependant  
 Luines mouroit d'envie de l'amener là.  
 Convaincu que Bethune avoit trop d'hon-  
 neur & de probité pour insister beaucoup  
 sur un article si odieux de ses instruc-  
 tions.

trions, le Favori gagna secretement l'Abbé Rucellai. Un ennemi reconcilié est souvent plus dangereux qu'un ennemi déclaré. Outre que Rucellai n'oublia jamais le chagrin qu'Épernon lui donna dans l'affaire du Marquis de Roilhac, le Duc s'étoit nouvellement brouillé avec l'Abbé : Luines le savoit bien. Il fait sonder Rucellai, & le vindicatif Italien prend avidement l'occasion de gagner les bonnes grâces du Favori, en insinuant à la Reine mere qu'elle ne doit pas faire scrupule d'abandonner un homme qui la tenoit, dit-il, encore plus resserrée dans Angoulême qu'elle ne l'étoit à Blois.

La Lettre que le Comte de Bethune rendit à Marie de Médicis de la part du Roi, <sup>du Roi, du Prince de Piémont, & des Ministres à Marie de Médicis.</sup> commençoit par de grandes menaces contre le Duc d'Épernon. Louis suppose qu'un sujet a enlevé la mere de son Roi, qu'il la tient prisonniere, & qu'elle écrit ce que le Duc lui dicte. C'est sur ce fondement que Louis appuie son dessein d'armer. Il prétend marcher à la tête de ses troupes pour délivrer seulement sa mere d'une dure captivité. Vit-on jamais une plus plaisante comédie de part & d'autre ? Je ne crois pas, dit le Roi, qu'il y eût un homme en France, qui en pleine paix eût l'audace, je ne dis pas d'exécuter, mais de former la résolution d'entreprendre sur la liberté de la mere de son Roi. Mais Dieu qui est le protecteur des Rois & qui m'assiste visiblement dans tous mes desseins, me fera la grace de châtier severement cette injure. Ceux qui se veulent couvrir de votre nom,

1619.

*Et qui cherchent leur avantage dans la ruine de mon peuple Et dans la diminution de mon autorité, sentiront les effets de ma juste colere. Les marques de la puissance que le Duc d'Epemon exerce sur votre esprit, sont si visibles dans la lettre qu'il vous a dictée, que tout le monde s'apperçoit facilement que vous l'avez écrite à regret. Qui pourroit s'imaginer qu'après m'avoir donné de si mauvaises impressions de son esprit Et de sa conduite, vous me voulussiez maintenant persuader que le feu Roi mon Seigneur Et pere vous a recommandé un peu avant son décès, de vous servir du conseil de cet homme tant en mes affaires qu'aux vôtres? Vous savez, Madame, en votre conscience que le feu Roi avoit des sentimens tout à fait contraires à ceux qu'on lui donne dans votre Lettre. Vous me l'avez déclaré plusieurs fois, Et vous l'avez même expérimenté.*

Marie de Médicis méritoit bien la confusion que son fils lui fait en cette rencontre. Elle s'y étoit imprudemment exposée en disant trop de bien d'un Seigneur qu'elle décria souvent auprès de son fils. Que tout ceci nous découvre admirablement le génie des Princes! Il en est de même des autres hommes à proportion. Quand Epemon ne plioit pas assez au gré d'Henri IV, il en disoit mille maux. Mais lors qu'il vient à considérer de sang froid, que c'est le Seigneur le plus propre à servir la Reine & ses enfans contre les entreprises des Princes du sang, Henri recommande à Marie de Medicis de se servir des conseils du Duc d'Epemon, & de prendre

con-

1619.

confiance en lui. Prévenuë par le Maréchal d'Ancre, la Reine mere ne pouvoit souffrir quelquefois les airs de hauteur & d'autorité qu'Epéron se donnoit ordinairement. En ces occasions elle rapporte à Louis XIII. tout ce qu'Henri IV. lui a dit de mal contre le Duc. Aujourd'hui qu'Epéron l'a fort utilement servie, c'est, à son avis, un homme d'une probité reconnue & d'une prudence consommée. Elle veut suivre le conseil que le feu Roi lui a donné de se confier parfaitement au Duc d'Epéron. Quel fonds peut-on faire après cela sur le bien, ou sur le mal que les Princes disent des gens? Ils tiennent un langage différent selon que leurs intérêts, ou leurs passions changent. Je reviens à la suite de la Lettre de Louis à sa mere. Il est bon de voir comment les Rois parlent devant le monde, & de les comparer avec ce que l'histoire nous apprend de leur conduite & de leurs actions.

*Où est l'homme assez dépourvu de sens, ajoutoit Louis, qui ne voit pas qu'on vous a forcés à vous plaindre des mauvais traitemens que vous dites avoir reçus de ma part. Si ce que vous avancez est véritable, je dois être le premier blâmé. Toutes les résolutions prises sur ce qui vous regarde, ont été non seulement autorisées de mon nom; mais elles sont venues encore, ou de mon propre mouvement, ou de l'avis de mon Conseil, c'est-à-dire, de ceux dont le feu Roi se servoit. Ma conscience, la vôtre, & toute la France, sont témoins, Madame, que je n'ai omis aucun*

1619. aucun de mes devoirs à votre égard. La crainte de Dieu est tellement gravée dans mon ame, que je me tiens plus glorieux de cette grace que de la possession de mon Roïaume. Je ne prétends pas que ma Couronne me dispense d'avoir pour vous les mêmes égards & le même respect; que ceux d'une naissance inférieure à la mienne, doivent à leurs meres. Si je vous ai paru en certaines rencontres n'avoir pas tous les tendres sentimens d'un bon fils, c'est que je suis obligé d'agir quelquefois en Roi & en pere de mon peuple. La conjoncture du temps & des affaires ne me permettoit pas d'en user autrement. Vous m'avez souvent avoué dans vos Lettres que cette conduite étoit si juste, que vous ne pourriez pas vous en offenser, & que vous préféreriez de bon cœur la sécurité du repos public à votre contentement particulier.

Ne croiroit-on pas en lisant cette Lettre que Louïs faisoit tout par lui-même, & qu'il étoit le premier auteur des résolutions prises dans son Conseil ? Cependant, on nous rapporte comme une chose de notoriété publique, & quelques-uns de ses Courtisans l'assurent, qu'il s'occupoit à des amusemens puériles & indignes de lui, pendant que son Favori régloit les affaires les plus importantes. On ne peut assez louer les sentimens Chrétiens que Louïs témoigne dans sa Lettre. Il est certain qu'il craignoit Dieu. Mais comme il eut toujours plus de superstition que de véritable religion, & fit souvent des choses qui ne conviennent pas à un Prince qui se pique de préférer la qualité de Chrétien à celle de

1619.

de Souverain. Sous prétexte de remplir ses devoirs de Roi, il oublioit à la sollicitation d'un Favori, ou d'un Ministre, que sa Couronne ne le dispensoit pas d'honorer sa mere. Il eut la dureté de la laisser mourir d'ennui & de misère dans un pais étranger. Marie de Médicis dissimula souvent avec lui. Dans le dessein de l'amuser elle faisoit semblant d'être contente de sa conduite. Les Princes & les particuliers ne doivent pastoujours dire ce qu'ils pensent. Mais il y a des mesures à garder dans la dissimulation. En la poussant trop loin, on s'expose à passer pour fourbe, ou pour inconstant. La réputation, c'est la bonne opinion que nous donnons de nous au public. Il n'est pas obligé d'approfondir tout, ni d'entrer en mille petits détails. Si Marie de Médicis avoit envie de se plaindre un jour de la dureté de son fils, elle ne devoit pas lui mettre en main de quoi justifier qu'elle approuvoit sa conduite. C'est sur ce fondement que plusieurs gens l'accusèrent d'inquiétude, d'inconstance, d'une dissimulation trop profonde & trop artificieuse.

*Quant à l'administration de mes affaires, disoit encore le Roi, je ferai connoître à ceux qui vous ont pressée de vous en plaindre sans sujet, que c'est moi qui gouverne mon Royaume, Et qui agis dans tous mes Conseils. Lors que vous serez mieux informée de la vérité, vous louerez Dieu avec moi de cette grande bénédiction. J'ai résolu de prendre les armes afin de vous tirer de captivité, de vous remettre dans la liberté que vos ennemis.*



1619. *nemis vous ont été, & de vous faire rendre l'honneur & le respect qui vous sont dûs. Si le séjour de Blois ne vous est pas agréable, vous pourrez choisir celle de vos maisons, ou des miennes, qui vous plaira davantage. Vous y serez en pleine liberté. J'irai vous voir incontinent après votre arrivée. Ce sera dans cette entrevue, que vous me direz de bouche ce que vous croirez important au bien & au repos de mes sujets. Toute autre manière de me donner des avis sur mes affaires, feroit connoître au public, qu'on cherche plutôt l'éclat que le profit. Louis prie ensuite sa mere d'ajouter foi à tout ce que le Comte de Bethune lui dira de sa part. Les honnêtes gens ne purent lire sans indignation les Lettres de Marie de Médicis & la réponse du Roi. Quel étrange jeu, disoient-ils, prétend-on jouer aux dépens du peuple! La Reine mere avoit qu'elle est prisonnière à Blois: elle fait venir le Duc d'Epemon pour la délivrer. Si nous l'en voulons croire, son unique dessein, c'est de donner de bons avis à son fils. Et à quoi se termineront ces conseils salutaires? A dire qu'il faut chasser Luynes de la Cour. Le Roi le voit bien, & il n'en veut rien faire. Le voilà qui suppose à son tour que le Duc d'Epemon vient la Reine mere captive. Il faut mettre des Armées sur pied; il faut faire des levées extraordinaires d'argent pour tirer de prison celle qui prétend en être délivrée. Malheureuse condition des sujets qui vivent sous un Prince jeune & foible! Parce qu'un Favori croit la présence de la Reine mere à la Cour préjudiciable à l'établissement de*

de sa fortune, il mettra toute la France en feu pour éloigner de Paris une Princesse qui pourroit demeurer au Louvre, sans prendre aucune part au gouvernement de l'Etat. Qu'avons-nous gagné à la mort du Maréchal d'Ancre? Les Luines font plus de mal, que Conchini & la Galigaï n'en ont jamais fait. 1619.

Le monde réfléchit encore beaucoup sur la Lettre que le Prince de Piémont écrivit en même temps à Marie de Médicis. Elle lui avoit demandé ses bons offices auprès du Roi. Mais la Reine mere se trompoit, si elle croioit que le Duc de Savoie & son fils souhaitassent de la voir rentrer dans sa première autorité. Charles Emmanuel étoit trop mécontent d'elle. Il prenoit des engagements si contraires aux intérêts de la Maison d'Autriche, qu'il fut bien-aise que le Roi de France éloignât de son Conseil une mere trop facile à se laisser surprendre par la Cour de Rome & par celle de Madrid. Marie de Médicis jugea de la réponse de Victor Amédée, qu'elle ne devoit rien attendre de Charles Emmanuel, ni de la Maison de Savoie. *Je suis bien fâché, Madame,* lui dit le Prince de Piémont, *de ce que vous êtes sortie de Blois dans la pensée que vous n'y étiez pas en sécurité, & que vous ne pouviez déclarer au Roi les desordres que vous vous figurez dans l'Etat. Cette résolution ne vient pas, à mon avis, de votre Majesté. Son naturel est trop bon, & son jugement trop solide. C'est un artifice de* cer- Mercure  
Francois,  
1619.

19. certaines gens qui craignent votre réconciliation avec le Roi, & qui espèrent de profiter de la mésintelligence de vos Majestés: il est certain, & je puis l'assurer que vous jouirez d'une entière liberté à Blois, & qu'on ne peut rien ajouter à la tendresse que le Roi a pour vous. Ses actions publiques & particulières répondent à la grande réputation qu'il s'est acquise dans l'Europe, & à l'estime qu'on y a conçue de sa vertu & de sa générosité. Outre les effets que toute la Chrétienté en a sentis, je remarque encore tous les jours de nouvelles preuves des rares qualités du Roi. Il agit dans son Conseil entre les anciens Ministres du feu Roi son père avec un jugement si exquis, avec une justice si exacte, avec un courage si ferme, que tous ceux qui le voient en sont ravis d'admiration. Dieu qui a comblé le Roi de tant de graces extraordinaires, veut bénir son regne, & le rendre encore plus glorieux que celui de ses ancêtres. L'amour de la vérité, m'oblige à publier ce que je connois par ma propre expérience.

Cette flatterie outrée sembla indigne d'une personne du rang de Victor Amédée. Le témoignage avantageux que le Prince de Piémont rend au Roi, pourroit faire honneur à sa Majesté, dirent quelques-uns, si ces éloges étoient moins intéressés. Peu s'en est fallu que le Duc de Savoie, ne se soit mis en tête de se faire Pape: il pense maintenant à l'Empire. Et que savons-nous s'il n'espère point aussi de profiter des mouvemens de la Bohême? Son fils flatte le Roi bassement. On cherche à gagner sa Ma-

*Majesté , afin qu'elle appuie les projets ambitieux & chimériques de Charles Emmanuel.* 1619.  
 On remarquoit aussi que Victor Amédée , non content de faire l'adulateur , employoit encore les menaces pour intimider une Reine inquiète & affligée. *La Maison de Savoie , & moi par dessus tous , ajoutoit le Prince de Piémont , sommes tellement redevables au Roi , que nous exposerons librement nos vies & nos biens , en cas que le Roi soit obligé de prendre les armes afin de maintenir son autorité , de réduire les ennemis de la grandeur de sa Couronne , & de rendre à votre Majesté sa liberté qu'on lui a ôtée , en vous tirant de Blois.*

On raisonna davantage sur les réponses que le Chancelier , le Cardinal des Seaux , & le Président Jeannin firent aux Lettres de Marie de Médicis. Celle de Silleri étoit courte & en termes généraux. Le monde s'imagina que le vieux & habile Courtisan ne vouloit pas s'expliquer. Il avoit du chagrin contre le Favori : & le Duc d'Epéron étoit son ami. D'ailleurs le Chancelier se plaignoit de la Reine mère qui lui ôta les Seaux. Pour se débarrasser de ces embarras , Silleri n'entre dans aucun détail. Il se contente d'exhorter Marie de Médicis à la paix , & à donner satisfaction au Roi son fils. Du Vair qui se picquoit d'éloquence , fit une Lettre plus étendue : mais il donna prise aux malins & aux railleurs. On n'étoit pas d'humeur à lui pardonner une fausse démarche. Plus il affectoit une vertu austère , plus les gens cherchoient à découvrir ses passions & ses

*Mercurius  
 François.  
 1619.*

1619.

& ses vûës secretes. On ne fut pas surpris qu'un ennemi déclaré d'Epéron qui lui avoit fait un affront public, insinuat à Marie de Médicis d'abandonner le Duc, en conseillant à cette Princesse de se contenter de ce que son fils lui promet. *Arrêtez le cours du mal à sa source, disoit le Garde des Seaux : vous seule, Madame, le pouvez & par un seul moien. Remettez-vous franchement entre les bras du Roi votre fils. Vous voyez quelles assurances il vous donne & de son amitié & du desir qu'il a de vous contenter. La parole solennelle d'un si grand Roi, suffiroit à ses ennemis de quelque nation qu'ils fussent. La présence de votre Majesté, un seul regard maternel achevera tout ce que vous pouvez desirer davantage & pour vous & pour ceux que vous affectionnez. Le monde comprit fort bien que du Vair insinuoit à Marie de Médicis, que le Roi pardonneroit plus facilement au Duc d'Epéron, quand elle se seroit remise entre les bras de son fils. Si la Reine mere, disoit-on, est jamais assez imprudente pour suivre le conseil de M. le Garde des Seaux, sera-t-il d'avis pour lors que le Roi laisse à M. d'Epéron ses honneurs & ses dignités, & que sa Majesté le reçoive dans ses bonnes grâces ? Non sans doute, le bon M. du Vair a trop de complaisance pour le Favori.*

Les railleurs tournerent en ridicule les éloges outrés & flatteurs, qu'un vieux & grave Magistrat donne à un jeune Prince, qui n'entroit pas d'une manière fort avantageuse dans le monde. *Votre Majesté, disoit*

1619.  
soit encore du Vair à Marie de Médicis, a trop de discernement pour se persuader que le Roi, qui sait que son nom est en vénération jusques aux extrémités de la terre, & que toute l'Europe admire la manière, dont il a promptement éteint le feu qui embrasoit son Roiaume, dont il a donné la paix à l'Italie, dont il se prépare à la procurer en Allemagne, dont il a rétabli la justice & le bon ordre en France: Votre Majesté voit bien, dis-je, que dans une pareille situation, le Roi doit regarder tout ce qu'on lui dira contre son administration, comme une voix injurieuse qui lui voudroit ravir la gloire éminente qu'il s'est acquise. Les honnêtes gens levèrent les épaules en lisant de si grandes pauvretés. Que cela nous rend bien croiable, disoient-ils, ce que l'histoire nous rapporte de la basse adulation des anciens Sénateurs de Rome en certaines rencontres! Le Garde des Sceaux est plus lâche qu'eux. Sous le nom du Roi, il prétend donner de l'encens au Favori, auquel il est redevable de son rétablissement. Et qu'a-t-on fait de merveilleux depuis que Luines gouverne l'Etat? Nous savons comment la paix a été donnée à l'Italie: en ménageant avec grand soin les intérêts & l'honneur de la Couronne d'Espagne. Nous verrons quel parti on fera prendre au Roi dans les grandes révolutions qui se préparent en Allemagne. Quel bien a produit l'assemblée des Notables à Rouën dont Luines a voulu nous amuser. Il s'en est servi pour mieux établir son autorité. Et M. le Garde des Sceaux nous vient dire gravement que la justice est réta-

1619. rétablie, que les abus sont corrigés, que le vice & le crime sont bannis.

Les gens étoient sur tout indignés contre un endroit de la même Lettre. Du Vair craignoit tellement que Luines son paron, ne fût éloigné de la Cour, que le bon Magistrat avertit sans façon la Reine mere, qu'elle ne doit pas espérer que Louis se défasse jamais de son Favori, quoique toute la France crie contre lui : *Il ne faut point penser, Madame, disoit le Garde des Sceaux, qu'on puisse rendre le coup moins sensible au Roi, en le portant sur ceux qui sont auprès de sa personne. Outre que vous lui avez inspiré trop de courage & trop de jugement, il a déjà connu aussi bien que vous par sa propre expérience, que tous ceux qui ont voulu ci-devant attaquer les Princes & troubler l'Etat, ont fait semblant de n'en vouloir qu'à ceux qui les approchoient. Pardonnez, Madame, à un homme qui fait profession d'avoir son cœur sur ses lèvres. Si je parle trop librement à votre Majesté, c'est que je pense uniquement à suivre les lumières de ma conscience, comme vous m'y exhortez. Quelques-uns se mirent à rire en disant : M. le Garde des Sceaux n'est que trop sincère. Il déclare franchement à la Reine qu'elle fera bien de se tenir en repos, de sacrifier M. d'Epemon, & de permettre que Luines demeure le maître absolu des affaires.*

La réponse du Président Jeannin parut mieux concertée & plus judicieuse. Il exhorta seulement la Reine mere à se raccommoder avec son fils, & à ne suivre

1619.

pas trop aveuglement les conseils du Duc d'Epemon, parce que les troubles de l'Etat lui sembloient nécessaires à la conservation & même à l'accroissement de sa fortune. *Faites cesser, Madame, les mouvements qui se préparent sous votre nom, disoit Jeannin de fort bon sens. Au lieu de profiter au public & de causer le soulagement, & la réformation que vous demandez, ils serviront de prétexte à couvrir les mauvaises intentions de ceux qui prétendent s'élever sur les ruines du Roiaume. Votre intérêt vous engage à maintenir l'autorité du Roi. Plus il sera respecté, & plus on aura d'égards pour sa mere. Craignez de vous repentir d'avoir trop écouté les mauvais conseils de ceux qui veulent vous jeter dans le précipice.* Il y avoit de grands abus dans le gouvernement. Jeannin sembloit en convenir. Cependant il a raison de vouloir arrêter Marie de Médicis, qui faisoit mise d'en demander le retranchement. Elle pensoit plus à ses avantages particuliers, qu'au bien de l'Etat. Tant que la bonne Princesse eut la souveraine administration des affaires, elle ne voulut jamais entendre parler de réformation. La voilà chassée de la Cour : elle crie *au mauvais gouvernement*. Ses intentions sont les meilleures du monde pour le soulagement du peuple. Si Louis eut rétabli la Reine mere dans sa premiere autorité, elle auroit pensé à la conserver mieux. On auroit oublié les grandes plaintes dont la France retentit, lors qu'on s'échappa de Blois. Juste-jugement de



1619. Dieu! Ceux qui travaillent le plus à l'établissement du pouvoir arbitraire des Rois, sont souvent les premiers à gémir sous la pesanteur du joug, dont ils veulent accabler le peuple. Marie de Médicis s'efforça de mettre Louis au dessus de toutes ces loix. Elle vouloit commander à son aise sous le nom de son fils : & l'ambitieuse Princesse connut par sa propre expérience, qu'un Roi trop absolu peut devenir le tyran de sa mere & de ses plus proches parens.

Le Roi  
envoie  
encore  
l'Arche-  
vêque de  
Sens & le  
P. de Be-  
rulle à la  
Reine  
mere.

*Journal  
de Bassom-  
pierre.  
Memoires  
de Déa-  
geant. pag.  
205. 206.  
Vittorio  
Stro Me-  
moire re-  
connaître.  
Tom. IV.  
p. 594.  
597. 598.  
Lettre  
di Bentiv-  
oglio.*

Le Marquis de Béthune jugea dès le premier entretien avec Marie de Médicis qu'il seroit inutile de lui proposer d'abandonner le Duc d'Epemon. Elle témoigne d'abord que son cœur est incapable d'une pareille lâcheté. Quand Béthune assure que Louis arme uniquement pour punir un Sujet qui a l'audace d'enlever la mere de son Roi, elle disculpe Epemon. *S'il y a du crime, dit la Reine, je suis la seule coupable. M. d'Epemon me traite ici en Reine & je jouis d'une parfaite Liberté. Qu'on ne s'y trompe pas; je me mettrai devant lui, afin de recevoir les coups qu'un Favori arrogant prétend porter à un Seigneur qui ne s'est engagé dans cette affaire qu'à ma prière & à ma sollicitation.* La cour connut alors qu'il falloit rompre la négociation si elle vouloit insister trop fortement sur une chose que la Reine mere rejettoit avec indignation. Béthune parut lui-même la proposer à regret avec quelque confusion. Il conseilla au Roi de cesser de faire des levées & des préparatifs de guer-  
re.

re. Cela donne, disoit-il, de trop grands ombres à la Reine mere. Je crains qu'elle ne prenne la résolution de publier un Manifeste. Un pareil Edit feroit un mauvais effet ou dedans & au dehors du Royaume. Louis continua son armement, persuadé qu'il étoit que sa mère intimidée se rangeroit plutôt à la raison, & que certains Seigneurs mécontents & factieux ne se déclareroient pas si facilement pour elle. Cependant, on tâche de l'amuser de l'espérance d'un accommodement avantageux.

Comme elle avoit de la déférence pour les Ecclesiastiques, ou les Religieux d'une piété distinguée, le Roi résolut de lui en-voier le P. de Berulle Supérieur Général de l'Oratoire, dont Marie de Médicis estimoit la douceur, la prudence, & la probité. Le Duc d'Epemon respectoit lui-même Berulle. Il étoit proche parent du Président Séguier intime ami d'Epemon. Et cela donnoit beaucoup d'accès au P. de Berulle auprès du Duc. On est bien aise de l'amuser aussi. Déageant continuoit son intrigue pour une entreprise sur la ville de Mets, & il ne désespéroit pas de réussir. Il tâche de faire en sorte qu'Epemon & la Valette son fils leurrés de l'espérance d'un prompt accommodement, se tiennent moins sur leurs gardes. Quelque échauffé que Luines parût pour les voies de hauteur & d'autorité, une guerre civile l'effrayoit, & la haine de la plupart des grands Seigneurs, augmentoit sa timidité naturelle. S'ils ne se déclarent pas pour Marie de Médicis, c'est qu'ils n'aiment

1619. point à dépendre du Duc d'Épernon. Mais il n'étoit pas impossible qu'en servant trop foiblement le Roi contre sa mere, & en se tenant même dans une espèce de neutralité, ils ne réduisissent enfin Louis à donner des conditions préjudiciables à la fortune du Favori. Voila pourquoi Luynes fit envoyer à Angoulême un homme agréable au Duc d'Épernon. Le Favori pensoit à le gagner en cas que Rucellai ne pût venir, à bout de persuader à la Reine mere de sacrifier son liberateur. Tel est l'esprit de toutes les Cours qui se picquent de raffinement en politique. On y entretient les gens d'une négociation, pendant que par une perfidie qui se couvre du nom moins odieux d'adresse & de subtilité, on travaille sourdement à les perdre sans ressource. Berulle avoit tout le secret de ce que le Roi vouloit accorder à sa mere. Cependant il ne paroît que comme un adjoinct à l'Archeveque de Sens, que le Roi envoya quelque temps après le départ de Béthune. Ce Prélat étoit frere du Cardinal du Perron mort l'année précédente. Désgeant dressa des mémoires particuliers pour Berulle. Il avoit ordre de s'ouvrir seulement jusques à un certain point au Comte de Béthune & à l'Archeveque de Sens. Il semble que le Roi & le Favori ne se fioient pas entièrement

La Reine & eux.

Marie de Medicis, cette Reine si bigote, si zélée contre les Huguenots, fit comme les autres. Elle les rechercha dans sa disgrâce. Le Duc d'Épernon leur en-  
nemi

nemi déclaré, s'intrigue à la Rochelle pour  
 engager l'Assemblée générale qui s'y tient, <sup>1619.</sup>  
 à se remuer en faveur de la Reine mere, <sup>se déclare</sup>  
 & contre la trop grande autorité de Lui-  
 nes, dont les Réformés sont fort mécon-  
 tens. La conjoncture se trouvoit favora-  
 ble aux desseins de Marie de Médicis. Et  
 l'Assemblée de la Rochelle auroit peut-  
 être embrassé les intérêts & le parti de la  
 Reine mere, si Du Plessis-Mornai n'eût <sup>Vie de M.  
du Plessis-  
Mornai.  
l. IV.  
Lettres &  
Mémoires  
du même.</sup>  
 pas eu la prudence de prévenir promp-  
 tement ceux de la Religion, & de les ex-  
 horter vivement à se servir de l'occasion,  
 afin d'obtenir de la Cour du moins une  
 partie de ce qu'ils demandoient. L'Assem-  
 blée générale que les Réformés tenoient <sup>1618 &  
1619.</sup>  
 à la Rochelle sans la permission du Roi,  
 déliberoit sur les moiens de s'opposer aux  
 innovations faites dans le Bearn à la sol-  
 licitation du Clergé. Le Duc de Rohan,  
 le Marechal de Lesdiguières, & Du Ples-  
 sis-Mornai cherchèrent avec application  
 une voie d'accommodement, où l'autorité  
 du Roi commise trop brusquement fût  
 sauvée, & qui procurât aux Réformés de  
 Bearn un dédommagement certain des  
 biens Ecclesiastiques & des autres choses  
 que la Cour leur ôtoit. L'affaire sembloit  
 prendre un assez bon train: mais certaines  
 gens de la Cour se mirent en tête de  
 pousser les choses à l'extrémité. On re-  
 présente au Roi que c'est donner une trop  
 grande atteinte à son autorité que de souf-  
 frir la convocation & la tenue d'une As-  
 semblée générale des Réformés à la Ro-  
 chelle sans la permission & même contre

1619. la volonté du Souverain. Le Parlement de Paris rend au commencement de cette année un Arrêt, par lequel les gens assemblés à la Rochelle sont déclarés rebelles, aussi bien que ceux qui les ont députés. Et les Magistrats des Provinces commencent des procédures contre quelques-uns en vertu de l'Arrêt.

Cette nouvelle affaire donnoit une extrême inquiétude à du Plessis-Mornai. Il étoit dans une crainte mortelle que tout le parti Réformé ne se remuât, lors qu'il reçut la nouvelle de l'évasion de la Reine mere. Du plessis dépêche promptement un exprès à la Rochelle: Il lui donne des Lettres pour l'Assemblée. On y exhorte les Députés à profiter de l'occasion. *Il faut envoyer promptement en Cour, disoit du Plessis, & protester au Roi que nos Eglises lui demeureront fidèles, nonobstant les sujets de plainte qu'elles ont, & que nous ne demandons à sa Majesté que le libre exercice de notre Religion & la conservation de nos privilèges.* La maxime constante du sage du Plessis, c'étoit d'empêcher autant qu'il pouvoit, que ceux de la Religion n'entraissent dans les partis & dans les factions d'Etat. Il savoit que toute la haine du Roi retomberoit infailliblement sur ses Sujets Réformés, après que les Princes & les grands Seigneurs auroient fait leur traité. Et cela ne s'est trouvé que trop véritable. L'Assemblée de la Rochelle embrasse l'ouverture que du Plessis lui donne. Elle envoie des Députés à la Cour: Ils sont bien reçus, & les Magistrats ont ordre

dre d'arrêter leurs poursuites. Chambret gendre de la Nouë vint sur ces entrefaites à la Rochelle de la part de Marie de Médicis & du Duc d'Epemon. Ils esperoient l'un & l'autre de profiter du mécontentement des Huguenots. Mais ils s'y prirent trop tard. On avertit secretement • Chambret de se retirer au plutôt de la Rochelle. 1619.

Du Plessis-Mornai fut un de ceux à qui la Reine mere écrivit incontinent après sa sortie de Blois. Elle ne parloit dans sa Lettre que de ses bonnes intentions pour la réformation des abus du Gouvernement, & de ses espérances que tous les bons François la seconderoient; enfin elle témoignoît compter beaucoup sur les bons conseils de Mornai, & sur la parole que certains Huguenots lui donnerent. Du Plessis répond avec un extrême respect à la Lettre de Marie de Médicis. Il plaignoit le malheur de cette Princesse; il lui confessoit de bonne foi qu'il y avoit de grands desordres à corriger dans l'Etat. Cependant, Madame, ajoutoit le prudent Gentilhomme, *je supplie très-humblement votre Majesté d'éviter tous les remedes violens, ils seroient pires que le mal, que vous prétendez guérir. Pensez que vous êtes non seulement la mere du Roi, mais encore du Roiaume. Beaucoup de gens vous promettent des merveilles. Ils feront peu de chose; peut-être rien du tout.* Du Plessis profite si habilement de la conjoncture, en faveur de ceux de sa Religion: il agit si efficacement à la Cour, que l'Arrêt donné contre l'As-

1619. semblée de la Rochelle est cassé. Le Roi déclare qu'elle a été convoquée à bonne intention ; & permet d'en tenir une autre le mois de Septembre prochain à Loudun. Les Députés sortirent de la Rochelle fort contents. Ils espéroient que les affaires du Bearn s'accommoderoient à l'amiable. Mais on y trouva de plus grands obstacles qu'ils ne croioient.

Ouvertu- Du Plessis-Mornai ne s'occupoit pas  
re du Sy- seulement à tirer ceux de sa Religion en  
node af- France d'un assez grand embarras, il étoit  
semblé à attentif encore à ce qui se passoit au Syno-  
Dord- de ouvert à Dordrecht en Hollande le  
recht con- tre les Ar- treizième Novembre de l'année précéden-  
miniens. te. Ce fut comme le premier Concile

*Lettres &  
Mémoires  
de  
Plessis-  
Mornai.  
1619.*

Général des Eglises Réformées. Il y avoit un Evêque & trois Docteurs d'Angleterre, des Ministres députés des Eglises du Palatinat, de Hesse, de Suisse, de Genève & de quelques autres endroits. Le Roi de France refusa de permettre à ses Sujets Réformés d'y envoyer quelques Théologiens : & ceux que l'Electeur de Brandebourg nomma ne purent faire le voyage. Il en est de ce Synode, comme de plusieurs Conciles anciens & modernes. La fin n'en fut avantageuse qu'au parti qui prenoit le dessus. Bien loin de terminer les contestations, il les augmenta. Le schisme fut confirmé, & devint plus opiniâtre. Une longue expérience de plusieurs siècles devoit apprendre au monde que c'est là le fruit ordinaire de ces sortes d'Assemblées. *Je n'ai point encore vu de Concile qui ait bien réussi*, disoit un illustre Evê-

1619.

Evêque de l'Antiquité. On y aigrit plutôt les maux de l'Eglise, qu'on ne les guérit. Les Etats-Généraux des Provinces Unies, envoient, à l'exemple des Empereurs Chrétiens, des Commissaires à Dordrecht, sous prétexte de maintenir le bon ordre, dans le Synode, & d'y empêcher la confusion; disons la vérité, pour régler absolument toutes choses. Messieurs les Commissaires en usèrent de la même manière que ceux de l'Empereur: quand un des deux partis avoit plus de crédit à la Cour que l'autre, les Commissaires faisoient un rapport favorable au parti le plus puissant, & l'Empereur ne manquoit pas d'autoriser ce que ses Commissaires ordonnoient. Les Contre-Remontrants étoient supérieurs dans les Provinces-Unies: & les Etats-Généraux les appuioient hautement. Tout fut si bien menagé dans les assemblées tenues pour députer au Synode Général, que les Remontrants devoient seulement être condamnés. Les Commissaires bien avertis de l'intention des Etats Généraux favorisent le parti le plus agréable à la Cour, & les Souverains confirment ce que les Commissaires ont réglé. Le Clergé n'entre en connoissance de ce qui se passe, ni les laïcs qu'autant qu'il plaît aux seculiers de lui en faire part. dis un Docteur Anglois écrivant à Carleton Ambassadeur du Roi de la Grande Bretagne à la Haie.

Je ne sai comment du Plessis-Mornay fut prié de donner son avis sur la manière de procéder dans le Synode, & sur les moyens de le rendre utile à la Réformation.



1619. tion. Le sage & pieux Gentilhomme déclara son sentiment avec beaucoup de prudence & de modération. Il faut sur tout, disoit-il, que l'Assemblée garde une équité parfaite, & qu'elle témoigne plus d'indulgence que de rigueur, en maintenant les intérêts de la vérité. On doit autant qu'il est possible ouvrir le chemin à la réunion générale des Protestans, & éviter avec soin les manières de parler capables d'exciter de nouvelles disputes, ou de réveiller les anciennes. Demeurons-en à ce qu'il a plu à Dieu de nous révéler, non seulement au regard du dogme; mais encore dans la manière de s'exprimer. Plût à Dieu que le Synode eût suivi des maximes si équitables... Je l'ai déjà dit: il y avoit à Dordrecht des gens plus éclairés & plus habiles qu'à Trente. Les articles controversés paroissent examinés avec plus d'application & d'exactitude; je dirai même avec plus d'apparence de bonne foi. Mais il faut avouer que les passions sont également violentes, & que les préjugés ne furent guères moins opiniâtres dans l'une de ces deux Assemblées que dans l'autre. Il y aura du desordre tant qu'il y aura des hommes. Je ne ferai point ici le détail d'un Synode qui eut plus de cent cinquante Sessions. Je toucherai seulement quelque chose de la manière de procéder à la condamnation des Rémonstrans.

Procédu- Ces pauvres gens effrayés de ce qu'on  
res du Sy- avoit fait par tout contre eux avant l'ouver-  
node con- ture du Synode, s'assembloient à Leide, &  
tre les Ré- délibèrent sur les mesures qu'ils doivent  
monstrans. prendre. Ils résolurent de n'abandonner  
point

1619.

point la cause qu'ils avoient defenduë jusques alors. Episcopiüs & trois autres se chargent d'aller à Dordrecht & d'y demander qu'il soit permis à tout le corps des Rémontrants de nommer des gens capables de bien soutenir leur doctrine dans le Synode. Episcopiüs & ses trois Collegues aprennent en arrivant à Dordrecht qu'on les a déjà cités dans les formes à comparoître devant le Synode, que les Lettres de citation sont expédées tant au nom des Commissaires envoies par les Etats-Généraux, que de la part du Synode, qui s'occupoit à regler certains points de discipline en attendant qu'on pût proceder avec quelque apparence de justice à l'examen de la doctrine. Les Arminiens présentèrent diverses requêtes & plusieurs mémoires aux Commissaires & au Synode. Ils recusent sans façon tous les Ministres & tous les Théologiens députés des Provinces-Unies. On dit que les Contre-Rémontrants sont parties déclarées, qu'il n'y a nulle justice à espérer de gens qui se séparent ouvertement de la communion des Rémontrants, & que les Contre-Rémontrants aiant déjà fait plusieurs actes où ils condamnent les cinq articles des Arminiens comme hérétiques & pernicieux, on ne peut les regarder comme Juges compétens. C'est à peu près ce que les Protestans autrefois alleguèrent contre le Concile de Trente, lorsque l'Empereur Charles-Quint entreprit de les contraindre à se soumettre aux décrets de cette Assemblée. Avant que d'entrer en conférence,

*Acta Synodi Dordracenae, &c. Acta & Scripta Synodalia Remonstrantium*

1619. les Arminiens demandèrent qu'on leur accordât douze conditions. Ils en prouvoient fort au long dans un écrit la justice & l'équité; & ils affectèrent de représenter qu'ils demandoient les choses proposées par les Protestans au temps du Concile de Trente. En vérité Bogemah Président du Synode & les autres chefs du parti Contre-Remontrant ne prirent point trop mal les manières du Legat du Pape & des Evêques dans le Concile de Trente. Le Président & son Synode se recrirent dès qu'ils entendent dire aux Remontrans qu'ils viennent pour entrer en conférence avec leurs freres sur les articles controversés. *Entrer en conference*, disoient les Contre-Remontrans, *ce n'est pas ainsi que nous l'entendons. Les Arminiens sont cités devant leurs Juges légitimes. On écoutera leurs defenses Et nous déciderons ensuite.* Le Legat & les Evêques parlèrent-ils autrement dans l'Assemblée de Trente? Les Contre-Remontrans aussi artificieux que ceux-ci, vouloient que leurs adversaires parussent seulement au Synode pour y entendre prononcer leur condamnation.

*Hall's  
Lett. vs  
from the  
Synod of  
Dort.*

Un Docteur Anglois remarque fort bien que le projet d'un Synode proposé par les Arminiens, étoit chimérique. Ils demandoient qu'il fut uniquement composé de gens qui n'eussent point pris parti dans les contestations. Où les auroit-on trouvés dans les Provinces-Unies, ces Juges des intéressés? Les Remontrans faisoient une autre proposition, que le Docteur Anglois ne juge pas plus praticable; cependant

dant on en trouveroit des exemples dans l'Histoire Ecclesiastique. C'est qu'il y eût un nombre égal de Théologiens des deux partis qui conférassent en présence des Commissaires des Etats-Généraux, & qui cherchassent des voies d'accommodement. Que si les deux partis ne pouvoient convenir entr'eux, le Souverain prononceroit définitivement pour les uns, ou pour les autres, ou du moins en faveur d'une tolérance mutuelle. Une pareille chose ne seroit pas sans exemple. Et c'est peut-être la méthode la plus sûre de terminer les disputes sur la Religion. Quand les Théologiens sont une fois échauffés, ils ne sont plus capables de garder des ménagemens, ni d'entendre raison. Il ne veulent point demeurer en repos jusques à ce que leurs adversaires soient condamnés & flétris. Cependant le Docteur Anglois n'a pas tort de croire que ce second projet étoit chimérique dans la situation présente des affaires des Provinces-Unies. Depuis que l'Arminianisme devint une affaire d'Etat, les Magistrats ne furent ni moins prévenus, ni moins passionnés que les Théologiens. Les uns & les autres vouloient qu'il y eût des hérésies à condamner. Cela rendoit Barneveldt, les autres prisonniers, & les Magistrats déposés encore plus odieux au peuple. Les Rémontrans sont déboutés de toutes leurs demandes par les Commissaires des Etats-Généraux : & ils enjoignent à Episcopius & à ses Collègues de donner incessamment l'exposition

1619. de leur doctrine, afin que le Synode l'examine.

Une des choses que les Ministres du Pape & les Evêques du Concile de Trente, craignoient le plus, c'étoit que les Protestans eussent non seulement la liberté d'y proposer leurs sentimens, mais encore d'expliquer & de réfuter sans aucune contrainte les dogmes monstrueux & ridicules de l'Eglise de Rome. On remua une infinité de ressorts pour empêcher les Protestans de venir au Concile & d'y parler du moins d'une manière trop libre, en cas qu'on ne pût se dispenser de les entendre. Il arriva quelque chose de semblable à Dordrecht. Les Arminiens furent cités pour la forme : on fit mine de leur permettre de soutenir leurs sentimens & de réfuter ceux de leurs adversaires. Mais dans le fond les Contre-Remontrans éviterent d'entrer en lice avec Episcopius. Ce Théologien défendoit la cause avec tant de netteté, de force & d'érudition ; il faisoit voir si clairement les mauvaises conséquences & la dureté des dogmes des Contre-Remontrans sur la Réprobation & sur quelques autres articles, enfin il savoit si bien les prendre par leur faible, qu'on résolut de faire en sorte qu'Episcopius & ses Collègues donnaient un prétexte de leur fermer entièrement l'entrée du Synode. Examiner les livres des gens ; cela est plus commode. Le papier ne parle pas, il ne fait point d'instance fautive sur le champ. Mais écouter des hommes habiles, versés dans la dispute, &

Les Arminiens sont entièrement exclus du Synode.

*Acta Synodi Dordracenae.*  
*Acta & Scripta Synodalia Remonstrantium.*

& qui savent réduire les choses à la dernière précision; être obligé de répondre à leurs difficultés, & de satisfaire à leurs doutes; & à leurs demandes; la chose est souvent fort embarrassante, sur tout quand il faut parler devant un grand nombre de témoins. Voici l'expédient dont les Contre Remontrants s'avisoient pour se défaire d'Episcopus & des autres Arminiens.

On chicanait sur la liberté accordée de proposer leurs sentimens & de refuter ceux de leurs adversaires. Elle n'est point si ample, disoit-on, que le Synode n'ait droit de la restreindre. Les Remontrants viendroient donner un air odieux à ce que nous pensons de la Réprobation. Ils veulent citer de longs passages de Beze, de Zanchius & des autres Docteurs dont toutes les Eglises Réformées révèrent les écrits & la mémoire. Ils en tireront des conséquences malignes contre ces grands hommes. Cela ne se doit pas souffrir. Que les Arminiens exposent modestement ce qu'ils pensent; à la bonne heure. Pourquoi leur permission de se débattre contre ce que les plus anciens & les plus illustres défenseurs de la Réformation enseignent du décret de la Réprobation? Ceux qui firent la proposition savoient bien qu'Episcopus & les autres ne l'accepteroient jamais. En effet ils ne manquèrent pas de représenter que la doctrine des Contre Remontrants sur la Réprobation, étant la chose qui blessait le plus la conscience des Arminiens, le Synode ne devoit pas trouver étrange, qu'ils exposassent ce qui les choquoit dans ce dogme, & que leurs Lettres de citations pro-

1479. promettoient une pleine liberté d'expliquer leurs sentimens & de réfuter ceux des Contre Remontrans. On répondit aux Arminiens que c'étoit à l'Assemblée de juger jusqu'à où cette liberté devoit raisonnablement s'étendre.

Il y eut la-dessus de grandes contestations. Les Arminiens présentent des requêtes & des mémoires aux Commissaires des Etats Généraux & au Synode. Mais les Contre-Remontrans ont si bien lié leur partie, que les Théologiens étrangers, approuvent la restriction donnée à la liberté des Arminiens. De manière que les Commissaires enjoignent sous de graves peines à Episcopius & à ses Collègues de se soumettre au decret du Synode. Le Président leur demande donc un jour en pleine Session s'ils veulent suivre, ou non, les reglemens faits par l'Assemblée sur la manière dont ils proposeroient leurs sentimens & réfuteroient ceux de leurs adversaires. Episcopius & ses Collègues, ayant répondu qu'ils persistent à demander la liberté premièrement accordée, Rogerman Président de l'Assemblée, les en chasse de la part des Commissaires des Etats Généraux & de tout le Synode. Ce Ministre emporté traite les Arminiens de fourbes & de menteurs; il leur dit plusieurs choses outrageantes. Episcopius répond modestement en se retirant, que Dieu jugera un jour qui sont ceux qui méritent d'être accusés de tromperie & de mensonge. Un de ses Collègues déclare qu'il appelle en tribunal de Dieu de cette inique procédure.

*Hale's Letters from the Synod of Dort.*

due. Enfin un autre témoigne qu'il sort avec plaisir de l'Assemblée des méchants.

Un Docteur Anglois témoin oculaire de ce qui se passoit, & dont les Lettres ne sont pas autrement favorables aux Rémonstrans, avoué de bonne foi que l'emportement & la colère firent commettre en cette occasion une faute insigne au Président du Synode. *Ces manières impérieuses & brusques, dit il, sont contraires à la Religion Chrétienne qui ne recommande rien tant que la douceur & la modération, Elles sont encore moins pardonnables à un Ecclesiastique. Cependant l'autorité du Synode est commise. On ne peut honnêtement s'en dédire, ni changer une résolution prise mal à propos. Tout ce qu'on a pu faire pour couvrir la fausse démarche, c'est d'obtenir une ordonnance des Etats-Généraux qui confirme ce que leurs Commissaires & le Synode ont fait.* C'est en vain qu'Episcopius & ses Collègues envoient des plaintes & des remontrances aux Etats-Généraux & à Maurice Prince d'Orange; qu'ils demandent justice & qu'ils tâchent d'émouvoir la compassion des Magistrats. Ils ne sont point écoutés. On les regarde comme des opiniâtres & des rebelles. Les Etats-Généraux leur défendent de sortir de la ville de Dordrecht sans une permission expresse des Commissaires. Il fallut que les Arminiens demeurassent là pour entendre la condamnation de leur doctrine & pour voir leurs personnes flétries. Une si grande affliction ne les empêcha pas de travailler infatigablement à la composition



1619. sition de plusieurs savans Ecrits où ils défendent leurs cinq articles. On les remit entre les mains des Commissaires qui les communiquèrent pour la forme au Synode. Les Arminiens sont certainement louables de ne s'être point rebutés & d'avoir continué à soutenir leur cause avec tant de courage & de modération. Ces ouvrages seront un monument éternel de l'érudition & de la solidité de ceux qui les ont composés. Mais à quoi servirent-ils ? A faire dire que des gens venus avec le dessein formé de condamner les cinq articles, prononçoient avec une grande confiance de cause.

*Condam-  
nation de  
la doctri-  
ne & de  
la person-  
ne des Ar-  
miniens.*

Après avoir gardé les apparences d'un examen assez long & fort sérieux des cinq articles des Arminiens, le Synode publia les derniers jours du mois d'Avril ce qu'il appelle la doctrine véritable & orthodoxe sur la Prédestination, sur la mort de Jesus-Christ, sur la corruption de l'homme & sur sa conversion à Dieu, enfin sur la persévérance. On ajoutoit à l'explication des sentimens du Synode sur chaque article, une condamnation de l'opinion contraire des Rémonstrans. Cette publication solennelle fut suivie de la déposition d'Episcopus & des autres Ministres Arminiens cités au Synode. La sentence les flétrit comme des corrupteurs de la véritable Religion & comme des gens convaincus de troubler le repos des Eglises Belges, d'y causer de la division, enfin de donner de fort grands scandales. On raisonna beaucoup sur cette sentence dans toute l'Eu-

*Acta Synodi Dor-  
draceni.*

l'Europe. Les uns demandoient avec quelle apparence de vérité, une assemblée de gens habiles & éclairés pouvoit reprocher aux Arméniens que leurs cinq articles étoient une corruption manifeste de la Religion Chrétienne. Etoit-elle généralement corrompue avant S. Augustin en Occident? N'a-t-elle jamais été pure en Orient? L'Eglise Greque, ajoutoit-on, a toujours enseigné une doctrine contraire à celle de l'Evêque d'Hippone: Et avant que celui-ci se fût avisé d'écrire contre les Pélagiens, l'Eglise Latine ignoroit Et la Prédestination absolue, Et la Grace à laquelle on ne résiste point. Avec quel front, disoient d'autres, les Contre-Remonstrans peuvent-ils accuser leurs adversaires de troubler la paix Et le repos de l'Eglise Et d'y causer un schisme? Les Arméniens offrent depuis long-temps une tolérance charitable. Et les Contre-Remonstrans la refusent opiniâtrément: ils ont commencé de faire des assemblées particulières. On cherchoit encore quels scandales Uitenbogart, Episcopus & les autres causoient dans les Provinces-Unies. Leur vie étoit exemplaire & irréprochable. Ils donnèrent toujours de bons exemples de douceur, de charité, de desintéressement, & des autres vertus Chrétiennes.

Quelle fut la surprise des Luthériens d'Allemagne & du Nord, quand ils virent leur doctrine sur la Grace & sur la Prédestination condamnée avec tant de hauteur! Ils ne comprenoiént rien à la conduite du Synode, ni à celle de Jacques Roi

1649

*Hales's  
Letters  
from the  
Synod of  
Dort.*

Roi d'Angleterre. On nous fait parler d'une réunion générale des Protestans, disoient les Luthériens. Le projet en a été proposé dans le Synode par ordre de sa Majesté Britannique: Et dans cette même Assemblée on condamne, on flétrit nos sentimens sur la Grâce. Et sur la Prédestination. A ce compte, il en est à peu près des Théologiens Réformés, comme de ceux de l'Eglise de Rome. Ils ne parlent que de réunion; mais c'est à condition qu'on en passera par tout ce qu'il leur plaît de décider. Avouons de bonne foi qu'il y a quelque chose dans le procédé des Réformés qui ne se comprend pas. On se plaint parmi eux de ce que les Luthériens témoignent trop d'éloignement pour la réunion générale des Protestans. Mais si on avoit un desir sincère de rapprocher les Luthériens, & de faire cesser une division si contraire au rétablissement de la pureté de l'Evangile, & si avantageuse aux ennemis de la vérité, le premier Concile général des Eglises Réformées devoit-il condamner solennellement la doctrine des Luthériens, sous prétexte de rejeter les cinq articles des Arméniens? Faudroit-il témoigner encore un attachement trop opiniâtre à des décisions faites à contre-temps & sans aucun besoin? Les Protestans ne croient pas les Conciles infallibles. Ne peut-on pas adoucir & corriger ce qui s'est fait à Dordrecht? Quand on découvre quelque chose qui n'étoit pas encore assez éclairci, dit judicieusement S. Augustin, un Concile général corrige ce qui a été réglé dans un autre

*Augustinus. L. II.  
de Baptismo contra  
Donatistas Cap. I.*

tre

tre Concile général. Cela se fait sans arrogance, sans orgueil, & sans envie; dans un esprit d'humilité, de pain, & de charité. Chrétienne. Les Eglises Réformées de France n'eurent aucune part au Synode de Dordrecht. Cependant je ne sai par quelles intrigues on fit en sorte qu'elles en reçurent solennellement les décisions dans quelques-uns de leurs Synodes Nationaux. Rien ne les y obligeoit. Après avoir fait cette démarche, elles offrent dans un autre Synode National la communion aux Luthériens. Il y a là quelque chose qui paroît choquer le bon sens. Je ne m'étonne plus après cela que les Luthériens n'aient pas répondu aux avances des Réformés. Comment peuvent-ils écouter des gens qui condamnent authentiquement une doctrine comme contraire à l'Evangile, & qui viennent ensuite offrir seulement leur communion à ceux qui la soutiennent? Je croi pouvoir conclure de là que les Eglises Réformées de France n'ont jamais approuvé tout de bon les décisions de Dordrecht. La cabale de certains Ministres les fit recevoir dans un Synode National.

Pendant que ceux qui prennent intérêt aux disputes théologiques & à ce qui concerne l'Eglise, s'occupent de ce qui se passe dans le Synode à Dordrecht, les gens qui se mêlent des affaires politiques & qui entendent les loix, sont encore plus attentifs aux procédures faites à la Haie contre Barneveldt, Hogerbeets, & Grotius. L'agitation naturelle meut qu'on ne laisse point languir les gens dans une

On tra-  
vailla au  
procès de  
Barneveldt,  
d. Grot-  
tius, &  
d. Hoger-  
beets.

longue

1659. longue prison, & que les Juges travaillent  
 au plutôt à l'instruction du procès des ac-  
 cusés. On vit avec étonnement le pre-  
 mier Magistrat de Hollande & deux autres  
 qui connoient un rang considérable à Lei-  
 de, à Rotterdam, & dans les Etats de la  
 Province, gardés six mois en prison, sans  
 qu'aucun Juge commençât de procéder

Grotius  
*Apologie*  
*tico eorum*  
*qui Hol-*  
*landia*  
*præse-*  
*rant. Cap.*  
*XIV.*

juridiquement contr'eux. Une des grandes  
 plaintes que nos ancêtres firent contre la ty-  
 rannie du Duc d'Albe, disoient quelques-  
 uns, c'est qu'il retenoit les gens en prison au-  
 tant qu'il lui plaisoit. Et les enfans de ceux  
 qui ont pris les armes pour se délivrer de  
 cette violence, la commettent aujourd'hui  
 contre les personnes les plus distinguées de la  
 République. Les gens qui ont interrogé d'a-  
 bord les prisonniers, sont leurs ennemis décla-  
 rés : ils ne sont point leurs Juges naturels ;  
 ils n'ont aucune commission du Souverain lé-  
 gislateur. De pareilles procédures sont nulles  
 de droit, & les prisonniers ont raison de pro-  
 tester contre. Le parti opposé à Barneveldt  
 tâchoit de justifier une conduite contraire  
 aux loix & à l'équité. Mais que peut-on  
 dire de bon en faveur de ceux qui ne se  
 mettent en peine de rien, pourvu qu'ils  
 perdent leurs ennemis ? Grotius dont l'A-  
 pologie paroît écrite avec tant de modé-  
 ration & de sincérité, jure que depuis que  
 les Etats Généraux eurent nommé des Ju-  
 ges Commissaires pour lui faire son procès  
 & aux autres, on ne l'interrogea pas sur la  
 sixième partie des chefs d'accusation rap-  
 portés dans l'Arrêt prononcé contre lui,  
 que son interrogatoire ne fut point reçu en

sa présence, enfin qu'il ne lui fut jamais permis d'expliquer un peu plus ses réponses, & de faire mieux comprendre sa pensée. Nous pouvons croire que Barneveldt & Hoegerbeets, ne furent pas traités plus équitablement. Ce qu'il y a de plus étrange, c'est que les premiers interrogateurs qui n'ont aucune juridiction sur les prisonniers, menacent des personnes d'un rang & d'un mérite si distingué de leur faire donner la question. L'injustice de ces gens qui suivoient aveuglément leurs passions, effraient tellement le papyre Ledenberg Secrétaire des Etats d'Utrecht, qu'il se tue lui-même dans la prison.

Les personnes desintéressées qui connoissoient la constitution du gouvernement des Provinces - Unies, firent de grandes réflexions sur ce que l'Assemblée des Etats-Généraux entreprenoit de nommer des Juges Commissaires pour faire le procès à Barneveldt & aux autres. Cela parut directement contraire aux loix de l'Union des sept Provinces. *Les six Etats alliés*, disoit-on, *n'ont aucune juridiction sur les sujets de la Hollande. Car enfin, l'alliance que divers Souverains contractent entr'eux pour leur commune défense, ne donne pas droit à un des Alliés de faire juger les sujets de l'autre. Si les Magistrats d'une Province sont responsables de leur conduite à l'Assemblée des Etats-Généraux, n'a-t-on pas dû rendre publique cette condition de l'Alliance, afin que chacun prît ses précautions?* Les accusés prétendent avoir suivi les ordres des Etats de Hollande seuls & légitimes Souverains.

1619.

Grotius  
Apolog-  
tica corum  
qui Hol-  
landia  
prae-  
sue-  
runt.

Cap. XV.

1619.

seigneurs de la Province. Ont-ils jamais été avertis qu'il y a une Puissance supérieure à laquelle ils doivent rendre compte de ce qu'ils feront en conséquence des résolutions prises dans les Etats de la Province? Et quand il seroit vrai que l'Assemblée des Etats Généraux auroit, à peu près, dans les sept Provinces-Unies, la même autorité que les Ducs de Bourgogne, & l'Empereur Charles-Quint avant qu'on eût secoué le joug des Espagnols, les prisonniers ne pourraient encore être jugés que par les Magistrats ordinaires de Hollande. C'est un privilège de la Province authentiquement confirmé par les Ducs de Bourgogne, que toutes les affaires de Hollande y doivent être terminées par le Gouverneur, ou par les Magistrats, & qu'on ne peut évoquer les affaires hors de la Province. Quand les Etats Généraux nommèrent ces Juges Commissaires, ajoutoit-on, ils déclarèrent que c'étoit sans préjudice des droits de chaque Province. Les Etats Généraux reconnoissent ainsi qu'ils agissent en cette occasion contre les Loix de l'Union. Et les Etats particuliers de Hollande, où il s'est fait de si grands changemens depuis l'emprisonnement du Pensionnaire, & des autres, protestent que l'entreprise présente des Etats Généraux, ne pourra tirer la conséquence pour l'avenir, ni préjudicier aux droits & à la souveraineté de la Province de Hollande. Il est donc certain, concluoit-on, que cette procédure extraordinaire ne s'accorde pas avec les Loix de l'Union des sept Provinces.

Voilà ce qu'on disoit en faveur des prisonniers, qui prétendoient que les Com-

missai-

missaires donnés , étoient Juges incompe- 1619.  
tens. Ce qu'on alléguoit , & ce qui se  
pourroit alléguer pour soutenir l'entreprise  
des Etats-Généraux , je ne le sai pas bien.

Je rapporte seulement ce que je trouve.

Un Auteur moderne avance hardiment *Du Man-*  
que tout ceci se faisoit par les intrigues & *rier dans*  
par la violence du Prince Maurice d'O- *ses Mé-*  
range qui aspirait à la Souveraineté : Et *moires sur*  
bien des gens se l'imaginent. Pour moi, *le Prince*  
je ne voi pas sur quel fondement on veut *Maurice*  
rendre Maurice responsable de toutes les *& sur*  
injustices commises dans le Synode à Dor- *Barneveldt.*  
drecht, & à la Haïe dans l'affaire de Bar- *Grotius*  
neveldt & des autres prisonniers. Les per- *Præfa-*  
sonnes équitables s'en rapporteront plutôt *tive A-*  
au témoignage de Grotius qu'à celui de *pologeti-*  
tout autre. Il ne doit pas être suspect sur *cæ alibi*  
ce qui peut disculper le Prince Maurice. *passim.*

On fait assez les sujets que Grotius eut de  
se plaindre de son Excellence. Or ce sa-  
vant homme dit seulement que Maurice,  
ayant demeuré quelque tems sans entrer  
dans les contestations muës sur la Reli-  
gion , & sur la maniere de les terminer,  
quelques esprits malins & artificieux trou-  
vèrent le moyen de surprendre un Prince  
plus occupé des affaires de la guerre, que  
de celles qui concernent la Religion & les  
Loix. Ce fut donc Aersens & quelques  
autres ennemis de Barneveldt , qui cher-  
chant à s'élever sur les ruines de ce grand  
homme , firent croire au Prince Maurice  
que Barneveldt & ses amis avoient entre-  
pris plusieurs choses contraires aux Loix,  
& capables de rompre l'Union des sept



1619. Provinces. Aersens sût bien profiter de la révolution arrivée dans l'Etat. Il se fit, aggréger au College des Nobles de Hollande un peu après l'emprisonnement du Pensionnaire. D'autres qu'Aersens y trouvèrent encore leur compte. Ils obtinrent la place des prisonniers & des Magistrats déposés. Le seul Maurice content de conserver l'autorité que ses charges & les grands services rendus à la République lui donnaient toujours, ne se servit point de la révolution pour monter plus haut & pour se rendre plus puissant. Tout ce qu'on peut reprocher au Prince d'Orange, c'est d'avoir trop écouté & laissé faire des gens qui lui disoient sans cesse qu'on cherchoit à diminuer son autorité, pour exécuter plus facilement le complot fait avec les Espagnols de renverser la République. L'ambition & l'avarice d'Aersens & de quelques autres, le zèle aveugle & impétueux des Ministres Contre-Remontrants, furent la véritable cause des troubles & des malheurs. Le Prince Maurice est tout au plus blamable d'une trop grande crédulité à de faux rapports contre des Magistrats qu'il regarde comme les ennemis déclarés de son autorité. Encore faut-il avouer de bonne foi que Barnevelt & ses amis commirent une grande imprudence, en donnant à Maurice un prétexte specieux de croire, qu'ils cherchoient à diminuer les droits dont son pere & lui jouissent incontestablement depuis la fondation de la République. Ce que la prévention fit en-  
gre-

treprendre à Maurice sous le nom & par l'ordre des Etats Généraux, il l'exécuta avec une prudence & une dextérité merveilleuse. Quant à la condamnation de Barneveldt & des autres, il paroît avoir laissé faire les Etats Généraux & les gens de Loi. Le Prince n'avoit pas besoin de les gagner & de les corrompre. La plupart de ces Messieurs ne furent que trop ardens à se défaire de quelques Magistrats dont la lumière & la probité ne les accommodoient pas. 1619.

Un des anciens griefs de la Hollande & des Provinces-Unies contre le Duc d'Albe, c'est que l'injuste & sanguinaire Espagnol faisoit juger plusieurs personnes par des Commissaires choisis à la fantaisie. Quelle fut la surprise du monde, quand il vit encore les enfans de ceux qui crièrent à la Tyrannie en cette rencontre, commettre la même injustice contre les premières personnes de leur République! Les accusés étoient sujets de la Province de Hollande: Et par conséquent les Etats Généraux devoient du moins les faire juger par les Magistrats ordinaires de Hollande. Au lieu de cela, on nomme vingt-six Commissaires choisis dans toutes les sept Provinces, tant du corps de la Noblesse, que de celui des Magistrats. Et ces Commissaires seront-ils des Juges irréprochables & désintéressés? Non sans doute. Ils sont la plupart ennemis déclarés de Barneveldt, & des autres. Aersens, le nouveau Noble de Hollande, paroît avec ceux qui remplissent la place des

Condamnation de Barneveldt & des autres.

Grotius, *Ad poliogetico*  
*corum qui*  
*Hollandia*  
*prafue-*  
*runt. Cap.*  
*XV. &*  
*XVI.*

1619. Magistrats déposés. On voioit dans ce Tribunal des gens qui dirent tout publiquement & sans façon quelque temps auparavant, qu'on sauroit bien punir Barneveldt, & qui menacèrent les prisonniers; des gens sans aucune teinture des loix; & sans expérience, dans les affaires, des gens enfin intéressés à maintenir par la condamnation du Pensionnaire & des autres les changemens faits dans la République. C'est en vain que la femme & les enfans de Barneveldt, les autres prisonniers & leurs parens; recusent la plupart de ces Juges: leurs requêtes & leurs remontrances ne sont point écoutées.

N'attendons pas que les procédures des Commissaires soient exactes & juridiques. L'affaire des prisonniers étoit, à proprement parler, une affaire civile dans ses principaux chefs. Elle ne pouvoit se juger autrement. Les Commissaires la traitèrent comme une affaire purement criminelle. Cela fit crier beaucoup de gens: il n'est pas question, disoient-ils, si les accusés ont commis un crime incontestablement défendu par les Loix. On demande, si ce que les prisonniers confessent avoir fait, est contraire, ou non, aux Loix de l'Union & de l'alliance contractée entre les sept Provinces. La question est de droit. Elle doit être examinée publiquement. & dans les formes. Les prisonniers peuvent demander la liberté de se défendre devant tout le monde. Au lieu de les interroger en particulier, il faut les écouter & leur donner un conseil. A-t-on jamais rien vu de semblable? Des Juges supposent d'abord que

que les choses imputées à des Magistrats d'une probité reconnue, sont criminelles: Et là dessus on les interroge, on les examine en particulier, on les déboute de leurs prétentions & de leurs demandes, quelque justes qu'elles soient. Les Commissaires s'engagent par une nouvelle manière de serment à ne rien dire de ce qui se passe, & à garder même le secret après que l'affaire sera jugée. L'Inquisition d'Espagne que nos peres ont tant detestée, permet à l'accusé de parler à son Advocat & de prouver les faits qui servent à sa défense: Et l'on n'accordera pas du moins la même grace aux premiers Magistrats de Hollande?

Quelques-uns racontotent à propos de cela, que sous le Duc d'Albe, on communiqua aux Comtes d'Horn & d'Egmont les accusations intentées contre eux, qu'on leur donna du temps, pour mettre leurs défenses par écrit, qu'il leur fut permis de présenter des requêtes, & d'alléguer les actes qui serviroient à leur justification. D'où vient, ajoutoit-on, qu'on ne garde pas la même équité au regard des prisonniers? Nos Ancêtres se récrièrent contre la condamnation des Comtes d'Horn & d'Egmont, parce-qu'on ne leur donna ni Procureurs, ni Avocats pour les aider à se défendre, parce qu'on ne leur confronta point les témoins produits contre eux. Bien loin d'accorder aux Magistrats accusés une chose, dont le défaut fut regardé par nos peres comme une nullité essentielle de l'arrêt de mort rendu contre les Comtes d'Egmont & d'Horn, on ne veut pas donner aux prisonniers d'aujourd'hui, ce que les

1619. *Espagnols n'oseroient refuser à deux Seigneurs dont le Duc d'Albe avoit juré la perte. D'autres ajoutoient à ceci que le Procureur Général du Roi Philippe II. aiant fait donner un decret d'ajournement personnel contre le Prince Guillaume d'Orange, il répondit que rien ne l'obligeoit à s'exposer de souffrir une prison aussi rigoureuse, aussi injuste que celles des Comtes d'Horn & d'Egmont. Les Loix veulent, disoit le Prince d'Orange, que les prisonniers accusés aient la liberté de parler à ceux dont ils ont besoin pour se défendre, & de prendre conseil des gens qui les peuvent aider à se justifier. Sans cela, les plus innocens seroient opprimés: & la meilleure cause du monde ne se pourroit soutenir. Si les morts ont quelque connoissance de ce qui se passe ici bas, s'écrioit-on, que pense-t-il ce Héros incomparable, à qui nous sommes redevables de notre liberté, que pense-t-il en voyant qu'on ne laisse pas aujourd'hui aux premiers Magistrats de Hollande, ces moyens naturels & légitimes de prouver leur innocence?*

Je ne ferai point ici le détail des différens chefs d'accusation rapportés dans l'Arrêt de mort donné contre Barneveldt. Cela seroit trop long. Le premier prouve assez l'injustice de ses Juges. Ils déclarent Barneveldt convaincu d'avoir avancé & mis en pratique cette pernicieuse maxime, que chaque des Provinces-Unies a le pouvoir & le droit de regler chez elle ce qui concerne la religion indépendamment des autres Provinces. Et c'est sur cette maxime que

*Mercurius  
Francois.  
1619.  
Vie d'Ol-  
den-Bar-  
neveldt.*

1619.

que la République fut premièrement fondée. Jusques à l'affaire de l'Arminianisme elle fut reçue comme certaine & indubitable. Quand les Juges s'apperçoivent que tout le monde se récrie contre leur arrêt, ils font courir le bruit; & cela fut imprimé depuis dans une espèce de manifeste, qu'on n'a pas cru devoir mettre dans l'arrêt certaines choses dont Barneveld étoit convaincu. Il auroit fallu lui donner la question, selon les Loix, disoit-on: Et les Juges ont voulu épargner cette peine à un vieillard plus que septuagenaire. On tâche de faire comprendre que Barneveld est véritablement coupable d'entretenir des intelligences secrètes avec les Espagnols. L'humanité de Messieurs les Commissaires est grande, s'écrierent quelques-uns. Ils croient devoir épargner la question au premier Magistrat de Hollande: Et ils lui ôtent le peu de jours que le cours ordinaire de la nature pouvoit lui donner encore. C'est en vain qu'on s'efforce de nous persuader que le Pensionnaire s'entendoit avec les ennemis de l'État. Qu'y avoit-il à gagner pour lui? Il étoit revêtu de la première dignité de sa Province; il y possède d'assez grands biens; il y a fait des alliances considérables en mariant ses enfans. Les Espagnols ont-ils de meilleurs établissemens à lui donner & à sa famille? Ce n'est pas d'aujourd'hui que le crime de Leze-Majesté & de mauvaise intention pour le Gouvernement présent, est le crime ordinaire des innocens que leurs ennemis veulent opprimer. On remarquoit encore que Barneveld étoit condamné pour

Grotius  
Apolog-  
ico coram  
qui Hol-  
landia  
præfue-  
runt. cap.  
XVII.  
XVIII.  
XX.

1619. plusieurs choses qu'il avoit seulement faites en exécution des résolutions prises dans l'Assemblée des Etats de Hollande. Enfin, sur ce que l'Arrêt imputoit à Barneveldt certaines actions contraires aux Loix en apparence, *Où est le Ministre d'Etat, demandoient quelques-uns, auquel on ne fera pas couper la tête, si le Souverain veut se mettre sur le pied d'examiner les actions de ceux qui le servent avec une exactitude si rigoureuse? Ne sait-on pas que la prudence & le bien public même, exigent que ceux qui sont au timon des affaires passent au-dessus des Loix ordinaires en certaines occasions pressantes?*

Hoogerbeets & Grotius furent seulement condamnés à une prison perpétuelle & à la confiscation de leurs biens. La peine parut nouvelle & inouïe dans une République libre. Ceux qui étoient versés dans le Droit Civil, remarquoient qu'un Empereur Romain desaprouva que les Magistrats condamnassent des hommes libres à passer le reste de leur vie dans les liens. Ce supplice, disoit le Prince, ne convient qu'à des esclaves. Les anciens Jurisconsultes, ajoutoit-on, déclarent que la prison n'est pas une peine; mais seulement un lieu destiné à garder quelque temps ceux qui sont accusés. En Espagne & en Italie on renferme quelquefois les gens dans une prison perpétuelle; mais c'est depuis que la tyrannie s'y est établie. Cette sorte de peine est inconnue dans ces Provinces, & dans les pays jaloux de leur liberté. Quoique les divisions civiles soient contraires au bien de l'Etat, disoit-on  
 enfin

enfin à la décharge d'Hoogerbeets & de Grotius ; tous ceux qui se trouvent engagés dans le parti qui ne paroît pas ensuite le meilleur, n'ont pas conjuré la ruine de la patrie : ils ont seulement suivi leurs préjugés. Les Juges équitables ne les condamnent point comme des ennemis de l'Etat. Le parti qui prend le dessus, est le plus heureux : mais il n'est pas toujours le plus juste. Quand de grands hommes bien intentionnés pour la patrie contestent ensemble, on se trouve dans un étrange embarras. Il n'est pas si facile de juger quelle est la meilleure cause : chacun ne voit pas bien ce qui est plus convenable, ce que la bien-séance exige, ce que les Loix permettent. Le monde étoit surpris que les Juges n'eussent pas gardé ces règles d'équité au regard des Magistrats qui se trouvoient entre les Etats Généraux & les Etats particuliers de leur Province, & entre différentes villes de Hollande qui n'étoient pas d'accord ensemble.

Quoique le Roi de France mécontent de ce que les Etats - Généraux avoient si peu d'égard à sa recommandation & à ses conseils, eût rappelé Boissise son Ambassadeur extraordinaire à la Haïe, il ordonna encore à Du Maurier Ambassadeur ordinaire de continuer les bons offices de sa Majesté en faveur de Barnevelt & des autres prisonniers. Dès que Du Maurier apprend que les Commissaires se préparent à prononcer leur arrêt de mort contre Barnevelt, il demande audience à l'Assemblée des Etats-Généraux. L'Ambassadeur interceda fortement au nom du Roi son

L'Ambas-  
sadeur de  
France  
intercède  
encore  
pour Bar-  
nevelt.

Mercur  
Francois.  
1619.



1619. maître pour un illustre & infortuné vieill-  
*Du Mau-*lard. Cette nouvelle instance fut aussi inu-  
*rier dans* tile que les précédentes. Du Maurier ne  
*ses Mé-*se rebute pas. Le 13. Mai jour destiné à  
*moires sur* la prononciation & à l'exécution de l'Ar-  
*Barneveldt.* rêt, l'Ambassadeur demande audience aux  
 Etats-Généraux à quatre heures du matin.  
 On s'excuse sur ce que l'heure est induë,  
 tout ce que Du Maurier peut faire, c'est  
 d'envoyer promptement une Lettre aux  
 Etats-Généraux, & de leur déclarer que  
 le Roi son maître, lui ordonne de les ex-  
 horter encore à la clémence. *Sa Majesté,*  
*disoit l'Ambassadeur, vous prie d'épargner*  
*le sang du plus ancien Officier de votre Ré-*  
*publique. Le conseil que le Roi vous donne,*  
*est plus avantageux à cet Etat, qu'à la per-*  
*sonne d'un vieillard qui n'a plus que peu de*  
*jours à vivre. M. Barneveldt sera délivré de*  
*son affliction & de sa misere; au lieu que vo-*  
*tre patrie doit craindre les suites fâcheuses*  
*d'une pareille exécution. Quelque soin que*  
*vous prenez d'adoucir l'amertume du remede*  
*que vous prétendez apporter aux desordres de*  
*votre République, les Magistrats déposés dans*  
*cette Province, croiront qu'on a voulu les*  
*flétrir encore, en faisant mourir par la main*  
*du Bourreau celui dont ils étoient avec*  
*respect les avis & les conseils. L'Ambas-*  
 fateur finit sa Lettre en conjurant les  
 Etats-Généraux d'ordonner une commu-  
 tation de peine. Il propose que Barne-  
 veldt soit confiné dans une de ses terres  
 sous la caution de ses plus proches pa-  
 rens, ou banni hors des sept Provin-  
 ces.

Les

Les ennemis de Barnevelt étoient allés trop loin pour reculer désormais. A neuf heures du matin, il fut conduit sur un échaffaut dressé dans la cour du château de la Haie remplie de soldats bien armés. Le vénérable vieillard vêtu d'une robe de chambre de Damas, marchoit appuyé sur son bâton. Une foiblesse le prit en mettant le pied sur l'échaffaut. O Dieu ! qu'est-ce que l'homme ! dit-il alors d'une voix languissante. Barnevelt reprend ses forces peu de temps après, & se met tant à genoux il prie Dieu avec de grands sentimens de foi & de piété. Puis se relevant, il se tourne vers les assistans. Citoiens, leur dit le vieillard après les avoir salués, j'ai toujours été votre fidèle compatriote. Faites-moi la justice de croire que je ne suis point un traître. Je meurs pour avoir soutenu les droits & la liberté de la patrie. Il se deshabille ensuite avec beaucoup de courage & de fermeté. S'étant mis deréchef à genoux, il attend le coup de la mort, en remettant son esprit entre les mains de celui qui en est le Créateur & qui garde fidèlement ce qu'il a promis à ceux qui persévèrent dans les bonnes œuvres. Telle fut la fin, dirai-je, tragique, ou glorieuse ? de Jean d'Olden-Barnevelt l'un des plus habiles politiques de son siècle, & le second fondateur de la puissante République des Provinces-Unies.

Hoogerbeets & Grotius furent conduits quelques jours ensuite au château de Louvestein près de Gorcum. On les y renferma fort étroitement ; ils y souffrent tou-

1619.  
Mort de  
Barnevelt.

Mercur  
Francois.  
1619.  
Du Man-  
rier dans  
ses Mémoi-  
res sur  
Barnevelt.

Hooger-  
beets &  
Grotius  
sont en-  
fermés

1619. tes les rigueurs imaginables. Grotius se  
 le château de Lou-veftin. conſoloit par la méditation des livres ſa-  
 crés; & la lecture des beaux ouvrages qui  
 nous reſtent de l'Antiquité Grecque &  
 Romaine, faiſoit le plaſiſr & le divertiffe-  
 ment de cet homme incomparable. Dans  
 une ſi grande adverſité il redouble l'ardeur  
 des prières qu'il offroit ſans ceſſe à Dieu,  
 pour la proſpérité des Provinces-Unies,  
 & pour le repos des Eglifeſ Réformées.  
 Sentimens plus beaux & plus nobles que  
 ceux d'un héros de l'ancienne Rome, qui  
 dans ſon exil déteſta juſques à la fin de ſa  
 vie, l'ingrate patrie qui reconnoiſſoit ſi mal  
 les grands ſervices qu'il lui rendit. *Le tri-  
 bunal de ma conſcience*, dit Grotius, dans  
 une de ſes Lettres à Du Maurier, *me pa-  
 roit plus ſaint & plus redoutable que tout  
 autre. Quand je m'y appelle moi-même,  
 je trouve que j'ai penſé ſeulement à conſer-  
 ver l'unité de l'Egliſe, en laiſſant à chacun  
 la liberté de ſes ſentimens ſur des queſtions ſpé-  
 culatives. Pour ce qui eſt de la République, je  
 n'ai jamais eu deſſein d'y cauſer aucun change-  
 ment. Mon unique but, c'étoit de ſoutenir les  
 droits de mes Souverains, & de remplir les de-  
 voirs de l'emploi dont ils m'avoient honoré, ſans  
 donner atteinte au pouvoir légitime de l'Affem-  
 blée des Etats-Généraux. Voilà pourquoi nous  
 avons perdu notre réputation, nos biens & no-  
 tre liberté. Conſolons-nous; la diſgrace n'eſt pas  
 ſans exemple.*

Nouve-  
 mens des  
 troupes  
 du Roi  
 contre On trouva fort étrange à la Cour de  
 France que la recommandation du Roi  
 n'eût pu ſauver la vie à un vieillard, qui  
 n'étoit

n'étoit pas certainement capable de nuire  
beaucoup à la République des Provinces. 1619.

Unies, quand même il n'auroit pas aimé le Duc  
sincèrement sa patrie. Le refus que les d'Eper-  
Etats - Généraux firent d'accorder aux non.

prières instantes & réitérées de Louis une  
chose peu importante, choqua extrême-  
ment la fierté Françoisise. Mais quoi ? il

fallut bien dissimuler. Le temps ne per-  
mettoit pas de témoigner son ressentiment.

La Cour étoit occupée de l'affaire de la  
Reine sa mère. Luines pensoit plus à sou-  
tenir sa fortune, qu'à ce qui se passoit au

dehors. Pendant que le Comte de Bethu-  
ne & les autres entretiennent Marie de

Médicis de l'espérance d'un prompt ac-  
commodement avec son fils, le Duc de

Maïenne amasse dans son Gouvernement  
de Guienne & ailleurs, une bonne Armée.

Il s'avance vers l'Angoumois à la tête  
d'environ douze mille hommes. Les pré-

paratifs du Roi jettèrent Epernon dans un  
extrême embarras. La Reine mere don-

noit beaucoup de commissions pour lever  
des troupes, mais elle fournissoit peu d'ar-

gent. Tout ce que le Duc d'Epernon pût  
faire par son adresse & par son crédit, ce

fut d'avoir cinq ou six mille hommes d'in-  
fanterie, & environ mille chevaux. In-

continent après la mort d'Henri IV, E-  
pernon eut soin de faire des provisions

pour armer dix mille hommes. Ce fut  
une grande ressource pour lui dans la con-

joncture présente de ses affaires.

Le Comte de Schomberg Lieutenant de  
Roi en Limousin sous le Duc d'Epernon,

*Mémoires  
de Des-  
seant.  
pag. 203 &  
204  
vie du  
Duc d'E-  
pernon.  
t. VIII.  
Lettre de  
Bentivo-  
glia.*

1619.

en étoit Gouverneur, se déclara contre lui. Il assiége l'Abbaye d'Uzerche, où le Duc avoit mis une petite garnison. Epernon accourt au secours, persuadé que dans les guerres civiles, il n'y a rien de meilleur que la diligence, & qu'en ces occasions il faut plus agir que consulter. Le premier bruit d'un bon succès, peut beaucoup dans les entreprises nouvelles & extraordinaires. Le Duc arriva trop tard; Schomberg avoit pris la place; & ce petit malheur fit tort aux affaires de Marie de Médicis. Effrayée de la marche du Duc de Maïenne qui veut entrer dans l'Angoumois, elle envoie prier Epernon de revenir promptement à son secours. Il obéit: & les choses furent si bien ménagées par sa prudence & par son habileté, qu'avec des troupes inférieures à celles du Roi, il empêcha Maïenne de faire aucun progrès. Marie de Médicis est fort étonnée de se voir seule avec Epernon. Aucun des grands Seigneurs, sur lesquels la bonne Princesse comptoit, ne se remue en sa faveur. Dans une si grande incertitude, elle écoute avidement toutes les propositions d'acc commodement. Bien des choses lui faisoient espérer d'assez bonnes conditions. Quelques Ministres du Roi la favorisoient en secret. On étoit bien aise de diminuer la trop grande puissance d'un Favori qui ne donnoit aucunes bornes à son ambition. D'autres moins intéressés dans ces divisions, s'efforçoient de prévenir une guerre ouverte entre le fils & la mere. Les uns & les autres appuient autant que la bien-  
séance

Mercure  
Francois.  
1619.

1619.  
 séance le leur permet la prière que Marie de Médicis fait encore au Roi de surseoir tous les actes d'hostilité. Elle lui avoit écrit à l'occasion de l'entreprise sur Uzerche. Mais à peine eut-elle envoyé cette Lettre, que le Duc d'Epéron reçut une nouvelle fâcheuse. Les habitants de Boulogne en Picardie dont il étoit Gouverneur, ne l'aimoient point. Ils ouvrirent volontiers leurs portes aux troupes que le Roi fit avancer vers Boulogne à leur sollicitation. Cette perte donne de nouvelles allarmes à Marie de Médicis. Elle commence de craindre que le Duc d'Epéron dépouillé de ses places, ne soit plus en état de la défendre. Nous avons la Lettre qu'elle écrivit encore à son fils sur la prise de Boulogne. Marie de Médicis en parle comme d'une chose qui ne lui permet plus de douter du dessein formé de la perdre & de l'opprimer.

Epéron étoit alors dans une extrême *Vie du Duc d'Epéron. la VIII. Mémoires de Des-vaux. pag. 200. 201.* inquietude pour son Gouvernement de Mets. Il lui tenoit beaucoup plus au cœur que celui de Boulogne. Le Duc de Nevers amassoit une Armée en Champagne. Et le monde ne doutoit pas qu'il ne dût la conduire à Mets. Le Marquis de la Valette à qui son pere laissa le soin de conserver une place si importante à la fortune de leur Maison, ne manquoit ni de courage, ni de fermeté. Il étoit bien aise d'avoir occasion de se signaler. Mais enfin, la Valette étoit encore jeune : que savoit-on s'il auroit assez d'expérience & de forces pour soutenir un siège vigou-  
 reux?

1619. reux ? Le Maréchal de Bouillon fit espérer qu'il se déclareroit, en cas que la ville de Mets fût attaquée. Mais Bouillon tient maintenant un autre langage. Il paroît vouloir demeurer neutre ; soit que le parti de la Reine mère ne fût pas assez puissant, soit qu'il attendît la délivrance du Prince de Condé que Luines promettoit. Plusieurs personnes de distinction en Champagne & dans les Provinces voisines donnoient de bonnes paroles à Marie de Médicis, parce qu'elle les assuroit que le Maréchal de Bouillon se mettroit à leur tête. Quand ces gens voient que le Chef dont la Reine mère leur a parlé, demeure en repos, ils ne sont pas d'avis de se remuer.

Ce silence & les mouvemens des troupes du Roi en Champagne allarmoient le Duc d'Epéron & le Marquis de la Valette. Mais ils ne connoissoient pas encore tout ce qui se tramoit contr'eux. Déageant entretenoit son intrigue avec quelques-uns des principaux habitans de Mets qui promettoient de se soulever contre la Valette, & de faire entrer les troupes du Roi dans leur ville. Louis prévenu que le succès de l'entreprise est infailible, se dispose à marcher lui-même du côté de Mets, pendant que le Duc de Maïenne s'avancera vers Angoulême. Pour mieux couvrir son dessein, le Roi feignoit d'avoir envie de joindre Maïenne, mais il prit secrètement ses mesures pour tourner tout d'un coup vers la Champagne en sortant de Paris. Sa Majesté n'en dit rien

rien à son Conseil. C'étoit même un mystère pour son Favori, dont elle craignoit l'indiscrétion. Mais il fallut enfin découvrir tout à Luines: Et l'intrigue secrète ne manqua pas d'être connue bientôt après. Luines en fait confidence à quelqu'un qui en avertit le Cardinal de Guise. Celui-ci ne perd point de temps; écrit tout au Marquis de la Valette. On desarme incontinent les habitans de Mets, on renforce la garnison: le Gouverneur est attentif à tout; il se tient encore mieux sur ses gardes. Mais la Valette n'avoit aucune connoissance d'un magasin caché, où les habitans de l'intrigue firent une assez grande provision d'armes, en cas que le Gouverneur voulût leur ôter celles qu'ils gardoient dans leurs maisons. Cela fut cause qu'ils ne perdirent point courage. On promet derechef de se soulever, & d'introduire les troupes du Roi dans la ville & même dans la citadelle. Ce nouveau dessein est encore découvert par l'indiscrétion du Favori. Le Cardinal de Guise bien informé des confidences que Luines fait à quelques adorateurs de sa fortune, qu'il regarde ridiculement comme ses véritables amis; Guise, dis-je, avertissoit exactement de tout le Marquis de la Valette. Les deux projets échoués firent penser au Roi qu'il ne seroit pas bien servi dans ce qu'il vouloit entreprendre contre sa mere & contre le Duc d'Epemon. La plupart des grands Seigneurs qui n'osent se déclarer ouvertement pour eux, tâchent de les aider en secret autant qu'il leur est possible.



1619. **Ele.** Louis prit donc enfin la résolution de s'accommoder au plutôt avec Marie de Médicis, & de lui accorder des conditions qu'elle ne pourroit refuser honnêtement.

**Intrigues de l'Abbé Rucellai auprès de la Reine mere con-** Luines exhorta son maître à la paix, depuis qu'il apprit que l'Abbé Rucellai perdoit son crédit auprès de la Reine mere, en voulant lui persuader de se séparer du Duc d'Epéron. Afin qu'elle écoutât plus volontiers les propositions que le Roi lui faisoit, Berhune eut des ordres positifs d'assurer Marie de Médicis, que le Prince de Condé ne sortiroit point de prison avant la conclusion de l'accommodement. Elle voit bien que son fils ne peut pas tenir toujours le premier Prince du sang renfermé dans Vincennes. Mais elle souhaite qu'il paroisse du moins, que celui qui ne l'a fait mettre en prison que de concert avec le Roi, contribue quelque chose à sa délivrance. Tirer Condé du château de Vincennes pendant les brouilleries de la Reine avec son fils, c'étoit déclarer trop publiquement, que le Favori cherchoit à se faire un mérite auprès du premier Prince du sang aux dépens de Marie de Médicis, & à l'opposer comme un ennemi irréconciliable à celle dont il se plaignoit le plus. La Reine mere demandoit qu'on sauvât du moins les apparences, & que le Prince pût croire qu'il n'auroit pas obtenu si facilement sa liberté sans le consentement de Marie de Médicis. On met donc son esprit en repos sur ce chapitre. Luines & le Roi même pro-

met-

*Vittorio  
Siri Mé-  
morie Re-  
condite.  
Tom. IV.  
pag. 611.  
612.*

mettent que Condé ne sortira de Vincennes, qu'après la reconciliation entière du fils & de la mère. 1619.

Le Favori fut tout autrement traitable sur l'article de la paix, depuis qu'il apprit que bien loin de persuader à la Reine mère de se séparer du Duc d'Epéron, Rucellai se ruinoit lui-même entièrement dans l'esprit de sa maîtresse, en lui faisant cette indigne proposition. *Madame*, disoit à Marie de Médicis l'artificieux & vindicatif Italien, vous étiez prisonnière du Roi, votre fils à Blois : Et vous l'êtes ici d'un de vos sujets. M. d'Epéron observe toutes vos démarches. Vous ne pouvez traiter avec les Envoyés du Roi, ni rien faire sans le consentement de celui qui est le maître dans Angoulême. Il est facile de vous mettre en liberté. Saisissez-vous du château. M. le Duc dépendra de vous, au lieu que vous dépendez maintenant de lui. Je vous réponds du succès. On ne se défie point de votre Majesté. Elle va se promener tous les jours dans le parc du château. Faites y entrer des gens à votre dévotion. Ils tueront sans pêne le neveu de M. d'Epéron qui commande dans la place. N'est-ce pas une chose indigne que votre Majesté soit réduite à souffrir les manières bizarres & impérieuses d'un Seigneur qui vous a beaucoup plus d'obligation, que vous ne lui en avez ? Le Duc a bonne grâce de vous reprocher sans cesse qu'il s'est exposé pour vous, & que votre Majesté ne tient pas ce qu'elle a promis. Il a plus pensé à soutenir de votre nom & de votre autorité la fortune chancelante de sa Mai-

*Vie du Duc  
d'Epéron.  
VIII.*

1619. *Maison, qu'à vous donner une marque de son respect & de son attachement.*

Marie de Médicis découvre elle-même au Duc les conseils que Rucellai donne à sa Majesté avec beaucoup d'ardeur & d'application. Est-ce que la Reine mere conçut de l'horreur & de l'indignation contre l'homme qui lui proposoit une si grande lâcheté? Ne craignoit-elle point aussi le ressentiment du fier Epéron, en cas qu'il vint à savoir que Marie de Médicis écoutoit des avis si contraires aux intérêts de son libérateur? Quoi, qu'il en fût des véritables motifs de la Reine mere, le Duc se joïa de sa franchise & de sa générosité. Mais Epéron voulut un mal mortel à Rucellai. Ils étoient brouillés depuis quelque temps. L'Abbé se donnoit la liberté de contredire le Duc en présence de la Reine avec une arrogance qu'un autre moins fier & plus endurant qu'Epéron n'auroit pas aisément soufferte. Depuis qu'il fut informé de ce que Rucellai insinuoit à Marie de Médicis, il cessa de parler à un si mal honnête homme, & d'avoir commerce avec lui. Le Capitaine des Gardes & quelques domestiques du Duc lui offrirent de le défaire promptement de cet esprit dangereux. Quelque grande que fût la colere d'Epéron, elle ne le porta pas à se venger indignement. Il défend à ses gens de faire aucun outrage à Rucellai. Qu'auroit pensé la Reine mere en voyant que le Duc faisoit tuer ses serviteurs? Il étoit plus honnête & plus sûr d'attendre qu'elle chassât de sa maison un

un homme qui s'imagine que certains services rendus lui donnent la liberté de proposer à sa maîtresse les choses du monde les plus pernicieuses. 1619.

L'Archevêque de Sens & le Comte de Bethune jugèrent à propos que le P. de Berulle retournât à la Cour, & qu'il fit savoir au Roi les véritables sentimens de Marie de Médicis, que Berulle connoissoit mieux que les autres Envoies de Louis. Plus résolu que jamais à finir cette affaire, le Roi écoute le P. de Berulle avec plaisir. Et après avoir réfléchi sur ce qu'on lui rapporte, à la sollicitation du Nonce Bentivoglio, sa Majesté donne au Cardinal de la Rochefoucault la commission d'aller trouver la Reine mere, & de traiter tout de bon avec elle. Berulle eut ordre d'accompagner le Cardinal. On lui donna des instructions particulières. Et ce fut toujours lui à proprement parler, qui eut le secret de la négociation. Si nous jugions de l'esprit & des qualités du P. de Berulle par ce que l'Auteur de sa Vie raconte, & par le recueil qu'on nous a donné de ses ouvrages & de ses Lettres, nous croirions que c'étoit un homme seulement propre à diriger des Religieuses & d'autres personnes dans les voies sublimes de la dévotion, à tracer des instructions pour la conduite d'une Communauté : enfin à écrire, ou bien à parler sur la Théologie Mystique & sur quelques points de controverse. L'Auteur de sa Vie avoit infiniment d'esprit, il écrivoit bien, & n'étoit pas autrement dévot. On est surpris

Le Cardinal de la Rochefoucault est nommé pour traiter de la part du Roi avec Marie de Médicis. *Journal de Bassompierre. Lettres du Bentivoglio.*

2619. pris de le voir attaché à nous persuader que son Héros étoit un Saint à révélations, & qu'il entretenoit ses dévotes dans ces illusions ridicules. Cela fait pitié. Les hommes de bon sens qui lisent ces fadaïses ne peuvent s'empêcher de rire & de croire que le bon P. de Berulle étoit un franc visionnaire. Cependant les Mémoires du Règne de Louis XIII. nous représentent Berulle comme un homme qui avoit de la prudence, du discernement, & du génie pour les affaires. La Cour fut assez souvent contente de ses négociations. Comment cela s'accorde-t-il avec les pauvretés que nous lisons dans sa Vie & dans ses ouvrages?

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les gens de la dévotion la plus sublime entrent & réussissent dans les intrigues de la Cour & du grand monde. Dans leur oratoire & dans leur cabinet, ils donnent l'effort à leur esprit: ailleurs ils sont faits comme les autres. En lisant ce qu'ils écrivent dans la chaleur de leur imagination & dans les sentimens vifs & confus qu'une longue & ardente méditation produit, aussi bien que la vue des objets sensibles, vous croiriez qu'ils sont incapables de s'occuper des choses de la terre. Mais quand vous venez à réfléchir sur leur conduite dans le commerce du monde, vous trouvez qu'ils laissent à part leurs spéculations sublimes, dès qu'un intérêt secret, que l'amour propre toujours fin & trompeur, leur représente comme un motif de religion & de piété, demande qu'ils sortent de la retraite.

traite. Alors ces Messieurs sont aussi ha-  
biles & aussi déliés que les Courtisans.  
Quelquefois ils ont plus de droiture &  
plus de probité. Tel fut le P. de Berul-  
le: tout le monde lui rend ce témoignage.  
Souvent aussi l'artifice & la mauvaise  
foi ne leur paroissent pas incompatibles  
avec la sublimité de leur dévotion. Ils  
ont d'intimes communications avec Dieu  
dans leur oratoire, & ils trompent le pro-  
chain dans une intrigue. L'Histoire &  
l'expérience en fournissent une infi-  
nité d'exemples.

1619

Le P. de Berulle avoit un ordre secret  
d'insinuer à la Reine mere de se servir des  
conseils d'un homme nouvellement venu  
auprès d'elle. C'étoit Richelieu Evêque  
de Luçon. Las de méditer & d'écrire  
sur les devoirs d'un bon Crétien & sur la  
controverse, il résolut de se tirer de son  
exil d'Avignon, dès qu'il apprit que Ma-  
rie de Medicis s'étoit échappée de Blois.

Le Roi  
permet se-  
crettement  
à Riche-  
lieu Evê-  
que de Lu-  
çon de re-  
tourner  
auprès de  
la Reine  
mere.

Il entretenoit une correspondance secrette  
avec Déageant son ami. Richelieu pria  
Pont-courlai son beaufrere de parler à  
Déageant, & de lui promettre que l'Evê-  
que de Luçon serviroit utilement le Roi,  
si on vouloit bien lui donner la permission  
de se rendre auprès de Marie de Medicis.  
L'ouverture plût à Déageant. Il n'étoit  
plus si bien auprès de Luines, & sans  
quelques raisons d'intérêt & de bienséan-  
ce, le Favori l'auroit éloigné tout à fait  
de la Cour. Déageant profite de l'occa-  
sion de gagner un puissant ami auprès de  
la Reine mere, qui doit retener à la Cour

Mémoires  
de Déa-  
geant.  
208. &  
209.  
Lumieres  
pour l'His-  
toire de  
France.  
Vistorio  
Siri Me-  
morio Ra-  
condite.  
Tom. IV.  
pag 623.  
624. &c.

selon

2619. selon toutes les apparences. Il cherche à se faire un nouveau protecteur au défaut de Luines, qui se dégoûte de plus en plus d'un homme qu'il a choisi d'abord pour son intime confident. L'adroit Déageant propose l'affaire au Roi, & il tourne si bien l'esprit de sa Majesté, qu'elle envoie secrètement une Lettre à Richelieu avec un passeport pour se rendre d'Avignon à Angoulême.

Louis n'avoit point communiqué à son Conseil la résolution prise de rappeler l'Evêque de Luçon. Le Chancelier de Sillery, Puiseux, & les autres Ministres d'Etat ennemis de Richelieu & jaloux de son crédit auprès de la Reine mere, s'y feroient trop fortement opposés. Mais il fallut bien découvrir du moins à Luines que le Prélat partoît d'Avignon pour Angoulême. Déageant tâche de persuader au Favori que Richelieu est l'homme le plus propre à détourner Marie de Médicis de suivre aveuglément les conseils du Duc d'Epéron. Mais Luines redoutoit autant qu'aucun autre l'esprit de l'Evêque de Luçon. Il n'aimoit pas que cet Ecclesiastique ambitieux rentrât dans les affaires. Le Favori, ou quelque Ministre, écrit promptement au Marquis d'Alincourt Gouverneur de Lion, de faire arrêter Richelieu qui doit passer près de cette ville pour gagner l'Angoumois. Alincourt ne manqua pas son coup. Richelieu est arrêté aux environs de Valence en Dauphiné & conduit à Lion. Il eut beau montrer son passeport & la Lettre du Roi, Alincourt le

le retint jusques à ce qu'il eût des nouvelles de la Cour. Dès que les Ministres apprirent, que Richelieu avoit une permission expresse du Roi & un passeport, ils devinèrent que tout s'étoit fait à leur insçu par le moien de Déageant. Les voilà donc étrangement scandalisés de ce qu'un homme éloigné des conseils & des affaires en apparence, a le credit de faire lui seul des choses qui doivent naturellement passer par leurs mains. Le Chancelier de Silleri promit de porter au Roi les plaintes des Ministres contre Déageant, qui entreprenoit sur les droits de leurs charges, & de parler à sa Majesté contre le rappel de l'Evêque de Luçon.

Silleri fait de son mieux. Il dit sans façon au Roi que celui qui a conseillé à sa Majesté de permettre à Richelieu de retourner auprès de la Reine mere, & qui en a dressé les dépêches, mérite d'être envoyé à la Grève sans autre forme de procès. Expression ridicule & indigne du premier Magistrat de France. Bien loin d'inspirer au Roi ces manières absolues & tyranniques, il doit l'exhorter sans cesse à ne rien faire que selon les loix & selon les regles exactes de la justice. Mais dès qu'un Magistrat entre dans le Ministère, il se met fort peu en peine de l'établissement du pouvoir arbitraire & de la tyrannie, pourvu qu'il conserve son crédit & son autorité. Louis arrête l'ardeur de son Chancelier, en lui répondant d'un air froid & sérieux, que tout s'est fait par le commandement exprès de sa Majesté.



1619. *Je croi, dit-elle, que le retour de M. de Luçon auprès de la Reine ma mere, est nécessaire à mon service. Qu'on ne me parle pas davantage contre une résolution que j'ai bien voulu prendre, à moins qu'on n'ait envie de me déplaire.*

Ces paroles fermèrent la bouche au Chancelier. Il n'ose plus insister sur ce qu'il insinuoit au Roi de reléguer Richelieu à Rome & de permettre que Déageant soit puni de ce qu'il ose dresser lui seul des dépêches qui doivent être expédiées par un Secrétaire d'Etat. On envoya donc un Courier au Marquis d'Alincourt, pour lui dire de laisser à l'Evêque de Luçon la liberté de continuer son voyage. Les Ministres se mirent alors à déclamer contre Déageant auprès du Favori. Ils représentent à Luines, que c'est la chose du monde la plus indigne, qu'un homme éloigné des affaires & des conseils, entreprenne de faire des choses de la dernière conséquence, sans les lui communiquer. Le Favori étoit assez disposé à suivre l'avis que les Ministres lui donnoient de chasser Déageant de la Cour. Mais outre que cela ne se peut faire sans le consentement du Roi qui a confiance en lui, Déageant est encore nécessaire à Luines qui se défie des Ministres. Celui contre lequel ils déclamoient tant, avoit fait voir au Favori des Lettres interceptées. On y découvroit clairement que les Ministres cherchoient à faire durer la négociation avec la Reine mere, jusques à ce qu'on pût trouver une ouverture afin d'ébranler davantage la fortune

tune du Favori. Ils ne desespéroient pas de mettre Marie de Médicis en état de presser l'éloignement de Luines. Les Ministres l'auroient appuyée de toute leur force. 1619.

Quand Richelieu est aux portes d'Angoulême il demande au Duc d'Epéron la permission d'entrer dans la ville. Cette déférence plût extrêmement à un Seigneur fier & jaloux de son autorité. Epéron avoit une raison pressante de recevoir honnêtement un homme qui seroit plus agréable à la Reine mere que Rucellai, & qui trouveroit bien-tôt le secret d'éloigner l'Italien. Richelieu va descendre chez le Duc d'Epéron. Il lui fait toutes les soumissions imaginables, il prie le Duc de le présenter à la Reine mere, & d'être le témoin de son premier entretien avec elle. Charmé de ces grands ménagemens, Epéron conduit Richelieu chez Marie de Médicis, il en dit mille biens à la Reine déjà trop bien disposée en faveur d'un homme qui les persecutera cruellement tous deux quelque jour; enfin, il prie sa Majesté de donner ses Seaux à l'Evêque de Luçon & d'en faire son Chancelier. Rucellai vit avec un extrême dépit que le nouveau venu étoit gratifié d'abord d'une place, à laquelle tant de services signalés rendus à la Reine mere pour sa délivrance, donnoient droit à l'Italien de prétendre. Il résolut dès lors d'abandonner une Princesse qui lui paroissoit trop ingrate, & de se venger d'elle en passant au service de ses ennemis. Les liaisons que Rucellai

*Vie du Duc d'Epéron. l. VIII.*

R 2

avoit

1619.

avoit prises avec le Favori , lui faisoient espérer d'en être bien reçu. Lors que le Traité est sur le point d'être conclu, Rucellaï dont le mécontentement éclatoit depuis long-temps , demande la permission de se retirer. Marie de Médicis qui n'étoit pas fort pécunieuse , lui fit offrir la somme de trente mille écus, pour récompense de ses services. Il refuse avec un noble dedain , une chose qui lui paroît fort au dessous de son mérite & de ce qu'il a fait pour la Reine mère. L'offre d'une modique récompense semble choquer encore plus le fier Italien, que la perte des bonnes grâces de celle dont il attendoit une fortune considérable. On dit que le Cardinal Borghèse ancien ennemi de Rucellaï, fit agir le Nonce Bentivoglio pour éloigner de la Cour de Marie de Médicis un homme que le Cardinal Borghèse avoit chassé de celle du Pape. Le fameux Capucin Joseph dont nous parlerons souvent dans la suite de cette Histoire, fut de l'intrigue. Il y avoit déjà longtemps que le bon Père ennuyé de sa cellule & de l'obscurité d'un cloître, se donne du mouvement pour entrer dans les affaires de la Cour & du monde. Rucellaï alla se jeter entre les bras de Luines. Content d'avoir auprès de lui un homme d'esprit, & qui hait mortellement Epernon & Richelieu, le Favori reçoit agréablement Rucellaï : il lui donne part à sa confiance & aux affaires. Ainsi l'Italien qui a pris tant de peine, & qui a exposé sa vie dans l'espérance de renverser la fortune

*Vittorio  
Siri Mé-  
morie Re-  
condite.  
Tom. IV.  
pag. 634.  
Lettre di  
Bentivo-  
glio.*

tune de Luiniès, se trouve enfin dans la  
nécessité de recourir à la protection du  
premier auteur de la mort du Maréchal  
d'Ancre, que Rucellai se mit en tête de  
vanger. Etrange & bizarre effet de l'am-  
bition! 1619.

La qualité de *Pere commun* que la su-  
perstition & l'ignorance laissent prendre au  
Pape, lui est d'une utilité merveilleuse.  
Elle lui donne droit d'entrer non seule-  
ment en connoissance des démêlés que  
les Souverains de la Communion ont en-  
tre eux; mais encore de leurs affaires do-  
mestiques. Une guerre prête à s'allumer  
entre le fils & la mere, étoit une chose  
trop criante. Il falloit bien que le S. Pe-  
re fit du moins la façon de vouloir arrêter  
un si grand scandale. Marie de Médicis  
servit bien Paul V. pendant qu'elle gou-  
verna en France; n'étoit-il pas juste que  
le Pape l'aidât à se tirer du pas dangereux  
dans lequel il la voioit engagée? On mur-  
muroit de ce que Borghèse uniquement  
occupé à conserver sa santé & à combler  
ses neveux de richesses & de dignités, de-  
meuroit comme un spectateur oisif des  
mouvements excités en France. Mais le  
S. Siège ne commet pas si facilement son  
autorité. Le Pape offre ses bons offices  
aux Princes, quand il juge qu'ils seront  
bien reçus. Marie de Médicis ayant té-  
moigné qu'elle souhaitoit ceux de Paul V.  
& le Roi de France étant disposé à écou-  
ter du moins avec quelque apparence de  
respect les exhortations du S. Pere, Ben-  
tivoglio son Nonce vient à la Cour avec  
des

Le Nonce  
du Pape,  
offre la  
méditation  
de son  
maître  
pour l'ac-  
commo-  
dement  
de la Rei-  
ne mere.

Mémoires  
pour l'His-  
toire du  
Cardinal  
de Rich-  
lieu. 1619.  
Vittorio  
Siri Ma-  
morie Re-  
condite.  
Tom. IV.  
pag. 610.  
Lettre di  
Bentivo-  
glio.

1619. des Brefs de Paul qui exhortent les uns & les autres à la paix. Outre ceux qui furent adressés au Roi & à Marie de Médicis, il y en avoit deux autres pour le Duc d'Epemon & pour l'Archevêque de Toulouse son fils. Le Nonce dit en présentant le Bref au Roi, que le Pape voit avec un extrême déplaisir la mesintelligence semée entre sa Majesté & la Reine, & qu'en qualité de Pere commun, il offre son entremise pour leur réconciliation. Benti-voglio ajoute qu'il fera volontiers un voyage à Angoulême, & qu'il pressera fortement Marie de Médicis de se rendre aux instances du Pape, & d'accepter les conditions que le Roi lui accorde.

Averti par quelques Ministres de ce que le Nonce doit lui dire, Louis reçoit le Bref du Pape avec beaucoup de reconnaissance & de civilité. Il proteste que les exhortations de sa Sainteté lui sont agréables, & qu'il y défère de tout son cœur. Quand l'affaire fut agitée dans le Conseil, on ne jugea pas à propos que le Nonce allât trouver la Reine mère. Le Cardinal de la Rochefoucault s'acquittoit bien de sa commission. Il auroit eu trop de chagrin de voir tirer de ses mains une négociation presque finie. Le P. de Berulle étoit revenu en Cour avec les principaux articles du Traité dont la Reine mère convenoit. Luines & ses confidens ne se défioient-ils point aussi du Ministre du Pape? Il prenoit fort à cœur les intérêts de Marie de Médicis; il agissoit presque toujours de concert avec l'Ambassadeur d'Espagne.

On

1619-

On favoit bien que la Cour de Madrid & celle de Rome foushaitoient avec ardeur que la Reine mere fût rétablie dans fon autorité. Quoiqu'il en foit des vuës fecretes du Favori & des Miniftres de Louis, on fe contente de remercier le Pape en termes honnêtes. Les Miniftres répondent au Nonce que le P. de Berulle retourne inceffamment vers la Reine mere, qu'il lui portera le Bref du Pape, & qu'il la preffera vivement de fe rendre aux exhortations de fa Sainteté. Quant aux Brefs adreffés au Duc d'Epemon & à l'Archevêque de Touloufe, les Miniftres ne furent point d'avis que Bentivoglio les leur envoiât. On crut que ce feroit faire trop d'honneur, & donner de trop grands avantages, à deux Sujets que le Roi traitoit de rebelles. La Majesté du Souverain ne permettoit pas que le S. Pere offrit fa médiation & fes bons offices auprès du Roi, à des gens qui devoient d'eux-mêmes recourir humblement à fa clémence.

Lors que le traité d'accommodement entre Louis & la Reine fa mere eft près qu'entièrement conclu & qu'on attend le retour du P. de Berulle qui doit rapporter les dernières intentions du Roi, on découvre une conspiration dans Angoulême. Elle auroit été capable de rompre tout, fi la Reine mere n'eût ardemment fouhaité de faire fa paix. Par un emprefsement mal entendu de s'avancer auprès du Favori, en enchériffant fur les plus zélés & fur les plus ardens à le fervir & à lui

Condi-  
tions de  
l'acc m-  
mode-  
ment de  
Marie de  
Medicis  
avec le  
Roi fon  
fils.

1619. plaire, le Comte de Schomberg suborne un Poudrier Limousin, qui promet de s'insinuer dans le château d'Angoulême & de mettre le feu au Magasin des poudres. Il y en avoit une si grande quantité que la ville auroit été perdue aussi bien que le château. Mais le misérable fut heureusement surpris, lorsqu'il étoit sur le point d'exécuter son entreprise. La Reine mere voulut que l'affaire fût promptement étouffée, de peur qu'elle ne causât de nouveaux embarras à cause de ceux qui auroient pu être convaincus d'avoir part à cette indigne & lâche conspiration. La chose ne fut pas si secrète qu'on ne connût dans le monde que le Poudrier Limousin étoit venu de concert avec le Comte de Schomberg. Cela lui fit un extrême tort dans l'esprit des honnêtes gens. Ils ne purent approuver qu'un Gentilhomme qui se picquoit de probité, eût formé une entreprise capable de renverser une ville tout entière & de faire perdre la vie à la Reine mere, pendant que les premiers Seigneurs du Roiaume & les plus attachés à la personne du Roi, témoignioient le servir à regret contre une Princesse, dont ils plaignoient le malheur.

Le Cardinal de la Rochefoucault & le Comte de Bethune convinrent assez facilement avec la Reine mere des articles qui regardoient la liberté qu'elle auroit désormais d'aller par tout où il lui plairoit & même d'être auprès du Roi, le rétablissement du Duc d'Epemon & des autres

*Mémoires  
du Duc de  
Rohan.*

*l. I.*

*Vie du  
Duc d'Epemon.*

*l. VIII.*

autres qui l'avoient servie , dans toutes leurs charges & dans les bonnes graces du Roi , l'acquies des dettes contractées par Marie de Médicis depuis sa sortie de Blois & la conservation de ses revenus. Mais il y eut de grandes difficultés sur une chose. La Reine mere étoit contente de se défaire du Gouvernement de Normandie & de prendre celui d'Anjou : cela l'accommo-  
 doit mieux. Elle se trouvoit dans le voisinage des Provinces dont les Ducs de Rohan, d'Epemon, de Maïenne & de Vendôme étoient Gouverneurs. Tous ces Messieurs ne paroissent pas devoir souffrir long-temps avec patience la trop grande autorité de Luines & de ses freres. Le Gouvernement de Normandie se destinoit encore au Duc de Longueville, en échange de celui de Picardie que Luines souhaitoit, à cause du bien qu'il possédait dans la Province. Ainsi Marie de Médicis demouroit en Anjou presque au milieu de cinq ou six grands Seigneurs sur le secours desquels elle comptoit en cas que le Favori s'avisât de la chagriner. Il ne lui manquoit plus qu'un bon passage sur la rivière de Loire : Et ce fut sur cela que le P. de Berulle vint à la Cour. Le Roi offroit à sa mere le pont de Cé près d'Angers. Mais un assez méchant pont de bois n'accommoda pas Marie de Médicis. Elle demande la ville & le château d'Amboise, ou bien la ville & le château de Nantes qui ont chacun un bon pont de pierre sur la Loire. Le Roi n'y voulut jamais consentir. Le P. de Berulle eut  
 R s ordre

1619.

Mercur

Francois.

1619.

Vittorio

Siri Me-

morie re-

condite.

Tom. IV.

pag. 626.

627.

Lettre de

Bentiva-

glia.



1619. ordre de retourner à Angoulême avec l'agrément du Roi à tous les autres articles, & d'y porter la déclaration que sa Majesté feroit enregistrer au Parlement en faveur de la Reine mere & de ceux qui l'avoient servie. Outre le Gouvernement d'Angou, la ville & le château d'Angers, & le pont de Cé, Louis donnoit encore à sa mere la ville & le château de Chignon en Touraine. Il lui entretenoit quatre cens hommes de pied pour la sûreté de ces places, une compagnie de Gendarmes & une de Chevaux légers avec ses gardes ordinaires. Quelqu'avantageux que fussent ces conditions, Marie de Médicis combattit assez long-temps avant que de les accepter. Elle vouloit un meilleur passage sur la Loire que le pont de Cé.

Courage  
& fermeté  
du Duc  
d'Epér-  
non.

L'Article qui concernoit le Duc d'Epernon fut beaucoup débattu. Le Roi offroit de mettre dans sa Déclaration qu'il pardonnoit à ce Seigneur, & que sa Majesté le rétabliroit dans tout ce qu'il possédoit, avant que la Reine mere sortit de Blois. Mais Epernon ne veut point entendre parler du mot de *pardon*. Bien loin de se regarder comme un criminel qui demande grace, il insiste que le Roi déclare solennellement que le Duc a servi sa Majesté en servant la Reine mere. Il faut concerter avec lui les expressions que le Roi emploiera & en chercher dont la fiere délicatesse d'Epernon se contente. Enfin l'article fut ainsi conçu, que le Roi promettoit de traiter amiablement  
com-

comme ses autres Sujets, le Duc d'Epemon, 1619.  
 ses enfans, & tous ceux qui avoient servi la Vie d'une  
 Reine mere. Et dans la Déclaration qui d'Epemon.  
 fut enregistrée au Parlement, le Roi dit l. VIII.  
 seulement, qu'étant bien informé que ceux François.  
 qui ont servi la Reine sa mere, s'y sont 1619.  
 engagés dans la pensée que le Roi le Vittorio  
 trouveroit bon, sa Majesté ne veut pas Siri Me-  
 que ce qu'ils ont fait, leur puisse être im- morie re-  
 puté à crime, ni qu'ils en soient jamais on dite.  
 recherchés par les Magistrats. Que les Tom. IV.  
 sentimens du Duc d'Epemon furent no- pag. 627.  
 bles en cette occasion! Qu'ils sont dignes  
 d'un cœur François! Qu'ils paroissent  
 éloignés de la basse adulation, de l'hu-  
 meur rampante & servile des Princes  
 & des grands Seigneurs de la Cour pré-  
 sente!

Voions comment le Duc d'Epemon  
 parle lui-même au Roi dans la Lettre  
 qu'il écrivit à sa Majesté peu de temps  
 après la conclusion du Traité. L'Arche-  
 vêque de Toulouse son fils en fut le por-  
 teur. Sire, disoit le Duc avec une liberté  
 respectueuse, si j'ai été si malheureux que  
 votre Majesté ait eu mauvaise opinion de mes  
 intentions, devant que d'en être véritable-  
 ment informée, je croi que ma conduite les a  
 maintenant si bien justifiées, qu'il n'en peut  
 rester aucune impression dans votre esprit qui  
 ne me soit favorable. En effet la Reine vo-  
 tre mere m'ayant fait l'honneur de se servir  
 de moi dans une occasion qu'elle a jugé im-  
 portante au bien de votre Etat, je puis dire  
 que j'ai pris de telles mesures, qu'en sacri-  
 fiant mes propres sentimens, & sans ma

1619. *porter à des résolutions qui pouvoient apparemment bien réussir, je me suis contenté de faire voir à toute la France que je respectois votre autorité entre les mains de mes ennemis. Je croi, Sire, avoir rendu mes actions si nettes devant votre Majesté, qu'elle en doit être satisfaite. Elle a pu reconnoître que si je pense qu'une défense naturelle ne manque point d'excuse légitime, je suis aussi persuadé qu'une guerre civile ne peut avoir de juste cause, depuis qu'il a plu à votre Majesté d'ajouter par une action vraiment Chrétienne ce qui manquoit à la félicité de son regne, en établissant la paix dans l'Etat.*

Je ne prétens pas que ce discours étudié du Duc d'Epéron, soit juste & sincere. Remarquons seulement que les Seigneurs François du temps dont j'écris l'histoire, connoissoient mieux que ceux du regne présent, les bornes véritables de l'autorité des Rois, & les droits légitimes des Sujets. Est-il donc possible que la Noblesse François ait entièrement perdu le courage, & les genereux sentimens de ses peres ? N'aurons-nous point la consolation de les voir revivre en nos jours ? Ne cessera-t-on jamais de ramper, je ne dis pas devant le Roi, mais devant un Ministre, devant un monstre bizarre de la fortune ? Bien loin que le Duc d'Epéron fasse la moindre avance à Luines au temps de l'accommodement, l'orgueilleux Favori écrit le premier au Duc, & lui demande son amitié. Epéron ne recherche aucune récompense de Marie de Médicis après un service si important: il ne vou-

lut

lut pas souffrir qu'elle sollicitât quelque chose pour lui. Content de triompher glorieusement du Favori, & d'avoir heureusement achevé ce que tout autre que lui n'auroit jamais eu le courage d'entreprendre, il demeure tranquille dans son gouvernement d'Angoumois. Louis avoit menacé à la vue de toute la France d'un châtiment public & exemplaire son Sujet rebelle & desobéissant : & ce même Sujet rentre aujourd'hui dans les bonnes grâces du Roi, sans que sa Majesté puisse sauver son honneur en disant seulement qu'elle a bien voulu lui pardonner. Ceux qui dressent les Lettres publiques & les Déclarations des Rois, devroient être plus réservés à les faire parler d'un ton impérieux & absolu. Un Roi n'est pas toujours en état d'exécuter les menaces qu'un Secrétaire flatteur croit pouvoir mettre sur le papier.

Louis s'étoit avancé jusques à Tours lorsqu'il reçut la Lettre du Duc d'Enghien. Marie de Médicis écrivit en même temps au Roi son fils, pour se réjouir avec lui de leur accommodement. Le Comte de Brenne premier Ecuier de la Reine mere fut le porteur de la dépêche. Par une fierté mal entendue, ce Gentilhomme encore jeune donna quelques ombrages au Roi & à son Favori. Brenne affecte de ne faire aucune civilité à Luines. Il n'ôte pas même son chapeau, quand le Favori se trouve dans son chemin. Cette hauteur choqua le Roi. On s'imaginait que la Reine mere avoit ordonné à son En

1619.

Le Marquis de Richelieu est tué en duel par le Marquis de Thémis.

Vittorio Siri Memorie Raccontate. Tom. IV. pag 632.

1619. voïé d'en user de la sorte. Brenne fut obligé de s'expliquer, & de déclarer que Marie de Medicis ne lui avoit pas commandé de braver Luines à la Cour. Quand Brenne se présente pour avoir la réponse de Louis à la Lettre de Marie de Medicis, on lui dit de la part du Roi, de ne paroître point devant sa Majesté. Elle choisira quelqu'un; ajouta-t-on, qui soit plus affectionné que vous à son service, quand il sera question d'envoyer la Lettre qu'elle a dessein d'écrire à la Reine. Un Gentilhomme ordinaire du Roi fut dépêché pour cet effet: & Marie de Medicis desavoua hautement le procédé fier & incivil de son Ecuier.

Pendant que Brenne se brouille à la Cour, le Marquis de Moni son frere, se raccommode avec le Favori qui le reçoit à bras ouverts. Moni s'étoit flatté que la Reine mere lui donneroit le Gouvernement d'Angers. Cette recompense paroissoit due aux services qu'il rendit à Marie de Medicis avec beaucoup de zèle & de fidélité. Mais l'Eveque de Luçon Chef du Conseil de la Reine mere, Surintendant de sa maison, & tout puissant auprès d'elle, l'emporta. Le Duc d'Epernon que le souple & artificieux Prélat sut gagner, se joignit à lui, pour faire donner le Gouvernement d'Angers au Marquis de Richelieu frere aîné de l'Eveque de Luçon. Moni outré de cette préférence quitte le service de Marie de Medicis & se livre au Favori du Roi. Le Duc de Monbazon beau-père de Luines

*Vie du Duc  
d'Epernon.*

*l. VIII.*

*Lumieres  
pour l'Histoire de  
France.*

conduisit Moni à la Cour d'une manière triomphante. Le Marquis de Thémynes intime ami de Moni & de l'Abbé Rucellai, n'étoit pas plus content qu'eux. Tous trois crioient également contre l'Evêque de Luçon. La charge de Thémynes l'attachoit tellement auprès de Marie de Médicis, qu'il ne pouvoit se retirer de son service avec honneur. Il résolut de se venger lui-même & ses amis du tort que l'Evêque de Luçon leur faisoit par son crédit auprès de la Reine mere & par ses artifices. Mais il n'y a pas moyen de se battre contr'un Ecclesiastique. Il faut faire une querelle au Marquis de Richelieu. L'occasion s'en présente bien-tôt. Thémynes prétend que l'Evêque de Luçon lui a manqué de parole en quelque chose. Il demande un éclaircissement sur cette affaire au Marquis de Richelieu. Ceux qui ont envie de quereller, en trouvent facilement le moyen dans une pareille conversation. Thémynes & Richelieu se disent des paroles aigrës: On veut se battre de part & d'autre; & les amis communs l'empêchent autant qu'ils peuyent. Enfin, Thémynes aborde Richelieu dans une rue d'Angoulême, & après quelque discours, ils tirent l'épée. Thémynes plus adroit que son Ennemi, lui donne le coup mortel en un instant.

Ce funeste accident auroit dégouté de la Cour tout autre que l'Evêque de Luçon. Un Prélat moins ambitieux seroit allé pleurer dans son Diocèse la mort d'un frere dont il étoit l'occasion. Mais cet hom-

1619.

homme qui se méloit il y a quelques mois, de publier des instructions sur les devoirs d'un bon Chrétien, ne pense plus qu'à l'avancement de sa fortune. Si l'Evêque fut affligé sincèrement de l'extinction de sa famille par la mort d'un aîné qui ne laissoit point d'enfans, il dissimula fort bien sa douleur. Le monde ne s'en apperçut nullement. Marie de Médicis obtient la grâce du Marquis de Thémynes: Et le Roi ayant remis la confiscation des biens du défunt, qui revenoit à sa Majesté en vertu des loix publiées contre les duels, l'Evêque de Luçon le dernier de trois frères, recueille la modique succession de la Maison de Richelieu. Alphonse qui suivoit le Marquis s'enferma dans une Chartreuse. La Porte Chevalier de Malte leur oncle maternel eut le gouvernement d'Angers. L'Evêque vouloit mettre un homme à sa dévotion dans la ville, où la Reine mere prétendoit se retirer, en cas qu'elle ne pût retourner avec honneur auprès du Roi son fils.

Le Prince  
de Pié-  
mont va  
voir la  
Reine  
mere à  
Angou-  
lême.

Vie du Duc  
d'Epemon.  
l. VIII.

La mort du Marquis de Richelieu ne troubla pas beaucoup les plaisirs & les divertissemens de la Cour de Marie de Médicis dans Angoulême. Elle étoit déjà presque aussi magnifique, & aussi nombreuse que celle du Roi. On y accouroit de toutes parts. Le Duc d'Epemon reçoit avec tant de splendeur & de générosité les personnes de distinction qui viennent voir la Reine mere, que le monde est surpris qu'un Seigneur épuisé par les dépenses faites pour soutenir Marie de Médicis, puisse entre-

1619.

entretienir plusieurs tables servies avec une abondance & une délicatesse extraordinaire. Brantes qui apporta les Lettres de Luines son frere, à la Reine mere & au Duc d'Epemon, vit avec le dernier étonnement, que l'ancien Favori d'Henri III. faisoit ce que celui de Louis XIII. ne seroit jamais en état d'entreprendre. Mais les fêtes qu'Epemon donna au Cardinal de la Rochefoucault & à Brantes, furent peu de chose en comparaison de la manière dont il reçut Victor Amédée Prince de Piémont & le Prince Thomas de Savoie son frere, qui vinrent avec la permission du Roi de Tours à Angoulême, rendre leurs devoirs à Marie de Médicis. Il les loge dans le palais Episcopal orné des meubles les plus riches & les plus précieux. Il leur donne le divertissement de la chasse: il les regale plusieurs fois avec une magnificence plus digne d'un Souverain que d'un particulier.

On prétend que le Prince de Piémont s'étoit chargé de travailler à guérir Marie de Médicis des soupçons qui lui restoient encore sur la sincérité des intentions du Roi son fils & de Luines. Elle trouvoit toujours de nouvelles difficultés, quand Louis la pressoit de quitter Angoulême & de s'approcher de Tours pour leur entrevue. Nous ne savons pas bien ce qui se passa entre la Reine mere & le Prince de Piémont. Je trouve seulement que Victor Amédée se sépara d'elle si content, & qu'il en dit tant de bien, que cela donna quelque jalousie au Favori. Le Prince tra-

*Vittorio  
Siri Mé-  
morie Re-  
condite.  
Tom. IV.  
pag. 632.*

*Lumieres  
pour l'Histoire de  
France.  
Lettres de  
Bentivoglio.*

vail-



1619. vailloit alors sourdement à mettre le Roi & les Ministres dans les intérêts de Charles Emmanuel. L'inquiet & ambitieux Duc de Savoie aspirait tout de bon à la Couronne Imperiale; Et ce ne fut pas la moindre des raisons qui le portèrent à conclure le mariage de son fils avec Christine de France sœur de Louis. L'Empire vacquoit par la mort de Matthias arrivée au mois de Mars de cette année. Charles Emmanuel se flattoit que les Puissances jalouses de la grandeur de la Maison d'Autriche, travailleroient volontiers à faire passer la Couronne Imperiale dans la Maison de Savoie beaucoup moins redoutable que l'autre. Jacques Roi d'Angleterre se déclaroit ouvertement pour Charles Emmanuel, sans qu'on en voie bien la raison. Mais les démarches de ce Prince se trompé par ses Favoris & par les Espagnols, n'étoient souvent ni judicieuses, ni régulières. Il falloit obtenir encore la protection & les bons offices de Louis auprès des Princes d'Allemagne alliés de la Couronne de France. Victor Amédée sonda le Roi, son Favori, & les Ministres sur cette affaire. Ne travailla-t-il point durant son séjour auprès de Marie de Médicis, à la rendre favorable aux desseins du Duc de Savoie, dans la pensée que la Reine mere iroit bientôt à la Cour, & qu'elle y reprendroit du moins une grande partie de son autorité dans le Conseil du Roi. Si cela est, le Prince de Piémont ne pénétreroit pas bien les intentions secrètes de Louis & de son Favori. Celui-ci fait semblant de

de souhaiter que Marie de Médicis revienne à la Cour. Mais dans le fond, il n'a nulle envie d'y voir une Reine dont il craint le ressentiment & la vengeance. Luines a trop de peine à se persuader qu'elle oublie jamais & son éloignement de la Cour & la mort du Maréchal d'Ancre. 1619.

Du Plessis-Mornai avoit déjà fait parler au Comte de Verruë l'un des principaux confidens du Duc de Savoie, des raisons pourquoi son Altesse devoit penser à l'Empire. Je ne sai comment Du Plessis s'imaginait que la plupart des Princes d'Allemagne, bien aises d'ôter la Couronne Impériale de la Maison d'Autriche, & incapables de s'accorder entr'eux sur le choix d'un Prince de la Nation Germanique, jetteroient volontiers les yeux sur le Duc de Savoie, & qu'il seroit plus agréable que tout autre à ceux de l'Union Protestante en Allemagne. Christine de France nouvelle Princesse de Piémont vint à Saumur accompagnée de Madame Henriette sa sœur, durant le séjour du Roi à Tours en attendant l'entière conclusion de l'accordement avec sa mère. Le sujet du voyage, c'étoit la dévotion superstitieuse de visiter la chapelle des Artilleurs près de Saumur, où l'on garde une prétendue image miraculeuse de la Vierge. Victor Amédée & Thomas son frere suivirent les deux filles de France. Le Prince de Piémont fit de grandes caresses à du Plessis-Mornai Gouverneur de la ville. Dans un entretien particulier, Victor Amédée prit l'occasion

*Pie de M.  
du Plessis-  
Mornai...  
l. IV.*

1619. cation de témoigner à l'illustre vieillard, qu'on lui savoit bon gré de ce qu'il s'étoit ouvert au Comte de Verruë sur l'affaire de l'Empire. Le Prince de Piémont & du Plessis en parlèrent encore sérieusement: Et le bon Gentilhomme persiste dans sa pensée, qu'on pourra bien préférer Charles Emmanuel à Ferdinand Archiduc de Gratz, qui ne paroïssoit pas encore assuré de succéder aux Roiaumes de Bohême & de Hongrie.

Je suis surpris qu'un aussi habile homme que du Plessis-Mornai, se fût mis dans l'esprit que les Electeurs aimeroient mieux prendre un Italien qu'un Prince de leur Nation. Maximilien Duc de Bavière étoit celui qu'il falloit opposer à Ferdinand d'Autriche. Frédéric Electeur Palatin & quelques autres le prétendoient avec beaucoup de raison. Je l'ai plus d'une fois dit, il n'y eut jamais une plus belle occasion d'arracher l'Empire d'une Maison qui le regarde comme une partie de son patrimoine. Si la France eût connu ses véritables intérêts: disons mieux, si le Favori & les Ministres de Louis eussent eu un zèle sincère & désintéressé pour le service de leur jeune maître, ils auroient fait appuier les prétentions du Bavarois. Le succès paroïssoit infallible. Mais on se laissa séduire par les artifices de la Cour de Rome: peut-être par l'argent de celle de Madrid. De manière que Maximilien ne trouvant plus d'autre ressource pour s'agrandir, que de se lier fortement à la Maison d'Autriche, se livre tout entier à ceux, dont

dont il seroit devenu l'ennemi le plus irréconciliable, si la France & quelques autres Puissances eussent voulu l'aider à monter sur le trône Impérial. 1619.

Quoique le Prince de Piémont eût assuré Marie de Médicis de la part du Roi son fils qu'elle seroit bien reçue à la Cour, & qu'il souhaitoit ardemment de l'y voir, elle fit naître mille difficultés quand on la pressa de venir trouver Louis qui l'attendoit à Tours. Cette mere si zélée pour le bonheur de son fils & du Roiaume, qui demandoit il y a quelques jours avec un extrême empressement de voir le Roi, & de lui donner des avis salutaires sur les desordres du gouvernement: Marie de Médicis, dis-je, qui se plaignoit hautement de ce qu'un Favori ne lui laissoit pas la liberté de parler au Roi, semble maintenant ne se mettre plus en peine de venir à la Cour, ni de voir son fils. Cette bizarrerie nous surprendroit, si nous ne savions que la bonne Princesse pensoit plus à se mettre en liberté & à chasser Luines de la Cour, qu'à rendre Louis un bon Prince, & à procurer le soulagement du peuple. La voici délivrée de son honnête prison: mais elle n'a pu former un parti assez fort pour obtenir l'éloignement du Favori. En attendant l'occasion de le ruiner sans ressource, elle écoute les conseils que le Duc d'Epéron & l'Evêque de Luçon lui donnent de se retirer dans Angers. Elle espère d'y lier une nouvelle intrigue avec les Gouverneurs des Provinces voisines, & de faire un plus grand effort

Difficul-  
tés de Ma-  
rie de Mé-  
dicis pour  
son entre-  
vue avec  
le Roi  
son fils.

Vittorio  
Stiri Me-  
morie re-  
condite.  
Tom. V.  
p. 39. 40.  
Liquettes  
pour l'His-  
toire de  
France.

1619. effort afin de se venger pleinement de l'auteur de son exil & de la mort de Conchini & de la Galigai qu'elle ne pardonna jamais à Luines.

Marie de Médicis chicane quelque temps sur le rétablissement de deux Capitaines aux Gardes que le Roi fait difficulté d'aceorder. Sa Majesté les cassa parce qu'ils suivirent le Duc d'Epéron contre la volonté du Roi. Quand on a contenté la Reine mere sur cet article, elle demande d'aller prendre possession de son nouveau Gouvernement d'Anjou avant que de se rendre à la Cour. Luines, disoit-elle, *ne témoigne un si grand empressement de me voir à la Cour, que pour avoir le plaisir de me mener comme une captive qui le suit à Paris, où il espère d'entrer en triomphe.* La déroute parut trop recherchée; car enfin Marie de Médicis triomphoit elle-même du Favori. Elle étoit sortie de Blois malgré lui: elle avoit obtenu du Roi son fils des conditions fort avantageuses pour elle, pour le Duc d'Epéron, & pour tous ceux qui la servirent. La Reine mere se trompoit encore, si elle croioit tout de bon que Luines eût si grande envie de la voir à la Cour. Sa Majesté connut dans la suite que le Favori la craignoit, & qu'il étoit bien aise que l'Evêque de Luçon ne fût pas auprès du Roi. Cet esprit vaste & ambitieux faisoit une extrême peur au Favori. Richeheu remuoit ciel & terre afin de parvenir au Cardinalat. Il promettoit tout à Luines, pourvu qu'il lui obtint la nomination du

du Roi à cette dignité. Mais plus le Prélat travaille à s'avancer, plus le Favori s'efforce de le reculer. Luines avoit assez de lumière pour s'appercevoir que Richelieu devenu Cardinal voudroit entrer dans le Conseil du Roi, y avoir la première place, & se rendre en peu de temps maître des affaires. 1619.

On raisonne fort à la Cour sur les défiances de la Reine mere. Et chacun tâche de savoir qui les lui inspire. Ceux-ci disent que le Duc d'Epemon est bien-aise de la tenir éloignée de la Cour, & d'empêcher qu'elle ne se réconcilie parfaitement avec le Roi, jusques à ce que le cours rapide de la fortune de Luines soit arrêté, & que les Seigneurs mécontents trouvent le moyen de mettre quelques bornes à l'autorité du Favori qui devient tous les jours plus insupportable. Ceux-là prétendent que l'Evêque de Luçon veut se faire le premier Ministre d'une Cour séparée de celle du Roi, & qu'il cherche à se rendre nécessaire à sa Majesté, qui aura besoin de lui pour ménager Marie de Médicis, & pour la détourner de prendre des liaisons trop étroites avec les Seigneurs mécontents. Enfin quelques-uns s'imaginent que Luines fait lui-même inspirer ces soupçons à la Reine mere, de peur qu'elle ne vienne à la Cour, où elle contrebalanceroit le crédit du Favori. Tout cela pouvoit bien être véritable en partie. Luines n'eut envie de voir Marie de Médicis à la Cour, que lors qu'il craignit un nouvel orage formé contre lui. Mais quoi-

1619. quoiqu'il souhaitât l'éloignement de la Reine mere, il dissimuloit ses sentimens. Le Roi fait tous les jours de nouvelles invitations à la Reine mere. Luines proteste publiquement qu'il déconcertera tous les artifices de ceux qui arrêtent Marie de Médicis.

Elle demande que Louis donne de nouvelles assurances à l'Archevêque de Toulouse fils du Duc d'Epemon, qu'il obtiendra le chapeau de Cardinal à la première promotion. Le Roi y consent de bonne grace, dans le dessein de contenter sa mere, & de donner au Duc une marque de sa bienveillance. Le Capucin Joseph confidant de Richelieu a ordre d'aller à Angoulême & d'y faire en sorte que Marie de Médicis qui considere ce Moine de Cour, se guérisse de ses soupçons, & qu'elle vienne trouver le Roi qui l'attend avec impatience. Quelques efforts que Louis parût faire afin de se reconcilier promptement avec sa mere, elle ne se rapprochoit point. Le Roi ne douta plus alors, qu'il n'y eût des esprits brouillons & artificieux, qui entrepreuoient d'empêcher la réunion à quelque prix que ce fût. Sa Majesté résolut de rompre ces nouvelles intrigues & d'ôter à Marie de Médicis tous les prétextes de reculer.

Lettre du  
Roi à la  
Reine  
mere.

Il lui écrit une Lettre fort engageante. Le Duc de Monbazou, en fut le porteur. *Vous savez, Madame, disoit Louis à sa mere, que j'ai déjà employé plusieurs personnes de confiance pour vous assurer de la sincerité de mes intentions.*

Je vous envoie encore mon cousin le Duc de 1619.  
 Monbazan. C'est un de ceux de ma Cour  
 que j'estime le plus ; Et je sai que vous <sup>Mercure</sup>  
 ajouterez foi à tout ce qu'il vous dira de <sup>François.</sup>  
 ma part. Vous avez toujours eu dans mon <sup>1619.</sup>  
 cœur la place qui vous y est due , venez <sup>Vittoria</sup>  
 prendre celle qui vous appartient à la Cour <sup>more re-</sup>  
 C'est le moien de vivre bien ensemble. Vous <sup>condite.</sup>  
 demeurerez auprès de moi autant qu'il vous <sup>Tom. V.</sup>  
 plaira , Et vous ne me quitterez point , si <sup>pag. 49.</sup>  
 vous le jugez à propos. Le plus ardent de <sup>10. 51.</sup>  
 mes desirs , c'est de voir la bonne intelligen- <sup>Lettre de</sup>  
 ce rétablie entre nous. L'invitation paroît  
 fort tendre : si elle étoit sincère , Dieu le  
 fait. Tant d'instances réitérées augmen-  
 tent les soupçons de Marie de Médicis ,  
 bien loin de les dissiper. On ne m'invite  
 pas , mais on veut me forcer à me rendre à  
 la Cour , disoit - elle. N'ayant plus rien  
 de specieux à répondre , la Reine mere  
 demande que le Duc de Maïenne soit  
 caution qu'elle ne recevra aucun mauvais  
 traitement de la part du Roi & de son  
 Favori. L'adroite Princesse avertie qu'il y  
 a quelque froideur entre Luines & Maïen-  
 ne , cherche à mettre celui-ci dans ses  
 intérêts. Quelque mécontent que le Duc  
 fût du Favori , il ne donna pas dans le  
 piège. Il ne m'appartient pas , dit modes-  
 tement Maïenne , d'entrer dans les demêlés  
 du Roi avec la Reine sa mere. On repre-  
 sente encore à Marie de Medicis que la  
 Majesté du Souverain ne lui permet pas  
 de consentir qu'un Sujet soit le garant de  
 la parole que le Prince donne. La Rei-  
 ne mere se rend à cette remontrance.



1619. Mais elle veut que le Jésuite Arnoux Confesseur du Roi & de son Favori, lui réponde que ses deux pénitens en useront bien avec elle. Les Courtisans attentifs à tout ce qui se passoit, conclurent de ces défiances de Marie de Médicis que la réconciliation ne seroit pas de longue durée.

Difficul-  
tés entre  
les deux  
Reines  
sur le cé-  
rémo-  
niel.

Vittorio  
Siri Me-  
morie re-  
condite.  
Tom. V.  
pag. 50.

Il est difficile de s'imaginer combien Marie de Médicis chercha de défaites, pour éviter de voir si tôt son fils. Elle s'avise de faire une nouvelle difficulté pour le pas & la présence sur la jeune Reine sa belle-fille. Elles avoient eu déjà quelque froideur à l'occasion du cérémoniel. Anne d'Autriche d'une Maison fort supérieure à celle de Médicis, paroïssoit affecter des airs de grandeur qui ne plaisoient pas à Marie. Quand le Roi écrit à sa mere, il met ainsi la souscription de la Lettre, *vo-  
tre très humble & obéissant fils*. Marie de Médicis prétendoit que la jeune Reine devoit lui rendre le même honneur. Mais Anne qui s'estime plus que Marie, souscrit de la sorte; *vo-  
tre très-affectionnée fille*. Elle se fonde sur ce que Marie lui met seulement, *vo-  
tre très-affectionnée mere*. Cela paroît ridicule & badin. Cependant ces formalités sont quelque chose de fort important parmi les Princes & les Princesses. La jalousie du rang l'emporte sur les sentimens & sur les devoirs de la nature. Pour ce qui est de la présence, quelques-uns soutenoient que dans les grandes cérémonies, où la Majesté du Souverain paroît dans tout son éclat, la Reine regnante devoit précéder la Reine  
mere

mere. Cependant Marie de Médicis eut tout l'avantage : les exemples anciens & modernes étoient pour elle. Louis eut un soin particulier que son Epouse rendit tous les devoirs possibles à la Reine mere. Quand Anne d'Autriche parut ne lui faire pas assez d'honneur , le Roi ne manqua pas de témoigner que cela lui déplaisoit. 1619.

Pendant que la Reine mere & ses servi-<sup>Praslin & S. Geran</sup> teurs s'occupent à chercher les moïens de <sup>font faits</sup> former à la première occasion un plus <sup>Maré-</sup> puissant parti contre Luines, il pense de <sup>chaux de</sup> son côté à se faire des amis, & à parvenir <sup>France; & Luines est</sup> aux premières dignités du Roïaume. <sup>Pras-</sup> lin & S. Geran anciens Lieutenans <sup>créé Duc</sup> Géné- & Pair. <sup>raux d'Armée</sup>, affectoient de paroître mécontents de ce qu'on ne leur donnoit point le bâton de Maréchal de France, qui leur étoit promis depuis long-temps. Ils l'obtinent enfin le 24. Août. Luines les servit bien en cette occasion. Mais il considéra moins le mérite de deux bons Officiers, que le besoin de se faire des créatures. En portant le Roi à distribuer de nouvelles dignités, le Favori ne s'ou-<sup>Journal de Bassom-</sup> blie pas lui-même. Celle de Maréchal <sup>pierre.</sup> de France lui paroît au dessous de son <sup>Vittorio</sup> mérite. Il aspire à quelque chose de plus <sup>Siri Mé-</sup> grand; mais il n'est pas encore temps de <sup>morie re-</sup> le demander. Cependant Luines se con-<sup>condite.</sup> tente du brevet de Duc & Pair de France. <sup>Tom. V.</sup> Cadenet son frere lui céda le Comté de <sup>pag. 51. 52.</sup> Maillé en Touraine & par les nouvelles acquisitions que le Favori joignit à cette terre, il la mit en état d'être érigée en Duché Pairie.

1619.

Le Roi qui se trouvoit dans le voisinage alla voir la Seigneurie de Luines, dont la situation est fort belle sur la rivière de Loire. Sa Majesté voulut que le nom de *Maille* fût changé en celui de son Favori. Le Marquisat d'Ancre qu'il avoit obtenu par confiscation, perdit pareillement son nom. C'est maintenant le Marquisat d'Albert en Picardie. Sote & ridicule vanité des gens de fortune ! S'imaginent-ils qu'en donnant leur nom à de grandes & belles terres, ils feront oublier la bassesse, ou du moins la mediocrité de leur origine ? Quand il est question d'enregistrer au Parlement de Paris le brevet de Duc & Pair, Créqui s'y oppose pour le Maréchal de Lesdiguières son beau-pere, dont le brevet est expédié depuis plusieurs années. Créqui prétend qu'il doit être enregistré avant celui de Luines. Cela causa quelque embarras au Favori. Il se voioit dans la nécessité de passer après Lesdiguières, ou de se faire un puissant ennemi. La faveur l'emporta dans le Parlement : le brevet de Luines fut enregistré nonobstant l'opposition formée au nom de Lesdiguières. Le souple Maréchal dissimule, & témoigne ne se mettre pas en peine de céder au Favori. Je ne sai si Luines ne consentit point que Lesdiguières auroit la préséance durant sa vie. Quoiqu'il en soit, cela finit assez promptement. Le Favori se placera bien-tôt au-dessus de tous les Officiers de la Couronne.

Marie de  
Medicis  
va trouver

Il parut affecter d'avoir la qualité de Duc & Pair avant l'entrevue du Roi & de

de Marie de Medicis. Ne vouloit-il point faire sentir à cette Princeſſe qu'elle ſ'op-  
poſeroit en vain à l'agrandiſſement d'un  
homme que le Roi prenoit plaifir à com-  
bler de biens & de dignités? Elle partit  
enfin d'Angoulême le 29. Août, ſuivie  
de dix caroffes à ſix chevaux, & eſcortée  
de cinq cens Cavaliers. Le Duc d'Eper-  
non la conduiſit juſques à l'extrémité de  
ſon Gouvernement d'Angoumois. La ſé-  
paration fut tendre de part & d'autre. La  
Reine fit preſent au Duc d'un rare dia-  
mant, en le priant de le porter touſjours  
au doigt, comme une marque de la re-  
connoiſſance d'une Princeſſe qui lui étoit  
redevable de la liberté. C'eſt toute la  
recompenſe qu'Epernon reçut pour deux  
cens mille écus dépensés au ſervice de  
Marie de Medicis. Le fier & généreux  
Duc ſe conſole aiſément de la perte de  
ſon argent, quand il refléchit ſur la glo-  
rieuſe diſtinction que le ſuccès de ſon en-  
trepriſe lui donne dans le monde, & ſur la  
mortification qu'un Favori trop arrogant  
en reçoit. Il voulut que l'Archevêque de  
Toulouſe ſon fils ſuivît la Reine mere à la  
Cour. Elle vint juſques à Poitiers accom-  
pagnée de ſes Dames d'honneur, du Duc  
de Monbazon, de l'Evêque de Luçon,  
& de pluſieurs perſonnes diſtinguées. Les  
caroffes du Roi l'attendoient là; & il y  
avoit des relais de dix lieues en dix lieues  
juſques à Tours. Marie de Medicis de-  
pêcha de Poitiers l'Evêque de Luçon au  
Roi afin de donner avis à ſa Majeſté de  
l'heureuſe arrivée de la Reine mere à une

1619.

le Roi ſon  
ſils à  
Tours.Vie du  
Duc d'E-  
pernon.

l. VIII.

Vittorio  
Siri Me-  
morie re-  
condite.

Tom. V.

pag. 52.

53.

1619. journée de Tours. Richelieu fut reçu avec des caresses extraordinaires; le Favori lui fit mille amitiés; & il revint fort content, donner à Marie de Médicis de nouvelles assurances de l'empressement que son fils avoit de la voir & de l'embrasser.

Le Cardinal de Retz & Arnoux Confesseur du Roi eurent ordre de sa Majesté d'aller au devant de la Reine mere accompagnés d'un grand nombre de Gentilshommes. Elle devoit coucher à Monbazon ce jour-là même. Le nouveau Duc de Luines se rend à la maison de son beau-pere & y fait la révérence à Marie de Médicis. On le reçoit avec de grandes démonstrations de bienveillance. Mais l'entretien particulier qu'il eut ensuite avec la Reine mere, gâta tout. Les soupçons & les défiances de sa Majesté redoublèrent d'une étrange maniere. Le Prince de Condé avoit fait de grandes avances d'obtenir sa liberté avant la conclusion de l'accommodement de Marie de Médicis avec le Roi. Son Altesse craignoit que la Reine mere qui l'avoit mis en prison, ne l'empêchât d'en sortir si-tôt, quand elle seroit reconciliée avec Louis. L'empressement du Prince fut si extraordinaire, qu'il tâcha de gagner le Favori en le leurrant du mariage de Cadenet son frere avec Eleonor de Bourbon sœur de Condé & veuve de Philippe Guillaume Prince d'Orange. Je veux bien croire que c'étoit une vaine espérance, dont le Prince flattoit l'ambition de trois hommes qui ne croioient plus rien au dessus d'eux. Quoiqu'il en soit,

Nouvel-  
les dé-  
fiances de  
la Reine  
mere de-  
puis son  
premier  
entretien  
avec Lui-  
nes.  
*Mémoires  
de Dia-  
geant.  
pag. 217.  
218. &c.*

Soit, la simple proposition fut indigne du 1519.  
 premier Prince du sang. Devoit-il donner seulement à penser qu'il seroit capable d'acheter sa liberté, en prostituant sa sœur, pour ainsi dire, au cadet d'un Favori, dont la naissance étoit du moins médiocre? Mais Condé sacrifioit tout à son intérêt. Nous le verrons rechercher les bonnes grâces d'un premier Ministre en lui demandant sa nièce pour le Duc d'Enghien fils aîné du Prince. Cette alliance étoit plus honnête que l'autre. La Maison de Maillé de Brezé fut toujours infiniment au-dessus de celle d'Albert.

Marie de Médicis avoit autant de passion de prolonger la prison du Prince, qu'il en avoit de l'abréger. Elle apprehendoit de son côté que Condé rétabli dans les bonnes grâces du Roi, ne se vengeât de l'injustice qu'on lui faisoit, en détournant sa Majesté de rendre la liberté à un premier Prince du sang injustement arrêté. De manière que Louis qui vouloit contenter sa mere, promit seulement au Prince de le tirer de Vincennes, dès que l'accommodement seroit conclu avec Marie de Médicis. Luynes déclare sans façon la parole que son maître a donnée, dans le premier entretien avec la Reine mere à Monbazen. Ce débat la choqua extrêmement, quoique le Favori tâchât de l'adoucir, en disant que le Roi paroîtroit agir de concert avec elle, & ne rendre ses bonnes grâces à Condé, qu'en considération de la prière que Marie de Médicis en faisoit à son

1619. fils. Elle s'imagine, & ce n'est pas sans raison, que Luines veut se défendre contre elle en lui opposant le premier Prince du sang. Là-dessus, Marie de Medicis rompt la conversation le plutôt qu'elle peut.

S'étant retirée dans sa chambre, la Reine consulta ses confidens sur ses nouveaux soupçons. Ils étoient si grands, qu'elle parla de s'en retourner, sans voir le Roi son fils. *Votre Majesté s'est trop engagée*, lui dit-on : *il n'y a plus moyen de reculer, Madame. Vous n'avez que les gens de votre maison, & les troupes du Roi vous environnent de tous côtés. Il faut courir le hazard, dissimuler le mieux qu'il sera possible, & observer exactement tout ce qui se passe.* La Reine mere n'avoit pas en effet de meilleur parti à prendre. Le Duc de Maïenne étoit alors à la Cour fort mécontent de ce que le Roi & son Favori lui témoignoiient tant de froideur, après les services qu'il venoit de rendre contre le Duc d'Epemon. La Noblesse de Guienne qui suivit le Gouverneur de la Province, n'étoit guères moins chagrine que lui. Quelqu'un s'avise de dire à Marie de Medicis qu'il faut profiter de l'occasion, & lier un nouveau parti avec le Duc de Maïenne contre le Favori. La proposition s'en fait, & Maïenne irrité l'écoute volontiers. Le Courtisan qui remarquoit les défiances de la Reine mere & la froideur du Duc de Maïenne, se confirma dans la pensée que la bonne intelligence entre le fils & la me-  
re

re ne dureroit pas, & qu'il se formeroit bien-tôt un nouvel orage sur la tête du Duc de Luines. 1619.

Il faut avouer que la Reine mere fut fort bien cacher ses sentimens à Cousie-  
res où se fit la première entrevue, & dans le temps qu'elle fut à Tours avec le Roi. Je ne sai si les caresses extraordinaires que Louis lui fit & les grands égards qu'il lui témoigna, ne dissipèrent point une partie de sa crainte & de ses soupçons. Le 5. Septembre Marie de Medicis se rend de Monbazon à Cousiè-  
res. Entrevue du Roi & de la Reine mere.

Le Roi devoit venir jusques-là au devant d'elle. Dès qu'on l'eut avertie que son fils étoit dans le parc de la maison, elle sortit avec empressement dans le jardin, suivie des Ducs de Guise, de Monbazon & de Luines, du Cardinal de Retz, de l'Archevêque de Toulouse, de l'Evêque de Luçon & d'un grand nombre de personnes qui accouroient au spectacle. La foule fut si grande, qu'il falloit écarter le monde, afin que Louis pût aborder sa mere. On s'embrasse tendrement, on verse des larmes de part & d'autre, on demeure assez long-temps sans pouvoir parler. *Madame, soyez la bien venue,* dit enfin le Roi. *Je rends grâces à Dieu de tout mon cœur, de ce qu'il m'accorde une chose que je souhaitois avec tant de passion.* *Je suis au comble de mes vœux,* répondit Marie de Medicis; *Et je mourrai désormais contente, puisque j'ai la consolation de vous voir encore, Monsieur, Et mes autres enfans. Je vous ai toujours aimé fort*



1620. *tendrement. Faites-moi la justice de croire que j'ai tout l'attachement possible pour votre personne & les meilleures intentions du monde pour le bien de votre Etat. Dire qu'il n'y avoit là que déguisement & dissimulation, ce seroit une malignité trop outrée. Les Princes sont faits comme les autres. Les sentimens de la nature se reveillent en eux, malgré leur application continuelle à cacher ce qu'ils pensent. Mais l'amour propre & l'intérêt étouffent plutôt dans leur cœur ce que les particuliers y conservent long-temps.*

Louïs donne la main à sa mere jusques à la maison. Ils y passent environ trois heures ensemble, jusques à ce que la jeune Reine, la Princesse de Piémont, & Madame Henriette de France arrivent. Elles venoient suivies des Princeses. & de toutes les Dames qualifiées de la Cour, avec un cortège de cinquante carosses & plus. On alla coucher ensuite à Tours. Marie de Médicis y reçut tous les honneurs dûs à son rang. Le Prince de Piémont lui donna la serviette au souper, il se tint toujours debout & découvert; quoique la Reine mere lui eût fait apporter un siège, & qu'elle le pria de s'asseoir. Enfin, tout se passoit si bien que Marie de Médicis eut envie de demeurer à la Cour. On lui en avoit laissé la liberté. Mais le Duc de Luines qui craignoit le ressentiment d'une Reine offensée, & le génie supérieur de l'Évêque de Luçon, fit entendre à Marie de Médicis de la part du  
Roi,

*Lumides  
pour l'His-  
toire de  
France.*

Roi, que sa Majesté auroit de la peine à mener sa mere à Paris, à cause de la maladie contagieuse qui faisoit du ravage dans la ville & aux environs. Défaite pitoiable & ridicule! Luines prenoit-il plus de soin de conserver la vie d'une Reine qu'il regardoit comme son ennemie, que celle du Roi dont la fortune du Favori dépendoit uniquement? Mais on vouloit tenir la parole donnée au Prince de Condé, pendant que Marie de Médicis seroit dans Angers. Après cela, on espère de la faire venir, en cas qu'il y ait de nouvelles brouilleries à craindre. De peur qu'elle ne se chagrine trop, Louis lui promet de la rappeler dans trois mois au plus-tard. Le fils & la mere qui s'étoient vus avec de si grandes démonstrations de tendresse & d'amitié, se séparèrent peu contents l'un de l'autre. Le Roi prit la route de Chartres, pour aller ensuite à Compiègne. Le Prince & la Princesse de Piémont marchent du côté de Lion pour se rendre à Turin. Marie de Médicis passe quelques jours à Chinon. Cela donna le temps aux Magistrats d'Angers de lui préparer une entrée magnifique. Elle y arriva le 16. Octobre: le Maréchal de Bois-dauphin suivi de quinze cents hommes à cheval l'avoit reçu au Pont de Cé.

Durant le séjour de la Reine mere à Tours, Déageant parut avoir une si grande correspondance avec l'Evêque de Luçon, que les Ministres d'Etat irrités contre Déageant & quelques autres gens qui

Le Duc de Luines éloigne Déageant de la Cour.  
lui

1619. lui vouloient du mal, obtinrent facilement du Favori, qu'on le renverroit exercer à Grenoble sa charge de premier President à la Chambre des comptes. Je ne sai comment Déageant s'étoit brouillé avec le Jésuite Arnoux. Le bon Pere que Luines écoutoit comme un homme inspiré du ciel pour la conduite des affaires d'Etat, se déclaroit le plus ardent persecuteur de Déageant. Deux habiles fourbes peuvent rarement se souffrir l'un l'autre. Le Favori tâche de donner quelque legere satisfaction à Déageant, en le presentant lui-même à la Reine mere. Il parut interdit & tremblant en présence d'une Princeesse qu'il avoit noircie dans l'esprit de son fils par les calomnies les plus malignes & son compliment plein de menfonges & d'artifices, qu'elle aura toujours de la considération pour ceux qui servirent bien son fils. Ces paroles generales acheverent de desoler Déageant. Le Favori le disgracioit, & la Reine mere lui faisoit sentir qu'elle n'ignoroit pas ses intrigues. Déageant demeura persuadé qu'on sacrifioit au juste ressentiment de Marie de Medicis, un homme qui s'insinua dans l'esprit du fils, en lui donnant de l'ombrage & des soupçons contre la mere. Brantes frere de Luines avoit déjà déclaré à Déageant qu'il falloit se disposer à se retirer dans Grenoble. De peur que le fourbe ne fasse au Favori la même perfidie qu'à Barbin, on le comble de caresses & de protestations d'amitié. Je vous

*Mémoires  
de Déa-  
geant.*

*pag. 216.*

*217. &c.*

*Vittorio  
Siri Ma-  
morie re-  
condite.*

*Tom. V.*

*pag. 43.*

*44.*

*regarderai toujours comme mon troisième frère, lui disoit le Duc de Luines. C'est avec une peine extrême que je vous propose de faire une tour à Grenoble: votre présence y est nécessaire auprès du Maréchal de Lesdiguières. Les Huguenots travaillent à l'engager dans leurs factions: tout est perdu si un homme de son crédit & de son importance prend de trop grandes liaisons avec eux. Il étoit vrai que le dissimulé Lesdiguières faisoit mine de n'être pas content: il donnoit à penser qu'il pourroit bien appuyer les prétentions de ceux de sa Religion, qui devoient s'assembler incessamment à Loudun. Luines craignoit encore que l'affaire de l'enregistrement de son brevet de Duc & Pair avant celui du Maréchal, ne l'irritât trop contr'un Favori, qui se mettoit au dessus de ceux que leurs longs & importants services rendoient plus considérables, qu'un petit Gentilhomme, dont tout le mérite se bornoit à quelque adresse pour la Fauconnerie.*

Comme le Roi considéroit Déageant, il fallut se servir du prétexte de la nécessité de gagner Lesdiguières, afin de faire consentir sa Majesté, à l'éloignement d'un homme qu'elle employoit dans certaines affaires secrètes. Déageant voit fort bien que Luines & le Jésuite Arnoux le jouent d'une cruelle manière. Il enrage dans le fond de son cœur. Mais il n'ose rien dire au Roi, de peur d'irriter tout à fait le Favori. Déageant affecta si bien de paroître content, que peu de gens s'apperçurent de sa disgrâce véritable. On s'ima-

1619.

La Cour  
gagne le  
Maréchal  
de Lesdi-  
guières  
en lui  
promet-  
tant l'é-  
pée de  
Connéta-  
ble.  
*Mémoires  
de Déa-  
geant, pag.  
229. 230.*

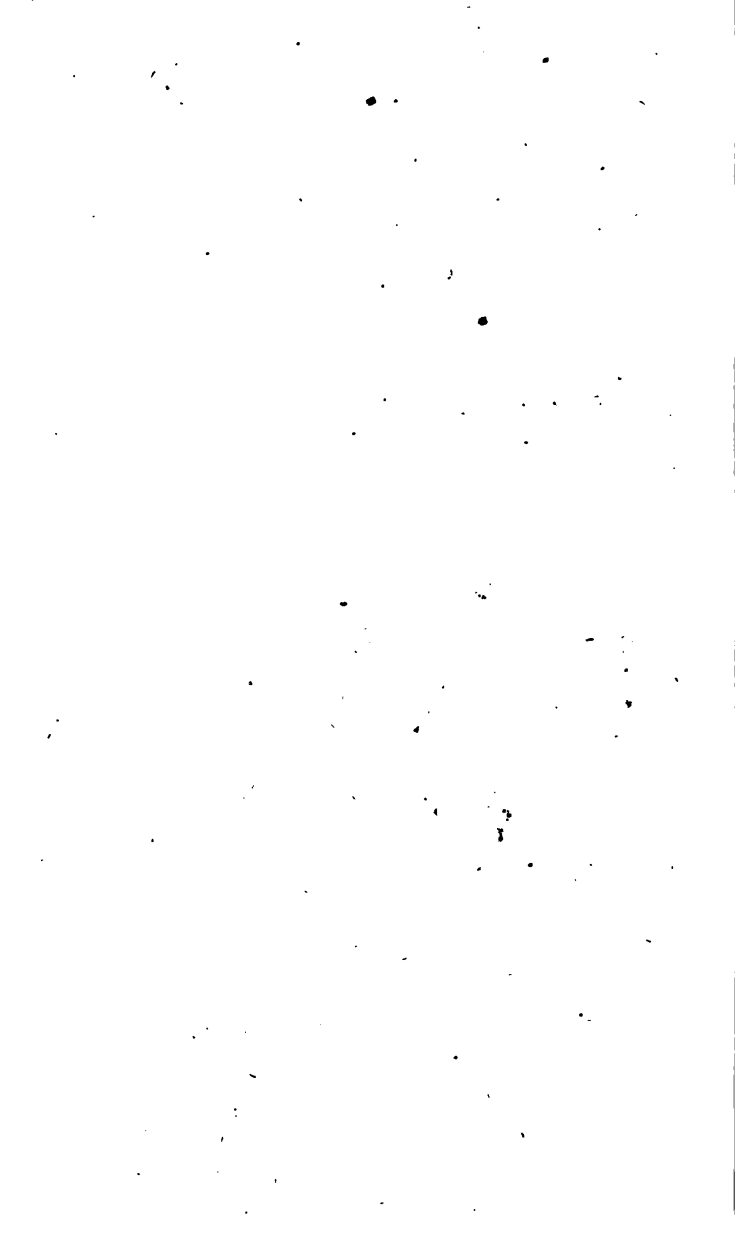
gine

3620. gine que le voyage de Grenoble est mystérieux , & qu'il y a toujours de la collusion entre lui & le Duc de Luines. Il part de la Cour avec des Lettres de créance du Roi & de son Favori au Maréchal de Lesdiguières. Déageant avoit un ordre secret de lui offrir l'épée de Connétable, s'il vouloit changer de Religion. L'ambitieux vieillard qui ne cherche qu'à se vendre le plus cher qu'il pourra , écoute volontiers la proposition. Il en fit même beaucoup plus que Déageant ne vouloit. Afin que la Cour n'ait aucun sujet de douter de sa volonté sincère de la servir aux dépens de sa Religion , à laquelle il est redevable d'une assez grande élévation pour un Gentilhomme dont la naissance n'étoit pas certainement illustre, Lesdiguières communique à Déageant toutes les propositions des Huguenots ; il prend ses avis sur les réponses qu'il y doit faire ; enfin , il veut que Déageant lui dresse en certaines rencontres la minute des dépêches qu'il envoie. Cela ne suffit-il pas pour justifier ce que j'ai dit de ce Seigneur , que c'étoit *un franc scelerat* ? Il avoit de grandes & belles qualités ; je n'en disconviens pas. Mais son mariage honteux & criminel avec Marie Vignon, les incestes qu'il a permis dans sa famille ; cette dissimulation de plusieurs années pour mieux trahir les Réformés , après qu'il a promis au Roi de changer de Religion , quand sa Majesté lui donnera l'épée de Connétable ; ces indignités , dis-je , flétriront à jamais la mémoire

moire d'un homme, qui auroit pu laisser bonne opinion de lui à la posterité, s'il eût été moins esclave de l'amour, de l'avarice, de l'ambition. Un Historien qui se picque de droiture & de sincérité, peut-il se dispenser de donner le caractère & le nom de scélerat à un Seigneur qui de l'aveu de ses amis & de ses panegyristes, a fait des actions si basses, si atroces? 1619.

*Fin de la premiere Partie du III. Tome.*





# HISTOIRE

DU REGNE DE

## LOUIS XIII.

ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE.

TOME TROISIÈME.

SECONDE PARTIE.

*Nouvelle Edition revue, corrigée & augmentée  
sur l'Exemplaire de l'Auteur.*

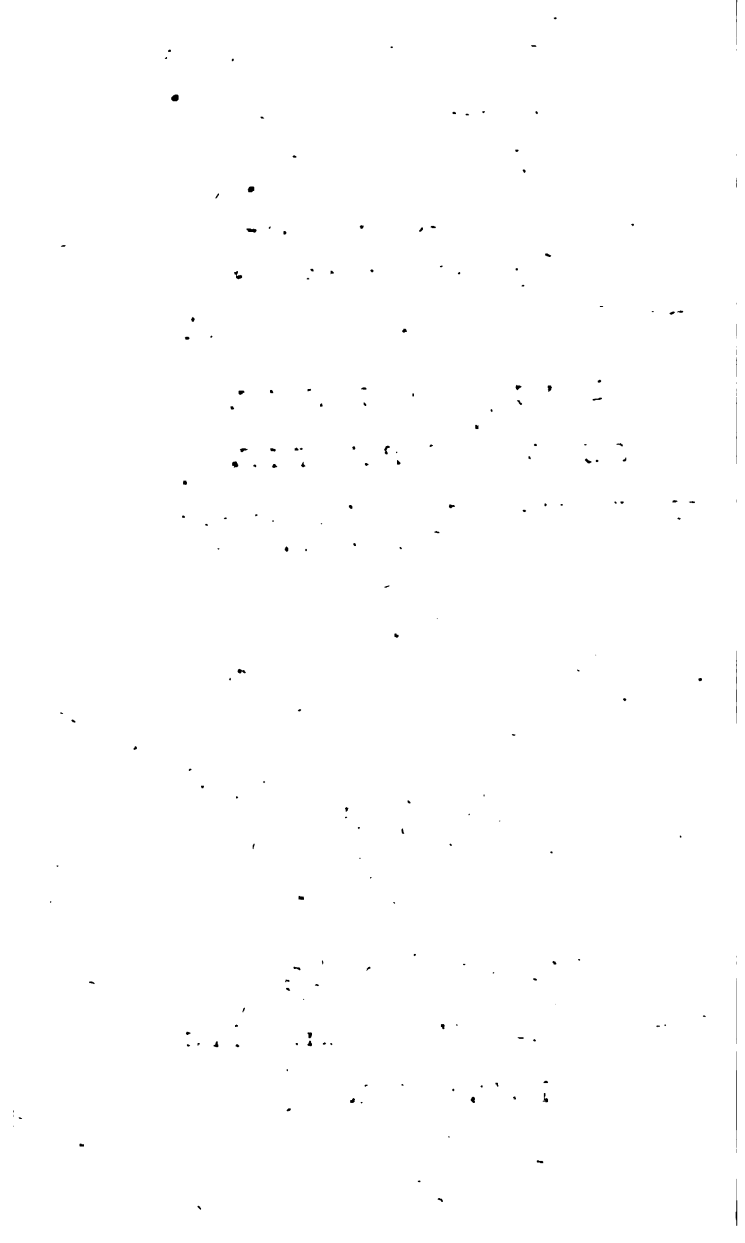


A A M S T E R D A M,

Chez ZACHARIE CHATELAIN & FILS.

M. D. CCLII.





# S O M M A I R E

D E S

## D E U X L I V R E S.

*Contenus dans la Seconde Partie de  
ce III. Volume.*

### Sommaire du XIV. Livre.



Ort d'Anne de Dannemark  
Reine de la Grande Bretagne.  
Mort de l'Empereur Mat-  
thias. Sentimens de la Cour  
de France au regard du Suc-  
cesseur à Matthias. Ferdinand tâche inu-  
tilement d'appaiser les troubles de Bohême.  
La Silesie, la Moravie, & l'Autriche  
refusent de reconnoître Ferdinand. Diète  
indiquée à Francfort pour l'élection d'un  
Empereur. Artifices de la Cour de Ma-  
drid pour empêcher que le Roi d'Angle-  
terre n'appuie les Etats de Bohême. Op-  
position des Etats de Bohême à ce que  
Ferdinand soit reçu à la Diète comme  
leur Roi légitime. Les Etats de Bohême  
protestent contre l'admission de Ferdinand  
au nombre des Electeurs. Election &  
couronnement de l'Empereur Ferdinand  
II. Frédéric Comte Palatin est élu Roi  
de Bohême. Differens écrits pour &

*contre l'élection du nouveau Roi de Bo-  
 hême. Justice du droit de Frédéric Elec-  
 teur Palatin au Roiaume de Bobême.  
 Nullité des moiens allegués par l'Empe-  
 reur Ferdinand II. Bethlem Gabor enle-  
 ve la Hongrie à l'Empereur. Sigismond  
 Roi de Pologne envoie fort à propos du  
 secours à l'Empereur en Hongrie. Le Roi  
 de France tire le Prince de Condé de sa  
 prison de Vincennes. Déclaration du Roi  
 en faveur du Prince de Condé. La Reine  
 Mere plus mécontente refuse d'aller à la  
 Cour. Assemblée générale des Eglises Re-  
 formées à Loudun. Jugement que porte  
 du Plessis-Mornai sur la conduite de  
 l'Assemblée de Loudun. Le Roi ordonne  
 à l'Assemblée de Loudun de se séparer.  
 Les Espagnols gagnent le Duc de Luines.  
 Cause véritable des guerres de Religion  
 en France. L'Elekteur Palatin semble  
 hésiter sur l'acceptation de la Couronne  
 de Bobême. Les Conseillers de Frédéric  
 l'exhortent à prendre la Couronne de Bo-  
 hême. L'Electrice Palatine Douairiere  
 tâche de dissuader son fils. Le Roi d'An-  
 gleterre & plusieurs Princes de l'Empire  
 conseillent à Frédéric de refuser la Cou-  
 ronne de Bobême. Frédéric l'accepte. Le  
 nouveau Roi va en Bobême. Couronne-  
 ment de Frédéric & d'Elizabeth son  
 épouse. Déclaration ou Manifeste de  
 Fré-*

Frédéric sur ce qu'il avoit accepté la Couronne de Bohême. Les Princes de l'Union Protestante s'assemblent à Nuremberg, & ceux de la Ligue Catholique à Wirtzbourg. L'Electeur de Saxe se déclare pour l'Empereur. L'Empereur envoie demander du secours au Roi de France. Lettre du Maréchal de Bouillon au Roi sur l'Ambassade envoyé par l'Empereur. Avis differens dans le Conseil de France sur les affaires d'Allemagne. Création d'un grand nombre de Chevaliers des Ordres du Roi. Vuës secretes des Ministres du Pape & du Roi d'Espagne en France. Le Roi réitere ses ordres pour la séparation de l'Assemblée de Loudun. Remontrances du Parlement de Paris au Roi à l'occasion d'un Edit pecuniaire. On travaille à l'accommodement de l'affaire de l'Assemblée de Loudun. Cette Assemblée se sépare. Avis du President Jeannin sur les affaires d'Allemagne. Le Roi envoie une grande Ambassade en Allemagne. Mécontentement de la Reine Mere, de quelques Princes & de plusieurs grands Seigneurs. Le Roi fait diverses tentatives pour engager Marie de Médicis à venir auprès de lui. Luines tâche de ramener les Ducs de Mayenne & d'Epemon. Le Comte & la Comtesse de Soissons ; le

*Duc de Vendôme & plusieurs autres Seigneurs se retirent de la Cour. Revolution à la Cour d'Espagne. Le Duc d'Os-  
sone pense à se faire Roi de Naples.  
Les incertitudes du Conseil de France  
sont cause que le Duc d'Ossone se desiste  
de son entreprise. Le Cardinal de Bor-  
gia est fait Viceroy de Naples à la place  
du Duc d'Ossone.*

---

### Sommaire du XV. Livre.

**F**Orces du parti de la Reine Mere. Le  
Roi envoie des Commissaires pour  
traiter avec la Reine Mere. Bellegarde  
Grand Ecuier & le Maréchal de Brissac  
sont reçus Ducs & Pairs. Lettre de Ben-  
tivoglio Nonce du Pape à la Reine Mere,  
Richelieu Evêque de Luçon empêche que  
la Reine Mere ne suive les bons avis que  
les Seigneurs de son parti lui donnent.  
Le Prince de Condé donne un avis sa-  
lulaire au Roi. Le Roi va en Normandie.  
Lettre de Marie de Médicis au Roi son  
fils. Le Roi prend la resolution de mar-  
cher vers l'Anjou. Déclaration du Roi  
sur la prise d'armes contre la Reine Me-  
re & contre les mécontents. Le Roi se rend  
maître du Pont de Cé. Traité entre le  
Roi & la Reine sa Mere. Entrevue  
du

*du Roi & de la Reine sa Mere à Bris-  
 sac. Le Duc d'Epernon est le premier à  
 poser les armes. Le Roi va en Guienne.  
 Manifeste de l'Empereur contre la nou-  
 veau Roi de Bohême. Fautes de Frédéric  
 Roi de Bohême. L'Electeur de Saxe se  
 déclare hautement pour l'Empereur. As-  
 semblée des Princes d'Allemagne du par-  
 ti de l'Empereur à Mulhausen en Turin-  
 ge. Déclaration de l'Empereur contre  
 le Roi de Bohême. Les Princes de l'U-  
 nion Protestante s'assemblent à Ulm pour  
 conferer avec les Ambassadeurs de Fran-  
 ce. Traité d'Ulm entre les Princes de la  
 Ligue Catholique & ceux de l'Union  
 Protestante. Les Ambassadeurs de Fran-  
 ce vont trouver l'Empereur à Vienne.  
 Bethlem Gabor se fait déclarer Roi de  
 Hongrie. Reduction entière de l'Autri-  
 che à l'obéissance de l'Empereur. L'E-  
 lecteur de Saxe & le Duc de Bavière  
 acceptent la commission d'exécuter le Ban  
 Impérial contre les Bohémiens. Le Roi  
 de France prend la resolution d'aller dans  
 le Bearn. La Souveraineté de Bearn est  
 depouillée de ses privilèges & de sa li-  
 berté. Les Réformés convoquent une As-  
 semblée générale à la Rochelle. Lettre  
 de M. du Plessis-Mornai au Duc de  
 Monbazon. Deux réponses, l'une véri-  
 table & l'autre feinte du Duc de Mon-  
 bazon.*

## 8 SOMMAIRE DU XV. LIV.

*bazon à la Lettre précédente. Irruption du Marquis Spinola dans le Palatinat. Jacques Roi d'Angleterre se plaint de l'irruption dans le Palatinat. Raisons de la conduite de Jacques Roi d'Angleterre dans l'affaire de Bobême & du Palatinat. Progrès de l'Electeur de Saxe dans la Lusace, & pertes de l'Empereur en Hongrie. Défaite entiere du Roi de Bobême par le Duc de Bavière. Fuite du Roi de Bobême. Reduction de la Bobême à l'obéissance de l'Empereur. Memoire envoyé par les Ambassadeurs de France au Roi leur maître sur les affaires d'Allemagne après la bataille de Prague. Longue & inutile Négociation des Ambassadeurs de France avec Bethlem Gabor. Mouvemens excités dans la Valteline par les artifices du Duc de Feria Gouverneur de Milan. Voiage du Maréchal de Lesdiguières en Piémont à l'occasion des mouvemens de la Valteline. Bassompierre est envoyé Ambassadeur Extraordinaire en Espagne pour l'affaire de la Valteline.*



# HISTOIRE

D U R E G N E

D E

L O U I S X I I I .

*Roi de France & de Navarre.*

L I V R E X I V .



Amais le peuple ignorant & Mort  
 credule ne fit présager à une d'Anne  
 Comète des événemens plus de Danna-  
 grands, ni plus divers, qu'à mark Rei-  
 celle qui parut vers la fin de ne de la  
 l'année dernière. Chaque nation crut que Gr nde  
 ce phénomène étoit fait tout exprès pour Bretagne  
 elle. Quand Marie de Médicis se fut  
 échappée de Blois, on s'imagina en Fran-  
 ce que la Comète étoit un avertissement  
 de la guerre civile, dont le Roiaume  
 sembloit menacé. Les Arminiens de Hol-  
 lande, qui devoient se mettre au - dessus  
 des opinions populaires, y donnèrent  
 comme les autres en cette rencontre.

Tom. III. Part. II. A Les



1619. Les bonnes gens se mirent dans l'esprit que la nouvelle étoile, étoit l'avantcou-  
 rière de la mort funeste de l'illustre Barne-  
 velt, & du mauvais succès de leur affaire  
 dans le Synode tenu à Dordrecht. Il y  
 eut des Anglois qui regarderent la Comé-  
 te comme un presage de la perte qu'ils  
 firent au commencement du mois de Mars.  
 Anne de Dannemark épouse de Jacques I.  
 Roi de la Grande Bretagne mourut alors.  
 La réputation de cette Princesse paroît  
 assez équivoque. Les uns n'en disent ni  
 bien ni mal. D'autres louent sa piété, sa  
 douceur, sa prudence, sa vertu. Il se  
 trouve des Historiens qui nous la represen-  
 tent imperieuse, gagnée par les Espagnols,  
 imbuë des maximes d'Italie, & du moins  
 fort disposée à embrasser la Communion  
 du Pape; si tant est qu'elle n'eût pas  
 renoncé secrètement à la Religion Pro-  
 testante. Les Gazettes Françoises de ce  
 temps-là publièrent sans façon qu'Anne  
 sortit de ce monde avec une ame toute Chré-  
 tienne & toute Catholique. Jacques lui fit  
 des obsèques magnifiques. L'attachement  
 extraordinaire que ce Prince eut à ses Fa-  
 voris dont Anne se plaint toujours, n'em-  
 pêcha pas sa Majesté Britannique d'avoir  
 des égards & des ménagemens pour la Rei-  
 ne son épouse.

Mort de  
 l'Empe-  
 reur Mat-  
 thias.

Si les Comètes n'étoient pas dans le  
 sentiment des gens sages & éclairés, des  
 choses purement naturelles, qui n'ont au-  
 cun rapport aux événemens d'ici bas, je  
 dirois que les Allemands furent mieux fon-  
 dés que les autres, à prendre la Comète  
 de

de l'année précédente, pour un présage des malheurs & des guerres dont leur nation fut affligée. La Bohême avoit déjà pris les armes pour se défendre contre les troupes de l'Empereur. Prévenus que le Comte de Buquoi venoit dans leur pays, comme le fameux sanguinaire Duc d'Albe alla autrefois dans les Pays-Bas, les Bohémiens tâchent d'entraîner les peuples voisins, mécontents de ce qu'on leur destine pour maître Ferdinand Archiduc de Gratz, déjà proclamé successeur de Matthias aux Roiaumes de Hongrie & de Bohême. La mort de cet Empereur arrivée le 20. Mars, fit craindre une révolution générale dans l'Empire & ailleurs. Matthias avoit travaillé dès sa première jeunesse à s'agrandir aux dépens de ses plus proches parens. La possession de l'Empire, & des Etats que son grand-pere obtint, ne le rendit pas plus heureux. Il passa les dernières années de sa vie accablé de chagrins & de maladies.

Quelque médiocre que fût le mérite de Matthias, il mourut dans une certaine conjoncture qui fit regretter sa perte. On craignoit que la vaste & profonde ambition de Ferdinand son cousin, ne causât de trop grandes divisions en Allemagne. Ferdinand s'efforçoit de la cacher : mais elle se montrait malgré lui par plusieurs endroits. Il n'étoit point tellement impénétrable, qu'on ne reconnût fort bien que son naturel le portoit à suivre plutôt les maximes de Philippe II. Roi d'Espagne, que les exemples de modération & d'équité

1619 que l'Empereur Maximilien II. laissa dans sa famille. On appréhendoit encore que les intrigues des Princes qui s'étoient mis en tête d'abaissier la Maison d'Autriche, & de profiter de l'occasion de lui enlever l'Empire & les Roiaumes qu'elle regardoit comme héréditaires depuis long-temps, n'allumassent une guerre longue & sanglante, quand même il arriveroit que Ferdinand vint à bout de se faire élire Empereur. La République de Venise, Charles Emmanuel Duc de Savoie, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, concouroient dans le même dessein de s'opposer aux projets & à l'agrandissement de la Monarchie d'Espagne. Ces trois Puissances entretenoient une étroite correspondance avec les Princes de l'Union Protestante en Allemagne. Tous ensemble souhaitent avec la même ardeur que la Couronne Impériale sorte de la Maison d'Autriche, & que ses Etats soient démembrés. On ne doutoit pas que les Vénitiens & le Savoïard, n'eussent aussi bien que les Etats des Provinces-Unies, de grandes intelligences avec les mécontents de Bohême, & que les deux Républiques ne leur promissent du secours. Tant d'intérêts différens, tant d'intrigues formées avec soin depuis long-temps, firent craindre les suites de la mort d'un Empereur, qui dans une autre occasion n'auroit point été regretté.

Senti-  
mens de  
la Cour  
de France  
au regard

En vain, le Sénat de Venise & le Duc de Savoie tentent de faire entrer la Cour de France dans leurs projets. Le Pape & le

le Roi d'Espagne avoient habilement pris les devants. Peu de temps après la mort de l'Empereur, Louis déclare nettement au Prince de Piémont & à l'Ambassadeur de Venise, qu'il ne fera aucune Ligue contre la Maison d'Autriche, & qu'il se tiendra toujours en état de se rendre l'arbitre des différends que les autres Souverains pourront avoir entr'eux. Il n'y a que les Princes de la Maison d'Autriche, disoit le Roi Très-Chrétien, qui soient capables de porter avec dignité la Couronne Impériale, de soutenir la Majesté de l'Empire, & de le défendre contre les Infidèles. Ces raisons m'engagent à sacrifier mes intérêts particuliers à ceux de la Chrétienté. Bien loin de m'opposer aux justes prétentions de Ferdinand, je les favoriserai autant qu'il me sera possible. Les sages de Venise furent extrêmement surpris de ce que le Favori & les vieux Ministres d'un jeune Roi, souffroient qu'il se laissât éblouir de la sorte par les faux raisonnemens de la Cour de Rome, dont les Ministres étoient les Agens & les sollicitateurs de celle de Madrid. La Hongrie, disoit-on dans le Sénat de Venise, s'est mieux défendue contre les Turcs, avant que la Maison d'Autriche se fût emparée de ce Royaume. Pourquoi le Duc de Bavière, ou tout autre Prince élu Empereur, n'auront-ils pas soin d'empêcher que les Infidèles ne forcent la seule barrière qui les sépare de l'Allemagne? Les Princes de l'Empire enverront plus volontiers du secours en Hongrie, quand elle n'appartiendra plus à un Roi aussi formidable aux Chrétiens que le Turc.

1619.  
du successeur  
qu'on doit  
donner à  
Matthias.

Vittorio Siri  
Memorie recondite.  
Tom. V.  
Pag. 6. & 7  
25. & 26.  
Lettere di Bentivoglio.

1619. *Est-il de l'intérêt de la Couronne de France que l'Empereur soit si puissant ? Moins il aura de force, plus il sera dans la nécessité de s'unir avec elle afin de maintenir son crédit & son autorité en Allemagne.*

Le Favori & les Ministres de Louïs voioient aussi bien que les Senateurs de Venise, le foible des raisons que sa Majesté alleguoit. Mais la France paroissoit agitée de tant de factions différentes, que Luines & les Ministres ne croioient pas que la prudence permit au Roi d'entrer trop avant dans les affaires du dehors. On craignit que les Espagnols irrités des liaisons que sa Majesté prendroit contre eux, n'appuassent Marie de Médicis & les Seigneurs malcontents. Peut-être que le Favori prêtoit déjà l'oreille aux grandes promesses que les Archiducs des Pays-Bas lui firent de donner à son frere Cadonnet la riche héritière de la Maison d'Ailli de Pequigni en Picardie, qu'ils avoient à leur disposition. Que sait-on encore si certains Ministres de Louïs n'étoient pas gagnés par les pistoles que la Cour de Madrid répandoit assez libéralement & fort à propos. Quoiqu'il en soit, si Louïs XIII. parut en cette occasion être un politique moins habile & moins raffiné que son fils, le jeune Prince témoigna du moins plus de religion & de justice que Louïs XIV. dans un âge beaucoup plus avancé. L'auriez-vous jamais pensé, puissant Roi, qui vous faisiez un mérite de sacrifier vos intérêts au bien général de la Chrétienté, en conservant l'Empire dans la Maison d'Autriche;

che ; l'auriez-vous pensé , que v<sup>otre</sup> fils attendroit avec impatience la nouvelle des avantages que les Turcs sembloient devoir remporter sur les Chrétiens , afin d'enlever la Couronne Impériale aux descendans de Ferdinand II. , à qui vous disiez qu'on la devoit donner , comme à celui dont la Maison étoit la plus capable de s'opposer aux efforts continuels des Infideles ? Tout change d'une étrange manière avec le temps. Louis XIII. crut autrefois que la nécessité de conserver une barrière entre les Turcs & l'Allemagne , étoit une raison pressante de laisser l'Empire dans la Maison d'Autriche : Et nous avons vû de nos jours que ceux qui vouloient l'enlever à Ferdinand en ont assuré la succession à sa postérité ; afin que l'Allemagne fût plus capable de s'opposer aux vastes & injustes projets de Louis XIV.

1619.

En attendant le succès des brigues du Pape, des Ministres du Roi d'Espagne, & des partisans de la Maison d'Autriche, afin de mettre Ferdinand sur le trône Impérial, ce Prince tâche d'appaiser les troubles de Bohême, & de s'y faire reconnoître pour Roi légitime, en conséquence de son couronnement avant la mort de l'Empereur Matthias. Dans la vûe de prévenir le monde en sa faveur, Ferdinand commande premièrement au Comte de Buquoi & à tous les Officiers Généraux des troupes de la Maison d'Autriche en Bohême, de suspendre les actes d'hostilité jusqu'à nouvel ordre. Il écrit aux Etats & aux principaux Officiers du Roiaume de

Ferdinand tâche inutilement d'appaiser les troubles de Bohême,

Mémoires de Louise Juliane pag. 1324 1331

1619. Bohême, que la couronne lui étant dévolue par la mort de l'Empereur, il pense à procurer une paix solide à ses nouveaux Sujets. Pour parvenir au but que je me propose, ajoutoit Ferdinand, je croi que les anciens Officiers & tous ceux qui ont servi sous mon prédécesseur, doivent demeurer dans leurs emplois, jusques à une plus ample délibération. Je tiendrai ce que j'ai promis à mon couronnement, d'envoier dans un mois au Burgrave la confirmation de tous les privilèges de Bohême. Au lieu de répondre à la Lettre de Ferdinand, les Etats en font mettre deux copies entre les mains du Duc de Saxe, & du Comte Palatin du Rhin Vicaires de l'Empire durant la vacance. Les Bohémiens se plaignoient aux deux Electeurs, de ce que le premier acte du prétendu regne de Ferdinand, c'étoit de remettre en place les Officiers dont la mauvaise administration causoit les troubles du Roiaume. Cela nous déclare assez nettement, disoient les Etats, que bien loin de rétablir la paix, on veut se servir encore des gens qui cherchent la ruine de la patrie & l'abolition du libre exercice de la Religion Evangelique.

Dans le dessein d'ôter aux Bohémiens le prétexte le plus plausible de l'exclure, Ferdinand ne manque pas d'envoier au plutôt une ample & exacte confirmation de tous les privilèges accordés par les Rois précédens. Il promettoit encore de maintenir de bonne foi les Edits publiés en 1601. & 1610. en faveur du libre exercice de la Religion Réformée, & les Traités

tés faits entre les Catholiques & les Evangeliques. *La Bulle*, pour m'exprimer à la maniere du pays, est si précise & si bien concertée, qu'elle semble devoir dissiper les ombrages & les soupçons qui ont causé la division dans le Roiaume. Mais le Comte de Thurn & plusieurs autres, déterminés à pousser les choses aux dernières extrémités, firent ensorte que les Etats ne voulurent entendre parler d'aucune réconciliation avec Ferdinand. On ne répond ni à la Lettre envoyée conjointement avec la Bulle de confirmation, ni à une troisième écrite pour inviter les Etats à députer quelques gens, auxquels il offre un saufconduit, afin de traiter avec lui à Vienne des moïens d'appaiser les troubles de Bohême. Le Comte de Thurn & les Seigneurs du même parti, secondés par Mansfelt & par les Emissaires de certains Princes qui aspireroient à une Couronne qui ne leur paroïssoit pas fort assurée sur la tête de Ferdinand, representent vivement aux Etats, que la prudence ne leur permet pas de se fier aux promesses de Ferdinand. *Il vous parle de paix*, leur disoit-on: *Et cependant il donne des ordres secrets au Comte de Buquoi de vous faire tout le mal imaginable.* On continuë de lever contre vous des soldats en Italie, dans les Pais-Bas Espagnols, & en Allemagne. Ferdinand vous envoie la confirmation des privilèges du Roiaume d'une maniere aussi ample que vous la pouvez souhaiter. Cela vous en imposeroit, si vous n'aviez pas un traité fait entre les Archiducs, qui porte la prétention héréditaire.



1619. *ditaire sur la Couronne de Bohême. On la cède à Ferdinand comme une portion du patrimoine de la Maison d'Autriche: Et au défaut des enfans mâles de Ferdinand, le Roi d'Espagne est appelé à la succession du Roïaume de Bohême.*

La publication des Traités faits entre le feu Empereur Matthias, Philippe III. Roi d'Espagne, & les Archiducs des Pais-Bas, d'Inspruck & de Gratz, souleva une infinité de gens en Bohême & en Allemagne contre la Maison d'Autriche. Les Bohémiens qui supposent leur Couronne élective, voient avec une extrême colere, qu'on la rend tellement héréditaire, qu'ils peuvent tomber sous la domination du Roi d'Espagne. Plusieurs Princes d'Allemagne trouvèrent encore fort mauvais qu'on eût entrepris sur les droits de l'Empire en assurant à un Souverain étranger la succession d'un Electorat. Il n'en faut plus douter disoit-on. *Les Princes d'Autriche pensent sérieusement à rendre l'Empire héréditaire dans leur Maison. Si le Roi d'Espagne parvient un jour à la Couronne de Bohême, qui osera lui résister, quand il sera question d'élire un Empereur? Sa puissance déjà trop formidable arrêtera tout le monde, lors qu'elle sera augmentée d'un Roïaume & de plusieurs belles Provinces en Allemagne.*

La Silésie,  
la Moravie, &  
l'Autriche  
refusent  
de recon-  
noître  
Ferdinand.

Sur les refus réitérés des Etats de Bohême, Ferdinand fit recommencer les hostilités suspenduës. Il se trouvoit alors dans une grande extrémité. Les Etats de Silésie s'étoient joints à ceux de Bohême; & la Moravie entre dans la même confédération,

ration , quoi qu'elle ait envoyé à Ferdi-  
 nand un secours de trois mille hommes de  
 pied & de deux mille chevaux. Le Car-  
 dinal de Dietrichstein & les autres parti-  
 sans de la Maison d'Autriche s'efforcèrent  
 inutilement de retenir les Moraves. Leurs  
 troupes aiant appris que les Etats de la  
 Province s'unissoient aux Bohémiens, elles  
 se debandent & vont chercher leurs nou-  
 veaux confédérés. Albert de Walsstein un  
 de ceux qui commandoient la petite Ar-  
 mée de Moravie, continue son chemin  
 jusques à Vienne. Il y offre ses services  
 à Ferdinand , en lui remettant entre les  
 mains l'argent que les Moraves ont don-  
 né pour l'entretien de leurs troupes. Cette  
 générosité charme Ferdinand : Et Walsstein  
 commence dès - lors à s'insinuer dans  
 l'esprit du Prince qu'il venoit servir. Tel-  
 le fut l'origine honnête d'une des plus  
 grandes fortunes qu'on ait vues dans le  
 siècle passé. La catastrophe en sera aussi  
 funeste, que l'ouverture en fut belle. Les  
 Etats de Moravie chagrins de perdre leur  
 argent , arrêtent le Cardinal de Dietrich-  
 stein par manière de représailles. Quelque  
 grande que fût la disette de Ferdinand ,  
 il renvoia sans peine l'argent en Mora-  
 vie. Croioit-il que les conseils d'un Pré-  
 lat fidèle & versé dans les affaires d'Etat,  
 lui étoient plus nécessaires ! Ne regardoit-  
 il point aussi comme une chose indigne  
 d'un Prince qui aspirait à l'Empire, de pré-  
 férer une somme d'argent peut-être assez  
 modique, à la liberté d'un Cardinal qui l'a  
 utilement servi ?

1619.

*Puffendorf*  
*Commen-*  
*tar. Rerum*  
*Suecica-*  
*rum. l. I.*  
*Nani Hi-*  
*storia Pe-*  
*trici. 1619.*  
*Mercur*  
*François.*  
 1619.

1619. Ferdinand avoit sans doute grand besoin d'un habile Ministre qui l'aidât à se débarrasser des nouveaux embarras qui lui survenoient tous les jours. Il sollicitoit alors d'être reconnu Archiduc d'Autriche en vertu de la cession qu'Albert Archiduc des Pays-Bas, lui fit de tous ses droits sur l'Autriche quelque temps avant la mort de l'Empereur Matthias. Quand l'Acte de cession est présenté aux États de la Province, ils demandent préalablement que les troupes étrangères se retirent du pays; que les États aient l'administration des affaires selon l'ancienne coutume, jusques à ce que le Souverain soit reconnu; enfin qu'on travaille à la réparation des griefs que la Province a depuis long-temps. Ferdinand s'aperçut de l'artifice. On lui rendoit des pièges. La haute Autriche forma le dessein de s'unir à la Bohême, & d'exclure Ferdinand, dont tous les Protestans craignoient l'humeur altière & la bigotterie. La basse Autriche paroissoit encore incertaine: mais il étoit à craindre que l'autre ne l'entraînât. Ferdinand ne se trouvoit pas même en sécurité dans Vienne. La garnison n'étoit que de quinze cents hommes d'Infanterie, & de deux cents chevaux; & le Comte de Thurn avoit de grandes intelligences dans la ville. Appelé par les Seigneurs du pays il soulève la haute Autriche contre Ferdinand; & marche à Vienne après avoir heureusement passé le Danube avec les troupes que la Bohême, la Silésie, & la Moravie lui fournirent pour cette expédition, pendant que

que Mansfelt feroit tête au Comte de Bu-  
quoi en Bohême. 1619.

Thurn eût pu emporter Vienne , s'il ne se fût pas arrêté mal à propos deux ou trois jours en chemin. C'étoit un coup de partie. En prenant Ferdinand enfermé dans la ville, on renversoit tous ses projets ; on le dépouilloit des Roiaumes de Hongrie & de Bohême ; on le contraignoit à se contenter de l'Autriche & de quelques Provinces , à des conditions avantageuses à la liberté du peuple. Mais la lenteur du Général de l'Armée des Etats confédérés , donne le temps à Ferdinand de se reconnoître , & de se mettre en état de soutenir un siège , en attendant du secours. On arme les plus grands Eco-liers de l'Université ; on fait entrer des milices. Quelques Compagnies de Cuirassiers que le Grand Duc de Toscane en-voioit à Ferdinand son beau-frère , passent heureusement dans la ville. Thurn ne perd pas courage. Resolu à former le siège dans les formes, il se loge aux faux-bourgs. Le Comte de Dampierre accourt promptement avec quatre mille hommes ramassés en Hongrie. Il prétendoit joindre le Comte de Buquoi & marcher avec lui au secours de Vienne. Mansfelt entreprit de leur couper le chemin. Mais Buquoi l'attendit si à propos en embuscade, que Mansfelt est presque entièrement défait. Le coup sauva Ferdinand. Il fallut abandonner le siège de Vienne. Thurn craignoit que les Etats de Bohême abattus de la disgrâce arrivée à Mansfelt, ne fus-

A 7

sent

1619.

*Larrey  
Histoire  
d'Angle-  
terre dans  
le regne de  
Jacques I.*

se sent tentés d'entrer en composition avec les Officiers de Ferdinand. Si Mansfelt, dit fort bien un Auteur moderne, porta dans l'Armée de Bohême toutes les qualités militaires qui le rendirent un des grands Capitaines de son siècle, il y porta en même temps la mauvaise fortune qui ne l'abandonna jamais. Ce brave homme eut cet avantage dans ses malheurs, que semblable à de fameux guerriers, il fut toujours après sa défaite prêt à s'opposer aux progrès du vainqueur.

*Diète in-  
diquée à  
Francfort  
pour l'é-  
lection  
d'un Em-  
pereur.*

Frédéric Electeur Palatin qui a ses vûes secrètes; car enfin ses amis agissoient si puissamment en Bohême, qu'il pouvoit espérer d'être élu Roi, dès que les Bohémiens auroient pris la résolution de secouër entièrement le joug de la Maison d'Autriche: le Palatin, dis-je, représente vivement à l'Electeur de Mayence & aux autres, qu'il est à propos de différer l'élection d'un Empereur, jusques à ce que l'affaire de Bohême soit terminée. Cela n'étoit pas mal imaginé. Si Frédéric fût venu à bout de se faire reconnoître Roi de Bohême avant la Diète, il avoit deux voix dans le Conclave Electoral: & à quoi n'auroit-il pas prétendu, en ce cas?

*Puffendorf  
Commen-  
tar. Rerum  
Suecica-  
rum. 1. 1.  
Mémoires  
de Louise  
Juliane.  
pag. 134.  
© 138.*

Quelques raisons politiques devoient l'empêcher de penser à l'Empire pour la première fois: mais il étoit le maître de donner l'Empire à qui il auroit voulu, en s'accordant avec les deux autres Electeurs Protestans. Jean George Duc de Saxe & Jean Sigismond Marquis de Brandebourg approuvèrent d'abord le sentiment du Pa-  
latin,

latin, d'appaiser les troubles de Bohême avant que de procéder à l'élection d'un Empereur. Mais les Ministres de la Maison d'Autriche renversèrent habilement ce projet par le moien des trois Electeurs Ecclesiastiques. Jean Swicard Archevêque de Mayence y travailla plus que ses deux Collegues. Il étoit entièrement à la dévotion de Ferdinand. En convoquant la Diète au plutôt, Swicard eut une raison plausible d'y appeller Ferdinand en qualité d'Electeur, puisqu'il fut couronné Roi de Bohême avant la mort de Matthias, Le droit de Ferdinand à la Couronne de Bohême étoit ainsi reconnu par le College Electoral : & la Maison d'Autriche avoit une voix assurée pour elle dans le Conclave. La Diète fut donc indiquée au 20. Juillet à Francfort.

L'ambition des Ecclesiastiques est souvent plus aveugle & plus violente, que celle des autres. Ferdinand Archevêque de Cologne frere de Maximilien Duc de Bavière avoit une extrême passion de voir la Couronne Impériale dans sa Maison. Le Palatin Frédéric le flattoit de cette espérance autant qu'il pouvoit. On faisoit voir à l'Electeur de Cologne qu'en se joignant aux trois Laïques, il donnoit la pluralité des voix à son frere. Frédéric alla tout exprès à Munick afin de persuader au Duc de Bavière de n'abandonner point ses prétentions à l'Empire & d'y penser serieusement, Le Palatin vouloit avoir du moins un Empereur qui lui fût redevable de son élévation, en cas que la

Diète

1619. Diète ne fût pas remise après l'accommodement des affaires de Bohême. Le Bava-  
rois monté sur le Thrône Impérial, au-  
roit eu de grands intérêts à faire sortir la  
Couronne de Bohême de la Maison d'Au-  
triche qui devenoit une rivale formidable  
à celle de Bavière. Et Maximilien n'au-  
roit pu s'opposer honnêtement au dessein  
qu'un Prince qui l'aide à devenir Empe-  
reur, a formé d'obtenir la Couronne de  
Bohême au préjudice de Ferdinand. Le  
voiage & les instances du Palatin sont inu-  
tiles. Soit que le Bava-  
rois fût gagné par le  
Pape & par les Espagnols; soit qu'il desespé-  
rât de l'emporter sur un concurrent, dont  
la France même appuioit ouvertement les  
prétentions, Maximilien refusa constam-  
ment de s'embarquer dans une affaire  
dont les suites lui paroissoient trop dange-  
reuses.

Il se défia même de la sincérité de Fré-  
deric. Le prudent Bava-  
rois craignoit qu'on  
ne pensât moins à mettre une nouvelle  
dignité dans sa Maison, qu'à le brouiller  
irréconciliablement avec celle d'Autriche.  
Le Palatin, disoit-il, veut me faire Em-  
pereur, parce qu'il cherche à se faire Roi.  
Quand il sera devenu plus puissant, il pren-  
dra des mesures avec les Protestans, pour  
mettre l'Empire dans sa famille. Je péné-  
tre les desseins de Fréderic & de ceux de sa  
Religion. Ils prétendent que je sois un Em-  
pereur de théâtre, jusques à ce que les Prin-  
ces d'Autriche abaissés, & les Catholiques  
moins puissans en Allemagne, ne soient plus  
en état d'encluser les Princes Protestans qui  
vou-

voudront aspirer à l'Empire. On eut beau représenter à Maximilien que Frédéric n'étoit pas capable d'une politique si profonde, qu'il pourroit bien échouer dans son projet de se faire Roi de Bohême, & que cependant la Maison de Bavière ne devoit pas rejeter l'Empire qu'on lui offroit; le Duc demeura toujours inflexible. Si les Etats de Bohême, lui disoit-on, veulent absolument rejeter Ferdinand & tous ceux de la Maison d'Autriche, sera-t-il si difficile de les engager secrètement à choisir du moins un Roi Catholique? Les Protestans alors n'en feront pas plus forts dans le Collège des Electeurs. Le Duc de Savoie a des Agens en Bohême. En cas que Charles Emmanuel ne plaise pas aux Bohémiens, un autre Prince Catholique pourra les accommoder. Ces raisons ne firent aucune impression sur l'esprit du Bavarois. Je sai bien, repliqua-t-il, que le Comte Palatin n'est pas capable de former de lui-même des desseins si vastes, ni de bien conduire une entreprise difficile & délicate. Mais il suit les conseils du Prince d'Orange & du Maréchal de Bouillon ses oncles. Ces deux Messieurs sont des politiques aussi pénétrants, aussi raffinés qu'il y en ait dans l'Europe. Les Evangeliques sont superieurs dans les Etats de Bohême, de Silesie & de Moravie. S'ils en viennent jamais à secouer le joug de la Maison d'Autriche, ils choisiront infailliblement un Prince Protestant. Suivons, c'est le plus sûr, suivons l'exemple de Frédéric Electeur de Saxe. Il aime mieux obliger Charles-Quint en lui cédant la Couronne Impé-



1619. *Impétieuse, que de la prendre pour lui-même.* Telle fut la dernière résolution de Maximilien Duc de Bavière. Fut-ce le zèle pour la Religion Romaine qui l'inspira ? Fut-ce l'effet d'une pénétration extraordinaire, & d'une prudence consommée ? N'espéroit-il point déjà de profiter de la temerité du Palatin qui s'embarquoit dans une affaire capable de le perdre sans ressource ?

Artifices de la Cour de Madrid pour empêcher que le Roi d'Angleterre n'appuie les Etats de Bohême. Les Ambassadeurs des trois Electeurs Protestans agirent d'abord de concert à la Diète de Francfort, pour obtenir que l'élection fût différée jusques à la pacification des troubles de Bohême. Les trois Electeurs Ecclesiastiques faisoient au contraire de grandes instances afin qu'on procédât incessamment. Ferdinand délivré du siège mis devant Vienne, partit pour la Diète. Sa présence y étoit plus nécessaire qu'ailleurs. Il espéroit de réduire facilement les Etats soulevés contre lui, dès qu'il seroit revêtu du nom & de l'autorité d'Empereur. L'Archiduc Leopold son frere s'étant chargé du soin de conserver ce qui restoit dans les Provinces héréditaires & en Bohême, Ferdinand marche escorté des Comtes de Buquoi & de Dampierre, jusques à ce qu'il soit en seureté. Il trouva dans Ratisbonne le Vicomte de Doncaster Ambassadeur extraordinaire de Jacques Roi de la Grande Bretagne. La Cour de Madrid avoit eu peur que sa Majesté ne prît des liaisons avec les Etats de Bohême, & les Princes de l'Union Protestante en Allemagne, qui tra-  
vai-

*Puffendorf  
Commentar.  
Rerum  
Suecicarum  
t. I.  
Wilson's  
History of  
Great Britain.  
Rushworth's  
Historical  
collections.  
1619.*

vailloient à diminuer la puissance de la Maison d'Autriche. Pour tenir Jacques dans une espèce de neutralité, le Roi Catholique lui propose finement de se rendre le médiateur des différends entre Ferdinand & les Etats de Bohême. 1619.

Incapable de prendre de lui-même le parti le plus avantageux, & toujours mal conseillé, Jacques donne dans le piège. Le Vicomte de Doncaster a ordre d'aller incessamment offrir à Ferdinand & aux Princes de l'Union Protestante la médiation de la Couronne d'Angleterre; Ferdinand reçoit l'Ambassadeur de sa Majesté Britannique avec de grandes démonstrations de reconnoissance. *Je ne puis traiter ici avec vous de l'affaire de Bohême, dit-il à Doncaster. Venez à Francfort; nous en parlerons aux Electeurs assemblés.* L'Ambassadeur retourne bonnement sur ses pas. Quand il est aux portes de Francfort, on lui déclare que la Bulle d'or défend expressement de recevoir dans la ville aucun Prince, ni aucun Ambassadeur étranger. Doncaster se retire à Hanau: il demande instamment d'être écouté sur l'affaire de Bohême. Ferdinand tout jaloux d'être admis dans le Conclave Electoral, lui fait donner des réponses générales. Et dès qu'il est assuré de l'Empire, on déclare de sa part au Ministre d'Angleterre que l'affaire de Bohême se doit terminer amiablement par l'entremise des Electeurs. Tout autre Souverain que Jacques se seroit senti d'un si grand affront; mais il fut toujours un bon Prince. Content de se plaindre

Brieve Information  
du Palatin  
nat. 1624.

1619. dre par la bouche de Cottington son Ministre à la Cour de Madrid, il n'en est pas plus irrité contre les Espagnols qui se moquent de lui à la vue de toute l'Europe.

Opposition des Etats de Bohême à ce que Ferdinand soit reçu à la Diète comme leur Roi légitime. Ferdinand trouva les choses fort bien disposées pour lui à Francfort. Le Duc de Saxe gagné ordonne à ses Ambassadeurs de ne presser plus la pacification des troubles de Bohême avant l'élection de l'Empereur; il envoie même son suffrage en faveur de Ferdinand. Et afin qu'on ne parle plus de l'affaire de Bohême comme d'une raison de remettre la Diète à un autre temps, Swicard Archevêque de Mayence ménage si bien les choses, qu'il fut résolu à la pluralité des voix, que les Electeurs seroient les arbitres du différend des Etats de Bohême avec Ferdinand, après le couronnement du nouvel Empereur. Ferdinand consentoit à tout. Sa grande affaire, c'étoit d'obtenir promptement la Couronne Impériale. Il espéroit qu'elle lui seroit d'un merveilleux secours, pour

*Puffendorf* se tirer facilement de l'affaire de Bohême, & pour arrêter encore les mouvemens qui commençoient en Hongrie. Les Députés des Directeurs nommés par les Etats de Bohême s'étant présentés aux portes de Francfort, l'entrée de la ville leur fut hautement refusée. Ils venoient s'opposer à ce que Ferdinand fût admis dans le Conclave Electoral en qualité de Roi de Bohême. Ces pauvres gens n'eurent point d'autre parti à prendre que de se retirer à Hanau aussi bien que l'Ambassadeur d'Angle-

1619.

gleterre. De là ils envoient une Lettre en forme de Manifeste, que les Directeurs de Bohême adressoient à l'Electeur de Maïence & aux autres.

On s'y plaignoit de ce que dans la convocation de la Diète, Swicard avoit manqué d'observer certaines formalités requises au regard de la Bohême. *La Lettre de convocation, disoient les Directeurs, doit être premièrement apportée à Prague, & mise dans l'absence du Roi, entre les mains des Régens & des Officiers du Roiaume. Cela s'est toujours pratiqué de la sorte, quand nos Rois ne se trouvoient pas dans la ville capitale. Les Lettres de convocation ne leur ont été rendues à Vienne ou à Bude, qu'après avoir été présentées à Prague. Le Roi de Bohême est censé résider dans sa capitale. Or cela n'a point été observé dans cette dernière convocation. La Lettre fut portée tout droit à Vienne. Le septième chapitre de la Bulle d'or, ajoutoit-on, déclare expressément, qu'aucun ne peut être admis à donner son suffrage en qualité d'Electeur, s'il n'est préalablement en possession de la Principauté à laquelle la dignité Electorale est attachée. Cette pratique se justifie par plusieurs exemples. On insistoit fort sur le fait de Jean de Luxembourg Roi de Bohême. Aiant été mis sur le trône à la place d'Henri Duc de Carinthie, déposé après une jouissance de quelques années, Jean est sommé de se rendre à la Diète où l'Empereur Louis de Bavière fut élu. On ne considère point que le Duc de Carinthie prétend être le véritable & légi-*

1619

légitime Roi de Bohême. C'est assez que Jean se trouve en possession d'une Couronne, dont la dignité Electorale est inséparable. Les Directeurs concluoient de là que Ferdinand n'ayant jamais pris possession du Roiaume de Bohême, il ne devoit pas être admis à la Diète en qualité d'Electeur.

Ils alléguoient ensuite que s'il arrive que le Roi de Bohême ne soit pas en état de donner sa voix, c'est aux Etats du Roiaume d'envoyer des gens à la Diète pour y tenir la place de leur Roi. Cette prétention se déduisoit d'un fait qui paroît trop éloigné. Quand il fut question d'élire un successeur à l'Empereur Maximilien I, Louis Roi de Bohême se trouva mineur. Sigismond Roi de Pologne son oncle demande d'être admis à la Diète comme tuteur du jeune Prince. La requête fut rejetée, parce que sa Majesté Polonoise n'avoit pas l'administration du Roiaume Electoral de Bohême. Les Etats qui suppleoient au défaut de l'âge de Louis, envoierent conjointement avec lui des Députés à la Diète, où Charles-Quint fut élu Empereur. Ils y furent admis non seulement comme Ambassadeurs du Roi de Bohême, mais encore comme procureurs des Etats. Cette qualité leur est donnée plus d'une fois dans les délibérations de la Diète. On concluoit de cet exemple que Ferdinand n'ayant pas les qualités requises pour donner son suffrage, puis qu'il n'étoit pas en possession du Roiaume Electoral, le droit d'envoyer des Députés à la

la Diète , étoit dévolu aux Etats de Bohême. Les Directeurs finissoient leur Lettre en demandant la surseance de l'élection jusques au jugement définitif de leur contestation avec Ferdinand ; ou que les Etats de Bohême véritables propriétaires du droit de suffrage, fussent sommés d'envoyer des Députés à la Diète , comme ils firent après la mort de l'Empereur Maximilien I.

Swicard Archevêque de Maïence répond en termes généraux , qu'il a exactement observé ce qui est prescrit dans la Bulle d'or , & qu'il en rendra compte à tous ceux auxquels il est responsable de ses actions , quand il en sera juridiquement requis. Voici comment on justifioit sa conduite. *L'Electeur de Maïence*, dit-<sup>Mercurio</sup> *on*, peut <sup>1619.</sup> *envoyer les lettres de convocation directement au Roi de Bohême par tout où il se trouve. Si dans son absence, elles ont été premièrement portées à Prague, ce n'est qu'une formalité pour la conservation du droit de l'Electeur de Maïence. Dans la rigueur, il n'est pas obligé à faire chercher le Roi de Bohême ailleurs que dans la ville de sa résidence ordinaire. Si les Lettres ont été rendues à Vienne, ou à Bude, c'étoit une pure civilité de l'Archevêque de Maïence. De plus, quand on a porté les Lettres de convocation à Prague, celui qui en étoit chargé, y trouvoit des Officiers nommés par le Roi pour l'administration des affaires durant son absence. Il n'en est pas de même aujourd'hui. A qui les Lettres auroient-elles été présentées? A des Directeurs choisis*

1619. *choisis contre le gré du feu Empereur, & qui malgré son successeur légitime à la Couronne de Bohême, se maintiennent à force ouverte dans l'exercice d'une administration usurpée? On ajoutoit à cela que Ferdinand étoit entré en possession du Roiaume par son couronnement, & par le serment de fidélité qui lui fut prêté. L'Empereur Ferdinand I, disoit-on, fit couronner Roi de Bohême Maximilien son fils, & se reserva l'administration des affaires du Roiaume durant toute sa vie. Quand il fallut élire un Roi des Romains avant la mort de Ferdinand I, l'Electeur de Maïence envia les Lettres de convocation à Maximilien couronné Roi de Bohême, quoi qu'il ne gouvernât pas encore le Roiaume. La même chose est arrivée sous l'Empereur Maximilien II. Il avoit fait couronner Roi de Bohême Rodolphe son fils, en se réservant toute son autorité durant sa vie. On élut un Roi des Romains avant la mort de l'Empereur. Comment en usait-on encore au regard de la Bohême? Rodolphe fut admis à la Diète, parce qu'il avoit été couronné Roi de Bohême. Il étoit facile de conclure de-là, que l'Electeur de Maïence eut plus de raison que ses prédécesseurs d'appeller Ferdinand à la Diète. Les Etats de Bohême le reconnurent pour leur Roi dans plusieurs actes authentiques. L'Empereur Matthias auquel il devoit succéder, étoit mort; au lieu que Ferdinand I. & Maximilien II. vivoient encore, quand leurs fils aînés furent admis aux Diètes en qualité de Rois de Bohême. Enfin, poursuivoit-on, si la*  
*Bulle*

*Bulle d'or exige que celui qui doit donner son suffrage, soit préalablement en possession des Etats auxquels la dignité Electorale se trouve attachée, cela s'entend manifestement d'une succession litigieuse & contestée. Celui qui a des prétentions douteuses sur un Electorat, ne peut donner son suffrage, avant la décision du procès en sa faveur. Mais il seroit injuste d'exclure un Electeur de la Diète, sous prétexte que ses Sujets revoltés refusent de lui obéir.* 1619.

Les Députés de Bohême étoient allés de Hanau à Marburg. Ils y reçurent une Lettre des trois Etats de Bohême adressée au Collège des Electeurs, qu'on leur ordonnoit d'envoyer à Francfort. Les Bohémiens persistent à demander que la Diète ne procède point à l'élection d'un Empereur avant la décision du différend entre Ferdinand & les Etats de Bohême sur le droit de suffrage. Ils alleguèrent dans cette seconde Lettre de nouvelles raisons plus specieuses que celles de la précédente. Les Etats soutiennent que l'élection de Ferdinand au Roiaume de Bohême est nulle. On va plus loin. Les Bohémiens prétendoient que supposé la validité de l'élection de Ferdinand, il est déchû de tous ses droits, en n'observant pas ce qu'il a promis à son Couronnement. Ferdinand s'étoit engagé fort solennellement à ne se mêler point de l'administration des affaires durant la vie de Matthias. Les Etats lui reprochent l'emprisonnement du Cardinal de Clefel, l'usurpation d'une autorité absoluë dans le Conseil du feu Em-

Les Etats de Bohême protestent contre l'admission de Ferdinand au nombre des Electeurs.

Mercure François, 1619.



1619. pereur, plusieurs choses faites contre les résolutions qu'on y avoit prises; des instances auprès de Matthias afin de le porter à faire la guerre à ses Sujets de Bohême, l'envoi du Comte de Buquoi dans le Roiaume à main armée, & avec des ordres positifs d'agir. Enfin, on insiste particulièrement sur les Traités de Ferdinand avec le Roi d'Espagne, où les Princes de la Maison d'Autriche renversoient les droits les plus authentiques & les plus sacrés du Roiaume de Bohême, dont ils disposent comme d'une Souveraineté purement héréditaire. Les Etats finissent par une protestation solennelle contre l'admission de Ferdinand au Conclave Electoral, & en appellent à l'Assemblée générale des Etats de l'Empire.

La signification de ce nouvel acte fut inutile. On continua de procéder à l'élection de l'Empereur : & ce ne fut pas sans une raison légitime. Pour dire la vérité, cette protestation des Bohémiens pouvoit bien empêcher que Ferdinand ne se prévalût contre eux de ce qu'il étoit reçu à la Diète en qualité de Roi de Bohême ; mais elle ne devoit pas en exclure Ferdinand. Voici sur quoi je me fonde. Les exemples de Maximilien & de Rodolphe prouvent qu'un Prince a droit d'assister aux Diètes dès qu'il est couronné Roi de Bohême, & que les Etats lui ont prêté serment. On dispute ensuite à Ferdinand la validité de son élection : les Bohémiens prétendent qu'il est déchu de son droit à la succession de Matthias.

La

La contestation devoit être jugée avant que d'exclure Ferdinand de la Diète. Selon le texte de la Bulle d'Or allegué par les Bohémiens, la possession d'un Electorat quoique contesté, suffit pour être appelé aux Diètes. Or Ferdinand étoit revêtu du Droit Electoral par son couronnement. & par le serment que les Bohémiens lui prêtoient ensuite. L'Archevêque de Maïence devoit donc l'appeller à la Diète, & les autres Electeurs ne purent pas légitimement l'en exclure. On tâcha de contenter les Bohémiens, en faisant promettre à Ferdinand d'assembler à la fin de Novembre une Diète à Ratisbonne, où lui & les Etats de Bohême comparoïtroient par des Députés avec les pouvoirs nécessaires de se soumettre à ce que les Electeurs détermineroient. On écrivit aux Etats de Bohême afin de les avertir de cette résolution. Cela n'empêcha pas leurs Députés d'envoyer à Francfort une seconde protestation contre ce qui avoit été fait, disoient-ils, au préjudice des droits du Roiaume de Bohême.

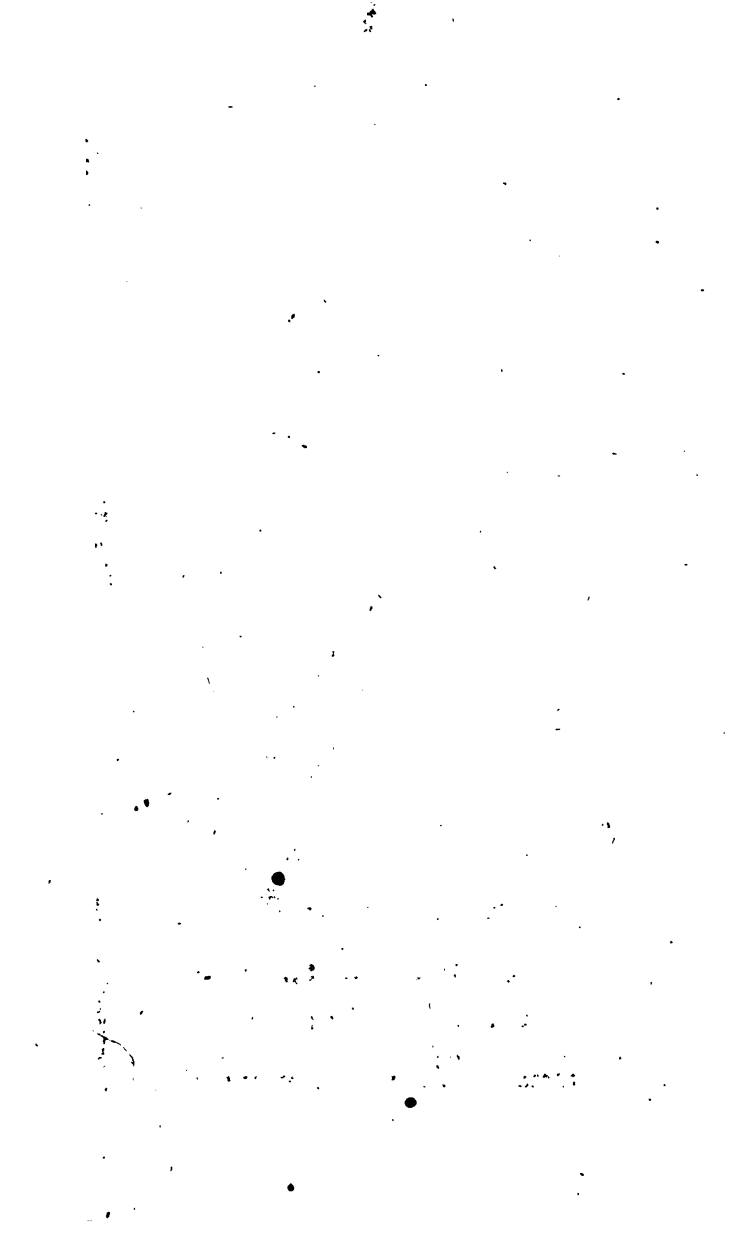
Ferdinand fut élu Empereur à la pluralité des voix le 28. Août. On ne pensa pas seulement au pauvre Charles Emmanuel Duc de Savoie, qui se donna de si grands mouvemens en Allemagne, en France, en Angleterre. Frédéric Electeur Palatin ne change point de sentiment : il envoie son suffrage en faveur de Maximilien Duc de Bavière qui deviendra bien-tôt son plus dangereux ennemi. Voici comment le Palatin le con-

Electeur  
& couronne-  
ment de  
l'Empe-  
reur Fer-  
dinand II.

1619. cut. Puisque j'ai souhaité jusques à présent, disoit-il, que l'Empire eût un chef sous lequel la justice fût bien administrée, qui pût apporter les remèdes nécessaires aux désordres & aux besoins présents de l'Empire, & qui ne se trouvât point engagé dans des guerres étrangères; j'ai cru qu'entre tous les Potentats Electeurs, ou Princes, je devois jeter la vue sur le Duc de Bavière. C'est un Prince d'esprit, d'expérience, & pacifique. Il conserve son pays en bonne paix, & n'entre dans aucune guerre. Si je le préfère aux autres, ce n'est pas que j'aie aucune mauvaise volonté pour eux, encore moins pour les Princes d'Autriche. Ceux-ci ont souvent reçu de bons offices de ma Maison Electorale. Mais je croi devoir tenir ce que j'ai promis par mon serment, & remplir les devoirs que mon rang me prescrit. Je donne donc au nom de Dieu ma voix & mon suffrage au Duc de Bavière. Ferdinand fut couronné le 9. Septembre avec les cérémonies ordinaires. Content d'être reconnu Roi de Bohême & de porter la Couronne Impériale, il va de Francfort à Gratz en Stirie, aviser aux moyens de ramener ses Roiaumes & ses Provinces qui se soulèvent universellement contre lui.

Frédéric Comte Palatin est élu Roi de Bohême. Les nouvelles fâcheuses que Ferdinand reçut incontinent après son élévation sur le trône, diminuèrent beaucoup la joie que sentoit un Prince cadet de la Maison d'Autriche, qui après avoir vu quatre ou cinq fils de l'Empereur Maximilien II. vivre assez longtemps pour laisser un grand nom-





nombre d'enfans, eut le bonheur, ou l'adresse de recueillir la succession de tout ce que les aînés de sa Maison possédoient en Allemagne, & de parvenir à l'Empire, nonobstant les grandes oppositions que plusieurs Puissances y formèrent. Les États de Bohême irrités de la manière dont la Diète de Francfort en a usé à leur égard, s'assemblent incessamment en présence des Députés des États de Moravie, de Silésie & de Lusace. Ils protestent avec serment de secouer le joug de la Maison d'Autriche, & de choisir un autre Roi que Ferdinand. Les Provinces-Unies à la Bohême aiant donné leur consentement à cette deliberation, les Ecclesiastiques exhortèrent le peuple durant deux jours à demander instamment à Dieu les graces nécessaires pour le choix d'un bon Prince. On en proposa quatre, le Roi de Dannemark, l'Electeur de Saxe, le Duc de Savoie, & le Comte Palatin du Rhin. Le Danois étoit trop éloigné de la Bohême. Elle cherchoit un Prince voisin & puissant qui fût en état de la défendre contre Ferdinand. Tout cela se rencontroit dans la personne de Jean-George Duc de Saxe. Mais ses étroites liaisons avec la Maison d'Autriche donnoient de la défiance aux Bohémiens. Ils craignirent que le Saxon ne se contentât de profiter de l'occasion, afin d'obtenir de Ferdinand une cession entière de certains fiefs que la Maison de Saxe tient de la Couronne de Bohême.

Si nous en croions un Sénateur Veni-

1619.

*Mercure  
Francois.*  
1619.

*Puffendorf  
Commentar  
tar Rerum  
Suecicarum. l. I.*

*Mémoires  
de Louis  
Juliane.*  
pag. 136.

137.  
*Lettre de  
Benigno-  
gio.*

1619. tien, le Duc de Savoie refusa prudemment une Couronne environnée d'épines trop piquantes. Cela paroît surprenant. Car enfin, Charles Emmanuel fut toujours plus disposé à rechercher de nouvelles dignités qu'à les rejeter, quelque grande que fût la difficulté d'y parvenir & de les conserver. Un Prince capable de se flatter d'obtenir la Tiare Pontificale & de monter sur le thrône de l'Empire, étoit il d'humeur à refuser un beau Roiaume? Bien loin de cela, le Duc de Savoie le brigua long-temps avant que les Etats de Bohême eussent déclaré Ferdinand déchu de ses droits. Du moins le Pape Paul V. le déclara nettement à Marquemont Archevêque de Lion. *Sa Sainteté m'a dit en souriant, écrivoit ce Prélat au Roi de France le 26. Mars de cette année, que le Duc de Savoie est en traité avec les Bohémiens, qui le veulent prendre pour leur Roi. Cela s'est menagé dans le voyage que le Comte de Mansfelt a fait à Turin. Le grand Chambellan de l'Empereur l'a dit au Nonce du Pape à Vienne.* Charles Emmanuel pensa donc sérieusement à la Couronne de Bohême. Mais les Etats n'écoutèrent pas les propositions que Mansfelt leur fit de la part de son Altesse. Elle étoit encore plus éloignée & moins capable de les défendre que sa Majesté Danoise.

Frédéric Eleâteur Palatin l'emporte sur tous les autres. Les Etats de Bohême le proclamèrent Roi le 5. Septembre. Ceux de Moravie, de Lusace & de Silésie y consentirent, on rendit de

Nani Hi  
storia Ve-  
neti. l. IV.

Memoires  
pour l'His-  
toire du  
Cardinal  
de Roche-  
lien. 2619.

Paffendorfs  
Commen-  
tar. Rerum  
Suecica-  
rum. L. I.

de solennelles actions de graces à Dieu avec des demonstrations extraordinaires de joie. De grandes raisons engageoient les Bohémiens à préférer le Palatin. Le naturel doux & bienfaisant de ce Prince leur convenoit. Ses Etats étoient voisins de la Bohême : & Frédéric pouvoit tirer de puissans secours du Palatinat pour défendre ses nouveaux Sujets contre l'Empereur. On espéroit que Jacques I. Roi d'Angleterre appuiroit son beau-fils, & que les Etats-Généraux des Provinces-Unies favoriseroient Frédéric en considération de Maurice Prince d'Orange son oncle. Leur intérêt le demandoit. La trêve avec l'Espagne étoit sur le point d'expirer. Les Etats devoient faire en sorte que le Roi Catholique occupé à défendre l'Empereur de tous côtés, ne fût pas en état d'employer toutes ses forces contre les Provinces-Unies. Les Bohémiens comptoient encore beaucoup sur les Princes de l'Union Protestante en Allemagne. L'Electeur Palatin en étoit le chef. Enfin, ils se flattoient que le Maréchal de Bouillon, qui épousa la tante de Frédéric, lui procureroit quelque secours de la part de la France, & que la Noblesse Réformée de ce Roiaume viendrait volontiers servir un Prince de sa Religion.

S'en rapporter bonnement à ce que dit un Historien de la Maison Palatine, que Frédéric ne brigua point la Couronne de Bohême, ce seroit une trop grande crédulité. On nous prend pour des gens de

*Mémoires de Louise Juliane.*  
pag. 143.  
144.  
*Mercurio François.*  
1619.



1619. l'autre monde, quand on nous debite serieusement que l'Electeur envoia seulement le Comte de Dona en Bohême, afin de rendre à son Altesse un compte exact & fidele de tout ce qui s'y passoit. Disons, j'y consens, qu'elle ne pressa point l'exclusion de Ferdinand. Les Etats n'y étoient que trop portés d'eux-mêmes. Mais on ne nous persuadera jamais, que Dona ne se servit pas du mécontentement général des Bohémiens, pour les engager à offrir leur Couronne à Frédéric. Ils la lui presenterent de bonne grace dans une Lettre écrite immédiatement après l'élection. *Nous avons déjà publié les raisons qui nous portent à rejeter Ferdinand, quoiqu'il ait été couronné Roi de Bohême, disent les Etats au Palatin. Un Roi bon & juste nous est absolument nécessaire, afin de remédier aux malheurs déplorables de la patrie. Dans le dessein de l'obtenir du ciel, nous lui avons offert nos vœux les plus ardens. Aiant après cela procédé à une nouvelle élection selon l'ancien usage du Roiaume, nous avons d'un consentement unanime jeté les yeux sur votre Altesse. Contens d'un si heureux choix, nous vous avons incontinent proclamé Roi avec les solemnités ordinaires, & nous bénissons encore Dieu de ce qu'il nous a si bien inspirés. La Bohême le remerciera éternellement de cette faveur signalée. Nous avons cru que cette Lettre d'avis devoit preceder la grande Ambassade qu'on doit vous envoyer. Elle rendra compte à votre Altesse de la maniere dont Dieu l'appelle à la Couronne*

*ronne de Bohême, & de l'affection sincère de 1619.  
tous les Etats du Roiaume.*

L'Allemagne fut bien-tôt remplie d'une <sup>Différens</sup> infinité d'écrits publiés pour ou contre <sup>écrits</sup> l'élection du nouveau Roi de Bohême, au <sup>pour &</sup> préjudice de l'Empereur Ferdinand. Voi- <sup>contre</sup> ci sur quoi les Bohémiens se fondèrent <sup>l'élection]</sup> particulièrement. Notre Roiaume, disoient- <sup>du nou-</sup> ils, *est un Etat purement électif. La pra-* <sup>veau Roi</sup> *tique constante de six cens ans, le prouve in-* <sup>de Bohé-</sup> *vinciblement. Nos Ancêtres ont pris leurs* <sup>me.</sup> *Rois indifferemment dans les Maisons de* *Luxembourg, de Pologne, de Lituanie, &* *quelquefois on a choisi un Baron du Roiau-* *me. Wenceslas fut déposé à cause de sa fai-* <sup>Bohemica</sup> *neantise & les enfans de George Podiebrad* <sup>jura defen-</sup> *ne lui succederent point, parce que les Etats* <sup>sa. 1620.</sup> *ne le jugerent pas nécessaire au bien de la* <sup>Brière in-</sup> *patrie. Les Rois de France & plusieurs au-* <sup>formation</sup> *tres Princes ont reconnu la Couronne de Bo-* <sup>des affai-</sup> *hême comme élective, en la demandant pour* <sup>res du Pa-</sup> *leurs enfans, pour eux-mêmes, ou pour ceux* <sup>lunat.</sup> *à qui ils offroient de marier leurs filles. • En-* <sup>1619.</sup> *fin, tous nos Rois dont nous avons les Let-* *tres qu'on appelle reversales, reconnoissent* *qu'ils sont redevables de la Couronne au choix* *libre que les Etats ont fait de leurs personnes.* *Les Princes de la Maison d'Autriche l'avouent* *de même que leurs prédécesseurs.*

Non contents d'établir la vérité de ces faits, les Etats de Bohême soutiennent que l'élection de Ferdinand avant la mort de Matthias, est nulle, & ils ajoutent qu'il est légitimement déchu de tous ses droits sur la Bohême, quand même il seroit vrai

1619. que son élection fût bonne & valide. Un Roi électif perd son droit, disoient les Bohémiens, quand il n'observe pas les conditions, dont il est convenu lorsque la Couronne lui a été donnée. Or nous apportons des preuves convaincantes que Ferdinand a violé les promesses authentiques & solennelles qu'il nous a faites à son Couronnement. Le plus considérable de tous les chefs allégués contre l'Empereur, c'est le Traité fait avec le Roi d'Espagne, où Ferdinand & les autres Princes de la Maison d'Autriche disposent du Roiaume de Bohême, comme d'un Etat héréditaire. Puis qu'il est vrai, concluoit-on, que la Bohême est un Etat purement électif, on ne peut nier qu'un Roi élu pour regner seulement durant sa vie, ne soit déchu de tous ses droits, dès qu'il fait un acte qui renverse la constitution essentielle du Roiaume, dont l'administration lui est confiée, à condition qu'il en maintiendra les loix & les privilèges.

Sa<sup>e</sup> Majesté Impériale répondoit à ces moiens allégués par les Etats de Bohême, que le Roiaume est seulement électif, en cas qu'il ne reste aucun héritier, mâle ou femelle de la Maison regnante. D'où Ferdinand concluoit que la Couronne de Bohême lui appartenoit, comme petit-fils d'Anne Jagellon fille de Ladislas & sœur de Louis Rois de Bohême & de Hongrie. Elle épousa l'Empereur Ferdinand I. grand-pere de sa Majesté Impériale, à qui ses cousins enfans de Maximilien I. F. fils aîné & successeur de Ferdinand I. & de la Reine Anne leurs aïeux communs, avoient cédé

*Informa-  
tio funda-  
mentalis.  
C. c. 1619.  
Fide, Bo-  
h. mp-Pa-  
latina pro  
Ferdinan-  
do II. C. c.  
1620.*

1619.

cedé leurs droits & leurs prétentions sur le Roiaume de Bohême. On alleguoit en faveur de sa Majesté Impériale une Bulle de l'Empereur Charles IV. Roi de Bohême. Il y déclare en termes précis que la Couronne est seulement élective, quand il ne reste aucun héritier mâle ou femelle de la Maison actuellement regnante. Cela se confirmoit par la disposition du Roi Ladislas en 1510, où la Princesse Anne sa fille & depuis épouse de l'Empereur Ferdinand I, est qualifié de *véritable héritière* de la Couronne de Bohême, *en vertu des droits, constitutions, & privilèges* du Roiaume, si Louïs son frere meurt sans enfans. La chose étant arrivée de la sorte, on soutenoit que l'Empereur petit-fils de cette Princesse, lui succédoit de plein droit. Enfin on produisoit une Lettre *reversalle* de l'Empereur Ferdinand I. où ce Prince déclare de même le Roiaume de Bohême seulement électif, en cas qu'il ne reste ni mâle, ni femelle de la posterité qu'il laisse de la Reine Anne son épouse. *Tout cela supposé*, concluoit-on, *le Traité fait avec le Roi d'Espagne n'est nullement contraire à la constitution essentielle du Roiaume de Bohême. Sa Majesté Catholique descend par sa mere de l'Empereur Ferdinand I. & de la Reine Anne son épouse. Ce qui donne au Roi Philippe III. un droit légitime à la Couronne de Bohême.*

Tuffice de  
droit de  
Frederik  
Electeur  
Palatin  
au Roiaume  
de Bohême.

Puis qu'il est permis à un Historien de déclarer ce qu'il pense d'une fameuse contestation, après avoir fidèlement rapporté ce que les parties allèguent de plus fort en faveur de l'un ou de l'autre.

1619.

faveur de leurs prétentions, je puis dire avec la sincérité dont je fais profession dans cet ouvrage, que le Roiaume de Bohême est originairement électif, & qu'il l'a toujours été jusques à la malheureuse révolution, dont je commence le triste récit. C'est une vérité généralement attestée par les Historiens du païs & par les monumens anciens & modernes qui nous restent. Mais il faut avouër aussi que les Bohémiens moins prévoians que les Polonois, ayant trop souvent élu les enfans de leurs Rois avant la mort du pere, & ceux-là même qui avoient épousé une fille du dernier mort; les Bohémiens, dis-je, ont donné sans y penser, occasion à quelques-uns de leurs Princes de prétendre que la Bohême n'est un Roiaume électif, qu'en cas qu'il ne reste ni homme, ni femme de la Maison regnante. Explication forcée qui se détruit d'elle-même ! car enfin, tous les Etats du monde les plus héréditaires, ne deviennent-ils pas électifs, dès qu'il ne reste qui que ce soit de la famille à qui la Couronne a été premièrement donnée ? Les Rois de Bohême qui ont déclaré qu'elle est un Etat électif, n'ont accordé à leurs Sujets un privilège fort particulier, si cela se doit entendre, en cas que leur posterité de l'un & de l'autre sexe, vienne à manquer. De plus la Bohême étant un fief masculin de l'Empire aussi bien que les autres Electorats, les femmes en sont naturellement exclues. Leur sexe les rend incapables des fonctions que la Bulle d'or attribue aux Electeurs.

Sans

Sans nous arrêter à des raisonnemens, ni à des recherches trop anciennes, parcourons légèrement l'Histoire de Bohême depuis Ottocare à qui Philippe & Frédéric II. donnerent le titre de Roi au commencement du treizième siècle. Les chartres de ces deux Empereurs portent expressément que les Bohémiens ont droit *d'élire* leur Roi, qui doit venir ensuite prendre l'investiture de la main de l'Empereur. La race masculine d'Ottocare aiant manqué, les Etats de Bohême *élurent* dans le quatorzième siècle Jean de Luxembourg fils de l'Empereur Henri VII. Il eut envie de faire un échange de la Bohême avec le Palatinat que Louis de Bavière lui offroit. Les Etats du Royaume s'y opposerent hautement, parce que cette entreprise, dirent-ils, leur étoit *le privilège d'une élection libre*. Sigismond Empereur & dernier Roi de la Maison de Luxembourg, n'ayant point d'enfans mâles fit en sorte que les Etats de Bohême élurent pour son Successeur, Albert Archiduc d'Autriche & depuis Empereur, qui avoit épousé Elizabeth fille de Sigismond. Albert laissa un fils posthume & quelques filles. Les Bohémiens offrirent alors la Couronne au Duc de Bavière Albert, qui n'étoit point parent des Rois précédens. Il la refusa sur un scrupule de conscience assez léger. Les Princes ne s'y arrêteroient pas maintenant : du moins tout le monde riroit d'une pareille bigoterie. Les Etats de Bohême demandoient que le Bava-rois approuvât la Communion sous les deux

1619. especes , & qu'il promet d'en défendre la pratique contre ceux qui l'attaquoient. *J'aime mieux mourir*, répondit dévotement Albert, *que de recevoir un Roiaume à cette condition*. Après ce refus les Bohémiens furent gagnés en faveur de Ladislas fils de l'Empereur Albert d'Autriche leur dernier Roi. Il mourut sur le point d'épouser une fille de Charles VII. Roi de France.

Si nous en croions les Historiens de Bohême, jamais leur Couronne n'eut de plus illustres compétiteurs, qu'après la mort du jeune Ladislas. Des Rois, de puissans Princes la demandèrent inutilement pour eux-mêmes, pour leurs fils, pour ceux à qui ils offroient de donner leurs filles en mariage. George Podiebrad Seigneur du pays fut choisi par les Etats. Ses enfans ne lui succederent pas. On élut après sa mort Ladislas fils de Casimir Roi de Pologne, & d'Elizabeth seconde-fille de l'Empereur Albert, & petite-fille de Sigismond. Ladislas eut beaucoup de peine à obtenir des Etats de Bohême qu'ils élussent avant sa mort Louïs son fils. Il en vint pourtant à bout. Louïs aiant été tué dans la funeste bataille de Mohats contre les Turcs en Hongrie, les Etats de Bohême élurent Ferdinand depuis Empereur. Il avoit épousé Anne sœur de Louïs mort sans enfans. C'est par là que le Roiaume de Bohême entra pour la seconde fois dans la Maison d'Autriche, & celui de Hongrie pour la première. Ladislas & Louïs son fils furent Rois de Bohême & de Hongrie: Ferdinand reconnut dans  
ses

ses Lettres *reversales*, qu'il tenoit la Couronne de Bohême en vertu du *choix libre* que les Etats du Roiaume *avaient bien voulu faire* de lui. Maximilien, Rodolphe & Matthias ses successeurs donnèrent la même reconnoissance. Enfin Swicard Electeur de Maïence appella Ferdinand II. à la Diète de Francfort, comme étant *élu & couronné* Roi de Bohême par les Etats du païs. Preuve certaine que dans le stile ordinaire de l'Empire, la Bohême étoit Roiaume électif. 1619

Tous ces faits évidemment prouvés par les Etats de Bohême, rendent le droit d'élection incontestable. Il ne reste plus qu'à voir si Ferdinand II. *élu & couronné* avant la mort de Matthias, déchet légitimement du droit que son élection & son couronnement lui donnoient au Roiaume de Bohême. Or les Princes de la Maison d'Autriche n'ayant point desavoué leur traité avec le Roi d'Espagne, qui peut raisonnablement douter que Ferdinand n'eût perdu tous ses droits par une acte si contraire à son serment de maintenir les loix du Roiaume & d'en conserver les privilèges ? Frédéric Electeur Palatin fut donc légitimement élu & proclamé Roi de Bohême. Nous lui en donnerons désormais le titre durant toute sa vie. Il en est de ce Prince infortuné comme de quelques Empereurs Romains. Une bataille perdue les rendoit Usurpateurs, quoiqu'ils eussent autant & plus de droit à l'Empire, que leurs concurrens. Si Ferdinand n'eût pas gagné la bataille de Prague, Frédéric ne seroit



1619. seroit pas un Usurpateur dans l'esprit de ceux qui jugent de la bonté d'une cause par les événemens. La fortune se déclara pour celle de César: mais Caton & les gens de bien soutinrent toujours que Pompée défendoit la liberté de la patrie.

Nullité. Pour achever de convaincre les personnes équitables de la justice des prétentions du nouveau Roi de Bohême, faisons encore quelques réflexions sur les moiens allégués par l'Empereur Ferdinand II. legués par l'Empereur Ferdinand II. vrai que Charles IV. eut dessein d'assurer la succession du Roïaume de Bohême à tous ses descendans de l'un & de l'autre sexe. Mais une clause que le Prince s'avise d'insérer de sa tête dans un acte, renverse-t-elle les droits les plus anciens, les plus incontestables? Jean pere de Charles voulut échanger la Bohême avec le Palatinat; il entra même en composition. Direz-vous que l'attentat du Roi Jean contre les droits de ses Sujets, prouve que la Bohême est un Etat héréditaire? Il en est de même de la clause qu'il plût à l'Empereur Charles IV. de mettre dans sa Bulle. Elle ne donne aucune atteinte aux droits des Bohémiens. Charles se contredit même fort grossièrement dans cette pièce. Il veut confirmer les anciens privilèges de ses Sujets; il reconnoit que Frédéric II. son prédécesseur à l'Empire, suppose qu'ils sont en possession d'élire leur Roi; & il restreint ensuite ce privilège à un certain cas qui n'arrive presque jamais. Il est fort rare de voir manquer la posterité masculine & feminine d'un hom-

1619.

homme qui a laissé plusieurs enfans. Celle de Charles IV. dure encore par les femmes: Et les Princes de la Maison d'Autriche n'en sont pas les aînés. Si sa Bulle est recevable, les Maisons de Saxe, de Brandebourg, de Dannemark, d'Angleterre, la postérité même de Frédéric Electeur Palatin, ont un droit héréditaire au Roiaume de Bohême plus certain que celui des Princes d'Autriche. Enfin jamais les Etats de Bohême ne se sont réglés sur la Bulle de Charles, comme sur une loi fondamentale de leur Roiaume. Après la mort d'Albert d'Autriche mari de la petite-fille de Charles, on offrit la Couronne au Duc de Baviere. L'Empereur Ferdinand II. soutient que le Bavarois la refusa, parce qu'il ne vouloit pas la ravir aux héritiers du Roi dernier mort. C'est une chose que sa Majesté Impériale avançoit sans aucun fondement. Les Historiens de Bohême disent positivement qu'Albert Duc de Baviere, ne voulut pas accepter le Roiaume de Bohême, à cause de son scrupule sur la Communion sous les deux espèces. George Podiebrad Seigneur du pays fut mis sur le trône après la mort du jeune Ladislas. On choisit ensuite un autre Ladislas fils de Casimir Roi de Pologne, & d'Elizabeth fille puînée d'Albert d'Autriche, & d'Elizabeth de Luxembourg fille de l'Empereur Sigismond. Anne fille aînée d'Albert d'Autriche & d'Elizabeth de Luxembourg épousa Guillaume Duc de Saxe. La Couronne de Bohême lui appartenoit véritablement, si la Bulle de  
l'Em-

1619. l'Empereur Charles IV. son aieul est une loi fondamentale du Roiaume.

La disposition du Roi Ladislas ne prouve pas plus que celle de Charles. On avouë que Ladislas tâcha d'affurer la succession du Roiaume de Bohême à sa fille Anne Jagellon ; mais une entreprise illégitime ne prescrit pas contre les anciens droits du peuple. On voit encore les Lettres *reversales* que le Roi Ladislas donna au jour de son couronnement. Il y reconnoit qu'il est monté sur le thrône en conséquence du *choix libre* que les Etats de Bohême ont fait de lui. Dans la pièce alléguée par l'Empereur Ferdinand II, Ladislas avouë que Louïs son fils fut *élu* pour lui succéder de *la libre volonté* des Etats de Bohême ; & il prétend quelques lignes plus bas que la Princesse Anne sa fille est la véritable héritière de la Couronne de Bohême, *en vertu des droits, des constitutions, & des privilèges du Roiaume.* Vit-on jamais une contradiction plus manifeste, plus grossiere ? Bien loin que Ferdinand I. époux d'Anne Jagellon fille de Ladislas, se fonde sur la disposition de ce Prince pour succéder au jeune Louïs tué à Mohatz, il donne des Lettres *reversales*, où il reconnoit comme ses prédécesseurs, que les Etats de Bohême l'ont *élu de leur libre & bonne volonté.* Il est vrai que Ferdinand qui pensa depuis à rendre le Roiaume de Bohême héréditaire dans sa famille, eut l'habileté de se faire donner ses Lettres *reversales* par les Etats de Bohême, & d'en substituer d'autres en leur place. Il prétend

tend dans ces dernières qu'Anne Jagellon son épouse est *la véritable héritière* du Roiaume de Bohême, en conséquence de la Bulle de l'Empereur Charles IV. & de la disposition du Roi Ladislas. Mais cette supercherie indigne d'un Prince Chrétien, peut-elle préjudicier aux loix les plus anciennes & les plus inviolables du Roiaume de Bohême? 1619.

Ferdinand I. tomba lui-même dans une contradiction plus grossière que celle de ses prédécesseurs, dont il alléguoit les chartres. Il fit élire & couronner Maximilien son fils aîné, & se reserva l'administration du Roiaume de Bohême. Anne Jagellon mourut avant l'Empereur Ferdinand son époux. Pourquoi fit-il élire Maximilien? Pourquoi se reserva-t-il l'administration des affaires jusques à sa mort, si le Roiaume de Bohême lui appartenoit en conséquence de son mariage avec Anne Jagellon, & non pas en vertu du choix des Etats? Maximilien devoit succeder de plein droit à sa mere, & Ferdinand fit une injustice à son fils, en se réservant l'autorité souveraine dans la Bohême après la mort de son épouse, qu'il prétend être *l'héritière véritable* du Roiaume de Bohême. Enfin l'Empereur Maximilien II. & ses deux fils Rodolphe & Matthias n'ont point fondé leurs prétentions à la Couronne de Bohême sur le droit d'Anne Jagellon mere du premier & grand-mere des deux autres. Ils ont reconnu solennellement qu'ils étoient redevables de leur élévation sur le trône de Bo-

1619. Bohême, à la bonne & franche volonté des Seigneurs, des Nobles, & des villes qui les élurent Rois selon les privilèges & les libertés du Roiaume. Il en déplore maintenant la perte entière, de ces privilèges, & de ces libertés. Mais quelque longue que soit l'injustice & la violence que les Bohémiens souffrent depuis quatre-vingt ans, elle ne fera jamais une prescription légitime contr'eux. Le peuple est toujours en droit de réclamer contre une pareille oppression, & de rentrer dans la jouissance de ses anciens droits, quand il en trouve l'occasion favorable.

Bethlem Les Etats de Bohême avoient lié dès le commencement une étroite correspondance avec Bethlem Gabor Prince de Transylvanie, qui leur promit un puissant secours. L'ambition d'un particulier semble devoir être satisfaite, quand il s'est élevé d'une fortune médiocre à la puissance souveraine. Mais les desseins de Gabor étoient trop vastes : il ne pouvoit se contenter d'une Principauté aussi resserrée que la Transylvanie. Enragé contre la Maison d'Autriche qui voulut placer Humanus en Transylvanie à son préjudice, Gabor se met sous la protection de la Porte Ottomane, & attend tous les jours l'occasion de s'agrandir aux dépens des Princes d'Autriche ses ennemis, dont la nation Hongroise jalouse de sa liberté & mécontente depuis long-temps, souffroit la domination avec assez d'impatience. Les mouvemens de Bohême vinrent fort à propos pour reveiller les passions du Trans-

*Mémoires de Louis-Julien. pag. 149. Nani Hist. toria Vetera. l. I. Puffendorf Commentar. Rerum Suecicarum. l. I.*

Transylvain. Les Etats lui demandèrent du secours; & l'ambitieux Gabor, après s'être prudemment assuré des intentions de l'Empereur des Turcs, se préparoit à faire irruption en Hongrie & à marcher ensuite vers la Moravie. Il étoit sur le point de commencer son expédition, lorsque Frédéric fut proclamé Roi de Bohême. Dès que l'Armée Transylvaine entre en Hongrie, elle y fait de grands progrès. Tous les mécontents se déclarent pour Gabor: & Humanaï Général de l'Empereur trop foible pour arrêter un torrent rapide qui grossit à vue d'œil, se retire vers la Pologne. Cassovie & plusieurs autres places furent prises dans la haute Hongrie sans grande résistance. Le païs étoit dénué de forces, depuis que l'Empereur tira les garnisons des villes importantes pour augmenter son Armée de Bohême. Soit que les Etats de la haute Hongrie fussent bien aises de secouer la domination de Ferdinand, dont les Protestans redoutoient l'humeur hautaine, & le zèle aveugle & impétueux pour sa Religion, soit qu'ils ne crussent pas être assez forts pour résister à la puissance de Gabor; les Etats de la haute Hongrie, dis-je, se soumirent à lui sous certaines conditions pour la conservation de leurs privilèges.

Forgatfi Palatin de Hongrie écrit à Gabor & l'exhorte à se désister d'une entreprise capable de causer des maux infinis à la Chrétienté, & contraire aux traités faits entre le feu Empereur Matthias & les Etats de Transylvanie. Gabor répond que

1619.

Mercure

Français.

1619.

Lettre de

Bentivoglio.

lie,

n'ayant

1619. n'ayant pu refuser de marcher au secours des Moraves & des Bohémiens ses alliés contre la Maison d'Autriche qui les opprime, il a cru devoir s'assurer de quelques places en Hongrie, de peur que le feu allumé en Bohême, & en Moravie, ne se répande dans un Roiaume voisin. Vous savez, disoit le Transylvain à Forgatfi, qu'il y a des gens en Hongrie ennemis de la paix, & de la liberté de conscience. Il est à propos de délivrer le pais de ces esprits brouillons. Permettez-moi de vous faire souvenir que vous avez toujours aimé la liberté de votre patrie, & qu'en recevant l'épée Royale quand on vous fit Palatin de Hongrie, vous jurâtes au Roi & au Roiaume de vous en servir pour la conservation des privilèges de la nation Hongroise & de la liberté de conscience. N'y avoit-il point de la collusion entre Gabor & Forgatfi? L'Armée Transylvaine s'étant avancée jusques à Presbourg, Gabor envoie sommer le Palatin de se rendre. Forgatfi demande quelque temps pour délibérer avec les Seigneurs qui se trouvoient auprès de lui. Après une consultation assez courte, on convient de part & d'autre, que la ville & le château de Presbourg seront mis entre les mains de Gabor, qu'on le reconnoitra Prince de Hongrie, que Forgatfi sera continué dans la dignité de Palatin, & que la liberté de conscience s'établira par tout.

L'Armée de Bohême commandée par le Comte de Thurn, s'avançoit alors en Autriche, dans le dessein de joindre les Transylvains. Thurn se seroit rendu maître

tre des ponts de Vienne sans la vigoureuse résistance du Comte Dampierre qui les défendit avec beaucoup de courage. Les Bohémiens continuent leur marche vers la Hongrie : & pour empêcher leur jonction avec les Transylvains , le Comte de Buquoi attaque avec cinq mille hommes bien aguerris, Gabor qui en a quinze mille , mais assez mal disciplinés. La bravoure & l'expérience des soldats de Buquoi l'emportèrent sur le grand nombre des Transylvains. La bataille fut gagnée ; mais avec si peu de gens Buquoi ne peut pas empêcher que les deux Armées ne se joignent. Elles marchent du côté de Vienne où tout le monde est dans la consternation. La ville auroit été bien-tôt assiégée , si Gabor n'eût pas reçu la nouvelle de la défaite d'Etienne Ragotzi Général de ses troupes dans la haute Hongrie par Humanaï Général de l'Empereur. Il étoit revenu en Hongrie avec un secours de dix mille hommes Polonois & Cozaques. 1619

L'Archiduc Charles frere de sa Majesté <sup>sigis-</sup> Impériale possédoit l'Evêché de Breslau <sup>mond de</sup> en Silésie. Les mouvemens de cette Pro- <sup>Pologne</sup> vince confederée avec la Bohême , obligé- <sup>envoie</sup> rent Charles de se retirer auprès de Sigis- <sup>propos du</sup> mond Roi de Pologne son beau-frere. Ce <sup>secours à</sup> Prince avoit épousé une des Archiduchesses <sup>l'Empe-</sup> de Gratz sœur de l'Empereur Ferdinand II <sup>Hongrie</sup> & des Archiducs Leopold & Charles. Le <sup>Nani Hi-</sup> prétexte de la retraite de celui-ci en Po- <sup>storia Ve-</sup> logne, ce fut le besoin d'implorer la pro- <sup>Mercur</sup> tection du Roi Sigismond pour l'Eglise de <sup>François.</sup> Breslau, que ses prédécesseurs avoient fon- <sup>1619.</sup> dée,



1619. déc , & dont l'Evêque est suffragant de l'Archevêque de Gnesne Primat de Pologne. Sa Majesté Polonoise écrivit en effet aux Etats de Silesie sur la conservation des terres & des revenus de l'Evêché de Breslau. Mais l'Archiduc avoit un dessein plus profond. Il vouloit engager Sigismond à secourir Ferdinand. Les grands Seigneurs de Pologne s'y opposèrent. N'étoient-ils point bien-aîsés que la Maison d'Autriche qui tenta plus d'une fois d'ajouter le Roiaume de Pologne à ceux de Hongrie & de Bohême , perdit deux Etats électifs voisins de la Pologne, que les Princes d'Autriche s'efforçoient de rendre héréditaires ? Nonobstant l'opposition de la grande Noblesse , Sigismond donna dix mille hommes de secours à l'Empereur. Humanaï rentre à leur tête dans la haute Hongrie ; & défait Etienne Ragotzi , & l'oblige à s'enfermer dans Cassovie.

Cette victoire fut extrêmement avantageuse aux affaires presque desespérées de Ferdinand. Chassé de la Hongrie & de la Bohême , il se voioit au moment de perdre encore l'Autriche. Thurn & Gabor se séparent. Celui-ci retourne promptement en Hongrie , & l'autre en Bohême, Mansfelt tâcha d'y profiter de l'absence du Comte de Buquoi qui couroit au secours de l'Autriche attaquée par le Bohémiens & par les Transylvains. Mais Mansfelt peu heureux dans ses entreprises, ne remporta pas de grands avantages en Bohême. La victoire d'Humanaï fut encore

core plus de bien à Ferdinand, en refroidissant l'ardeur des esprits dans l'Assemblée qui se tenoit en Hongrie. Elle fut convoquée dans le dessein de faire proclamer Gabor Roi de Hongrie. Mais ceux qui se declaroient le plus ouvertement pour lui, s'arrêtent tout à coup. Chacun craint de s'exposer au ressentiment de l'Empereur, dont les affaires semblent se rétablir. Gabor incertain lui-même du succès de l'entreprise du nouveau Roi de Bohême, qui ne trouve ni en Allemagne, ni ailleurs, le secours qu'il espiroit; Gabor, dis-je, écoute les propositions d'une trêve qu'on lui fait avec une extrême prudence de la part de Ferdinand. Le Transylvain y consentit mal à propos; trompé par la vaine & fausse raison que des Ennemis artificieux lui insinuèrent peut-être, qu'en gardant ses conquêtes, il feroit mieux d'attendre la suite des affaires de Bohême, & de prendre sur ce qui arrivera, le parti de continuer la guerre, ou de faire la paix sous de bonnes conditions avec l'Empereur. Tout le monde connut alors que Gabor étoit moins habile, & moins raffiné que Ferdinand. En poursuivant ses conquêtes, le Transylvain eût fait perdre la Bohême à l'Empereur; il lui auroit enlevé sans peine la Couronne de Hongrie. Accorder une trêve à l'Ennemi, c'étoit lui donner le temps de se fortifier. Gabor s'aperçut trop tard de sa faute. Ferdinand délivré d'une fâcheuse diversion du côté de la Hongrie, commence de mettre ses affaires sur un meilleur pied.

1619.

1619. Humanaï conduisoit les Polonois dans la Silesie & dans la Moravie, Buquoi se maintint dans la haute Autriche: enfin Dampierre en Bohême s'opposoit au Comte du de Thurn.

Le Roi de France tire le Prince de Condé de sa prison de Vincennes.

*Vittorio  
Siri Mé-  
moire re-  
cueillie.  
Tom. V. p.  
59. 60. 61.  
C. Lette-  
re di Ben-  
siveglia.*

Le Roi de France prévenu par les artifices des Ministres du Pape & de la Cour de Madrid, regarda les disgraces de l'Empereur Ferdinand, comme un des plus grands malheurs qui pût arriver à la Chrétienté. Louis promet du secours à sa Majesté Impériale; il tâche de dissuader Frédéric d'accepter la Couronne de Bohême. Cela desoloit le Maréchal de Bouillon l'un des plus intimes confidens du nouveau Roi de Bohême son neveu. Une seule chose encourage Bouillon; l'espérance que la Cour changera de sentimens après la délivrance du Prince de Condé. On attendoit avec impatience l'exécution de la parole donnée de lui rendre la liberté, dès que l'accommodement de la Reine mere seroit conclu. C'étoit bien le dessein du Duc de Luines. Sans l'appui du premier Prince du sang, il ne pouvoit résister à Marie de Médicis, dont le chagrin & le mécontentement se faisoient sentir par plusieurs endroits. Quelques grands Seigneurs sembloient encore disposés à se lier avec elle contre le Favori. Il tâche de la ménager en différant quelque-temps de tirer le Prince de Vincennes. On offre à la Reine mere de conduire les choses de telle maniere que le Prince lui aura obligation de sa liberté. Bien avertie par ses confidens que tout cela paroîtroit un

un jeu de théâtre , & que Luines pensoit  
uniquement à lui opposer le premier Prin- 1619.  
ce du sang , Marie de Médicis ne se met  
pas en peine de prendre part à la délivran-  
ce d'un homme qu'elle a trop maltraité,  
pour espérer qu'il soit jamais de ses amis,  
Pendant que Luines travailloit à la gagner,  
Modene confident du Favori alloit souvent  
à Vincennes. On permit à la Princesse  
douairiere de Condé & à Rochefort Favori  
du Prince, de le voir autant qu'il leur plai-  
roit. Ces adoucissements promettoient un  
élargissement prochain.

Le Duc de Luines vint enfin à Paris  
accompagné de Cadenet son frere, & sui-  
vi de cinquante Gentilshommes. La faveur  
traîne toujours un grand nombre d'escla-  
ves après elle. Luines apportoit au Prin-  
ce de Condé une Lettre obligeante de la  
part du Roi. Il invitoit son Altesse à le  
venir trouver incessamment à Chantilli,  
Maison du Duc de Montmorenci beau-  
frere du Prince. Luines & Cadenet vont  
le lendemain à Vincennes. Condé reçut  
l'agréable nouvelle qu'ils lui apportoitent,  
de l'air du monde le plus content. Son  
Altesse proteste mille fois , qu'elle recon-  
noitra les bons offices que le Favori lui a  
rendus en cette rencontre. Luines prie  
modestement Condé de le prendre sous sa  
protection. Cadenet descend incontinent  
& renvoie les soldats qui gardoient son Al-  
tesse. Elle monta en carrosse avec les  
deux freres pour aller jusques à sa maison  
de S. Maur , voir la jeune Princesse de  
Condé fille du Prince. Soit que son Al-  
tesse

1679. telle crût devoir donner une marque de son respect au Roi, en ne sortant point entierement de prison, jusques à ce qu'elle eût fait la révérence à sa Majesté, soit qu'elle voulût témoigner une confiance parfaite au Favori, le Prince retourna coucher à Vincennes. *Soions du moins libres durant une nuit*, disoit-il en riant, *dans une chambre, où nous avons été si long-temps prisonniers.* Condé va le lendemain à Chantilli avec la Princesse son épouse. Il ne voulut pas accepter les offres que plusieurs Gentilhommes lui firent de le suivre à la Cour. Un cortége trop nombreux ne lui paroît pas convenable à un homme, qui doit se présenter comme un coupable à qui le Souverain fait grace. Le peuple se reveille à toutes les choses extraordinaires; il conçoit aisement de grandes espérances d'un meilleur gouvernement. On fit mille acclamations à son Altesse, lors qu'elle traversa Paris.

Le Duc de Maienne vint recevoir le Prince dans l'antichambre du Roi, & le conduisit au cabinet où Louis l'attendoit. Condé & son épouse se jettent aux genoux de sa Majesté. Elle relève promptement la Princesse. Mais on laisse quelque temps le Prince dans la posture d'un suppliant. Le discours de Condé répond parfaitement à son humiliatoin extérieure. Il demande pardon des fautes que les mauvais conseils de certaines gens lui ont fait commettre contre sa volonté; & il finit par d'amples remercimens de la nouvelle grace que le Roi lui accorde. Louis ré-  
partit

partit gravement qu'il avoit toujours aimé le Prince, & qu'il auroit encore pour lui la même affection, pourvû que les actions répondissent aux protestations que Condé venoit de faire à sa Majesté. *Ne parlons plus du passé*, ajouta-t-elle en relevant Condé. On l'embrasse tendrement ; on s'entretient quelque temps avec lui ; on parle d'une partie de chasse. En un mot, le Prince paroît parfaitement bien rétabli dans les bonnes grâces de Louis.

La Cour étant allée ensuite à Fontainebleau, le Roi envoya de là au Parlement de Paris une déclaration en faveur de Condé. Sa Majesté y rejette la faute de l'emprisonnement du premier Prince du sang, sur l'audace de certaines gens qui ont abusé du nom & de l'autorité du Roi, c'est-à-dire sur le Maréchal d'Ancre & sur les Ministres de Marie de Médicis. Un des plus grands maux que ces prétendus usurpateurs de l'autorité souveraine ont causé dans l'Etat, c'est d'avoir fait injustement arrêter l'innocent Condé. Louis l'auroit tiré plutôt de prison, s'il n'eût pas cru devoir s'informer exactement quel étoit le prétexte de traiter avec tant de rigueur un Prince dont la conduite est irréprochable. Voilà ce que porte la déclaration. Elle fit rire les gens d'esprit. *C'est une nouvelle scène que la Cour donne au monde*, disoient-ils. *On fait, on défait, & puis on refait.* Nous vîmes il y a quelques années une déclaration qui imputoit à M. le Prince des entreprises criminelles contre la personne du Roi & contre celle de la Reine mere. Cet

1619.

Déclaration du  
Roi en fa-  
veur du  
Prince de  
Condé.

Mercure  
François,  
1619.

1619. acte sanglant fut révoqué. Peu de temps après son Altesse a été mise en prison : nouvelle déclaration qui la charge des crimes les plus atroces. M. le Prince est accusé d'avoir voulu usurper la Couronne. On le retient trois ans & plus à la Bastille, ou à Vincennes : il n'en sort qu'en demandant humblement pardon à sa Majesté qui paroît lui faire grace. Quinze jours après, le voilà solennellement absous comme l'homme du monde le plus injustement calomnié. Que penserons-nous de ces procédures bizarres & contradictoires ?

Rien du tout, répondit-on. L'irrégularité qui vous choque, est une suite nécessaire d'un gouvernement foible, dont les Ministres, ou un Favori se servent pour affermir leur autorité, en tâchant d'établir le pouvoir arbitraire du Prince qui se laisse gouverner. M. le Prince a voulu s'opposer au règne absolu du Maréchal d'Ancre ; la Reine mere l'a fait déclarer criminel de lèze-majesté. La Cour s'est vuë ensuite dans la nécessité de s'accommoder avec M. le Prince : on n'a pas fait difficulté de casser & de révoquer toutes les procédures précédentes. Afin de conserver son credit & son autorité, ou plutôt celui de ses Ministres, la Reine mere fait arrêter M. le Prince sans autre forme de procès. Le voilà fêtré dans une nouvelle déclaration, comme un homme qui ne pense à rien moins qu'à se faire Roi. Un nouveau Favori a besoin maintenant de l'appui de son Altesse. On la tire de prison. Pour sauver l'honneur du Roi, M. le Prince demandera pardon : Et de peur que la réputation

tion du premier Prince du sang ne demeure 1619.  
 Bétrie à jamais, sa Majesté le déclare in-  
 nocent d'un crime imaginaire, dont il l'a pour-  
 tant supplié de ne se souvenir plus. C'est  
 l'explication de l'énigme qui embarrasse ceux  
 qui ne connoissent pas le génie & les allures de  
 la Cour. Avec ces contradictions apparentes,  
 elle vient insensiblement au but qu'elle se pro-  
 pose, de s'élever au dessus de toutes les  
 loix, & d'établir un pouvoir absolu, qui  
 n'a point d'autre regle que la volonté du  
 Roi, ou celle de son Favori & de ses Mini-  
 stres.

Avant que de mettre le Prince en liber- La Reine  
 té, le Roi dépêcha Brantes, frere de son <sup>mere plus</sup>  
 Favori à Marie de Médicis, il devoit lui <sup>mécon-</sup>  
 donner avis de la résolution prise & du <sup>tente re-</sup>  
 choix que sa Majesté faisoit d'Ornano Co- <sup>fuse d'al-</sup>  
 lonel des Corfes, pour être Gouverneur <sup>ler à la</sup>  
 du jeune Duc d'Anjou à la place du Com- <sup>Cour.</sup>  
 te de Lude mort depuis peu. Elle reçut  
 ces deux nouvelles d'un air froid & sé-  
 rieux. L'élargissement du Prince la cha-  
 grinoit : il augmentoit sa défiance & ses  
 soupçons. Ornano avoit du mérite : mais  
 il étoit ami de Luines. Marie de Médicis <sup>Vittorio</sup>  
 n'aimoit pas à voir auprès de son second <sup>Siré Mé-</sup>  
 fils, un Gouverneur mis de la main du <sup>morie re-</sup>  
 Favori. Toiras fut chargé de lui porter <sup>condise.</sup>  
 ensuite une Copie de la déclaration don- <sup>Tom. V.</sup>  
 née en faveur de Condé. Ce Gentil- <sup>pag. 59. 63</sup>  
 homme aura dans quelque temps un assez <sup>64. 65.</sup>  
 beau rôle dans cette Histoire. Issu d'une <sup>Vie du</sup>  
 bonne Maison en Languedoc & le dernier <sup>Maréchal</sup>  
 de quatre freres, il tâche de s'avancer à <sup>de Toiras</sup>  
 la Cour. L'inclination & le naturel de <sup>chap. 1.</sup>  
 C 4 <sup>2.</sup> Toi-



1619. Toiras pour la chasse que le Roi aimoit beaucoup , lui firent obtenir la place de Lieutenant dans la Vénérerie , & celle de Capitaine de la Volière des Tuilleries. Ces emplois semblent au dessous d'un Gentilhomme qui a du courage & de l'ambition. Beaucoup de gens les recherchent à la Cour de Louÿs XIII. depuis que le Duc de Luines eût fait une si prodigieuse fortune , en s'insinuant dans les bonnes graces du Prince par le moien de la Fauconnerie. Toiras se dégouta pourtant des emplois dans la Vénérerie. Jaloux de s'avancer par une plus belle voie , il obtient la permission de traiter d'une charge de Capitaine aux Gardes. Ce fut son premier pas vers une fortune certainement honnête & glorieuse ; mais remplie de facheuses traverses.

La préface de la déclaration déplut extrêmement à la Reine mere. Sa régence lui parut décriée comme injuste & violente : Et ce n'étoit pas sans raison. Elle s'en plaignit d'une maniere qui fit sentir que son mécontentement ne finiroit pas si-tôt. Richelieu Evêque de Luçon assez clairement désigné dans l'acte dissimule son chagrin. Il est content que celui de Marie de Médicis augmente. L'artificieux Prélat attendoit le temps de se venger de Luines qui le notoit dans une déclaration publique , pour faire sa cour au Prince , dont Richelieu conseilla l'emprisonnement. Que s'il étoit impossible d'attaquer le Favori sans se faire tort à soi-même , l'Evêque de Luçon vouloit du moins mettre Luines

**Luines** dans la nécessité de ne pouvoir se 1619.  
passer de celui dont il décrioit les conseils  
& la conduite. Cette sorte de vengeance  
plait assez à un courtisan ambitieux. Il y  
trouve un double avantage. Ses ennemis  
sont sensiblement mortifiés, & il les obli-  
ge à travailler à l'établissement de celui  
qu'ils ont entrepris de ruiner. Marie de  
Médicis ne gouta point ce qu'on lui disoit  
en faveur de la déclaration. Toiras & les  
autres lui alleguerent inutilement, que ces  
actes extorqués par la nécessité des affai-  
res, ne signifient rien; & que la même  
Catherine de Médicis qui voulut faire cou-  
per la tête à Louis Prince de Condé sous  
le regne de François II, ne fit pas diffi-  
culté de le déclarer innocent, dès que la  
face des affaires changea après la mort du  
Roi. Cet exemple ne contente point la  
Reine mere. Elle ne reçoit pas non plus  
les excuses du Duc de Luines, qui pro-  
teste de n'avoir point vu la déclaration  
avant qu'elle fût publique, & qui rejette  
toute la faute sur le Garde des Sceaux du  
Vair Auteur de la pièce.

Bien loin d'écouter la proposition que  
Toiras lui fit encore, de revenir à la  
Cour, Marie de Médicis témoigna n'a-  
voir nulle envie d'aller être la spectatrice  
de la grande autorité donnée au Prince de  
Condé. Le Favori avoit toute la défen-  
se imaginable pour son Altesse. Outre le  
Gouvernement de Berri & les pensions  
précédentes que le Roi rendit à Condé,  
il l'appelloit encore à tous les Conseils  
secrets. Le dissimulé Prince y parloit de

1619.

la Reine mere avec un extrême respect; il pressoit le Roi de la rappeler à la Cour, il proposoit d'envoyer le Duc de Montbazou, inviter Marie de Médicis à revenir incessamment. Toutes ces démarches de Condé lui furent suspectes. La liaison étroite de son Altesse avec le Favori augmentent la jalousie & les soupçons de la Reine mere. Certaines gens ne manquent pas de lui insinuer malignement, que Condé & Luines agissent de concert afin de la tirer d'un endroit, où le voisinage de quelques grands Seigneurs bien intentionnés pour elle, arrête les entreprises de ses ennemis. *Si vous allez à la Cour, lui disoit-on, qui vous répondra que M. le Prince ne se vengera point de sa prison, en vous faisant conduire vous-même à Vincennes?* Ces insinuations ne lui paroissent pas mal fondées. En la priant de retourner à la Cour, on lui disoit que le Roi ne souhaitoit pas qu'elle eût à Paris une garde aussi nombreuse que celle qui la suivoit durant sa Régence. Il n'en fallut pas davantage pour donner une extrême défiance à une femme naturellement timide & soupçonneuse. Et certes, ce qu'elle avoit fait contre Condé & contre Luines, ne l'engageoit que trop à se précautionner. Louis croioit tout le mal qu'on lui disoit de sa mere: Et le Favori avoit grand soin d'entretenir son maître dans les sentimens qu'il lui inspiroit.

Assemblée  
générale des  
Eglises  
Réformées à  
Londun

Louis & son Favori de leur côté n'étoient pas moins en garde contre la Reine mere. On s'appercevoit que le Duc d'Esper-

pernon & plusieurs autres Seigneurs mé-  
 contens, prenoient de nouvelles liaisons  
 avec elle. Luines craignoit encore que le  
 parti Huguenot ne fût gagné. Il tenoit  
 une Assemblée generale à Loudun avec la  
 permission du Roi. On crut devoir en-  
 voier des Députés à Marie de Médicis  
 pour la feliciter de son heureuse arrivée  
 dans le voisinage, & lui communiquer les  
 demandes que les Réformés prétendoient  
 faire au Roi. Ces Députés furent bien  
 reçus. *Je veux vivre avec vous en bonne*  
*voisine*, leur dit la Reine mere. *Mais dis-*  
*pensez moi d'entrer en connoissance des de-*  
*mandes de votre Assemblée. Cela regarde le*  
*Roi & son Conseil.* La correspondance qui  
 semble se former entre la Reine mere mé-  
 contente & des gens dont les esprits étoient  
 alors en grand mouvement, donne de  
 l'ombrage à la Cour. L'Assemblée géné-  
 rale fut composée de plusieurs personnes  
 distinguées par leur naissance & par leur  
 mérite. Lescun Conseiller de Pau, ce  
 zélé défenseur des privilèges & de la liber-  
 té de sa patrie, y agissoit de toute sa for-  
 ce, afin que l'Assemblée demandât unani-  
 mement la révocation de l'Arrêt qui or-  
 donnoit la restitution des biens Ecclesiasti-  
 ques dans la souveraineté de Bearn. Ce  
 fut en effet une des premieres résolutions  
 qui se prirent. On dresse une espece de  
 Cahier préliminaire, où toutes les Eglises  
 Réformées de France demandent con-  
 jointement la revocation de l'Arrêt, la  
 continuation des places de seureté, &  
 quelques autres articles. C'est une nou-  
 velle

1619.

Vittorio-  
Savi Me-  
morie re-  
condite.Tom. V.  
pag. 61.Vie de M.  
du Plessis-  
Mornai.  
l. 1V.Lettres &  
Mémoires  
du même.  
Mercur  
François.

1619

1619. velle méthode que les Réformées vou-  
loient prendre Dans les Assemblées pre-  
cedentes, ils présentèrent leurs demandes  
& leurs plaintes dans un Cahier général.  
La Cour le recevoit; elle leur donnoit de  
bonnes paroles en apparence, & puis le  
Roi congédioit l'Assemblée. Afin d'évi-  
ter l'artifice dont la Cour se servoit ordi-  
nairement pour éluder les demandes les  
plus justes du parti Réformé, on tenta  
cette fois de présenter de temps en temps  
quelques articles séparés, & d'attendre la  
réponse que le Roi voudroit bien y faire.  
Le Marquis de la Moussaie Seigneur d'u-  
ne Maison distinguée dans la Province de  
Bretagne, fut prié d'aller à la tête de quel-  
ques autres Députés faire la nouvelle ten-  
tative auprès du Roi qui se divertissoit à  
Chantilli.

Le Cahier fut rejeté avec une extrême  
hauteur, sous prétexte qu'il n'appartient  
pas aux Sujets de traiter de la sorte avec  
le Souverain par articles séparés. *Dressez  
votre Cahier général*, dit-on à la Mous-  
saie; *Et le Roi aura égard aux remontran-  
ces raisonnables que vous lui ferez.* La Cour  
s'étoit apperçue de l'artifice de l'Assem-  
blée pour éluder les siens. Les Ministres  
jugèrent fort bien que par ce moyen, les  
Huguenots demeureroient assemblés à  
Loudun, jusques à ce qu'on eût satisfait à  
leurs demandes & à leurs plaintes présen-  
tées les unes après les autres. Or la Cour  
ne vouloit ni accorder ce qu'on lui de-  
mandoit, ni permettre qu'une Assemblée  
qui donnoit de l'ombrage au Favori  
brouillé

1619.

brouillé avec le Duc de Rohan & avec plusieurs autres Seigneurs Réformés ; demeurât si long-temps sur pied. Les plus sages du parti Huguenot conseillèrent à l'Assemblée d'obéir au Roi & d'envoyer son Cahier général. Elle se rend aux avis modérés qu'on lui donne ; le Cahier général est dressé ; certaines gens ont la commission de le porter à la Cour. Mais afin de prévenir son artifice ordinaire de faire séparer l'Assemblée avant que le Roi réponde au Cahier , tous les membres s'engagent par un acte solennel , de ne partir point de Loudun , à moins que les Eglises Réformées n'obtiennent la réparation des griefs dont elles se plaignent. Ce qu'on avoit prévu ne manqua pas d'arriver. La Cour plus fière que jamais depuis l'union du Prince de Condé avec le Favori , déclare nettement que le Roi donnera ses réponses au Cahier après la séparation de l'Assemblée. Les Réformés refusent d'obéir de la manière la plus respectueuse dont ils peuvent s'aviser , convaincus par une trop longue expérience , que la Cour veut éluder encore par un artifice usé les justes demandes de l'Assemblée de Loudun , comme elle s'étoit dé faite des instances de l'Assemblée de Saumur & des suivantes.

Pendant que tout ceci se traitoit à la fin de cette année & au commencement de celle où nous allons entrer , le sage & religieux du Plessis-Mornai offroit d'ar-  
*Lettre de M. du Plessis-Mornai.*  
 dentes prières à Dieu. Il prévoyoit que la Cour , dont la disposition lui étoit bien

1619.

à M. le  
Marquis  
de la Force  
le 24 De-  
cembre  
1619.

connuë, n'auroit pas égard aux justes re-  
montrances de ceux de sa Religion, & il  
craignoit les suites de leur mécontente-  
ment. J'espère, dit-il dans une Lettre au  
Marquis de la Force, que Dieu *placera* le  
cœur du Roi, & qu'il lui inspirera d'avoir  
plus d'égard aux solides maximes du feu Roi  
son pere, qu'aux suggestions de nos ennemis  
auteurs des innovations qui se font dans le  
Bearn. Mais vous savez aussi, Monsieur,  
que nous avons grand besoin de prier Dieu  
qu'il préside au milieu de nous, & qu'il nous  
fasse prendre de bonnes & salutaires résolu-  
tions, afin que nous puissions conserver toutes  
nos Eglises en paix sous la protection de nos  
Edits, & donner au Roi des preuves si con-  
vaincantes de notre attachement à sa personne  
& de notre zèle pour son service, que les  
mauvaises impressions qu'il a prises contre  
nous, soient entièrement effacées de son esprit.  
Je contribuerai de tout mon pouvoir à cette  
bonne œuvre, comme j'ai fait jusques à pre-  
sent, nonobstant les sinistres interpretations  
que quelques-uns donnent à mes meilleures  
actions. J'ai appris à vivre devant Dieu,  
& à ne me degouter point de son service  
pour de pareilles choses. Je fais dans un  
âge à ne rien espérer & à ne rien craindre.  
Et lorsque j'étois plus susceptible de quelques  
sentimens d'ambition, vous m'êtes témoin,  
Monsieur, que j'ai preferé les peines & les  
disgraces inséparables de la Religion que nous  
professons aux agrémens & aux douceurs que  
j'aurois pu trouver en suivant ma vocation  
avec moins de fidélité. Que j'aime la soli-  
de pieté, le zèle éclairé, la rare magnanimité  
de

de ce Gentilhomme vraiment Chrétien! 2619.

Quand du Pleffis vit que l'Assemblée de Loudun se brouilloit avec la Cour, il Jugement  
compofa un petit discours intitule, *Avis* que porte  
*d'un vieux Conseiller d'Etat sur le fait de Mornai*  
*l'Assemblée de Loudun.* La pièce fut im- sur la  
primée ensuite à Paris. J'en donnerai conduite  
l'extrait. Outre qu'elle nous explique fort de l'As-  
bien ce qui étoit alors en contestation en- semblée  
tre la Cour & l'Assemblée de Loudun, de Lou-  
dun.

dont les suites furent si funestes aux Ré-  
formés, ce que je rapporterai peut servir  
à ceux qui voudront juger de leur condui-  
te d'une manière équitable & desintereffée.  
Nous en serons bien-tôt au commence-  
ment des guerres de Religion sous le regne  
de Louis de XIII. On accuse le parti Hu-  
guenot de les avoir excitées & de s'être in-  
justement soulevé contre le Roi. Voions  
ce que du Pleffis-Mornai pensoit des plain-  
tes que faisoient les Réformés. Il aimoit  
sa Religion: je l'avoué; mais il aimoit  
aussi le bien & la tranquillité de l'Etat;  
cela est incontestable. Du Pleffis ne dissi-  
muloit pas les fautes des Réformés; il les  
en reprenoit severement: il connoissoit  
parfaitement ce que le Roi Henri IV. pré-  
tendit accorder à ses Sujets Huguenots;  
enfin, quelque zélé que fût du Pleffis pour  
l'exacte observation de l'Edit de Nantes,  
il conseilla toujours à ceux de sa Reli-  
gion, de céder plutôt quelque chose de  
leurs droits, que d'allumer une guerre ci-  
vile. Ce que j'ai rapporté de sa condui-  
te, jusques à present, le prouve évidem-  
ment. Le témoignage d'un Gentilhom-

*Lettres &  
Mémoires  
de M. du  
Pleffis-  
Mornai-  
1619.*



1619. me si éclairé & si judicieux, est donc plus recevable que celui des Ecrivains prévenus ou emportés de l'un & de l'autre parti. Voions en peu de mots, quelle étoit sa pensée.

Il est certain, dit du Plessis, que les Députés de la Religion Réformée assemblés à Loudun par la permission du Roi, sont obligés par la teneur de leur brevet à se séparer & à se retirer chacun dans leur Province, après avoir digéré leurs plaintes & leurs demandes dans un Cabier général, & après avoir nommé au Roi ceux qu'ils jugent les plus propres à se bien acquitter de l'emploi de Député général de leurs Eglises. Si l'Assemblée manque à ces formalités, le Roi peut à la rigueur lui commander de les observer exactement; & sa Majesté a droit de prendre en mauvaise part que les Députés continuent de s'assembler contre sa volonté. Mais il est certain d'un autre côté, & nous ne pouvons le dissimuler, ajoute du Plessis, que depuis plusieurs années les plaintes & les remontrances des Réformés ont été entièrement négligées, & qu'on leur a causé même de nouveaux griefs; soit que les Ministres d'Etat n'eussent pas assez de bonne volonté pour eux; soit que ceux qui sont chargés de l'exécution des Edits, aient suivi trop aveuglement leur aversion naturelle au regard de ceux que leur Religion condamne comme des hérétiques. Il ne faut donc pas trouver étrange que les Députés à l'Assemblée de Loudun, croient que dès qu'ils auront obéi au commandement que sa Majesté leur fait de se séparer, on n'aura pas plus d'égard à leurs

leurs demandes & à leurs plaintes, qu'à celles des Assemblées précédentes. C'est maintenant aux gens du Conseil du Roi de considérer avec attention, s'il est de la justice & de la clémence de sa Majesté, de prendre les choses à la rigueur, & s'il est de leur intégrité & de leur zèle pour le service du Roi, de lui conseiller de ne rien relâcher de son droit. 1619.

Du Plessis aiant rapporté plusieurs griefs incontestables des Réformés, dont le détail seroit inutile & ennuyeux, il conclut de la sorte. On ne doit pas s'étonner que des gens effarouchés depuis long-temps, aient de la défiance, & que semblables à des chevaux trop mal-ménés, ils se jettent hors du droit chemin. Mais il est de la prudence du Conseil du Roi, de leur ôter tous sujets d'ombrage, & de les ramener doucement par l'observation des Edits. Ceux que le Roi honore de sa confiance, doivent penser plutôt à ménager la santé de l'Etat, dont ils connoissent la foiblesse, qu'à en augmenter les desordres & les maladies. Telle est donc ma pensée. Il faut en bonne conscience satisfaire aux demandes les plus justes & les plus pressantes des Réformés, avant que leur Assemblée se sépare, & remettre les moins importantes à la sollicitation de leurs Députés généraux que sa Majesté doit choisir entre ceux qu'on lui nommera. Si l'Assemblée s'opiniâtre alors à ne se séparer point, le Roi aura mis Dieu & les hommes de son côté : & tous les gens de bien l'aideront à se faire obéir. Mais les Réformés ont si bien servi le feu Roi ; ils ont temoigné jusques à présent un si grand attachement à la Maison Royale ; enfin ils ont

1619. ont donné depuis peu des preuves si certaines de leur fidélité, que nous pouvons espérer qu'ils ne se démentiront pas en cette rencontre. Mon grand âge, poursuivoit du Plessis, me rend incapable des conseils violens. Une longue expérience m'apprend encore que nous avons besoin de tous les membres de l'Etat pour sa conservation. Les Réformés ne sont pas les moins nécessaires contre certains maux qui peuvent l'attaquer. Si quelques-uns croient que ce sont des membres trop douloureux, je répons qu'il vaut mieux les guérir que de les couper. Ceux qui conseilleront le contraire au Roi, diront tant qu'il leur plaira qu'ils ont du zèle pour leur Religion & pour la conservation de l'autorité Royale, ces Messieurs passeront toujours pour de mauvais Chrétiens & pour de véritables ennemis de l'Etat.

Le Roi. Le bon du Plessis ne se contentoit pas d'ordonner de représenter au Conseil du Roi la nécessité de ramener les esprits par la douceur, il exhortoit encore les Députés de l'Assemblée de Loudun à faire de serieuses réflexions sur le danger qu'il y avoit de porter les choses aux extrémités, & d'exposer tant de belles & florissantes Eglises à une ruine presque inévitable. Du Plessis écrivit même au Duc de Luines. Toute prise d'armes vous doit être suspecte, disoit-il de fort bon sens au Favori. La guerre commencera sous la prétexte specieux de la Religion; elle passera ensuite en querelle d'Etat: & vos ennemis en prendront occasion d'attaquer votre crédit & votre autorité. Les sages remontrances du judicieux Gentil-

Vie de M.  
du Plessis-  
Mornai  
l. IV.  
Mercure  
Français.  
1619.

til-

L'homme furent inutiles de tous côtés. 1619.  
 Les Réformés remplis de leur juste dé-  
 fiance ne purent consentir à la séparation  
 de leur Assemblée. Et leurs ennemis  
 faussement persuadés que le Roi les rui-  
 nera sans peine, portent sa Majesté à re-  
 duire par la force de ses armes, des gens  
 qu'une malice envenimée lui dépeint sans  
 cesse comme des rebelles & des séditieux.  
 Enfin quelques esprits mécontents & fac-  
 tieux se flattèrent que si la guerre civile  
 s'allumoit une fois, elle leur seroit d'un  
 grand usage pour ébranler la fortune du  
 Favori. Ces deux partis concourant éga-  
 lement par différens motifs au malheur  
 des Réformés de France, le Maine Con-  
 seiller d'Etat & Marescot Secrétaire du  
 Roi, ont ordre d'aller à Loudun au com-  
 mencement de l'année suivante & de signi-  
 fier à l'Assemblée le commandement pré-  
 cis que sa Majesté lui fait de se séparer in-  
 cessamment.

Les Emissaires de la Cour de Rome Les Es-  
 & du Conseil de Madrid ufoient de toute pagnols  
 leur adresse pour allumer une guerre de gagnent  
 Religion en France. On vouloit que Louïs le Duc de  
 occupé contre les Huguenots de son Luines.  
 Roiaume, ne fût pas en état de secourir le  
 nouveau Roi de Bohême & les Pro-  
 testans d'Allemagne. On craignoit en-  
 core que le Maréchal de Bouillon, le  
 Duc de la Tremouille, & quelques au-  
 tres Seigneurs n'engageassent la Noblesse Vittoria  
 Réformée de France à marcher au se- Siri Mé-  
 cours de Frédéric. Le moien le plus sûr morie re-  
 d'arrêter les François dans leur païs, c'é- condite.  
 toit Tom. V.  
pag. 17.

1619.  
*Mercurius*  
*Francus.*  
 1619.

toit de faire en sorte que le Roi attaquât ses propres Sujets. Cela mettoit la Maison d'Autriche en repos du côté de la France sa plus puissante & sa plus dangereuse ennemie. Les Catholiques & les Huguenots demeuroident chez eux également embarrassés ; les uns à ruiner leurs compatriotes & les autres à se defendre. Le Duc de Luines déchu de l'espérance de marier Cadenet son frere à une Princesse du sang, tourne ses vûes d'un autre côté. Albert & Isabelle Archiducs des Pais-Bas offroient à Cadenet l'heritiere de Pequigni élevée à la Cour de Bruxelles. Le parti étoit fort à la bienveillance de Luines. Non content des terres qu'il possédoit en Picardie, ce Favori voulut encore être Gouverneur de la Province, & Cadenet eut en même temps la Lieutenance générale. Le Duc de Longueville obtint en échange du Gouvernement de Picardie celui de Normandie. Il lui convenoit admirablement, à cause des grands biens que la Maison de Longueville y a. Le Duc de Montbazon fut pourvû du Gouvernement de l'Isle de France, que Luines quitta volontiers pour aller en Picardie. La Maison du Favori y devenoit extrêmement puissante par le mariage de Cadenet avec Mademoiselle de Pequigni. Les Archiducs la donnèrent à condition que le Duc de Luines leur promettoit d'empêcher que son maitre ne secourût les ennemis de la Maison d'Autriche. Et pour prévenir l'inconvenient qui arriveroit en cas que le Favori ne tint pas sa parole,

les

les Ministres de Rome & d'Espagne agissent de concert auprès de Luines, afin qu'il pressât Louis de reduire les Réformés de son Roiaume, dont les demandes & les plaintes les chagrinoient. 1619.

On remontoit au Favori qu'il n'auroit jamais une plus belle occasion d'acquiescer de la gloire, & de se faire un mérite auprès des bons Catholiques Romains qui s'intéresseroient tous désormais à l'établissement de sa fortune. La caballe des dévots n'est point à négliger. Un Courtisan ambitieux & delié tâche toujours de la mettre de son côté: il évite du moins de la soulever contre lui. Ce sont les ennemis les plus opiniâtres & les plus dangereux. Les Huguenots, disoit au Duc de Luines l'artificieux Bentivoglio Nonce du Pape, ne peuvent tirer maintenant aucun secours des pais étrangers. Les affaires de Bohême occupent les Protestans d'Allemagne: l'Eleveur Palatin se perd lui-même en acceptant la Couronne que des rebelles lui offrent. Les Provinces-Unies ne voudront pas se brouiller avec la France lors que leur trêve avec l'Espagne est sur le point d'expirer. Si elles ont des troupes à donner pour le service de ceux de leur Religion, le Prince d'Orange les fera marcher infailliblement en Allemagne au secours du Palatin son neveu. Un double intérêt l'y engage, d'occuper la Maison d'Autriche à défendre ses pais héréditaires, & de rendre le Palatin & les Protestans plus puissans dans l'Empire. Enfin, vous n'avez rien à craindre du Roi d'Angleterre. S'il aime tellement le repos & la saineantise,

1619.

tise, qu'il fait difficulté de secourir le Palatin son beau-fils, pouvez vous croire qu'il veuille secourir les Huguenots en France? Il ne peut entrer dans les affaires de ses voisins, sans convoquer un Parlement pour avoir de l'argent. Jacques aime mieux en manquer, & abandonner ses propres enfans & ceux de sa Religion, à laquelle il n'est pas fort attaché dans le fond de son cœur, que d'assembler des gens qu'il ne peut congédier ensuite, sans leur accorder certaines choses contraires au projet de se rendre Souverain absolu, ou sans mécontenter généralement tous ses Sujets, s'il refuse ce qu'ils ne manqueront pas de lui demander pour la conservation de leur liberté. Ces insinuations des gens de la Cour de Rome l'emportèrent dans l'esprit de Luines sur ce que du Pleffis-Mornai lui remontra du danger, auquel il s'exposoit, en ne détournant pas toutes les occasions que les mécontents de France pourroient avoir de prendre les armes. Une passion secrète rendoit encore le Favori plus susceptible des impressions que les Emissaires du Pape & du Roi d'Espagne s'efforçoient de lui donner. Luines pensoit à parvenir lui-même à la première dignité de l'épée en France, quoi qu'il la fit espérer à Lesdiguières. Le Favori crut que la guerre contre les Huguenots seroit une occasion de proposer à son maître de créer un Connétable.

Cause véritable  
des guerres de Religion en France.

Ne cherchons point d'autre cause du malheur des Réformés sous le regne de Louis XIII, que l'ambition du Duc de Luines, & les artifices du Conseil d'Espagne

pagne & de la Cour de Rome. On vou-  
 lut susciter des affaires domestiques à un  
 jeune Prince, de peur qu'en se joignant  
 aux ennemis de la Maison d'Autriche, il  
 ne la fit succomber en Allemagne & en  
 Italie. Le Pape étoit le seul qui pût tirer  
 quelque avantage de ces guerres qui ont fait  
 couler des ruisseaux de sang Chrétien.  
 Pendant que le Roi de France ruine chez  
 lui des gens dont le plus grand crime con-  
 siste à se déclarer ennemis de la Monar-  
 chie du Pape, l'Empereur Ferdinand aba-  
 tu & réduit à se réfugier à Gratz en Stirie  
 se relève, & devient bien-tôt assez puis-  
 sant, pour penser à l'entière oppression des  
 Protestans d'Allemagne. Adorable juge-  
 ment d'un Dieu vengeur du sang injuste-  
 ment répandu, & des innocens sacrifiés à  
 la cruelle & fausse politique de la Cour de  
 Rome ! La Maison d'Autriche s'est affoi-  
 blie en Espagne par le Tribunal sanguina-  
 ire de son Inquisition ; & dans ses Etats  
 d'Allemagne en persécutant ses Sujets Pro-  
 testans. Et lors que les deux branches  
 d'Autriche ont travaillé de concert à ex-  
 citer le Roi de France à ruiner les Réfor-  
 més de son Roiaume ; elles ont conseillé  
 à leur plus irréconciliable ennemi, de se  
 rendre assez fort pour les mettre l'une &  
 l'autre à deux doigts de leur perte. Si les  
 Princes & les Etats Protestans obligés de  
 penser à leur propre conservation, n'eus-  
 sent pas soutenu la Maison d'Autriche  
 prête à succomber, que seroit-elle deve-  
 nue en Espagne & en Allemagne ? Un ha-  
 bile Ministre d'Etat connût bien que l'op-  
 pression



1619. pression entière des Réformés de France affoiblirait trop le Roiaume. Content de les avoir réduits à ne s'opposer plus au pouvoir arbitraire de son Prince, Richelieu donne la paix aux Huguenots ; il tourne les armes victorieuses de Louis XIII. contre la Maison d'Autriche épuisée par ses pertes précédentes. Qu'en est-il arrivé ? l'Espagne est tombée dans une si grande décadence, que ceux qui veulent la soutenir aujourd'hui, seroient bien-aisés que la France profitât seulement d'une partie du demembrement d'une Monarchie, dont la moindre menace effraioit le Conseil de Louis XIII. encore mineur.

Disons tout. Par un autre jugement de Dieu aussi juste que le premier, Rome cette fiere ennemie des Protestans, tremble maintenant elle-même, à la vue d'un voisin, qu'elle a rendu formidable à toute l'Europe, en l'excitant à ruiner ceux qu'il lui plaît de regarder comme des hérétiques. Si le Pape veut se servir de la puissance de la France pour étendre sa Monarchie spirituelle, ne se met-il point en danger de perdre sa domination temporelle, ou du moins d'être lui-même le vassal & le tributaire du nouveau Roi d'Espagne ? Les Papes formèrent autrefois la *Ligue Lombarde* pour chasser les Empereurs d'Italie. Ne faudra-t-il point chercher la même ressource contre la France épuisée par de longues guerres, & par le grand nombre de Sujets que la fausse & superstitieuse politique de Louis XIV. lui a fait per-

perdre, & par les efforts qu'elle doit faire pour établir un de ses Princes en Espagne? 1619.  
 Que les hommes d'Etat & de cabinet raisonnent tant qu'il leur plaira. Plus je réfléchis sur l'Histoire moderne & sur ce que nous voions de nos jours, plus je me persuade que la meilleure maxime pour augmenter la puissance d'un Prince, c'est de le porter à rendre ses Sujets heureux, & ses Etats florissans, à regner plutôt sur des gens libres que sur des esclaves, à se contenter d'être, comme disoit un grand Prince, *Roi des hommes & non pas des armes*, en laissant à chacun la liberté de sa conscience, pourvu qu'il remplisse les devoirs de bon citoyen. Tous ces vastes & chimeriques projets d'agrandissement & de conquêtes ruinent tôt ou tard & le peuple, & le Prince. Ferdinand, Charles-Quint & Philippe II. ont mis en œuvre toutes les maximes de Machiavel, le premier pour jeter les fondemens d'une Monarchie universelle, & les deux autres pour y parvenir. A quoi leurs successeurs en ont-ils été réduits? Le Cardinal de Richelieu a introduit la même politique en France: Elle a été poussée plus loin sous le regne présent. Qui nous répondra que Louis XIV. ne mourra point avec les sentimens de Philippe II. son aieul, qu'il semble prendre pour modele? Philippe deploroit l'épuisement de sa Monarchie: il voioit avec regret que la conquête du Portugal étoit le seul fruit d'un nombre surprenant de millions de dépenses, & des torrens de sang répandu, dont il inonda pres-

1619. que toute l'Europe. Et quel avantage ses successeurs tiennent-ils encore de la conquête du Roiaume de Portugal?

L'Electeur Palatin sem-  
ble hésiter sur  
l'accepta-  
tion de la  
Couronne de Bo-  
hême.

La Maison d'Autriche, à l'agrandissement de laquelle ce faux sage du monde avoit tant travaillé, se trouva dans une étrange situation vers la fin de l'an 1619. Toutes les Puissances de l'Europe attendoient l'issue des malheureuses affaires où elle étoit engagée, avec les mêmes mouvemens, qui agitent des joueurs différemment intéressés, lors qu'ils attendent un coup décisif du dé qui roule sur la table. Les uns souhaitoient l'abaissement entier du nouvel Empereur Ferdinand, les autres demandoient qu'il se relevât de ses grandes pertes. Et ce qu'il y a de plus singulier, c'est que chacun prend intérêt, dit-on, par des motifs de religion & de piété. Les Protestans espèrent que la Réformation s'établira du moins en Allemagne, sur les ruines de sa plus grande ennemie. Le Pape & ceux de sa Communion font au contraire des vœux pour le rétablissement des affaires de Ferdinand, persuadés que la Chaire Pontificale déjà fort ébranlée, est en danger de tomber par terre si les Protestans deviennent supérieurs dans l'Empire. Toute l'Europe jettoit les yeux sur Frédéric Electeur Palatin. Il sembloit hésiter sur l'acceptation d'une Couronne que les Etats de Bohême lui offroient de bonne grace. Bien des gens croient qu'il y eut plus de façon & de bienveillance que de réalité, dans les consultations que Frédéric fit dans son cabinet,

Mémoires  
de Louis  
Juliane.  
pag. 140.

net, & dans les dépêches qu'il envoia dans les Cours étrangères pour savoir l'avis des Princes ses alliés. Cependant l'esprit du Palatin étoit véritablement dans une grande agitation.

Quelqu'ambitieux que soit Frédéric, il s'arrête tout à coup, quand il vient à réfléchir sur le danger auquel il expose les beaux Etats dont il jouit paisiblement, ses enfans encore jeunes, sa propre personne, pour courir après une Couronne qu'une Maison infiniment plus puissante que la sienne, lui doit disputer avec la dernière opiniâtreté. Un particulier qui cherche à s'avancer, disoit le Palatin en lui-même, peut faire quelques pas en arrière quand il rencontre de trop grands obstacles à ses desseins. Il ne se bazarde qu'autant qu'il le juge à propos. Le Prince qui aspire à une Couronne, est dans une situation tout à faite différente. Il n'y a point de milieu pour lui entre le précipice & le suprême degré de l'élevation. Ceux qui s'offrent à me servir aujourd'hui, deviendront mes plus implacables ennemis, dès que je ne leur donnerai pas toutes les récompenses qu'ils croiront mériter : ils tenteront de m'arracher la Couronne qu'ils s'imagineront m'avoir mise sur la tête. Et comment les contenterai-je tous ? Quand j'aurai réduit Ferdinand à ne pouvoir plus m'attaquer à force ouverte, pourrai-je me garantir des embûches secrètes qu'il me fera dresser tous les jours ? Une bonne armée ne me servira de rien contre un ou deux desespérés que l'envie d'obtenir la récompense promise, obligera d'attenter à ma vie. Guilla-

1619. *me Prince d'Orange mon grand-pere enleva de belles Provinces. à Philippe II : il se défendit courageusement contre le plus puissant Roi de l'Europe : il méprisa la proscription publiée contre lui : ce héros put-il éviter le coup qu'un assassin suborné lui porta ? Si j'échoué malheureusement , si je succombe dans les dangers qu'il faut courir , que deviendront mes enfans ? Je veux les mettre en état de me succéder au Roiaume de Bohême : que saije si je ne leur ferai point perdre l'Electorat héréditaire dans ma Maison ?*

Les Con-  
seil ers de  
Frédéric  
l'exhor-  
tent à  
prendre la  
Couronne  
de Bohé-  
me.

*Puffendorf  
Commen-  
tar. Rerum  
Suecica-  
rum. l. 1.*

Ces réflexions auroient pu retenir Frédéric , s'il n'eût pas appelé à son Conseil de ces gens d'un esprit vif & bouillant qui conçoivent aisément de grandes espérances , & s'il n'eût pas trop écouté des hommes avides & intéressés , qui se flattoient que les troubles présens de l'Empire , serviroient à l'avancement de leur fortune. Louïs Camerarius fut, dit-on , celui qui contribua le plus à déterminer le Palatin. Ce Conseiller étoit certainement fort propre à soutenir par écrit le bon droit de son Prince : & il l'a fait avec beaucoup d'esprit & de solidité ; peut-être avec trop de chaleur & d'emportement. Mais pour acquérir, ou pour défendre une Couronne , il faut avoir auprès de soi des gens , qui sachent faire autre chose qu'un Manifeste & une Apologie. La fortune se déclare ordinairement en faveur de ceux qui ont du courage , disoit Camerarius à Frédéric. Ce seroit une lâcheté indigne d'une personne de votre rang , que de refuser une Couronne qui se présente d'elle-même , & que

tous

1619.

tous les Princes de l'Europe iroient volontiers chercher, s'ils voioient la moindre apparence de l'obtenir. Quand votre Altesse rejettera le Roiaume de Bohême, des Princes moins timides & moins scrupuleux le prendront bientôt. Le monde se moquera d'une moderation qui ne convient pas à ceux que la nature a formés pour commander. Que craignez-vous, Monseigneur? Vous n'aurez pas en tête un Empereur aussi puissant, aussi heureux, aussi prudent que Charles-Quint. Ferdinand est contraint de s'enfermer à Gratz: il ne seroit pas en seureté dans Vienne. Bethlem Gabor lui enleve la Hongrie. La Bohême, la Moravie, la Lusace, la Silésie, se donnent à vous: presque toute l'Autriche à secoué le joug de Ferdinand: où trouvera-t-il des forces à vous opposer? Les secours qu'il attend d'Italie & des Pais-Bas ne passeront pas si facilement en Allemagne. Les Etats-Généraux des Provinces-Unies donneront bientôt de l'occupation aux Espagnols. Leur trêve est sur le point d'expirer. Cependant le Prince d'Orange vous fera donner de l'argent & des troupes. Le Roi d'Angleterre votre beau-pere, celui de Dannemark votre allié, les Princes Protestans d'Allemagne vous aideront dans une si belle entreprise & si utile à la Réformation. La Cour de France paroît contraire à votre dessein: que fait-on s'il n'y a point de la dissimulation dans ses démarches? Elle ne veut pas mécontenter le Pape ouvertement. Dans le fonds elle sera bien-aise de voir la Maison d'Autriche dépouillée du moins d'un beau Roiaume. Quoiqu'il

2619. qu'il arrive , la France , l'Angleterre , le Danemark , les Provinces-Unies , les Princes Protestans ne souffriront pas qu'on opprime votre Maison , ni qu'on la dépouille de ses Etats. Il n'y a donc presque rien à perdre pour votre Altesse : je trouve au contraire qu'elle peut beaucoup gagner. Dans une pareille situation , un Prince courageux & prudent doit-il faire difficulté de bazararder ?

L'Electrice Palatine douairière tâche de dissuader elle appercevoit plus d'épines que de roses. Pensez , mon fils , lui disoit-elle les larmes aux yeux , pensez à la grande puissance de la Maison d'Autriche. Elle a des trésors immenses , des troupes nombreuses & aguerries , d'habiles Généraux , quantité de braves Officiers. Les affaires de l'Empereur sont en fort mauvais état , je l'avoue : mais elles peuvent se rétablir en un instant. La Cour de Rome va réunir tous les Catholiques pour la défense de Ferdinand.

Mémoires de Louise Juliane. pag. 142. Puffendorf Comm. tar. Rerum Suecicarum. l. I. Le Pape est persuadé , & ce n'est pas sans raison , que la grandeur de la Maison d'Autriche est le plus ferme appui de l'autorité Pontificale ; & que le salut de l'une dépend de la conservation de l'autre. Le Roi de France le plus puissant ennemi de la Maison d'Autriche , n'est pas en état de vous secourir. Son Roiaume est agité par des partis & par des factions contraires : la Cour de Madrid aura grand soin de les entretenir. Vous voyez même que le Roi Très-Christien ne vous est point favorable. Il paroît avoir des-

dessein d'abattre le parti Reformé : croie-  
 vous qu'il voie de bon œil l'agrandissement  
 de la Maison Palatine qui sous les regnes  
 précédens a si puissamment secouru les Hun-  
 guenois ? La France oublie ses véritables in-  
 térêts par un faux zèle de Religion. Elle  
 aimera mieux souffrir que la Maison d'Au-  
 triche devienne aussi formidable que jamais ,  
 que de voir les Protestans superieurs dans  
 l'Empire. Vous comptez sur le Roi d'An-  
 gleterre : je vous le pardonnerois , si vous  
 ne deviez pas le connoître. Votre beau-pere  
 ne rompra jamais avec l'Espagne ; il aime  
 trop le plaisir & l'oïseté. Peut-être qu'il  
 y a plus de ressource du côté des Etats-Gé-  
 néraux & du Prince d'Orange mon frere :  
 mais je ne laisse pas de craindre que les  
 Etats-Généraux ne souffrent que les Espa-  
 gnols viennent plutôt mettre le feu dans le  
 Palatinat , que dans les Provinces-Unies.  
 Que peut-on espérer du Roi de Dannemark ?  
 Il est trop éloigné & incapable de vous sou-  
 tenir contre l'Empereur. Les Maisons de  
 Saxe & de Bavière jalouses de l'agrandisse-  
 ment de la votre , se donneront à Ferdinand.  
 Elles travailleront de concert à vous chasser de  
 la Bohême.

Ne vous reposez point , mon fils , ajou-  
 toit la Palatine douairiere , sur les pri-  
 messes des Princes de l'Union Protestant.  
 Une ligue composée de gens qui ont presque  
 tous des intérêts differens , se remue avec  
 plus de facilité. L'Empereur en gagnera  
 quelques-uns , & les autres se dégoûteront ,  
 quand ils verront que les charges de la guerre  
 tombent sur eux , & que vous êtes le seul



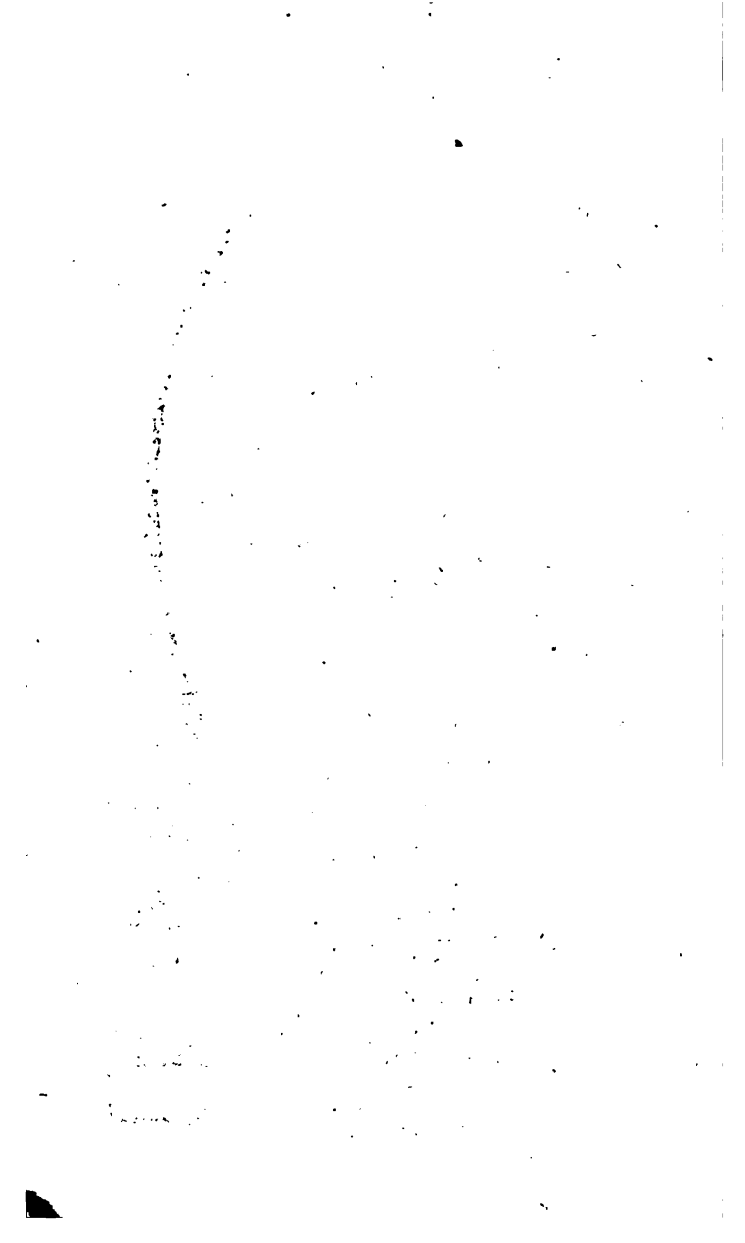
1619. qui en profite. Le Prince de Transylvanie est léger & inconstant. Il attendra peut-être le succès de votre entreprise; & si vous avez la moindre disgrâce, il s'accommodera promptement avec l'Empereur, qui lui offrira des conditions avantageuses. Les Bohémiens sont inquiets & remuants. S'ils vous présentent leur Couronne, ce n'est pas qu'ils vous aiment plus qu'un autre. Ils n'ont point d'autre ressource contre le ressentiment d'un Roi rejeté avec le dernier mépris. N'espérez pas que ce peuple vous soit plus soumis qu'à Ferdinand. Toujours dégoûté du gouvernement présent, il cherchera encore un autre Roi. Enfin, quand vous pourriez raisonnablement compter sur vos parens, sur vos amis, sur les Puissances jalouses de la grandeur de la Maison d'Autriche, vous n'avez ni assez d'argent dans vos coffres, ni des troupes suffisantes pour entrer dans une grande guerre. On ne se déclarera pour vous que lorsque vous serez en état de faire bien valoir votre droit & vos prétentions. Que si vous avez une fois du desavantage, Ferdinand commencera de faire l'Empereur. Il ne sera pas moins formidable par ses Edits que par ses armes.

Le Roi d'Angle- terre & plusieurs Princes de l'Empire conseil- lent à Frédéric de refuser la Couronne de Bohême.

L'événement justifia que l'Électrice douairière avoit plus d'expérience & de pénétration que les Conseillers de son fils. Ébranlé par des remontrances si judicieuses, Frédéric ne veut pas se déterminer avant que de savoir le sentiment de plusieurs Princes qu'il a consultés. Il falloit s'assurer premièrement de Maximilien Duc de



**JAQUES I. ROY DE LA  
GRANDE BRETAGNE.**



de Bavière à cause du voisinage de ses 1619.  
Etats, & parce qu'il étoit le chef de la  
Ligue Catholique. On craint que gagné *Mémoires*  
par Ferdinand, le Bava-*de Louise*  
rois n'entre dans *Juliane.*  
le Palatinat à la tête de l'Armée des Prin-  
ces Catholiques, pendant que le nouveau *pag. 141.*  
Roi sera occupé à se défendre en Bohême *Puffenb.*  
contre le Comte de Buquoi. Le Conseil *Comm.*  
de Munic ne fut pas d'avis que Frédéric *tar. Rerum*  
acceptât la Couronne. Mais on lui pro-  
mit de vivre toujours avec lui en bon voi-  
sin. Maximilien demande seulement que  
ses Sujets soient épargnés par les troupes  
que Frédéric fera passer en Bohême, &  
qu'elles ne commettent aucun acte d'hosti-  
lité dans les Etats de Bavière. Au reste  
le Duc témoigna beaucoup de bonne vo-  
lonté pour un Prince de sa Maison, quoi-  
qu'il ne lui conseillât point de s'engager  
dans une affaire aussi difficile que celle de  
Bohême. Maximilien concerta si bien ses  
réponses que sans rien promettre, il fait  
croire au Palatin qu'il ne doit rien crain-  
dre du Bava-*Suecia-*  
rois. Frédéric eut d'autant *rum, l. I.*  
moins de peine à se le persuader, qu'il  
s'étoit mis dans l'esprit que Maximilien  
auroit des égards pour un Electeur qui  
avoit voulu faire passer l'Empire dans la  
Maison de Bavière. Cependant on ne  
douta pas dans la suite que le dissimulé  
Bava-  
rois ne fût bien aise que Frédéric se  
mît en danger de perdre la dignité Elec-  
torale que les Ducs de Bavière tenterent  
plusieurs fois d'enlever aux Comtes Pala-  
tins, ou du moins de partager avec eux.  
Les Electeurs de Saxe & de Brande-  
bourg

1619.

bourg & le Roi de Pologne, consulter aussi bien que le Duc de Bavière, furent du même sentiment. Ils exhorterent Frédéric à ne penser point au Roiaume de Bohême.

Russ-  
7 crish's  
Historical  
Collections.  
1619.

Jacques Roi de la Grande Bretagne fait agiter dans son Conseil, s'il doit consentir que son beau-fils reçoive ce que les Etats de Bohême lui presentoient. Abbot Archevêque de Cantorbery qu'une indisposition empêchoit d'aller à Whitehall, envoia son avis par écrit au Secretaire d'Etat. Le bon Prélat qui voioit le Pape en danger de perdre par cette révolution son autorité dans les Roiaumes de Hongrie, & de Bohême & dans plusieurs belles & grandes Provinces; Abbot, dis-je, s'imagine que les Prophéties de l'Apocalypse commencent de s'accomplir, & que les Rois de la terre qui ont donné leur puissance à la bête, abandonnent déjà la grande prostituée, & qu'ils la désoleront bien-tôt. L'Archevêque écrit donc au Secretaire d'Etat, qu'il est d'avis que l'Eleêteur Palatin suive la vocation de Dieu. Je suis convaincu, disoit-il, que les Etats de Bohême ont eu raison de rejeter l'orgueilleux & cruel Ferdinand, qui veut rendre héréditaire un Roiaume véritablement électif. Le Roi doit se ressentir des indignités faites au Viconte de Doncaster son Ambassadeur. Sa Majesté voudroit-elle abandonner son beau-fils pour l'amour de certains gens qui ne pensent qu'à leurs propres intérêts? Si l'Angleterre se déclare, elle donnera du courage aux Bohémiens; & une plus grande considération au Pala-

1619.

*Palatin Les Princes de l'Union Protestante deviendront plus puissans en Allemagne. Les Provinces-Unies suivront notre exemple, le Roi de Dannemark se reveillera; le Prince d'Orange, & le Maréchal de Bouillon oncles de l'Electeur, le Duc de la Tremouille son proche parent, & plusieurs autres se mettront de la partie. Convoquer un Parlement, c'est l'ancienne & légitime manière de lever de l'argent dans le Roiaume. On ne manquera pas d'en accorder à sa Majesté. Par une providence particuliere de Dieu, la sene Reine a laissé beaucoup de pier-  
 veries qui sont à la Tour de Londres. Peut-on en faire un meilleur usage que d'en employer le prix à secourir la fille de la bonne Princesse qui les a laissées? Concourons tous unanimement à une si juste entreprise. Que le monde voie que nous ne sommes pas endormis quand la voix de Dieu nous appelle.*

Quoique le Primat d'Angleterre semble opiner plutôt en Théologien qu'en homme d'Etat, il y a pourtant de la raison & du bon sens dans ses remontrances. Elles ne servirent de rien. Les artifices des Espagnols ferment les oreilles à sa Majesté Britannique. Le Favori & les principaux Ministres sont gagnés. Parler à Jacques de convoquer son Parlement, c'est l'effaroucher. *Je ne sais point d'avis, disoit-il, que l'Electeur Palatin s'aïlle bruler la main pour prendre une Couronne que le feu environne de tous côtés. Les Etats de Bohême se veulent servir de lui, comme le singe se sert de la patte du chat pour tirer les mazzons du feu. C'est ainsi que ce Prince elu-*

Frédéric  
 accepte la  
 Couronne  
 de Bohe-  
 me.

1619. doit les raisons les plus solides, en répondant par des proverbes populaires. Fré-

*Mémoires  
de Louis  
Julien.*

*pag. 144.*

*145. &*

*146.*

*Puffendorf*

*Comment-*

*ar. Rerum*

*Suecica-*

*rum. l. 1.*

*Mercur*

*François.*

*1619.*

deric n'attendit pas le résultat des lentes délibérations de son beau-pere. Le Prince d'Orange, le Maréchal de Bouillon, & les Princes de l'Union Protestante en Allemagne le déterminèrent en apparence à l'acceptation d'une Couronne qu'il avoit souhaitée, & qu'il n'eut jamais envie de refuser. Le faux brillant dont Frédéric se laisse éblouir, l'empêche de sentir le poids, & d'appercevoir toute la solidité des raisons que sa mere & les autres opposoient à une ambition trop ardente. *Demander avis si on acceptera une Couronne offerte*, dit le Maréchal de Bouillon irrité de ce que l'Electeur semble hésiter; *c'est se déclarer indigne de la porter & incapable de la défendre*. Bouillon étoit si fier, si transporté de joie, de ce que son neveu montoit sur le thrône, que ses amis lui aiant écrit le mouvement que bien des gens se donnoient à la Cour de France pour obtenir un des *Cordons bleus* que Louis vouloit distribuer au commencement de l'année suivante, le Maréchal leur répondit d'un air content & railleur, *pendant que vous pensez à faire des Chevaliers, je travaille à faire des Rois*.

On dit qu'Elizabeth d'Angleterre Electrice Palatine, fut celle qui pressa plus vivement Frédéric de ne rejeter point ce qui se presentoit si heureusement. Issüe d'une Maison Roiale, & nourrie à la Cour du Roi son pere, elle prit dès son enfance les sentimens élevés & ambitieux que la

proxi;

proximité du trône inspire. L'Electrice ne pouvoit digérer que son époux délibérât s'il accepteroit une Couronne. Et parce que les passions sont toujours ingénieuses à se justifier, l'ambition d'Elizabeth appelloit les motifs de religion à son secours. *Je sacrifierai sans peine jusques à la dernière de mes pierreries, disoit-elle, pour soutenir une cause aussi juste, aussi Chrétienne que celle des Etats de Bohême.* Ce fut à Rottenbourg que Frédéric déclara tout publiquement qu'il acceptoit enfin la Couronne. Il y avoit convoqué les membres de l'Union Protestante, dont il étoit le chef, afin de savoir leur sentiment. Et ils ne manquèrent pas de lui parler selon son cœur. Il part incontinent pour Heidelberg, dans le dessein de se rendre au plutôt à Prague. 1619.

Frédéric met l'administration des affaires du Palatinat entre les mains du Duc de Deux Ponts; & prie l'Electrice d'assister le Gouverneur de ses conseils & d'avoir soin des jeunes enfans que Frédéric laissoit à Heidelberg. Il partit avec Elizabeth son épouse & le Prince Electoral leur fils aîné. Les Princes d'Anhalt & un grand nombre de personnes distinguées suivent Frédéric qui va prendre possession d'un Roiaume qui lui fera perdre son patrimoine & son repos pour le reste de sa vie. Une Ambassade magnifique des Etats de Bohême attendoit à Egra, que le nouveau Roi fût arrivé sur les confins du haut Palatinat & de la Bohême. Quand on fut qu'il étoit à Wald-

Le nouveau Roi va en Bohême.

Mémoires de Louis de Juliane pag. 147. & 148.

Mercur François. 1619.



1619. sachsen dernière place du haut Palatinat, les Ambassadeurs y vinrent avec une suite de dix-huit carrosses à six chevaux. Joachim André Comte de Schlick porta la parole au Roi, & le Baron de Rupa complimenta la Reine en François sur son heureuse arrivée. Les Ambassadeurs demandèrent ensuite que Frédéric leur donnât à l'exemple de ses prédécesseurs des Lettres *reversales*, par lesquelles il reconnût tenir la Couronne de l'élection libre des Etats du Roiaume, & promit la confirmation des privilèges de la Bohême & des Provinces annexées. L'Acte fut expédié à Waldsachsen le 20. Octobre. On prit ensuite la route de Prague. Frédéric y est reçu avec toute la magnificence imaginable. Jamais on n'entendit de plus grandes acclamations. Lorsque le nouveau Roi entroit dans sa capitale; il vit avec plaisir un bataillon de paysans armés de fleaux, de hâches, de rondelles; tels qu'étoient les soldats du fameux Jean Ziska qui remporta de si grands avantages sur l'Empereur Sigismond. Ces bonnes gens firent des acclamations à Frédéric en Latin.

Couronnement de Frédéric & d'Elizabéth son épouse.  
 Comme ses prédécesseurs avoient été couronnés selon le rite de l'Eglise Romaine, il fallut chercher un milieu, où plusieurs cérémonies pussent être conservées sans blesser la conscience de Frédéric qui faisoit profession de la Religion Réformée. Afin d'accommoder les choses le mieux qu'il se pourroit, on résolut que l'Administrateur des Hussites feroit la cérémonie du

Mariage  
 François  
 1619.

du couronnement à la place de l'Archevêque de Prague. Les Hussites ayant conservé presque toutes les cérémonies de l'Eglise Romaine, il fut aisé de régler bien celle du sacre & du couronnement qu'il n'y eût rien qui fut de la peine au nouveau Roi, & que le peuple jaloux de l'observation des auciennes pratiques dans ces occasions extraordinaires, n'y trouvât pas une trop grande altération. Frédéric fut oint & couronné le 4 Novembre dans l'Eglise du Chateau de Prague par l'Administrateur ou Vicaire Hussite de la Métropole de Bohême. Tout se fit avec la pompe accoutumée, aux cérémonies Romaines près, que la Religion des Protestans ne souffre pas. Elizabeth fut couronnée trois jours après de la même manière. On chanta l'Hymne du S. Esprit & des Pseaumes en musique; on recita les Litanies sans aucune invocation des Saints; on dit des collectes & des oraisons en Latin. L'onction, l'anneau, l'épée, le sceptre, la pomme d'or, la couronne; tout fut donné à la manière accoutumée. On prit seulement garde qu'il n'y eût rien de superstitieux dans les formules & dans les prières.

Le jour même du couronnement de la Reine son épouse, Frédéric publie une déclaration des raisons qu'il a d'accepter la couronne de Bohême. C'est à proprement parler, un Manifeste adressé à tous les Rois, Electeurs, Ducs, Princes, Comtes, Barons, Gentilshommes; en un mot à toutes les personnes de quelque condition que ce soit

dans

1619.

Acte de  
Frederici  
Pragae

1619.

tion ou  
Manifeste  
de Frédéric  
sur ce  
qu'il avoit  
accepté la  
couronne  
de Bohême.

1619.

*Mercure  
Français.*

1619.

*Frederici  
Etc.**Déclaratio  
publica.*

1619.

*Mémoires  
de Louise  
Juliane.*

pag. 148.

E 149.

*dans la Chrétienté.* Chacun raisonna sur la pièce selon sa religion, ses intérêts, & ses préjugés. Les uns la condamnerent; les autres la trouverent solide & bien faite. Quelques gens desintéressés sont seulement étonnés de ce que le nouveau Roi prend si hautement Dieu & sa conscience à témoin, qu'il n'a jamais pensé à s'élever au-dessus du rang dans lequel Dieu l'a fait naître, & qu'il n'a point brigué la couronne de Bohême. On aura toujours de la peine à se persuader que cela soit bien véritable, disoient quelques-uns; Mais enfin le parjure se peut sauver par ce que Frédéric ajoute, qu'il n'a pas employé de mauvais moyens Et qu'il n'a corrompu qui que ce soit pour obtenir son suffrage. Tout cela peut être vrai d'une certaine manière. C'est à Dieu qui sonde les cœurs de juger de la vérité de ce que le Roi de Bohême avance. On approuva généralement ce qu'il dit à la fin de sa déclaration, qu'il ne vouloit inquiéter personne sur la Religion; qu'il prenoit les Catholiques Romains sous sa protection spéciale, & qu'il les maintiendrait toujours dans la liberté de leur conscience, & dans leurs privilèges. Frédéric garda religieusement sa parole, tant qu'il fut en possession de son Roiaume. Les Prêtres & les Religieux jouïrent de leurs biens & de leurs droits, comme sous les regnes précédens. Il seroit inutile de donner ici l'extrait de la déclaration. Après avoir lu ce que j'ai rapporté jusques à présent de ce qui se passa dans la Bohême & dans l'Empire, on devine aisément ce que

que Frédéric pouvoit alléguer en sa fa- 1619.  
veur.

Il se rendit bien-tôt de Prague à Nu-  
remberg. Les Princes de l'Union Pro-  
testante y tenoient une grande assemblée, l'Union  
& la présence du Roi de Bohême y étoit, Prote-  
stante  
nécessaire, afin qu'on y prît des résolutions, assem-  
blent à  
qui lui fussent favorables. Le Comte de Nurem-  
Hohenzollern vint à Nuremberg de la  
part de sa Majesté Impériale. Elle l'avoit ceux de la  
chargé d'un long mémoire, qui contenoit Ligue Ca-  
tholique  
plusieurs propositions pour la paix dea Wirtz-  
bourg.  
l'Empire & sur les affaires de Bohême.  
Ferdinand se plaignoit des Bohémiens en  
général: mais il ne disoit rien contre Fré-  
deric. On garde quelques ménagemens  
avec lui, jufques à ce que ses affaires ne  
soient plus en si bonne situation. Les  
propositions de l'Empereur sont reçues *Mémoires*  
avec respect; & les Princes y répondent *de Louis*  
par un autre mémoire. Après de grandes *Juliane*  
& vives plaintes des injustices faites aux *pag. 150.*  
Protestans, & des infractions continuelles *Mercur*  
des traités de pacification, dont les Prin- *François*  
ces unis demandent la réparation, ils té- *1619. Na-*  
moignent être dans le dessein de s'opposer *ni Historia*  
à l'oppression des Etats de Bohême, & de *Veneta.*  
maintenir Frédéric, du moins dans la pos-  
session de ses païs héréditaires. Cela fit  
juger au Comte de Hohenzollern que le  
parti du Roi de Bohême prévaloit dans  
l'Assemblée. N'ayant plus rien à repre-  
senter, il publie un Manifeste où il tâchoit  
de faire voir la justice des prétentions de  
Ferdinand à la couronne de Bohême. Cet  
écrit ne servit qu'à donner une nouvelle  
jalou-

1619. jalouse aux Princes unis. On fondeoit uniquement le droit de l'Empereur sur cette maxime, que le Roiaume de Bohême est seulement électif, en cas qu'il ne reste personne de la Maison regnante. Tout le monde étoit persuadé du contraire. Chacun trouve mauvais que la Maison d'Autriche prétende que la Bohême lui appartient par droit de succession.

Pendant que les Princes de l'Union Protestante sont à Nuremberg, ceux de la Ligue Catholique assemblés à Wirtzburg, prennent des mesures pour le maintien de leur Religion en Allemagne. C'étoit leur manière de parler. Par la Religion Catholique on entendoit le rétablissement des affaires de l'Empereur. *L'un est inseparable de l'autre*, disoit-on. Le Roi d'Espagne eut ses Ambassadeurs à Wirtzburg, & le Duc de Lorraine demanda d'entrer dans la Ligue. On l'y reçut volontiers. Maximilien Duc de Bavière est déclaré Général de l'Armée des Catholiques confédérés; & le Pape promet un secours d'argent. C'étoit plutôt par bienfaisance, que par un désir sincere de sacrifier une partie de ses revenus pour la defense d'une cause où l'autorité Pontificale étoit fort interessée. Les Borgheses ses neveux vouloient profiter du temps: il leur étoit précieux. On ne croioit pas que Paul V. pût vivre encore plusieurs années. Ces Messieurs ne pretendoient pas être encore assez riches. Du soin de donner des secours plus effectifs à l'Em-

l'Empereur, ils s'en reposerent sur le zèle du successeur de leur oncle. 1619.

Les Princes Protestans bien informés des résolutions prises à Wirtzburg, envoient des Députés à Munic avec ordre de faire expliquer le Duc de Bavière. On présente de longs mémoires à son Altesse: elle y fait d'amples réponses. Les Protestans demandoient la réparation de leurs griefs, & que les Catholiques eussent à desarmer; faute de quoi les Protestans seroient obligés de pourvoir à leur propre sécurité. Le Bavarois gagné par les offres secretes que l'Empereur lui fait de le dédommager de la couronne Imperiale refusée, aux dépens de celui qui voulut la mettre dans la Maison de Bavière; Maximilien, dis-je, répond avec assez de fierté aux demandes des Princes unis. Il leur déclare que lui & les autres Catholiques ont de justes raisons d'être bien armés. De manière qu'après la séparation de ces deux Assemblées, chacun se prépare tout de bon à voir une guerre civile allumée dans toute l'Allemagne. On fit à Nuremberg une chose qui n'accommoda point les affaires du Roi de Bohême. Quelques villes de l'Union Protestante aiant remontré que les repartitions ne se faisoient pas également, & que certains Princes profitoient seuls des contributions, il fut résolu que les membres de l'Union n'armeroient que pour leur commune défense, & qu'on ne fourniroit point d'argent à l'Armée de Bohême. Voilà donc Frédéric réduit à lever & à entretenir des troupes nombreuses à ses

1619. ses propres dépens & à la charge de ses nouveaux sujets:

L'Electeur de Saxe se déclare pour l'Empereur.

*Nani Historia Veneta. l. IV. 1619. Puffendorf Commentar. Rerum Suecicarum. l. I.*

Deux autres choses lui firent encore grand tort. L'Electeur de Saxe se déclare hautement pour Ferdinand dans une Assemblée du Cercle de la basse Saxe. *Je ne croi pas, disoit-il, qu'on doive rendre la Religion Protestante odieuse à tout le monde, en soutenant une aussi mauvaise cause que celle des Etats de Bohême.* Son Altesse étoit gagnée par les promesses avantageuses que l'Empereur lui fit. Les Catholiques habiles à mettre la division parmi ceux qu'ils ne peuvent détruire tous ensemble, représentent aux Luthériens qui deferoient extrêmement aux sentimens du Saxon, que le parti Calviniste dont Frédéric est le chef, ne hait pas moins les Luthériens que les Catholiques, & que s'il devient une fois supérieur, il ruinera sans aucune distinction ceux de la Communion du Pape & ceux de la Confession d'Augsbourg. Ce préjugé des Luthériens est si fort, que dans cette révolution ils aiment mieux favoriser l'Empereur que le Roi de Bohême. Ils en furent bien punis dans la suite. Quand Ferdinand crut n'avoir plus rien à ménager, il ne maltraita pas moins les Luthériens que les autres. Enfin pour dernier surcroit de malheur; le Comte de Thurn & Mansfelt ne servent plus Frédéric avec le même zèle. Ils ne pouvoient digérer que le Prince d'Anhalt obtint à leur préjudice le commandement général des Armées du Roi de Bohême. L'infortuné Frédéric n'est pas long-

long-temps sans connoître la vérité de ce qu'il a prévu lui-même, & de ce que sa vertueuse mere lui a prédit. 1619.

Pendant que l'Empereur s'appliquoit à se faire des Amis en Allemagne & à gagner ceux de la Confession d'Augsbourg, il travailloit encore à obtenir du secours des Princes étrangers, ou du moins à les pécher d'en donner à ses ennemis. Les Rois de France & d'Angleterre étoient ceux dont Frédéric pouvoit espérer de la protection; & leurs intérêts sembloient les engager fortement à souhaiter l'abaissement de la Maison d'Autriche. Les Espagnols prirent habilement le dessus au Conseil d'Angleterre. Jacques desavoua hautement son beau-fils. L'entreprise étoit à l'entendre dire, téméraire & injuste. L'Empereur content de ce que le Ministre Espagnol a si bien réussi auprès de sa Majesté Britannique, pense à gagner la Cour de France. Le Nonce du Pape & l'Ambassadeur d'Espagne tâcherent de mener si bien les esprits, que le Comte de Furstemberg Ambassadeur extraordinaire de Ferdinand pour demander du secours à Louis, pût réussir dans sa négociation. Depuis que le Duc de Luines eût donné sa parole aux Archiducs des Pays-Bas, le Cardinal de Retz sa créature, le Jésuite Arnoux Confesseur du Roi & intime confident du Favori, les Pensionnaires du Roi d'Espagne, & la caballe des bigots agirent vivement en faveur de Ferdinand. Gonzague Duc de Nevers se rend le plus ardent solliciteur de sa Majesté Impériale.



1619. Il ne prévoit pas que celui dont il veut rétablir les affaires, fera un jour son plus puissant & son plus dangereux ennemi.

Les émissaires du Pape & du Roi Catholique n'eurent pas un si facile accès chez quelques grands Seigneurs, & auprès des anciens Ministres d'Etat. Imbus des maximes d'Henri IV, ceux-ci ne vouloient pas que le Roi se fit une affaire d'empêcher la diminution de la puissance d'une Maison ennemie irréconciliable de celle de France. Furstemberg trouve la Cour de Louis partagée sur le sujet de son Ambassade. Il y répand d'abord un certain écrit sous le nom d'*Avis envoyé aux Rois & aux Princes sur les causes des mouvemens de l'Europe*. C'étoit une déclama-tion puérile & mal concertée d'un vieux Conseiller d'Etat, qui prétendoit effraier les Rois & les Princes, en les avertissant d'une conspiration chimérique de les dégrader tous, & d'établir par tout le gouvernement Républicain. Les gens d'esprit se moquèrent de ce petit artifice de la Maison d'Autriche. Furstemberg en eut honte lui-même, quand on lui fit lire une Lettre du Maréchal de Bouillon au Roi. Elle fut publiée dans le dessein d'empêcher que le monde ne se laissât surprendre aux clameurs des Ministres de Rome & d'Espagne.

Bouillon qui se faisoit un si grand mérite d'avoir contribué à l'élevation du Pape son neveu, employoit tout son esprit & toute son adresse à le maintenir dans la Bohême.

Lettre du  
Maréchal  
de Bouil-  
lon au Roi  
sur l'Am-

Bohême, contre les efforts de la Maison d'Autriche. Non content d'agir auprès du Prince de Condé & des Ministres d'Etat, afin qu'ils ne se laissent point éblouir par les remontrances artificieuses de Ferdinand, le Maréchal écrivit une belle Lettre au Roi. Sans parler du droit de Frédéric à la couronne de Bohême en vertu de l'élection des Etats du pays. Bouillon s'arrête uniquement à l'intérêt & à la part que Louis devoit prendre aux mouvemens présens de l'Allemagne. C'est une chose assez connue, Sire, disoit-il admirablement bien, que l'Empereur Ferdinand voiant l'autorité de sa Maison presque entièrement perdue en Allemagne, & n'ayant gueres d'espérance de la relever par ses propres forces & par celles de l'Espagne, il veut faire de son intérêt particulier une cause commune de Religion, & engager tous les Princes Catholiques à l'aider au recouvrement de ce qu'on lui ôte. Voilà pourquoi son Ambassadeur demande du secours à votre Majesté contre le Roi de Bohême. Vous avez tant de discernement, Sire, que vous démêlez sans peine la cause véritable du présent apparent, en vous souvenant que la Religion Catholique est maintenue dans le Royaume de Bohême & dans les Provinces incorporées, & que les Loix établies pour la liberté de conscience y sont exactement gardées. Puisque l'affaire dont il s'agit est purement politique, votre Majesté voudroit-elle se déclarer en faveur de la Maison d'Autriche contre le chef de la Maison Palatine alliée de la vôtre & de la couronne de France?

Les

1619.

bassade  
envoyée  
par l'Em-  
pereur.Mercure  
Francois.  
1619.

1619. Les Electeurs Palatins ont souvent assisté les Rois vos predecesseurs, & principalement le feu Roi votre pere, quand il combattoit pour la defense de sa personne & de son droit à la couronne qu'il vous a laissée. Outre que le Roi de Bohême est étroitement lié avec les Princes & les villes de la Religion Protestante en Allemagne, il appartient de fort près au Roi d'Angleterre, dont il a épousé la fille. Ce Prince prudent & équitable, qui a toujours eü de bonnes intentions pour votre Roiaume, s'interesseroit sans doute, s'il voioit que sous un faux prétexte, on vouloit ruiner son beau-fils, & le priver de ses Etats héréditaires.

Si votre Majesté veut prendre parti dans cette affaire, je croi, Sire, qu'il est de votre prudence & du bien de votre Etat, de preferer les meilleurs & les plus anciens alliés de la Couronne, & de les secourir s'ils en ont besoin, afin d'arrêter les progrès que la Maison d'Autriche voudroit faire aux dépens des Princes incapables de lui résister. Les Rois vos predecesseurs ont toujours assisté ceux qu'elle entreprenoit d'opprimer. Le Roi Henri II. protegea les Princes Protestans d'Allemagne contre l'Empereur Charles-Quint. Le feu Roi votre pere a constamment favorisé les Etats des Provinces-Unies. Enfin votre Majesté a suivi les mêmes maximes en assistant l'Electeur de Brandebourg & le Duc de Neubourg dans l'affaire de Clèves & de Juliers, pour s'opposer au projet que l'Empereur & le Roi d'Espagne avoient fait de s'emparer de cette succession. Quelques-gens essaient de vous détourner de marcher sur les traces

traces du Roi votre pere , en persuadant à votre Majesté qu'on en veut à la Religion Catholique , & qu'elle est perdue en Allemagne , parce que les Etats de Bohême ont élu un nouveau Roi. Mais vous n'ignorez pas , Sire , que les Bohémiens pensent seulement à maintenir leur liberté , leurs privilèges , & les Loix établies chez eux tant pour la Religion que pour la Police. Ils se plaignent qu'elles ont été renversées dans le dessein de rendre héréditaire un Roiaume qui de temps immémorial dépend de la libre élection des Etats du païs.

C'est une chose digne de votre zèle & de votre piété , Sire , que d'avoir soin de la Religion dont vous faites profession. Vous devez même la défendre contre ceux qui voudroient l'opprimer. Il semble que les Princes Catholiques d'Allemagne ont raison de se tenir armés , afin d'empêcher qu'on n'entreprene sur leur Religion , ou sur leurs Etats , pourvu qu'ils s'en tiennent là. Mais cela paroît presque impossible. On emploie de trop grands artifices afin de les porter plus loin. Il n'y a que l'entremise & l'autorité de votre Majesté qui puisse retenir les uns & les autres , en déclarant qu'elle veut conserver la paix & le repos dans l'Empire , maintenir chacun dans la jouissance des privilèges du païs , tant pour la Religion que pour le gouvernement politique , & assister ceux qui les veulent défendre contre les autres qui entreprennent de les violer & de les enfreindre. Vous pouvez , Sire , procurer un si grand bien à l'Allemagne , en moiençant la tenue d'une Diète , où les Rois & les Etats voisins non

2619. intéressés, soient conviés d'intervenir par leurs Ambassadeurs. Dans une pareille Assemblée, on cherchera d'un commun accord les divers prétextes de prendre les armes, d'assurer la Religion, de guerir les Catholiques de leur défiance & de leur crainte, d'affermir l'autorité de l'Empereur affoiblie & ébranlée, d'éteindre enfin un feu capable d'embraser l'Allemagne & toute la Chrétienté. C'est par là, Sire, qu'à l'exemple des Rois vos predecesseurs, vous vous rendrez le pere commun & l'arbitre de la paix dans l'Empire, & dans toute l'Europe.

Avis différé  
dans le  
Conseil  
de France  
sur les affaires  
d'Allemagne.

On ne pouvoit donner un avis plus sage, ni plus avantageux à la France. La Lettre est certainement digne de la lumière, de la pénétration, & de la prudence consommée du Maréchal de Bouillon dans les affaires d'Etat. Mais quoi que tout le monde soit d'avis dans le Conseil du Roi, que sa Majesté ne doit pas reconnoître le nouveau Roi de Bohême, les esprits sont si partagés sur ce qui concerne l'Empereur & la Maison d'Autriche; & chacun a des intérêts si différens, qu'il ne fut pas possible de les faire convenir des mesures que Louis devoit prendre. Le Duc de Nevers toujours zélé pour l'Empereur, propose qu'on envoie sous son nom un puissant secours à sa Majesté Impériale. Il offre de le conduire en qualité de chef d'un nouvel ordre de Chevaliers qu'il s'est avisé d'instituer. Luines, le Cardinal de Retz, & le Jésuite Arnoux appuioient fortement la proposition de Nevers. Le Prince de Condé

Vittorio  
Siri Mé-  
moire re-  
condite.  
Tom. V.  
pag. 87.  
G. 88.  
Lettre di  
Bentivoglio.

Condé & le Duc de Guise conseilloient au Roi d'être neutre, & d'attendre qu'on le fit l'arbitre des differends de l'Allemagne. Le Chancelier de Silleri, du Vair Garde des Sceaux, le President Jeannin & le Comte de Schomberg furent du même sentiment. Mais Louis prévenu par son lâche Favori, déclare qu'il veut secourir l'Empereur. Une resolution si contraire aux intérêts du Prince qui la prenoit, desola les gens bien intentionnés pour son service. L'Ambassadeur d'Angleterre s'en plaignit au nom du Roi son maître. Jacques desavouoit son beau-fils: mais il ne vouloit pas souffrir que la Maison d'Autriche tâchât d'enlever le Palatinat à ses petits-enfans. Les Ministres de France appaisèrent le Ministre de sa Majesté Britannique, en faisant naître de grandes difficultés, quand il fut question de déterminer quel seroit le secours que Louis faisoit espérer à Ferdinand. Le Comte de Furstemberg eut beau demander une réponse positive, il ne pût tirer autre chose des Ministres, sinon que le secours seroit digne du Prince qui l'enverroit & proportionné aux besoins de l'Empereur. Furstemberg part là-dessus au commencement de l'année suivante; & charge le Nonce du Pape & l'Ambassadeur d'Espagne de solliciter l'exécution des bonnes paroles que Louis donnoit à sa Majesté Impériale.

1619.

L'an 1620. s'ouvrit en France par la création de cinquante-cinq Chevaliers des ordres du Roi & plus. Le Duc d'Anjou

1620.  
Création  
d'un  
grand  
nombre.

1610. frere unique de Louïs étoit le premier. Le Comte de Soissons Prince du Sang, les Ducs de Guise, de Maëenne, de Chevreuse, de Vendôme, d'Angoulême, d'Elbeuf, de Montmorenci, d'Ufès, de Retz, & de Luines reçurent aussi le Cordon bleu. Des Seigneurs ou des Gentilshommes distingués furent choisis pour remplir le reste de places vacantes. Les Vaudevilles qui ne manquent jamais de se faire en de pareilles rencontres, disent que dans ce grand nombre de Chevaliers, il se trouva des roturiers & des gens qui ne virent jamais l'Ennemi. Les traits de satire qu'on lançoit alors d'une manière fort piquante, attaquoient particulièrement le Favori & ses deux freres. Le déchainement fut égal à la Cour & la ville contre l'élevation des trois Luines faits Chevaliers en un même jour. Et certes, il n'est guères possible de trouver une plus grande rapidité de fortune. En moins de trois ans l'ainé des trois freres obtient le rang de Duc & Pair & le Gouvernement d'une Province considérable. On donne le bâton de Maréchal de France au cadet, afin qu'il épouse avec plus de dignité l'héritière de la Maison de Pequigni. Nous appellerons désormais le Maréchal de Chaulnes. Enfin le dernier deviendra bientôt M. le Duc de Luxembourg, en se mariant à l'héritière de la Maison de Piney-Luxembourg, dont il prit le nom & les armes, comme Cadenet avoit pris le nom & les armes de celle d'Ailli de Pequigni.

Ceux

Ceux qui déchurent de leurs prétentions  
 au Cordon bleu , augmentèrent le nom-  
 bre des mécontents. Le Marquis de Cœu-  
 vres étoit allé depuis quelque-temps à  
 Rome en qualité d'Ambassadeur. Il fut  
 si choqué de se voir omis dans la nom-  
 breuse promotion , qu'il demanda son rap-  
 pel. *Je ne puis plus demeurer à Rome avec*  
*honneur* , disoit-il. On tâcha de l'appaiser  
 en lui promettant quelque chose qui l'ac-  
 commodera mieux. Luines étoit bien aise  
 de tenir hors de France un homme actif &  
 intrigant qui pouvoit beaucoup sur l'esprit  
 du Duc de Vendôme. On trouva fort  
 mauvais à la Cour de Rome , que dans la  
 pompeuse cérémonie qui se fit à Paris pour  
 la création des Chevaliers , les Cardinaux  
 ne fussent pas au-dessus des Princes du  
 sang. Telle est la constante & ridicule  
 ambition des gens du Clergé d'un Evêque  
 successeur , si nous l'en voulons croire ,  
 de l'Apôtre qui a donné aux Ecclesiasti-  
 ques les plus vives leçons & les plus  
 grands exemples de modestie & d'humili-  
 té. La Cour de France se moqua de  
 l'arrogance des Cardinaux , comme elle  
 avoit déjà fait en quelques occasions. Les  
 Princes du sang aiant refusé de donner le  
 pas à des Prêtres , il fallut se retirer avec  
 une sensible mortification , de la salle où  
 le Roi regaloit ses Chevaliers. Je louerois  
 volontiers les Princes du sang de soute-  
 nir bien leur rang , s'ils n'avoient eu la  
 bassesse de céder ensuite le pas aux Car-  
 dinaux , pour faire leur cour à un pre-  
 mier Ministre revêtu d'une pourpre qui

1620.

*Vittorio*  
*Siri Mé-*  
*moire re-*  
*condite.*  
*Tom. V.*  
*pag. 102.*



1620. mérite le mépris de toutes les personnes de bon sens.

Le Duc de Luynes occupé de sa fortune & de l'élévation de ses freres, à quoi Vuës secrètes de. Ministres du Pape, du Roi d'Espagne, & des Archiducs des Païs-bas témoignent du Pape & du Roi d'Espagne en France. prendre grand intérêt, suit aveuglément toutes les impressions que ces gens artificieux lui font donner par le Jésuite Arnoux qu'il écoute comme un oracle. Leur grand dessein, c'étoit d'engager le Favori à faire la guerre aux Huguenots. Que si cela ne réussissoit pas, ils se preparoient à fomenter les partis & les factions qui s'augmentoient à la Cour de France, afin que Louis occupé chez lui d'une manière ou d'une autre, ne pût entrer dans les affaires d'Allemagne. On souhaitoit plus que toute autre chose, qu'il travaillât à ruiner les Réformés, pendant que l'Empereur, le Duc de Bavière, & les Princes de la Ligue Catholique attaqueroient les Protestans en Allemagne. Le projet en est formé. On doit en commencer l'exécution, dès que les affaires de Ferdinand qui semblent prendre une meilleure situation, seront rétablies. La Cour de Rome & le Conseil de Madrid ne comptoient pas trop sur le secours que Louis promit à Ferdinand. On ne doutoit pas que le Prince de Condé, plusieurs grands Seigneurs, & les Ministres d'Etat n'eussent quelque égard aux remontrances du Maréchal de Bouillon. Quelle apparence y avoit-il que la France employât ses forces à rendre la Maison d'Autriche plus puissante ? Louis devoit affecter

1619.

affecter une espèce de neutralité , & employer tout au plus ses bons offices à pacifier les troubles d'Allemagne. Ainsi la prudence vouloit que les Ministres du Pape & du Roi Catholique en France , se bornassent à ces deux choses ; à donner de l'occupation à Louis dans son Roiaume , afin qu'il ne pût secourir le Palatin , que l'Empereur prétend chasser de Bohême , & dépouiller ensuite de ses Etats héréditaires ; & à faire en sorte que les négociations que la France voudroit entamer pour la paix de l'Allemagne , fussent favorables aux intérêts de la Maison d'Autriche. Les Espagnols étoient sûrs que les Ministres de sa Majesté Très-Chrétienne , auroient des ordres précis , de n'être pas trop contraires à Ferdinand. Il ne reste plus qu'à faire donner Luines dans le piège qu'on lui prépare , afin qu'il pousse les Huguenots aux dernières extrémités.

Arnoux Confesseur du Roi servoit de Le Roi  
tout son cœur le Nonce du Pape & <sup>réitére</sup> ses ordres  
l'Ambassadeur d'Espagne , dans leur des- <sup>pour la</sup>  
sein d'allumer , s'il étoit possible , une <sup>sépara-</sup>  
guerre de Religion en France. Et Luines <sup>tion de</sup>  
à qui la conjoncture paroît favorable <sup>l'Assemblée de</sup>  
obtenir l'épée de Connétable , unique & <sup>Loudun.</sup>  
principal objet de son ambition démesurée ; le Favori , dis-je , fait aveuglément tout ce que le Jésuite lui suggère. On avoit déjà causé de furieuses allarmes à l'Assemblée des Réformés à Loudun , en lui envoyant des Commissaires avec un ordre précis de se séparer le 25. Janvier au

1620.

*Mercur**François*

1620.

*Bernard**Histoire de**Louis XIII*

l. IV.

*Vie de**M. du**Plessis-**Mornai.*

l. IV.

*Lettres &**Mémoires**du même.*

1620.

plûtard. Cela fit juger aux membres de la Compagnie que la Cour ne pensoit nullement à donner satisfaction aux Eglises Réformées sur leurs griefs. L'Assemblée résolut donc d'envoyer de nouveaux Députés au Roi & de lui permettre de demeurer à Loudun, jusques à ce que sa Majesté eût répondu aux cahiers qui lui furent présentés. On écrit en même-temps une Lettre circulaire à toutes les Eglises Réformées, afin de les avertir de ce qui se passoit, de leur déclarer les raisons que l'Assemblée a de ne se séparer point, & de les exhorter à demeurer fermes & constantes dans l'union qu'elles se sont reciproquement promise.

De peur que de si frequentes remontrances ne rebutassent le Roi, la Haie qui étoit à la tête de la nouvelle députation, en fit des excuses à sa Majesté d'une manière fort respectueuse en lui présentant la Lettre de l'Assemblée. Puisque Dieu veut bien être importuné par les prières de ses créatures, dit-il, nous espérons, Sire, que votre Majesté, qui en est la vive image, ne rejettera pas les très-humbles supplications que nous vous faisons encore, en nous prosternant aux pieds de vôtre Majesté, pour lui demander quelque soulagement à nos maux. Les Assemblées qu'il vous plaît de permettre, ne doivent pas seulement nommer des Députés qui résident à la Cour, leur fin principale, c'est de vous représenter les plaintes de nos Eglises, d'attendre que votre Majesté y ait pourvû, & de remporter dans les Provinces des réponses favorables à nos Cahiers.

*hiers. Nous vous supplions, Sire, de jeter les yeux sur nos malheurs, de nous faire sentir les effets de votre clémence & de votre justice ; enfin, d'apporter des remèdes salutaires à nos plaies. On tâche de les rendre mortelles en vous détournant de les guérir. Quelque soumises, quelque pressantes que fussent ces instances, elles ne firent aucune impression sur le cœur d'un jeune Prince que son Favori & son Confesseur formoient à la dureté, & à l'envie d'être obéi sans réplique. Puisque vous n'avez rien de nouveau à me représenter, dit-il d'un air sévère & impérieux à la Haïe, & à ses Collègues ; obéissez & retirez-vous. J'ai fait entendre ma volonté à votre Assemblée par ses Députés précédens, & par les Commissaires que j'ai envoyés à Loudun. La Haïe aiant témoigné vouloir remontrer encore quelque chose, sa Majesté fit signe à l'Huissier du Cabinet, d'en faire sortir des gens qu'elle n'étoit pas bien-aise d'écouter. Le Chancelier de Silleri tâche seulement de prévenir les mauvais effets qu'une pareille hauteur peut produire, en disant aux Députés tout consternés, que si l'Assemblée nomme des gens pour traiter avec le Conseil du Roi, on trouvera le moyen d'accommoder les affaires.*

Les Réformés n'étoient pas les seuls <sup>Remon-</sup> qui fissent des remontrances au Roi. Il <sup>trances du</sup> Parlement <sup>au Roi à</sup> en essuya de plus fortes & de plus chagrinantes de la part du Parlement de Paris. On y avoit envoyé un Edit pécuniaire à <sup>l'occasion</sup> vérifier. Les Magistrats y trouvèrent des <sup>d'un Edit</sup> <sup>pécuniaire</sup> <sup>1620.</sup>

1619. difficultés d'autant plus grandes, que les  
*Gramand* Cours souveraines & subalternes y avoient  
*Historia-* quelque intérêt. Il s'agissoit d'ériger l'em-  
*um Gallia.* ploi des Procureurs en titre d'Office; bien  
*l. V.* entendu qu'ils paieroient pour cela une cer-  
*Pièces en-* taine somme d'argent. Quoique selon la  
*rien se du-* coutume établie depuis long temps, le  
*vant le re-* Conseil du Roi eût coloré le nouvel Edit  
*gne du Con-* du prétexte spécieux du bien public; le  
*nétable de* Parlement chagrin de ce qu'en ruinant les  
*Luines* gens, on prétend leur faire accroire qu'on  
*pag. 35.* leur procure de grands avantages, apporte  
*36. 37.* quelques difficultés à l'enregistrement de  
*Mercur* l'Edit: & ce fut inutilement que le Roi  
*François* envoya des ordres exprès de passer outre.  
*1619.* Irrité de cette résistance, Louis va au  
 Parlement, suivi du Duc d'Anjou son frere,  
 du Prince de Condé, du Comte de  
 Soissons & de quelques Seigneurs, pour se  
 faire obéir sans aucune contradiction. Mais  
 il trouva des Magistrats plus intègres &  
 plus courageux que ceux qui ont trahi  
 honteusement leur patrie par une lâche  
 complaisance pour son fils.

Il n'y eut que du Vair Garde des Sceaux  
 qui acheva de perdre en cette rencontre  
 l'estime & la réputation que sa droiture &  
 sa probité lui avoient acquise lorsqu'il fut  
 élevé à la seconde Magistrature du Roiaume.  
 Pour avoir plus de droit à posséder  
 un Evêché sans faire aucune fonction Ec-  
 clesiastique, du Vair s'étoit mis en tête  
 d'être Cardinal. Dans ce dessein il se dé-  
 voue entièrement au Duc de Luines. Voi-  
 ci donc le Garde des Sceaux qui parle fort  
 au long dans le Parlement en faveur du  
 peu-

pouvoir absolu des Rois , & qui blâme hautement la résistance des Magistrats. Vous pouvez bien faire une ou deux remontrances, leur dit-il , mais si le Roi ne veut pas y avoir égard , vous devez lui obéir aveuglément. Les Parlemens sont établis pour rendre la souveraine autorité des Rois plus supportable au peuple , & non pour leur résister. Dire le contraire , c'est vouloir passer pour ignorant , ou pour rebelle. Comme les Rois par une sage condescendance , ont soumis leurs Ordonnances & leurs Edits à l'examen du Parlement , ils peuvent lui ôter ce privilège quand ils le jugeront à propos. Le refus opiniâtre que vous faites d'enregistrer l'Edit que sa Majesté vous a envoyé , est d'un pernicieux exemple. Voulez-vous apprendre au peuple qu'on peut résister à la volonté du Roi , & que les Edits tirent toute leur autorité du consentement que le Parlement y donne ? Du Vair finit sa harangue en menaçant de l'indignation & de la colère du Roi . ceux qui refuseroient plus long temps de lui obéir. On ne fut pas extrêmement surpris de la servile adulation du Garde des Sceaux. Il avoit dégénéré de son ancienne vertu en plusieurs rencontres. Et le monde se persuadoit qu'il y avoit plus d'affectation que de sincérité dans l'austère probité qu'il affectoit avant l'éloignement de la Reine mere.

Verdun premier Président au Parlement de Paris entre assez rarement sur la scène dans l'Histoire de Louis XIII ; mais c'est toujours avec honneur. Il témoigna en cette occasion que les nobles sentimens

1620.

de l'ancienne liberté François. n'étoient pas encore éteints dans le cœur des principaux Magistrats. Verdun déclare nettement qu'ils ne cèdent qu'à la violence. Sire, dit-il avec beaucoup de courage & de gravité, nous avons un extrême regret de ce que la nécessité de vos affaires, semble vous engager à priver votre Parlement de son ancien droit de connoître des besoins de l'Etat, & de délibérer sur les Edits que vous lui envoyez. Comme l'omission de vous soumettre à cette loi inviolablement observée de tout temps par vos predecesseurs, est un présage de la décadence & de la diminution de votre autorité Royale, nous redoublerons désormais nos vœux pour la prospérité de votre Regne. Nous prions Dieu, Sire, qu'il vous fasse connoître le préjudice que les auteurs de ces conseils violens font à la Majesté du Souverain. Et puisque nous ne pouvons en prévenir les suites pernicieuses, nous mettrons dans nos registres, pour la décharge de nos consciences envers Dieu & envers notre Roi le nom & les qualités de ceux qui vous ont conseillé de n'écouter pas nos justes remontrances. On croit maintenant en France que l'autorité du Roi est plus grande & mieux établie que jamais, parce que le Parlement est réduit à vérifier les Edits dès que sa Majesté les envoie. Le sage & judicieux Président de Verdun n'étoit pas de cet avis : & tous les hommes de bon sens n'en seront jamais. Plus le peuple est esclave; plus le Roi perd de la solide & véritable puissance qu'un Prince éclairé doit rechercher.

Ser-

Servin Avocat Général ne parla pas moins fortement. Après avoir établi le droit incontestable que le Parlement a toujours eu d'examiner les Edits du Roi, & de s'opposer avec respect à ceux qui sont contraires au bien public, l'incomparable Magistrat s'adresse ainsi au jeune Louis. *Ceux qui ont donné ce conseil à votre Majesté de faire enregistrer l'Edit nonobstant les remontrances de votre Parlement, ne vous ont montré, Sire, que la grandeur de votre pouvoir : Et nous en convenons avec eux. Mais ils devoient vous parler en même-temps de ce que la justice Et la clémence exigent de vous. C'est une chose étrange que ces gens ne vous aient pas représenté la misère du peuple pour lequel nous faisons des remontrances. Quel sujet y a-t-il d'augmenter les subsides Et les impôts, lorsqu'on devoit les diminuer ? Votre Majesté veut-elle obliger ses Sujets à quitter leurs biens & leur patrie, Et à se retirer dans les pays étrangers, où ils trouveront plus de repos Et de douceur ? L'un des qui accompagna le Roi au Parlement, eut le chagrin & la mortification d'entendre dire encore à l'Avocat Général, que ceux qui conseilloyent au Roi ces levées extraordinaires de deniers, vouloyent en profiter.*

Irrité de ce que les Magistrats parlèrent si librement ; encore plus de ce qu'ils l'avoient clairement désigné, le Favori persuade au Roi de mander le lendemain les Présidens, le Procureur & les Avocats Généraux & de leur faire une forte reprimande. *C'est une chose inouïe, leur dit le*



1620. Garde des Seaux avec une severité affectée, que des Magistrats aient parlé au Roi avec autant de hardiesse & de temerité que vous parlates hier à sa Majesté. Elle l'a souffert patiemment. Que cela vous apprenne que le Roi a plus de clémence & de bonté qu'aucun de ses Predécesseurs. Sâchez cependant que les anciens Magistrats ne se sont jamass oubliés de la sorte. Le Parlement n'a pas d'autre autorité que celle qu'il plaît au Roi de lui donner. Si vous séparez une fois vos intérêts de ceux du Roi, on connoitra votre foiblesse & vous deviendrez méprisables. Verdun premier Président voulut inculquer encore au Roi, ce qu'il avoit déjà remontré à sa Majesté quelques années auparavant, touchant le droit que le Parlement a d'examiner les Edits que le Roi lui envoie. Mais du Vair devenu aussi lâche esclave de la Cour que Silleri l'étoit alors, interrompit le premier Président pour repeter ce qu'il avoit déjà dit avant que Verdun prit la parole.

On travaille à l'accommodement de l'affaire de l'Assemblée de Loudun.

La vigueur du Parlement fit rentrer Luines en lui-même. Il apprehende que cette puissante Compagnie ne se déclare pour la Reine mere & pour les Seigneurs dont le mécontentement éclattoit par plusieurs endroits. De peur d'avoir tant de gens à la fois sur les bras, il cherche les moyens d'appaïser le parti Huguenot qui murmuroit plus fort qu'auparavant. Du Vair Garde des Seaux lui donna mal à propos de nouveaux soupçons, dans sa harangue au Parlement sur la vérification de l'Edit. Il y déclare sans façon que le Roi étant

Mémoires de M. du Pleſſis-Mornai. l. IV.

Étant obligé de se tenir sur ses gardes contre les Réformés, cette dépense extraordinaire contrainst la Majesté à chercher les <sup>1619.</sup> *Lettres & Mémoires du même.* moyens de la soutenir de la manière la moins onéreuse au peuple. Le prétexte <sup>1620.</sup> parut allegué à contre-temps. Le Maréchal de Lesdiguières venu à Paris, afin de se faire recevoir Duc & Pair, & le Marquis de Châtillon s'étoient offerts pour accommoder l'affaire de l'Assemblée de Loudun. Ils y travailloient conjointement <sup>1620.</sup> *Lettre de Bentivoglio. Histoire du Connétable de Lesdiguières. X. Chap. Journal de Bassompierre.* avec le Prince de Condé & le Duc de Luines. A quel propos du Vair venoit il donc augmenter les ombrages & la défiance des Huguenots ? Etoit-il du nombre de ceux que Bentivoglio Nonce du Pape gagna pour porter le Roi à tourner ses armes contre ses propres Sujets ? Si cela est, du Vair tente inutilement d'entonner la trompette de la guerre civile. Luines effrayé du soulèvement des Magistrats à la vérification de l'Edit, devient plus traitable, quand il faut parler de donner quelque satisfaction à l'Assemblée de Loudun. Le Favori a peur d'avoir trop d'ennemis à combattre, si les Huguenots irrités se joignent aux mécontents, qui parloient déjà fort haut à la Cour, dans la Ville, & dans toutes les Provinces.

Lesdiguières prêt à vendre ceux d'une Religion qu'il n'aima jamais que par intérêt, & leurré par les promesses que Déaillant lui fait de la part du Roi & de son Favori, Lesdiguières, dis-je, que le Nonce Bentivoglio appelloit fort à propos. <sup>Ugonotto</sup> *Un Huguenot d'Etat, & non de conscience, & le* <sup>pia di Stato, che di coscienza.</sup> *Man-*

1620.

Marquis de Châtillon qui espère aussi quelque chose de la Cour , conviennent de certains articles avec le Prince de Condé & le Duc de Luines. En accordant à l'Assemblée la continuation des places de sûreté pour quatre ans & la réception de deux Conseillers au Parlement de Paris , les Députés devoient se séparer. Pour ce qui est des autres demandes , le Roi promettoit d'y avoir égard dans six mois , & d'écouter dans sept au plus tard , les remontrances que les Eglises Réformées faisoient contre la restitution des biens Ecclesiastiques dans le Bearn. Et parce que tous ces délais sont suspects à l'Assemblée de Loudun , le Prince de Condé & le Duc de Luines s'engagent à faire obtenir un Brevet , qui permettra aux Députés de se rassembler , en cas que les promesses de sa Majesté ne soient pas exécutées. Lesdiguières envoie un de ses confidens à Loudun afin de persuader à l'Assemblée d'accepter les conditions de bonne grace , du Plessis-Mornai toujours amateur de la paix , joint ses instances à celles du Maréchal , afin que l'accommodement se conclût au plutôt. Quelle fut , bon Dieu ! la surprise du sage Gentilhomme , quand il apprit dans ce temps-là même , que le Prince de Condé avoit porté au Parlement de Paris une Déclaration , par laquelle Louis ordonnoit à l'Assemblée de Loudun de se séparer dans trois semaines , faute de quoi les Députés seroient poursuivis comme rebelles & criminels de lèze-majesté ?

Du

Du Pleffis-Mornai s'épuise en vain à chercher la raison , pourquoi le Prince de Condé qui vient de se rendre garant de l'exécution des conditions que le Roi accorde aux Réformés , parle dans sa harangue au Parlement , comme si Louis avoit résolu de porter ses armes contr'eux. *Je ne sai où j'en suis*, disoit du Pleffis. *Notre Assemblée se dispose à recevoir ce que le Roi veut bien donner : Et voici une Déclaration froudroyante. On semble nous menacer de nous poursuivre à outrance.* Il ne savoit pas, le bon Gentilhomme, que c'étoit une nouvelle tentative des Emissaires du Pape & du Roi d'Espagne. Après avoir rassuré le Duc de Luines , ils se poussèrent encore à porter les choses à la dernière extrémité contre les Huguenots. Et le Favori que son ambition tourne de ce côté-là , écoute ce qu'Arnoux Confesseur du Roi dit , dès que le violent & artificieux Jésuite lui proteste qu'il n'y a rien à craindre de la part de la Reine mere , du Duc d'Epéron & de quelques autres Seigneurs. Du Pleffis & les autres qui ne pénétroient pas dans les intrigues des Ministres de la Cour de Rome & de celle de Madrid , conjecturerent que la Déclaration étoit un artifice du Favori afin de donner de la couleur aux Edits pécuniaires qu'il faisoit publier , & d'arrêter les cris du Parlement. Je ne sai si cette pensée n'avoit pas quelque fondement. Les Magistrats se plaignoient de ce qu'on faisoit des levées extraordinaires de deniers sans aucun besoin , & que le Favori & ses créatures s'enrichis-

soient

1620. soient du sang du peuple. Quoiqu'il en soit des motifs véritables du Duc de Luynes dans la demarche irregulière qu'il fit faire à son maître, le Nonce du Pape, l'Ambassadeur d'Espagne, le Jésuite Arnoux, & les Pensionnaires de la Maison d'Autriche en triomphèrent. Sous prétexte d'appaier le Parlement, on soulevoit le parti Réformé.

L'Assemblée de Loudun se sépare.

Tout sembloit se disposer à une guerre de Religion. Les Protestans effraies de la Déclaration parlent déjà comme des gens résolus à ne se laisser pas opprimer sans résistance. Ils crient contre le Maréchal de Lesdiguières qui leur devient plus suspect que jamais. On se plaint de l'ingratitude & de la mauvaise foi du Prince de Condé. Il s'étoit rendu porteur d'une Déclaration contre des gens qui s'intéressèrent à lui faire obtenir sa liberté & auxquels il s'offre pour caution, que l'on exécutera ce que son Altesse leur promet de la part du Roi. Les Prédicateurs de l'Eglise Romaine se mirent à sonner le tocin contre les hérétiques à Paris & dans les Provinces. Les écailles tombèrent alors des yeux du bon du Plessis. Il s'aperçut d'une conspiration presque générale pour détruire à force ouverte ceux de sa Religion. Du Plessis écrit fortement au Duc de Montbazou beau-pere du Favori. Il représente à ce Seigneur que les affaires semblent prendre le train qu'elles prirent sous le Regne funeste d'Henri III, & qu'on expose la France au danger d'être bien-tôt toute en feu. Du Plessis re-

mon-

Vie de M.  
du Plessis.  
Mornai  
l. IV.  
Lettre, &  
Memoires  
du même  
1620.  
Journal  
de Bassompierre.

montrait encore à Monbazon l'intérêt 1620.  
que le Duc de Luines avoit pour l'établissement de sa fortune, de prévenir toute sorte de guerre civile. Soit que ces remontrances fissent quelque effet ; soit que Luines & Lesdiguières changeassent de vûes & de sentiment, les projets des Ministres de Rome & de Madrid contre les Réformés échouèrent pour cette fois.

Le Maréchal de Lesdiguières voyant que le Roi & son Favori ne lui parlent point de l'épée de Connétable, que Déa-geant lui a offerte de leur part, fait réflexion qu'il n'est pas de son intérêt que les Protestans soient poussés à bout. Le raffiné politique juge qu'il lui est avantageux que le parti Réformé demeurant toujours assez fort pour faire peur à la Cour, elle ne puisse se dispenser de ménager le Maréchal, de peur qu'il ne se déclare pas en faveur de ceux qu'elle veut ruiner à la première occasion favorable : au lieu que le Roi & le Favori le laisseront mourir en repos, dès qu'il n'y aura plus rien à craindre du côté des Réformés. Luines se trouve lui-même concerté par les avis qu'il reçoit de plusieurs endroits que la Reine mere travaille sérieusement à former une puissante faction contre lui, & que les premières personnes du Roiaume y entrent. De peur que les Réformés ne se mettent encore de la partie, comme ils firent contre le Maréchal d'Ancre, le Favori laisse là ses premières pensées d'une guerre de Religion,

1620. gion, & songé à prévenir l'orage qui le menace. Il prend la résolution de séparer au plutôt l'Assemblée de Loudun, en lui donnant quelque satisfaction. Lesdiguieres & Luines concoururent de la sorte par des intérêts différens à guérir les Réformés de leurs soupçons & leur défiance, à renouer la négociation avec l'Assemblée, & à conclure un prompt accommodement.

Un domestique du Maréchal alla de sa part à Loudun, demander le consentement de l'Assemblée au second projet d'accommodement, dressé de concert avec le Prince de Condé & le Duc de Luines. Les conditions étoient presque les mêmes. *Lettre de Bentivoglio.* Le Favori plus intrigué que jamais, avoit tâché de les faire paroître plus favorables, afin qu'elles fussent acceptées avec moins de résistance. Du Plessis-Mornai & les principaux Seigneurs Réformés conseillèrent à l'Assemblée de s'en contenter : & Luines toujours plus impatient de la voir séparée, fait avancer le Roi jusques à Orléans ; c'étoit pour l'intimider aussi bien que la Reine mere qui parloit haut. La précaution fut inutile au regard de l'Assemblée. Le Roi reçut à Orléans la nouvelle de sa séparation. Tout s'y passa fort doucement. Elle nomme six de ceux qu'elle juge les plus propres à résider à la Cour, en qualité de Députés généraux des Eglises Réformées, afin que le Roi choisisse selon la coutume les deux qui agréeront le plus à sa Majesté. Chacun s'en retourne fort tranquille dans sa Province.

vince. Louis aiant su comment les choses s'étoient passées à Loudun, l'Assemblée m'a obligé, dit-il, mais elle n'a pas moins fait pour elle. Je veux désormais traiter mes Sujets de la Religion comme les autres. Certaines gens auroient grand soin que le Roi ne demeure pas long-temps dans cette bonne disposition. Peut-être qu'il dissimuloit lui-même. La retraite précipitée du Duc de Maienne qui s'échappe de la Cour sans rien dire & s'en va dans son Gouvernement de Guienne, donne de nouvelles & de plus grandes apprehensions, que la nuë qui grossit depuis le commencement de l'année, ne crève bien-tôt avec un furieux éclat.

La vuë de l'orage prochain détourna le Duc de Luines de son premier projet de faire envoyer un secours considérable à l'Empereur. On lévoit des troupes en France sous prétexte, que toute l'Allemagne étant en armes, le Roi devoit augmenter ses forces à proportion des mouvemens qui se faisoient dans les Etats voisins. Mais la véritable raison d'un armement extraordinaire, c'est la nécessité où se trouve le Favori de se tenir sur ses gardes contre ses ennemis. On ne pense nullement aux espérances données à l'Empereur. Quand le Conseil de Louis eut examiné avec soin les mesures que sa Majesté devoit prendre par rapport aux affaires d'Allemagne, les Ministres revinrent, à certaines choses près, au sentiment du Maréchal de Bouillon, que le Roi se rendit l'arbitre des différends survenus dans

1620.  
Avis du  
Président  
Jeannin  
sur les  
affaires  
d'Alle-  
magne.

l'Em-



1619.  
Ambassa-  
de d'An-  
goulême.  
pag 29.  
26. &c.  
Oeuvres  
médées du  
Président  
Jeannin.

l'Empire. Y avoit-il un meilleur parti à prendre! Le vieux président Jeannin fut celui qui ramena les autres à cette opinion. Nous avons encore son avis qu'il mit par écrit." Voions comment cet homme consommé dans les affaires d'Etat, raisonnoit sur les intérêts de la France par rapport à la situation présente de l'Allemagne & de la Maison d'Autriche. On y remarque avec étonnement, combien ce préjugé que la ruine de la Religion Catholique seroit suivie de celle de la Maison d'Autriche, servit à Ferdinand. C'est le plus puissant, & presque le seul motif que Jeannin, allègue pour rendre le Roi son maître favorable à l'Empereur. Prévenu par les clameurs continuelles des Ministres du Pape & du Roi d'Espagne, Jeannin soutient que la grandeur encore naissante de la Maison Palatine, est plus à craindre que celle de la Maison d'Autriche qui commence de tomber. Vit-on jamais un plus grand travers dans un homme d'esprit & d'expérience? Suivons Jeannin dans son mémoire.

Il pose premièrement que la Maison d'Autriche est devenue si puissante & si formidable, que tous les Princes de l'Europe ont souhaité son abaissement, & qu'ils ont été obligés d'empêcher du moins qu'elle ne s'agrandît d'avantage. C'est pourquoi, disoit le Président, les Rois de France assistèrent les Princes Protestans d'Allemagne contre Charles-Quint & les Provinces-Unies contre Philippe Second. *La face des affaires est changée depuis ce temps.*

temps-la, continue Jeannin. Il n'y a plus  
 rien que doive nous indaire à faire mainte- 1620.  
 nant du mal à la Maison d'Autriche. Au  
 contraire, si nous voulons raisonner sur les  
 maximes de nos Rois qui ont tâché de tenir  
 la balance égale dans l'Europe, & d'empê-  
 cher que le plus fort n'opprimât le plus foible,  
 sa Majesté doit secourir l'Empereur presque  
 depouillé de son ancien patrimoine, contre un  
 grand nombre d'ennemis fort puissans, qui ne  
 peuvent devenir supérieurs, à moins que la  
 Religion Catholique ne soit en grand danger.  
 Le premier avantage que les Princes sépa-  
 rés de l'Eglise Romaine voudront tirer de  
 leur victoire, ce sera de bannir de l'Alle-  
 magne toute autre Religion que la leur.  
 Quoique les Luthériens ne soient pas si vio-  
 lens que les Calvinistes qui ont toujours usé  
 de cette rigueur, quand ils ont cru pouvoir  
 l'entreprendre avec sûreté; si est-ce pour-  
 tant que les uns & les autres seront portés  
 à le faire, tant pour l'avancement & la sê-  
 reté de leur Religion, que pour achever de  
 partager entr'eux les grands biens qui restent  
 encore à l'Eglise en Allemagne. Et quand  
 les Protestans y seront devenus les plus forts,  
 il est à craindre que cela n'enfle le courage à  
 ceux qui font profession de la même Religion  
 dans les Etats Catholiques, & qu'ils n'aient  
 envie de s'y rendre les maîtres, flattés qu'ils  
 seront de l'espérance de tirer de puissans se-  
 cours d'Allemagne, d'Angleterre, & des  
 Provinces-Unies. On a raisonné tout au-  
 trement en nos jours dans le Conseil du  
 fils de celui dont j'écris l'histoire. La  
 Maison d'Autriche paroïsoit moins puis-  
 sante

1620. sante que sous Louis XIII. Et cependant on ne s'est pas mis en peine que la Religion Catholique se perdît, que dis-je? que l'Alcoran s'établît sur les ruines de l'Evangile dans le reste de la Hongrie & dans l'Autriche, pourvû que l'Empereur fût ruiné en Allemagne. Qui étoit le plus habile, de Jeannin, ou de Louvois? Disons librement la vérité. Il y avoit plus d'apparence de religion & d'équité dans le Conseil de Louis XIII. Et les Ministres de Louis XIV. raisonnèrent plus conséquemment selon les maximes de la fine, mais détestable politique de Machiavel, que Richelieu & Mazarin ont introduite en France.

Jeannin décrit ensuite fort bien la décadence de la Maison d'Autriche, dont tous les gens d'esprit s'appercevoient alors. *La victoire est comme assurée pour les Protestans, dit-il, si l'Empereur n'est puissamment secouru des Princes Catholiques d'Allemagne, & du Roi d'Espagne. Mais quelle ressource peut-il espérer de ces deux côtés? Les Princes Catholiques d'Allemagne n'ont aucune liaison entr'eux: ils sont éloignés les uns des autres; ils arment seulement pour la défense de leur pais. Les Protestans au contraire ont fait de si grands progrès par l'élection du nouveau Roi de Bohême, que les Princes qui voudroient assister l'Empereur, semblent n'oser se déclarer, de peur de mettre leurs Etats en danger pour secourir ceux d'autrui. Quelque puissant que soit le Roi d'Espagne, il aura de la peine à lever beaucoup de troupes. Ses trésors sont épuisés* par

par les dépenses excessives de son pere. L'Espagne manque d'hommes à cause des colonies qu'elle envoie aux Indes, & le bannissement des morisques achève de la depopler. Le Vice-Roi de Naples a fait sortir d'Italie quatre mille Napolitains & trois mille Wallons. Le Roi Catholique ne peut dégarnir davantage ses Etats d'Italie. Ses meilleures troupes & les plus aguerries sont dans les Pays-Bas. Mais les Archiducs ont envoyé déjà dix mille hommes en Allemagne sous la conduite du Comte du Buquoi : Et la trêve tantôt finie oblige l'Espagne à garder ce qui lui reste de troupes & de forces en Flandres & ailleurs.

Ne s'imagineroit-on pas que Jeannin va conclure de là que Louis doit envoyer un puissant secours à Ferdinand ? Il s'en gardera bien, l'habile Ministre d'Etat. Toutes ses réflexions aboutissent à faire comprendre que la France doit tout au plus empêcher par la voie de la négociation que les Protestans ne soient en état d'opprimer les Catholiques auprès avoir ruiné la Maison d'Autriche, & que le Roi doit conserver un certain équilibre entre la puissance de l'Empereur & celle des Princes Protestans. Dès que Jeannin vient à considérer quel secours Louis peut envoyer à Ferdinand ; il change tout à coup de langage. Le Président ne croit pas que le Roi doive dégarnir son Royaume à cause des troubles dont il est menacé. Le voilà donc qui en revient après un long circuit au sentiment du Maréchal de Bouillon, d'envoyer une Ambassade so-

5620. lemmelle à l'Empereur & aux Princes de l'Empire Catholiques & Protestans , d'exhorter les uns & les autres à la paix , de proposer une suspension d'armes & la convocation d'une Diète , où les Princes voisins & desintéressés interviennent pour chercher les moïens de procurer une bonne paix à l'Empire. L'adroit Jeannin marque à cette occasion comment il faut négocier avec les Princes d'Allemagne qui ont des intérêts si differens. Il veut qu'on entretienne les soupçons & la défiance des Luthériens au regard des Calvinistes , qu'on insinué aux premiers que l'élevation de la Maison Palatine est plus à craindre que la décadence de celle d'Autriche ; qu'on remontre à l'Empereur que la perte d'une bataille entrainera celle de ses Etats héréditaires ; enfin qu'on fasse entendre aux Princes de la Communion du Pape, que les Protestans se trouvant supérieurs, le plus sûr, c'est d'appaiser promptement tous les differends par la négociation , sans s'exposer aux événemens incertains de la guerre. Le mémoire du Président Jeannin parut si bien raisonné , si convenable à la situation des affaires & aux intérêts de Louis, que son Conseil résolut de s'en tenir là.

Le Roi Charles de Valois Duc d'Angoulême envoie fut le chef de l'Ambassade. On lui donna une grande Am- pour adjoints le Comte de Bethune, bassade en & l'Aubespine de Châteaufort Abbé de Allemagne. Préaux , l'un Conseiller d'Etat d'épée & l'autre de robe. Puisieux leur expédia le 8. Avril leur instruction à Fontainebleau. Elle

Elle étoit dressée sur le mémoire du 1620.  
 Président Jeannin. Les trois Ambassa-  
 deurs partirent de Paris le 8. Mai, suivis d'un grand nombre de gens de qualité qui  
 voulurent faire le voiage, & d'un train <sup>Ambassa-  
de d'An-  
goumois.</sup>  
 de quatre cens cheveaux. Ils avoient or-  
 dre de voir tous les Princes d'Allemagne,  
 de conferer avec les Magistrats des prin-  
 cipales villes de l'Union Protestante,  
 d'exhorter les uns & les autres à la paix ;  
 enfin d'aller trouver Ferdinand, & de lui  
 faire les complimens du Roi sur son avé-  
 nement à l'Empire. On devoit protester  
 encore à sa Majesté Impériale que Louïs  
 sentoît une vive douleur des embarras où  
 elle se trouvoit, & qu'il feroit tous ses  
 efforts pour l'aider à s'en tirer heureu-  
 sement. Après quoi les Ambassadeurs  
 devoient représenter à Ferdinand qu'une  
 suspension d'armes & la convocation d'u-  
 ne Diète pour y travailler à la paix de  
 l'Allemagne, étoit le moien le plus sûr,  
 le plus convenable au bien de l'Empire,  
 & le plus avantageux à la Maison  
 d'Autriche.

Le Duc de Luines pensoit beaucoup  
 plus à prévenir la guerre civile dont la France étoit menacée, qu'à pacifier les  
 troubles de l'Allemagne. La Reine mécon-  
 tente, quelques Princes & plusieurs grands <sup>Mécon-  
tente de la Rei-  
ne mere,  
de quel-  
ques Prin-  
ces & de  
plusieurs  
grands</sup>  
 Seigneurs ne dissimulent plus leur mé-  
 contentement. Le peuple crie par tout  
 contre le Favori & contre ses deux frè-  
 res. En un mot les esprits sont telle-  
 ment soulevés à la Cour & à la ville que  
 Bentivoglio Nonce du Pape se croit obli-

1620. gé d'avertir Luines que sa fortune n'est pas si bien assurée qu'il se l'imagine. On ne vous regarde pas comme un Favori, mais comme un Roi, dit le Nonce à Luines, craignez que Louis ne se mette en tête à n'avoir plus de compagnon, & que la France ne veuille obéir qu'à un seul maître.

*Vincenzo*  
*Ses Me-*  
*morie re-*  
*condite.*  
*Tom. V.*  
*pag. 70.*  
*71. & 116.*  
*Vie du Duc*  
*d'Epemon.*  
*L. VIII.*

Outre le chagrin que Marie de Médicis eut de la déclaration donnée en faveur du Prince de Condé, elle trouva mauvais encore que la promotion des Chevaliers se fût faite sans sa participation. Il lui sembla que le Favori avoit affecté qu'aucun d'eux ne pût être redevable de son Cordon-bleu à la Reine mere. Luines se reserva tout le mérite de la distinction accordée aux Seigneurs & aux Gentilshommes. On garda seulement quelque bienveillance au regard de Marie de Médicis. Le Roi lui fit donner avis de la promotion résoluë, ceux que le Roi avoit choisis, lui furent nommés ; on lui offrit d'en ajouter encore quelques-uns, si elle avoit envie de récompenser ou un deux de ses serviteurs. Mecontente de ce que le Roi lui parle d'une affaire, après qu'elle est entièrement concluë, & de ce que le Favori n'a pas voulu lui laisser la liberté d'exclure certaines gens dont elle a sujet de se plaindre, Marie de Médicis reçoit froidement les civilités de son fils. Elle ne veut demander le Cordon pour aucun de ceux qui sont à son service.

Richelieu Evêque de Luçon ne perdoit pas la moindre occasion de l'irriter contre Luines. L'ambitieux Prélat voit bien que

que le crédit de sa maitresse n'augmentera pas , tant qu'elle sera éloignée de la Cour & des affaires , & qu'il n'aura lui-même aucune occasion de s'avancer. Le Favori lui faisoit espérer un Chapeau de Cardinal ; mais l'Archevêque de Toulouse fils du Duc d'Epéron étoit assuré de la nomination du Roi à la première promotion. Et Richelieu craignoit que d'autres compétiteurs ne l'emportassent sur lui , à moins qu'il ne se rendit nécessaire à Luines , ou que la Reine mere ne reprit son autorité perdue. Le voila donc qui se confirme plus que jamais dans la résolution de lier un parti capable de perdre le Favori, ou du moins de le mettre dans l'impuissance de conjurer autrement l'orage , qu'en gagnant celui qui a le plus de crédit auprès de la Princesse qui le forme. *Il faut , Madame ,* lui disoit sans cesse l'Evêque de Luçon , *emporter par une seconde guerre ce que vous n'avez pu obtenir en faisant la paix. Le Duc de Luines est trop fier de l'appui du Prince de Condé. Faites sentir au Favori qu'il se trompe dans ses espérances. En réunissant à vous ceux qui n'aiment pas M. le Prince , vous avez de quoi les déconcerter tous deux.*

L'avis plut à la Reine mere. Condé eut dans ce temps-là même un grand différend avec le Comte de Soissons second Prince du sang , sur une de ces choses qui ne sont que des bagatelles souvent indignes des personnes du premier rang , & dont les Princes & les Courtisans sé-



1620. duits par un faux point d'honneur que le Roi a grand intérêt de maintenir, se font des affaires serieuses & importantes. Condé aiant voulu donner en qualité de premier Prince du sang, la serviette au Roi, le Comte de Soissons s'en saisit, & prétend que c'est une des prérogatives de sa charge de Grand - Maître de la Maison du Roi. Les Princes & les premiers Seigneurs de France faisoient autrefois à la vérité de pareilles fonctions auprès des Rois; mais comme les Electeurs les font auprès de l'Empereur, au sacre & au couronnement, & tout au plus un jour de mariage, ou de cérémonie extraordinaire. Depuis que les Princes & les premiers Seigneurs ont perdu presque toute leur distinction, ils se sont réduits à faire ce qui ne convient qu'à des Officiers subalternes & à de simples domestiques. D'un autre côté, les Rois bien-aisés d'avilir & de rendre méprisables ceux que leur naissance, ou leur dignité ne rend pas fort inférieurs aux têtes couronnées, ont exigé que les Princes & les premiers Seigneurs s'accoutumassent à se regarder comme des domestiques. Et afin que la servitude soit moins honteuse & plus supportable, les enfans & les freres du Roi lui donnent la serviette & la chemise comme les autres.

Chacun des deux Princes du sang fort échauffé à qui fera une fonction de Maître d'Hôtel, tire la serviette de son côté, & la contestation augmentoit d'une manière dont les suites pouvoient devenir facheu-

cheuses, lors que le Roi les mit tous deux d'accord, en appelant le Duc d'Anjou son frere pour lui donner la serviette. Ils furent donc obligés de céder : mais ce ne fut pas sans se dire l'un à l'autre des paroles hautes & menaçantes. Les plus grands Seigneurs de la Cour vont incontinuellement offrir leurs services à celui des deux Princes qu'ils considerent le plus. Guise & les amis du Favori se déclarent pour Condé. Maïenne, Longueville, & plusieurs autres prennent le parti de Soissons. Il n'avoit encore que dix-sept ans; & la Comtesse sa mere, Princesse de bon esprit, & de grand courage, le conduisoit dans toutes ses demarches à la Cour. Elle se sert habilement de la querelle pour faire entrer dans le parti de la Reine mere bien des gens chagrins contre le Favori & contre le Prince de Condé qui le soutient. La Comtesse avoit envie de marier son fils à Madame Henriette de France troisième sœur du Roi. Persuadée que le Prince de Condé s'opposera de tout son pouvoir à une alliance qui donneroit de trop grands avantages à un cadet de sa Maison qui ne l'aime pas, la Douairière de Soissons espère de venir à bout de son projet par le moien de la Reine mere, qui ne sera pas fâchée d'élever le second Prince du sang, & de l'opposer au premier qui la veut perdre. C'est pourquoi la Comtesse employoit tout son crédit & toute son adresse à fournir à Marie de Medicis les moïens de reprendre du moins une grande partie de son autori-

1620. té. Nous allons voir que la plupart de ceux qui s'étoient liés il y a quatre ans à Luines pour perdre le Maréchal d'Ancre, s'uniront bientôt à la Reine mere dans le dessein de ruiner celui qui s'est élevé sur les debris de la fortune de son Conchini. Heureuse! si Richelieu ne l'eût pas trahie, dans cette dernière affaire, comme Déageant & l'Evêque de Luçon lui-même la sacrifient dans la première, l'un pour se mettre à la place de Barbin, & l'autre pour se conserver dans le poste de Secrétaire d'Etat.

Le Duc de Maïenne fut un des premiers que la Comtesse de Soissons gagna. Il étoit mécontent de ce que le Favori ne le ménageoit pas assez, & de ce qu'on ne lui paioit point certaines sommes dont le Roi lui avoit promis de le rembourser. La Comtesse étoit assurée du Duc de Longueville son beau-fils. Richelieu profite promptement de ces nouvelles brouilleries. Il réunit les esprits chagrins du gouvernement, & les attache tous aux intérêts de la Reine mere. En fort peu de temps le Comte & la Comtesse de Soissons, le Duc de Vendôme, & le Grand-Prieur de France son frere, les Ducs de Maïenne, de Longueville, de Rohan, & de Retz éclatterent contre le Favori. La difficulté c'étoit de mettre Epernon de la partie. On craignoit qu'il ne refusât à cause des grands Seigneurs qui en étoient déjà. Il ne vouloit céder à personne, & les autres n'aimoient pas à dépendre de lui. On surmonta cet obstacle.

cle. Marie de Médicis lui fait de riches présens ; elle lui écrit des Lettres fort engageantes. La bonne Princesse croit avoir dit les plus belles choses du monde dans une Lettre qu'elle lui envoie avec une montre garnie de pierreries. *Les diamans que j'ai fait mettre à la montre qu'on vous rendra de ma part, ne sont pas plus à l'épreuve du marteau, que l'affection que j'ai pour vous est à l'épreuve de tout ce qui seroit capable de la diminuer. La générosité avec laquelle vous m'avez servi, repasse aussi souvent & aussi régulièrement dans mon esprit, que l'aiguille marque les heures différentes sur le cadran.* Ces expressions recherchées qui sont plus du génie Italien, que de la simplicité Françoisé, gagnèrent moins le Duc d'Epéron, que le plaisir de s'imaginer que la Reine mère ne peut rien faire sans lui, quoique d'ailleurs elle ait les plus grands Seigneurs du Roiaume à sa dévotion. Marie de Médicis se plaignoit de ce que son fils n'avoit point exécuté le traité fait avec elle dans Angoulême. C'étoit flatter agréablement la vanité d'Epéron, que de recourir à lui comme au garant de ce que le Roi avoit promis à sa mère. Le Duc n'est pas capable de résister à une tentation si délicate. Il pense dès lors à servir tout de bon Marie de Médicis.

Le Duc de Savoie ne pouvoit pas demeurer long-temps en repos. N'ayant plus rien qui l'occupe en Italie, ou en Allemagne, il commence d'entrer dans les brouilleries de la Cour de France.

1620. Son Altesse étoit mécontente du FAVORI  
 & des Ministres. On ne paioit point les  
 pensions promises à Charles Emmanuel &  
 à ses enfans. Le Cardinal de Savoie  
 n'obtint aucun benefice dans la dernière  
 distribution, quoique le Roi lui en eût  
 fait espérer, en lui donnant le beau titre  
 de Protecteur de la Couronne de France  
 à Rome; enfin on cessoit d'entretenir une  
 Compagnie de Gendarmes au Prince de  
 Piemont. Si Charles Emmanuel voulut  
 tout de bon se déclarer pour la Reine  
 mere, ou si ce ne fût qu'un artifice du  
 Duc qui prétendoit se faire rechercher par  
 le Roi, je ne puis pas le déterminer. Quoi  
 qu'il en soit, la Cour en eut la peur tout  
 entière. Le Maréchal de Lesdiguières  
 s'en étoit retourné dans son Dauphiné in-  
 continent après l'accommodement de l'af-  
 faire de l'Assemblée de Loudun. Le  
 Roi lui écrit de veiller sur les demarches  
 du Savoïard, parce qu'on est averti de  
 bonne part qu'il a de grandes intelligen-  
 ces avec Marie de Médicis. Lesdiguières  
 toujours un des plus intimes confidens de  
 Charles Emmanuel, répond à sa Majesté  
 des bonnes intentions de la Maison de Sa-  
 voie. Mais il se sert de l'occasion pour  
 remontrer au Roi que le Duc de Luines  
 & les Ministres ont tort de négliger ce  
 Prince, & pour persuader à sa Majesté  
 qu'il est à propos de ménager la Maison de  
 Savoie.

Le Roi  
 fait diver-  
 ses tenta-  
 tives pour  
 s'aggr- Luines travaille de son côté à se for-  
 tifier contre le grand nombre d'ennemis  
 qu'il se voit sur les bras. Il se tenoit as-  
 suré

furé du Prince de Condé : & son grand 1620.  
 dessein, c'est de mettre encore le Duc  
 de Guise dans ses intérêts. On propose<sup>ger Marie</sup>  
 pour cet effet un double mariage dans la<sup>de Médicis</sup>  
 Maison de Guise. Condé donne sa fille<sup>à venir</sup>  
 au Prince de Joinville fils aîné de Guise;  
 & le Duc de Joyeuse troisième fils de  
 celui-ci doit épouser la fille du Duc de  
 Luynes. On dressa des articles, quoique  
 ces deux derniers fussent des enfans enco-  
 re à la mamelle. On dit que le Duc de  
 Guise prenant la plume pour les signer,  
 fit semblant de rêver à la manière d'un  
 homme qui cherche à se souvenir de  
 quelque chose. Le Roi lui ayant de-<sup>Gramond'</sup>  
 mandé le sujet de sa reverie subite; <sup>je Historien.</sup>  
*vous proteste, Sire, dit-il, que j'ai oublié*<sup>Gallia.</sup>  
*mon nom : je tâche de le rappeler dans ma*<sup>l. IV.</sup>  
*mémoire.* Quelques-gens sourirent alors<sup>Vittorio</sup>  
 Ils comprenoient fort bien que le Duc  
 vouloit dire qu'il craignoit de n'être plus  
 ce même Guise, chef d'une branche de<sup>Siri Mé-</sup>  
 l'ancienne Maison de Lorraine, alliée à<sup>marie Re-</sup>  
 tout ce qu'il y a de plus grand dans l'Eu-<sup>condite.</sup>  
 rope, lequel immédiatement après avoir<sup>Tom. V.</sup>  
 signé les articles du mariage de son fils,  
 aîné avec une Princesse du sang, pro-  
 mettoit de donner le troisième à la fille  
 d'un homme tout nouvellement sorti de  
 la fauconnerie du Roi. On parle encore  
 de marier le Duc d'Anjou à la Prin-  
 cesse de Monpensier fille de la Duchesse  
 de Guise, & de donner Henriette de  
 France au Comte de Soissons. Ce fut  
 un prétexte d'envoyer Brantes frère du  
 Favori à Angers. Nous le nommerons

1620. desormais le Duc de Luxembourg. Il devoit demander le consentement de Marie de Médicis pour le mariage de ses deux enfans , & lui proposer de venir à la Cour. On espéroit que son parti qui grossissoit tous les jours , se dissiperoit , dès qu'elle seroit auprès du Roi , qui la feroit observer avec soin. La Reine mere parut contente des mariages projettes. *On finira l'affaire , dit-elle , quand je serai à la Cour.* C'étoit donner une ouverture à Luxembourg de la presser de s'y rendre au plutôt. Il n'y manqua pas. *Je ne puis y aller avec honneur , repartit-elle , à moins que le Roi ne donne une déclaration capable de réparer l'injure faite à ma régence dans celle que M. le Prince a obtenue.*

Luxembourg ne peut tirer autre chose d'une Princesse irritée , que la retraite du Duc de Malenne rend encore plus fiere & plus ferme dans la resolution de se venger du Favori. Malenne partit de Fontainebleau , sans prendre congé du Roi , & il alla en grande diligence dans son Gouvernement de Guienne. On ne douta plus à la Cour que la partie ne fût liée & que la guerre civile ne se rallumât bien-tôt en France. Le Maine confident du Favori eut ordre de courir au plutôt en Guienne , & d'y porter des Lettres du Roi aux Gouverneurs des places importantes , & sur tout à celui de Blaye. Louis les exhortoit à lui demeurer fideles , & à n'entrer point dans les factions qui se formoient contre son service.

Le

Le Duc de Moubazon fut dépêché à la Reine mere. Il devoit lui faire de nouvelles instances de la part de Louis de ve-  
 nir auprès de lui , & la menacer même , <sup>Lumieres pour l'Hô- que si elle ne fait pas la chose de bonne foy de France,</sup> grace , on l'ira querir. Le Roi s'avance en effet à Orleans. Comme l'Assemblée de Loudun s'étoit déjà séparée , le monde jugea que le dessein principal du voyage , c'étoit d'intimider Marie de Médicis. Constante dans sa resolution de demeurer à Angers , elle allegue diverses raisons à Moubazon pour le dispenser d'aller à la Cour. Louis chagrin de l'inflexibilité de sa mere prit alors la route de Paris. On blâme le Favori d'avoir fait faire une démarche au Roi , qui ne sert qu'à donner de nouveaux ombrages à une Princesse déjà trop effarouchée. Luines s'en excuse en disant que le Roi n'a rien voulu omettre de ce qui pouvoit rassurer Marie de Médicis , & qu'il offroit à sa mere d'aller au devant d'elle jusques à Tours. La défaite parut pitoiable. On voioit trop bien que le Roi ne s'en seroit pas retourné sur ses pas , s'il se fût senti assez fort pour aller tirer sa mere d'Angers , comme il fit quelque-temps après. L'Evêque de Luçon n'étoit pas encore gagné.

Le pauvre Duc de Luines se trouvoit fort embarrassé. Le Prince de Condé <sup>Vittorio Siri Mda. marie e-</sup> l'exhortoit de toute sa force à n'avoir plus <sup>condite. Tom. V. pag. 110. 111. 112.</sup> ménagemens pour une Princesse qui se déclaroit son ennemie irréconciliable , & à la reduire une bonne fois. Le Car-



1620.

*Lettre de  
Bentivoglio.*

dinal de Retz, le Jésuite Arnoux, & quelques autres confidens du Favori, lui conseilloient le contraire. Ceux-ci craignoient que Condé devenu trop puissant par l'entier abaissement de la Reine mere, ne pensât à se rendre le maître absolu de tout, à diminuer l'autorité du Favori, & à ne mettre que ses creatures en place. Le Nonce Bentivoglio réfléchissant sur cette situation de la Cour de France, écrivoit de fort bon sens à Rome, que Louis ne se mettoit pas en peine d'être Roi, puisqu'il s'appliquoit si peu à ses affaires. L'autorité souveraine, ajoutoit-il, est ici à proprement parler au bénéfice vacant. Le Duc de Luynes qui en jouit, veut s'en conserver la possession. La Reine mere, le Prince de Condé, le jeune Comte de Soissons même, les Ministres d'Etat, quelques grands Seigneurs, tous disputent en diverses manières le bénéfice au Favori. A moins que le Roi ne se réveille de son assoupissement, il est à craindre que chacun des contendans n'attrappe un morceau, & que Louis n'ait plus que le nom de Roi. Luynes qui voit bien que le contrepoids de la Reine mere ne lui est pas inutile contre le Prince de Condé, & qu'un Favori se maintiendra mieux entre deux puissans partis qui doivent le rechercher à l'envi; à cause du grand crédit qu'il a sur l'esprit de son maître; Luynes, dis-je, fait encore de nouveaux efforts pour dissiper les soupçons de Marie de Médicis.

Blainville alla plusieurs fois à Angers afin de la fléchir. Il lui promit les choses

ses du monde. les plus avantageuses de la part du Favori, si elle revenoit à la Cour. Mais Blainville gâta tout en voulant lui persuader que Luines étoit fort bien intentionné pour elle. *M. le Duc de Luines a toujours eu infiniment de respect pour vous ; Madame , lui disoit-il. On lui a souvent parlé de mettre votre Majesté à Vincennes & ou de la releguer à Florence. Quelques-gens lui ont donné des conseils plus violens encore : ils ont tâché de lui persuader que sa fortune ne sera jamais bien assurée , tant que votre Majesté pourra la traverser. M. de Luines a rejeté ces propositions avec indignation , avec horreur. Quelle difficulté votre Majesté peut-elle raisonnablement faire de se fier à un homme qui ne pense qu'à se conserver les bonnes grâces du Roi par des moyens innocens & honnêtes.* 1620.

Ces remontrances firent un effet directement contraire à ce que Luines & Blainville attendoient. Marie de Médicis venant à réfléchir sur les dangers qu'elle a courus & qu'elle peut courir encore , sa frayeur devient si grande , qu'elle résolut de ne s'exposer pas une seconde fois. *Je ne trouve aucune sûreté pour moi à la Cour , répondit-elle à Blainville. Si le Roi veut bien permettre que quelques Princes étrangers , ou certains de France , soient garants que je n'y serai point maltraitée , je suis bien aise de vivre auprès de lui. Je me contenterai même de la parole de M. de Guise , ou de l'assurance du Parlement de Paris.* Toutes ces réponses ne tendoient qu'à rendre la négociation plus difficile & à trai-

1620. trainer l'affaire en longueur. Il paroît que Marie de Médicis cherche à mettre de son côté ceux qu'elle demande pour garants. On crut que les Archiducs des Pais-Bas, ou le Duc de Savoie, étoient les princes étrangers qu'elle vouloit pour caution. Le Roi la soupçonnoit d'avoir de grandes intelligences à la Cour de Bruxelles & à celle de Turin. Le Nonce Bentivoglio se donne de grands mouvemens en apparence pour ajuster les affaires. Mais & le Ministre du Pape & ceux du Roi d'Espagne, voiant que leur projet d'une guerre de Religion, échoue, sont bien-aîsés que le Roi occupé chez lui d'une autre maniere, ne puisse se mêler des affaires d'Allemagne que par la voie de la négociation.

Les Ducs de Maïenne & d'Epemon étoient les deux Seigneurs le plus capables de faire bien valoir les prétentions de la Reine mere. Le Favori tente de les ramener. Bellebat fut envoyé au Duc de Maïenne. Il lui portoit des Lettres obligantes du Roi qui invitoit le Duc à revenir auprès de sa Majesté. Maïenne s'excusa le plus honnêtement qu'il pût. *Je suis plus utile au Roi dans mon Gouvernement qu'à la Cour*, disoit-il. Et dans la réponse à la Lettre de Louis, il fit mille protestations d'un attachement inviolable au Roi & d'une volonté sincere de n'entrer dans aucune faction contraire au service de sa Majesté. La Cour ne se contente point de ces termes généraux qui signifient ce que chacun veut. Elle étoit bien

Luinés  
tâche de  
ramener  
les Ducs  
de Maïenne  
& de  
Epemon.  
*Vittorio*  
*Siri Mt-*  
*marie Re-*  
*condite.*  
*Tom. V.*  
*pag. 22.*  
*Vie du Duc*  
*d'Epemon.*  
*Lettres*  
*di Bentivoglio.*

bien averti que Maïenne entretenoit une grande correspondance avec les Ducs de Montmorenci & d'Epemon ; que le Parlement de Bourdeaux étoit à sa dévotion , que le Duc étoit allé à Blaise , afin de gagner Aubeterre Gouverneur de la place , mécontent de ce qu'il n'a pas eu le Cordon-bleu ; enfin , qu'il négocioit avec tous ceux qui commandoient dans le voisinage de la Guienne. Le premier que Luines dépêcha au Duc d'Epemon , aiant rapporté seulement ce que le vieux courtisan ne cachoit à personne & ce qu'il étoit bien-aïse de faire savoir au Favori , on lui envoie Toiras homme habile & pénétrant. Il trouve le Duc dans sa maison de Plassac , qui lui montre en riant des instrumens propres à cultiver des fleurs & des arbres. Toiras ne fut pas si simple que d'en croire Epemon sur sa parole. Il étoit trop visible que le Duc pensoit à toute autre chose qu'au jardinage. Epemon qui conçut de l'estime pour Toiras , s'ouvre enfin un peu plus à lui. *J'ai sujet de me plaindre , dit-il , de ce que M. de Luines n'a pas tenu les paroles qu'il m'avoit données. Mais à Dieu ne plaise que j'entre jamais dans une guerre civile pour mes intérêts particuliers. Je serai ami & serviteur de M. de Luines , dès que la Reine mere sera contente de lui.*

Tout cela jettoit le Favori dans une étrange perplexité. Elle devint encore plus grande , quand il apprit que le Duc de Vendôme qui se retira d'abord dans sa mai-

Le Comte & la Comtesse de Soissons, le Duc de

1629. maison d'Anet, avoit pris le chemin d'Angers. Le Duc de Nemours y arriva presque en même-temps. Enfin, Bassompierre vient dire à Luines, que la Comtesse de Saisons se prépare à partir avec son fils, & que le Grand-Prieur de France les accompagne. On proposa d'abord de les arrêter: mais quand il fut question de prendre des mesures pour l'exécution, le Duc de Luines se trouva tellement embarrassé qu'il ne savoit à quoi se résoudre. Il consulte Bassompierre. L'adroit, & peut-être malin Courtisan, semble prendre plaisir à le jeter dans une plus grande incertitude, en lui proposant divers expédiens. Bassompierre content d'avoir fait sa tour en rapportant ce qu'il avoit appris du complot, ne vouloit-il point donner le temps à la Comtesse & aux autres de s'enfuir, pendant que Luines délibérait à plus incertain qu'auparavant, le Favori demande le sentiment des Ministres d'Etat. Bassompierre s'offre à les consulter de sa part. Le Cardinal de Retz & quelques autres n'osoient conseiller d'arrêter un Prince du sang. Ils craignoient que sa mère, ou lui ne s'en vengeassent un jour. On s'en tient donc au sentiment du President Jeannin. Il faut laisser partir M. le Comte & Me. la Comtesse, disoit-il. Quel avantage peuvent-ils apporter au parti de la Reine mere. Ils y causeront de nouveaux embarras. & de la division par leurs prétentions & par les espérances dont ils se flattent. Puisque le fils & la mere sont mal-intentionnés pour le

*Journal  
de Bassom-  
pierre.  
Lettre di  
Bentivo-  
glio.*

ser-

*service du Roi, ne vaut-il pas mieux qu'ils 1620.  
soient hors de Paris? Sa Majesté n'oseroit  
en sortir, s'ils y demouroient. Tous les  
Princes s'en vont: aions un peu de patience!  
Ils écouteront bien-tôt les propositions qu'on  
peut faire, à chacun en particulier. Dès que  
vous en ramenez un, les autres le suivront  
de près: semblables à des moutons qui sautent  
tous après celui d'entr'eux qui a le premier  
franchi le pas. L'avis parut d'autant meil-  
leur, que le Roi s'en étoit bien trouvé  
plus d'une fois. On laisse faire tous  
ceux qui ont envie de se retirer de la  
Cour.*

Celle d'Espagne eut ses revolutions Revolu-  
tion à la  
Cour  
d'Espagne  
comme les autres. Sandoval Duc de Lerme & depuis Cardinal, gouvernoit avec une autorité absoluë depuis le com-  
mencement du regne de Philippe III. mais  
ce fut avec si peu de bonheur ou d'habileté,  
que ses ennemis eurent de fréquens  
sujets de crier contre son ministère. Ro-  
deric Calderon qu'il éleva à la charge  
de Secrétaire d'Etat, ne fut pas moins  
puissant auprès du Duc, que le Duc au-  
près du Roi. Le Favori du premier Mi-  
nistre avoit plus de crédit à la Cour qu'au-  
cun autre. Mais l'orgueil de Calderon Nani Hi-  
storia Ve-  
neti. l. I<sup>re</sup>.  
qui de fils d'un pauvre soldat de la cita-  
delle d'Anvers devint extrêmement riche  
& puissant, fut bien-tôt insupportable à  
tout le monde. On l'accusa de plusieurs  
crimes énormes. Les ennemis du Cardi-  
nal Duc disoient, qu'il s'étoit servi de  
Calderon pour empoisonner la feue Reine  
d'Espagne, & pour commettre plusieurs  
autres

1620. autres violences atroces. Soit que Sandoval ne sentit pas sa conscience assez nette; soit qu'il craignît les effets de l'envie & de la jalousie des Grands presque tous soulevés contre lui, Sandoval, dis-je, fut bien-aise de prendre la pourpre de Cardinal. Elle est d'un grand usage à ceux qui ont besoin de se mettre à couvert d'une infinité de recherches & de poursuites. On ne fait si le Duc d'Uçeda avoit quelque chagrin secret contre le Cardinal Duc, ou s'il voulut habilement prendre quelques précautions de peur d'être enveloppé dans la disgrâce de son pere, & pour remplir même sa place; quoiqu'il en soit il y a cela d'extraordinaire dans la chute du premier Ministre d'Espagne, que son fils semble y contribuer plus qu'un autre. Et lorsque le Cardinal Duc fait encore quelques efforts pour se maintenir, Uçeda se sert du Confesseur du Roi, & achève de perdre son pere dans l'esprit de sa Majesté. Lerme eut ordre de se retirer dans une de ses terres. Uçeda devient le maître des affaires, & Calderon chargé de toute la haine publique, est condamné quelque-temps après à mourir par la main du bourreau. Ses Juges le déclarerent innocent de l'accusation intentée contre lui d'avoir empoisonné la Reine.

Le Duc d'Osune pense à se faire Roi de Naples. Don Pedro Giron Duc d'Osune Viceroy de Naples maria son fils à la fille du Duc d'Uçeda. Il eseroit que cette alliance lui feroit obtenir plus facilement la continuation de son emploi, malgré les

les oppositions de la Noblesse Néapolitaine qui le haïssoit mortellement, & qui 1620.  
 envoioit sans cesse des mémoires & des plaintes contre lui à la Cour de Madrid. Osone prit un soin particulier de se faire aimer du peuple & de le mettre à couvert de la tyrannie des Seigneurs du Roiaume. Qu'il y eut plus de politique & de dissimulation, que d'amour de la justice dans cette droiture affectée, la suite en est une preuve manifeste. La Noblesse Néapolitaine le remarquoit assez. L'envie de se défaire d'un Viceroy, qui par des maximes opposées à celles de ses prédécesseurs, semble vouloir s'enrichir aux dépens des Nobles en soulageant le peuple, est cause qu'on envenime & qu'on donne des interpretations sinistres à tout ce que le Viceroy fait de meilleur en apparence. Il avoit gouverné avec une autorité souveraine durant le ministère du Cardinal Duc de Lerme: mais la face des affaires changeoit, quoique le Duc d'Uçeda succedât à son pere. Un fils qui decrisoit lui-même l'administration de son pere, ne se fit pas une affaire de conserver ceux que le Cardinal Duc avoit mis en place. Si l'ambition du Duc d'Uçeda le portoit à sacrifier à la haine publique le plus intime confident & pour ainsi dire le premier Ministre de son pere, & à le releguer lui-même dans ses terres, Osone sembloit ne devoir pas espérer qu'Uçeda eut plus d'égard à leur alliance nouvellement contractée qu'aux liens les plus sacrés

*Nasi Historia Veneranda. l. 117. Histoire du Connétable de Castille. l. X. Chap. 1.*



1610.

sacrés de la nature. Le Viceroy craignoit encore que ses ennemis ne trouvaient de quoi le perdre sans ressource à la Cour. Il s'étoit soutenu principalement par ses intrigues avec Calderon ; il lui avoit fait confidence de ses desseins & de ses actions les plus secretes : tout pouvoit se découvrir par les papiers de Calderon saisis pour lui faire son procès. Dans une si grande agitation d'esprit, Ossone qui desespere presque de trouver de la seureté pour sa personne s'il retourne en Espagne, commence de prêter l'oreille aux insinuations de La Verrière Gentilhomme François & Capitaine de ses Gardes, qui lui parloit sans cesse de profiter de l'occasion de se faire Roi de Naples & peut-être des deux Siciles.

Elle auroit pû tenter un homme moins ambitieux & moins entreprenant que le Duc d'Ossone. Il lui sembla que la chose valoit bien qu'on prit secretement quelques mesures, & qu'il sondât du moins la disposition de ceux dont le secours lui seroit nécessaire dans une pareille entreprise. Le Viceroy fut d'autant plus hardi que son fils étoit alors auprès de lui. Il le fit venir à Naples avec sa nouvelle épouse. De maniere que la Cour de Madrid n'avoit plus, pour ainsi dire, d'otage de la part du Duc d'Ossone ; au lieu qu'il en avoit un dans la personne de la fille du Duc d'Uceda. Cette consideration devoit porter le premier Ministre à défendre,

1620.

dre, ou du moins à ménager le Viceroy de Naples. Vous ne pouvez presque plus douter que vous ne soyez bien-tôt perdu à la Cour de Madrid, disoit Verriere au Duc d'Osune. Le premier Ministre votre allié ne veut pas ; peut-être n'est-il pas capable de vous défendre contre la malignité opiniâtre de vos ennemis. Voici, Monseigneur, une belle occasion, je ne dis pas de mettre votre fortune à couvert ; mais de l'augmenter d'une manière digne de la réputation que vous avez acquise dans le monde. Le temps des révolutions extraordinaires, c'est le temps le plus propre à l'exécution des grands desseins. Mais il faut un peu de diligence dans ces momens précieux. La temerité y est souvent plus nécessaire, qu'une lente & mûre délibération. Tous les hommes meurent également. La gloire qu'ils ont méritée durant leur vie ; c'est la seule distinction qui leur reste après la mort. Votre personne ne seroit pas en sûreté à Madrid. Dans cette situation, un cœur noble & élevé doit chercher du moins à montrer au monde, que ses ennemis n'ont pas tort de vouloir se débarrasser d'un Seigneur, dont le mérite & la réputation donnent même de l'ombrage à un puissant Monarque.

Non content d'exciter la vanité naturelle du Viceroy, Verriere lui représente encore que l'entreprise est extrêmement facile. Vous avez, poursuivoit-il, une armée de quinze ou seize mille hommes ; vingt galères & autant de gallions bien armés & bien équipés. La plus grande partie de l'artillerie ; & les meilleures places du Roiaume

1620. me sont entre vos mains. Trouvera-t-on jamais une conjoncture plus favorable? Toutes les Puissances de l'Europe conspirent à l'abaissement de la Maison d'Autriche. La Bohême, la Hongrie, & plusieurs Provinces voisines, sont ou revoltées, ou prêts à secouer le joug. Une partie des meilleures troupes du Roi Catholique marchent au secours de Ferdinand. L'autre n'ose abandonner les Pays-Bas. Que fait-on si les Etats des Provinces-Unies impatiens de profiter de l'occasion, ne rompent point la trêve? Le Duc de Savoie meurt d'envie de se jeter sur le Milanois. Les Venitiens s'intriguent pour soulever toute l'Italie contre la domination Espagnole. Où le Conseil de Madrid trouvera-t-il des troupes à vous opposer? En Espagne? on y manque d'hommes. En Sicile? Elle est menacée d'une invasion des Turcs. Dans le Duché de Milan? Les mouvemens continuels de Charles Emmanuel & des Venitiens tiennent le Gouverneur en échec. Le Royaume de Naples est donc à votre discretion. Philippe n'est point en état de vous empêcher de vous en rendre le maître, quand il vous plaira. Dès que vous aurez levé l'étendard, la France & les autres Puissances jalouses de la grandeur de la Monarchie d'Espagne peuvent-elles manquer de se déclarer pour vous?

Le Duc d'Osone opposoit deux choses à son confident; la difficulté de gagner une Armée composée de nations différentes, d'Espagnols, de Wallons, d'Italiens, de François, & l'arrivée prochaine du Prince Philibert de Savoie Généralissime  
de

de la mer. Le Roi d'Espagne l'envoioit à Naples sous le prétexte d'un armement contre les Turcs. Mais on croioit que Philibert avoit un ordre secret de veiller sur les desseins & sur les actions du Vice-roi, que la Noblesse du pais tâchoit de rendre suspect. Ces réflexions ne doivent pas vous arrêter, Monseigneur, repliqua Verriere au Duc. Les Italiens & les François de l'armée se déclareront pour vous à la première sollicitation. Les Espagnols & les Wallons, nous les ferons bien donner dans la piège. Que l'on demeure quelque temps sans les paier; la plupart se mutineront infailliblement. Vous ne l'ignorez pas. Lors que le plus grand nombre commence une sédition militaire, le reste suit bien-tôt. Vous pourrez alors gagner & les Espagnols & les Wallons en rejetant sur les Tresoriers du Roi la négligence de paier les troupes: Et si vous leur distribuez un peu d'argent de votre bourse particulière; ils vous élèveront au ciel; ils feront tout ce que vous voudrez. Il ne restera plus qu'à fomenter le mécontentement & à faire sentir aux soldats qu'une révolte ne se pardonnant guères, il est de leur sûreté de se mettre à couvert du ressentiment de la Cour de Madrid. Charmés de votre générosité, ils se jetteront d'eux-mêmes entre vos bras. Pour ce qui est du Prince Philibert, on peut se cacher à lui. S'il demande des hommes & des vaisseaux; c'est à vous de lui fournir ce que vous jugez à propos. Donnez ceux qui sont moins à votre dévotion. Il est facile de ménager si bien les choses, que vous demeuriez toujours

Tom. III. Part. II. G jours

1620. *jours superieur. Que pourra-t-il faire alors contre vous ?*

Le desespoir jette les lâches dans la crainte & dans l'abattement; au lieu qu'il donne de la colere & de la résolution aux gens de cœur. Ossone qui enragé de ne voir plus de jour à se maintenir dans son emploi, après avoir travaillé plus qu'aucun autre à relever la réputation de son Prince presque entièrement perdue en Italie, Ossone, dis-je, se rend à des remontrances qui flattent son humeur ambitieuse & vindicative. Toujours maître des passions diverses qui l'agitent, il a la prudence de ne rien précipiter. Le Viceroy veut premièrement voir, quel secours il doit attendre des Puissances voisines & intéressées à l'abaissement de la Maison d'Autriche. Il dépêche Veynes Gentilhomme Dauphinois en France, avec ordre de sonder en passant le Duc de Savoie, & le Maréchal de Lesdiguières. Ossone fait tenter encore le Senat de Venise. Il étoit bien difficile que des gens qui haïssoient mortellement le Viceroy de Naples à cause de ses entreprises continuelles dans leur Golphe, & qui l'accusoient d'avoir voulu mettre leur ville à feu & à sang; voulussent l'aider à se faire Roi. Cependant Ossone se flatte que la passion que les Vénitiens témoignent de voir les Espagnols chassés de l'Italie, les portera du moins à recevoir les excuses qu'il leur envoie faire de tout ce qui s'est passé. Il en rejettoit la faute sur le Conseil de Madrid qui lui donnoit des ordres précis. Soit que le  
Vice-

Viceroi fût trop généralement haï des premiers de la République ; soit qu'ils se desiffassent des forces & de la dextérité du Duc d'Osone pour réuffir dans un si grand projet , on ne voulut point y entrer. En attendant le retour de Veynes , le Viceroi redouble ses soins & son application à gagner les bonnes grâces des habitans de Naples. Le Magistrat qui s'y nomme *l'Elu du peuple*, homme d'esprit & entreprenant , est de l'intrigue. Il sert si bien le Duc d'Osone , que la multitude charmée du Viceroi le plus humain & le plus juste en apparence qu'elle ait encore vû , est disposée à faire tout pour lui. Une action du Duc acheva de gagner le peuple. En passant par l'endroit où les vivres apportés au marché se pesent afin de faire paier l'impôt mis dessus , le Viceroi tire son épée , coupe les cordes qui soutenoient les balances , & donne à entendre que dans sa pensée , les hommes doivent jouir aussi librement des fruits de la terre , que de la lumière & des influences du ciel. 1620.

Charles Emmanuel & Lesdiguières ne manquèrent pas d'approuver le dessein du Duc d'Osone. Le Maréchal en écrivit aux Ministres de France , & le Prince de Piémont qui se trouvoit alors à Paris pour la conclusion de son mariage avec la sœur du Roi , remontra souvent à Louis & à son Conseil , combien il étoit important d'aider le Viceroi de Naples , & de fixer de son ambition pour chasser les Espagnols de l'Italie. Soit que les

Les incertitudes du  
Conseil de  
France  
font cause  
que le  
Duc d'Osone se  
confie à  
son entre-  
prise.

1620. leries domestiques occupassent trop les Ministres de France; soit que Luines pensât plus à l'établissement de sa fortune qu'aux véritables intérêts de son maître; soit que certains Pensionnaires secrets du Roi d'Espagne détournassent habilement un coup qui pouvoit être fatal à sa grandeur, le Conseil de France ne répond point avec chaleur aux propositions du Duc d'Osune. L'affaire est renvoyée au Duc de Savoie & au Maréchal de Lesdiguières, parce qu'étant plus près de l'Italie, ils peuvent mieux juger des mesures qu'il faudra prendre. Le Viceroy fut assez content de cette réponse. Il crut venir plus promptement à bout de son projet, s'il avoit seulement à traiter avec le Duc de Savoie & avec le Maréchal de Lesdiguières, gens à sa portée & capables de bien conduire les plus grandes affaires. Osune continue de se fortifier, & d'éluder les propositions artificieuses que ceux du Conseil d'Etat, lui font de disperser en differens endroits, les forces qu'un Viceroy dont ils croient devoir se défier, ramasse dans le cœur du Roiaume. Le Duc se confirma d'autant plus dans son dessein, que la Noblesse Neapolitaine faisoit encore de nouvelles députations à la Cour de Madrid contre lui. Il s'applique même à gagner la force de présens Borghese Cardinal neveu, persuadé que pour réussir dans son entreprise, il doit faire du moins en sorte que le Pape ne lui soit pas tout à fait contraire.

*Histoire  
du Conné-  
table  
de Lesdi-  
guières.  
l. X.  
Chap. 1.  
C. 2.*

Verrière pressoit le Viceroy de ne perdre point de temps. Monseigneur, lui disoit-il, un pareil projet ne s'exécute pas impunément à demi. Dès que vous serez suspect à la Cour de Madrid, il n'y a plus de sûreté pour vous en Espagne. Espérer seulement de s'élever au dessus de la condition de Sujet, c'est un crime qui ne s'y pardonne pas. Les belles promesses que le Roi Catholique vous fera désormais, ne seront que des pièges tendus pour vous tirer d'un pays où vous êtes trop puissant, & pour vous mettre ensuite entre les mains des Magistrats. Les principaux Seigneurs de Naples se liguent contre vous ; ils ne vous laisseront jamais en repos. Le moyen le plus sûr de les arrêter, c'est de vous mettre en état de les punir comme des Sujets, au lieu de vous amuser à les combattre comme des ennemis. Tout le peuple est pour vous. On vous menace de vous demander compte de votre administration. Montez sur le trône qui se présente à vous ; & vos ennemis deviendront vos comptables. Quelque grande que fût la disposition du Duc d'Osone à suivre les avis de son confident, il voulut avoir encore des assurances plus positives du secours qu'il devoit attendre du Roi de France. On renvoie Veynes à Turin, à Grenoble, & à Paris.

Le Duc de Savoie & le Maréchal de Lesdiguières agirent fortement auprès du Roi afin d'obtenir de bonnes paroles en faveur d'Osone. Mais les Ministres de Louis lui conseillent de promettre quelques assistances sous main, & de ne s'en-



1620. gager point à secourir ouvertement un Sujet mécontent, qui peut se remettre bien avec son Roi. La Cour de France se défia même de Charles Emmanuel. On s'imagina qu'il ne demande qu'à trouver l'occasion de causer une rupture entre les deux Couronnes, dans le dessein de profiter lui seul des mouvemens qui se feroient en Italie. Dès que le Duc d'Osborne s'aperçut que la France ne vouloit pas s'engager à le secourir ouvertement, il se desista de son entreprise. Afin d'effacer les impressions sinistres que sa conduite a données, il use de quelques artifices capables, à son avis, de faire croire au Roi d'Espagne, que le Duc de Savoie & le Maréchal de Lesdiguières lui font des propositions qu'il rejette avec hauteur. Ainsi le Roi de France perdit en un an l'occasion d'enlever deux Roiaumes à la Maison d'Autriche. Un zèle de religion mal-entendu l'empêcha d'appuyer les justes prétentions de l'Electeur Palatin à la Couronne de Bohême; & l'humeur timide ou intéressée du Favori & des Ministres de Louis, arrêta les desseins du Duc d'Osborne sur le Roiaume de Naples, qui ne paroissoient pas trop mal concertés.

Le Cardinal de Borgia est fait Vice-roi de Naples à la place du Duc d'Osborne. Uçeda son allié fait inutilement tous ses efforts pour le maintenir dans son emploi. Un Capucin acheve de perdre le Viceroi. Ses ennemis avoient envoyé ce Moine à Madrid avec de nouveaux memoires contre Osborne. On tâche d'arrêter le Capucin à Gènes: & il s'échappe.

Le

Le Duc d'Uceda fut empêcher l'effet des mauvais offices du Moine envoyé. Mais le Capucin étant tombé dangereusement malade, il met entre les mains du Nonce du Pape une Lettre foudroiante contre le Duc d'Osone adressée au Roi. En prenant l'air & les manières de Prophète, le Moine moribond menace sa Majesté des jugemens les plus terribles de Dieu, à moins qu'elle ne remédie promptement aux desordres que le Duc d'Osone cause dans le Roiaume de Naples. Philippe timide & superstitieux est frappé de ce que lui dit un mourant à qui certain extérieur dévot & mortifié avoit acquis une grande réputation de sainteté. Le Roi fait expédier incontinent un ordre au Cardinal de Borgia d'aller de Rome à Naples en qualité de Viceroi. Le Duc d'Osone épuisa tous ses artifices pour parer le coup : Et ce fut en vain. Borgia s'avance jusques à Gaëtte : mais il n'ose venir hautement à Naples. On craignoit que le Duc d'Osone ne fit soulever le peuple ; & il avoit de quoi se defendre longtemps. Le Cardinal secondé par les ennemis de celui qu'il vient chasser, entre secretement dans le Château neuf de Naples, gagne les Officiers de la garnison Espagnole dans les autres châteaux de la ville ; & se fait proclamer Viceroi. Osone surpris de ce coup imprévu, fit mine de ceder de bonne grace. Il part pour l'Espagne ; & se rend à Madrid à fort petites journées. C'étoit pour donner le

1620  
Nani Hist.  
Storia Veneta. l. IV.  
Vittorio Siri Mé-  
morie Red-  
condite.  
Tom. V.  
pag. 156.  
157. 158.  
Q<sup>2</sup>

G 4

temps

1620. temps au Duc d'Uçeda d'appaifer le Roi. Oñone est assez bien à la Cour jusques au nouveau regne de Philippe IV. Alors ses ennemis furent écoutes : On le met en prison dans le dessein de lui faire son procès , & il y meurt accablé de chagrin & de maladie.



## HISTOIRE

DU REGNE

DE

LOUIS XIII.

*Roi de France & de Navarre.*

LIVRE XV.



Depuis la fameuse Ligue du <sup>Forces de</sup> bien public sous Louis XI, <sup>parti de la</sup> la France n'avoit point vu de <sup>Reine me-</sup> parti plus puissant, que ce-  
 lui, à la tête duquel se mît  
 Marie de Médicis mere de Louis XIII,  
 sous le même prétexte spécieux, d'obtenir  
 le soulagement du peuple & la réforma-  
 tion de l'Etat, que la bonne Princesse <sup>Mere de</sup> pouvoit accorder elle-même, lorsqu'elle <sup>François.</sup> se trouvoit à la tête des affaires. Cette <sup>1620.</sup> seule réflexion fit douter de la sincérité de <sup>Remon-</sup> ses intentions. Les gens d'esprit, que dis-<sup>trance au</sup> je ? les moins clairvoians du peuple, ju-<sup>Roi dans</sup> gèrent <sup>les d'or</sup> <sup>pièces.</sup>

1620. gerent que la Reine mere cherchoit uniquement à chasser Luines, & à rentrer du moins en partie dans le gouvernement de l'Etat. Elle ne veut pas d'autre réformation, disoit-on communément. Si le peuple fait quelquefois des vœux pour Marie de Médicis, c'est plutôt un effet de la haine & de l'indignation publique contre la rapidité de la fortune d'un Favori sans mérite, qu'une marque des bonnes espérances que la Reine mere eût données, de reparer le mal dont sa mauvaise administration fut cause. On vit sans regret la dissipation de son parti; on se moqua des Seigneurs qui s'y engagèrent mal à propos. Le peuple plaignit d'autant moins les pertes que firent quelques-uns d'entr'eux, qu'ils lui en causèrent d'infiniment plus grandes, afin de contenter leur ambition. Cette malheureuse affaire couta au moins dix millions à la France. Le Roi en pensa plus de six pour dissiper le parti; Marie de Médicis deux pour le former; les Seigneurs s'épuisèrent de même inutilement: & quelques-uns perdirent encore leurs charges & leurs établissemens.

Le second Prince du sang, & dix-sept grands Seigneurs, Officiers de la Couronne, ou Gouverneurs de Province s'étoient mis de la partie. Le Duc de Longueville, le Grand-Prieur de France, & le Comte de Torgni tenoient toute la Normandie. Le Comte de Soissons assuroit le Perche & une partie du Maine. Le Duc de Vendôme étoit maître de quelques villes sur la rivière du Loir; le Maréchal

réchal de Bois-dauphin en tenoit d'autres 1620.  
entre la Sarre & la Mayenne. La Reine  
mere avoit Angers & le Pont de Cé. Les  
Ducs de la Tremouille & de Retz possé-  
doient de bonnes places en Poitou & en  
Bretagne. Le Duc de Rohan comman-  
doit dans S. Jean d'Angeli, le Duc d'E-  
pernon dispoit de l'Angoumois & de la  
Xaintonge. Le Vicomte d'Aubeterre Gou-  
verneur de Blaye s'étoit déclaré. La vil-  
le, le Parlement de Bourdeaux & toute la  
Guienne furent à la dévotion du Duc de  
Mayenne. En un mot Marie de Médicis  
avoit pour elle une lizière de deux cens  
lieuës des Provinces maritimes de France  
depuis Dieppe jusques à l'embouchure de  
la Garonne, grand nombre de bonnes pla-  
ces dans tout le Roiaume, des Officiers  
braves & expérimentés, d'habiles Géné-  
raux, & des Seigneurs consommés dans  
les affaires civiles & militaires. Ils ne pre-  
tendoient pas s'amuser à prendre des vil-  
les. Leur dessein, c'étoit de former une  
armée nombreuse, de marcher droit à Pa-  
ris, & de mettre tout le peuple de leur  
côté, en demandant la réformation des  
abus & des desordres du gouvernement.  
Le projet étoit le plus beau du monde :  
mais rien ne fut jamais plus mal exécuté.  
Ils auroient pu le pousser loin, s'ils n'eus-  
sent pas eu une femme imprudente & mal-  
habile à leur tête; ou plutôt si les princi-  
paux d'entr'eux eussent pris la précaution  
de s'assurer de sa personne, & de ne la pas  
laisser à la discretion de ceux qui vouloient  
faire leur fortune en la trompant.

1620. Soit que le Prince de Condé se flattât  
 Le Roi en- d'augmenter considérablement son crédit  
 voie des en obtenant le commandement d'une ar-  
 Commis- mée; soit qu'il cherchât à se venger de  
 saires pour Marie de Médicis, il conseilloit au Duc  
 traiter de Luines d'attaquer le parti des mécon-  
 avec la tens à forte ouverte, & de les réduire à  
 Reine me- venir implorer humblement la clémence  
 re. du Roi. Le Cardinal de Retz & le Jésui-  
 Mercure te Arnoux furent d'un avis contraire. A  
 François. la sollicitation de Bentivoglio Nonce du  
 1620. Pape, ils représentent vivement au Favori  
 Vittorio que la voie de la négociation est la plus  
 Siri Me- sûre, & que la trop grande autorité du  
 morie re- premier Prince du sang, n'est guères moins  
 condite. à craindre, que le rétablissement parfait de  
 Tom. V. la Reine mère. On ne fait si Luines pan-  
 pag. 123. choit plus de ce côté-là; ou bien s'il eut  
 224. 125. seulement envie d'amuser Marie de Médi-  
 &c. cis, en lui faisant espérer de bonnes con-  
 ditions, pendant que le Roi se prépareroit  
 à s'avancer vers Angers avec ses meilleu-  
 res troupes, avant que la Reine mère en  
 eût assez pour se défendre. Quoiqu'il en  
 soit, le Duc de Monbazon, Bellegarde  
 grand Ecuier, du Perron Archevêque de  
 Sens, & le Président Jeannin ont ordre  
 du Roi d'aller à Angers, & de faire des  
 propositions de paix & d'accommodement  
 à la Reine mère. Berulle Général de l'O-  
 ratoire y fut envoyé dans le même temps:  
 il eut encore les instructions secrètes. Plus  
 amoureux de la retraite & de sa Théologie  
 sublime, que du grand monde & des in-  
 trigues de Cour, le bon Pere refuse d'a-  
 bord avec humilité cette nouvelle com-  
 mission,

mission , que le Roi , ou plutôt le Favori <sup>1620</sup> lui donne à l'insçu du Prince de Condé. Mais on lui trouve des raisons de conscience pour obéir à sa Majesté , comme il en allegue , pour demeurer à la tête de sa Communauté naissante.

Bellegarde fut reçu Duc & Pair avant son départ , aussi bien que le Maréchal de <sup>Bellegarde grand Ecuier & le Maréchal de Brissac</sup> Brissac. On envoioit celui-ci en Bretagne afin d'empêcher que le Duc de Vendôme Gouverneur de la Province , n'y remuât en faveur de Marie de Médicis. La dignité <sup>font reçus Ducs & Pairs.</sup> de Duc & Pair , autrefois si considérable en France , s'avilit extrêmement sous le regne de Louis XIII. & sous son fils elle a perdu entièrement ce qui lui restoit d'éclat & de distinction. Il en est de même du bâton de Maréchal de France. Un <sup>Mercure François.</sup> des grands secrets de l'établissement du pouvoir arbitraire , ç'a été l'extinction des <sup>1620.</sup> premières charges de la Couronne , ou l'avilissement de celles que le Roi a cru devoir conserver pour l'ornement de sa Cour. Les Princes du sang ont encore un rang & une distinction considérable : mais en leur laissant certain dehors , on a soin de leur ôter toute sorte d'autorité. La Majesté du Souverain demande que ceux qui lui appartiennent de près , soient respectés. Et ce qu'on veut appeller la *raison d'Etat* , nom mystérieux & honnête dont la tyrannie se couvre , ne permet pas que les Princes aient trop de part aux affaires. Ils y en devroient avoir beaucoup selon l'ancienne & véritable constitution du gouvernement de France. Leur nais-



1620. sance leur donne droit d'assister à toutes les délibérations importantes. Les Pairs de la Couronne ont les mêmes privilèges. Mais la multiplicité & le peu de crédit de ceux qui sont revêtus de cette dignité depuis un siècle, les mettent hors d'état d'en soutenir les droits & les prérogatives.

Après la réunion de quatre anciennes Pairies à la Couronne, des Fils de France & des Princes du sang furent créés Pairs. On donna ensuite la même qualité à quelques Seigneurs cadets de maison souveraine qui s'établissoient dans le Roiaume. Les Monmorencis ne se croiant pas fort inférieurs à ceux qui se disent Princes étrangers dans un Etat où il n'y a point d'autres Princes, à proprement parler, que ceux du sang Royal ; les Monmorencis, dis-je, & quelques autres Seigneurs d'une naissance illustre & distinguée, aspirèrent à la dignité de Duc & Pair. Les Rois dont ils furent favoris, la leur donnèrent. Depuis que les Gondis, les Joieufes, les Epernon's, les Luines, les Lesdiguières l'ont obtenuë, tous les Gentilshommes se croient en droit d'y prétendre. Je ne sai comment ceux qui sont issus des anciennes & bonnes maisons du Roiaume, ne méprisent pas maintenant une dignité dont plusieurs gens d'une naissance du moins assez médiocre se trouvent ridiculement revêtus. On dit que le Comte de Lauzun refusant la qualité de Duc & Pair que le Roi de France lui offroit, comme un premier dédommagement des avantages

ges que la Majesté lui fit perdre, en rompant son mariage avec feu Mademoiselle d'Orléans, il rejetta la proposition avec une extrême hauteur. *Me faire compagnon de S. Agnan, de Noailles, & de Coislin,* dit le Comte, *par ma foi, j'aimerois autant devenir frater de Barbier.* Quoique l'expression soit basse & outrée, je lui saurois peut-être bon gré de sa fierté, s'il l'avoit soutenuë jusques à la fin. Mais un homme de qualité se lasse de voir tant de gens qui le reculent au-dessous d'eux.

1620.

Bentivoglio Nonce du Pape avoit offert plus d'une fois les bons offices de son maître pour la réconciliation du fils & de la mere. Il propose d'aller traiter lui-même avec Marie de Médicis. Mais il étoit suspect au Prince de Condé & au Favori.

Lettre de Bentivoglio Nonce du Pape à la Reine mere.

On lui permit seulement d'écrire à la Reine mere, & de donner sa Lettre à l'Archevêque de Sens. C'étoit une exhortation à la paix, qui fut renduë publique. J'en rapporterai un ou deux endroits. Ils nous découvrent les motifs & les intrigues de la Cour de Rome. Cela sert encore merveilleusement à justifier la défiance continuelle des Protestans & les précautions qu'ils prenoient pour se défendre en France & en Allemagne. En racontant ce qu'il a dit au Roi pour le porter à la paix, Bentivoglio déclare sans façon qu'il a représenté à sa Majesté que les troubles domestiques l'empêcheroient de donner le secours promis à l'Empereur contre les hérétiques d'Allemagne. Le Nonce exposant ensuite à Marie de Médicis les

•  
Mercure François.  
1620.  
Lettre de Bentivoglio.

raisons.

1620. raisons qu'elle a de se reconcilier avec son fils, on ne fait aucune difficulté d'apprendre au monde, que la plus pressante de toutes, c'est la nécessité de travailler incessamment à l'extirpation de l'hérésie en France. Sa Sainteté vous conjure, Madame, dit le Ministre du Pape, Et j'en ai instamment supplié le Roi, d'éviter autant qu'il sera possible, tout ce qui est capable de porter les choses aux extrémités, Et de faire prendre les armes. Vous savez mieux que personne ce que c'est qu'une guerre civile. Ceux dont il dépend de la commencer, ne sont pas toujours les maîtres de la finir. Elle est également pernicieuse aux vainqueurs Et aux vaincus. Quand Dieu en veut punir les auteurs, les fieux de sa colère se répandent sur la nation entière. Les plaies mêmes de la France rendent un témoignage déplorable à la vérité de ce que je dis. L'hérésie s'y est introduite parmi les desordres des guerres civiles. Elle a toujours acquis de nouvelles forces dans la confusion que les troubles domestiques ont causée. Votre Majesté n'ignore pas que cette Monarchie ne pouvoit être affligée d'un plus grand fleau que celui de l'hérésie. L'unique but de ceux qui en font profession dans ce Roiaume, c'est de former un gouvernement populaire directement opposé à la Monarchie du Roi, de la même manière qu'ils en ont déjà formé un directement contraire à la Monarchie spirituelle de l'Eglise. Puis donc que l'hérésie a pris sa naissance, Et qu'elle s'est fortifiée durant les guerres civiles Et la desunion du corps des Catholiques de cet Etat, il faut qu'à la faveur de la paix rétablie

*tablie dans le Roiaume , & de la réunion parfaite des Catholiques , on vienne à bout d'abaisser & de détruire l'hérésie. L'ame de cette union , Madame , ce doit être le Roi qui ne fait avec vous qu'une seule & même chose.* 1610;

Et certaines gens viendront nous crier à la sédition , à la revolte , quand on leur parlera des mesures que les Protestans prenoient alors en France & en Allemagne afin de se réunir & de se défendre ? Voici un Ministre de la Cour de Rome qui leur déclare tout publiquement , que Louis trompé par de faux prétextes de religion , a , contre les véritables intérêts de sa Couronne , & contre la justice même , promis de secourir l'Empereur. Je dis contre la justice ; car enfin l'Electeur Palatin avoit un droit légitime au Roiaume de Bohême. Le même Italien dit encore que le Pape s'efforce d'établir une parfaite correspondance entre la France & la Maison d'Autriche afin que ces deux Puissances travaillent de concert à la ruine des hérétiques en Allemagne. Si la Cour de Rome emploie ses bons offices à la reconciliation du fils & de la mere , ce n'est que pour rendre la destruction des Réformés de France & plus facile & plus prompte. Les Protestans n'auroient-ils pas été les hommes du monde les plus imprudens , s'ils n'avoient pas profité des avis que leurs ennemis vouloient bien leur donner.

Bentivoglio ne fait pas l'histoire , ou bien il avance à plaisir d'insignes faussetés. Qui lui

1620. lui a dit, que ce qu'il lui plaît d'appeller l'*Hérésie*, a pris naissance durant les guerres civiles? Une infinité de gens embrasèrent la Réformation avant le regne de François II. C'est le fameux Triumvirat, c'est le massacre de Vass, qui ont allumé les premières guerres de Religion : Et à qui ces deux choses doivent-elles être imputées? aux intrigues de la Cour de Rome & de l'Espagne, au zèle impetueux & sanguinaire des Catholiques. Où M. le Nonce a-t-il pris que les Réformés voulaient établir un gouvernement populaire en France? Ils avoient à leur tête les premiers Princes du sang & des principaux Seigneurs du Roiaume. Les personnes d'un rang si élevé ne sont pas pour la Démocratie. Les Protestans sont ennemis de la Monarchie spirituelle du Pape, donc ils ne sont pas moins contraires à l'autorité des Rois. Quelle ridicule conséquence ! Tel est pourtant le phantôme dont la Cour de Rome se sert depuis long-temps pour effraier les Princes. Découvrons le mystere d'iniquité, puis qu'on nous y conduit. Voici le plus grand artifice du Pape afin d'établir sa Monarchie spirituelle. Les Rois & les Souverains tendent ordinairement à se rendre maîtres absolus. La Cour de Rome les flatte de les aider par le moien de la Religion à l'établissement de la tyrannie temporelle, pourvû qu'ils lui permettent de dominer sur les consciences. C'est par là que certains Princes entêtés du pouvoir arbitraire, préfèrent le Papisme à toute autre Religion. Ils croient s'ac.

s'accommoder mieux avec le Pape, qu'avec leurs Sujets. Dès que le Pape est reconnu pour le Vicaire de Jesus-Christ, il fournit aux Princes mille moyens secrets & puissans de rendre le peuple esclave. Le Papisme, est la religion la plus commode à la tyrannie. Il tend à l'assujettissement entier de la Raison. Dès que l'esprit se fait à l'esclavage, le cœur conserve rarement l'amour de la liberté. L'expérience nous apprend que le pouvoir arbitraire est plus grand par tout où le Papisme est le mieux établi. C'est à quoi un peuple jaloux de sa liberté, ne sauroit trop penser.

Les remontrances des Commissaires du Roi, & la Lettre du Nonce, ne firent pas grande impression sur l'esprit de Marie de Médicis. Elle ne vouloit traiter que de concert avec les principaux Seigneurs de son parti. On lui répond que le Roi n'entre point en négociation avec ses Sujets, & que s'il députe des personnes distinguées afin de savoir les intentions de la Reine sa mere ; c'est une déference qu'il veut bien rendre à celle que la nature & la religion l'engagent à respecter. Quelqu'un proposa là-dessus cet expedient, que la Comtesse de Soissons soit présente, & qu'elle ménage les intérêts de son fils & des Seigneurs mécontents lors que Marie de Médicis écouterait les Commissaires du Roi. Cette nouvelle délicatesse de Louis donna à penser qu'il cherchoit tout au plus à détacher Marie de Médicis de ceux qui embrassèrent son parti. Louis n'avoit-il pas

1610.  
Riche-  
lieu Evê-  
que de  
Luçon  
empêche  
que la  
Reine  
mere ne  
suive les  
bons avis  
que les  
Seigneurs  
de son  
parti lui  
donnent.  
Mémoires  
de Rohan.  
l. 1. Vie  
du Duc  
d'Eperv-  
non.  
l. VIII.  
Vittorio  
Siri Mé-  
moire re-  
condite.  
Tom. V.  
pag. 132.  
133.  
c.

nego-

1620. négocié avec ses Sujets dans la Conférence de Loudun? Et sur quoi fonde-t-on cette maxime: *Le Roi n'entre point en négociation avec ses Sujets.* Ils peuvent avoir de justes démêlés avec lui. Comment les terminera-t-on, si ce n'est par la voie de la négociation? J'avoué qu'il faut avoir de grands égards & une extrême déférence pour la Majesté du Souverain. Le bon ordre l'exige. Mais s'il prétend aussi prescrire toujours des Loix absolues, il regarde ses Sujets comme de véritables esclaves. La réponse faite à Marie de Médicis, c'est un de ces principes de la politique introduite depuis quelque temps en France; ils tendent tous à l'établissement de la tyrannie.

On cessa de parler de conférence & de négociation, quand on eût appris que le Roi alloit en Normandie. Une personne plus clairvoiante que la Reine mere, auroit du moins commencé de se défier de Richelieu Evêque de Luçon. En détournant sa maîtresse de suivre les bons avis que lui donnoient les Ducs de Maienne, de Rohan, & d'Epernon, il la met à la discretion du Roi, dès qu'il aura réduit le parti du Duc de Longueville en Normandie, qui n'est ni assez puissant, ni assez bien lié pour tenir contre toutes les forces du Roi. Le Duc de Rohan offrant ses services à Marie de Médicis, lui conseille de se retirer à Bourdeaux auprès du Duc de Maienne, qui avoit une bonne armée de dix-huit mille hommes. *Vous serez-là, Madame, dans une entière sécurité,* disoit Ro-

1620.

Rohan. *M. d'Epéron & moi joindrons M. de Maienne au premier besoin. Si le Roi vient vous attaquer, nous aurons une armée nombreuse qui tiendra la campagne. Un grand Parlement se déclarera en votre faveur. Le Duc de Monmorenci & le Marquis de Châtillon vous donnent de bonnes espérances. Dès que votre Majesté sera dans le voisinage, ils se détermineront, & vous aurez encore le Languedoc & le Parlement de Toulouse. Si le Roi s'approche une fois de vous, toutes les villes lui ouvriront leurs portes; & quand on vous aura enlevé le Pont de Cé, où votre Majesté passera-t-elle la Loire pour nous venir joindre?*

*Vos raisons sont les meilleures du monde, repliqua Marie de Médicis; mais ne connoissez vous pas M. d'Epéron? Si je vas à Bourdeaux, il aura du chagrin de ce que je lui préfère M. de Maienne. Au reste, je suis mieux que vous ne pensez, dans Angers. La Comtesse de Soissons est sûre du Duc de Longueville son beau-fils. Cela nous donne Dieppe. Nous tenons la ville & le château de Caen par le Grand-Prieur de France. Le Comte de Torgny dispose de la basse Normandie. M. de Longueville a son parti dans Rouën; & nous espérons que la ville & le Parlement se déclareront. En ce cas le Roi pourra-t-il s'éloigner de Paris? Ces choses que l'Evêque de Luçon eut grand soin d'inculquer à Marie de Médicis, la déterminèrent à ne sortir point d'Angers. Le Duc d'Epéron la confirme dans cette résolution. Il craint que le Duc de Maienne maître de la personne de la Reine me-*



1620.

re, ne pense à tirer des conditions avantageuses du Favori, aux dépens de tous les autres qui avoient pris des engagements avec elle. Une autre chose arrêtoit Epernon. Si votre Majesté se retire d'Angers, remontroit-il à Marie de Médicis, cette fuite apparente fera grand tort à ses affaires. On s'imaginera qu'elle n'est pas en état de résister. Vous perdrez encore tout d'un coup ce que vous tenez entre la Loire & la Garonne. Il vaut mieux que M. de Maïenne & moi joignons nos troupes, & que vous alliez auprès de votre Majesté. Nous aurons là une armée de trente à trente-cinq mille hommes. C'est de quoi réduire, du moins le Favori à des conditions raisonnables. Nous avons pris les armes dans ce dessein. Suivons le constamment, & qu'aucun de nous ne pense à ses intérêts particuliers.

C'étoit le meilleur parti que la Reine mere pût choisir. L'Evêque de Luçon le vit bien : mais cela ne l'accommodoit point. Le Duc de Maïenne étoit suspect à Epernon. Le bon Saigneur devoit se défier davantage de l'ambitieux Richelieu. Ce fut lui qui avança sa fortune en trahissant la Reine mere sans qu'elle s'en aperçut, & en mettant à la discrétion du Roi, ou plutôt de son Favori, tous les Seigneurs déclarés pour elle. Richelieu n'avoit garde de souffrir que deux hommes aussi habiles & aussi pénétrants que les Ducs de Maïenne & d'Epernon fussent auprès de Marie de Médicis. Arbitres souverains des résolutions prises dans son Co-

1620,

feil, ils auroient rompu les mesures de l'Evêque de Luçon. La Reine mere ne pouvoit traiter avec le Roi que de concert avec eux; au lieu que le Prélat prétendoit la contraindre à faire sa paix, dès que le Favori promettoit de lui rendre une partie de son autorité à la Cour, & demander un chapeau de Cardinal pour Richelieu. Le fin Courtifan desespérant de ruiner le Duc de Luines, pense à s'accommoder avec lui. Il se flatte que dès qu'il sera revêtu de la pourpre, la Reine mere jalouse de mettre ses créatures dans le Conseil, doit l'aider à supplanter le Cardinal de Retz, & que le Favori assez facile à surprendre, y consentira, si Richelieu se lie d'intérêts avec lui. L'ambition demesurée d'un Prélat fourbe & délié au dernier point, fut l'unique & véritable cause de la ruine d'un des plus puissans partis qu'on ait formés en France contre l'élévation d'un Favori. Richelieu seroit parvenu à quelques-unes de ses fins; en soutenant les moïens concertés pour abaisser le Duc de Luines. Mais un homme qui concevoit de si vastes desseins, craignit de se rendre trop odieux à un jeune Roi. L'Evêque de Luçon croit devoir ménager Louis en épargnant son Favori. C'est pourquoi il conduisit les choses avec tant de dextérité, que le Roi & le Duc de Luines lui furent redevables de la dissipation subite & inespérée du parti de Marie de Médicis, qu'il leur livre le plus à propos du monde. Avec toute son habileté, Richelieu eut de grandes peines à surmonter

4620. ter un inconvenient qui deconcerte ordinairement les fourbes & les traitres. On se sert volontiers de lui. Mais le Favori a peur ensuite d'avancer trop un homme qui en fait infiniment plus que les trois Luines, & que leurs plus intimes confidens. Tout ceci se développera dans le récit que je vas commencer.

Le Prince de Condé roit perdu les occasions les plus favorables, aussi bien que Marie de Médicis, si le Prince de Condé n'eût représenté vivement dans le Conseil du Roi, que la diligence & l'activité sont les deux choses les plus importantes pour étouffer une

*Mémoires du Duc de Rohan. l. I. Vie du Duc d'Epemon. l. VIII. Mercure François 1619. Vittorio Siri Mémoire Rcondite. Tom. V. pag. 127. Lettere di Bentivoglio.*

faction naissante. Il est d'avis que sa Majesté aille en Normandie, avant que le Duc de Longueville ait le temps de s'y fortifier. Après que vous serez assuré, Sire, d'une Province puissante & voisine de Paris, ajoutoit le Prince, vous irez droit à la Reine mere. En lui prenant le seul passage qu'elle a sur la Loire, vous la contraindrez à se jeter entre vos bras. C'est à regret que je me vois obligé de prier votre Majesté de se souvenir d'une chose que je vaudrois effacer de sa memoire. Entraîné par de mauvais conseils, je me retirai de la Cour avec quelques Seigneurs dans le dessein de prendre les armes. Nous étions perdus sans ressource, si votre Majesté se fut avancé vers la Champagne avec les seules troupes de sa maison, comme M. de Villeroi & quelques autres le proposèrent dans votre Conseil. La Reine mere est plus puissante que nous ne l'étions alors, je l'avoue. Mais elle n'a pas

meun

meux pris ses mesures. Ceux qui se déclarent contre votre service, ne sont pas d'accord ensemble. Ils ne savent encore à quoi se déterminer. Avec un peu de diligence & par un coup d'éclat, vous les empêcherez de se reconnoître. Luines fit consentir le Roi à profiter d'un si bon avis.

On envoie incontinent des ordres au Duc de Chevreuse & au Maréchal de Thémynes de s'opposer au Duc d'Epéron du côté du Limosin & au Duc de Mayenne en Guienne. Le Comte de la Rochefoucault Gouverneur de Poitiers doit faire tête au Duc de Rohan en Poitou. Le Marquis de Courtenvaux va en Touraine observer les démarches de la Reine mere. Le Duc de Nevers & le Maréchal de Vitri sont chargés d'agir contre le Marquis de la Valette qui commandoit à Mets & d'empêcher que les troupes levées pour la Reine mere dans le pays de Liège, n'entrent en Champagne. Le Duc de Guise est envoyé en Provence avec ordre de se joindre au Maréchal de Lesdiguières, en cas que le Duc de Monmorenci se déclare dans le Languedoc en faveur de Marie de Médicis. Enfin, Bassompierre Colonel Général des Suisses reçoit ordre d'amasser des troupes dispersées dans quelques villos de Champagne, & de venir joindre au plutôt l'armée que le Prince de Condé doit commander sous le Roi, en qualité de Lieutenant Général. Après ces précautions, Louis appelle tous les Magistrats de Paris. En leur déclarant son intention

Tom. III, Part. II, H d'al-

1620,

d'aller à Rouen, il leur recommande la conservation de la ville capitale, où la Reine son épouse demeurait avec le Chancelier & une partie du Conseil pour l'expédition des affaires. Le Roi emmenoit seulement avec lui du Vair Garde des Sceaux & un nombre choisi de Conseillers d'Etat & de Maîtres des Requêtes. Ver-  
 dun premier Président du Parlement & Servin Avocat Général, persuadés qu'il s'agit plus dans cette guerre de la fortune d'un indigne Favorique, de toute autre chose, font à sa Majesté d'amples remerciemens de la confiance qu'elle témoigne à son Parlement, & de nouvelles protestations de la fidélité de tous les Magistrats. Nous vous supplions seulement, Sire, ajoutèrent-ils, de prendre les mesures les plus convenables au repos de l'Etat & au bien de vos Sujets, d'éviter autant qu'il sera possible les malheurs de la guerre civile, & de considérer, s'il vous plait, que la Reine votre mère, un Prince de votre sang & plusieurs Officiers de votre Couronne, sont engagés dans cette fâcheuse affaire.

Le Roi Louis partit de Paris le 7. Juillet accompagné de Gaston Duc d'Anjou, du Prince de Condé, d'un grand nombre de Gentilshommes. Il conduisoit seulement avec lui un petit corps d'armée d'environ huit mille hommes de pied & de huit cens chevaux. Sa Majesté apprit à Pontoise que le Duc de Longueville Gouverneur de Normandie, étoit allé le même jour au Parlement de Rouen. Après une ample protestation de son attachement au ser-

Le Roi  
 en Nor-  
 mandie.

Bernard

Histoire de

Louis XIII.

L. III.

Mercure

François.

1620.

Pistorio

Siri Mi-

morie re-

condite.

Tom. V.

II

II

II

II

II

II

vice du Roi, Longueville déclare, que  
 les justes raisons qu'il a de craindre les  
 mauvais offices que le Roy son ennemi  
 lui rend sans cesse, auprès de sa Ma-  
 jesté, l'empêchent d'aller au devant d'elle  
 le pour la recevoir à l'entrée de la Pro-  
 vince. Mais je me retire à Dieppe, ajoute  
 le Duc, ce n'est pas que je veuille éviter  
 le vœu du Roi. Je cherche seulement à me  
 mettre à couvert de la haine de mes ennemis.  
 Tel est le langage ordinaire des Princes,  
 ou des Seigneurs, lorsque mécontents de  
 leur Cour, ils vont se cantonner dans leurs  
 terres, & du dans leurs Gouvernemens.  
 Louis fut reçu à Rouen avec des accla-  
 mations extraordinaires. Il monta le lendemain  
 au Parlement. Du Vain Garde des  
 Sceaux y fit un long exposé de tout ce  
 qui s'est passé depuis la retraite de la Rei-  
 ne, même à Angoulême, des gratifications  
 que le Roi lui a faites, du soin qu'il a  
 pris de la contenter, des sentimens ten-  
 dres qu'il conserve encore pour elle. Le  
 Garde des Sceaux déclare ensuite que le  
 Roi ayant envoyé ses ordres au Duc de  
 Longueville, de venir trouver sa Majesté  
 à l'entrée de la Province, & de l'accom-  
 pagner dans la visite qu'elle en veut faire,  
 il a refusé d'obéir. Cette préface prépa-  
 roit le Parlement à recevoir les Lettres qui  
 suspendoient Longueville des fonctions de  
 sa charge de Gouverneur de Normandie,  
 jusques à ce qu'il se fût justifié en présen-  
 ce du Roi. Les Lettres de suspension fu-  
 rent suivies de l'interdiction de quelques  
 uns.

1620.

Officiers, qui prenoient le parti du Duc de Longueville. Il se retranche si bien à Dieppe, que le Roi ne passa pas seulement à l'y attaquer. On prend la résolution de marcher au secours des habitants de la ville de Caen, embarrassés à se défendre contre un Officier nommé Prudent, qui commandoit dans le château pour le Grand-Prieur de France. Le Maréchal de Praslin eut ordre de s'avancer en diligence avec quelques troupes du côté de Caen. Prudent ayant refusé de rendre le château, Praslin commence de l'assiéger dans les formes. Le Grand-Prieur accourt avec quelques soldats, mais il y en eut si peu, qu'il fut inutilement. Il se retire, dès qu'il fait que le Roi s'approche de la ville. Louis encourage par le Prince de Condé, voulut aller à la tranchée. Le Duc d'Anjou l'y accompagna. Le monde fut surpris de voir le premier Prince du sang conduire le Roi & son frère unique à un endroit, où leur vie n'étoit pas trop bien assurée. Non content d'exposer deux jeunes Princes aux incertitudes d'un pénible siège, dirent quelques uns, leur désirer les mener encore à la tranchée. Mais il n'y eut que la Couronne qui échappa. Condé dominoit alors dans le Conseil. Personne n'osoit résister à tout ce qu'il faisoit pour se faire. Marie de Médicis n'avoit que le rôle de simple particulière. On se contentoit de murmurer. M. le Prince, remarquoient ceux là qui la pouvoient donner de l'ombrage, ne cherche pas

*tant à servir le Roi, qu'à se venger de la Reine-mère & à se rendre le maître des affaires. Le Favori s'y trouvera lui-même entraîné.* 1620

Louis impatient de la longue résistance de Prudent, fit sommer pour la troisième fois la garnison du château. On les menaçait tous de la corde, à moins qu'ils ne se rendent au plutôt. Cela n'effraye point le brave Prudent. Un valet de chambre du Roi chargé de faire la sommation, s'avise de crier aux soldats de la garnison, que s'ils veulent jeter par-dessus leurs murailles un Commandant rebelle & opiniâtre, qui les trompe en les empêchant d'obéir à la Majesté, elle leur fera distribuer dix mille écus de récompense. La bravoure de Prudent ne fut pas à l'épreuve de cet artifice. Il craignit que ses soldats, éblouis par la récompense promise, ne lui jouassent un mauvais tour. On demande incontinent à capituler & Louis bien-aise de n'être pas si long-temps arrêté devant un château, accorde des conditions honnêtes. Si les gens trouvèrent étrange que le Prince de Condé eût mené le Roi à la tranchée, ils furent beaucoup plus surpris de ce que le Duc de Luynes n'y suivit jamais son jeune maître. On se moque hautement de la poltronnerie du Favori. *Mon Dieu!* dit un malin en faisant semblant de l'excuser, *ne doit-il pas se précautionner autant contre les mousquetades de l'armée du Roi, que contre celles de la garnison du château? Il y a plus de gens qui lui veulent du mal dans l'une*



4626. que dans l'autre. M. de Luynes se garantira  
d'un ennemi déclaré : mais il ne peut pas de-  
mander un envoi secret.

Lettre de  
Marie de  
Médicis  
au Roi  
son fils

Avant que d'arriver à Caën, Louis  
avoit refusé de recevoir une Lettre que  
Sardini lui presenta de la part de Marie de  
Médicis. Je sai ce qu'elle contient, dit le  
Roi. On va la concerter à Paris. J'ai envoié  
des personnes de distinction à la Reine ma  
mère. Elle peut leur dire ce qu'elle souhaite  
de moi. Louis dépêche incessamment un de  
ses Gentilshommes ordinaires à Angers  
pour informer le Duc de Bellegarde & les  
deux autres Commissaires du Roi des rai-  
sons qu'il a de ne recevoir pas la Lettre,  
et pour leur enjoindre d'assurer la Reine  
sa mère qu'il ne manquera jamais d'affec-  
tion pour elle. Le Duc de Monbazon,  
le premier des quatre Commissaires, s'étoit  
retiré d'Angers mécontent de ce qu'on  
avoit arrêté prisonnier, le Marquis de Ro-  
chefort son fils par ordre de Marie de  
Médicis. La Lettre de cette Princesse au  
Roi fut une espèce de Manifeste. La vi-  
vante cause de la guerre civile, disoit-elle,  
est l'arrogance & la temerité du Duc de  
Luynes, insupportables à tout le monde. Il  
distribue les charges de l'Etat, il étend ses vi-  
les trahisons, en un mot, il dispose absolu-  
ment de toutes choses. Non content de traiter  
avec le dernier mépris les plus grands Seigneurs  
du Royaume, il a eu l'audace de me calom-  
nier dans la déclaration qu'il vous a fait don-  
ner en faveur du Prince de Condé. Je ne  
trouve point mauvais que vous ayez rendu  
la liberté au premier Prince de votre sang,

Mercur  
François  
1620.  
Gramond  
Histori  
Gallia. l.  
Lettre de  
Bentius-  
glis.

1620.

ni qu'il en ait l'obligation au Duc de Luines. Mais rien ne vous engageoit à permettre qu'on se servît de votre nom pour voïcir mon administration. Le dessein du Duc de Luines est visible. Il a voulu irriter le Prince de Condé contre moi. La colere de celui-ci pourroit avoir quelque fondement, si l'accusation étoit véritable. Vous savez, & le Duc de Luines en est bien informé, que tous ceux de votre Conseil furent d'avis qu'il falloit arrêter la Prince de Condé. Pourquoi veut-on me rendre responsable d'une chose, qui s'est faite du consentement unanime de vos Ministres d'Etat?

Au reste, poursuivoit Marie de Médicis, je n'ai aucune part à la faite des Princes & des Seigneurs qui se sont retirés d'auprès de vous. Leur vûe & les miennes sont peut-être différentes. Nous sommes d'accord en une seule chose; nous nous plaignons tous également du Duc de Luines. Puisqu'il me veut opprimer aussi bien que les autres, je suis obligée de me joindre à eum pour notre commune défense. Bien loin de tenir la parole que vous m'avez donnée de mettre quelques bornes à la fortune du Duc de Luines, vous souffrez qu'il s'attribue une puissance égale à la votre. Il n'est pas juste qu'un nouveau venu entreprenne d'abaisser les premières personnes de l'Etat, ni qu'il s'élève sur leurs têtes. J'ai pour vous les sentimens de tendresse & de respect que je dois avoir pour mon fils & pour mon Roi. La prospérité de votre regne & le bien de vos Sujets; voilà ce que j'ai de plus cher au monde. Une seule chose me desole. Mes

H 4

justes

2620. *justes desirs ne seront jamais accomplis, tant que vous abandonnerez toute votre autorité à un autre. J'ai beaucoup de choses à vous dire; mais je ne puis m'expliquer librement, que lorsque vous ne serez plus obsédé par le Duc de Luines.*

Marie de Médicis écrivit encore à tous les Parlemens, elle qui avoit si hautement soutenu à celui de Paris, qu'il ne lui appartenoit pas de prendre connoissance des affaires d'Etat. Je leur pardonnerois volontiers de n'avoir pas voulu ouvrir, & d'avoir envoyé à la Cour des Lettres d'une Reine, qui s'avisé de presser la réformation du gouvernement qu'elle avoit empêchée de toute sa force. Mais ce fut par une basse adulation pour le Roi & pour son Favori, que ces Compagnies ne requerront pas les Lettres de Marie de Médicis. Elles négligèrent l'occasion qu'elle leur présentoit de demander le retranchement des abus & des desordres qui devenoient tous les jours plus grands par la mauvaise administration du Duc de Luines. Il en rétablit un des plus crians, & pour avoir l'argent nécessaire à soutenir une guerre où il s'agissoit de la conservation de sa fortune, & pour gagner les Magistrats intéressés à la continuation de l'abus. Je veux dire, que Luines fit donner un Edit qui rétablissoit le droit annuel ou la Paulette. On proposa dans quelques Parlemens d'arrêter & de punir celui qui apportoit les Lettres de la Reine mere. Cela parut indigne & ridicule aux Magistrats qui conservoient encore quelques senti-

mens

mens d'honneur & de liberté. Ceux de 1629  
Toulouse & de Rennes assuraient le Roi  
de leur fidélité, & le Duc de Monmo-  
renci sur lequel Marie de Médicis sem-  
ble compter, fait de grandes protesta-  
tions de son attachement au service du  
Roi.

La reddition du château de Caen fit un Le Roi  
tort extrême aux affaires de Marie de Mé- prend re-  
dicis. Toute la Normandie se soumit in- solution  
continent au Roi. Matignon Comte de de mar-  
Torigni, Beuvron, Mongommeri, la Lu- cher vers  
zerne & plusieurs autres Gentilshommes  
distingués vinrent trouver sa Majesté. Le  
Duc de Longueville semble lui-même  
vouloir entrer en composition. Il écrit  
une Lettre soumise & respectueuse à sa  
Majesté. Après quelques excuses sur ce  
qu'il ne se rend pas auprès d'elle, il pro-  
met de ne rien faire contre le service du  
Roi. Quoique ces termes généraux ne  
signifiassent rien de positif, on jugea dans  
le Conseil de Louis, que toute la Nor- 1620.  
mandie étant réduite, excepté la ville de Fittoria  
Dieppe, on y pouvoit laisser le Duc de Siri Me-  
Longueville. Incapable de rien entre- morie re-  
prendre désormais, il paroît devoir atten- condite.  
dre du moins quel sera le succès du voia- Tom. V.  
ge du Roi en Anjou. En tout cas, le pag. 129  
Duc d'Elbeuf qui commandoit pour sa 130. Cc  
Majesté en Normandie, pouvoit observer  
Longueville, & l'arrêter s'il excitoit quel-  
que nouveau mouvement dans la Provin-  
ce. On agite dans le Conseil de Louis,  
une chose qui cause de la contestation.  
Quelques uns étoient d'avis que sa Ma-  
jeste

1600. jette s'en retourne à Paris. Le Prince de Condé s'y oppose fortement. Il soutient que le Roi doit marcher vers Alençon, y passer par le Maine, y prendre les places du Comté de Soissons, entrer dans l'Anjou, enlever le Pont de Cé afin d'ôter à la Reine mere toute sorte de communication avec les Ducs de Rohan, d'Épernon, & de Mareuil.

Le Cardinal de Retz ayant représenté que la bien séance demandoit que le Roi épargnât du moins Alençon qui appartenoit à la Reine mere, Condé reproche au Cardinal qu'il n'a de si grands ménagemens pour Marie de Médicis qu'en considération du Duc de Retz qui s'est déclaré pour elle. Vous craignez, lui dit le Prince d'un ton algue en présence du Roi, que si la part de la Reine mere, est une fois entièrement ruinée, le Duc votre neveu ne se trouve enveloppé avec tous les autres mécontents. Monsieur, répondit le Cardinal, je suis serviteur du Roi: & je ne desavoue pas que je ne le sois de la Reine mere. Mais je sais aussi la différence qu'il y a entre la fidélité que je dois au Roi, & le respect que je suis obligé de conserver pour la Reine mere. On ne me reprochera jamais d'être entré dans aucun parti contre la service du Roi, ajouta-t-il en souriant, ni d'avoir trop ménagé ceux qui ont pris les armes contre lui & quelque grande que soit la proximité du sang entr'eux. Et moi. Les manières hautes du Prince de Condé nuisent à ses desseins. Le Cardinal de Retz & les autres confidens du Duc de Luynes

Luines se mettent à lui remontrer vivement, qu'il y va de son intérêt, d'empêcher que la Reine mere ne soit trop abaissée, & que le Prince de Condé voudra dominer absolument, dès que Marie de Médicis ne sera plus en état de s'opposer à lui. Vous vous accommoderez infiniment mieux avec la Reine mere, disoit-on au Duc de Luines. En gagnant l'Evêque de Luçon qui peut tout auprès d'elle; vous saurez bien empêcher qu'elle ne vous soit trop contraire.

Le Favori ne parut pas trop éloigné de négocier secrètement avec Richelieu, & de lui donner de nouvelles assurances du chapeau de Cardinal. Ces deux hommes étoient également timides, & ardens pour l'avancement de leur fortune. Ils se haïssoient l'un l'autre, & chacun d'eux souhaitoit de perdre celui qu'il regardoit comme son rival. Cependant, leurs passions conspirèrent à les porter à un accommodement & à se lier ensemble: l'un pour n'avoir plus la Reine mere à dos, & l'autre afin de se faire Cardinal. L'Evêque de Luçon craignoit que Marie de Médicis incapable de résister au Roi qui venoit à elle après la réduction de la Normandie, n'allât se jeter entre les bras des Ducs d'Epemon & de Maïenne, & que si la paix se faisoit ensuite, on ne se mît pas trop en peine de stipuler un chapeau rouge pour lui. Le Duc de Luines se défioit de son côté des événemens incertains de la guerre. Au premier désavantage des armes du Roi, toute la France se seroit

1620. soulevée contre un Favori universelle-  
 ment haï. Le bon succès de l'entreprise  
 de Louis, n'effraioit pas moins Luines.  
 Condé en auroit eu tout l'honneur. A-  
 près avoir humilié la Reine mere, il ne  
 lui restoit plus qu'à éloigner insensible-  
 ment le Favori, ou du moins à lui re-  
 trancher une grande partie de son auto-  
 rité. Une seule chose arrête le Duc de  
 Luines & ses confidens. Ils ont peur que  
 Richelieu devenu Cardinal, ne pense à  
 se faire premier Ministre. On rassure  
 Luines en lui remontrant que c'est beau-  
 coup que de gagner du temps, & qu'il  
 sera facile de reculer sous main la pro-  
 motion de Richelieu au Cardinalat. Nou-  
 velle intrigue liée avec lui. Le Favori  
 donne des assurances pour le chapeau, &  
 l'Evêque de Luçon promet de livrer sa  
 maîtresse quand le Roi sera venu au Pont  
 de Cé.

Déclara- Marie de Medicis effraïée du progrès  
 tion du des armes de son fils, résolut de prendre  
 Roi sur la le Mans & les autres villes, qui se trou-  
 prise d'ar- voient sur le chemin du Roi à Angers.  
 mes par La voilà donc en campagne avec six mille  
 la Reine hommes de pied & douze cens chevaux.  
 mere & Elle s'empare de la ville de la Flèche, &  
 contre les s'avance vers le Mans. La bonne Prin-  
 mécon- cesse n'alla pas si loin qu'elle espiroit. Ce  
 tens. qu'elle gagna ne la dédommageoit point  
 d'Alençon, de Verneuil, & de Dreux  
 que son parti perdit encore depuis la red-  
 dition du château de Caen. Elle se reti-  
 re promptement dans la ville d'Angers.  
 Louis venoit en grande diligence, & son  
 armée

Bernard  
 Histoire de  
 Louis  
 XIII. l.  
 III.

armée fut renforcée de huit mille hommes de pied & d'environ sept cens chevaux, que Bassompierre lui amenoit, après avoir pris sur sa route la ville de Dreux, en venant joindre le Roi. Cela releva extrêmement le courage & les espérances du Duc de Luynes. Il commence de parler d'un ton plus haut. Assuré par ses nouvelles intrigues avec l'Eveque de Luçon, que Marie de Médicis sera bien-tôt à la discrétion de son fils, le Favori persuade au Roi qui étoit alors à Mortagne dans le Perche, de publier une déclaration sur la guerre civile allumée sous le nom de la Reine mère. Elle y est beaucoup plus menagée que dans celle qui fut donnée en faveur du Prince de Condé. On se plaint seulement de ce que Marie de Médicis suit les mauvais conseils de quelques Seigneurs mécontents, qui veulent lui faire accroire, que c'est l'offenser, que de ne lui laisser pas une autorité absolue dans le Roiaume. Quoique nous soions fort sensibles au mal que sa trop grande facilité nous cause, ajoutoit Louis, nous l'excusons volontiers, persuadés que nous sommes qu'il y a peu de gens au monde capables de ne se laisser pas surprendre par les insinuations artificieuses de ceux qui ont de si damnable intentions. Son nom retentit par tout; son seing & son sceau courent dans nos Provinces pour autoriser ce qui s'entreprend contre nous. Le Roiaume est rempli des plaintes & des protestations qu'elle fait de vouloir réformer notre Etat. Cependant nous ne lui imputons rien de tout ceci. Nous ne

1620-

Mercure

Francois.

1620.

Journal  
de Bassom-  
pierre.Lettre de  
Bentivoglio.



1620.

rendre suspect au Roi, ou d'arrêter prisonnier le frere du Duc de Guise son bon ami, & la Princesse de Conti son amante; disons si vous le voulez, son épouse de conscience. On n'ignoroit à la Cour ni les intentions du Cardinal de Guise, ni ses engagements avec la Reine mere. Comme il n'avoit encore rien fait d'éclatant, le Roi ne le comprit pas dans la déclaration. On ménageoit ainsi les Ducs de Guise & de Chevreuse ses freres qui servoient utilement sa Majesté.

Le Roi  
se rend  
maître du  
Pont de  
Cé.

Marie de Médicis étonnée de voir son fils venir droit à elle en si bonne résolution, fit agiter dans son Conseil, si elle l'attendroit avec huit mille hommes de pied & quinze cens chevaux qu'elle avoit, jusques à ce que le Comte de Soissons & le Duc de Rohan lui eussent amené du secours, ou bien si laissant quelques trou-

Journal de  
Bassompierre.  
Mémoires  
de Rohan  
l. 1.

Bernard  
Histoire de  
Louis XIII  
l. III.  
Lumières  
pour l'His-  
toire de  
France.  
Mercur  
François.  
1620.

pas pour conserver Angers & le Pour de Cé, elle iroit trouver les Ducs de Maienne & d'Epernon qui avoient de quoi faire une armée de trente mille hommes. Le fourbe Richelieu la détourne habilement de passer la Loire. Tant que vous demeurerez ici, Madame, lui disoit-il, vous serez l'arbitre de la paix & de la guerre. Et si vous nous jettez entre les bras des Ducs de Maienne & d'Epernon, ils vous feront la loi, & seront les maîtres des conditions. Cela flatte l'inclination d'une femme impetueuse, qui aime l'indépendance. Mais en voulant être la maîtresse, il falloit avoir plus de vigilance & ne se laisser pas trahir. L'Evêque de Luçon disposoit absolument

d'Angers

de

de toutes choses. Il ne mit ni poudre 1620.  
 ni plomb au Pont de Cé. Ses parens, <sup>Vittorio</sup>  
 ses alliés, ses créatures commandent <sup>Siri Mé-</sup>  
 dans les troupes & ailleurs. En un mot, <sup>moire re-</sup>  
 il est en son pouvoir de livrer Marie de <sup>condite.</sup>  
 Médicis au Roi, dès qu'il s'approchera. <sup>Tom. V.</sup>  
 Elle envoie le Duc de Bellegarde, <sup>pag. 115.</sup>  
 l'Archevêque de Sens, & le P. de Berulle dire <sup>136. &c.</sup>  
 à Louis, qu'elle est prête à négocier avec <sup>Lettres de</sup>  
 lui. Un préliminaire arrête tout. Le Roi <sup>Bentivo-</sup>  
 consentoit d'accorder de bonnes condi-  
 tions à sa mère, & de pardonner au Com-  
 te & à la Comtesse de Soissons : mais il  
 vouloit que tous les autres se remissent  
 à sa clemence. Marie de Médicis de-  
 mande au contraire de traiter conjointe-  
 ment pour elle & pour tous ceux qui  
 ont embrassé son parti. Elle ne pouvoit  
 souffrir qu'on lui proposât de les aban-  
 donner.

Cependant le Roi s'avance toujours.  
 Le voila dans la Flèche. On y propose  
 dans son Conseil s'il assiégera la ville  
 d'Angers, ou s'il attaquera premièrement  
 le Pont de Cé. Bien instruit de tout de  
 qui se trame entre son Favori & l'Evêque  
 de Luçon, Louis déclare que le respect  
 qu'il a pour sa mère, ne lui permet pas  
 d'assiéger une ville où elle est enfermée.  
 Pendant que le Duc de Bellegarde amu-  
 se Marie de Médicis en lui proposant des  
 conditions de paix, & qu'on lui fait croire  
 que son fils s'avance dans le dessein de  
 la voir, Bassompierre & quelques Offi-  
 ciers marchent vers Sorges à une lieue du  
 Pont de Cé comme pour escarmoucher.

On

1620. On ne trouve aucune résistance; on marche jusques au Pont de Cé. Les troupes de la Reine mere se défendent en desordre: à la troisième charge elles prennent la fuite, & les gens du Roi entrent avec elles dans la ville. Le Duc de Retz qui devoit défendre la place, gagné ou du moins averti par le Cardinal son oncle, que la Reine mere est trahie, se retire promptement dans sa maison de Beaupréau. Enfin le château se rend à la première sommation. Le Duc de Bellegarde qui a le Traité signé par Marie de Médicis, dès le jour précédent, accourt au plus vite; & se plaint de ce que les Officiers du Roi ont attaqué les gens de la Reine mere après la conclusion de la paix. Soit qu'il y eût de la collusion de la part de Bellegarde; soit qu'on l'eût surpris en lui persuadant de n'aller trouver le Roi que le lendemain, le Prince de Condé qui ne demande qu'à chagriner Marie de Médicis, répond que c'est la faute de Bellegarde, & qu'on n'est pas obligé de deviner si la Reine mere a donné sa parole, ou non.

Le Comte de S. Agnan qui prit de l'emploi dans les troupes de Marie de Médicis, est fait prisonnier à la malheureuse journée du Pont de Cé. Louis naturellement severe vouloit le mettre entre les mains du Garde des Sceaux & lui faire couper la tête, sous prétexte qu'étant Officier de cavalerie, il avoit abandonné le service du Roi. Mais Bassompierre & Créquien, que S. Agnan est leur prison-

1610.

nier de guerre, qu'ils ne font pas des Pre-  
 vôts pour aller prendre ceux à qui on veut  
 faire le proces; enfin que si le Roi traite  
 ainsi un Officier, il ne faut pas esperer  
 qu'aucun se rende jamais dans une guerre  
 civile, & que tout le monde aimera mieux  
 mourir en defendant sa vie, que de porter  
 sa tête sur un échaffaut. Ces considéra-  
 tions engagerent le Roi à faire grace au  
 Comte. Sa Majeste entra le lendemain au  
 Pont de Cé. Elle fut surprise d'y trou-  
 ver les boutiques ouvertes, & le peuple  
 aussi tranquille que dans la plus profonde  
 paix. C'étoit une marque du peu d'inté-  
 rêt qu'il prenoit à une guerre, ou, com-  
 me le Marechal de Bouillon le fit dire à  
 Bassompierre, il ne s'agissoit que de savoir  
 qui gouverneroit sous le nom d'un Roi for-  
 ble, ou de la mere, ou du Favori. Voi-  
 là comme les intrigues secretes du Duc de  
 Luynes avec l'Eveque de Luçon, ruinerent  
 par le moien de cinq ou six mille hom-  
 mes le puissant parti que Marie de Médi-  
 cis eut tant de peine à former. Dans le  
 temps qu'elle a trente mille hommes sur  
 pied en Poitou, en Angoumois, en Guien-  
 ne, l'imprudente Princesse est reduite à se  
 contenter des conditions que son fils veut  
 bien lui accorder.

Marie de Medicis éperdue de la dérou-  
 te de ses gens & de la prise du Pont de Cé, resolut dans un Conseil de ses plus  
 intimes confidens, d'aller passer la Loire  
 à Ancenis, & de se jeter enfin entre les  
 bras des Ducs de Mayenne & d'Epemon.  
 L'Eveque de Luçon en fait promptement

avec-

Traté en-  
 tre le Roi  
 & la Rei-  
 ne sa me-  
 re.

1620. avertir le Duc de Luines; Et le Roi envoie de la cavalerie afin de s'opposer à l'exécution d'un projet, qui renverse tous ceux de son Favori & de Richelieu. La

*Journal  
de Bassompierre.*

*Mercure  
Francois.*

1620.

*Vittorio*

*Siri Mé-*

*morie Re-*

*condite.*

*Tom. V.*

*pag. 139.*

*140. &c.*

*vie*

*du Duc*

*d'Eper-*

*non.*

*l. VIII.*

*Lumière*

*pour l'His-*

*toire de*

*France.*

Reine avertie que les passages sont fermés, change tout à coup de langage. Elle ne demande plus des conditions si avantageuses. La voilà prête d'accepter celles que son fils lui prescrira. Louis répond qu'il recevra toujours sa mère à bras ouverts, & qu'il lui accorde par avance tout ce qu'elle demande pour elle-même. Mais ceux qui ont embrassé son parti, ajoute le Roi, je veux leur faire sentir que je suis le maître. Il le disoit seulement par façon. Le Duc de Luines craignoit trop de se voir à la fin traité comme il avoit fait traiter lui-même l'infortuné Conchinn. De peur de trop irriter ses ennemis déclarés & secrets, il dispose le Roi à pardonner aux grands Seigneurs. L'Abbé Rucellai aux sentimens duquel, le Favori défère beaucoup lui conseille de gagner tout le monde. L'habile Italien vouloit-il se faire des amis à lui-même? ne pensoit-il qu'à donner de bons avis au Duc de Luines, dont la fortune trouveroit de puissans obstacles, tant qu'il chercheroit à s'établir sur la ruine des autres.

Depuis que Bassompierre eut amené fort heureusement les troupes de Champagne, sa Majesté témoigna beaucoup d'amitié à un Officier brave & diligent. Elle semble prendre un extrême plaisir à s'entretenir avec un homme dont la conversation est agréable & enjouée. Luines commença

1620.

l'en être jaloux. Lors que Louis fit voir à Bassompierre les articles accordés à la Reine mère, il s'avisa de dire au Roi, que c'étoit une chose d'une conséquence pernicieuse, que les Seigneurs du parti de la Reine mère, demeurassent impunis après tant de révoltes. Si votre Majesté donne quelque exemple de severité, ajouta Bassompierre, cela retiendra les autres dans le devoir. Ils ne seront plus si prompts à prendre les armes. Les Courtisans agissent & parlent différemment selon l'état de leur fortune. En demeurant constamment attaché à ceux qui se trouvoient au timon des affaires, Bassompierre cherchoit autrefois à servir tout le monde. Il avoit des amis de tous côtés. Aujourd'hui qu'il s'apperçoit que le Roi lui donne plus de part à sa confiance, il flatte l'humeur sévère du jeune Prince. Bassompierre ne seroit pas fâché qu'un ou deux Seigneurs fussent la victime de l'entreprise de Marie de Médicis, & de profiter de la dépouille. Il avoit indirectement Louis que son Favori le sert mal, en sacrifiant la majesté du Souverain offensée, à la nécessité de se faire des amis. Luynes sentit fort bien que Bassompierre lui rendoit de mauvais offices, & qu'on fait, le Favori pense à éloigner de la Cour un homme qui a plus de génie que lui, & qui veut peut-être le supplanter.

Le Duc de Bellegarde, le Cardinal de Sourdis, l'Archevêque de Sens, le Président Jeannin, l'Evêque de Luçon, & le P. de Berulle, étant venus trouver le Roi de

1620.

de la part de Marie de Médicis, on dresse les articles du Traité. Ce fut une confirmation de celui d'Angoulême. Louis promet de reconnoître l'innocence de sa mère dans une Déclaration juridique, & d'y donner une abolition générale à tous ceux du parti, pourvu qu'ils se rangent à leur devoir huit jours après que l'accordement leur sera signifié. Ceux dont le Roi avoit déjà rempli la place & les emplois, furent seulement exceptés. Cela regardoit particulièrement le Grand-Prieur de France. Louis ne voulut pas lui rendre le Gouvernement du château de Caen. Il étoit moins irrité contre les autres. Dans ces sortes de traités il y a toujours des articles secrets. La demande d'un chapeau de Cardinal pour l'Evêque de Luçon en fut un de celui-ci : mais ce fut sans préjudice de l'Archevêque de Toulouse qui devoit passer le premier. Le Roi & la Reine mère avoient donné des paroles trop positives au Duc d'Épernon : & le Favori qui ne souhaitoit pas de voir si-tôt Richelieu revêtu d'une pourpre teinte dans le sang des Sujets du Roi, menés à la boucherie dans la journée du Pont de Cé, le Favori dit-il, appuie les raisons que le Roi a de se donner pas un nouveau sujet de mécontentement au Duc d'Épernon, qui n'excita toutes ces tempêtes, que pour se vanger de ce que le Cardinal de Retz passoit devant l'Archevêque de Toulouse. Marie de Médicis plus infatuée que jamais que Richelieu la trahit, bien dans le temps même qu'il la trahit,

trahit, se met encore dans l'esprit que ses affaires en iront mieux, & son premier Ministre s'unit étroitement au Favori, dont elle juroit la pette il y a peu de jours. On parle du mariage de Combalet neveu du Duc de Luines avec la Vignerod Pontcoulrai nièce de l'Evêque de Luçon. Cette créature fera grand bruit dans le monde sous le nom de Madame de Combalet, & depuis sous celui de la Duchesse d'Aiguillon. Elle fut la bonne nièce du Cardinal de Richelieu.

Après l'entière conclusion du traité, Louis donne rendez-vous à sa mère dans le château de Brissac, où il l'attendoit. Cinq cents cavaliers de l'armée du Roi furent commandés pour escorter Marie de Médicis depuis le Pont de Cé. Praslin Maréchal de France la reçut à mi-chemin. Le Duc de Luxembourg s'avance ensuite accompagné d'un grand nombre de Noblesse. Enfin, Louis vint lui-même au devant de Marie de Médicis cinq ou six cents pas au delà du château. Il descendit de cheval dès qu'il apperçut la litière de sa mère. Elle met incontinent pied à terre. On court l'un à l'autre, on s'embrasse de la manière du monde la plus tendre. *Journal de Bassompierre.* *Je vous tiens maintenant, Madame, dit le Roi, en souriant. Serez bien persuadée que vous ne m'échapperez plus.* Il ne prévoyoit pas que le Prélat qui la lui livre, fera bien un jour l'empêcher de tenir sa parole. *Vous n'aurez pas beaucoup de peine à me retenir.* Monsieur, il répliqua la Reine mère. *Je vous veux dans le dessein d'être toujours auprès de vous,* glie.

1626.

Entrevue du Roi & de la Reine mère à Brissac.

Journal de Bassompierre.  
Je vous tiens maintenant, Madame, dit le Roi, en souriant. Serez bien persuadée que vous ne m'échapperez plus. Il ne prévoyoit pas que le Prélat qui la lui livre, fera bien un jour l'empêcher de tenir sa parole. Vous n'aurez pas beaucoup de peine à me retenir. Monsieur, il répliqua la Reine mère. Je vous veux dans le dessein d'être toujours auprès de vous, glie.



1620.

*vous, & j'espère que j'y trouverai la douceur & les agrémens que je dois attendre d'un si bon fils.* Marie de Médicis fit de grandes caresses au Prince de Condé & au Favori, quand ils s'approchèrent pour lui faire la révérence. Ils lui rendirent de leur côté tous les devoirs imaginables. Richelieu est admirablement bien reçu du Roi, & du Duc de Luines. Et l'artificieux Evêque ne manque pas de faire sa cour à Louis & à son Favori. Condé parut perdre le souvenir de sa prison. Il n'avoit point encore fait de pareilles soumissions à celle qui l'y fit enfermer. Il le caresse extraordinairement Richelieu qui en donna le conseil à Marie de Médicis. En un mot, on ne vit jamais un plus bel extérieur de réconciliation. Leurs Majestés aiant séjourné quelques jours à Brissac, le Roi prend la route de Poitiers, pour donner, disoit-on, ordre aux affaires de Guienne. Mais il y a un autre dessein secret, que sa Majesté ne veut pas découvrir encore. Marie de Médicis alla dans sa ville de Chinon, bien résolue à rejoindre son fils au plutôt. Elle prétend examiner ses démarches de près, & pénétrer ses projets les plus cachés.

Le Duc  
d'Epér-  
non est le  
premier à  
poser les  
armes.

Dès que la Reine mere commença de traiter sérieusement de sa réconciliation avec le Roi, elle en fit avertir les Ducs de Mayenne & d'Epérnon. A la première nouvelle, celui-ci congédie tout ce qu'il a de troupes sur pied. Content en apparence de ce que Marie de Médicis a fait, il la félicite de son accommodement avec le

le Roi. Quand le courier apporte au Duc les ordres du Roi qui lui enjoint de des-  
 armer, il trouve qu'Epéron a prévenu le  
 commandement de sa Majesté. C'est le  
 Sujet du Roiaume le plus soumis : il  
 ne demande aucune condition ; il attend  
 tout de la bonté du Roi. Dans cette dis-  
 grace, Epéron se console par une re-  
 flexion, que Marie de Médicis défendue  
 par lui seul, acquit plus d'honneur & ob-  
 tint de meilleures conditions l'année pre-  
 cedente, que dans une entreprise soute-  
 nuë par un Prince du sang & par un  
 grand nombre de Seigneurs puissans &  
 accrédités. Le Duc de Maïenne craignoit  
 que le Favori ne voulût se vanger de la  
 manière haute & méprisante, dont Maïen-  
 ne l'avoit traité. Il fait quelque difficulté  
 de s'abandonner à la clémence du Roi.  
 On sonde Epéron : Maïenne lui propose  
 de former une nouvelle liaison pour leur  
 commune défense. *Ma résolution est pri-  
 se, répondit Epéron. Je n'ai plus rien  
 à demander, puisque la Reine mere est con-  
 tente. Le meilleur conseil que je puisse don-  
 ner à M. de Maïenne, c'est de faire com-  
 me moi.*

Louis aiant appris à Poitiers que la Rei-  
 ne son épouse venoit à lui, il alla l'atten-  
 dre à Tours. Sa Majesté retourne quel-  
 ques jours après à Poitiers. La Reine  
 l'y suivit avec les Princesses qui l'accom-  
 pagnioient. Marie de Médicis y arrive in-  
 continent. On crut qu'elle venoit dans  
 le dessein d'aller jusques à Bourdeaux, &  
 d'empêcher que le Duc de Maïenne qui  
 Tom. III. Part. II. I ne

1625.

Je du Duc

d'Epéron.

l. VIII.

Mercur

François.

1620.

Le Roi va

en Guie

ne.

ne se soumettoit pas encore de bonne grace, ne fût sévèrement puni. *Sur ma vie, Journal de Sire, dit Bassompierre au Roi quand on reçut la nouvelle que Marie de Médicis s'approchoit, c'est ici un artifice des partisans de la Reine mere. On veut vous de-* *Mercurius tourner du voiage de Guienne.* Louis le François crut si bien qu'il vouloit partir sur l'heure, sans attendre Marie de Médicis à Poitiers. Le Duc de Luines qui la ménageoit, eut mille peines à retenir le Roi. Et la facilité de Louis à recevoir les impressions que Bassompierre lui donne, confirme le Favori dans la pensée d'éloigner de la Cour un homme qui prend à son gré, trop d'ascendant sur l'esprit du Prince. Le Duc de Maïenne prévint l'orage qui le menaçoit, en venant se jeter aux pieds du Roi à Poitiers. Il fut reçu assez froidement. *J'oublierai le passé, lui dit Louis, pourvu que vous me serviez désormais plus fidèlement.* Le voiage de Guienne se continuant, les deux Reines prennent congé du Roi. Marie de Médicis part pour Fontainebleau, & la jeune Reine se rend à Paris. De Poitiers, Louis marcha vers S. Jean d'Angeli, & de là il passe en Augoumois.

Le Duc d'Epemon qui mesure toutes ses démarches, attend que la Cour s'approche de son Gouvernement. Bellegarde son parent étoit allé l'assurer qu'il seroit bien reçu du Roi. Ils vont tous deux trouver le Roi à Chinai. Epemon se jette d'abord aux genoux de sa Majesté. On le relève avec beaucoup de bonté. *J'ai*

pas crâ, Sire, faire quelque chose contre le service de votre Majesté, lors que j'ai voulu servir la Reine mere, dit le Duc en haussant la voix, afin de contenter la curiosité des Courtisans accourus au spectacle en foule. Mais puisque j'ai eu le malheur de vous déplaire, j'en demande très-humblement pardon à votre Majesté. Ce sera, Sire, la dernière grace de cette nature, que je vous demanderai de ma vie. Rien ne sera désormais capable de me détacher du service & des intérêts de votre Majesté. Louis alla ensuite à Brouage. Il ôte le gouvernement de la place au Vicomte d'Aubeterre : & le Duc de Luxembourg en est gratifié. Sa Majesté dédommagea Aubeterre par un bâton de Maréchal de France avec cent mille écus. La voilà enfin embarquée pour Bourdeaux. Elle y fut reçue avec une joie extraordinaire. Le jour que Louis tint son lit de justice au Parlement, du Vair Garde des Seaux fit une censure à la Compagnie, sur ce qu'elle ne s'étoit pas assez bien conduite durant les derniers mouvemens. Du Parlement le Roi va dîner au Château-trompette, où le Duc de Maïenne regale splendidement sa Majesté. Mais rien ne put égaler la magnificence du Duc d'Epemon. Il reçut toute la Cour dans sa belle maison de Cadillac. Elle admira la somptuosité des bâtimens, la richesse des meubles, l'abondance & la délicatesse des repas que le Duc donna durant deux jours au Roi & à tous ceux qui accompagnèrent sa Majesté.

1620. Durant son voiage de Normandie & d'Anjou, Louïs reçut des Lettres de ses Ambassadeurs en Allemagne: Il leur en voia même de nouvelles instructions sur ce qu'ils lui écrivirent. Angoulême, Be-thune, & Préaux trouvèrent les affaires de l'Empereur Ferdinand sur un meilleur pied, qu'ils ne l'avoient espéré. Elles se rétablirent si heureusement depuis le commencement de l'année, que Ferdinand eut le plaisir de se voir supérieur à ses ennemis, avant qu'elle fût expirée. Sa Majesté Impériale publia dans le mois de Février un long & véhément Manifeste. Après y avoir raconté à sa manière l'origine & le progrès des troubles de Bohême, elle fait de grandes plaintes contre Frédéric; & contre les Etats qui l'ont élu Roi. Ferdinand soutient avec une hardiesse capable d'en imposer, que la Couronne de Bohême est originairement héréditaire, & que les faits allégués par les Etats du pais pour prouver que l'Empereur étoit légitimement déchu de son droit au Roiaume de Bohême, ne sont que des calomnies & des impostures. Il finit en implorant le secours de tous les Rois; Princes, & Potentats de la Chrétienté, & en protestant que ses desseins tendent uniquement à rétablir la paix & l'union dans l'Empire, & à lui rendre sa première splendeur. Si nous en voulons croire Ferdinand II, il se proposoit pour modele la justice & la modération de l'Empereur Ferdinand I. son grand-pere. Cependant il ne fut ni moins ambitieux, ni moins entêté de su-

persi

Manifeste  
de l'Em-  
pereur  
contre le  
nouveau  
Roi de  
Bohême

Mercure  
François.  
1620.

superstitions de l'Eglise de Rome que Philippe II. Roi d'Espagne. Peut-être que ce Manifeste fut à Ferdinand, de quelque utilité dans les endroits, où ses manières & ses actions n'étoient pas bien connues; mais il ne fit pas grand effet dans la Bohême, dans la Hongrie, & dans les Provinces qui secouoient le joug de la Maison d'Autriche. 1620.

Les Etats de Bohême plus éloignés que jamais de s'y assujettir, désignèrent pour successeur à leur nouveau Roi le Prince Henri Frédéric son fils aîné. Rien ne pressoit Frédéric de faire passer la Couronne à ses enfans. Il devoit se l'assurer premièrement à lui-même, & se précautionner mieux contre l'Empereur, ou plutôt contre ses Officiers. Soit que les Généraux de Frédéric manquaient d'habileté, soit qu'ils le servissent avec moins de zèle, dans le temps que ce Prince repaît son ambition & sa vanité en se faisant donner son fils pour successeur à une Couronne chancelante, le Comte de Buquoi remporta des avantages qui ne contribuèrent pas peu à la faire perdre à Frédéric. Je n'entrerai pas ici dans le détail des divers combats donnés en Autriche, ou en Bohême, avant la bataille décisive. Le nouveau Roi alla se faire reconnoître en Moravie & en Silésie. Il fut magnifiquement reçu dans la capitale de l'une & de l'autre Province. On lui rendit tous les honneurs dûs au Souverain. Tandis que Frédéric s'efforce de gagner les uns, d'autres se refroidissent insensiblement à son égard. La

Fautes de  
Frédéric  
Roi de  
Bohême.

Mémoires  
de Louis  
Julian  
pag. 150.  
Puffendorf  
Comment.  
tar. Rerum  
Suecicarum.  
l. I.  
1620.

1620.

force de genie, le crédit, l'autorité, l'argent nécessaires pour s'établir dans un nouveau Roiaume, lui manquent. Les Bohémiens naturellement legers se dégoutent. Le peuple se plaint des impôts extraordinaires. Les gens s'imaginèrent que le Roi d'Angleterre enverroit des millions à son beau-fils. Et bien loin de secourir Frédéric, sa Majesté Britannique ne veut pas seulement le reconnoître comme Roi de Bohême. Cela diminueoit extrêmement l'ardeur du peuple. Frédéric se fit grand tort en ne réprimant pas le zèle imprudent & impétueux des Ministres, ou de quelques gens de sa Religion. Je ne *sai* comment il souffrit que les images fussent abbattues dans certaines Eglises de Prague. Cette violence choqua non seulement les Catholiques Romains, mais encore les Luthériens qui laissent les images dans les Eglises, & se contentent d'empêcher qu'on ne leur rende aucun culte. Il n'en faut pas davantage pour confirmer les Catholiques & les Luthériens dans leur préjugé, que si le nouveau Roi est une fois bien établi, ceux de sa Religion n'en voudront pas souffrir d'autre que la leur.

L'Elector de Saxe se déclare hautement pour l'Empereur.

Mais la cause principale de la ruine de Frédéric ; ce fut la liaison étroite de l'Elector de Saxe & de Maximilien Duc de Bavière avec l'Empereur. Depuis que Charles-Quint eut dépouillé la branche aînée de la Maison de Saxe, & revêtu les cadets de la dignité Electorale, ceux-ci furent presque toujours dans les intérêts de la Maison d'Autriche ; soit qu'ils craignis-

guissent qu'on ne leur disputât un Electo-  
 rat assez injustement acquis, si la Maison  
 qui les en avoit honorés, devenoit inca-  
 pable de soutenir ce qu'elle avoit fait; soit  
 qu'ils s'accommodassent de la modération  
 & de l'équité de l'Empereur Maximilien II.  
 & de ses enfans en ce qui concernoit les  
 differens sur la Religion. Mais il étoit à  
 craindre que Jean George Electeur de  
 Saxe, n'eût pas les mêmes égards pour  
 les Princes de la Maison de Gratz, que  
 ses prédécesseurs eurent pour ceux de la  
 branche aînée de la Maison d'Autriche en  
 Allemagne. Quelque profonde que fût la  
 dissimulation du nouvel Empereur, il ne  
 pouvoit cacher sa haine envenimée contre  
 les Protestans. Et l'Electeur de Saxe  
 principal protecteur de la Confession  
 d'Augsbourg, auroit dû se tenir perpetuel-  
 lement en garde contre Ferdinand, si on  
 n'eût pas eu l'adresse de gagner le direc-  
 teur de la conscience de Jean George.  
 On amuse encore ce Prince de l'espéran-  
 ce de lui donner quelque part à la succe-  
 sion de Clèves & de Juliers. Les Espa-  
 gnols prévenus que l'or & l'argent du nou-  
 veau Monde, ne leur manquera jamais,  
 le répandent libéralement par tout. C'est  
 par là qu'ils corrompirent encore le Con-  
 seil de l'Electeur de Saxe.

Voici donc Jean George hautement dé-  
 claré pour Ferdinand. Il assemble les E-  
 tats de son pays qui lui accordent de quoi  
 lever & entretenir de nouvelles troupes.  
 Les Bohémiens s'allarment. On envoie  
 des Députés à son Altesse Electorale; on



1620.

lui fait part de la confédération conclue depuis peu entre la Bohême & la Hongrie; on lui demande le sujet de cet armement extraordinaire; on le prie de secourir des voisins, qui n'ont encouru la disgrâce de la Maison d'Autriche, qu'à cause de leur attachement à la Confession d'Augsbourg, dont les Electeurs de Saxe font gloire de se dire les défenseurs. Jean George répond par des reproches aux Bohémiens sur ce qu'ils ont procédé à l'élection d'un nouveau Roi, sans considérer que Ferdinand a été reconnu pour leur Roi légitime par le Collège Electoral à la Diète de Francfort, & sur ce qu'ils font alliance avec Bethlem Gabor vassal du Turc, qui n'entreprend rien que de concert avec la Porte Ottomane. *Quoique je ne sois obligé de rendre compte de mes actions qu'à Dieu & à l'Empereur*, ajouta le Saxon après avoir encore dit aux Députés de Bohême que la mauvaise conduite des Etats de leur país étoit la cause unique des troubles de l'Empire; *je veux bien vous déclarer que j'arme, parce que je voi qu'on parle par tout de guerre, & que des troupes étrangères viennent de plusieurs endroits en Allemagne. Dans une pareille conjoncture je dois me tenir sur mes gardes, & me préparer à défendre mes Etats & mes Sujets en cas de besoin.* Cette réponse fit assez connoître aux Bohémiens que l'Electeur de Saxe aideroit l'Empereur, bien loin de leur être favorable.

Assemblée des  
Princes

Il s'expliqua plus clairement à Mulhausen. Les trois Electeurs Ecclesiastiques, celui

celui de Saxe, le Duc de Bavière, & 1620.  
 Louis Landgrave de Hesse y tinrent une d'Alle-  
 Assemblée au mois de Mars. Ces Prin-<sup>magne du</sup>  
 ces résolurent d'assister l'Empereur au re-<sup>parti de</sup>  
 couvrement du Roiaume de Bohême. <sup>l'Empe-</sup>  
 Pour garder quelques mesures de biensean-<sup>Mulhan-</sup>  
 ce & de civilité, ils écrivent première-<sup>sen & Tra-</sup>  
 ment une longue Lettre à Frédéric. On  
 l'y exhorte à rendre la Couronne de Bo-  
 hême & les Provinces incorporées, à Fer-  
 dinand, à épargner le sang Chrétien, à  
 préférer le bien public & le salut de la  
 patrie à ses avantages particuliers. La  
 Lettre fut accompagnée d'une autre aux <sup>Puffendorf</sup>  
 Etats de Bohême. On les avertissoit de <sup>Commen-</sup>  
 rentrer incessamment sous l'obéissance de <sup>tar. Rerum</sup>  
 Ferdinand. *Vous n'avez aucun droit,* leur <sup>Suecica-</sup>  
 disoient les Princes, *de disposer du premier* <sup>rum. l. I.</sup>  
*Electorat de l'Empire sans la participation* <sup>Nani Hi-</sup>  
*de l'Empereur & du Collège Electoral.* <sup>storia Ve-</sup>  
*Si* <sup>meta. l. IV.</sup>  
*vous continuez de suivre les mauvais con-* <sup>1620.</sup>  
*seils de ceux qui veulent éviter la juste pu-* <sup>Mercurio</sup>  
*nition due à leurs crimes, ou s'avancer en* <sup>François.</sup>  
*mettant le trouble & la confusion dans l'Em-*  
*pire, sachez que les Princes & les Etats fi-*  
*deles à l'Empereur ne pourront se dispenser*  
*de s'unir à lui afin de venger la perte du*  
*Roiaume de Bohême, & de prévenir les*  
*maux que votre rebellion peut causer à l'Em-*  
*pire. Une troisième Lettre fut adressée*  
*aux Princes de l'Union Protestante. On*  
*leur represente que l'entreprise des Etats*  
*de Bohême, qui rejettent Ferdinand &*  
*mettent un nouveau Roi sur le trône, est*  
*d'une si pernicieuse conséquence, que*  
*tous les Princes doivent selon les Loix &*

1026. les constitutions de l'Empire, secourir Ferdinand comme leur chef contre des Sujets rebelles, dont les mouvemens exposoient l'Allemagne à l'invasion des Turcs

Frédéric répondit à la Lettre des Princes assemblés à Mulhausen avec beaucoup de courage & d'honnêteté. *Je suis surpris, disoit-il, que vous m'alléguiez le Manifeste que l'Empereur a publié contre moi depuis peu. Est-il juge compétent dans sa propre cause ? Le conseil que vous me donnez de renoncer à une Couronne qui m'est si justement acquise, ne me paroît pas moins étrange. C'est une affaire d'une extrême importance. Il y va non seulement de mon intérêt & de mon honneur particulier : elle regarde encore plusieurs Princes tant au dedans qu'au dehors de l'Empire. J'ai eu soin de consulter les Etats de la Bohême & des Provinces incorporées qui se sont assemblés depuis peu à Prague, & je leur parlerai encore de ce que vous me proposez. Après cela, je vous rendrai compte des raisons que j'ai de soutenir mon droit à la Couronne de Bohême ; & vous verrez que bien loin de donner entrée au Turc dans l'Empire, on a pris de fort grandes précautions contre ce malheur. Au reste j'attens de l'équité des Electeurs & des Princes de l'Empire que je n'ai point offensés, qu'ils voudront bien demeurer neutres dans un démêlé qui regarde uniquement les intérêts particuliers de la Maison d'Autriche. Que si quelques-uns n'ont pas égard à mes justes représentances, cela ne m'empêchera pas de soutenir mon droit avec l'assistance de mes alliés,*

*allés, en remettant à Dieu le succès de mon* 1620.  
*entreprise.* Les Etats de Bohême ne ré-  
 pondirent pas avec moins de vigueur &  
 de fermeté aux Princes de l'Assemblée de  
 Mulhausen. Ceux de l'Union Protestan-  
 te diffèrent leur réponse jusqu'à l'As-  
 semblée où ils devoient entendre les pro-  
 positions des Ambassadeurs de France.

Ferdinand assuré du secours que les Déclara-  
 Princes de l'Assemblée de Mulhausen, luiton de  
 promirent, prend un ton fier & ména- l'Empe-  
 çant. Il publie une Déclaration, par la- reur con-  
 quelle il enjoint à Frédéric de poser les tre le Roi  
 armes, & de renoncer à toutes ses pré- de Bohé-  
 tentions sur le Roiaume de Bohême & me.  
 sur les Provinces incorporées, dans un  
 mois pour tout délai, sous peine d'en- Marcure  
 courir l'indignation de sa Majesté Impé- 1620.  
 riale, & la rigueur de la justice, des Loix,  
 & des Ordonnances de l'Empire. La Dé-  
 claration fut accompagnée de trois autres.  
 Une adressée aux Princes & aux Etats qui  
 favorisoient le Roi de Bohême, leur or-  
 donne de quitter son parti, & de s'em-  
 ployer plutôt à la conservation de l'autori-  
 té de l'Empereur. La seconde comman-  
 de à tous les Colonels, Capitaines, & au-  
 tres Officiers de guerre qui servent dans  
 les armées de Bohême, de s'en retourner  
 incessamment chez eux, sous peine d'être  
 mis au ban de l'Empire, & de perdre la  
 vie & leurs biens. Et voilà ce qui fit le  
 plus de tort aux affaires de Frédéric. Un  
 nombre considérable de ses Officiers de  
 guerre ne voulurent pas s'exposer à la  
 rigueur des menaces de Ferdinand. Son  
 parti

20. parti se fortifioit tous les jours, au lieu que celui du Roi de Bohême s'affoiblissoit extrêmement. Enfin, la dernière Déclaration envoyée aux villes Impériales, leur enjoignoit de ne donner aucun secours aux Bohémiens, ni à leur nouveau Roi, sous peine d'être pareillement traitées comme rebelles.

Frédéric protesta de nullité contre ces Déclarations par un écrit public. Il s'y défendoit particulièrement sur ce que Ferdinand étoit Juge incompétent d'une affaire, où il ne pouvoit être que demandeur, & sur ce que jamais les Empereurs précédens n'avoient entrepris de prononcer définitivement dans leurs démêlés particuliers avec les Princes d'Allemagne. *La Bohême, dit Frédéric, est un fief de l'Empire. A cela près elle est indépendante de l'Empereur. C'est un Etat qui n'est sujet en aucune manière aux Loix, aux constitutions, & aux jugemens ordinaires de l'Empire. Elle a son Droit, ses Loix, ses Privilèges & ses Tribunaux particuliers. Les Conseillers de la Cour de l'Empereur ne sont pas des Juges moins incompétens dans les contestations que j'ai avec lui. Jamais les Electeurs & les Princes ne les ont reconnus capables de juger du droit des uns & des autres, ni de faire aucune procédure contre eux. Ce n'est pas devant les Conseillers de sa Cour, que l'Empereur doit produire ses prétentions héréditaires sur le Roiaume de Bohême. Il est demandeur, & je suis défendeur dans l'affaire. Que sa Majesté Impériale me permette de suivre devant mes Juges naturels ; je n'y trouve*

trouve rien à redire. Si quelqu'un intente une action contre l'Empereur, la Bulle d'Or de Charles IV. veut que le demandeur se pourvoie devant l'Electeur Palatin, à qui il appartient de connoître de ces sortes d'affaires, parce que l'Empereur ne peut être Juge dans sa propre cause, ni se faire droit à lui-même. Puis donc que dans la contestation présente, l'Empereur poursuit un Electeur Palatin, il est visible que l'Empereur est obligé selon le droit communément reçu parmi nous, de se pourvoir devant le tribunal, dont je suis justiciable dans l'action qu'il intente contre moi. Il n'y paroît point comme Empereur : mais comme un simple Archiduc d'Autriche, qui prétend que la Couronne de Bohême lui appartient par droit de succession.

Le Roi de Bohême soutenoit encore que la Déclaration de l'Empereur étoit contraire au droit des gens, aux constitutions de l'Empire, & aux capitulations jurées par Ferdinand. Sa Majesté Impériale, ajoute Frédéric, a solennellement promis de ne faire & de ne permettre point qu'on fasse aucune violence aux Electeurs, Princes, Prélats, Comtes, Barons, & aux autres Etats de l'Empire. De manière que si l'Empereur a quelque chose à démêler avec eux, le différend se terminera par jugement & non par guerre ; qu'il ne publiera aucun ban contre les Electeurs, Princes & autres, avant qu'ils soient entendus dans leurs defenses ; qu'en toutes choses on procédera selon les Loix & les constitutions de l'Empire ; que sa Majesté ne donnera aucun mandement au

1620. *préjudice de qui que ce soit ; enfin , qu tout ce qui se fera de contraire à la capitulation jurée , sera censé nul de droit. Frédéric concluoit de là , que n'ayant été ni appelé , ni entendu , la Déclaration de l'Empereur est nulle. Après avoir protesté qu'il ne s'éloignera jamais de l'obéissance due à Ferdinand en qualité d'Empereur , & qu'il ne le regarde dans ce différend particulier que comme Archiduc d'Autriche , le Roi de Bohême accuse Ferdinand d'avoir violé les Loix , en usant le premier de voies de fait , & en introduisant une Armée étrangère dans l'Empire. Ce qui le rendoit seul responsable de tous les maux qu'une pareille entreprise y causeroit.*

On raisonna beaucoup en Allemagne sur la Déclaration de Ferdinand & sur la réponse de Frédéric. Les personnes équitables convenoient que s'agissant d'un intérêt particulier de la Maison d'Autriche , les Princes de l'Assemblée de Mulhausen n'avoient pas raison de regarder la contestation pour la Couronne de Bohême , comme une affaire générale de l'Empire. *Quand Guillaume Duc de Saxe , disoit-on , est autrefois entré à main armée dans la Bohême , sous prétexte de soutenir le droit de son épouse sœur aînée du Roi Ladislas mort sans enfans ; les Princes & les Etats de l'Empire ne regarderent-ils pas ce différend comme une affaire particulière ? Ils ne s'en mêlèrent point , quoique la Bohême fût le fief de l'Empire. La même chose est arrivée sous l'Empereur Albert. Les Polonois lui*  
dispu-

Mémoires  
de Louise  
Juliane.  
pag. 176.  
& 177.

1620

disputent la Couronne de Bohême. Crut-on que l'Empire étoit attaqué ? Se récria-t-on que la majesté de son chef étoit violée ? On a toujours distingué les intérêts particuliers de la Maison Impériale de ceux de l'Empire. Philippe Landgrave de Hesse remit à main armée le Duc de Wirtemberg en possession de ses Etats que Ferdinand Roi des Romains occupoit. Aucun Prince ne se remua. On ne parla ni de ban , ni de proscription. Charles-Quint eut de grands differends pour la Gueldre avec Guillaume Duc de Clèves. Il voulut mettre le Duc au ban de l'Empire. Bien loin d'y consentir , les Princes demandent à Charles que l'affaire soit terminée par la voie de la négociation , ou par un arbitrage. Maurice Electeur de Saxe pour un démêlé particulier , fait quitter Inspruck à Charles-Quint : Et cet Empereur attaqué personnellement s'enfuit de la manière du monde la plus honteuse. L'Electeur fut-il poursuivi comme criminel de lèse majesté. Enfin l'Archiduc Matthias est entré de nos jours à force ouverte dans la ville de Prague ; il y retint l'Empereur Rodolphe son frere dans une espece de prison jusques à ce qu'ils se fussent accommodés ensemble. Cette affaire fut regardée comme un differend particulier entre deux freres pour la Couronne de Bohême. Aucun Prince de l'Empire ne se remua. Matthias ne fut point menacé du ban de l'Empire. Pourquoi donc tous ces grands mouvemens que nous voyons aujourd'hui ? L'Empereur Et le Palatin contestent la Couronne de Bohême. C'est un démêlé particu-



1620.

*ticulier entre deux Princes. Qu'on tâche de le terminer à l'amiable & selon les regles de la justice : il ne regarde ni l'Empire , ni la Majesté de l'Empereur. Si les Electeurs & les Princes sans autre connoissance de cause , croient devoir appuier l'Empereur en cette occasion , il faut que tout l'Empire se déclare désormais pour l'Empereur , dès qu'il aura le moindre differend au-dedans , ou bien au dehors de l'Allemagne.*

Les Prin-  
ces de l'U-  
nion Pro-  
testante  
s'assem-  
blent à  
Ulm pour  
conferer  
avec les  
Ambassa-  
deurs de  
France.

*Ambassade  
d'Angou-  
lême. pag.*

*53. 54. 55.*

*Cœ.*

*Vittorio  
Siri Mi-  
morie Re-  
condite.*

*Tom. V.*

*pag. 199.*

*200. 201.*

*62.*

Le monde parloit encore diversement du succès qu'auroit la négociation commencée par le moien des Ambassadeurs de France , entre les Princes de la Ligue Catholique & ceux de l'Union Protestante. Le Duc d'Angoulême & ses deux Collègues aiant prié ceux-ci de se trouver dans un même endroit , où les Ministres de France pussent leur parler à tous ensemble de la part de sa Majesté Très-Christienne , les Protestans consentirent de se rendre à Heilbron : mais quelques affaires survenues depuis sont cause que l'Assemblée est transférée à Ulm. Les Ambassadeurs prièrent de même les trois Electeurs Ecclesiastiques de leur donner rendez-vous dans quelque ville , parce qu'ils avoient des propositions à leur faire de la part de Louis. Les Electeurs s'en défendirent sous divers prétextes. L'un ne se porte pas assez bien ; l'autre a des affaires dans ses Etats. La véritable raison fut alléguée par l'Archevêque de Maïence. Il ne peuvent entrer dans aucune négociation sur l'affaire de Bohême sans la permission de l'Empereur qu'elle

regar-

regarde en particulier, & qui remet à l'E-  
lecteur de Saxe & au Duc de Bavière le  
soin de reduire les Bohémiens. Quant à  
ce qui concernoit les intérêts généraux de  
la Ligue Catholique, les Elécteurs se re-  
posoient sur ce que feroit le Bava-  
rois son chef principal. Le Duc d'Angoulême &  
ses Collègues proposèrent une suspension  
d'armes générale à l'Archiduc Leopold  
Evêque de Strasbourg & frere de l'Em-  
pereur, qu'ils virent sur leur chemin en  
Alsace. L'Archiduc répond de fort bon  
sens aux Ambassadeurs que le temps est  
précieux à Ferdinand. Ses ennemis qui ont  
usurpé son bien, disoit Léopold, entendront  
volontiers à une trêve. Cette surseance ser-  
viroit à les affermir dans la possession de ce  
qu'ils ont pris : au lieu que les Princes de la  
Ligue Catholique aiant mis de grandes forces  
sur pied, ils se consumeroient en dépenses in-  
utiles, & se lasseroient à la fin, de la guer-  
re. Les troupes de l'Empereur sont prêtes :  
il doit agir au plutôt dans le mois d'Août.  
Le Palatin & les Princes de l'Union Pro-  
testante ne sont pas en état de résister à sa  
Majesté Imperiale, à moins que le Turc ne  
viennne à leur secours. C'est une resolution  
extrême qu'il est important de prévenir. Que  
savons-nous si le Palatin ne l'a point déjà  
prise ? On ne pouvoit mieux représenter  
l'état présent des deux partis dans l'Em-  
pire, ni les véritables intérêts de Ferdi-  
nand.

Le Duc d'Angoulême & ses Collègues  
étant à Ulm, il y eut plusieurs confere-  
ces entr'eux & les Princes de l'Union  
Pro-

1620.

Ambassade  
d'Angou-  
lême pas.  
70. 71.

Traité  
d'Ulm en-  
tre les  
Princes de

1620.

la Ligue  
Catholi-  
que &  
ceux de  
l'Union  
Protestan-  
te.

*Mémoires  
de Louis  
Juliane.  
pag. 159.  
Ambassa-  
de d'An-  
goulême.  
pag. 134.  
135. &c.  
Vittorio  
Siri Me-  
moire re-  
condite.  
Tom. V.  
pag. 202.  
203. &c.*

Protestante. Ceux-ci présentèrent divers mémoires aux Ambassadeurs. Les uns contenoient les griefs des Protestans qui se plaignoient de l'infraction manifeste des traités de pacification dans l'Empire. Les autres justifioient la conduite de Frédéric en acceptant la Couronne de Bohême. Quelques-uns furent dressés afin de prouver que son différend avec Ferdinand, étoit une affaire particulière où le corps de l'Empire n'avoit aucun intérêt, & que les Electeurs & plusieurs Princes en demeuroient d'accord. Enfin on en fournit pour montrer aux Ambassadeurs & par conséquent au Roi leur maître, que si l'Empereur procède contre Frédéric par voie de ban & de proscription, sa Majesté Imperiale contrevient manifestement aux constitutions de l'Empire & aux capitulations qu'elle a jurées. Tout ceci faisoit un véritable procès par écrit, dans la connaissance duquel le Duc d'Angoulême & ses Collègues n'avoient pas ordre d'entrer. On les envoya seulement dans le dessein d'aider l'Empereur à recouvrer ses Etats perdus, & d'empêcher que la guerre civile ne s'allumât généralement dans tout l'Empire entre les Catholiques & les Protestans. Cela étoit extrêmement à craindre. Les deux Armées de l'Union Protestante & de la Ligue Catholique se trouvoient en présence dans le voisinage d'Ulm. On ne savoit si elles n'en viendroient pas bien-tôt aux mains. Sous le prétexte spécieux de prévenir ce malheur, les Ministres de France proposent un Trai-

té de paix entre les Catholiques & les Protestans; de manière qu'ils ne s'attaqueront point les uns les autres, & qu'on laisseroit à Ferdinand & à Frédéric le soin de s'accommoder entr'eux, ou de poursuivre chacun à main armée avec le secours de ses amis & de ses alliés, le droit qu'il prétend avoir au Roiaume de Bohême. 1620.

Le Princes de la Ligue Catholique acceptèrent volontiers une proposition que l'Empereur faisoit lui-même. Assurés que leurs Etats ne seront point attaqués, les Catholiques demeurent dans une entière liberté d'aider l'Empereur à chasser Frédéric de Bohême. Les Protestans consentirent à la proposition, pourvu que le Duc de Bavière & les autres Catholiques promissent de ne faire aucune irruption dans le Palatinat, ni dans les Etats héréditaires de Frédéric. Les Catholiques s'y engagent sans peine. Mais il y avoit encore une difficulté fort importante. On recevoit des avis certains qu'Albert Archiduc des Pais-Bas Catholiques armoit puissamment & qu'Ambroise Spinola devoit passer dans le Palatinat avec une Armée nombreuse, afin d'obliger par cette diversion Frédéric à quitter la Bohême, & à venir défendre son patrimoine. Les Princes Protestans bien avertis de ce dessein, demandent que le Duc de Bavière chef d'une Ligue dans laquelle l'Archiduc Albert & le Roi d'Espagne sont entrés, promette que le Palatinat ne sera point attaqué, ni par les Flamans, ni par les Espagnols, & que

1620. que les Princes Catholiques d'Allemagne s'engagent à se déclarer conformément aux constitutions de l'Empire , contre tous les étrangers qui feront irruption sur les terres d'un Prince de la nation Germanique.

La demande étoit la plus juste du monde. Mais le Duc de Bavière entièrement dévoué à la Maison d'Autriche , qui lui promet la dépouille du Palatin , n'y veut pas consentir. Les Ambassadeurs de France obligés à favoriser Ferdinand autant qu'il leur sera possible, appuient fortement le refus du Bavarois. *La condition proposée par les Princes de l'Union Protestante , disent ingenuement le Duc d'Angoulême & ses Collègues au Roi leur maître , est trop préjudiciable aux affaires de l'Empereur. Le moyen le plus prompt & le plus effectif de faire céder l'Electeur Palatin , c'est de l'attaquer dans ses Etats héréditaires.* Cela suffit pour convaincre que la Cour de France agissoit de concert avec celles de Vienne & de Madrid. La médiation artificieuse de Louis fut une des causes principales de la perte de Frédéric. On refusa même de lui paier du moins une partie de ce que la Couronne de France lui devoit depuis long-temps. Les embarras que les mouvemens de Marie de Médicis causent à son fils , sont le prétexte dont il se sert pour se dispenser d'avoir égard à la juste demande de Frédéric. Les Ministres de France négocièrent si bien qu'ils surmonterent la difficulté des Princes Protestans. Le Duc de Bavière & les autres Catho-  
liques

liques promirent à la vérité de n'attaquer point les Etats héréditaires du Roi de Bohême : mais ils ne répondirent ni pour l'Archiduc Albert, ni pour le Roi d'Espagne. On ne s'engage point à se déclarer contr'eux en cas qu'ils fassent irruption dans le Palatinat. Je ne sais comment les amis & les alliés de l'infortuné Frédéric se relâchèrent sur un article qui le perdoit sans ressource. Ne se flattoient-ils point que le Roi d'Angleterre & les Etats-Généraux des Provinces-Unies, s'opposeroient aux troupes de l'Archiduc, en cas que Spinola voulût les conduire dans le Palatinat, ou du moins que les forces de l'Union Protestante suffiroient pour défendre les païs héréditaires de Frédéric, si l'Archiduc Albert les attaquoit?

1620.

Tel fut le Traité d'Ulm entre les Catholiques & les Protestans. On promet religieusement de ne s'offenser point les uns les autres. La Bohême & les Provinces incorporées sont exceptées. Mais les Etats héréditaires du Roi de Bohême sont compris dans le traité. Le Duc de Bavière & les Princes de la Ligue Catholique s'engagent solennellement à ne rien attenter sur le Palatinat, ni sur les autres Etats des Princes de l'Union Protestante. Dès que le traité fut rendu public, les moins clairvoians s'aperçurent que la ruine de Frédéric y étoit conclue. L'Empereur assuré de la France qui le servoit utilement ne se mit pas en peine des bons offices que Jacques Roi d'Angleterre paroît  
ren-

1620. rendre par ses Ambassadeurs à son beau-  
*N. de Hi-* fils. Ferdinand a pour lui toutes les trou-  
*Horat Ve-* pes de l'Electeur de Saxe du Duc de Ba-  
*meta. l. 17.* vière & de la Ligue Catholique. L'Union  
 Protestante peut secourir le Roi de Bohé-  
 me, il est vrai : mais les intérêts de ses  
 membres sont si differens, & il y a si peu  
 de concert entr'eux, que selon toutes les  
 apparences, Frédéric ne doit pas résister  
 long-tems à un ennemi, dont les troupes  
 meilleures & plus nombreuses, sont con-  
 duites par des Généraux habiles & par des  
 Princes parfaitement bien unis les uns  
 avec les autres. Le monde se confirma  
 plus que jamais dans cette pensée que par  
 un zèle de religion mal entendu, la Fran-  
 ce ne cessoit point d'oublier ses véritables  
 intérêts, & qu'elle aimoit mieux le reta-  
 blissement de la Maison d'Autriche, que  
 l'agrandissement de la Palatine. Le Con-  
 seil de Louis craint que le chef de l'U-  
 nion Protestante d'Allemagne devenu trop  
 puissant, ne secoure les réformés de Fran-  
 ce, dont l'oppression est résoluë, & que  
 Bentivoglio Nonce du Pape demande tous  
 les jours avec instance.

Les Am-  
 bassadeurs  
 de France  
 vont trou-  
 ver l'Em-  
 pereur à  
 Vienne  
*Ambassa-  
 de d'An-  
 goulême.*  
 pag. 191.  
 192. 193.

L'Empereur content de ce que les Am-  
 bassadeurs de France l'ont si bien servi à  
 Ulm, les invite honnêtement à venir à  
 Vienne. Sa Majesté Impériale ne vouloit  
 pas qu'ils conférassent trop avec certains  
 Princes d'Allemagne : Et le Comte d'O-  
 gnate Ambassadeur d'Espagne, qui fait lui  
 seul tout le Conseil secret de Ferdinand,  
 ne trouve pas bon que le Roi de France  
 ait tant de crédit dans l'Empire. On  
 des

dessein de se servir tout au plus du nom de sa Majesté Très-Chrétienne, pour tenter de faire entrer Bethlem Gabor dans quelque négociation avantageuse à la Maison d'Autriche & qui donne le temps à Ferdinand de réduire la Bohême & les Provinces incorporées à cette Couronne. Voici le Duc d'Angoulême & ses deux Collegues à Vienne en Autriche. Ils yirent Maximilien Duc de Bavière sur leur chemin. Le Bavaïois leur fit de grands remerciemens sur le Traité conclu à Ulm par leur entremise. Cela leur étoit bien dû. Maximilien a desormais la liberté de se joindre avec son Armée de vingt-quatre mille hommes au Comte de Buquoi, d'attaquer ensemble la haute Autriche soulevée contre l'Empereur, & de passer ensuite dans la Bohême, pendant que l'Electeur de Saxe agira dans la Lusace. Tel fut le projet formé dans le Conseil de l'Empereur, en conséquence du Traité d'Ulm. L'Armée des Princes de l'Union Protestante qui étoit en vue de la Bavaïoise pendant qu'on négocioit à Ulm, prend le chemin du Palatinat. Elle doit s'opposer au Marquis Spinola, en cas qu'il s'avance pour y faire irruption.

Les Ambassadeurs de France ne sont pas long-temps à Vienne, sans s'appercevoir que celui d'Espagne dispose de tout dans le Conseil Impérial. *On n'agit ici, Ambassadeurs disent le Duc d'Angoulême & ses Collegues au Roi leur maître, que par les seuls avis, ou pour mieux dire, par les ordres du Comte d'Ognate. Il aimeroit mieux que* *de d'Angoulême. pag. 125. 126. &c.*  
toute



2620. toute la Bohême fut perdue que d'y voir l'autorité de l'Empereur rétablie par l'entremise de votre Majesté. Le Ministre Espagnol trouve son compte à faire durer la guerre. Tous les paiemens des soldats passent par ses mains. Il altère la monnoie d'Espagne en la faisant fondre en espèces du pays. La paie des soldats & des Officiers se regle à sa fantaisie. En un mot, la puissance que le Comte d'Ognate s'est acquise dans la nécessité des affaires de l'Empereur, est si grande, que tous les Conseillers de sa Majesté Impériale dépendent absolument de l'Ambassadeur d'Espagne. Aucun d'eux n'ose le contredire. Ferdinand avoit fort bien reçu le Duc d'Angoulême & ses Collègues : Il leur parle d'abord avec beaucoup d'ouverture & de franchise. Ses principaux Ministres conferent avec eux, leur rendent raison de la conduite de Ferdinand dans les affaires de Bohême & de Hongrie, & tâchent de la justifier. De si grandes déférences donnèrent de l'ombrage & de la jalousie au Ministre Espagnol.

L'Empereur change incontinent de ton & de manières. Il parle aux François d'un air froid & réservé. Ferdinand semble les congédier honnêtement, & leur faire entendre que leur maître assez occupé dans son Roiaume, aura plutôt besoin du secours de l'Empereur, que Ferdinand de l'assistance & des bons offices de Louis. Peut-être qu'on auroit laissé partir les Ambassadeurs, si sa Majesté Impériale n'avoit cru que leur entremise lui seroit de quelque utilité afin d'amuser Bethlem Gabor, & de

de l'empêcher de se rendre le maître de toute la Hongrie. Malgré les chagrins que la Maison d'Autriche donne à Louis, & contre les plus grands intérêts de sa Couronne, ce Prince s'opiniâtre à servir des ingrats & des fourbes qui le jouent dans le temps même qu'ils emploient son nom & son autorité, pour se tirer du plus grands embarras que la Maison d'Autriche eut jamais. La générosité de Louis pourroit être louable, s'il avoit bien connu ce qu'il faisoit. Mais le jeune Roi se laissoit conduire aveuglément par un Favori que les Espagnols corrompirent. Ferdinand savoit fort bien les obligations qu'il avoit au Duc de Luines. *Ambassade d'Angoulême pag. 233.* *Assurez-le, dit sa Majesté Impériale aux Ambassadeurs de France, que je n'ignore pas ce qu'il a fait pour moi par son crédit & par ses conseils. J'en ai toute la reconnoissance possible; & je voudrois de bon cœur trouver l'occasion de témoigner à M. de Luines, que je conserve chèrement le souvenir des bons offices qu'il m'a rendus.*

Les Etats de Hongrie étoient assemblés à Neuhenfol, lors que les Ambassadeurs de France arriverent à Vienne. L'Empereur avoit fait des efforts inutiles pour obtenir la prolongation de la trêve avec Bethlem Gabor. Les Hongrois virent trop bien que Ferdinand ne cherchoit qu'à gagner du tems pour réduire la Bohême. Les Etats résolurent de recommencer la guerre contre l'Empereur dès que la trêve seroit expirée, & d'entrer dans une nouvelle & plus étroite confédération avec le Roi & les Etats de Bohême. Dans cet em-  
*Bethlem Gabor se fait déclarer Roi de Hongrie.*  
*Ambassade d'Angoulême. pag. 217. 218. 241. 242. 243. 255.*  
*Tom. III. Part. II. K bar.*

1620.

*Mercure  
Francois.  
1620.  
Lettre de  
Bemissog-  
lio.*

barras Ferdinand a recours aux Ambassadeurs de France. On les prie d'agir auprès des Etats de Hongrie & de Bethlem Gabor, & de les détourner par quelques propositions d'accommodement, de s'unir avec les Bohémiens. La continuation de la trêve étoit d'une extrême importance au rétablissement des affaires de l'Empereur. Si Bethlem Gabor se fût avancé du côté de Vienne en Autriche, une si grande diversion eût rompu les mesures que l'Empereur, l'Electeur de Saxe, & le Duc de Bavière avoient prises de concert pour chasser Frédéric de la Bohême. Le Duc d'Angoulême & ses Collègues dépêchent donc un de leurs Gentilshommes en Hongrie avec des Lettres adressées à Bethlem Gabor & aux Etats du pays, & leur offrent la médiation de sa Majesté Très-Chrétienne. L'Envoié François fut reçu avec de grands honneurs. Mais Gabor & les Etats éludèrent adroitement les instances des Ambassadeurs. On leur répond civilement que l'Assemblée qui dure depuis quatre mois, étant dans la nécessité de se séparer au plutôt, on nommera quelques Députés pour écouter conjointement avec Gabor, qui ne prenoit encore que la qualité de Prince de Hongrie, les propositions que les Ambassadeurs feront de la part du Roi leur maître. Ceci n'étoit qu'une dé faite. On ne vouloit pas se laisser amuser par une négociation, lors que le temps étoit précieux. Deux jours après l'expédition de l'Envoié François, Gabor fait si bien se prévaloir de la haine des Hongrois

con-

Contre la Maison d'Autriche & sur tout  
contre la domination des Espagnols dans  
le Conseil Impérial, que les Etats l'élisent  
Roi de Hongrie. Son couronnement fut  
fixé au cinquième Septembre dans la ville  
de Presbourg. Il se met incontinent à la  
tête de dix-huit ou vingt mille hommes,  
dans le dessein d'aller recevoir la Couron-  
ne à Presbourg & de marcher ensuite droit  
à Vienne en Autriche.

1629.

La Cour Impériale ne fut pas fort es-  
fraiée des projets de Bethlem Gabor; le  
affaires de Ferdinand commençoient d'être  
dans une bonne situation. Les Etats de  
la haute & de la basse Autriche s'étant mis  
sous son obéissance lui prêtèrent serment  
de fidélité. Les Ducs de Saxe & de Ba-  
vière étoient en campagne pour l'exécu-  
tion du ban publié contre la Bohême &  
les Provinces incorporées. De manière  
que sa Majesté Impériale a raison d'espé-  
rer de chasser Frédéric de la Bohême, a-  
vant que Bethlem Gabor puisse entrepren-  
dre quelque chose de considérable du côté  
de la Hongrie. Les Etats de la basse Au-  
triche renoncent les premiers à leur confé-  
dération avec la Bohême. Ils demandent  
seulement que le libre exercice de la Reli-  
gion Protestante soit conservé, tel qu'il  
étoit sous le regne du feu Empereur Ma-  
thias. On le leur accorde, & ils prêtent  
serment de fidélité à Ferdinand. Ceux de  
la haute Autriche firent plus de résistance.  
Mais ils ne peuvent tenir long temps con-  
tre le Duc de Bavière qui entre dans le  
païs à la tête d'une bonne Armée. Les

Reduc-  
tion en-  
tiere de  
l'Autri-  
che à l'o-  
béissance  
de l'Em-  
pereur,

Mercurp  
François.  
1620,

1620. États s'assemblèrent à Lintz. On y résolut de renoncer à la confédération avec les Bohémiens & de se soumettre à Ferdinand. Le voilà reconnu Archiduc d'Autriche, en conséquence de la renonciation que l'Archiduc Albert a faite en sa faveur.

**L'Electeur de Saxe & le Duc de Bavière** acceptent la commission d'exécuter le ban imperial contre les Bohémiens. *Mercur François.* 1620. Les Ducs de Saxe & de Bavière acceptent tout publiquement la commission que l'Empereur leur envoie d'exécuter le ban publié contre la Bohême & les Provinces de la dépendance de cette Couronne. C'est en vain que les États du Roiaume écrivent à l'Electeur de Saxe, & le prient de ne se rendre point l'exécuteur des ordres injustes & violens que les *Espagnols* lui font envoyer. Jean George persiste dans la resolution prise à Mulhausen, de réduire les Bohémiens à force ouverte, en cas qu'ils refusent de se soumettre à l'Empereur. Les Lettres que les États de Bohême écrivirent à ceux de Saxe, ne furent pas moins inutiles. Les Saxons n'ont aucun égard à la prière des Bohémiens de détourner l'Electeur de s'unir aux Ennemis irréconciliables de la Religion Protestante. Le Roi de Bohême irrité de l'inflexibilité de Jean George, publia une déclaration contre lui. C'étoit une espèce de confiscation de certains fiefs que la Maison de Saxe tenoit de la Couronne de Bohême. Le pauvre Prince n'est presque pas en état de se défendre lui-même : comment espère-t-il de faire valoir ses déclarations contr'un ennemi plus puissant que lui ? Le Duc de Bavière aiant joint le

le Comte de Buquoi, qui sacrifie volontiers le point d'honneur sur le commandement, au service de l'Empereur; Maximilien; dis-je, somme les Bohémiens de se soumettre incessamment à Ferdinand, faute de quoi son Altesse menace d'entrer dans leur pays & d'exécuter le ban publié contr'eux. 1620.

Frédéric ne perd point courage, quoiqu'il se voie sur le point d'être vigoureusement attaqué en trois endroits différens, en Bohême par le Duc de Bavière, dans la Lusace par l'Electeur de Saxe, & dans le Palatinat par le Marquis Spinola Général des troupes d'Espagne & des Pays-Bas. Il se réserve le soin de conserver la Bohême. Le Marquis de Jagendorf de la Maison de Brandebourg se charge d'aller en Lusace, & de défendre cette Province contre l'Electeur de Saxe. Pour ce qui est du Palatinat, Frédéric crut que le Marquis d'Anspach Général de l'Armée de l'Union Protestante, fortifié des troupes que les Etats-Généraux des Provinces Unies devoient envoyer dans le Palatinat, & du secours que sa Majesté Britannique faisoit espérer, arrêteroit Spinola. Le Roi de Bohême ne se flattoit-il point encore que Jacques son beau-pere auroit du moins le crédit d'empêcher que l'Armée Espagnole ne fit irruption dans le Palatinat? Mais que pouvoit-il attendre de sa Majesté Brittanique? Ses Ambassadeurs des-avouoient baslement à Vienne, à Madrid, à Bruxelles l'entreprise de Frédéric. Dans ces trois Cours on amuse Jacques de bel-

1620. les paroles : disons mieux ; on le joue de la manière du monde la plus grossière & la plus méprisante.

Le Roi de France prend la résolution d'aller dans le Hearn.

Vittorio Sivi Mé-  
marie Re-  
condite.  
Tom. V.  
pag. 148.  
Lettere di  
Bentivoglio.

Pendant que les Ambassadeurs du Roi Très-Christien travaillent utilement pour l'Empereur en Allemagne, Bentivoglio Nonce du Pape ne sert pas moins bien la Maison d'Autriche en France. De peur que Louis délivré des embarras que le parti de la Reine mere lui causa, n'ouvre les yeux, & ne s'aperçoive combien il lui est important que le Roi de Bohême conserve du moins ses États héréditaires, & que la Noblesse Réformée de France sans occupation chez elle, n'aille servir un Prince de sa Religion, que les Catholiques non contents de le chasser d'un Roiaume légitimement acquis, entreprennent encore de le priver de son patrimoine ; en un mot pour ôter à Frédéric toute espérance de trouver la moindre ressource du côté de la France ; le Ministre du Pape de concert avec les Espagnols, commence de proposer au Duc de Luines d'engager son maître à faire la guerre aux Huguenots, immédiatement après la réconciliation du Roi avec Marie de Médicis. Le Cardinal de Retz, du Vair Garde des Sceaux, du Perron Archevêque de Sens, le Jésuite Arnoux Confesseur du Roi, & le P. de Berulle Général de l'Oratoire se joignirent au Nonce. Luines écoute volontiers la proposition. Elle lui paroissoit favorable à ses projets ambitieux. C'est bien la chose du monde la plus extravagante, qu'un homme sans expérience dans le métier des armes,

mes, pense à se faire Connétable de France. Mais il ne faut pas attendre que des gens enivrés de la faveur du Prince, étourdis de la fumée de l'encens que les flatteurs leur donnent, se conduisent par les lumières de la raison. Convaincu qu'il est capable de tout, le Duc de Luines s'imagine que son Cadet qui avoit certainement plus de mérite & d'esprit que l'aîné, a bien pû prendre le bâton de Maréchal de France; mais que c'est trop peu de chose pour un Favori qui regne sous le nom de son maître. Il n'y a que l'épée de Connétable qui ne soit pas à son gré, au dessous de lui. Louis n'avoit pas si peu de discernement, qu'il ne connût fort bien les mauvaises qualités de son Favori. Mais il suffit que la Reine mere & les premiers Seigneurs du Royaume s'opposent à l'élevation de Luines. Le Roi veut faire sentir qu'il est le maître. Plus le monde crie contre l'indignité du Favori; plus sa Majesté le comble de charges & d'honneurs. Et Luines qui connoit le foible de son Prince, a l'adresse d'en profiter. Il réduira les Huguenots à la nécessité de se défendre: Et pour finir la guerre civile qu'il aura lui-même allumée, il obtiendra la première dignité de l'épée.

Le besoin d'abaisser les Ducs de Mayenne & d'Epemon ne fut que le prétexte du voyage du Roi en Guienne; je l'ai déjà dit. Le dessein véritable, c'étoit de mettre le Bearn sous le joug & de le dépouiller de tous ses Privilèges. De peur d'effa-



1620. roucher trop les Reformés qui avoient les intentions plus pacifiques, un Secretaire d'Etat écrit à du Plessis-Mornai que le Roi ne pense qu'à contenter ses Sujets Huguenots, en mettant à Leitoure un Gouverneur de la même Religion, comme sa Majesté l'a promis, & à faire enregistrer au Conseil Souverain de Pau, l'Edit pour la restitution des biens Ecclesiastiques dans le Bearn. Du Plessis répond judicieusement au Secretaires d'Etat, que le Roi a donné sa parole à l'Assemblée precedente de Loudun d'accorder préalablement certaines choses aux Réformés, & d'écouter ensuite leurs remontrances sur son Edit pour la main levée des biens Ecclesiastiques du Bearn. C'étoit de mettre non seulement un Gouverneur Réformé à Leitoure, mais d'obliger encore le Parlement de Paris à recevoir deux Conseillers de la même Religion, & de laisser aux Réformés les places de seureté qui leur furent données par le feu Roi. Du Plessis eut beau représenter qu'il étoit de la dernière importance pour le bien de la paix, que sa Majesté fit premièrement exécuter ce qu'elle avoit promis à l'Assemblée de Loudun, & qu'en restituant les biens Ecclesiastiques du Bearn sans avoir donné satisfaction au corps des Eglises Réformées, cela pourroit causer un soulèvement général de tout le parti Huguenot, on n'écouta point les sages remontrances d'un ancien & fidele Conseiller d'Etat. Dès que le Roi est à Bourdeaux, Luines & le Garde des Seaux sa créature pressent à

Ma-

Majesté de se faire obéir par les Bernois, pendant qu'elle se trouve dans leur voisinage. 1620.

Ces gens qui, dit fort bien le Duc de Rohan, ne savoient ni obéir de bonne grace, ni se défendre en gens de cœur, députèrent à Bourdeaux le Marquis de la Force Gouverneur de la Province & le premier Président de Pau, sans leur donner la vérification de l'Edit, quoique le Roi la demandât d'un ton de maître. Le Gouverneur & le Président tâchent d'appaîser la colère de Louis irrité de ce qu'on ne lui obéit pas, en alleguant la parole donnée à l'Assemblée de Loudun, que sa Majesté écouterait premièrement les remontrances de ses Sujets de Bearn sur la restitution des biens Ecclesiastiques. *Nous avons ordre, Sire, disoit le Président de Pau, de représenter à votre Majesté les griefs de la Province. Que si vous voulez être obéi, nous voilà prêts à retourner sur nos pas, afin de faire enregistrer l'Edit, & nous en rapporterons la vérification à votre Majesté.* Louis leur ordonne d'aller sur le champ à Pau & de revenir au plutôt avec l'Edit enregistré. La Chenaie Gentilhomme ordinaire du Roi doit accompagner le Marquis & le Président, & écrire d'heure en heure à sa Majesté la manière dont les Bernois exécuteront la volonté du Souverain. Cependant Louis s'avance encore plus près du Bearn, pour témoigner à la Province qu'il ira lui-même se faire obéir, en cas d'une plus longue résistance.

1620. Les Bernois prirent des résolutions si secrètes, que la Chénale s'en revint, sans pouvoir dire autre chose au Roi, sinon que les Députés du Conseil Souverain de Pau, le suivoient, & qu'ils rapportoient au Roi les dernières délibérations de leur Compagnie. Ils arrivent en effet le lendemain, & supplient très-humblement Louis de les dispenser de recevoir un Edit si contraire aux anciens privilèges de leur patrie. *Puisque vous voulez me donner la peine d'aller faire vérifier moi-même mon Edit*, répond le Roi en colère sans consulter les gens de son Conseil, *j'irai à Pau; & je vous répons que l'Edit sera plus amplement vérifié que vous ne vous l'imaginez.* On crut que les Bernois persistoient dans leur refus, persuadés que la saison déjà fort avancée ne permettra pas au Roi de continuer son voyage, & que tout le bagage de sa Majesté ayant été conduit à Blaye, elle n'a pas envie d'aller plus loin. Mais les bonnes gens ne connoissoient pas l'humeur impérieuse & opiniâtre d'un jeune Roi, à qui le Duc de Luynes, du Vair, Garde des Sceaux, & plusieurs autres flatteurs insinuent sans cesse qu'il doit commencer enfin de se faire craindre.

La Souveraineté de Bearn est dépouillée de ses privilèges & de sa liberté. Louis assemble donc son Conseil pour la forme seulement: il propose son dessein d'aller en Bearn. Le Duc de Maienne fit un long discours pour dissuader sa Majesté de continuer son voyage. Il représente l'incommodité de la saison; la disette des vivres dans les landes qu'il faut

traverser avec une armée, le danger de soulever tout le parti Huguenot qui profitera de l'éloignement du Roi, en faisant de plus grands progrès dans le cœur du Roiaume, que sa Majesté dans le Bearn. Enfin, Maïenne remontre que l'armée ne pouvant passer la Garonne, en moins de douze jours, les chemins ne seront plus praticables, puisqu'on se trouvera fort avant dans le mois d'Octobre. Tous les autres étant d'un avis contraire à celui du Duc de Maïenne, *je ne me mets en peine ni du temps ni des chemins*, dit Louis : *Et je ne crains point les Huguenots. Quant à mon armée, je saurai bien lui faire passer la rivière en moins de douze jours. Voici Bassompierre. Il a pu m'amener en fort peu de temps l'armée avec laquelle j'ai dissipé un puissant parti. Je lui donnerai le soin de la conduire au delà de la Garonne. Je me repose sur sa diligence ; assuré que je suis qu'il ne me servira pas moins bien en cette occasion.* Cela suffit pour donner du courage & de l'activité à Bassompierre. Il prit si bien ses mesures que l'armée traversa la rivière en beaucoup moins de temps qu'on ne l'avoit espéré. Bassompierre se flatte qu'un service de cette importance augmentera la bonne volonté que le Roi lui témoigne depuis l'affaire du Pont de Cé. Mais ses espérances furent bien trompées. Le Duc de Luines plus jaloux que jamais, oblige son maître à ne regarder plus Bassompierre d'un si bon œil.

Cependant Louis marche vers Pau qui lui ouvre les portes. Il va ensuite à Navar-

1620. varreins place forte du Bearn, en dépôt  
 sède le Gouverneur Réformé, & la mit  
 entre les mains de Poyenne zèle Catholi-  
 que. Louis revenu à Pau donne la gran-  
 de Eglise à ceux de sa Religion, rétablit  
 les Evêques & les Abbés du Bearn, leur  
 rend la séance qu'ils avoient dans les E-  
 tats du païs avant la Réformation, resti-  
 tuë les biens Ecclesiastiques. Enfin, en  
 conséquence de la réunion du Bearn & de  
 la basse Navarre à la Couronne, le Roi  
 érige un nouveau Parlement à Pau sur le  
 modèle des autres Parlemens de France.  
 Ce fut là, dit le Duc de Rohan, que la  
 Cour commença de se moquer de l'obligation  
 de tenir sa parole. On avoit promis de main-  
 tenir les Bearnois dans leurs privilèges : ils  
 en furent dépouillés le lendemain en réunis-  
 sant le Bearn à la Couronne : Et le Gouver-  
 neur de Navarreins fut changé contre la foi  
 donnée. Je ne sai si l'époque est bien juste.  
 Il y a plus de quatre-vingt ans à mon  
 avis, que les Rois de France se sont mis  
 sur le pied de ne rien tenir de ce qu'ils  
 promettent à leurs Sujets. Quoiqu'il en  
 soit, Louis XIII. garda du moins les pa-  
 roles qu'il donnoit aux Princes étrangers :  
 la foi des Traités fut respectée en appa-  
 rence. Son fils a cru pouvoir se met-  
 tre encore au-dessus de cette servitude.  
 Il n'est ni plus religieux ni plus fidele  
 observateur des paroles données aux Puis-  
 sances étrangères, que des promesses  
 faites à ses Sujets. Nous en avons vu  
 depuis quelques mois, un exemple bien  
 convaincant au regard du Traité de partage.

*Mercurio  
 François.  
 1620.  
 Gramond  
 Historiar.  
 Galliar.  
 L. VI.  
 Mémoires  
 de Rohan.  
 l. II.  
 Lettre de  
 Bentivo-  
 glia.*

*fait*

fait pour la succession du feu Roi d'Espagne. 1620.

Favas un des nouveaux Députés généraux des Eglises Réformées de France, formés mouroit d'envie d'obtenir le Gouvernement de Leitoure pour son fils ; & la Cour ne pensoit nullement à l'en gratifier. L'ambitieux personnage s'imagine qu'en se rendant nécessaire, il parviendra peut-être à son but. Le voilà qui donne des avis secrets à la Rochelle, que la Cour ne paroissant pas disposée à tenir les promesses faites à l'Assemblée de Loudun, il est à propos de penser à une nouvelle convocation, à moins qu'on ne veuille être la dupe du Favori & des Ministres. Favas se flattoit que la Cour embarrassée de ce mouvement du parti Huguenot, lui jetteroit le Gouvernement de Leitoure à la tête, pourvû qu'il en empêchât les suites. Le Roi étoit encore à Poitiers lorsque Favas donna ce premier avis. Les Magistrats de la Rochelle consultent du Plessis-Mornai sur la proposition du Député général. Le sage Gentilhomme répond, que les six mois marqués par sa Majesté pour l'exécution de ce qu'elle a promis, n'étant pas expirés, il faut prendre patience & se contenter de faire ses poursuites. Après la réduction du Bearn, Favas écrit des Lettres plus pressantes à la Rochelle. Il avertit les Magistrats de penser à leur seureté & de fortifier la ville, de peur que le Roi ne vienne fondre sur eux avant que de s'en retourner à Paris.

Les Re-

formés

convo-

quent une

Assemblée

générale à la

Rochelle.

Mémoires

de Rohan

l. II.

Vie de Ma-

du Plessis-

Mornai.

l. IV.

Lettres &amp;

Mémoires.

du même.

1620.

#620.

On prie encore du Pleffis de dire son sentiment là-dessus : & il conseille de ne rien précipiter. *M. le Prince* & *M. de Luines*, dit-il, se sont engagés à *Mrs. de Lesdiguières* & de Châtillon qu'ils pourroient un brevet pour tenir une nouvelle Assemblée, en cas que les choses promises à celle de Loudun ne se fissent pas. Il faut prier *Mrs. de Lesdiguières* & de Châtillon de sommer *M. le Prince* & *M. de Luines* de presser l'expedition du brevet. S'ils le refusent, la convocation d'une Assemblée sera plus légitime. Quant aux nouvelles fortifications de la Rochelle, du Pleffis est d'avis que les Magistrats se tiennent sur leurs gardes, quoiqu'il ne crût pas que le Roi pensât à venir assiéger la ville. Il craignoit seulement qu'on ne voulût la bloquer en quelque manière par les fortes garnisons que le Roi laisseroit dans les places voisines. Pour détourner ce malheur, du Pleffis conseille aux Rochelois d'adoucir l'esprit de sa Majesté autant qu'il leur sera possible, de ne faire point une vaine ostentation de leurs forces, & d'en user honnêtement avec leurs concitoiens de la Religion Romaine. Quelque chose que du Pleffis, le Duc de Rohan, & plusieurs autres Seigneurs Réformés pussent dire, afin d'arrêter la convocation d'une Assemblée, on ne les écouta pas. Le parti Huguenot est trop allarmé du changement fait dans le Bearn ; on en craint les conséquences. Favas irrité de ce que le Gouvernement de Leitoure est donné à un autre, cherche à se venger, en faisant indi-

indiquer une Assemblée à la Rochelle pour le 25. Novembre. Voilà, dit le Duc de Rohan, comme les intérêts particuliers ruinent presque toujours les affaires générales. 1620.

Les nouveaux sujets de mécontentement que la Cour donnoit aux Réformés, causerent une sensible douleur à du Plessis-Mornai. Il en voioit les suites funestes mieux qu'aucun autre. Dans le dessein de les prévenir s'il est possible, du Plessis écrit une fort belle Lettre au Duc de Monbazon beau-pere du Favori. L'affaire du Bearn & l'Assemblée qui se convoqua ensuite à la Rochelle, sont la source véritable des malheurs des Eglises Réformées de France sous le regne dont j'écris l'Histoire. Puisqu'il est important de connoître si les Huguenots sont aussi coupables que leurs ennemis l'ont publié, voyons ce que du Plessis pense de leur conduite. Il étoit de la même Religion : mais il a d'ailleurs tant de droiture, & de sincérité que son témoignage sera toujours plus recevable parmi les honnêtes gens, que les recits & les déclamations d'une infinité d'Auteurs de l'une & de l'autre communion. Voici comment il ouvre son cœur au Duc de Monbazon. Vous vous souvenez, Monsieur, du commandement exprès que je reçus du Roi par votre bouche le dernier jour d'Avril, d'assurer ceux de notre Assemblée qui se tenoit alors à Loudun par la permission de sa Majesté, que tout ce qui leur fut promis, seroit ponctuellement exécuté. Puisque ma parole y est intervenue,

*Lettre de  
M. du  
Plessis-  
Mornai.  
au Duc de  
Monbazon.*

*Vis  
de M.  
du Plessis-  
Mornai.  
l. IV.  
Lettre, &  
Mémoires  
du même.*



1620. nuë, ajoutoit M. le Duc de Luines, je la ferai valoir autant que des brevets. Ce sont ses propres termes, Et je ne sai s'il n'y ait point encore quelque chose de plus fort. Je dépêche incontinent vers l'Assemblée, Et je lui représente que nous devons faire un grand fonds sur la première parole que le Roi nous eût encore donnée de lui-même. Cette considération l'emporta sur toutes les difficultés. On ne demanda plus d'autre sûreté. Chacun s'en retourne dans sa Province, assez content d'y remporter la promesse du monde la plus inviolable.

Vous savez, Monsieur, qu'elle contenoit trois choses, la reception de deux Conseillers au Parlement de Paris, la restitution de Létouze, Et un état certain des places de sûreté. Cela devoit être exécuté dans six mois au plûtard, sans que l'affaire du Béarn y dût apporter le moindre délai. Un mois après que ce terme seroit expiré, le Roi promettoit d'écouter les remontrances que nos Députés avoient à lui faire sur la main levée des biens Ecclesiastiques dans le Béarn. L'accommodement fut négocié par Mrs. de Lesdiguières Et de Châtillon. M. le Prince Et M. le Duc de Luines donnèrent leur parole avec serment, que les choses promises seroient accomplies dans les six mois. Ils ajoutèrent que si cela n'arrivoit pas, l'Assemblée pourroit se renouer Et se pourvoir devant sa Majesté. Ces deux Messieurs s'engagent en même temps à faire obtenir le brevet nécessaire. Le Roi ratifia depuis de sa propre bouche ce que M. le Prince Et M. le Duc de Luines avoient promis: Et sa Majesté

moult

noigna qu'elle étoit fort contente de l'obéissance de notre Assemblée. Les six mois se sont écoulés ; rien n'est accompli : Et le Roi s'en va dans le Bearn avec son armée contre l'ordre qu'il s'est prescrit à lui-même, sans qu'il soit rien intervenu de la part de ses Sujets Reformés de France ou du Bearn, qui oblige sa Majesté à changer de sentiment. Jugez, Monsieur, si tous n'ont pas sujet de se plaindre, Et si plusieurs ne doivent pas se défier, lorsqu'ils voient le Roi abandonner ses plus grandes affaires Et porter ses armes dans un pais qui ne lui oppose que des prières Et des gemissemens, Et contre des Sujets qui n'ont point d'autre rempart que la parole sacrée de leur Prince. Ceux de la Rochelle chargés par l'Assemblée de Loudun d'en convoquer une autre dans six mois en cas d'inexécution, ne sont-ils pas fondés sur la parole du Roi dans la convocation qu'ils ont faite ? Permettez-moi, Monsieur, d'ajouter, qu'ils peuvent alléguer encore pour leur justification la parole de M. le Duc de Luines, qui devoit nous valoir autant que les brevets de sa Majesté. Ce recit naïf & sincere du plus honnête Gentilhomme qui fut jamais, est une apologie suffisante de la conduite des Reformés en cette occasion.

N'omettons point ici les remontrances que du Plessis fait ensuite au Duc de Monbazon : Elles sont trop judicieuses & trop instructives. J'ai servi le feu Roi trente-quatre ans, poursuit-il, Et j'ai toujours observé que ce qui lui servit le plus à se démêler des grandes affaires qu'il eut au de-

dans

*dans & au dehors, c'étoit la reputation d'une ferme & invariable dans les paroles qu'il donnoit. Rien n'acquiert plus de crédit à ceux qui ont le bonheur d'approcher les grands Princes que la bonne foi, & le soin de la faire valoir par tout où ils s'emploient. Enfin c'est par là que les Souverains peuvent être la vive image de Dieu. Il a fait le monde par sa parole, & les Souverains le gouvernement en sa sens par la leur. Cependant, Monsieur, pe-  
 sez selon votre sincérité, si la parole de notre Roi est ménagée avec la vénération qui lui est due. Les descendants d'Henri le Grand ont souvent voulu se faire un mérite, en disant qu'ils le prenoient pour leur modele. Mais, hélas ! plusieurs d'entr'eux ne se sont pas mis en peine de lui ressembler par le bel endroit que du Plessis vient de marquer. Graces à Dieu, ils n'ont pas tous dégénéré de la vertu de leur aieul. Un Prince de son sang que la providence de Dieu a élevé sur le trône pour le salut de toute l'Europe, a gagné le cœur & la confiance de ses alliés & de tous ceux qui traitent avec lui par une fidélité inviolable à tenir sa parole. Il fait connoître à ce siècle corrompu, qu'un Prince ne peut aspirer au surnom de grand, à moins qu'il n'ait encore plus de probité que de bonheur.*

*Du Plessis finit la Lettre en représentant au Duc de Montbazou les conséquences pernicieuses des mauvais conseils qu'on donnoit à Louis. Sa Majesté, disoit-il, vient d'apaiser un grand mouvement. Mais si le feu se rallume une fois, il n'y aura que*  
 trop

trop de gens qui jetteront de l'huile dessus. 1626  
Chacun voudra être le maître, sous ombre de faire exécuter les ordres du Roi. En leur-  
rant les simples de l'espérance de réunir les  
esprits divisés sur la Religion, les plus fins  
dissiperont l'Etat. Les remèdes ont peu de  
force sur les fièvres qui attaquent le cer-  
veau. Le moien le plus sûr de les guerir,  
c'est de faire évaporer peu à peu les fumées  
qui montent à la tête. On n'y parviendra  
jamais que par la paix; & la paix ne s'é-  
tablira que par le maintien des Edits. En  
ouvrant la porte aux troubles, vous reveil-  
lez l'ambition d'une infinité de gens. Quand  
ils seront armés dans les Provinces, ils tra-  
vailleront à votre ruine. Que si vous les  
laissez sans emploi, ils en prendront d'eux-  
mêmes, ils se déclareront vos ennemis. Je  
ne vous dis pas ceci sans raison, Monsieur,  
on parle de conseils violens. Certaines gens  
prétendent pousser à bout ceux de notre Re-  
ligion, en ne cessant point de les inquiéter.  
M. le Duc de Luines votre beau-fils, doit  
prendre garde que ceux qui n'ont pu ébranler  
sa fortune en l'attaquant directement, ne  
trouvent le moien de le supplanter par des  
voies obliques & indirectes; c'est-à-dire,  
en allumant une guerre civile qui donne-  
ra plus de crédit & plus de puissance à  
ses ennemis.

Le Duc de Monbazon répondit d'abord, Deux ré-  
ponces, en homme d'honneur & de probité à la  
Lettre que du Plessis-Mornai lui avoit une veri-  
table &  
écrite. Monsieur, après avoir bien lu l'autre  
reçu votre Lettre, disoit le Duc, j'y trouve  
beaucoup de choses qui méritent d'être confi-  
derées.  
Monba-  
zon.

1620. *derées avec attention. Et plût à Dieu q  
 chacun les voulût peser. J'ai résolu de  
 à la Lettre représenter comme il faut. Car enfin, Mon-  
 précédent, sieur, il est fort vrai que je ne vous ai porté  
 aucune parole du Roi, ni de M. de Laines,  
 qui n'ait été prononcée plusieurs fois, & que  
 sa Majesté ne m'ait commandé elle-même en  
 présence de M. le Prince de vous la porter.  
 Ils doivent tous se rendre bien-tôt à Paris.  
 Ce sera pour lors que je m'entendrai davantage,  
 & que je m'expliquerai mieux de tous côtés;  
 non pour aigrir rien de part ou d'autre. Je  
 suis trop bon François; & j'aime le Roi &  
 le repos de son Etat. Je ne doute pas,  
 Monsieur, que tous les gens de bien ne me  
 reconnoissent à cette marque; & je vous  
 prendrois volontiers pour un de mes Juges,  
 s'il en étoit besoin. Mais je me contenterai  
 de ne changer point ma vieille manière de vi-  
 vre pour en prendre une nouvelle. Ce bon  
 maître que vous & moi avons servi en tant  
 d'occasions périlleuses, étoit bien sage.  
 Nous devons espérer que son successeur ne le  
 sera pas moins, & que ses bons & fidèles  
 serviteurs le conseilleront aussi bien. Les  
 vœux de Monbazon ne furent pas exau-  
 cés. Louis XIII. fut exempt de certains  
 vices qui ternirent la réputation de son  
 pere. Mais il n'eut ni le même discerne-  
 ment, ni autant de prudence & de modé-  
 ration. Henri écoutoit les conseils que  
 des Ministres habiles & intelligens, lui  
 donnoient; il les pesoit avec attention, &  
 il ne manquoit pas de prendre le bon parti  
 dans les affaires, où ses passions dominan-  
 tes n'étoient pas intéressées. Louis au*

Vie de  
 M. du Plessis-  
 si-Mor-  
 nai. l. IV.  
 Lettres &  
 Mémoires  
 du même.  
 1620.  
 Bernard  
 Histoire de  
 Louis  
 XIII. l.  
 7.

contraire suivit aveuglément tout ce qu'un Favori nullement éclairé, ou un Ministre hautain & ambitieux lui suggèrent. 1620.

La Lettre de Mornai au Duc de Monbazon aiant été communiquée à plusieurs personnes, on en tira des copies. Et quelques Huguenots zélés ne manquent pas de faire imprimer une pièce si utile à la justification des démarches de leur parti. Le Duc de Luines fut au desespoir de se voir accusé tout publiquement de mauvaise foi par un Gentilhomme aussi généralement estimé, que du Pleffis-Mornai. Pour mettre son honneur à couvert, il fait recevoir promptement les deux Conseillers au Parlement de Paris ; le Gouvernement de Leitoure est donné à un de ces Réformés qui se devoient à la Cour contre les intérêts de leur Religion, & les Huguenots obtiennent une satisfaction apparente sur les places de seureté. Après cela on publie une longue réponse à la Lettre de Mornai sous le nom du Duc de Monbazon. Le beau-pere eut la complaisance de permettre au Duc de Luines que la pièce parut être de celui à qui du Pleffis avoit adressé ses plaintes. Mais Monbazon disoit lui-même que la réponse étudiée que Luines fit publier, n'étoit nullement du stile d'un Seigneur qui se picquoit plus de franchise & de probité, que de finesse dans le langage & de subtilité dans le raisonnement. Le Duc de Luines eut la sotte vanité de se dire l'Auteur d'une pièce qu'il croioit admirablement belle. Mais on découvrit bien-

1620. bien tôt qu'elle étoit de la façon d'Arnaud  
Confesseur du Roi.

Jamais écrit ne sentit plus le Jésuite.  
On y chicane ridiculement sur les promesses du Roi. Les choses les plus connues sont déguisées par de basses équivoques. L'Auteur nie avec une hardiesse digne de son caractère que le Prince de Condé & le Duc de Luines aient jamais promis ce que du Plessis prétend : il soutient que toutes les paroles données par l'un & par l'autre ont été religieusement tenues. Le Jésuite ne fait pas scrupule d'employer le blasphème & les comparaisons prophanes. *La vérité & la parole de M. de Luines, dit-il, marchent du même pied. Les prophéties ne sont pas mieux accomplies que ses promesses.* Enfin, la Lettre étoit pleine d'aigreur, d'injures, & de menaces contre les Réformés. La Réponse portant le nom du Duc de Monbazon, du Plessis-Mornai la reçoit comme venant de la part de ce Seigneur. La réplique fut respectueuse, sage, & modérée, quoique d'ailleurs du Plessis continuât de soutenir la vérité de ce qu'il avoit avancé. Qu'il me soit permis de finir le récit de cette affaire en rapportant ce que du Plessis dit encore sur l'obligation des Rois à tenir leur parole. *Vous me représentez, Monsieur, l'autorité & le pouvoir du Roi ; vous soutenez qu'il peut faire toutes choses selon son bon plaisir. Il y a cinquante ans que je sers nos Rois. Je serois fort ignorant, si je ne connoissois pas l'étendue de leur puissance, & un extravagant si je pensois à la restreindre. Mais il*

*n'empêche pas que je ne croie la vérité de cette sentence du bon & grand Empereur Theodose insérée dans le Droit Romain: C'est, dit-il, une chose digne de la majesté de celui qui regne, que de se tenir obligé à l'observation des Loix qu'il fait lui-même. Et quels sont les Loix que le Prince s'impose? les paroles qu'il donne. Mesurer les Rois à leurs promesses; ce ne fut jamais un crime. C'est proprement les mesurer à eux-mêmes.*

Du Plessis avoit grande raison de dire que le monde s'étonnoit de voir le Roi abandonner ses plus grandes affaires & tourner ses armes contre ses propres Sujets. Sa Majesté reçoit en Guienne la nouvelle de l'irruption du Marquis Spinola dans le Palatinat à la tête d'une Armée de vingt mille hommes de pied & de quatre mille chevaux: Et Louis ne paroît nullement allarmé de ce que la Maison d'Autriche se prépare à dépouiller de ses Etats héréditaires, le premier Electeur de l'Empire, ancien allié de la Couronne de France. La marche de l'Armée Espagnole étoit manifestement contraire au Traité d'Ulm conclu par la médiation du Roi de France. Car enfin la Couronne d'Espagne entra dans la Ligue Catholique d'Allemagne: & par conséquent Philippe ne devoit attaquer directement ni indirectement les pays héréditaires du Roi de Bohême. Mais si les Espagnols se moquoient ouvertement de pareils engagements, la France ne se mettoit pas en peine de leur faire tenir la parole que le chef de la Ligue Catholique avoit donnée. Trompé comme les autres

Irruption du Marquis Spinola dans le Palatinat.  
Lettre de Bentivo-  
glia.  
par



1620. par les artifices de la Cour de Madrid, Louis croit bonnement, que la Maison d'Autriche fait seulement cette diversion, afin de contraindre Frédéric à venir défendre son patrimoine & à se desister de ses prétentions à la Couronne de Bohême. On veut bien se flatter que l'Empereur se contentera de recouvrer ce qu'il a perdu, sans prendre le bien de son ennemi. Le Marquis d'Anspach, le Duc de Wirtemberg & les autres Princes de l'Union Protestante en Allemagne représentent inutilement à la Cour de France, que l'entreprise de Spinola est contraire à la liberté de l'Empire, à la capitulation jurée par Ferdinand & au Traité d'Ulm. Le Roi n'eut aucun égard à ces remontrances; il aimait mieux tourmenter ses Sujets; & laisser à l'Empereur les moyens d'opprimer l'Allemagne, que de marcher sur les traces de ses prédécesseurs, qui prirent toujours garde, que sous le prétexte specieux de conserver l'ancienne Religion, la Maison d'Autriche ne se frayât le chemin à cette Monarchie universelle, dont Charles-Quint & Philippe II. formèrent le projet. Entrons dans le détail de l'expédition de Spinola. C'est une affaire qui eut de fort grandes suites.

*Ambassadeur d'Angoulême. pag. 258. 127. 321. Mercure François. 1620.*

Dès que les Princes de l'Union Protestante eurent des nouvelles certaines du dessein de Spinola, le Duc de Wirtemberg écrit aux Ambassadeurs de France à Vienne, & les prie de représenter à l'Empereur, que si l'Armée Espagnole entreprend quelque chose contre aucun des Princes de l'Union Protestante, ou contre leurs

leurs Etats, ils feront dans la nécessité de se joindre aux Roiaumes de Hongrie & de Bohême & aux autres Provinces déclarées contre l'Empereur, afin de se garantir de l'oppression, dont une Armée étrangère semble les menacer tous. 1620.

*Que si l'Empereur, ajoutoit le Duc de Wirtemberg, appelle seulement les troupes des Pais-Bas au secours de la Bohême, les Princes de l'Union leur donneront volontiers un passage libre. Ils persistent dans leur résolution de ne se mêler point de l'affaire de Bohême, & de ne penser qu'à la conservation de la paix dans l'Empire. La proposition étoit raisonnable & pleine de franchise. On y répond d'une maniere équivoque & ambiguë.*

*Pour ce qui est de l'armée de l'Archiduc Albert, dit-on de la part de Ferdinand aux Ambassadeurs de France, Sa Majesté Impériale n'a point d'autre dessein que de la faire passer au secours de ses Etats. C'est pour cela qu'elle a fait expedier des Lettres patentes au plus ancien Archiduc de son illustre Maison. Il est encore Duc de Bourgogne & par conséquent premier Général de ce Cercle, l'un des plus considerables de l'Empire. M. l'Archiduc a une commission expresse de défendre sa Majesté Impériale de toute violence, & de travailler de la maniere qu'il jugera la plus convenable au recouvrement des Etats usurpés. Quant à la raison que sa Majesté Impériale a de renforcer ses troupes, on pourra l'apprendre de M. l'Archiduc qui est chargé de ce soin. Cependant l'armée ne fera pas le moindre tort aux Princes, aux villes, & aux Etats de l'Empire, à moins*

Tom. III. Part. II. L qu'ils

1620. *qu'ils n'aident d'armes, d'argent, & de conseil les perturbateurs du repos public, & les ennemis de sa Majesté Impériale.*

Quelque soin que les Ministres de la Cour de Vienne eussent pris de rendre cette réponse aussi ambiguë que celles des anciens oracles, elle marquoit assez clairement que Spinola attaquoit le Palatinat. Car enfin, le Roi de Bohême tirant du secours de ses païs héréditaires, l'Empereur se réserve la liberté d'y faire passer l'armée de Spinola. Jacques Roi d'Angleterre fut plus ouvertement joué à la Cour de Bruxelles. A la première nouvelle des grands préparatifs de guerre qui se font dans les Païs-Bas Catholiques, sa Majesté Britannique en demande la raison aux Archiducs. On lui répond froidement que le Roi d'Espagne ordonne ces levées extraordinaires, & que le Marquis Spinola Général des troupes, est mieux informé qu'aucun autre des intentions de sa Majesté Catholique. Le Ministre Anglois va donc à Spinola. *J'ai reçu ordre, dit l'Italien, de former une armée & de la faire avancer vers l'Allemagne. Mais je ne sais rien d'avantage. Mes ordres sont cachetés, & je ne dois ouvrir le paquet que lors que je serai au rendez-vous général.* Voilà comme les Espagnols se moquaient d'un Prince foible & indolent, qui laisse envahir le bien de ses petites-enfants, & qui croit beaucoup faire en souffrant plutôt qu'en commandant, que deux ou trois mille Anglois aillent au secours du Palatinat sous la conduite d'Horace Veere de Van-

l'ancienne & illustre Maison des Comtes d'Oxford. *L'Espagne*, disoit-Puisieux Secrétaire d'Etat de France, *fait bien que le Roi d'Angleterre ne peut se venger de ce qu'on fait contre lui. Elle meprise un Prince plongé dans ses plaisirs & sans force.* Jacques se conduisoit si mal, qu'il perdit sa réputation dans toute l'Europe, quoi que d'ailleurs il eût pu se rendre redoutable en témoignant un peu de courage & de résolution. 1610.

Le Ministre de sa Majesté Britannique à Bruxelles suivit Spinola jusques à Coblentz. C'étoit le rendez-vous général de l'armée Espagnole. On ouvre là, dit-on, les paquets envoyés de Madrid. *Mercurio François.* L'Anglois impatient de savoir les ordres 1620. qu'ils renferment, reçoit pour toute réponse, que Philippe commande seulement *Puffendorf Commen- tar. Rerum Suecicarum. l. I. Mémoires de Louis XIV.* d'attaquer ceux qui ont pris des liaisons & des engagements avec les Bohémien<sup>s</sup> re- belles à Sa Majesté Impériale. Les moins clairvoians ne doutoient pas que l'expédition ne regardât le Palatinat. Jacques lui seul persiste à croire que les Espagnols épargneront à sa recommandation les États héréditaires de Frédéric. Les Princes de l'Union Protestante avoient une bonne armée de vingt-deux mille hommes de pied & de quatre mille chevaux. Maurice Prince d'Orangé s'avançoit encore vers le Rhin à la tête de dix mille chevaux. Les États-Généraux des Provinces-Unies l'envoient observer les demarches de Spinola dans leur voisinage, & le Prince Frédéric Henri frere de Maurice en devoit

1620.

conduire un détachement au secours du Palatinat, en cas que Spinola entreprit de l'attaquer. On croit que si l'Armée de l'Union Protestante eût pris le parti de couvrir le Palatinat, & d'en disputer l'entrée à Spinola, elle auroit embarrassé ce Général. Mais on se reposa mal à propos sur les nouvelles assurances que Jacques Roi d'Angleterre donnoit que le Marquis Spinola n'en vouloit ni au Palatinat, ni aux Etats des Princes de l'Union. Sa Majesté Britannique leur recommandoit de n'attaquer l'armée Espagnole, qu'en cas que Spinola fit des actes d'hostilité contre le Palatinat.

Soit que le Marquis d'Anspach qui commandoit l'armée de l'Union, beaucoup moins habile & moins expérimenté que Spinola, ne fût pas découvrir les ruses & les fausses marches de l'ennemi; soit que le Général Allemand se fût laissé gagner par les pistoles d'Espagne, comme les gens se l'imaginèrent alors; soit enfin qu'il n'y eût pas assez de concert & de bonne intelligence entre des Princes ligués, dont chacun avoit ses intérêts differens, Spinola trouva le moien d'entrer dans le Palatinat, après quelques mouvemens faits à propos, pour cacher ses desseins, & pour donner le change aux ennemis. Il prit à leurs yeux plusieurs places importantes. L'armée des Princes unis, l'une des plus belles & des plus lestes que l'Allemagne eût vues, ne servit qu'à manger le pays, & à ruiner davantage ceux qu'elle devoit défendre. Pendant que Spinola force toutes les

es barrières qu'on lui oppose, les Princes unis s'accusent les uns les autres, ils s'en-rebatteut à coups de plume, au lieu de rebouffer un Général qui fait admirablement bien profiter de tous les avantages qu'on lui donne. Le Prince Frédéric Henri avoit mené un corps d'élite au secours des Etats du Roi de Bohême son neveu. Il eut le chagrin de s'être approché pour voir de plus près le triomphe & le progrès du Général Espagnol. Tout le monde admira la prudence & l'habileté de Spinola dans cette campagne. Il passa le Rhin où ses ennemis l'attendoient le moins. Jamais les Princes unis ne purent le forcer à se battre. Enfin, non content de profiter de leur mesintelligence, il eut l'adresse de l'entretenir & de l'augmenter.

Si nous en croions Puisieux Secrétaire d'Etat de France, Jacques Roi de la Grande Bretagne regardoit sans s'émouvoir les prospérités de Spinola dans le Palatinat, quoiqu'il y allât non seulement de l'honneur de sa Majesté Britannique; mais encore du patrimoine de ses petits-enfans. Elle sembla pourtant se reveiller un peu de son assoupissement vers la fin de cette année. Jacques fait déclarer au Roi d'Espagne & aux Archiducs des Pais-Bas que si le Marquis Spinola ne se désiste incessamment de son entreprise, sa Majesté Britannique emploiera les forces & les moiens que Dieu lui a mis en main, pour défendre les Etats héréditaires de son beau-fils. Nous attendons les effets de cette déclaration, disoit Puisieux aux Ambassadeurs de France à

Jacques  
Roi  
d'Angle-  
terre se  
plaint de  
l'irrup-  
tion dans  
le Pala-  
tinat.  
Ambassa-  
de d'An-  
goulême.  
pag. 345.  
377. 378.  
388. 401.

1620. Vienne. Mais nous ne croions pas qu'il  
 soient fort considerables. On connoit l'humen  
 Et la disette du Roi d'Angleterre. Il n'a  
 point fait cette démarche de son propre mou-  
 vement. Les Puritains, c'est-à-dire dans  
 le stile de la Cour de France, les Anglois  
 zélés pour leur Religion, y ont poussé leur  
 Roi. Le Chevalier Woton Ambassadeur  
 de sa Majesté Britannique à Vienne pre-  
 senta au mois de Novembre de cette an-  
 née un mémoire à l'Empereur. Woton  
 y remontre que la raison & les droits de  
 la nature ne permettent pas au Roi son  
 maître de laisser le patrimoine de ses en-  
 fans entre les mains d'un usurpateur étran-  
 ger, & que les Etats héréditaires de Fré-  
 deric n'ont rien de commun avec l'affaire  
 de Bohême, selon le Traité fait à Ulm par  
 la médiation des Ambassadeurs de France.  
 Le Roi mon maître, ajoutoit Woton, ne  
 peut se persuader que le Marquis Spinola soit  
 entré dans le bas Palatinat par ordre Et avec  
 la commission de sa Majesté Impériale. Il  
 n'y a pas d'apparence qu'elle veuille avoir  
 une violence si injuste, ni lui prêter son nom.  
 Autrement le Roi mon maître seroit bien mal  
 recompensé de sa conduite prudente Et mode-  
 rée dans les commencemens de tous ces trou-  
 bles. C'étoit par bienfaisance que le Mi-  
 nistre d'Angleterre parloit ainsi de la neu-  
 tralité que Jacques avoit affecté de garder.  
 Il la blâmoit sans façon dans ses entretiens  
 particuliers avec les Ambassadeurs de  
 France. Woton avouoit que Jacques se  
 laissoit tromper par les vaines espérances  
 que les Espagnols lui donnoient, & qu'ils  
 ne

ne propoſoient le mariage du Prince de Galles avec l'Infante d'Eſpagne, que dans le deſſein d'amuſer ſa Majeſté Britan-  
 1620.

L'Empereur répondit au Mémoire de l'Ambaſſadeur d'Angleterre, d'une manière qui fit juger à ce Miniſtre, que la Cour de Vienne & celle de Madrid ne ſe mettoient pas autrement en peine des proteſtations, ni des menaces du Roi Jacques. Bien loin d'y avoir égard, Ferdinand ſe plaint du ſecours plus que médiocre que l'Anglois envoie à Frédéric. L'Empereur, diſoit-on, auroit ſouhaité que ſa Majeſté Britannique, au lieu d'aider le Palatin de ſes conſeils & de ſes forces, l'eût détourné d'uſurper le bien d'autrui. Que ſi le beau-fils du Roi de la Grande Bretagne ſe plaint de ce qu'on a ſaiſi des Etats héréditaires, qu'il tienne pourtant à hommage lige de ſa Majeſté Impériale & du S. Empire, le Palatin doit ſavoir que c'eſt la peine de ſa revolte contre ſon maître & ſon Empereur. Il ne doit blâmer perſonne que lui-même, puisqu'il a mieux aimé ſuivre ſa paſſion & ſes conſeils imprudens, que déſerer aux bons avis de ſa Majeſté Impériale, des Rois, des Electeurs, des Princes, & même du Roi ſon beau-pere. Au reſte toutes les perſonnes équitables jugeront qu'il eſt permis à un Souverain d'empêcher que ſes vauſſaux ne ſe ſervent contre lui des fiefs & des bienfaits qu'ils tiennent de ſa main. L'Empereur a donc eu raiſon d'avoir recours ſuivant les conſtitutions & les ordonnances Impériales à M. l'Archiduc Albert premier Prince de l'Empire, afin  
 L 4 que



1620. *que son Altesse travailloit à remettre la paix dans les Etats qu'elle a cédés à sa Majesté Impériale. C'est ensuite des justes instances de l'Empereur que M. l'Archiduc envoie le Marquis Spinola avec une puissante Armée, exécuter la commission de sa Majesté Impériale contr'un Vassal qui a eu la témérité de prendre la défense des Sujets rebelles à leur Roi, & d'usurper la Couronne Roiale de son Empereur & de son maître; entreprise que tous les Rois & tous les Princes devoient punir.*

Voilà comme la Cour de Vienne tâchoit de justifier l'irruption de l'Armée Espagnole dans le Palatinat. Mais il n'étoit pas question de ce qu'un Seigneur de fief peut faire contr'un Vassal revolté, ni de savoir si Ferdinand avoit droit de punir l'acceptation que Frédéric fit de la Couronne de Bohême, comme un crime de félonnie. Il y a beaucoup de choses à dire là-dessus en faveur de Frédéric. On se plaignoit de ce que Spinola étoit entré à main armée dans le Palatinat, nonobstant l'accord fait à Ulm, que l'affaire de Bohême se decideroit entre l'Empereur & le nouveau Roi, sans qu'il fût permis aux Princes de la Ligue Catholique, ni à ceux de l'Union Protestante d'attaquer les Etats héréditaires les uns des autres: & c'est à quoi l'Empereur ne repond point dans son Mémoire. Sa Majesté Impériale pouvoit bien appeller à son secours en Bohême, en Hongrie, en Autriche, les troupes de l'Archiduc, & les Princes de l'Union Protestante offroient en ce cas de leur donner passage.

sage. Mais en conséquence du Traité<sup>6</sup> d'Ulm, Ferdinand ne pouvoit plus se faire des Etats héréditaires de Frédéric, quoique ce fussent des fiefs de l'Empire. Nous verrons dans la suite de cette Histoire qu'il en étoit de Ferdinand II. comme de plusieurs autres Princes. Il ne fut jamais esclave de sa parole. Plus Espagnol qu'Allemand, le nouvel Empereur ne se piquoit ni de probité, ni de bonne foi: il violoit sans scrupule les traités les plus solennels.

1620.

Les affaires du Roi de Bohême étoient entièrement desesperées, lorsque l'Ambassadeur d'Angleterre présenta son Mémoire à l'Empereur. C'est pourquoi Woton y proposoit de la part du Roi son maître un Traité de paix & d'accommodement entre Ferdinand & Frédéric. Sa Majesté Impériale éluda l'instance en répondant qu'elle devoit prendre premièrement l'avis des Princes de sa Maison & des Electeurs qui l'avoient utilement servie. Le Duc d'Angoulême & les deux autres Ambassadeurs de France persuadés qu'il est d'une extrême importance d'empêcher la ruine entière du Roi de Bohême, se joignent à Woton dans le dessein de servir l'infortuné Frédéric. Ils remontrent judicieusement à Louis qu'il n'est plus temps de parler à l'Empereur d'entrer en négociation, & qu'il faut désormais agir par voie d'intercession auprès de Ferdinand enflé du succès heureux de ses armes victorieuses de toutes parts, excepté dans la Hongrie. *Il n'y a plus lieu de traiter pour le Palatin*, disent les Am-

1620.

ambassadeurs de France au Roi leur maître. *C'est une chose hors de toute apparence. Les choses qui se passent ici, nous font juger, que si votre Majesté ne s'en mêle pas, le Palatin aura beaucoup de peine à conserver ses pais héréditaires, bien loin de se remettre en état de disputer encore une Couronne à l'Empereur. Si Louis eût été mieux conseillé, il auroit prévenu efficacement l'oppression d'un ancien allié de sa Couronne. Mais les Espagnols ne furent pas moins habiles à détourner sa Majesté Très-Chrétienne de secourir Frédéric, qu'à tromper le Roi d'Angleterre. Wotton eut envie de se retirer de Vienne quand il reconnut que l'Empereur faisoit si peu de cas des instances de sa Majesté Britannique. Il y demeura néanmoins dans l'espérance que Bethlem Gabor avec qui l'Empereur entroit en négociation, obtiendrait quelque chose en faveur du Roi de Bohême son allié. Mais la Cour de Vienne eut encore l'adresse de contenter Gabor sans qu'il stipulât la moindre chose pour Frédéric. De manière que nous le verrons bien-tôt abandonné de tout le monde. La seule République des Provinces-Unies lui tendra les bras avec une générosité digne de l'admiration de tous les siècles.*

Raisons  
de la con-  
duite de  
Jacques  
Roi d'An-  
gleterre  
dans l'af-  
faire de  
Bohême &  
du Palati-  
nat.

Donnons encore ici l'extrait d'une Lettre que le Marquis de Buckingham, Favori de Jacques Roi d'Angleterre, écrivit par ordre de sa Majesté au Comte de Gondemar Ambassadeur d'Espagne à Londres. On la publia peu de tems après l'invasion du Palatinat par Spinola ; & ce fut com-  
me

me le manifeste de la conduite de Jacques dans l'affaire de son beau-fils. Nous y lisons que sa Majesté Britannique assembla son Conseil dès qu'elle apprit le progrès des armes Espagnoles dans le Palatinat. Jacques déclare ensuite que bien loin de conseiller à Frédéric d'accepter la Couronne de Bohême, sa Majesté s'est efforcée d'en détourner son beau-fils. Pourquoi cela? En voici les raisons. Elles méritent d'être examinées. Il y en avoit trois principales, une de conscience, l'autre d'honneur, & la dernière du bon exemple que Jacques croioit devoir donner à toute l'Europe. Telle est la raison de conscience. *La Religion que le Roi professe, disoit Buckingham à Gondomar, ne permet aucune translation de Gouverneme sous prétexte du service de Dieu. C'est avec justice que notre Eglise combat les Jésuites qui mettent à leur fantaisie les Rois sur le trône, & qui les en font descendre de la même manière. La Théologie Protestante nous enseigne d'obéir à nos Souverains temporels, quoiqu'ils soient Turcs ou Infidèles. Il semble que le monde veuille faire passer la guerre de Bohême pour une guerre de Religion. Et c'est ce que sa Majesté condamne.* On fut surpris qu'un Prince qui se picquoit de savoir la plus fine Théologie, parût si mal informé des vrais & solides principes des Protestans. Nous nous élevons contre les Jésuites, disoient quelques-uns, sur ce qu'ils soutiennent que le Pape ou son Concile, peuvent déposer un Souverain qui refuseroit de recevoir aveuglément ce que des hommes sujets à se tromper,

1620.

Mercure

Français

1620.

Rush-

worth's

Historical

Colle-

ctions.

1620.

Wilson's

History of

Great

Britain,

1620.

1620.

érigent en articles de foi. Mais les Protestans éclairés ne diront jamais qu'un peuple, qui a mis la conservation de la Religion Chrétienne comme un point fondamental de sa confédération & de son gouvernement, soit obligé d'obéir à son Roi s'il s'avise de renoncer au Christianisme. Il n'est pas même question de cela dans l'affaire présente de Bohême, ajoutoit-on. Ce n'est point une guerre de Religion. Les Bohémiens prétendent que leur Etat est un Roiaume électif; & que Ferdinand en ayant violé les Loix & les Privilèges, ils ont pu le déclarer déchu de ses droits à la Couronne & choisir un autre Roi. La Religion Protestante oblige telle les Sujets d'un Etat électif, à demeurer soumis à un Prince qui contrevient manifestement à ce qu'il a promis au temps de son élection?

La raison de l'honneur parut spécieuse: mais elle étoit peu solide dans le fond. Le Roi d'Espagne, poursuit Buckingham, avoit prié sa Majesté Britannique de s'entremettre pour accommoder les Bohémiens avec l'Empereur. Dans ces entrefaites, ils offrent leur Couronne à l'Électeur Palatin qui l'accepte. Le Roi mon maître crut que son bonneur l'engageoit à publier incontinent qu'il n'avoit aucune part à l'entreprise de son beau-fils. C'est pourquoi sa Majesté Britannique n'a pas voulu l'assister dans cette occasion. Cela paroissoit trop contraire à la réputation & à la bonne foi du Roi mon maître. On réfléchit diversement sur cette seconde raison. Les uns la trouvoient bonne: les autres la combat-

battirent fortement. Est-ce que le Roi Jacques, disoient ceux-ci, n'a pas vu que la Maison d'Autriche lui tendoit un piège en le priant de négocier l'accommodement des Etats de Bohême avec l'Empereur. La qualité de médiateur qu'elleiferoit au Roi, demandoit qu'il examinât avec soin les manifestes des Bohémiens & leurs raisons pour rejeter Ferdinand. Si elles sont solides & recevables, le Roi d'Angleterre a dû honnêtement presser Ferdinand de faire justice à ses Sujets opprimés. Et en cas de refus, l'honneur n'obligeoit nullement sa Majesté Britannique à ne pas secourir un Prince à qui les Bohémiens pouvoient légitimement offrir leur Couronne.

Enfin le dernier motif tiré du bon exemple, étoit le moins raisonnable de tous. Sa Majesté, dit encore le Favori de Jacques, a déclaré qu'il est d'une conséquence dangereuse pour tous les Rois, que le peuple se mette en droit de transporter les Couronnes. Quoique le Roiaume d'Angleterre soit héréditaire, l'exemple peut y être pernicieux : beaucoup plus au Roi de Dannemark beau-frère de sa Majesté, dont la Couronne est élective. Pour ce qui est des raisons que les Bohémiens peuvent avoir selon les Loix anciennes & fondamentales de leur Etat, le Roi mon maître ne touche point à une question, dont il n'est pas assez bien instruit. Avant que de la décider, il faudroit feuilleter l'histoire & les privilèges du Roiaume de Bohême. Et le Roi ne se regarde pas comme l'arbitre de cette contestation. Ce que Jacques disoit de sa crainte pour le Roi

1620,

de Dannemark parut allegué fort mal à propos. On se souvenoit encore de Frédéric Duc de Holstein que les Danois mirent à la place de Christienne son neveu qui les gouvernoit tyranniquement. Sa Majesté Danoise, disoit-on, ne doit pas être scandalisée de ce que les Sujets d'un Roiaume électif chassent un méchant Prince pour en prendre un bon. C'est par là que ses ancêtres ont obtenu la Couronne de Dannemark. Le Roi Jacques, disoit-on encore, se donne bien la peine de lire les Pères de l'Eglise & les Conciles, afin de combattre les Cardinaux Bellarmin & du Perron. Ne seroit-il pas plus à propos qu'il parcourût l'Histoire de Bohême, & qu'il lût les Ecrits publiés de part & d'autre? Cette étude est moins pénible & plus digne d'un Roi que la controverse. Sa Majesté Britannique ne se croit pas juge légitime du différend des Etats de Bohême avec Ferdinand : à la bonne heure. Mais elle a de puissantes raisons d'examiner si son beau-fils a bien ou mal fait, en acceptant une Couronne ôtée à l'Empereur. D'où vient que le Roi d'Angleterre condamne Frédéric sans savoir ce qu'on peut alleguer en faveur d'un Prince qui touche sa Majesté de fort près?

Buckingham passoit ensuite à l'irruption de Spinola dans le Palatinat. L'Anglois déclare au Ministre d'Espagne, que Jacques ne souffrira pas que ses petits-fils soient dépouillés du bien de leurs Ancêtres, & que si dans l'hiver prochain, Frédéric se range à la raison, en rendant ce  
qu'il

qu'il a enlevé à l'Empereur, sa Majesté Britannique emploiera ses forces pour conserver le Palatinat. *Voilà de grands ménagemens pour la Maison d'Autriche*, dirent quelques personnes en lisant cet endroit. *Pourquoi le Roi ne fait-il qu'une protestation conditionnelle ? Quelle nécessité y a-t-il de ne s'engager à secourir ses petits-fils, qu'en cas que Frédéric leur pere se désiste de ses prétentions à la Couronne de Bohême. Il n'y est point obligé par le Traité d'Ulm accepté par l'Empereur. Le Roi Jacques veut-il que son beau-fils fasse une chose que tous les Princes d'Allemagne Catholiques ou Protestans n'ont point exigée ?* Les Anglois attribuerent cette conduite molle de leur Roi à l'argent que Gondomar répandit à la Cour de Londres. On crioit hautement que le Marquis de Buckingham, le Comte d'Arondel, le Marquis de Worcester, le Baron d'Igby & plusieurs autres étoient Pensionnaires d'Espagne. Le monde rendit justice au Duc de Lenox, au Marquis d'Hamilton, & au Comte de Pembrok. Ils demeurèrent incorruptibles, sans vouloir se départir des véritables intérêts de leur Prince & de la patrie. Le Chevalier Robert Cotton se signala dans cette rencontre. L'Ambassadeur d'Espagne par malice, ou autrement, mit dans le mémoire de sa dépense que Cotton avoit reçu mille livres sterling de lui. L'Agent d'Angleterre à Madrid en eut connoissance, & il avertit Cotton. Celui-ci se plaint tout publiquement ; il demande réparation au Comte de Gondomar. Les poursuites sont



1620. sont si vives & si fortes, que l'Espagnol est contraint à donner une déclaration contraire. Il tâche seulement de sauver son honneur & sa réputation, en disant que c'est une méprise de son Secrétaire.

Progrès. Jagendorf que le Roi de Bohême avoit  
del'Elec- envoyé en Lusace pour defendre cette Pro-  
teur de vince n'y fut pas plus heureux qu'Anspach  
Saxe, dans dans le Palatinat. Tout plie devant l'E-  
la Lusace, & lecteur de Saxe dès qu'il entre en Lusace.  
pertes de Gorlitz & quelques autres places s'étant  
l'Empe- rendues, le Saxon assiège Bautzen. La  
reur en Hongrie. ville résista durant trois semaines : mais

elle fut prise au cinquième assaut. Jagendorf trop foible pour s'opposer à une pareille rapidité, se retire en Silesie, & l'E-lecteur y marche après lui. La conquête de cette Province fut plus difficile que celle de l'autre. De si grands avantages consolèrent Ferdinand de la perte qu'il venoit de faire en Hongrie. La trêve avec Bethlem Gabor & les Etats de ce Roiaume étant expirée, Gabor parut avoir dessein de s'approcher de Vienne & de porter la guerre dans la basse Autriche. Le Comte de Dampierre Général de l'Empereur propose de surprendre Presbourg & de rompre le pont de bateaux que Gabor y avoit sur le Danube. Cela devoit empêcher que Gabor qui étoit alors au delà de cette rivière, ne la passât & ne fît irruption dans l'Autriche. L'avis du Comte de Dampierre fut trouvé bon. Mais les premiers commencemens de l'entreprise ne furent pas heureux. Au lieu de se rebouter il la poursuit en homme de cœur & d'ex-

Paffen-  
dorf Com-  
mentar.  
Rerum  
Suecicarum, l. I.  
1620.  
Mercure  
François.  
1620.  
Lettre de  
Bentivo-  
glia.

d'expérience. Le voilà donc aux portes de Presbourg. Le pont de bateaux est rompu ; on force un Fauxbourg de la ville ; le Fort bâti sur le Danube ne peut résister. Dampierre s'avance incontinent vers le château, dans le dessein de s'en ouvrir l'entrée à force de petards. La ville ne pouvoit tenir long-temps après la prise du château. Tout alloit le mieux du monde, lors que le brave Général reçut deux coups de mousquet ; qui l'étendirent mort sur la place. Ses soldats épouvantés prennent la fuite : Et les Hongrois sortant à propos sur eux les taillent en pièces. Gabor accourt promptement à Presbourg, & profitant de la déroute des troupes Impériales & de la mort de leur Général, il prend la ville de Hainbourg qu'il avoit assiégee inutilement quelque temps avant l'entreprise du Comte de Dampierre.

Les bonnes nouvelles que l'Empereur recevoit de Bohême, le rendirent moins sensible à la perte d'une ville & d'un excellent Général en Hongrie. Maximilien Duc de Bavière & le Comte de Buquoi étant entrés chacun de leur côté en Bohême, de peur de s'incommoder l'un l'autre par la nécessité du fourage & des vivres, ils se joignirent à Budowitz. Frédéric avoit autant de troupes qu'eux : mais elles étoient moins aguerries & plus mal disciplinées. Il cotoia quelque temps l'Armée ennemie, qu'il harceloit dans sa marche. Mais les Généraux du Roi de Bohême manquoient de crédit & d'autorité. Embarrassé lui-même au milieu d'un grand

Défaite  
entière  
du Roi  
de Bohême  
par le  
Duc de  
Bavière.

Ambassade  
de d'An-  
goulême.  
pag. 343.  
346. 382.  
383. 384.  
Nani  
Historia  
Veneta.  
l. 11.  
1620.

nom-

1620.  
*Paffendorf*  
*Commen-*  
*tair. Rerum*  
*Suecica-*  
*rum. l. I.*  
 1620.  
*Lettre de*  
*Bentivo-*  
*glis,*

nombre de gens dégoutés de ce qu'ils fe voioient dechus de leurs eſpérances *en ſe* donnant à Frédéric, il ne ſavoit comment les conduire, & il héſitoit ſur tous les conſeils qu'on lui donnoit. On crut que dans une ſaiſon déjà fort avancée, il auroit pu ruiner l'Armée Impériale, en lui diſputant tantôt un paſſage & tantôt l'autre; en l'incommodant ſans ceſſe dans ſa marche, & en ſe poſtant toujours d'une manière ſi avantageuſe, qu'on ne pût le forcer à combattre malgré lui. Mais pour bien imiter l'ancien Fabius, il faut avoir la prudence, la ſuperiorité de génie & l'autorité de ce Général Romain. Ces *choſes* manquoient au Roi de Bohême. L'adroit & brave Comte de Mansfeld tâcha d'arrêter quelque temps les Imperiaux devant Pilsen, où il commandoit. Il amuſe le Bavarois & Buquoi de l'eſpérance de leur livrer la place, ſous prétexte de quelque mécontentement reçu de la part de Frédéric. On crut aſſez volontiers qu'un homme qui faiſoit profeſſion de ſe vendre au plus offrant, ſe laiſſeroit gagner. Mais ſes artifices furent découverts trop tôt. Maximilien & Buquoi abandonnent Pilsen, & marchent vers Prague.

Les deux Armées ennemies ſurent près d'un mois en vue l'une de l'autre. Le païs étoit ſi coupé, & chacun craignoit tellement le ſuccès douteux d'une bataille, que tout ſe paſſoit en légères eſcarmouches. Mais enfin les Bohémiens ſ'étant poſtés à Raconitz, l'Armée Impériale ſe campa ſi près d'eux qu'elle les in-

com-



J. Lamsvilt: fecit



commodoit extrêmement par son canon. Le monde ne douta plus alors qu'il n'y eût bien-tôt un combat général. Nous jugeames, disent les Ambassadeurs de France dans la relation qu'ils envoierent au Roi leur maître, qu'il falloit que le Palatin hazardât la bataille pour faire déloger les Imperiaux. Car enfin, s'ils savent la guerre, ils n'auroient pas manqué de le battre à sa retraite. Notre opinion étoit fondée sur ce que le país est ouvert depuis Raconitz jusques à Prague, & que le plus fort y doit avoir tout l'avantage. Cependant, Sire, ni les uns ni les autres ne firent ce que nous pensions. Les Bohémiens décamperent à la vue des Imperiaux, & prirent un autre poste, sans qu'il y eût de combat. Le Comte de Buquoi reçut une mousquetade quasi hors de portée dans un poste avancé. Il y faisoit dresser une batterie pour obliger les Hongrois à se retirer. Sa blessure dans un endroit douloureux, le contraignit à reculer lui-même. Si les Bohémiens eussent pris ce temps-là, comme plusieurs l'assurent, la victoire étoit entre les mains du Palatin, mais le proverbe se trouva véritable : On ne sait pas ce qui se passe d'un camp à l'autre. Les Bohémiens tirèrent ensuite droit vers Prague, & les Imperiaux les suivirent. Le Duc de Bavière s'étant trouvé près d'eux avec un grand avantage à cause du desordre de leur marche, il crut pouvoir remporter la victoire. On manda promptement au Comte de Buquoi de s'avancer & il n'en veut rien faire. Le Duc de Bavière irrité ne put s'empêcher de dire alors qu'il écriroit à Vienne que l'Empereur étoit

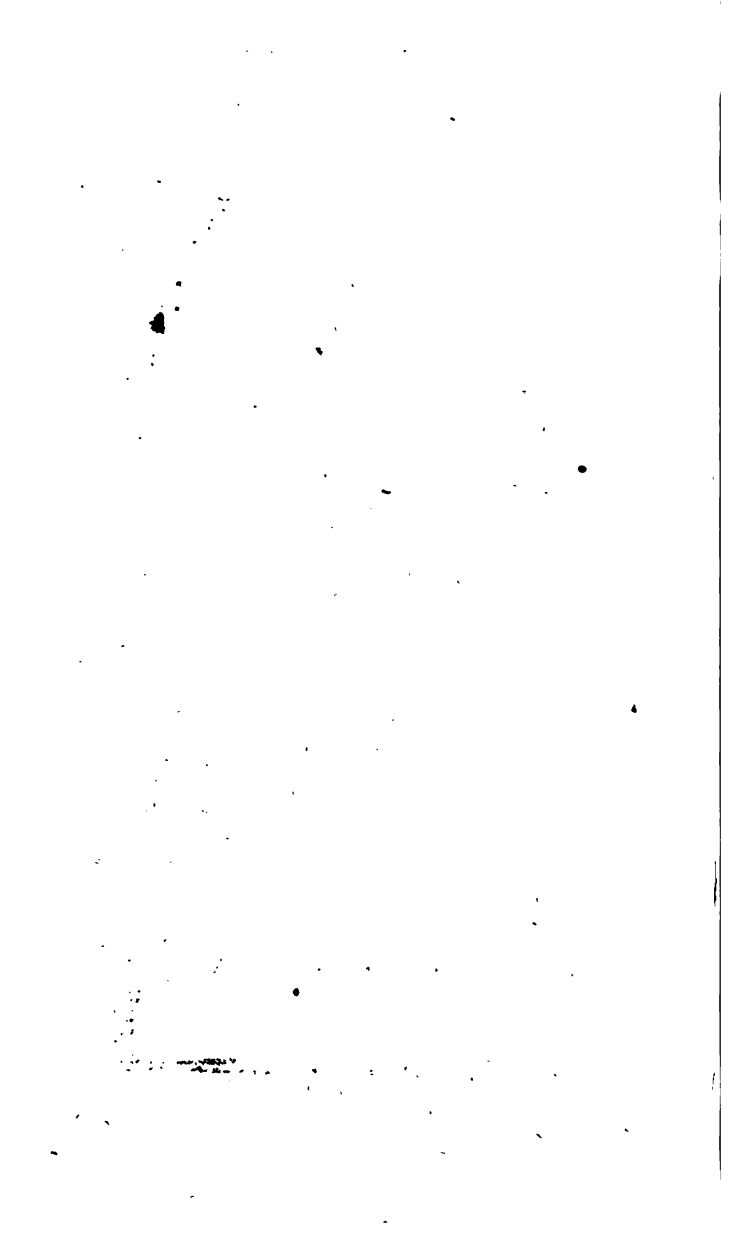
2610. *étoit trahi.* Ce ne fut qu'un premier mouvement de la colere du Bavarois. Il ne s'accorda jamais bien avec le Comte de Buquoi. Nonobstant l'inégalité du rang, il y avoit de l'émulation & de la jalousie entre l'un & l'autre.

Le Prince d'Anhalt Général de l'Armée Bohémienne eut la précaution d'envoyer le Comte de Thurn avec quelques compagnies à Prague pour la seureté de la ville, & d'occuper promptement le poste avantageux de Vaisemberg. C'est une espeece de montagne, où l'on peut couvrir facilement Prague, ville d'une vaste enceinte, ouverte de plusieurs côtés, & dominée par quelques hauteurs voisines. L'Armée Bohémienne se retrancha là, & tout paroisoit si bien disposé qu'il n'y avoit gueres d'apparence de la forcer dans un si bon poste. Lors que les chefs de l'Armée Impériale assemblerent le conseil de guerre, plusieurs soutinrent qu'en attaquant des gens si bien retranchés, on s'exposeroit à une déroute presque inévitable. Cet avis auroit peut-être prévalu sans un Moine Espagnol dont la vie austere & l'exterieur mortifié en imposoit aux simples & aux superstitieux. Cet homme parle d'un ton de Prophete aux Officiers de l'Armée Impériale, il leur promet de la part de Dieu une victoire certaine. Si c'étoit un artifice du Duc de Bavière & du Comte de Buquoi afin d'animer les gens au combat, ou si ce fut seulement un fanatique & un visionnaire qui vouloit faire l'inspiré ; je ne puis pas le dire certainement. Quoi qu'il en soit, cette aventure  
*inspi-*



*T. Le Moine del. fec.*





aspire tant d'ardeur & de courage à des soldats prévenus qu'il s'agit de la cause le Dieu & de la conservation de leur Religion, que les Impériaux résolvent l'attaquer les ennemis le Dimanche 9. jour du mois de Novembre.

On se prépare donc de part & d'autre au combat. Le Prince d'Anhalt fait fermer les portes de la ville de Prague pour ôter aux soldats timides toute espérance de retraite. Il se met à la tête de l'aile droite; le Comte de Hollac prend la gauche, & le Roi Frédéric se tient à quartier avec un corps de reserve en attendant l'événement du premier choc. Dans l'Armée ennemie, le Comte de Buquoi voulut commander nonobstant sa blessure l'aile droite composée des troupes de l'Empereur. Maximilien Duc de Bavière étoit à la gauche avec les siennes, où le Comte de Tilli commandoit sous lui. Les Bohémiens eurent d'abord un si grand avantage, qu'un vieux Officier courut promptement avertir le Duc de Bavière, que tout étoit perdu. Mais ce premier désordre fut bien-tôt réparé par la bravoure des vieilles troupes Walonnes de l'Archiduc Albert. En moins d'une heure les Hongrois de l'Armée de Frédéric furent enfoncés, & toute son Armée mise en déroute. La victoire, dit-on, ne coûta pas plus de quatre cens hommes aux Impériaux. Il y en eut huit à neuf mille tués du côté des Bohémiens. On leur enleva dix canons, & cent treize enseignes ou cornettes. Enfin le jeune Prince d'An-

hals

1620. halt fils du Général tomba entre les mains des ennemis.

*Tels furent les effets du Traité d'Ulm*, dirent fort bien les trois Ambassadeurs de France au Roi leur maître. *Sans cela les choses ne se seroient point passées de la sorte. Le Palatin & ses adhérents le reconnoissent fort bien. Ils pestent contre nous, & l'Ambassadeur d'Angleterre nous l'a bien su dire. L'Empereur tient cette victoire des mains de votre Majesté. Sans le Traité d'Ulm, le Duc de Bavière ne pouvoit venir au secours de l'Empereur. En ce cas le Comte de Buquoi auroit été obligé de faire subsister ses troupes dans les faubourgs de Vienne; & l'Empereur se seroit vu réduit aux plus grandes extrémités. Si le Duc d'Angoulême & ses collègues ont raison d'applaudir à Louis sur les bons offices rendus à Ferdinand, je m'en rapporte au jugement des habiles Politiques. Dans le temps même que les Ambassadeurs de France flattent de la sorte un jeune Roi fort mal conseillé, ils dressent un long mémoire pour lui représenter le grand intérêt qu'a sa Majesté, de prévenir le mal que la victoire de l'Empereur est capable de causer à toute l'Europe. On veut couvrir du prétexte de la Religion, la faute insigne qu'un Favori & des Ministres, ou gagnés par l'Espagne, ou prévenus par la Cour de Rome firent commettre à Louis. Ne pouvoit-on conserver la Religion Catholique en Allemagne, sans exposer cette belle & vaste étendue de pays au danger d'être entièrement subjuguée par la Maison d'Autriche!*

La

Les Comtes de Thurn & d'Hohenlo-<sup>1620.</sup>  
 étoient retirés à Prague avec Frédéric,  
 ès qu'ils virent le desordre général de <sup>Fuite du</sup>  
 l'Armée Bohémienne. Après quelque con- <sup>Roi de</sup>  
 ultation avec ce Prince, les deux Sei- <sup>Bohême.</sup>  
 gneurs furent d'avis, qu'il proposât une  
 trêve au Duc de Bavière pendant laquelle  
 on parleroit d'accommodement. Frédéric  
 demande donc vingt-quatre heures de sur-  
 séance; & Maximilien n'en veut accorder  
 que huit; à condition que Frédéric se reti-  
 rera du Roiaume de Bohême & des Pro-  
 vinces incorporées, & qu'il se mettra à la  
 discretion de l'Empereur. La manière hau-<sup>Puffendorf</sup>  
 te dont Maximilien impose la Loi au chef <sup>Commen-</sup>  
 de sa Maison malheureux, & la peur d'é- <sup>tar. Rerum</sup>  
 tre livré à ses ennemis par les Bohémiens, <sup>Suetica-</sup>  
 font prendre à Frédéric la résolution de <sup>rum. l. I.</sup>  
 fortir la nuit même de Prague avec la Rei- <sup>1620.</sup>  
 ne son épouse & le Prince son fils, & <sup>Nani Ei-</sup>  
 d'aller à Breslau en Silésie le plus vite & <sup>storia Ve-</sup>  
 le plus secretement qu'il sera possible. Il <sup>meta. l. IV.</sup>  
 écrit de Breslau à Bethlem Gabor, & lui <sup>1620.</sup>  
 donne avis de la perte de la bataille, & de <sup>Ambassade</sup>  
 la prise de Prague. Frédéric n'avoit pas <sup>d'Angou-</sup>  
 encore perdu courage. Il se flatte que les <sup>lème. pag.</sup>  
 Etats de Moravie & de Silésie demeurant <sup>371. 372.</sup>  
 toujours unis avec ceux de Hongrie, les <sup>Lettres de</sup>  
 pertes se pourront réparer. Mais hélas!  
 ses espérances furent bien trompées. La  
 Moravie se soumit incontinent à l'Empe-  
 reur, & les Silésiens se rendent sur la pa-  
 role que l'Electeur de Saxe leur donne de  
 la conservation de leurs privilèges, & de  
 s'en rendre le garant. Jean George eut le  
 déplaisir de voir que Ferdinand s'étoit servi  
 de

1620. de lui pour tromper les Silesiens. On n'exécuta rien de ce que le Saxon promit de la part de sa Majesté Impériale. Frédéric abandonné de tout le monde en cet instant, n'eut plus d'autre ressource, que de se retirer au plutôt chez l'Electeur de Brandebourg à Berlin.

Gabor étoit à Pessing ville distante d'une demie journée de Presbourg, lorsqu'il reçut la Lettre de Frédéric. Le Transylvain s'occupoit là des préparatifs pour le jour qu'il devoit être couronné Roi de Hongrie, selon la résolution prise dans la dernière Assemblée des Etats du Roiaume. La nouvelle de la victoire remportée par l'Armée Impériale, fut un coup de foudre à Gabor. Mais il revint bien-tôt de son étourdissement. Le voilà qui prend la plume afin d'exhorter les Etats de Hongrie à demeurer fermes dans leur confédération : il leur promet de faire en sorte que Ferdinand ne triomphera pas long-temps de ses avantages en Bohême. *Entretenons-le seulement de l'espérance d'un Traité de paix*, ajoute le Transylvain : *& cependant nous mettrons une bonne armée sur pied.* Le Comte de Mansfelt fut celui des Officiers & des amis de Frédéric qui témoigna le plus de courage & de constance dans une déroute si générale. Soit que cet aventurier qui n'a rien à perdre que la vie, & dont tout le revenu consiste dans un corps de troupes ramassées, prétende faire sentir au Roi de Bohême, qu'il n'a pas eu raison de lui préférer le Prince d'Anhalt pour le commandement général de l'Armée ; soit que

ue le desespoir le porte à tenter tout, afin  
 e se venger de l'Empereur qui l'a proscrit  
 eux fois, & mis sa tête à prix: Mansfelt,  
 ecueille les restes de l'Armée de Frédéric.  
 Quelques Nobles Bohémiens qui n'atten-  
 oient aucune grace de la Maison d'Au-  
 riche, se joignirent à Mansfelt qui se for-  
 ifioit dans les villes de Pilsen & de Tabor.  
 l y faisoit subsister sans argent un corps  
 l'Armée. Supérieur à toutes les disgraces  
 le la fortune, ce guerrier s'imagine acq-  
 ir une gloire toute nouvelle, à cause des  
 obstacles & des difficultés presque insur-  
 montables qu'il trouve dans les choses ex-  
 traordinaires qu'un autre que lui n'auroit  
 jamais entreprises.

Maximilien Duc de Bavière écrivoit de  
 son côté & à l'Empereur & au Pape pour  
 leur donner avis, non seulement du gain  
 de la bataille, mais encore de la réduction  
 de Prague & du Roiaume de Bohême, à  
 quelques villes près. Le lendemain de la  
 victoire & de la fuite de Frédéric, quelques  
 compagnies d'infanterie escaladèrent la pe-  
 tite Prague, & d'autres entrèrent par les  
 endroits ouverts. Le Duc eut soin d'arrê-  
 ter le pillage & le desordre autant qu'il  
 fut possible dans une si grande confusion.  
 La garnison mise par Frédéric & par les  
 Etats de Bohême, s'étoit retirée dans la  
 vieille Prague au delà de la rivière du  
 Moldau. Maximilien la fit sommer d'en  
 sortir incessamment; faute de quoi il l'y  
 contraindrait à force ouverte. Les Offi-  
 ciers & les soldats y consentirent, pourvu  
 qu'on leur donnât un passeport. Cela leur

Reduc-  
 tion de la  
 Bohême  
 à l'obéis-  
 sance de  
 l'Empe-  
 reur.

Ambassa-  
 de d'An-  
 gleterre  
 179. 380.  
 381. 401.  
 402. Nani  
 Historie  
 Venet. l.  
 IV. 1620.  
 Lettre de  
 Benigno-  
 lia.

1620. fut accordé. Cependant les Barons & Nobles de Bohême qui avoient embrasé le parti de Frédéric, y renoncèrent. Ils prêtèrent encore serment de fidélité à Ferdinand, comme au seul véritable Roi de Bohême. Les actes authentiques en furent mis entre les mains du Duc de Bavière Commissaire de l'Empereur, afin que son Altesse les lui envoiât. Le Prince de Lichtheim ayant été déclaré Gouverneur du Roiaume pour sa Majesté Impériale, Maximilien prend le chemin de la Bavière, & le Comte de Buquoi celui de la Moravie qu'il achève de réduire. Ferdinand se préparoit alors à faire un voyage à Saltzbourg. Son dessein étoit d'y voir le Duc de Bavière & de conférer avec quelques Princes de la Ligue Catholique. Mais le Duc mécontent & le Comte de Buquoi évitent l'entrevue, & prient sa Majesté Impériale de trouver bon qu'ils aillent prendre un peu de repos chez lui après une si longue & si pénible campagne. Les subtils & prévoians Bavarois ne feignoient point ce mécontentement, dans la vue de faire acheter par Ferdinand, & de contraindre l'Empereur à donner la dépouille de Frédéric à un Prince assez puissant, pour empêcher sa Majesté Impériale de profiter de ses victoires, si elle ne veut pas récompenser celui auquel la Maison d'Autriche est redevable du prompt & merveilleux rétablissement de ses affaires ?

Mémoire  
envoyé  
par les  
Ambassadeurs de  
France au

Quelques distingués que fussent les trois Ambassadeurs de France en Allemagne, par leur rang, ou par leur mérite, ils y faisoient de leur propre aveu, une assez mauvaise figure.

figure. Les Espagnols maîtres dans le Conseil de l'Empereur, ufoient de mille artifices pour empêcher qu'une Couronne rivale ne se rendit l'arbitre de la paix & de la guerre, & qu'elle n'acquît trop de crédit & d'autorité dans l'Empire. Contens que Louis eût fait conclure le misérable Traité d'Ulm, qui coupa, pour ainsi dire, la gorge au pauvre Roi de Bohême, Ferdinand & le Comte d'Ognate Ambassadeur d'Espagne & premier Ministre de sa Majesté Impériale font venir le Duc d'Angoulême & ses deux collègues à Vienne. On a grand soin de ne leur donner aucune connoissance des choses qui se trament, ni des projets que l'Empereur & le Roi Catholique forment de concert. Leur lumière & leur pénétration n'accommodoient pas des Politiques raffinés, qui cherchoient à diminuer le crédit & l'autorité du Roi de France en Allemagne, dans le temps même qu'ils s'en servoient pour parvenir à leurs fins. On tâche seulement d'amuser les Ministres de France en les faisant entrer en négociation avec Bethlem Gabor & les Etats de Hongrie, que la Cour de Vienne veut amener à un accommodement. L'Empereur craignoit de ne recouvrer pas si facilement son Roiaume de Hongrie que celui de Bohême. Que savoit-on si Gabor & les Hongrois poussés à l'extrémité, n'appelleroient point enfin les Turcs à leur secours ? La menace s'en faisoit assez hautement. Il étoit donc plus à propos de ramener par la voie de la négociation un Prince ambitieux, & des gens irrités & amoureux de leur li-

1620.

Roi leur  
maître sur  
les affai-  
res d'Al-  
lemagne  
après la  
bataille de  
Prague.



1620. berté qui s'étoient donnés à lui. Et c'est à quoi les Ambassadeurs de France pouvoient être d'un grand usage à l'Empereur

Cependant, on ne se cachoit point si bien d'eux, qu'ils ne découvrirent une partie des projets de la Maison d'Autriche. La joie que Ferdinand & ses Espagnols eurent de la réduction de Prague, les rendoit moins impenétrables. Angoulême, Bethune, & Preaux jugent incontinent que l'Empereur & le Roi d'Espagne pensent tout de bon à profiter des ouvertures que les avantages remportés leur donnent, pour se rendre maîtres absolus en Allemagne. Les trois Ministres de France crurent qu'il étoit de leur devoir, d'avertir Louis & son Conseil des suites fâcheuses que la bataille & la prise de Prague auroient peut-être. Bethune se charge de dresser un mémoire là-dessus. On nous l'a conservé. Le stile en est long & diffus. Mais la pièce est remplie de remarques judicieuses & instructives. Ceux qui lisent l'histoire pour se former l'esprit & le jugement, ne seront pas fâchés d'en trouver ici l'extrait. Voici comme il débute. *Les petits Princes qui redoutent la puissance des autres, suivent ordinairement la fortune dans le cours des affaires du monde. Ils changent les alliances dont ils n'esperent pas de support, & prennent celle du victorieux, ou de ceun qui sont dans la prospérité. Un Monarque puissant par lui-même, & qui n'appuie sa grandeur que sur ses propres forces, doit suivre une méthode contraire. Bien loin d'abandonner ses anciens Alliés dans le besoin, il leur tend la main*

*Ambassade  
d'Angou-  
lême. pag.  
348. 349.  
&c.*

main comme à des amis affligés : il les retire du précipice , quand même ils s'y sont jetés par leur imprudence. En user de la sorte , c'est une générosité vraiment Royale. Au lieu que les autres ne pensent qu'à flatter le victorieux , & à lui témoigner plutôt leur crainte que leur bienveillance , un grand Prince a l'avantage d'abaïsser l'insolence & les ambitieuses prétentions des uns , lors que par un secours donné à propos , il relève la mauvaise fortune des autres. C'est se dresser à soi-même un trophée glorieux , que de conserver par la défense des foibles contre les plus puissans , ce contrepois de forces que les sages jugent si nécessaire au repos du monde , & dans lequel la prudence politique met avec raison tout le secret du gouvernement des Etats.

Si le Roi , dit Bethune , a dû jamais prendre de pareilles mesures , c'est dans la conjoncture présente des affaires d'Allemagne. Il est de l'intérêt & de la générosité de sa Majesté de ne souffrir pas que l'Eleveur Palatin dépouillé d'une grande partie de ses Etats héréditaires , abandonné par la plupart des Princes de l'Union Protestante , foiblement assisté par le Roi d'Angleterre son beau-pere , & sur le point d'être accablé des foudres du van Impérial ; foudres de nul , ou de fort petit effet , & souvent méprisées quand la fortune est favorable ; mais extrêmement terribles aux Princes d'Allemagne en temps d'adversité ; il est , dis - je , de la générosité du Roi de ne permettre pas que le Palatin soit entièrement accablé par la Maison d'Autriche , qui a résolu de perdre un Prince foible , afin d'intimider ceux qui voudroient désormais entreprendre de lui résister. Si on ne

1620. pourroit promptement à la defense du Palatin, il tombera dans la même disgrâce que Jean Frédéric EleÛteur de Saxe, qui perdit sa dignité & la meilleure partie de ses Etats par l'animosité de Charles-Quint; changement qui augmenteroit les forces & la réputation de la Maison d'Autriche, & qui seroit d'une pernicieuse conséquence aux Princes Protestans d'Allemagne. Secondés des villes Impériales de la même Religion, ils contrebalaient l'autorité de l'Empereur, en lui rendant les membres de l'Empire moins souples, en se roidissant contre lui dans les occasions, & en le réduisant aux termes d'une égalité & d'une modération, nécessaire aux Princes d'Allemagne, qui seroient sans cela dans une entière dépendance de l'Empereur, & utile aux autres Puissances de l'Europe, qui la doivent procurer autant qu'il leur est possible. Car enfin, si la Maison d'Autriche manioit à son aise & sans aucune contradiction le sceptre de l'Empire, elle répandroit la terreur par toute la Chrétienté. Chacun devroit être en garde contre le projet ambitieux & chimérique de sa Monarchie universelle. Il faut prévenir ce juste sujet de crainte par une résolution ferme & hardie de rompre l'entreprise sur le Palatin. Les Princes contre l'avis desquels il s'est engagé trop avant dans la querelle, ne peuvent se dispenser de le tirer de ce mauvais pas, le mieux qu'on pourra. Il n'est plus question de crier contre un EleÛteur qui s'est perdu lui-même. On doit considérer que ceux qui gagnent à sa ruine, se rendent redoutables par leur puissance déjà grande & suspecte aux autres Souverains. L'exemple du Palatin pa-

*z d'une manière si éclatante, imprimeroit  
ans l'esprit & dans le cœur abattu des Prin-  
es Protestans d'Allemagne trop de crainte &  
e respect pour la Maison d'Autriche.* 1620.

Bethune appuioit son raisonnement en re-  
presentant que les Princes de l'Union Prote-  
tante, effraïés de la rapidité des armes vi-  
storieuses du Roi d'Espagne, sous le com-  
mandement du Marquis Spinola, accepte-  
roient les conditions que l'Empereur vou-  
droit bien accorder, & que les villes Impé-  
riales déjà presque soumises, recevroient la  
loi, & se contenteroient de je ne sai quelle  
ombre de liberté. Puis venant au détail, Be-  
thune remontre que le Duc de Wirtemberg  
déjà fort ébranlé dès le commencement de ces  
troubles, ou du moins depuis la victoire de  
l'Empereur, pourra bien se soumettre à Fer-  
dinand, & suivre l'exemple d'Ulric son pre-  
decesseur, qui demanda pardon à Charles-  
Quint afin de se garantir du malheur dont  
l'Electeur de Saxe fut accablé ; que Maurice  
Landgrave de Hesse Prince prudent, & plus  
amoureux de la paix que de la guerre, s'ac-  
commodera encore, de peur d'irriter l'Em-  
pereur & de l'engager à soutenir le Land-  
grave de Darmstat avec qui Maurice avoit  
un differend considerable ; enfin que le Mar-  
quis de Bade foible par lui-même & envi-  
ronné de tous côtés par les armes de l'Ar-  
chiduc Leopold Evêque de Strasbourg,  
prendra la même résolution, de peur que sa  
Majesté Impériale ne se venge en appuiant  
les prétentions des enfans du Marquis For-  
tunat, qui reclament la justice de l'Empire  
contre un parent qui les dépouille.

1610.

La Francé ne devoit pas seulement craindre que les Princes Proteſtans de l'Empire ne ſe ſoumiſſent entiérement à Ferdinand, elle avoit encore un fort grand intérêt d'empêcher, comme Bethune le remarque judicieuſement, que la dignité Electorale de Frédéric ne paſſât dans la Maïſon de Bavière, devouée depuis long-temps à celle d'Autriche. Ce nouveau bienfait, dit Bethune, uniroit plus que jamais les deux Maïſons. Il approprieroit l'Empire en quelque manière à ceux d'Autriche. En donnant l'Electorat au Bavaſois ſon ami & ſon allié, Ferdinand obligera la Maïſon de Bavière à conſerver l'Empire à ſes bienfaiteurs, afin de ſe maintenir elle-même dans une dignité nouvellement acquiſe. Les Electeurs de la branche qui regne maintenant en Saxe par la conſeſſion de Charles-Quint, ont conſtamment ſuivi cette maxime. Quoique ces Princes faſſent profeſſion de la Religion Proteſtante & qu'ils en ſoient les principaux proteſtateurs, ils ne ſe ſont jamais ſeparés de la Maïſon d'Autriche; prevenus que la conſervation de la leur dépend de la grandeur & de la puiſſance de ceux qui les ont élevés. Nous en avons vu un grand exemple dans la dernière Diète de Francfort. Sans l'Electeur de Saxe, Ferdinand ſeroit-il jamais parvenu à l'Empire? Dès que le Duc de Bavière ſera une fois revêtu de la dignité Electorale, l'Empereur aura ſeulement cinq voix à ſa dévotion dans le Collège des Electeurs. La Maïſon d'Autriche ſera non ſeulement maîtrefſe de l'élection à l'Empire, mais encore des réſolutions ſur les plus grandes affaires d'Allemagne, qui ſe déterminent par le concours de  
Etc.

*Electeurs avec l'Empereur. Avec quelle ob-*  
*leur n'ont-ils pas épousé les passions & les in-*  
*térêts de la Maison d'Autriche, dans l'assem-*  
*blée de Mulhausen? Si l'Empereur réduit aux*  
*dernières extrémités, a trouvé une si grande*  
*ressource dans le Collège Electoral, quelle au-*  
*torité n'y aura-t-il pas, après y avoir mis à*  
*la place de son ennemi, un Prince que la re-*  
*connoissance & des intérêts réciproques oblige-*  
*ront à dépendre de la Maison d'Autriche? Ce-*  
*la suffit pour faire sentir l'importance de ce chan-*  
*gement; elle saute aux yeux de tout le monde.*  
*Dieu veuille qu'on ne la connoisse pas trop tard,*  
*par les inconvéniens qui arriveront, à moins*  
*que la prudence des Souverains qui les doivent*  
*craindre, ne prête la main aux Allemans pour*  
*détourner le malheur.*

Les trois Ambassadeurs de France con-  
 noissoient l'esprit de bigotterie qui regnoit  
 alors dans le Conseil de leur maître: di-  
 sons mieux; ils étoient persuadés qu'un  
 Favori & des Ministres d'Etat gagnés par  
 l'Espagne, couvroient d'un faux zèle de  
 religion leur honteuse prévarication & les  
 mauvais conseils donnés à un jeune Roi,  
 en faveur de ses plus dangereux ennemis,  
 auxquels ils se vendirent lâchement. C'est  
 pourquoi Bethune refute au long dans son  
 mémoire une objection que qui que ce soit  
 n'auroit osé proposer devant un Prince ju-  
 dicieux & éclairé sur ses véritables intérêts.  
*Je croi, dit Bethune, entendre ceux qui ven-*  
*lent régler les affaires d'Etat par les seuls*  
*avantages de la Religion Catholique. Ils ne*  
*manqueront pas de nous objecter, que bien loin*  
*de travailler au rétablissement du Palatin dans*

1620. *sa dignité, le Roi doit laisser Frédéric dans le précipice, où il s'est jetté lui-même. C'est un puissant chef, diront-ils, que les Protestans d'Allemagne & les Huguenots de France perdent. Les Princes de la Maison Palatine ont entretenu les guerres civiles sur la Religion en France par les grands secours qu'ils ont envoyés, & souvent amenés eux-mêmes aux Protestans.*

Bethune répond à cela, que les gens qui ne donnent pas dans ces fausses maximes, ont autant de zèle que les autres pour la Religion Romaine, & qu'ils aiment plus sincèrement la prospérité de la France. Puis raisonnant en Catholique habile & desintéressé, il établit ce principe, que la situation présente des affaires de France, demande que le Roi entretienne dans l'Empire un certain équilibre entre la Maison d'Autriche & les Princes Protestans d'Allemagne. La trop grande puissance de l'une seroit fatale à l'Europe, & les autres devenus trop forts, pourroient selon le sentiment de Bethune, ruiner la Religion Catholique, avec le temps, & incommoder la France en appuyant les Huguenots. Il concluoit de là que Louis avoit bien fait de ne permettre pas que le Roiaume de Bohême tombât entre les mains d'un Prince Protestant, de peur que ce parti ne prévalût dans l'Empire, contre la Religion Catholique, & que par la même raison, sa Majesté ne devoit point souffrir que la Maison d'Autriche trop puissante par l'oppression du Palatin, fut en état de subjuguier l'Allemagne & de faire trembler l'Europe. On alleguoit ici fort à propos l'exemple de François I. & d'Henri

d'Henri II. qui soutinrent les Princes Protestans d'Allemagne contre la Maison d'Autriche, quoique ces deux Rois fussent d'ailleurs fort zélés pour la Religion Catholique. Bethune representoit encore qu'Henri III. prit la ville de Genève sous la protection, & que son successeur pere de Louis, secourut les Provinces-Unies, & entretient exactement ses alliances avec les Princes & les Etats Protestans, auxquels il ne manqua jamais au besoin.

Ceux d'Autriche, dit fort bien Bethune, font tout ce qu'ils jugent de plus utile à leur agrandissement. Ils usent de mille artifices pour tourner les affaires à leur avantage, sous le prétexte specieux de conserver l'ancienne Religion. Le zèle de la maison de Dieu les devore moins que le feu de leur ambition. Ils abandonnent les intérêts de la Religion, dès qu'ils ont mis les leurs à couvert. Charles-Quint dépouilla l'Electeur Jean Frédéric de Saxe de sa dignité & de ses Etats. La Religion Catholique profita-t-elle des victoires de cet Empereur? Non sans doute. L'Electorat & les biens de Jean Frédéric furent donnés à Maurice, qui defendit la Religion Protestante aussi vigoureusement que l'autre. Sous le même Charles Quint, si Catholique en apparence, la ville de Rome fut abandonnée à la violence d'une armée presque toute composée de soldats Protestans. S. Pierre fut mis une seconde fois aux liens dans la personne de Clement VII. Le Pape & les Cardinaux ne se racheterent qu'en payant une bonne rançon. Philippe II. fut sur le point de suivre l'exemple de son pere du temps de Paul IV. L'armée Espagnole



1620. s'approcha des faubourgs de Rome sous la conduite du Duc d'Albe. La grandeur de leur Maison, est un motif plus puissant sur l'esprit des Princes d'Autriche, que l'avancement de leur Religion. S'ils prennent le titre de Catholique, ce n'est pas dans le sens de l'Eglise, dont l'intérêt ne les touche pas fort. Ils pensent plus à l'Empire Catholique & universel du monde qu'à toute autre chose.

Ce que Bethune remarque ici fort à propos de l'Empereur & du Roi d'Espagne de son temps, nous pouvons l'appliquer justement à Louis XIV. Les Ecclesiastiques de son Roiaume ont beau dire dans leurs harangues flatteuses, & dans leurs sermons plus prophanes que Chrétiens, on ne croira jamais que le zèle de la maison de Dieu devorât leur grand Monarque, lors qu'il vouloit se faire un mérite de l'extirpation de l'hérésie prétendue. Dans ce temps là même il soutenoit les Protestans de Hongrie. Que dis-je ? Si sa Majesté Très-Chrétienne n'a pas appelé les Turcs, elle apprit du moins d'un air tranquille & content qu'ils ravageoient les Provinces de l'Empire, & qu'ils étoient sur le point de changer les Eglises de Vienne en Mosquées. Parlons franchement. Louis XIV. est bon Catholique, comme les Rois d'Espagne l'étoient dans la pensée de Bethune. Sa Majesté aimeroit mieux l'Empire Universel, que de voir l'Eglise de Jesus-Christ généralement répandue dans tout le monde. Ajoutons encore en passant, que les affaires ont bien changé de face depuis le regne dont j'écris l'histoire. Il falloit alors chercher un contrepois à la trop grande

de puissance de la Maison d'Autriche. Où se trouverons-nous maintenant, cet équilibre si nécessaire à la grandeur de celle de France? Son Cadet recueille ce qui reste des vastes & riches Etats que Charles-Quint avoit laissés à Philippe II.

Les Ambassadeurs de Louis lui remon-  
troient encore dans leur mémoire que la  
considération seule de Frédéric, & de l'al-  
liance des Electeurs Palatins avec les pre-  
decesseurs de sa Majesté, l'engageoit à se-  
courir ce Prince opprimé. Tout le monde  
sait, poursuit Bethune, les bons offices & les  
devoirs d'amitié que les Electeurs & les Prin-  
ces de la Maison Palatine, ont rendus au feu  
Roi Henri le Grand, avant son avènement à la  
Couronne, & au temps de son adversité. Lors  
qu'il étoit assailli de tous côtés, au dedans &  
au dehors, ces Princes étrangers, mais bons Fran-  
çois en ce point, l'ont secouru avec plus d'ar-  
deur à la vérité, que de bon succès. Cependant,  
nous devons leur rendre cette justice, qu'ils ont  
extrêmement contribué de leurs moïens & de  
leurs forces aux victoires & aux prosperités  
du feu Roi. Bien loin de savoir mauvais gré  
à la Maison Palatine des armées qu'elle a en-  
voïées en France durant nos premières guerres  
civiles, on doit lui en être obligé. Elle n'a point  
eu dessein d'attaquer nos Rois, ni leur Etat.  
L'unique but des Palatins, c'étoit de défendre  
les Princes du sang Royal, mêlés dans ces que-  
relles comme chefs de parti. N'est-ce pas com-  
battre pour la France, que d'aider des person-  
nes si proches de la Couronne à conserver leur  
dignité? L'Etat ne s'est garanti du naufrage  
durant toutes ces tempêtes que par le salut &

1620. *par la victoire des Princes du sang, qui parvinrent à la Couronne ensuite de l'assistance de leurs bons alliés, & de la fermeté de leurs fideles sujets.*

Les raisons tirées de la qualité d'arbitre de la Chrétienté, dont Louïs étoit alors si jaloux, ne furent pas omises dans le mémoire. On y remontoit à sa Majesté, que ce titre éclatant la mettoit dans la nécessité de secourir & de défendre le Palatin. Il n'appartient qu'à un grand Monarque, disoit Bethune, de réconcilier par une entremise pleine d'efficace & d'autorité des puissances ennemies, de faire mettre les armes bas à ses amis lors qu'ils s'entrefont la guerre, & d'empêcher que le plus fort n'opprime le plus foible. Quand un Prince assez puissant pour demander d'être l'arbitre d'une grande querelle, n'avance rien par la voie de l'intercession, il peut user alors de la puissance que Dieu lui a mise entre les mains. Charles-Quint fit la guerre à François premier pour le rétablissement du Duc de Milan chassé de ses Etats, Philippe II. eût l'honneur d'obliger Henri fils de François à rendre le Piémont & la Savoie à leur Souverain légitime. Il sera glorieux au Roi de protéger de même l'Electeur Palatin son allié. Sa Majesté gagnera par cette action généreuse l'estime & l'amitié de tous les Princes qui plaignent celui que la Maison d'Autriche veut perdre, & qui seront bien-aises de voir rabattre l'insolence & la fierté du victorieux. Si le Roi est obligé d'entreprendre la guerre pour donner la paix & pour mettre les autres en seureté, il augmentera le lustre & l'éclat de sa Couronne, en abrégissant la gloire & en chatiant l'orgueil in-

sup-

*supportable de la Maison d'Autriche.* On ne peut nier que toutes les raisons d'honneur & d'intérêt, qui engageoient le Roi de France à soutenir puissamment celui de Bohême, ne soient fort bien recueillies, & fort vivement représentées dans le mémoire, dont je donne l'extrait. Cependant l'adresse du Nonce du Pape & des Ministres d'Espagne, ou plutôt l'ambition demesurée du Duc de Luines rendit toutes ces remontrances inutiles. On fit en sorte que le Favori persuadât au Roi d'entreprendre la guerre contre ses propres sujets, pendant que la Maison d'Autriche travailloit à subjuguier l'Allemagne en opprimant un ancien allié de la Couronne de France. 1620.

Ferdinand avoit ce dessein si fort à cœur, que dans la vue d'être plus libre du côté de l'Empire, il fit proposer à Bethlem Gabor, de lui laisser le gouvernement entier de la Hongrie, excepté deux ou trois places importantes, en se réservant presque le seul titre de Roi, & de donner encore au Transylvain quatre Comtés dans la Hongrie une riche Seigneurie en Bohême. L'Empereur faisoit des offres avantageuses, dans le temps que ses affaires n'étoient pas un si bon pied en Autriche & en Bohême. Depuis qu'elles commencerent de s'y rétablir, la Cour de Vienne parut ne se mettre pas autrement en peine de rentrer en négociation avec Gabor. Mais le Comte de Dampierre qui valoit une Armée entière, de l'aveu du Duc d'Angoulême & de ses Collegues, aiant été malheureusement tué dans l'entreprise sur Presbourg, les progrès de

*Longue & inutile négociation des Ambassadeurs de France, avec Bethlem Gabor. Ambassade d'Angoulême pag. 300. 301. 302. &c.*

1620.

de Gabor dans la basse Autriche jetterent l'épouvante à Vienne. On résolut d'accepter l'offre que les Ambassadeurs de France faisoient de s'aboucher avec Gabor, & de lui parler de paix & d'accommodement. Angoulême & les deux autres s'ennuioient d'être oisifs & inutiles à Vienne. Pour sauver en apparence l'honneur du Roi leur maître, qui envoya une Ambassade magnifique en Allemagne, dont l'Empereur & les Espagnols se servirent habilement pour le Traité d'Ulm; les trois Ministres de France cherchent à négocier du moins la paix de Hongrie. Ferdinand fit mine d'agréer ce dessein, soit qu'il voulût donner quelque occupation à ces Messieurs qui se chagrinoient, soit qu'il eût seulement envie d'amuser Gabor & les Etats de Hongrie, pendant que le Duc de Bavière & le Comte de Buquoi reduiroient la Bohême. La bataille de Prague n'étoit pas encore gagnée & la Cour Impériale craignoit l'événement incertain d'une expédition entreprise dans une saison avancée.

Les Ambassadeurs de France partent de Vienne & vont à Presbourg. Gabor y étoit revenu depuis la mort du Comte de Dampierre. Le Transylvain les reçut avec tant de magnificence, de politesse, & de civilité, que le Duc d'Angoulême & ses Collègues furent surpris de trouver là des manières & plus grandes & plus nobles que dans les autres Cours de l'Europe. Après quelques conférences avec Gabor ou ses Officiers, les Ministres de France ne remportèrent que des paroles générales.

On

On accusoit Gabor à la Cour de Vienne, de n'avoir, ni probité, ni religion. Gabor se plaignoit de son côté, de ce que les Espagnols maîtres dans le Conseil de l'Empereur, ne vouloient point sincèrement la paix, & de ce qu'ils ne pensoient qu'à diviser ceux qui s'étoient confédérés pour la conservation de leur liberté, à les opprimer les uns après les autres, & à établir la domination universelle, à quoi la Maison d'Autriche aspiroit depuis long-temps. Les Hongrois se défioient encore des François. On ne déguise pas aux Ambassadeurs que le monde croit que le Roi Très-Chrétien qui a pris des alliances étroites avec la Maison d'Autriche, cherche à lui rendre de bons offices, & que c'est le but de l'Ambassade envoyée en Allemagne. Ces reproches & ces soupçons n'étoient que trop bien fondés de part & d'autre. L'Empereur demandoit que Gabor & les Etats de Hongrie, fissent leur accommodement indépendamment de la Bohême & des Provinces qui se donnèrent à Frédéric. Et c'est à quoi Gabor & les Hongrois ne veulent pas consentir. Dans cette disposition des esprits, l'entrevue de Gabor & des Ambassadeurs de France ne devoit pas être d'une fort grande utilité.

Peu de tems après le retour de ceux-ci à Vienne, on reçut la nouvelle de la victoire remportée par le Duc de Bavière & par le Comte de Buquoi aux portes de Prague. Cela rendit l'Empereur & ses Ministres plus difficiles sur le chapitre de l'accommodement avec Gabor. On espère de réduire la Hongrie à main armée, dès que

1620.

*Ambassade  
d'Auguste-  
me. pag.  
335. 336.*

la

1620. la Bohême & les autres Provinces seron subjuguées. Nous lisons dans les dépêches des Ambassadeurs de France, que le Comte d'Ognate étoit si absolu dans le Conseil Impérial, qu'il répondit d'un ton de Souverain à ceux qui lui proposoient quelque chose sur les affaires d'Allemagne, ou de Hongrie, *je le veux, je ne le veux pas*: Cela donnoit un chagrin mortel aux Ministres de France. Ils se voioient dans une dépendance entière du bon plaisir de l'Ambassadeur d'Espagne. Louis méritoit bien cette mortification. Il servoit les plus grands ennemis de sa Couronne contre ses propres intérêts. Quel avantage retira-t-il d'une Ambassade extraordinaire & nombreuse qui lui coûta beaucoup d'argent? Sa Majesté reconnut trop tard, qu'elle avoit fourni à l'Empereur les moïens de subjuguier l'Allemagne. Louis fut joué par les Espagnols à la vue de toute l'Europe.

*Ambassade  
de d'An-  
goulême.  
pag. III.  
212. &c.  
221. 122.  
&c. 123.  
347. 348.  
349. &c.*

Le Comte de Thurn & quelques autres Seigneurs de Bohême & de Moravie étoient venus trouver Bethlem Gabor après la malheureuse journée de Prague. Bien loin de perdre courage, il ordonne que ses troupes avancent en Autriche. Elles firent le dégât jusques aux portes de Vienne. Cependant il a la précaution de se retirer à Tirnau. Gabor emporte avec lui la couronne & les ornemens Roiaux que les Hongrois conservent avec une superstition extraordinaire. Cela fit penser qu'il avoit toujours en tête de soutenir son élection. Un Prince qui n'auroit pas reçu cette même Couronne, & qui n'auroit pas été re-  
vêtu

vêtu de ces mêmes ornemens, ne feroit pas regardé en Hongrie comme un Roi légitime. Gabor craignoit encore que l'Empereur profitant de la révolution arrivée en Bohême, n'envoît quelqu'un de ses Généraux vers Presbourg, & que certains Seigneurs de Hongrie effraîés des avantages remportés par Ferdinand, ne lui ouvrirent les portes. L'artificieux Transylvain n'a point envie de faire la paix avec sa Majesté Impériale. Cependant il témoigne de la souhaiter: il entretient toujours une grande correspondance avec les Ambassadeurs de France. L'Aubespine Abbé de Preaux alla conférer avec lui. Ce voiage fut autant inutile que l'autre. Gabor pensoit à gagner du temps. Il vouloit amasser de nouvelles forces, & voir si le Roi de Bohême ne trouveroit point quelque ressource pour le rétablissement de ses affaires. L'Empereur plus fier que jamais publie de son côté un Edit, casse l'élection de Gabor au Roiaume de Hongrie, & tout ce que les Etats du païs firent dans leurs assemblées. Cependant on continua de parler de paix & d'accommodement, soit que la réduction de la Hongrie parût plus difficile que celle de la Bohême, à cause du secours que les Hongrois pouvoient obtenir des Turcs & des Tartares; soit que Ferdinand & Gabor cherchassent également à gagner du temps; chacun dans le dessein de faire ses conditions meilleures.

Louis recevoit d'ailleurs que de Vienne, Mouvements pressans de s'opposer aux projets ambitieux & cachés de la Maison d'Autriche mens excités dans la Valteline



1620.  
line par  
les artifi-  
ces du  
Duc de  
Feria  
Gouver-  
neur de  
Milan.

*Nani Hi-*  
*storia Ve-*  
*neti l. IV.*  
1620.  
*Vittorio*  
*Siri Me-*  
*moire*  
*recondite.*  
*Tom. V.*  
*pag. 175.*  
*176. 177.*  
*Mercur*  
*François*  
1620.

triche. Les nouveaux mouvemens excités dans la Valteline par les artifices du Duc de Feria Gouverneur de Milan, allarmoient presque autant l'Italie, que la victoire de l'Empereur intimidoit les Princes Protestans d'Allemagne. La République de Venise toujours attentive aux demarches des Espagnols fait de fortes instances au Conseil de France, sur la nécessité de prévenir le dessein que la Cour de Madrid a de réunir la Valteline au Duché de Milan, ou du moins de la mettre dans une entière dépendance de ses volontés. On connut bien en France les suites fâcheuses que cette affaire qui fera grand bruit dans quelque temps, étoit capable d'avoir. Louis résolut d'envoier un Ambassadeur extraordinaire à Madrid. Il vouloit tenter premièrement d'assoupir par la voie de la négociation une revolte capable de mettre l'Italie en feu, & de causer une rupture ouverte entre les deux Couronnes. Car enfin la France ne pouvoit pas souffrir que le Roi d'Espagne se rendit maître de la Valteline.

Ce petit païs que la rivière d'Adda qui l'arrose, rend extrêmement fertile, étoit fort à la bienséance des Espagnols. Ils regardoient la Valteline, comme une galerie commode pour faire passer des troupes d'Allemagne en Italie, & d'Italie en Allemagne. Le Comté de Tirol est à l'Orient de la Valteline, & le Duché de Milan à l'Occident. Elle en dépendoit avant que les Grisons s'en saisissent à la sollicitation du Pape Jules II. qui entreprit de  
chasser

chasser les François d'Italie. Maximilien Sforce céda la propriété de la Valteline aux Grisons, en reconnoissance du secours qu'ils lui donnerent pour rentrer dans son Duché de Milan. Et la donation en fut confirmée par François I. Roi de France lorsqu'il conquit le Milanois après la fameuse bataille de Marignan. Il y eut depuis ce temps-là une alliance particulière entre la Couronne de France & les Grisons. Leur République s'étoit engagée à ne donner passage par la Valteline qu'aux seules troupes de France, & à le refuser à tous les autres Souverains. Henri IV. renouvella l'alliance pour toute sa vie & pour celle de son fils. Le traité devoit même subsister huit ans après la mort de celui-ci. Une si sage précaution servit beaucoup à rompre les mesures que les Espagnols prenent souvent afin de réunir la Valteline au Duché de Milan, depuis que Charles-Quint en eût donné l'investiture à son fils.

L'habile Comte de Fuentes représentoit sans cesse au Roi Philippe II. que le moyen le plus sûr de donner des entraves à l'Italie, c'étoit d'avoir Final, Monaco, & la Valteline. Le projet n'ayant pu s'exécuter qu'en partie, le Comte fit bâtir sur un rocher à l'extrémité de la Valteline le Fort de *Fuentes*, qui donna tant à parler au monde. On jugea dès lors que le dessein des Espagnols, c'étoit d'obliger les Grisons à renoncer à leur alliance avec la France pour traiter avec sa Majesté Catholique, & de se saisir de la Valteline en cas de

1620.

de refus. Le nouveau Fort allarmoît l'Italie : il donnoit de l'ombrage & de la jalousie à la France. Quoiqu'il fût bâti sur les terres du Roi d'Espagne, il paroissoit si contraire à la conservation de la liberté des Princes d'Italie, qu'Henri IV. fut tenté de contraindre à force ouverte les Espagnols à démolir leur citadelle. Il auroit parlé plus haut, si la République de Venise & les Suisses eussent voulu seconder ses intentions. Mais ces deux Puissances agirent si foiblement en cette rencontre, qu'Henri ne crût pas devoir s'engager lui seul dans une guerre, dont ses alliés auroient tout le profit, sans porter du moins une partie des charges.

Le passage par la Valteline sembloit beaucoup moins important aux François qu'aux Espagnols & aux Venitiens. La maxime constante du Sénat, c'est de tenir le païs de terre-ferme dans une extrême sujettion, & de ne se servir que de troupes étrangères. C'est pourquoi la liberté de les faire entrer par la Valteline, étoit comme nécessaire aux Venitiens. Au temps de leur fameux differend avec le Pape Paul V, ils répandirent si à propos leurs sequins chez les Grisons & sur tout parmi les Protestans du païs, qu'il y eut une alliance conclüe pour dix ans entre les deux Républiques. Les Grisons s'engagerent à donner passage par la Valteline aux troupes que les Venitiens feroient venir à leur service. Le Roi d'Espagne se mit en tête d'obtenir le même privilège. Ses Ministres répandent des pistoles de leur côté, afin  
que

que les troupes & qui viennent d'Allemagne en Italie pour sa Majesté Catholique, ou qui vont d'Italie en Allemagne, puissent passer par la Valteline. Les Papistes du pays gagnés par les Espagnols, se déclarent en leur faveur. Les intrigues des Venitiens & des Espagnols causèrent ainsi de la division chez les Grisons: les uns & sur tout les Protestans favorisoient la République, & les autres épousèrent les intérêts de la Maison d'Autriche. 1620.

La France avoit tâché durant la minorité de Louis XIII. d'empêcher que l'alliance entre les Venitiens & les Grisons, ne se renouvellât après que les dix ans furent expirés. Mais la guerre s'étant allumée entre la République & Ferdinand Archiduc de Gratz à l'occasion des Uscoques, les Venitiens se remuèrent vivement chez les Grisons, & ils obtinrent que les troupes dont la République avoit besoin pour la seureté de son pais de terre-ferme, eussent la liberté de passer par la Valteline. L'animosité des deux partis devint plus grande à cette occasion parmi les Grisons. Gueffier Resident de France à Turin eut ordre d'aller à Coïre, & de faire en sorte que les Grisons n'entrassent plus dans aucune alliance au préjudice de celle qu'ils avoient depuis long tems avec la France, & que le Roi Très Chrétien demeurât lui seul dans le droit de faire passer des troupes par la Valteline. Selon cette commission Gueffier devoit travailler à la reconciliation des deux partis en remettant les choses sur leur ancien pied, & en écartant sans

1620. fans aucune distinction les Espagnols & les Venitiens, de ce qu'ils pretendoient obtenir à l'envi les uns des autres. Mais la Cour de France avoit alors de si grands égards pour celle d'Espagne, que Gueffier suivant les inclinations de Marie de Médicis, & peut-être conformément aux instructions qu'elle lui envoioit, fut toujours plus favorable au parti Espagnol, qu'à celui des Venitiens, sous prétexte de maintenir la Religion Catholique, au préjudice de laquelle, disoit-on, les Protestans du parti Venitien faisoient diverses entreprises. Tel est, dirai-je? le malheur, ou le renversement du Christianisme. Il n'enseigne que la douceur, la paix, & l'amour du prochain. Cependant depuis que ceux qui sont chargés d'inspirer ces bons sentimens au peuple, ont voulu se rendre riches & puissans, les intérêts de la Religion la plus propre à entretenir la tranquillité publique, sont le prétexte ou le sujet le plus ordinaire des séditions, des revoltes & des guerres. Les Venitiens aiant si bien ménagé leurs affaires parmi les Grisons, que certaines gens du parti opposé, furent bannis ou châtiés comme des factieux, les Grisons Catholiques s'animèrent encore plus. Ceux qui se plaignoient d'être opprimés, eurent recours au Gouverneur de Milan, & demandèrent la protection du Roi d'Espagne pour la Valteline, où les Grisons, disoient-ils, non contents d'exercer une domination tyrannique, tâchoient encore d'introduire la Religion Protestante, pour la faire passer de là dans le Milanois, & peut-être plus avant dans l'Italie.

Le

Le Duc de Feria, homme naturellement vain & ambitieux, cherchoit à brouiller & à faire parler de lui. L'occasion de se rendre maître de la Valteline, lui parut la plus belle du monde. Les Protestans se trouvoient fort embarrassés en Allemagne. Le Roi de France avoit continuellement des guerres civiles sur les bras : & celui d'Angleterre amuse par l'espérance du mariage de son fils avec l'Infante d'Espagne, bien loin de secourir ceux de sa Religion & ses alliés, laissoit dépouiller ses propres enfans. Voici donc Feria qui s'intrigue avec quelques Grisons exilés, & quelques mécontents de la Valteline, sous prétexte de les tirer de l'oppression qu'ils souffrent, & d'empêcher que les Ministres Protestans que les Grisons établissent dans la Valteline, n'y extirpent le Papisme. Le 19. Juillet de l'an 1620. un certain Pianta & le Chevalier Robustel entrent dans le pays avec quelques soldats ramassés dans le Tirol, ou dans le Duché de Milan. Les Ministres & les Officiers mis par les Grisons dans la Valteline sont massacrés incontinent. Les revoltés tâchent de fermer encore tous les endroits par où les Grisons peuvent venir au secours de leurs gens dans la Valteline ; mais ils ne prirent pas si bien leurs mesures, qu'un grand nombre de Grisons n'entraissent avec quelques soldats des Provinces-Unies, qui avoient servi la République de Venise. Le Duc de Feria levant pour lors le masque envoie promptement dans la Valteline des troupes Espagnoles, & de bons Officiers : son dessein, dit-il, c'est de maintenir la

1620.

Religion Catholique , dans un païs où les Protestans entreprennent de l'opprimer. Et de peur que les Venitiens ne secourent les Grisons ; le Gouverneur de Milan fait avancer des troupes vers les frontières de la République, comme pour la menacer d'une guerre ouverte , en cas que le Sénat se mêle des affaires de la Valteline..

Les Grisons se trouvent alors dans une grande perplexité. L'appui de la Couronne de France est leur unique ressource : & Gueffier envoyé de sa Majesté Très-Chrétienne, s'étoit retiré de chez eux en Suisse, irrité de quelques insultes qu'il prétendoit avoir reçues. Voici comment la chose arriva. Gueffier surpris par les insinuations artificieuses des Ministres Espagnols, qui veulent lui faire accroire que le Roi leur maître ne pense qu'à la conservation de la Religion Catholique , & à s'opposer au dessein que les Venitiens ont de soutenir le parti Protestant, à la faveur duquel ils tâchoient de renouveler leur alliance avec les Grisons ; Gueffier, dis-je, avoit secondé les Espagnols avec tant de chaleur, que les Grisons du parti contraire mécontents de son procédé, ne gardoient plus de mesures avec lui. L'Envoyé de France est donc obligé de s'en aller chez les Suisses. Mais la face des affaires étant changée par la revolte de la Valteline, les Grisons prièrent instamment Gueffier de revenir à Coire. Il y fut reçu avec toutes les marques possibles d'honneur & de distinction. Pendant que les Grisons Protestans s'efforcent de mériter les bonnes grâces du Roi

Roi de France, dont la protection leur est desormais nécessaire, une de leurs Liges. 1626.  
où les Papistes prévalaient, pense à le séparer de leur union, & à se cantonner avec les Suisses Catholiques, assurée qu'elle est de l'appui du Roi d'Espagne que le Gouverneur de Milan promettoit.

Son entreprise avoit également alarmé les Princes d'Italie & la Cour de France. Louis occupé pour lors à dissiper le puissant parti formé par la Reine sa mere, fit ordonner au Maréchal de Lesdiguières qui étoit en Dauphiné, d'aviser aux affaires d'Italie, & de concerter avec le Duc de Savoie & avec la République de Venise les mesures nécessaires pour s'opposer aux desseins de la Cour de Madrid. Bullion Conseiller d'Etat fut chargé de porter les Lettres & les ordres du Roi à Lesdiguières, & d'accompagner le Maréchal à Turin. On étoit bien-aise qu'il y allât conférer avec Charles Emmanuel. Ne semble-t-il pas que la Cour de France vouloit alors que le Maréchal se montrât seulement dans le Piémont, dès qu'elle avoit envie de faire peur aux Espagnols? Lesdiguières entreprit le voyage de bon cœur. Ce lui étoit une nouvelle occasion d'acquérir de la gloire, & d'attraper encore de sequins de Venise. On espère que le Sénat plus alarmé que les autres de l'invasion de la Valteline, augmentera les troupes de la République. Le Maréchal en avoit de toutes prêtes au service des Venitiens, s'ils étoient d'humeur de les acheter à leur ordinaire. Le Savoyard toujours inquiet, fut ravi de s'aboucher avec son bon voisin, & de voir si les nou-

Voyage du  
Maréchal  
de Lesdi-  
guières en  
Piémont à  
l'occasion  
des mou-  
vements de  
la Valteli-  
ne.  
Histoire de  
Connétable  
de Lesdi-  
guières.  
X.  
Chap. II.  
Nani Hi-  
storia Ve-  
net. l. IV.  
1620.



1620. veaux mouvemens de la Valteline, ne lui fourniroient point quelque ouverture pour se venger des Espagnols, & pour exécuter du moins une partie des vastes projets, qu'il rouloit sans cesse dans sa tête

Charles Emmanuel ordonna que Lesdiguières fût reçu dans toutes les villes de Savoie avec de fort grands honneurs: & son Altesse lui fit des civilités extraordinaires à Turin. Le Duc de Savoie, Pesaro Ambassadeur de Venise, le Maréchal, & Bullion eurent de fréquentes & longues conférences sur l'affaire de la Valteline. Mais chacun avoit des vuës si diverses & des intérêts si différens, qu'il fut impossible de prendre une résolution fixe & certaine. Les Venitiens y alloient d'assez bonne foi. Pesaro proposa que toutes les Puissances alliées concourussent à contraindre les Espagnols par la voie de la négociation, ou par celle des armes à se désister de leur entreprise sur la Valteline. Charles Emmanuel ne pensoit qu'à trouver les moïens d'attirer les François en Italie & de profiter lui seul des mouvemens qui s'y feroient. Lesdiguières & Bullion suivant les instructions de la Cour de France offroient d'entrer premièrement en négociation avec sa Majesté Catholique. Mais quand on vint à celle des armes, en cas que l'autre fut inutile, Lesdiguières parla de servir la République comme un simple particulier, & de lui amener dix mille hommes de pied & mille chevaux qu'elle prendroit à sa solde. Les Venitiens n'avoient point envie de se charger seuls des dépenses de la guer-

re. Leur Ministre répondit que la saison étoit désormais trop avancée pour faire venir des troupes étrangères en Italie; & il demanda que le Roi de France, le Duc de Savoie, le Senat de Venise, & les Suisses, contribuassent chacun à proportion de leurs moïens, à chasser les Espagnols d'un endroit, où toutes ces Puissances avoient un intérêt commun à ne leur laisser pas mettre le pied. Les conférences se terminèrent donc à conclure que le Duc de Savoie écriroit à ceux du Canton de Berne, pour leur persuader d'en user avec un peu plus de modération dans la protection qu'ils donnoient aux Grisons. Les Cantons de la communion du Pape trompés par les Espagnols & par les Valtelins rebelles, s'imaginoient que les Grisons soutenus par ceux de Berne, vouloient établir la Réformation dans la Valteline. Or il étoit d'une extrême importance que tous les Cantons assemblés pour lors à Bade fussent bien convaincus que la Cour de Madrid se servoit du prétexte de la Religion pour venir à ses fins, & qu'ils prissent une résolution unanime d'aider les Grisons au recouvrement de la Valteline. Le voiage de Lesdiguières n'eut point d'autre fruit que de faire convenir les autres qu'il falloit travailler à reconcilier au plutôt les Grisons entr'eux & faire en sorte que les Cantons Catholiques concourussent avec les Protestans à repri mer l'entreprise du Gouverneur de Milan.

La République de Venise avoit envoyé Priuli en qualité d'Ambassadeur extraordinaire en France, avec ordre de représenter

1620. *deux ex-  
traordi-  
naire en  
Espagne  
pour l'af-  
faire de la  
Valteline.  
Nani Hi-  
storia Ve-  
neta. l. IV.  
1620.  
Journal de  
Bassom-  
pierre.  
Lettres de  
Bentivo-  
glia.*

vivement au Roi la nécessité de prévenir les mauvais desseins des Espagnols contre la liberté de l'Italie. Louis délivré des embarras que le parti de sa mere, & la résistance des Bearnois aux ordres de sa Majesté, lui causèrent, écoute favorablement les sages remontrances du Sénat. Puis le Secrétaire d'Etat donna de bonnes paroles au Ministre Venitien. Il lui promet que le Roi Catholique ne veut pas avoir égard aux instances que Bassompierre nommé Ambassadeur extraordinaire en Espagne doit lui faire sur la restitution de la Valteline, Louis emploiera ses forces à secourir les Alliés de sa Couronne, & à maintenir le repos & la liberté de l'Italie. Disons maintenant les raisons qu'eut Bassompierre d'accepter un emploi, qui l'exile honnêtement de la Cour de France. Il y avoit plus de crédit, & le Roi le considéroit plus que jamais. Cela nous fera mieux connoître la foiblesse & le génie du Prince dont j'écris l'histoire.

Bassompierre s'insinuoit fort agreablement dans les bonnes graces de Louis, depuis l'affaire du Pont de Cé, & le voiage de sa Majesté en Guienne. Le Duc de Luines qui craint un rival plus habile & plus estimé que lui, fait en sorte qu'au retour du Bearn, le Roi commença de recevoir Bassompierre d'un air froid & sérieux. Un changement si subit l'étonne: mais il ne se déconcerte pas. *Est-ce tout de bon, Siré, ou pour vous mocquer de moi, que vous faites la mine ?* dit-il un jour à Louis avec son enjouement ordinaire. &

*ne vous la fais point*, répondit le Roi d'un ton grave, en se tournant de l'autre côté. Bassompierre va voir ensuite le Duc de Luines, & il en est si mal reçu, qu'il ne peut plus douter qu'on ne trame quelque chose contre lui à la Cour. Tout ceci se passoit à Bourdeaux, lors que le Roi revenu de Pau, se préparoit à prendre la route de Paris. Le Cardinal de Retz, le Comte de Schomberg, & l'Abbé Rucellai avertirent alors Bassompierre que le Duc de Luines se plaignoit extrêmement de lui. Quand il faut venir au détail des griefs, on trouve que le plus grand de tous, c'est le progrès que Bassompierre fait chaque jour dans les bonnes grâces du Roi. Cela donnoit trop d'inquietude au Favori : il avoit résolu de perdre Bassompierre, à moins qu'il ne prît le parti de se retirer de lui-même de la Cour. Dans le mortel chagrin qu'un si fâcheux contretemps, causé à un Courtisan, Bassompierre eut du moins la consolation de reconnoître, que c'étoit à contrecœur, que le Roi en usoit de la sorte avec lui. *Ne s'ennuie point*, dit un jour Louis au desolé Bassompierre, *& ne fai semblant de rien.*

Cependant ses amis l'avoient averti que le Favori ne pouvoit plus le souffrir à la Cour, & qu'il falloit s'en éloigner incessamment. Bassompierre rejette d'abord la proposition avec beaucoup de hauteur & de fierté. Mais ses amis lui aiant remontré vivement, qu'il vaut mieux céder pour un temps à un Favori impérieux & maître de l'esprit du Prince, que de se perdre sans

1620. ressource, Bassompierre entre en composition avec le Duc de Luines. Voilà comme l'Ambassade extraordinaire en Espagne, fut le prétexte honnête qu'on fournit à Bassompierre pour donner satisfaction au Favori. Ils se virent ensuite l'un l'autre. *Je vous l'avoue franchement*, dit Luines d'une manière basse & ridicule, *je suis comme un mari qui craint d'être cocu. Je ne puis souffrir qu'un galant homme fasse l'amour à ma femme. J'aurai toujours de l'estime & de l'inclination pour vous. Mais c'est à condition que vous ne tâcherez pas de vous influencer trop avant dans les bonnes grâces du Roi.* Luines mene ensuite son rival reconcilié à l'appartement de sa Majesté. Bassompierre est mieux reçu, depuis que le Favori témoigne qu'il est content de lui. Vit-on jamais une pareille foiblesse ? Louis XIII. n'ose regarder qui que ce soit de bon œil, à moins que son premier Ministre, ou son Favori ne lui en donnent la permission.

*Fin de la II. Partie du Tome III.*



